

Futurs proches : Liberté, indépendance et impérialisme au

Noam Chomsky

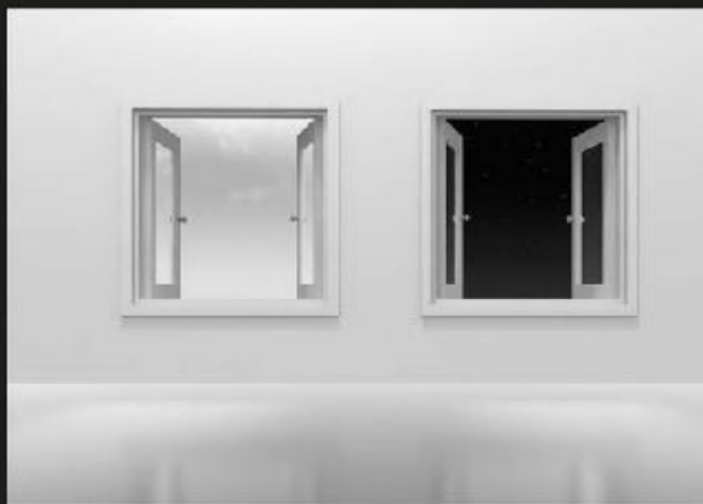
VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

FUTURS PROCHES

LIBERTÉ, INDÉPENDANCE ET IMPÉRIALISME AU XXI^e SIÈCLE

NOAM
CHOMSKY



LUX

FUTUR PROCHE

Image de la couverture : Yagi Studio
© Collection Photodisc / Getty Image

© Haymarket Books, Chicago, 2010
Titre original : *Hopes and Prospects*

© Lux Éditeur, 2011 pour la présente édition
www.luxediteur.com

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2011
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN ePub : 978-2-89596-691-3
ISBN papier : 978-2-89596-104-8
ISBN PDF : 978-2-89596-891-7

Ouvrage publié avec le concours du programme de crédit d'impôts du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme national de traduction pour l'édition et du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Avant-propos

Les essais qui composent cet ouvrage ont notamment pour origine une série de conférences que j'ai données au Chili en octobre 2006. En 2009, elles ont été publiées en espagnol sous le titre *Neoliberalismo y globalización* (Temuco, Ediciones Universidad de la Frontera). J'avais l'intention de les retravailler en vue d'une publication en langue anglaise, mais je n'ai pas été en mesure de le faire avant un certain temps. Revues et augmentées début 2010, elles constituent les trois premiers chapitres du présent ouvrage. Le **chapitre 4**, qui ferme la première partie, est une version aussi revue et augmentée d'une vidéoconférence donnée le 24 septembre 2008 au 7^{ème} Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes de Caracas. La première partie porte donc essentiellement sur l'Amérique latine et les relations qu'entretiennent les États-Unis avec le sous-continent.

La **deuxième partie** consiste en un recueil de conférences et d'articles préparés en 2008 et en 2009, eux aussi mis à jour début 2010, portant sur divers sujets touchant la politique intérieure des États-Unis et les enjeux internationaux. Les premières versions des chapitres 5, 9 et 11 sont parues dans *Z Magazine*, et le **chapitre 7**, dans l'*International Socialist Review*. Le **chapitre 12** trouve sa source dans des conférences données en octobre et novembre 2009 au Royaume-Uni et en Irlande, ainsi qu'au Boston College lors d'une commémoration de l'assassinat, le 16 novembre 1989, de huit jésuites au Salvador.

Première partie

L'Amérique latine

À qui profite la mondialisation ?

LES AFFAIRES humaines empruntent des routes infiniment variées, complexes et imprévisibles, mais il survient à l'occasion des événements qui constituent de véritables tournants historiques. Il s'en est produit plusieurs ces dernières années. En Occident, il est devenu banal de dire qu'après le 11 septembre 2001 rien ne sera plus jamais pareil. La chute du mur de Berlin, en 1989, est un autre événement ayant acquis ce statut privilégié. Il y en aurait long à dire sur ces deux exemples, tant sous leurs aspects mythiques que tangibles. J'ai cependant un épisode plus ancien en tête : les événements de l'année 1492, qui ont assurément aiguillé l'histoire du monde sur une voie radicalement nouvelle, non sans de lourdes et durables conséquences.

Les voyages de Colomb, on le sait, ont inauguré la conquête par l'Europe du continent américain, qui a eu d'atroces répercussions sur les populations autochtones, puis sur les Africains amenés en Amérique lors de ce qui fut l'un des plus sombres épisodes de l'histoire. Vasco de Gama s'est empressé d'ouvrir la voie pour amener en Afrique et en Asie « la barbarie et l'injustice des Européens », pour reprendre le triste constat d'Adam Smith à l'égard des crimes horribles commis en Inde par la Grande-Bretagne, dont l'évidence sautait aux yeux même à son époque. En 1492, également, les conquérants chrétiens ont étendu leur emprise barbare à la civilisation européenne la plus tolérante et la plus avancée de l'époque, l'Espagne mauresque (Al-Andalus), forçant les juifs à s'exiler ou à se convertir à la religion de l'Inquisition et entreprenant le grand nettoyage ethnique de la population musulmane (les Maures). Par le fait même, ils ont détruit en grande partie la somme des savoirs classiques que les Maures avaient préservés et enrichis, un peu comme les Mongols l'avaient fait en envahissant l'Irak deux siècles plus tôt ou, pire encore, comme la coalition américano-britannique qui, en faisant la même chose au début du XII^{ème} siècle, a provoqué l'anéantissement de trésors de la civilisation et fait toujours des ravages^[1]. Depuis 1492, la conquête de la

majeure partie de la planète par l'Europe et ses rejets a constitué le thème central de l'histoire du monde.

On connaît bien les principaux facteurs des remarquables succès militaires de l'Europe. Parmi ceux-ci se trouve l'insalubrité, qui a provoqué des épidémies ayant décimé des populations d'Amérique dont l'état de santé était nettement meilleur que celui des conquérants^[2]. Outre les maladies, « c'est grâce à leur supériorité militaire, plutôt qu'à quelque avantage social, moral ou naturel, que les Blancs sont arrivés à créer et à maintenir, quoique pendant une brève période, la première hégémonie mondiale de tous les temps », a remarqué l'historien militaire Geoffrey Parker^[3]. De l'Amérique à l'Asie du Sud-Est, poursuivait-il, les peuples étaient atterrés par la sauvagerie des Européens et « tout aussi horrifiés par la furie destructrice de la guerre à l'européenne ». Les sociétés conquises étaient loin d'être pacifistes, mais la brutalité des Européens leur était inédite, pas tant par ses techniques que par son esprit. La nuance que fait Parker, « quoique pendant une brève période », pourrait s'avérer fondée dans un sens beaucoup plus sombre qu'il ne l'envisageait. Des analystes stratégiques américains parmi les plus éminents et judicieux font une mise en garde contre la « ruine définitive », voire l'« apocalypse à venir », que le gouvernement pourrait provoquer s'il persiste dans son militarisme offensif^[4], sans parler de la menace imminente d'une grande catastrophe environnementale d'origine humaine.

L'écart existant aujourd'hui entre le Nord et le Sud – entre les sociétés riches et développées et le reste du monde – découle pour une bonne part de cette conquête. Les chercheurs commencent à reconnaître l'existence de données longtemps masquées par l'arrogance impériale. Ils découvrent que, à l'arrivée des Européens et bien avant, les Amériques étaient le foyer de civilisations parmi les plus avancées du monde. Des archéologues croient que l'est de la Bolivie, pays aujourd'hui le plus pauvre d'Amérique du Sud, était le lieu d'une société riche, évoluée et complexe, comptant sans doute un million d'habitants. Ils décrivent cet endroit comme « l'un des plus grands, des plus étranges et des plus écologiquement riches milieux créés par l'homme, avec ses chaussées, ses canaux, ses grandes villes structurées, sa richesse considérable » et un paysage qu'ils considèrent comme « l'une des plus grandes œuvres d'art de l'humanité, un chef-d'œuvre ». En 1491, les Andes péruviennes étaient le berceau de l'Empire inca, l'un des plus grands du monde, dont l'échelle dépassait celles des Empires chinois, russe, ottoman ou autres, sans parler de tous les États européens, et dont les réalisations, notamment artistiques et agricoles, étaient remarquables^[5].

L'un des phénomènes les plus stimulants des dernières décennies est le réveil des cultures et des langues autochtones ainsi que les luttes des communautés pour l'obtention de droits politiques. En Amérique du Sud, les peuples autochtones ont fait des gains considérables. D'un bout à l'autre de

l'hémisphère comme ailleurs, des Autochtones se regroupent pour revendiquer les droits territoriaux, civils et autres dont ils ont été privés par des États répressifs et souvent meurtriers. De tels mouvements existent même là où les Autochtones ont à peine survécu à la conquête, comme aux États-Unis, où leur population, qui atteignait peut-être sept millions d'habitants ou plus avant l'arrivée des Européens, n'était plus que de quelques centaines de milliers en 1900. Inutile de mentionner que ces questions sont tout à fait d'actualité ici même à Temuco, à la frontière du territoire mapuche.

Mon propre département du MIT a joué un rôle important dans cette renaissance, et ce, grâce aux extraordinaires travaux de feu Kenneth Hale. Outre son travail sur des questions touchant les droits des Autochtones des Amériques et de l'Australie et ses contributions essentielles à l'étude de leurs langues et à la linguistique, il a recruté des étudiants qui, vivant dans des réserves, avaient peu d'occasions de s'instruire, et s'est efforcé de les aider à obtenir leur doctorat dans un programme très exigeant, où ils ont dû présenter des exposés sur leurs propres langues d'une finesse et d'une profondeur surpassant tout ce qui avait été publié jusqu'alors. Une fois rentrés chez eux, ils ont mis sur pied des programmes éducatifs et culturels, dont plusieurs ont pris de l'ampleur, revitalisant des collectivités marginalisées et contribuant à l'élargissement des droits de ces dernières. Je n'évoquerai ici qu'une seule de leurs réalisations spectaculaires. Au moment de la conquête, une des langues les plus importantes de Nouvelle-Angleterre était le wampanoag. La plupart des Autochtones de la région ont été déportés ou assassinés, et une prime était offerte pour leurs têtes. Ceux qui se sont rendus faute de vouloir combattre – hommes, femmes et enfants – ont été réduits en esclavage par les premiers colons anglais^[6]. Le dernier locuteur connu est mort voilà un siècle. À l'aide de données textuelles et comparatives, Hale et quelques-uns de ses étudiants ont pu reconstituer la langue. La Wampanoag Jesse Little Doe, principale collaboratrice du professeur, l'a aussi apprise. Lors d'une cérémonie, elle lui a rendu hommage en wampanoag, et ce, avec aisance. Sa fille de deux ans l'accompagnait, première locutrice native de cette langue en 100 ans. Cette collectivité et sa culture ont désormais de fortes chances de s'épanouir et de trouver leur place dans la société, et peuvent être considérées comme un modèle.

À l'autre bout du monde, au moment des conquêtes européennes, la Chine et l'Inde étaient les plus importants centres commerciaux et industriels de la planète. Ces pays étaient alors bien en avance sur l'Europe en matière de santé publique et, vraisemblablement, en ce qui a trait au degré de développement et à la taille de leurs marchés. Au Japon, l'espérance de vie était probablement supérieure à celle de l'Europe^[7]. L'Angleterre amorçait alors un rattrapage industriel, notamment dans le domaine du textile, en faisant des emprunts à l'Inde et à d'autres pays à l'aide de méthodes aujourd'hui qualifiées de

« piraterie » et bannies des traités commerciaux internationaux imposés par les États riches sous le prétexte cynique d'instaurer le « libre-échange ».

Pour leur développement, les États-Unis ont, à l'instar d'autres États, largement fait appel à ces pratiques de « piraterie » et de protectionnisme. L'Angleterre aussi a bel et bien pratiqué une forme de piraterie, aujourd'hui considérée comme un des pires crimes internationaux. L'un des corsaires anglais les plus admirés était sir Francis Drake. Son butin « peut à juste titre être considéré comme la source des investissements britanniques à l'étranger », a conclu John Maynard Keynes^[8].

La Grande-Bretagne a fini par adopter une forme de « libre-échange » en 1846, après que des siècles de protectionnisme et d'intervention de l'État dans son économie lui eurent donné un avantage considérable sur ses concurrents, et tout en détruisant l'économie manufacturière indienne par l'imposition de tarifs protecteurs élevés et d'autres moyens, comme elle l'avait fait auparavant pour l'Irlande. Les États-Unis n'ont adopté le libre-échange qu'un siècle plus tard, pour des raisons similaires. L'engagement libre-échangiste des deux pays était cependant clairement délimité (j'y reviendrai plus loin). Grâce, d'une part, aux interventions vigoureuses et à la violence de l'État à domicile et, d'autre part, à la barbarie et au libéralisme imposés aux régions conquises, l'Europe et ses rejets ont généralement pu s'enrichir et se développer, tandis que les autres pays étaient réduits à devenir le « tiers-monde », le Sud. Comme l'histoire est trop complexe pour qu'on la limite à quelques facteurs, considérons ceux-ci comme les plus évidents.

Ces politiques ont eu de graves conséquences, parfois étonnantes. Prenons le pays le plus pauvre des Amériques, Haïti, qui pourrait bien devenir inhabitable d'ici quelques générations. Jadis, il s'agissait sans doute de la colonie la plus riche du monde, à l'origine d'une grande partie de la prospérité de la France. En 1789, Haïti assurait 75 % de la production mondiale de sucre et était le premier producteur de coton (le « pétrole » des débuts de la révolution industrielle) et d'autres biens de valeur. L'économie de plantation, fondée sur l'esclavage, a enclenché le processus de destruction des terres arables et des forêts, qui se poursuit depuis ce temps, régulièrement exacerbé par des politiques impériales. Après y avoir amené des esclaves, les navires français revenaient d'Haïti chargés de bois d'œuvre. La destruction des forêts, d'abord causée par les maîtres français, puis due à la pauvreté, a provoqué l'érosion et d'autres dévastations. En 1804, après une lutte brutale et dévastatrice contre les armées de France et de Grande-Bretagne, qui bénéficiaient de l'appui des États-Unis, la colonie s'est finalement affranchie de son joug, devenant le premier pays libre d'hommes libres du continent américain, 20 ans après que la société esclavagiste qui domine aujourd'hui le monde se fut libérée de sa métropole. Les Haïtiens ont payé cher le fait d'avoir commis le crime de s'être libérés. Les États-Unis se sont obstinés à ne

pas reconnaître cette société libre et dangereuse jusqu'en 1862. Cette année-là, ils ont reconnu le Liberia et Haïti pour la même raison : l'esclavage était en voie d'être aboli, et on espérait pouvoir prévenir la contamination du pays par des non-Blancs en déportant les Noirs chez eux. Le projet s'est essouffé quand on a trouvé le moyen de réintroduire l'esclavage sous une nouvelle forme, la criminalisation des Noirs, qui a grandement contribué à la révolution industrielle aux États-Unis et qui s'est poursuivie jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, où l'industrie militaire avait besoin de main-d'œuvre non syndiquée. De son côté, la France a exigé d'Haïti une forte indemnité pour le punir de s'être libéré de sa cruelle emprise, un fardeau dont le pays ne s'est jamais remis. Le monde civilisé considérait alors ces représailles comme justes, et voit d'ailleurs encore les choses ainsi. Il y a quelques années, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide a poliment demandé à la France s'il ne serait pas temps de dédommager, ne serait-ce que mesurément, les Haïtiens de cette écrasante punition. Indignée, la France s'est jointe à Washington en 2004 pour renverser le gouvernement haïtien élu démocratiquement, instituant un autre règne de terreur dans cette société meurtrie^[9].

En réalisant une enquête sur les conséquences immédiates de ce renversement, des chercheurs de la faculté de droit de l'université de Miami ont découvert « que de nombreux Haïtiens, particulièrement ceux qui vivent dans les quartiers pauvres, sont maintenant confrontés à une horreur inhumaine, les plus démunis vivant le cauchemar de lutter pour la survie dans la plus complète indigence et un cycle de violence [nourri par] les institutions censées veiller à la justice et à la sécurité ». En août 2006, la plus importante revue de médecine du monde, *The Lancet*, a publié une étude des violations des droits de la personne commises en Haïti entre le coup d'État de février 2004 et décembre 2005. On y apprend qu'environ 8 000 personnes ont été assassinées pendant cette période, et que les agressions sexuelles étaient monnaie courante, en particulier sur des enfants : il ressort des données que 35 000 femmes et fillettes ont été violées dans la seule région de Port-au-Prince. Ces atrocités étaient essentiellement le fait de criminels, de la police nationale et des Casques bleus de l'ONU. Les chercheurs en ont relevé très peu qui soient attribuables aux forces lavalassiennes favorables à Aristide. Cette étude est passée inaperçue aux États-Unis et a été très peu commentée ailleurs^[10].

La pire des nombreuses épreuves infligées à la perle des Antilles depuis l'indépendance a sans doute été l'invasion commandée par Woodrow Wilson en 1915, qui a pratiquement rétabli l'esclavage, a fait des milliers de morts (15 000 selon l'historien haïtien Roger Gaillard) et a ouvert le pays à sa prise de contrôle par les entreprises américaines. Bouleversée, la société s'est retrouvée sous le joug d'une garde nationale meurtrière, formée par les États-Unis et servant les intérêts de l'élite mulâtre et blanche d'Haïti, encore plus

prédatrice et rapace que ses semblables latino-américaines et s'appropriant sans vergogne l'argent des programmes d'aide au pays. Voilà l'une des grandes réussites de ce qui a traversé le temps sous le nom d'«idéalisme wilsonien».

Les marines ont dissous le parlement à la pointe du fusil après qu'il eut rejeté la demande des États-Unis d'adopter une constitution qui permette la prise de contrôle d'Haïti par les entreprises américaines, entre autres mesures soi-disant progressistes. Il est vrai que l'occupant a tenu un référendum lors duquel ses demandes ont été appuyées à 99,9 %, avec un taux de participation de 5 %. Le caractère progressiste de ces mesures était largement reconnu. Comme l'expliquait le département d'État, les Haïtiens constituaient un «peuple inférieur», et, «pour que notre occupation soit bénéfique pour le pays et le fasse progresser, il était évident qu'un afflux de capitaux étrangers était nécessaire, et on ne pouvait s'attendre à ce que des Américains investissent dans des plantations et de vastes entreprises agricoles en Haïti sans pouvoir eux-mêmes s'approprier la terre où leur argent serait dépensé». C'est donc au nom d'un désir sincère d'aider un peuple haïtien meurtri que les États-Unis l'ont contraint à laisser les investisseurs américains faire main basse sur le pays, grâce à une «intervention désintéressée» menée avec une «sollicitude toute paternelle» et sans volonté d'obtenir quelque «avantage préférentiel, de nature commerciale ou autre» (*New York Times*).

Terreur et répression se sont accentuées sous le règne de la garde nationale et la dictature des Duvalier, tandis que l'élite prospérait, isolée du reste du pays qu'elle contribuait à mettre à sac. À l'arrivée de Reagan au pouvoir, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Banque mondiale ont mis en œuvre des programmes visant à faire d'Haïti le «Taïwan des Caraïbes» grâce à son adhésion au dogme de l'avantage comparatif: Haïti allait importer aliments et autres biens des États-Unis, tandis que ses travailleurs, des femmes pour la plupart, peineraient, soumis à des conditions misérables, dans des usines d'assemblage de propriété américaine. Comme l'expliquait en 1985 un rapport de la Banque mondiale, cette stratégie de développement fondée sur les exportations impliquait que la consommation intérieure soit «sensiblement restreinte, afin que la nécessaire augmentation de la production se traduise en exportations». On y mettait l'accent sur «l'expansion des entreprises privées» en spécifiant qu'il fallait «minimiser» le soutien à l'éducation et privatiser d'autres «programmes sociaux». «Les projets privés à haut rendement économique doivent être largement soutenus» au détriment des «dépenses publiques dans le domaine social», car «il faut accorder moins de place aux programmes sociaux, qui font augmenter la consommation». Par contraste, le développement de Taïwan, libre de toute mainmise étrangère, a été le fruit de politiques complètement différentes, qui favorisaient les investissements en

zones rurales afin de stimuler la consommation et de prévenir l'apparition de flux de paysans s'entassant dans des bidonvilles, conséquence manifeste des politiques progressistes dictées à Haïti. Haïti n'est jamais devenu Taïwan. Les catastrophes survenues par la suite, y compris la destruction d'infrastructures trop fragiles par le tremblement de terre de janvier 2010, ont dans une large mesure été provoquées par l'homme : elles sont le résultat de ces politiques et de celles qui les ont suivies depuis l'invasion américaine de 1915, aggravant les calamités occasionnées par la France alors qu'elle s'enrichissait par la déprédation et la destruction de sa plus opulente colonie.

L'administration Reagan s'est montrée particulièrement satisfaite d'un « progrès encourageant » accompli par Haïti en 1985 : le parlement a adopté une loi exigeant de tout parti politique la reconnaissance de « Bébé Doc » Duvalier, le président à vie, comme arbitre suprême de la nation, déclarant hors-la-loi le Rassemblement des démocrates-chrétiens et accordant au gouvernement le pouvoir de suspendre les droits de tout parti sans justification. Le succès des programmes reaganien de « consolidation de la démocratie » a permis à cette administration de maintenir son aide militaire à ce dictateur cruel et vénal, qui démocratisait son pays de manière si efficace. Le jugement reaganien sur les progrès de la démocratie n'avait pas que du mérite. La loi a été adoptée à une majorité de 99,98 %, ce qui diffère peu des 99,9 % du temps de l'idéalisme wilsonien. Les cyniques rétorqueront qu'un tel résultat reflète le spectre des choix que les États-Unis autorisent à leurs dépendances, tandis que leur politique intérieure, elle, passe d'un extrême à l'autre.

En 1990, la première élection libre de l'histoire d'Haïti a ébranlé les politiques rationnelles imposées par Washington et les institutions financières internationales. La majorité pauvre a fait son entrée dans l'arène politique – une première – en élisant son propre candidat, Jean-Bertrand Aristide, qui a récolté les deux tiers des voix. Les observateurs en ont été surpris et ébranlés, car ils avaient porté peu d'attention à la vigueur des mouvements populaires qui s'organisaient dans les bidonvilles et les montagnes, et avaient tenu pour acquis que Marc Bazin, ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale soutenu par les États-Unis, monopolisant les ressources et bénéficiant de l'appui de l'élite fortunée, l'emporterait. Bazin n'a obtenu que 14 % des voix. Pendant la brève période où Aristide a été président, le flux migratoire s'est inversé : en lieu et place de personnes fuyant la terreur et la répression, refoulées par la garde côtière américaine (ou parfois transférées à Guantánamo) en violation des conventions internationales sur les réfugiés, on voyait des Haïtiens rentrer chez eux, le cœur plein d'espoir. Aux États-Unis, on a adapté la politique relative aux réfugiés en conséquence : on accordait désormais l'asile aux demandeurs puisque ces derniers fuyaient un gouvernement démocratique n'ayant pas la faveur de Washington plutôt

qu'une féroce dictature bénéficiant de son appui. Les succès d'Aristide en matière d'assainissement des finances publiques et d'allègement de l'énorme bureaucratie étaient salués par les institutions financières internationales, qui, en conséquence, fournissaient de l'aide à Haïti. Bref, la situation était alarmante : Haïti était en train de passer à la démocratie, quittant l'orbite américaine et adoptant des politiques qui répondaient aux besoins de sa majorité appauvrie plutôt qu'à ceux des riches alliés de l'Oncle Sam.

Washington a immédiatement appliqué ses procédures d'usage dans de tels cas, qui consistent à réorienter son aide vers les mouvements d'opposition dirigés par les milieux d'affaires tout en employant divers stratagèmes répondant aux critères de « promotion de la démocratie » pour nuire au gouvernement Aristide. Quelques mois plus tard, en septembre 1991, a eu lieu comme il fallait s'y attendre le coup d'État des militaires, auquel a probablement participé la CIA si l'on se fie au témoignage d'Emmanuel Constant, secrétaire général du Front pour l'avancement et le progrès en Haïti (FRAPH), milice responsable de la mort de milliers d'Haïtiens; son extradition sera plus tard empêchée par l'administration Clinton, fort probablement parce qu'il en avait trop long à dire. En 1994, sans doute pour les mêmes raisons, les militaires américains envoyés pour rétablir Aristide au pouvoir confisqueront 160 000 pages de documents que l'administration Clinton voulait soustraire au regard du gouvernement démocratique, « pour éviter des révélations embarrassantes » sur son soutien à la junte militaire et ses efforts en vue de saper la démocratie, spéculent Human Rights Watch. La junte a mis en place un régime de terreur cruel, soutenu par Bush père et, encore plus fermement, par Bill Clinton, quoi qu'il en dise. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont accrus, au mépris de l'embargo décrété par l'Organisation des États américains (OEA), et la pétrolière Texaco a été discrètement autorisée à fournir du carburant aux putschistes, en dépit des directives présidentielles. Haïti étant désormais sous la botte d'une dictature meurtrière au service des nantis, la politique relative aux réfugiés pouvait revenir à la normale^[11].

En 1994, il semble que Clinton ait conclu que l'intimidation de la population avait assez duré et qu'Aristide avait été suffisamment « civilisé » par ses instructeurs américains, car il a envoyé des troupes pour rétablir le président élu dans ses fonctions pour quelques mois. Celui-ci devait cependant se plier à de strictes conditions : appliquer un austère programme néolibéral, en tout point semblable à celui du candidat soutenu par les États-Unis qu'il avait défait sans peine à l'élection de 1990 (et qui avait été mis au pouvoir par la junte et ses riches sympathisants en 1992). Les efforts d'Aristide pour démanteler l'armée, ennemie jurée des Haïtiens depuis sa constitution, ont été contrecarrés. Toute intervention dans l'économie lui a été interdite. Les riziculteurs haïtiens sont efficaces, mais ne peuvent concurrencer l'agriculture industrielle américaine, nourrie de généreuses

subventions, en bonne partie grâce à Reagan, sacré grand prêtre du libre-échange en dépit de son bilan, qui conjugait protectionnisme extrême et intervention de l'État dans l'économie. D'autres petites entreprises ont dû fermer leurs portes à cause du dumping de produits américains, qu'Haïti ne pouvait empêcher vu les conditions de rationalisation économique qu'on lui avait imposées.

Ce qui a suivi n'a rien de surprenant : dans un rapport publié en 1995, l'USAID observe que « les politiques de commerce et d'investissement fondées sur l'exportation [ordonnées par Washington] accablent les riziculteurs locaux », accélérant leur migration vers ces bidonvilles misérables qui ont connu un sort atroce lors de la catastrophe causée par le tremblement de terre de janvier 2010 qui, comme plusieurs autres, n'a pas frappé toutes les classes de la même façon, touchant surtout les pauvres, dont les épouvantables conditions de vie exacerbaient la vulnérabilité (les riches s'en sont mieux tirés). Parallèlement, les politiques néolibérales ont eu raison de ce qui restait de souveraineté économique au pays, qu'elles ont mené au chaos, chaos stimulé par un Bush fils qui a bloqué presque toute l'aide internationale sous le prétexte cynique qu'elle mènerait, justement, au chaos, à la violence et à une intensification des souffrances du peuple. En 2004 sont revenus les deux tortionnaires traditionnels d'Haïti, la France et les États-Unis, qui ont renversé le gouvernement et kidnappé le président (sous le prétexte de lui « porter secours »), qu'ils ont expédié en République centrafricaine. Depuis ce temps, les États-Unis cherchent à bannir Aristide non seulement d'Haïti, mais de l'ensemble des Amériques. Depuis ce temps, Haïti a perdu toute capacité d'autosuffisance, sa population étant à la merci des fluctuations des prix des aliments^[12].

Début 2008 ont eu lieu partout dans le monde des émeutes en réaction à la hausse marquée des prix des aliments. Les premières ont éclaté en Haïti et au Bangladesh, une coïncidence qui en dira long à quiconque connaît l'histoire. La situation désespérée des pauvres a suscité un minimum d'attention dans les médias, mais sans perspective historique. Un an plus tard, le *Financial Times* de Londres révélait que le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU allait « limiter les rations d'aide alimentaire et suspendre certaines opérations parce que les pays donateurs, confrontés chez eux à une situation fiscale critique, réduisent leurs contributions à son financement ». Parmi les victimes, mentionnons l'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda. Ces importantes compressions sont survenues à un moment où la faim frappait plus d'un milliard de personnes, dont 100 millions s'étaient ajoutées dans les six mois les ayant précédées, pendant lesquels les prix des denrées augmentaient.

Au Bangladesh, dans le quotidien *The New Nation*, on pouvait lire ce qui suit :

Fait très significatif : des billions ont été dépensés pour renflouer les grandes institutions

financières du monde, tandis que, de la somme, bien modeste en comparaison, de 12,3 milliards de dollars promise à Rome plus tôt cette année pour atténuer la crise alimentaire, seul un milliard a été distribué. L'espoir d'au moins venir à bout de la grande pauvreté d'ici la fin de 2015, comme le stipulent les objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU, semble plus illusoire que jamais, pas tant à cause d'un manque de ressources que d'une absence de sensibilité envers les pauvres de la planète.

Le rapport du PAM faisant état de la réduction draconienne des contributions, déjà maigres, des pays occidentaux pour faire face à cette catastrophe qui prend de l'ampleur n'a eu droit qu'à 150 mots dans le *New York Times*, sur une page intérieure, dans la rubrique « Brèves internationales^[13] ».

Une si mince couverture n'a rien d'inhabituel. Au même moment, l'ONU publiait, dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre la désertification, une estimation selon laquelle ce fléau menace la vie de près d'un milliard de personnes. L'objectif de cette journée est « de lutter contre la désertification et la sécheresse par la sensibilisation de l'opinion publique et l'application effective des conventions ayant trait à la lutte contre la désertification par les pays qui en sont signataires^[14] ». Cette volonté n'a fait l'objet d'aucune mention dans la presse nationale. À l'instar des catastrophes à répétition qui affligent Haïti de plus en plus cruellement, ce phénomène n'est pas que d'origine naturelle. Des facteurs humains en sont aussi la cause, et ils ne sont généralement pas très loin de chez nous, mais il s'agit d'une réalité masquée par cette « ignorance volontaire » qui porte si bien son nom^[15].

À peu près au même moment, la secrétaire générale d'Amnistie internationale, la militante bangladaise pour les droits de la personne Irene Khan, a publié un livre intitulé *Pauvres en droits*, qui considère la pauvreté, qui touche trois milliards d'êtres humains (la moitié de la population mondiale), comme la pire crise des droits de la personne^[16]. Tant le déclenchement de telles crises que l'adoption – ou le rejet – de mesures pouvant les atténuer ou y mettre un terme présupposent des interventions humaines. La pauvreté ne fait pas exception à cette règle, et Haïti en constitue une illustration frappante. La pauvreté y est d'origine essentiellement humaine, et ce, depuis l'occupation française (mis à part Colomb et ses confrères assassins, qui avaient rapidement éradiqué la population autochtone en faisant preuve d'une sauvagerie indescriptible). Il en va de même pour les mesures d'atténuation. Dans la foulée du tremblement de terre de janvier 2010, une conférence des pays amis a eu lieu à Montréal. Ses participants ont refusé d'envisager deux des nécessités les plus urgentes pour l'amélioration de la difficile condition d'Haïti : l'annulation de sa dette, absolument illégitime et odieuse, dont la population n'est aucunement responsable (concept introduit par les États-Unis pour qualifier la « dette » de Cuba envers l'Espagne, qu'ils ne voulaient pas payer après leur prise de contrôle de l'île en 1898), et la réduction des subventions à l'agriculture dans les pays riches, qui

ont porté un coup fatal au secteur agricole du pays tout en stimulant fortement son urbanisation, cause première du nombre incalculable de victimes du tremblement de terre.

Deux pays n'ont pas été invités à la conférence de Montréal : Cuba et le Venezuela, qui comptent pourtant parmi les principaux donateurs. En particulier Cuba, dont des centaines de médecins travaillent en Haïti depuis nombre d'années et qui en avait dépêché d'autres immédiatement après la catastrophe, ce qui ne constitue qu'un exemple du caractère constant et remarquable de son internationalisme authentique. Au contraire des autres participants, le Venezuela a immédiatement annulé l'importante dette contractée par Haïti pour le pétrole qu'il lui fournissait à bas prix. À l'ouverture de la conférence, le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive a nommément remercié ces deux pays et la République dominicaine (qui, elle, était invitée), qui « sans attendre sont venus à l'aide de notre peuple ébranlé par le tremblement de terre^[17] ».

Il convient ici d'évoquer une remarque de Francis Jennings, qui a joué un rôle important dans la mise au jour de l'histoire, trop longtemps occultée, de la destruction des peuples autochtones des États-Unis : « Dans l'histoire, l'homme à la chemise volantée et au gilet brodé d'or lève au-dessus du sang qu'il a ordonné à un sous-fifre aux mains sales de verser^[18]. » Il s'agit là d'un principe tenace dans l'histoire des idées.

À l'autre bout du monde, les conquérants britanniques ont été stupéfaits en découvrant la richesse, la culture et le caractère très évolué de la civilisation du Bengale, qu'ils considéraient comme l'un des plus somptueux lieux de convoitise qui soient. Cette région a été conquise par Robert Clive, dont la statue accueille les visiteurs du musée Victoria, à Calcutta, monument à la mémoire de la violence impériale britannique et de l'avilissement de ses sujets. Clive était émerveillé : il a décrit le grand quartier du textile de Dacca (aujourd'hui capitale du Bangladesh) en le qualifiant d'« étendu, peuplé et aussi riche que la ville de Londres ». En un siècle de domination britannique, sa population a régressé, passant de 150 000 à 30 000 habitants, tandis que jungle et malaria y ont repris leurs droits. Selon Adam Smith, des centaines de milliers de Bengalais mouraient chaque année à cause des règles imposées par l'occupant, qui allait jusqu'à contraindre les paysans à « labourer des rizières ou d'autres champs fertiles pour planter du pavot » destiné à la production d'opium, transformant ainsi « une pénurie en famine ». Les oppresseurs eux-mêmes reconnaissaient que « la misère trouve difficilement sa place dans l'histoire du commerce. Les os des tisserands blanchissent les plaines indiennes ». L'industrie bengalaise du coton fin a périclité, tandis que la production textile, très évoluée, a été délocalisée en Grande-Bretagne. Le Bangladesh pourrait bientôt se trouver rayé de la carte en raison de la hausse du niveau de la mer, à moins que les pays industrialisés ne se décident à

conjuré la crise écologique qu'ils ont provoquée, rejoints aujourd'hui par la Chine et d'autres pays émergents.

Jadis joyaux de leurs empires respectifs, Haïti et le Bangladesh sont devenus les symboles mêmes de la misère et du désespoir, et nul doute que cela échappe au regard de « l'homme à la chemise volatée et au gilet brodé d'or ».

Partout dans le monde, la même histoire se poursuit, à quelques exceptions près seulement. La plus connue d'entre elles est le Japon, qui, ayant su échapper à la colonisation, constitue le seul pays du Sud à s'être développé et industrialisé. Voilà une corrélation qui en dit long sur l'histoire politique et économique. On peut en tirer la conclusion éclairée voulant que la souveraineté, qui implique la capacité de maîtriser son économie nationale et de participer aux marchés internationaux à ses propres conditions, soit essentielle au développement économique.

Ajoutons que la colonisation a aussi touché, de manière différente, les sociétés des conquérants, où elle se poursuit encore aujourd'hui. Selon l'historien Thomas Brady, « les sociétés européennes ont aussi été colonisées et pillées, de manière moins catastrophique que les Amériques, mais davantage que la plus grande partie de l'Asie ». Ce qu'il veut dire, en fait, c'est que les empires ont privatisé les profits tout en socialisant les coûts. L'empire était donc une forme de guerre entre les classes au sein même des sociétés impériales. Adam Smith en expliquait les raisons fondamentales en faisant remarquer que « les principaux architectes du système ont été [...] nos marchands et nos manufacturiers », qui ont veillé à ce que leurs intérêts soient ceux dont « on s'est le plus particulièrement occupé », sans égard aux conséquences d'un tel choix sur autrui, y compris sur le peuple anglais.

Smith traitait alors du mercantilisme, mais on peut généraliser son observation en en faisant l'un des rares principes incontestables de la théorie des relations internationales, de pair avec l'aphorisme de Thucydide selon lequel « le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir ». Ces deux principes ne constituent pas le comble de la sagesse, mais permettent de mieux comprendre le monde et de trouver de bonnes pistes sur ce qui devrait être fait pour en arriver à une société acceptable, voire tout simplement viable.

Un autre principe universel veut que ceux qui tiennent les rênes ne puissent accomplir leur travail que grâce à leur cécité volontaire : c'est ce qu'évoquait Francis Jennings avec une implacable précision et qu'on peut rapprocher des propos de Thucydide et de Smith. Selon ce principe, l'amnésie sélective et une variété d'astuces permettent d'éluder les conséquences de ses actes (par contraste, il est autorisé, voire obligatoire, de claronner haut et fort les crimes commis par l'ennemi, en mentant délibérément s'il le faut, spécialement si rien ne peut être fait, ce qui rend l'exercice futile). Parmi d'innombrables exemples, mentionnons cette interprétation classique de l'ère

colombienne, qui circulait en 1992 lors des célébrations du 500^{ème} anniversaire de l'arrivée du navigateur génois : « Pendant les milliers de siècles où les peuples humains ont évolué, bâti des communautés et mis en place les fondements des civilisations nationales en Afrique, en Asie et en Europe, le continent aujourd'hui connu sous le nom d'Amérique était vierge de toute humanité ainsi que de son œuvre. » Par conséquent, l'histoire des Européens dans ce Nouveau Monde désert est celle « de la création d'une civilisation là où il n'y en avait pas ». Ces citations sont extraites d'un manuel couramment utilisé de nos jours dans les écoles secondaires, rédigé par trois éminents historiens américains^[19].

On a bien reconnu que des sauvages erraient en ces lieux déserts, mais en précisant que cela n'allait pas durer. Comme l'a expliqué le grand poète Walt Whitman, les conquêtes américaines « rompent les entraves qui empêchent les hommes d'avoir une égalité de chances dans la recherche du bonheur et de la bonté ». Ayant à l'esprit la conquête de la moitié du Mexique, il demande, pour la forme : « Qu'est-ce que le Mexique, misérable et inefficace [...], a à voir avec la grande mission de peupler le Nouveau Monde d'une noble race ? » Le grand penseur humaniste de cette époque, Ralph Waldo Emerson, a donné forme aux idées de Whitman en écrivant que l'annexion du Texas allait de soi : « Il est certain que la puissante race anglo-saxonne, qui a maintenant conquis une si grande partie du continent, doit également conquérir celle-là, de même que le Mexique et l'Oregon; plus tard, peu importera en quelles occasions et par quelles méthodes particulières cela aura été réalisé. »

Bien sûr, on savait alors déjà que tout le monde n'allait pas profiter de ce juste et nécessaire défrichement des régions sauvages pour la race supérieure qui venait y faire valoir ses droits. Ces idées sont néanmoins devenues des lieux communs et ont perduré ainsi. Aussi récemment qu'en 1969, Thomas Bailey, le plus éminent chercheur en histoire de la diplomatie américaine, expliquait que, après s'être libérées du joug britannique, les 13 colonies désormais unies pouvaient « se consacrer à la tâche d'abattre des arbres et des Indiens et de fixer leurs frontières naturelles ». Cette remarque a suscité peu de réactions (s'il y en eut) dans la profession ou dans le discours dominant.

Les États-Unis sont sans doute le seul pays qui ait été fondé en tant qu'« empire naissant », pour reprendre les mots du père de la nation, George Washington. Une fois l'indépendance accomplie, il observait que « l'extension graduelle de notre peuplement poussera certainement le sauvage, tel le loup, à s'en aller; tous deux sont des prédateurs, bien qu'ils soient de formes différentes ». Nous devons « persuader [les Autochtones] d'abandonner nos terres et de se retirer dans les vastes régions de l'Ouest », d'où nous allions plus tard les « persuader » de partir, cette fois vers le royaume des cioux. C'est au nom du droit de conquête, leur a-t-on

régulièrement martelé, que leurs terres sont devenues « nos terres ».

Les compagnons de Washington abondaient dans le même sens. Thomas Jefferson, le plus libertaire des pères fondateurs, prédisait que les colonies nouvellement affranchies allaient repousser la population autochtone, « avec les bêtes des forêts, vers les montagnes Rocheuses », afin d'en arriver à être « exemptes de toute souillure et de tout mélange », fussent-ils rouges ou noirs (grâce au renvoi des esclaves en Afrique après l'abolition ultérieure de l'esclavage). En outre, elles allaient « être le foyer à partir duquel toutes les Amériques, du nord au sud, [seraient] colonisées ». En 1801, dans une lettre à James Monroe, il soulignait la nécessité d'« entrevoir l'avenir lointain où, grâce à une rapide multiplication », notre peuplement « s'étendra pour couvrir l'ensemble de l'Amérique du Nord, voire aussi celle du Sud, où vivront des gens parlant la même langue, gouvernés de semblables manières et soumis à des lois comparables ». « En d'autres mots, résume l'historien R.W. van Alstyne, [Jefferson] dépeignait les États-Unis comme la patrie d'une foule grouillante ne demandant qu'à essaimer et à se reproduire dans toutes les régions d'Amérique du Nord et du Sud, repoussant non seulement l'homme rouge, mais aussi les populations latino-américaines, vers le sud », créant un continent « américain de sang, de langue, de coutume et d'idéologie ». On s'attendait à ce que la tâche soit plus facile à accomplir au Canada après sa conquête, que Jefferson et ses collègues envisageaient et ont tenté à quelques reprises par la force, et qui pourrait toujours se produire aujourd'hui, cette fois à l'aide de modes contemporains d'assujettissement.

Tout ce beau programme était empreint d'amour et de sollicitude envers les peuples conquis. Lors d'un discours, James Madison a déclaré qu'il fallait « poursuivre l'application de nos plans bienveillants, appliqués avec tant de mérite à la conversion de nos voisins autochtones, qui passeront de l'avilissement et de la misère abjecte propres à la vie sauvage à une participation aux améliorations que l'esprit et les manières sont susceptibles de connaître dans un État civilisé [...]. Le système juste et bon que nous persistons à imposer à nos voisins autochtones a aussi assuré le maintien de la paix, tout en leur permettant d'adopter des habitudes procurant civilisation et bonheur ». Sur la manière de faire aboutir un tel projet après leur déportation et leur extermination, faits pourtant admis par ceux qui les ont perpétrées, pas un mot^[20].

On pourrait objecter que des citations d'éminents historiens remontant à quelques années peuvent induire en erreur. Au fond, ils s'exprimaient après seulement 500 ans de barbarie et d'hécatombe, délai insuffisant pour bien comprendre la situation. De plus, il est vrai – et très important – que la rhétorique usuelle qui avait cours il n'y a pas si longtemps, même dans les cercles savants, serait aujourd'hui qualifiée de racisme vulgaire dans de nombreux milieux. Ce changement est l'un des nombreux signes illustrant le

succès du militantisme des années 1960 à civiliser les sociétés occidentales. Il reste cependant beaucoup de chemin à parcourir.

Pour illustrer l'ampleur de ce qui reste à faire, tournons-nous vers l'un des plus importants magazines littéraires du monde, *The New York Review of Books*. En 2009, l'analyste politique libéral Russell Baker y faisait état de ce qu'il a retenu des travaux de l'« historien de l'héroïsme » Edmund Morgan. Il racontait que Colomb et les premiers explorateurs « ont découvert une immensité continentale où ne vivaient que de rares peuplades d'agriculteurs et de chasseurs [...]. Cet espace vierge et illimité s'étendant de la jungle tropicale au pergélisol nordique comptait à peine plus d'un million d'habitants ». Reprenant presque mot pour mot les litanies du 500^{ème} anniversaire, cet article comportait une erreur de calcul se soldant par l'omission de dizaines de millions d'habitants, et évoquait une « immensité » où ont pourtant existé des civilisations avancées. Mais peu importe ! Le déni de génocide à outrance passe encore inaperçu, sans doute par banalité, et non sans raison^[21].

Il est utile de rappeler que les acteurs du génocide entretenaient eux-mêmes peu d'illusions sur ce qu'ils faisaient. Le général Henry Knox, héros de la guerre d'indépendance et premier secrétaire à la Guerre de la nouvelle république, a décrit « l'élimination totale de tous les Indiens dans la plupart des régions peuplées de l'union [par des moyens] plus destructeurs que ceux qu'avaient utilisés les conquistadors au Mexique et au Pérou », ce qui a effectivement été le cas. « Un historien du futur pourrait bien noircir les motifs de ces massacres », écrivait-il. Vers la fin de sa vie, longtemps après qu'il eut lui-même contribué à ces crimes, le président John Quincy Adams pleurait sur le sort de « cette race infortunée d'Autochtones d'Amérique, que nous exterminons avec une cruauté si perfide et impitoyable, cruauté comptant parmi les péchés les plus odieux commis par notre nation, qui, je l'espère, feront un jour l'objet du jugement de Dieu^[22] ». En attendant, pas de jugement en vue sur Terre.

Certes, d'autres ont émis une interprétation plus commode, et plus généralement admise, de cet épisode. Ce fut notamment le cas de Joseph Story, juge à la Cour suprême, qui affirmait, songeur, que « la sagesse de la Providence », inaccessible au commun des mortels, avait fait disparaître les Autochtones telles « des feuilles mortes en automne », malgré le fait que les colons les « ont toujours respectés ». À la même époque, tandis que l'administration d'Andrew Jackson jetait les bases de la Loi de déplacement des Indiens (que l'on qualifierait aujourd'hui de « nettoyage ethnique » si elle était le fait d'ennemis), l'ex-président Monroe expliquait que, « dans les faits, nous nous comportons en bienfaiteurs » en les expulsant de chez eux. Ses successeurs ont poursuivi cette noble mission d'élimination, et ce, pour le plus grand bien des Autochtones. Voilà une centaine d'années, le président

Theodore Roosevelt déclarait à un groupe de missionnaires blancs : « L'expansion, au cours des quatre derniers siècles, des peuples blancs ou européens [...] était porteuse de bienfaits durables pour la plupart des populations vivant déjà sur les terres où elle avait lieu. » Bref, « dans les faits, nous nous comportons en bienfaiteurs », quoi qu'en pensent les Amérindiens, Africains et autres Philippins, qui, de toute façon, se trompent^[23].

De telles interprétations de l'histoire sont loin d'être inusitées et ne sont pas l'apanage des États-Unis. Elles constituent les thèmes récurrents de toute conquête impériale. La croyance en l'essentielle humanité du recours à la force par les puissants se manifeste aujourd'hui par ce qu'on décrit comme « un nouveau principe international reconnaissant la “responsabilité de protéger” les civils innocents confrontés à des pertes considérables en vies humaines » (Susan Rice, ambassadrice à l'ONU sous Barack Obama^[24]). Une telle responsabilité devrait aller de soi et est d'ailleurs reconnue depuis longtemps par l'ONU et certains États. Il en va cependant tout autrement lorsque de grandes puissances y font appel, comme l'histoire en fait amplement foi. En réalité, ce principe n'est pas « nouveau ». Plutôt ancien, en fait, il a régulièrement été invoqué comme doctrine impériale pour justifier le recours à la violence quand on n'y trouvait plus d'autre prétexte, ou ignoré si les intérêts en jeu l'exigeaient. La perspective d'une grande famine, évoquée plus haut dans ce chapitre, est un des nombreux exemples contemporains de non-application de cette thèse. Exemple saisissant, car une crise alimentaire ne nécessite aucune intervention musclée, mais simplement un peu d'humanité, et que de terribles nouvelles étaient diffusées quelques semaines seulement avant que diplomates et intellectuels ne claironnent solennellement leur adhésion à ce « nouveau principe international » lors d'une réunion à l'ONU. Parmi eux se trouvaient des personnalités hautement respectées qui, à l'époque où elles étaient au pouvoir, s'étaient opposées bec et ongles à la moindre initiative allant dans le sens d'un tel principe, ainsi que des journalistes spécialisés dans le déni des crimes commis par leur propre État^[25].

Limitant leur expansion aux Amériques, les conquistadors espagnols du début du XVI^{ème} siècle prenaient toujours soin d'expliquer aux Autochtones que, s'ils reconnaissaient « l'Église comme reine et souveraine du monde entier », « nous vous traiterons avec affection et charité, nous vous laisserons la possession libre de vos femmes, de vos enfants et de vos terres, sans que vous soyez soumis à aucune obligation, afin que vous fassiez ce que vous voulez, en toute liberté », et « Sa Majesté vous accordera de nombreux privilèges [et] beaucoup de faveurs », assumant ainsi leur responsabilité de protéger. Ceux qu'on protège ont cependant des responsabilités. Les humanitaires espagnols leur adressaient donc ce ferme avertissement : « Si vous ne le faites pas et si par malice vous tardez à consentir à ce que je vous

propose, je vous certifie qu'avec l'aide de Dieu je marcherai contre vous les armes à la main; je vous ferai la guerre de tous côtés et par tous les moyens possibles [...] et je vous signifie que ce ne sera ni Sa Majesté, ni moi, ni les gentilshommes qui m'accompagnent qui en seront cause, mais vous seuls^[26]. » Voilà un état d'esprit qui trouve encore un écho de nos jours.

Ce *Requerimiento* des conquistadors a eu son équivalent un siècle plus tard chez les colons anglais s'installant en Amérique du Nord. Depuis leur fondation, les États-Unis sont vénérés, du moins sur leur propre sol, en tant que « ville sur la montagne ». En avril 2009, l'historien britannique Geoffrey Hodgson a fait l'objet des critiques du chroniqueur Roger Cohen, du *New York Times*, pour avoir écrit que les États-Unis étaient « simplement un grand, quoique imparfait, pays parmi d'autres ». Selon Cohen, Hodgson se trompe en omettant de comprendre que, au contraire des autres États, « l'Amérique est née en tant qu'idée », une « ville sur la montagne », un « concept inspirant » ancré « profondément dans la psyché nationale ». Les crimes recensés par Hodgson, dont Cohen reconnaît l'existence, ne sont que de malencontreux écarts de conduite qui n'enlèvent rien à la noblesse essentielle de l'« ambition transcendante » des États-Unis. Ils ont l'« apparence de la réalité », mais ne constituent pas la « réalité elle-même », pour utiliser les termes de l'éminent penseur Hans Morgenthau, dont nous reparlerons plus loin^[27].

À l'instar des Espagnols, les premiers colons anglais adhéraient au « nouveau principe humanitaire » si cher à Susan Rice. L'inspirante formule « une ville sur la montagne » émane de John Winthrop, qui, en 1630, prédisait un avenir radieux à cette nouvelle nation dont l'existence avait été « voulue par Dieu ». Un an auparavant, sa colonie de la baie du Massachusetts avait obtenu sa charte du roi d'Angleterre et adopté son Grand Sceau. Ce dernier montrait un Amérindien tenant ses flèches pointes vers le bas en signe de paix, un parchemin dessiné près de sa bouche résumant sa supplique aux colons : « Venez nous aider. » Quant à la charte, elle stipulait que « la finalité principale de cette plantation » était de convertir la population. Les colons britanniques devenaient ainsi de bienveillants humanistes répondant à l'appel de misérables Autochtones ne rêvant que d'échapper à leur triste sort païen^[28].

Ce Grand Sceau est la parfaite représentation graphique de l'« idée de l'Amérique » dès sa naissance. Il faudrait l'exhumer des archives et l'exposer sur les murs de toutes les salles de classe. Il devrait assurément servir d'ornement lors de toutes ces célébrations du culte, digne de celui de Kim Il-Sung, du grand meurtrier et tortionnaire que fut Ronald Reagan, « dont l'esprit plane sur le pays, veillant sur nous tel un doux fantôme », apprend-on de l'institut Hoover de l'université Stanford. Reagan se décrivait lui-même avec satisfaction comme le leader d'une « remarquable ville sur la montagne » alors qu'il orchestrait les crimes atroces qui allaient marquer sa présidence, qui a

semé la mort et la destruction dans une bonne partie du monde, exposé l'humanité à de sérieuses menaces de guerre nucléaire et de terrorisme et, en extra, apporté une importante contribution au djihadisme international^[29].

Individualisme et esprit d'entreprise ont bel et bien marqué la conquête et la colonisation de l'Ouest, comme l'a noté Cohen. Il en va généralement ainsi du colonialisme de peuplement, forme la plus cruelle de l'impérialisme, dont l'influent sénateur Henry Cabot Lodge vantait les mérites en 1898. Pressant les États-Unis d'intervenir à Cuba, il glorifiait leur bilan en matière « de conquête, de colonisation et d'expansion territoriale, sans égales au XIX^{ème} siècle », en insistant sur la nécessité de ne « pas y mettre un terme », les Cubains les suppliant aussi de venir les aider^[30].

Leur appel a été entendu : les États-Unis ont envahi Cuba, empêchant ainsi l'île de se libérer elle-même de l'Espagne et faisant virtuellement de celle-ci leur colonie, qu'elle demeurera jusqu'en 1959.

L'« idée américaine » se manifesterait encore lors de la vigoureuse campagne, lancée presque immédiatement après la révolution de 1959, visant à remettre Cuba à sa place : une guerre économique, ayant ouvertement pour but de punir la population afin qu'elle renverse ce gouvernement hostile, accompagnée d'intrusions, d'actes terroristes et d'autres crimes, le tout se poursuivant jusqu'à nos jours au mépris des condamnations d'une opinion mondiale (et américaine) quasi unanime^[31].

Certes, des critiques soutiennent que les efforts déployés par les États-Unis pour apporter la démocratie à Cuba sont un échec, et qu'il leur faudrait donc adopter d'autres moyens pour « aller les aider ». Mais où ont-ils pêché l'idée voulant qu'il s'agissait d'apporter la démocratie ? C'est ce qu'affirment nos dirigeants, rétorquent-ils. Les documents internes témoignant de la planification de la campagne, tout comme le déroulement même des événements, montrent pourtant le contraire, mais peuvent être rejetés en tant que nouvelles variantes de l'« apparence de la réalité ».

On fait souvent remonter les origines de l'impérialisme américain aux annexions de Cuba, de Puerto Rico et d'Hawaï en 1898, mais, ce faisant, on succombe à ce que l'historien Bernard Porter appelle « le paralogisme de l'eau salée », idée selon laquelle une conquête ne peut être qualifiée d'impérialiste que si elle comporte la traversée d'une mer. Suivant cette logique, si le Mississippi avait été aussi large et salé que la mer d'Irlande, on aurait pu considérer la marche vers l'Ouest comme impérialiste. De Washington à Lodge, les protagonistes de cette entreprise comprenaient mieux la situation.

Dans la foulée de l'intervention humanitaire de 1898 à Cuba, couronnée de succès, les États-Unis devaient franchir une prochaine étape de la mission que la Providence leur avait assignée : accorder les « bienfaits de la liberté et de la civilisation à toutes les populations affranchies » des Philippines (selon les mots du programme du Parti républicain de Lodge), du moins à celles qui

avaient survécu aux attaques meurtrières, à la torture à grande échelle et aux autres atrocités qui les avaient accompagnées. Ces âmes heureuses ont été laissées à la merci de la police philippine, mise sur pied par les États-Unis dans le cadre d'un nouveau modèle de domination coloniale reposant sur des forces de sécurité dotées d'un équipement dernier cri et entraînées à l'exercice de formes sophistiquées de surveillance, d'intimidation et de violence. Dans son étude magistrale relatant un siècle de colonialisme et de néocolonialisme aux Philippines, l'historien Alfred McCoy révèle que des variantes de ce modèle ont été adoptées en maints endroits, où les États-Unis imposaient une garde nationale brutale et d'autres milices agissant pour leur compte, avec les conséquences que l'on sait, ainsi que sur leur propre territoire^[32].

Pour illustrer l'ampleur de l'amnésie historique par un exemple très contemporain, penchons-nous sur le premier ouvrage savant ayant traité des origines de la doctrine de la guerre préventive de George W. Bush, paru en septembre 2002 dans le contexte des préparatifs à l'invasion de l'Irak, qui étaient déjà amorcés, comme on le sait maintenant et comme Bush et son complice Tony Blair le savaient déjà très bien, même s'ils laissaient croire qu'ils étaient en train de négocier un accord diplomatique. œuvre de John Lewis Gaddis, éminent historien de l'université Yale, l'étude a suscité un fort engouement dans le grand public comme dans les milieux universitaires. Le principe de base de la doctrine Bush, explique Gaddis d'un ton approuvateur, est que «l'expansion est la voie royale de la sécurité». Il la fait remonter à «la noble et idéaliste tradition de John Quincy Adams et de Woodrow Wilson», a-t-on pu lire dans le *New York Times*. Adams avait conçu cette «noble et idéaliste tradition» pour justifier la conquête de la Floride, nécessaire pour se «défendre» contre les esclaves fugitifs et les Indiens sans foi ni loi, comme on les appelait alors, sous le prétexte fallacieux que ces renégats menaçaient le pays en agissant pour le compte de la grande puissance honnie qu'était la Grande-Bretagne. Dans les faits – et Adams le savait bien –, hormis sa volonté de les dissuader d'envahir Cuba et le Canada, l'ancienne métropole ne faisait alors peser aucune menace sur les États-Unis, cherchant plutôt à faire la paix avec ses ex-colonies. Il est hélas très facile de trouver des équivalents contemporains^[33].

Gaddis mentionne des sources historiques fiables, mais évite scrupuleusement de les citer. Celles-ci décrivent de manière frappante l'impitoyable et cynique agression ayant inauguré la «noble et idéaliste» doctrine du grand stratège que fut John Quincy Adams. Dans l'une de ces sources primaires, on qualifie avec franchise la conquête d'«étalement de meurtres et de pillages» ne constituant qu'une phase du projet de «déporter ou éliminer les Autochtones du sud-est de l'Amérique» et d'incorporer le territoire conquis à un Empire américain en pleine expansion. La conquête de la Floride en 1818 a été la première guerre déclenchée par l'exécutif à violer

la Constitution, pratique devenue monnaie courante depuis^[34].

Avec justesse, Gaddis fait remarquer que la doctrine voulant que l'expansion soit garante de la sécurité est en vigueur depuis l'époque des pères fondateurs. Selon lui, quand George W. Bush a déclaré, à la veille du déclenchement de l'invasion à grande échelle de l'Irak, que « les Américains devaient “être prêts à mener une attaque préemptive [*sic*], s'il le faut, pour défendre notre liberté, défendre nos vies”, il s'inscrivait dans une vieille tradition bien plus qu'il n'en établissait une nouvelle », réaffirmant des principes que d'autres présidents, d'Adams à Wilson, « auraient tous fort bien compris ».

Leurs successeurs aussi l'auraient compris, parmi lesquels le prédécesseur immédiat de Bush. Présentée au Congrès, la doctrine Clinton stipulait que les États-Unis avaient le droit d'« exercer leur puissance militaire de manière unilatérale » pour garantir leur « accès aux marchés clés, à l'énergie et aux ressources stratégiques ». Clinton faisait lui aussi écho à une vieille rengaine. Dans l'immédiat après-guerre, l'influent conseiller George Kennan expliquait que, en Amérique latine, « la protection de nos matières premières » devait être une préoccupation de premier plan. Comme par hasard, « nos matières premières » se trouvaient ailleurs, de la même façon que les « aborigènes » avaient occupé « nos territoires » de manière illégitime, comme le signifiait George Washington. Fin analyste, Kennan savait que c'étaient les populations locales qui menaçaient le plus les intérêts des États-Unis, et non ces terrifiants ennemis étrangers dont le discours officiel brandissait l'épouvantail. Par conséquent, concluait Kennan, « la réponse finale pourrait déplaire à certains » : « la répression policière par les gouvernements locaux ». Les « mesures sévères de répression », poursuivait-il, ne devraient pas nous émouvoir tant que « leurs résultats répondent à nos objectifs ». En général, « un régime fort est préférable à un gouvernement libéral laxiste et infiltré par les communistes ». Le terme *communiste* avait un sens bien précis dans les cercles du pouvoir, tout comme dans les médias et chez les commentateurs, d'ailleurs : dirigeants syndicaux, militants paysans, prêtres lisant les Évangiles à des paysans en organisant des groupes d'entraide fondés sur leur message pacifiste radical, ou quiconque préconisait de mauvaises priorités. Le cas du Chili parle de lui-même à cet égard^[35].

Intégrant les opinions personnelles de Kennan, la politique officielle considérait que les intérêts des États-Unis étaient menacés par des « régimes extrémistes et nationalistes » se montrant sensibles aux pressions populaires pour « des améliorations immédiates au faible niveau de vie des masses » et pour un développement qui tienne compte des besoins de la population locale : ces tendances étaient contraires à la nécessité d'un « climat politique et économique favorable à l'investissement privé » et au rapatriement des profits^[36].

À partir de la Seconde Guerre mondiale, une des grandes préoccupations des décideurs sera ce que le secrétariat d'État décrivait comme « la philosophie néonationaliste [qui] sous-tend des politiques visant une meilleure redistribution de la richesse et l'augmentation du niveau de vie des masses ». Partout dans le monde, ces politiques devaient être combattues avec acharnement, mais particulièrement en Amérique latine, dont la population se berçait de l'illusion selon laquelle « les premiers bénéficiaires du développement des ressources d'un pays devraient être ses propres citoyens » et préconisait l'industrialisation du continent. Par contraste, le rationalisme économique exigeait que les premiers bénéficiaires soient les investisseurs américains et que l'arrière-cour se contente de remplir sa fonction de service en se gardant de favoriser un « développement industriel excessif » qui aurait pu empiéter sur les intérêts américains. La Charte économique des Amériques, imposée en février 1945 lors de la conférence de Chapultepec au Mexique, énonçait la nécessité de faire obstacle au nationalisme économique « sous toutes ses formes », et ce, partout sauf – exception tacite – aux États-Unis, où on l'appliquait encore plus vigoureusement qu'aux premières heures de la république. Il fallait discipliner les autres pays tentés de « se jeter à corps perdu dans le nationalisme fanatique » et essayer d'avoir prise sur leurs ressources, pour emprunter la rhétorique des éditorialistes du *New York Times* louant le renversement du régime parlementaire irakien par les États-Unis et le Royaume-Uni et l'installation au pouvoir de leur tyran favori^[37].

Abstraction faite des noms et des termes employés, on constate que ces réalités marquent l'ensemble de l'histoire des États-Unis, qui, bien entendu, n'ont rien inventé en ce domaine.

Le droit divin d'agression et les autres formes d'interventions destinées à garantir l'« accès aux marchés clés, à l'énergie et aux ressources stratégiques » ne peuvent évidemment être qu'unilatéraux. Les riches, les puissants et leurs valets doivent s'immuniser contre de tels assauts. Au début de ce chapitre, j'évoquais cette banalité voulant qu'après le 11 septembre 2001 rien ne sera plus jamais pareil. Partout dans le monde, on a condamné sans ménagement les funestes actes terroristes commis ce jour-là. Même des islamistes radicaux l'ont fait, comme l'a révélé Fawaz Gerges, éminent spécialiste de cette mouvance^[38], ce qui laisse entrevoir ce qu'aurait pu être une réaction constructive si l'objectif avait bel et bien été de combattre le terrorisme. Dans les pays du Sud, les condamnations étaient souvent assorties d'une remarque de ce genre : « Bienvenue dans le club ! Voilà le genre d'atrocité que l'Occident nous inflige depuis des siècles. »

Il s'agissait de la première attaque subie par les États-Unis sur leur propre territoire depuis 1814, quand les Britanniques avaient incendié Washington. On cite souvent le précédent de Pearl Harbor, mais par erreur : les Japonais ont certes attaqué des bases militaires situées en territoire américain, mais il

s'agissait de colonies virtuelles conquises par la force peu de temps auparavant. De plus, si l'on se fie aux normes américaines officielles, les crimes du Japon n'étaient que des actes de « légitime défense par anticipation », doctrine que Gaddis, en y souscrivant, attribue à John Quincy Adams. Les dirigeants japonais savaient que les États-Unis dépêchaient des Boeing B-17 Flying Fortress vers ces bases dans le but « d'embraser le cœur industriel de l'empire en lançant des bombes incendiaires sur les grouillantes fourmilières de bambou qu'étaient Honshu et Kyushu », comme le décrivait l'architecte de ce plan, le général de l'armée de l'air Claire Lee Chennault, avec l'approbation enthousiaste du président Franklin D. Roosevelt, du secrétaire d'État Cordell Hull et du chef d'état-major de l'armée George Marshall^[39].

Si horribles que les atrocités du 11-septembre aient pu être, on peut facilement imaginer pire. Supposons qu'Al-Qaïda, soutenue par une effroyable superpuissance et déterminée à renverser le gouvernement des États-Unis, ait mené une attaque couronnée de succès : l'organisation a bombardé la Maison Blanche, assassiné le président et installé une impitoyable dictature militaire qui a tué entre 50 000 et 100 000 personnes en en torturant 700 000, mis sur pied un groupe voué à répandre, partout dans le monde, la terreur et la subversion tout en procédant à des assassinats politiques, et, ailleurs, aidé à instituer des régimes autoritaires d'inspiration néonazie se livrant sans vergogne au meurtre et à la torture. Allons plus loin dans nos suppositions : la dictature a imposé des conseillers économiques (appelons-les les « Kandahar Boys ») qui, en quelques années seulement, ont mené l'économie à l'une des pires crises de l'histoire des États-Unis pendant que leurs fiers mentors accumulaient prix Nobel et autres distinctions. Une telle situation aurait été nettement plus catastrophique que l'ont été les événements du 11-septembre.

Comme tout le monde au Chili le sait, il n'est pas nécessaire de faire preuve d'imagination, car de tels événements ont effectivement eu lieu, lors du « premier 11-septembre », le 11 septembre 1973. Les deux situations ne se distinguent que par leurs chiffres, qu'il faut ajuster aux proportions de chaque population, ainsi que par le fait que ce premier 11-septembre n'a pas eu d'impact historique, et ce, pour la bonne raison que ce qui s'y est produit n'était que trop banal.

En Occident, la seule mention de ces évidences peut susciter l'incompréhension, voire la furie dans certains milieux éduqués. Ce ne sont pas les faits qui posent problème, mais le simple fait de les signaler. Voilà qui témoigne encore une fois de la validité de la formule de Jennings.

La doctrine dominante, qui stipule que « l'expansion est la voie royale de la sécurité », doit comme la plupart des thèses officielles être interprétée à la lumière du principe énoncé par Adam Smith à propos des affaires

internationales, que j'ai cité plus haut. Le terme *sécurité* ne désigne pas la sécurité des populations, mais plutôt celle des « principaux architectes du système » qui, du temps de Smith, étaient « nos marchands et nos manufacturiers » et qui, de nos jours, sont les grandes sociétés par actions et les grandes institutions financières, qui se nourrissent aux mamelles d'États qu'elles dominent largement.

De nombreuses situations illustrent aujourd'hui la signification réelle du terme *sécurité*, dont deux sont d'une importance primordiale en ce qu'elles concernent des menaces à la survie de l'humanité : la guerre nucléaire et la crise écologique. Toutes deux sont sciemment exacerbées par les « principaux architectes du système » et les États qu'ils dominent, non parce que ceux-ci souhaitent anéantir tout espoir d'une vie digne de ce nom, mais parce qu'ils ont des priorités plus élevées, le profit à court terme et le pouvoir, ancrées profondément dans les structures politiques et socioéconomiques en place. Il en va de même de menaces moins sérieuses, quoique réelles, comme le terrorisme, qu'il ne faut tout de même pas prendre à la légère. De nombreux analystes stratégiques, de concert avec les agences américaines de renseignement, considèrent que des actes de terrorisme nucléaire seront « inévitablement » commis aux États-Unis dans les quelques années à venir, ou à tout le moins que leur probabilité est trop élevée pour qu'on se croise les bras si l'on persiste dans les choix politiques actuels. Les décideurs sont conscients que ces choix accentuent la menace terroriste, comme en fait foi l'exemple récent de l'invasion de l'Irak : ses maîtres d'œuvre savaient que l'intervention risquait de nourrir le terrorisme et la prolifération nucléaire, qui ont d'ailleurs pris une ampleur beaucoup plus considérable que ce que les agences de renseignement et les spécialistes avaient prévu. Dans « The Iraq Effect », article où ils analysent des données quasi officielles, les spécialistes du terrorisme Peter Bergen et Paul Cruickshank constatent que l'invasion a eu pour conséquence une multiplication par sept des risques d'actes terroristes, ce qui n'est pas peu dire. Répétons toutefois que ni Rumsfeld, ni Cheney, ni les autres ne souhaitaient d'attentats terroristes. Cette question n'a cependant jamais été une priorité pour eux, contrairement à la maîtrise des ressources énergétiques mondiales, qui donne à Washington un « droit de veto » et une « influence déterminante » sur les autres pays industrialisés, comme le recommandent depuis longtemps des planificateurs de haut rang, de George Kennan dans l'immédiat après-guerre à Zbigniew Brzezinski de nos jours, commentant les raisons invoquées pour justifier l'invasion. L'invasion américano-israélienne du Liban en 2006, commise sous des prétextes dont la moindre analyse révèle le caractère mensonger, constitue un autre exemple de cette orientation. Il est probable qu'elle ait provoqué l'apparition de nouvelles générations d'adeptes du djihad islamique animés par la haine des États-Unis et de leur satellite régional^[40].

Que l'élaboration des politiques fasse l'objet de tels calculs est un phénomène généralisé. C'est à contrecœur que l'administration Bush a autorisé la mise sur pied de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, qui, dans la foulée du 11-septembre, devait proposer des moyens d'améliorer la sécurité du pays. Les commissaires ont constaté avec amertume que la plupart de leurs recommandations ont été ignorées. Pour ne citer qu'un exemple, la commission a souligné l'importance de sécuriser les frontières, en particulier celle qui sépare les États-Unis et le Canada, longue et facile à franchir. L'administration Bush a plutôt freiné l'augmentation du nombre de patrouilleurs, les redéployant à la frontière mexicaine, dont la commission du 11-septembre n'avait cure, mais dont la surveillance devenait nécessaire pour prévenir le flot d'immigrants fuyant les conséquences prévisibles des réformes néolibérales^[41].

La frontière avec le Mexique, comme bien d'autres, est artificielle, conséquence d'une conquête. Elle a longtemps été plutôt ouverte : on la traversait assez librement dans l'un ou l'autre sens, parfois dans le seul but de visiter parents ou amis. Tout a changé en 1994, année où Clinton a lancé l'opération Gatekeeper, qui consistait à militariser la frontière. « Nous n'abandonnerons pas nos frontières à ceux qui veulent abuser de notre tradition de compassion et de justice », expliquait-il^[42]. Il n'avait rien à dire sur la compassion et la justice à l'origine des conditions poussant ces ingrats à profiter de notre bienveillance. De plus, ni lui ni quiconque n'a su expliquer comment les adeptes de la mondialisation néolibérale composent avec l'observation d'Adam Smith voulant que la « libre circulation du travail » soit l'une des pierres angulaires du libre-échange.

En 1994 est aussi entré en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui, comme d'autres traités du genre, a peu à voir avec le libre-échange et ne constitue pas un « accord », du moins si l'on considère les citoyens comme parties prenantes de leurs pays. Des esprits rationnels prévoyaient que l'ouverture du Mexique à un flot de produits agricoles américains grassement subventionnés allait tôt ou tard miner son agriculture, et que ses entreprises allaient être incapables d'affronter la concurrence des grandes sociétés américaines qui, en vertu du traité, devaient être autorisées à y faire des affaires librement. Cela ne pouvait que favoriser l'émigration de Mexicains vers les États-Unis, rejoints par ceux qui fuyaient les pays d'Amérique centrale ravagés par la terreur reaganienne des années 1980. Voilà pourquoi il fallait militariser la frontière. La nécessité de prémunir les États-Unis contre les conséquences de l'ALENA et d'autres politiques économiques du genre est beaucoup plus importante que celle de les protéger de la menace terroriste.

Il importe de noter que, pendant la campagne électorale de 2004, Bush et son équipe ont fait valoir leur engagement à protéger le pays contre le

terrorisme, alors que, dans les faits, ils en renforçaient consciemment la menace. Leur impressionnante aptitude à tromper l'opinion publique met en lumière un autre danger pour la société américaine. Il s'agit d'une des facettes de la détérioration progressive du fonctionnement des institutions démocratiques; compte tenu du pouvoir énorme détenu par leurs principaux responsables et des intérêts qu'ils représentent, on peut même parler d'un danger pour le monde.

Plus inquiétant encore est le fait que, dans une large mesure, les politiques qui portent atteinte à la démocratie américaine, dont souvent les populations d'autres pays pâtissent et qui partout sont sources potentielles de catastrophes, ont un fondement institutionnel et, ainsi, varient peu, s'inscrivant dans un spectre idéologique très étroit. Il faut cependant savoir que l'opinion publique, parfois dans sa vaste majorité, s'y oppose souvent. L'économie, c'est de notoriété publique, se trouve dans une large mesure entre les mains de grandes sociétés privées. On estime que dès 1890 elles possédaient les trois quarts de la richesse des États-Unis. Vingt ans plus tard, la maîtrise des grandes entreprises sur l'économie et la société avait atteint une telle ampleur que Woodrow Wilson constatait «une Amérique bien différente de l'ancienne [...], qui n'est désormais plus le lieu de l'entrepreneur individuel [...] saisissant des occasions et visant sa réussite personnelle», mais celui de «groupes d'hommes relativement restreints», les cadres d'entreprise, «qui exercent leur emprise sur la richesse et les transactions commerciales du pays», devenant «les rivaux du gouvernement même», voire, progressivement, ses maîtres, conformément au principe énoncé par Adam Smith, qui s'applique ici intégralement^[43].

En outre, ces maîtres sont tenus par la loi de respecter le principe de Smith. Le droit des sociétés stipule dans l'un de ses fondements que les gestionnaires ont l'obligation juridique de ne servir que leurs propres intérêts matériels. On les autorise à «faire du bon travail», mais seulement si cela a des retombées positives sur l'image de l'entreprise et, par le fait même, sur ses profits et ses parts de marché. Parfois, faisant fi de cette exigence, les tribunaux lancent un avertissement à des sociétés, leur expliquant que, si elles ne soutiennent pas de causes charitables ou éducatives, elles risquent de faire face à une «opinion publique éveillée» et de perdre les privilèges que l'État leur a octroyés. Ces privilèges sont d'ailleurs stupéfiants. La responsabilité limitée, principe fondateur du droit des sociétés, en constitue à elle seule un exemple frappant: grâce à elle, une société par actions peut commettre des crimes graves tout en voyant ses actionnaires essentiellement immunisés contre toute poursuite^[44].

Au début du siècle dernier, ces «entités juridiques collectives», comme les qualifie l'historien Morton Horwitz, en sont venues à être considérées comme des «entités naturelles» par des juristes et les tribunaux, et se sont vu

attribuer le statut de personnes. Cette attaque en règle contre les principes du libéralisme classique a été vigoureusement condamnée par les conservateurs, alors en perte de vitesse, qui la qualifiaient de « menace à la liberté individuelle et à la stabilité des États en tant que gouvernements du peuple^[45] ». Qui plus est, les tribunaux ont déterminé qu'elles étaient tenues de se comporter d'une manière qui, si elle était le fait de personnes en chair et en os, serait considérée comme pathologique et appellerait un internement psychiatrique, nécessaire pour protéger la société d'une telle fureur destructrice^[46].

Au fil des ans, ces tyrannies privées créées par l'État se sont vu accorder de plus en plus de privilèges, la plupart du temps par les tribunaux, mais parfois en vertu de traités. La disposition des « accords de libre-échange » garantissant aux sociétés le droit au « traitement national » à l'étranger en est un bon exemple. Si General Motors réalise un investissement au Mexique, elle doit bénéficier des mêmes droits qu'une entreprise mexicaine. Si un Mexicain en chair et en os débarque à New York et demande un « traitement national », il pourra s'estimer chanceux de ne pas aboutir à Guantánamo. Il ne s'agit pas là d'un exemple caricatural : d'un point de vue juridique, les sociétés par actions sont des personnes dont les droits vont bien au-delà de ceux des êtres humains, tandis que les étrangers non résidents n'en sont pas ; c'est du moins ce que les tribunaux ont établi^[47]. Ainsi, lorsqu'on les expédiait à Guantánamo, ces étrangers ne bénéficiaient pas de la protection que la loi garantit aux personnes. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles on les emprisonnait à cet endroit plutôt que dans un pénitencier à sécurité maximum sur le territoire des États-Unis, ce qui, accessoirement, violait le traité insensé que Cuba avait été contraint de signer sous l'occupation, qui accordait à Washington le droit d'utiliser les lieux comme poste de ravitaillement en charbon et base navale.

Ces principes juridiques donnent parfois lieu à des coïncidences étonnantes. En 2009, par exemple, les deux grands partis politiques se disputaient pour savoir lequel proclamerait avec le plus de ferveur son adhésion à la doctrine sadique voulant que les « immigrés clandestins » n'aient pas droit à des soins de santé. Leur position s'inscrivait dans le principe, établi par la Cour suprême, stipulant que ces êtres ne sont pas des « personnes » au sens de la loi et qu'elles n'ont donc aucun droit. Au même moment, le juge en chef John G. Roberts interrompait subitement les vacances estivales de ses collègues afin d'examiner la constitutionnalité des lois restreignant le droit des sociétés d'acheter des élections, conformément à un siècle de jurisprudence^[48]. Il s'agissait d'une question complexe, les cours ayant déterminé que les sociétés, au contraire des sans-papiers, sont de vraies personnes au sens de la loi, dont les droits vont bien au-delà de ceux des êtres en chair et en os. La loi est effectivement une affaire sérieuse, empreinte de

noblesse.

Le 21 janvier 2010, la Cour suprême a rendu sa décision, à cinq contre quatre, la majorité étant constituée des quatre juges réactionnaires (appelés à tort « conservateurs ») et du juge Anthony Kennedy. Cette décision aura « une portée considérable », selon Michael Waldman. « Elle renverse une doctrine remontant à un siècle ainsi que des lois, dont on avait confirmé la constitutionnalité en 1990, qui interdisaient aux cadres de dépenser directement l'argent des actionnaires pour des campagnes électorales » sans avoir obtenu leur approbation. Désormais, selon la loi les gestionnaires n'ont besoin d'aucune approbation pour participer à de telles activités au nom de la « liberté d'expression », au même titre que l'État-providence autorise les chefs de la direction à choisir qui déterminera leur salaire et leurs primes, et ce, sans qu'ils aient à subir l'ingérence des actionnaires^[49].

Waldman n'exagère pas en écrivant que cet exercice d'activisme judiciaire extrême, prétendument déploré par la droite, « égale ou surpasse l'arrêt Bush c. Gore, où la Cour [suprême] avait atteint le summum de la partisanerie en s'immisçant dans le processus politique pour assurer l'élection de l'un des candidats. Aujourd'hui, elle le fait pour accorder un pouvoir sans précédent aux sociétés par actions ». Le juge en chef Roberts a choisi une affaire qui aurait facilement pu être tranchée sur des motifs restreints, et a manœuvré pour qu'elle aboutisse à une décision d'une grande portée, autorisant dans les faits les cadres des grandes sociétés à acheter des élections sans intermédiaire plutôt qu'à l'aide de moyens indirects, plus complexes, bien qu'il soit probable que, pour éviter toute publicité négative, ils le feront par le biais d'associations commerciales. Il est notoire que les contributions des entreprises aux campagnes électorales, parfois structurées de manière fort subtile, jouent un rôle décisif quant aux résultats des urnes. Il en ira assurément de même de ces dépenses électorales virtuellement illimitées, désormais autorisées par le plus haut tribunal du pays. À elles seules, elles auront un impact déterminant sur la prise de décision politique, impact renforcé par l'immense pouvoir des lobbys d'affaires et les autres conditions imposées par la mince strate de la population qui domine l'économie^[50].

La « théorie de l'investissement politique » du politologue Thomas Ferguson, qui interprète les élections comme des occasions pour certains segments du secteur privé de se coaliser afin d'investir l'État, a souvent permis de justes prévisions^[51]. Il va sans dire que ces méthodes seront consolidées par le dur coup porté à la démocratie par la Cour suprême.

L'équipe éditoriale du *New York Times* aussi n'exagérait pas en écrivant que la décision « frappait droit au cœur de la démocratie » en « rompant les digues qui limitaient l'afflux massif de capitaux d'entreprise dans les campagnes électorales et en autorisant les sociétés à intimider les élus afin qu'ils respectent leurs exigences », ou, de manière plus explicite, en

permettant aux cadres de le faire^[52].

Présentant la décision rendue à la majorité, le juge Kennedy a invoqué le fait que le premier amendement interdit au Congrès de punir « un citoyen ou une association de citoyens » pour avoir simplement tenu un discours politique. Les « associations de citoyens » dont il est ici question sont en fait des directions d'entreprises, qui règnent sur des fortunes considérables, n'ont de comptes à rendre ni à la population ni à leurs parties prenantes (travailleurs, collectivités) et ne sont même pas tenues de consulter les actionnaires dont elles affectent les capitaux à des campagnes électorales.

Kennedy a aussi soutenu qu'aucun principe ne permet de distinguer les entreprises du secteur des médias des autres sociétés par actions, une opinion des plus étonnante. Il prétend donc qu'il est impossible de faire la différence entre les entreprises dont la loi limite la mission à la maximisation du profit et des parts de marché et celles qui ont la responsabilité publique, grâce à un éventail de droits octroyés par l'État, de diffuser informations et opinions de manière objective.

On a parfois critiqué des empires médiatiques pour avoir abusé de la confiance du public, mais jamais ne l'a-t-on fait aussi sévèrement que le juge Kennedy lors de cet exposé.

Certains ont proposé des correctifs de nature législative, comme l'obligation pour les gestionnaires de consulter leurs actionnaires. Un tel règlement imposerait au mieux une certaine limite à la prise de contrôle du système politique par les sociétés, compte tenu de la très forte concentration de leur propriété aux mains de grandes fortunes et d'autres holdings. La moindre loi serait cependant difficile à adopter même sans cette nouvelle arme fournie par la Cour suprême à ces puissants conglomérats privés qui n'ont de comptes à rendre à personne. Encore plus difficile serait d'apporter un amendement à la Constitution, que Waldman et d'autres croient nécessaire pour au moins rétablir le minimum de démocratie qui prévalait avant la décision. Dans ce régime politique dirigé par des capitalistes, un tel objectif ne peut être atteint sans une mobilisation populaire à grande échelle, du genre de celle qui avait conduit au New Deal, bridant le pouvoir des sociétés et affirmant d'élémentaires droits de la personne.

John P. Stevens, un des juges dissidents, a admis que « nous avons reconnu il y a longtemps que le premier amendement s'appliquait aux sociétés ». Cela remonte à l'époque où la loi Tillman de 1907, qui interdisait les contributions d'entreprises, a été invalidée par la Cour, ce qui a établi un précédent. Au début du XX^{ème} siècle, comme nous l'avons vu, juristes et tribunaux n'avaient cessé de tenter de faire appliquer le principe, reconnu par la Cour suprême en 1886 (arrêt *Santa Clara c. Southern Pacific Railways*), selon lequel ces « entités juridiques collectives » ont les mêmes droits que les personnes en chair et en os^[53], droits ayant été étendus bien au-delà depuis ce

temps, grâce entre autres aux prétendus « accords de libre-échange ».

La manière d'envisager le statut de personne attribué à l'entreprise a évolué de pair avec le glissement du pouvoir des mains des actionnaires vers celles de cadres, qui a débouché sur le principe selon lequel « les pouvoirs du conseil d'administration [...] se confondent avec ceux de l'entreprise^[54] ». Au moment où s'amorçait la reconnaissance juridique de ce statut et de l'indépendance des gestionnaires, la maîtrise de l'économie par les grandes entreprises atteignait ce point ayant amené Woodrow Wilson à constater l'apparition d'« une Amérique bien différente ». La Cour du juge Roberts vient de donner une portée encore plus grande à cette emprise sur le système politique, procurant ainsi une nouvelle victoire à George W. Bush et à l'extrême droite républicaine.

Le virage à droite de la Cour suprême reflète des tendances plus larges à l'œuvre dans l'économie, la politique et la société américaines, néolibérales et financiarisées. Les républicains d'aujourd'hui, explique le *Wall Street Journal*, profitent de leurs passages au pouvoir pour nommer des juges au « profil philosophique provocateur » se consacrant à l'« interprétation juridique dans une optique conservatrice », euphémismes désignant une position ultranationaliste, favorable à outrance au monde des affaires et réactionnaire sur le plan social, héritage du virage à l'extrême droite opéré sous Reagan avec l'expulsion des modérés du parti. De leur côté, les démocrates, qui dérivent aussi vers la droite (comme en font foi les « nouveaux démocrates »), se tiennent loin des candidats aux « antécédents progressistes marqués » et des « libéraux précurseurs comme feu les juges William Brennan et Thurgood Marshall », leur préférant d'insipides centristes comme Sonia Sotomayor, nommée par Obama. Il en résulte, explique le professeur Geoffrey Stone, de la faculté de droit de l'université de Chicago, que « la Cour se livre à un tendancieux débat interne sur la manière d'aborder la loi constitutionnelle^[55] ». Tendancieux vers la droite.

Le 21 janvier 2010 passera à l'histoire comme une journée sombre pour ce qui reste de la démocratie américaine. Il est difficile d'exagérer l'ampleur de ce coup porté par les juges de droite, bien que l'on puisse soutenir, comme on vient de le voir, que leur raisonnement constitue une suite logique aux premières attaques menées au début du siècle dernier contre les principes du libéralisme classique.

Malgré sa brièveté, ce portrait de plus de 500 ans de conquête en illustre bien les principaux mécanismes : à l'étranger, imposition du libéralisme économique, par la force s'il le faut; au pays, intervention de l'État dans l'économie et efforts incessants pour abolir les entraves à la domination de tyrannies privées n'ayant pratiquement aucun compte à rendre, mises sur pied et protégées par un État puissant dont elles sont, dans une large mesure, les maîtres.

La conquête se manifeste aujourd'hui sous le nom de « mondialisation ». À l'instar de la plupart des termes du discours politique, celui-ci revêt deux significations : l'une est littérale et l'autre, plus technique, sert à la guerre idéologique. Au sens littéral, la *mondialisation* désigne l'intégration internationale. Ses principaux défenseurs, provenant des quatre coins du monde et des horizons les plus divers, se rencontrent chaque année à l'occasion du Forum social mondial afin d'œuvrer à l'élaboration de formes d'intégration internationale (économiques, culturelles, politiques) au service des intérêts des populations, les vraies, en chair et en os. Les tenants de l'idéologie dominante qualifient cependant cette mouvance d'« antimondialisation », ce qui est juste si l'on entend le terme *mondialisation* dans son sens technique : ainsi comprise, elle désigne une forme particulière d'intégration économique internationale qui combine des mesures libérales et protectionnistes relatives aux droits des investisseurs (et non au commerce), toutes conçues pour servir les intérêts de ceux-ci, des institutions financières et des autres pôles où se concentre le pouvoir étatique ou privé, bref, de ces entités auxquelles les tribunaux ont accordé le statut de superpersonnes.

Les conséquences probables de la mondialisation au sens technique n'ont jamais été occultées. Par exemple, un des objectifs de l'ALENA était de rendre le Mexique « captif » des prétendues réformes des années 1980, qui engendraient des milliardaires au même rythme qu'elles accentuaient la pauvreté. Ces « réformes » se sont avérées très profitables pour les propriétaires, gestionnaires et investisseurs américains, mais pas pour les travailleurs. Des recherches effectuées quelques années après son entrée en vigueur ont révélé que l'ALENA est un des rares traités qui soit parvenu à causer du tort aux travailleurs dans tous les pays y ayant adhéré, ici le Canada, les États-Unis et le Mexique. Les syndicats américains avaient proposé d'autres options dont auraient pu profiter les travailleurs des trois pays. L'unité de recherche du Congrès, tout comme le Bureau d'évaluation des technologies (dissous depuis), avait fait des propositions allant dans le même sens. Ces recommandations n'ont jamais figuré au programme politique et ont même été bannies des médias. Voilà un exemple frappant du fonctionnement réel de la démocratie capitaliste d'État^[56].

Selon la presse d'affaires, ce qui rendait l'ALENA attrayant aux yeux des élites nord-américaines était « précisément le fait qu'il allait lier les mains de l'actuel et des futurs gouvernements » du Mexique en matière de politique économique. L'accord allait conjurer un danger que l'Atelier d'élaboration de stratégies pour l'Amérique latine du Pentagone avait flairé en 1990. Ses participants considéraient les relations entre les États-Unis et le Mexique comme « extraordinairement positives », nullement entachées par les élections truquées, la corruption généralisée, les escadrons de la mort, la torture

systématique, les traitements scandaleux infligés aux travailleurs et aux paysans, et ainsi de suite. Ils voyaient cependant un nuage se profiler à l'horizon : « une “ouverture démocratique” au Mexique pourrait mettre à rude épreuve cette relation spéciale en amenant au pouvoir un gouvernement plus enclin à défier les États-Unis pour des motifs économiques et nationalistes ». Cette lourde menace allait pouvoir être écartée grâce à un traité rendant le Mexique « captif » des politiques néolibérales des années 1980, lui liant donc les mains en matière de politique économique. En résumé, l'ALENA sera imposé en bonne et due forme par l'exécutif malgré l'opposition de l'opinion publique^[57].

Plus globalement, les conseillers de l'administration Clinton reconnaissaient que la « mondialisation » allait « creuser le fossé économique » et « intensifier la stagnation économique, l'instabilité politique et l'aliénation culturelle », suscitant agitation et violence chez les démunis, en grande partie dirigées contre les États-Unis. Ils en concluaient que le pays devait se préparer à mener les opérations militaires appropriées, dont des « frappes de précision depuis l'espace, visant à contrer la prolifération à l'échelle de la planète des [armes de destruction massive] », fait d'éléments incontrôlés et conséquence probable du militarisme agressif des États-Unis, au même titre que le « fossé qui se creuse » est un effet prévisible de la variante de l'intégration internationale désignée à tort par l'idéologie dominante sous les noms de « mondialisation » et de « libre-échange^[58] ».

La mainmise sur l'Amérique latine a constitué l'un des tout premiers objectifs de la politique étrangère américaine. Cette ambition a gardé toute son importance, en partie pour l'accès aux ressources et aux marchés, mais aussi pour des motifs plus généraux, d'ordre idéologique. Si les États-Unis n'ont pas la haute main sur l'Amérique latine, ils ne peuvent s'attendre à « pouvoir imposer leurs vues ailleurs dans le monde », concluait en 1971 le Conseil de sécurité nationale, sous Nixon, qui jugeait prioritaire de détruire la démocratie chilienne, ce qui fut fait lors du premier 11 septembre. Selon David Schmitz, « sous Nixon, la Maison Blanche considérait » qu'Allende « menaçait les intérêts mondiaux des États-Unis en contestant l'ensemble des fondements idéologiques de la politique américaine de la guerre froide. [...] Un État socialiste chilien qui fonctionne aurait pu devenir un modèle pour d'autres nations; voilà ce qui préoccupait Washington et motivait son opposition », ou plutôt sa participation directe à la mise en place et au soutien d'un impitoyable État tortionnaire servant de base au terrorisme international^[59].

Les archives américaines montrent sans l'ombre d'un doute que, tout au long de la guerre froide, une des principales sources d'inquiétude des décideurs américains était ce qu'Oxfam a appelé « la menace d'un bon exemple » en évoquant la motivation de Washington à mettre un terme à la

démocratie et à l'indépendance du Nicaragua dans les années 1980. C'est la crainte de voir un pays réussir à se développer de manière autonome et faire recette auprès d'autres nations qui a motivé les États-Unis à terroriser et à attaquer le Guatemala, Cuba, le Vietnam et plusieurs autres, et qui a constitué le thème récurrent de la guerre froide. Ils invoquaient cette dernière pour légitimer leurs actes d'agression et de violence, à l'instar de leur associé minoritaire dans cette vaste entreprise de maîtrise du monde, qui prétextait la menace de l'Ouest pour justifier l'écrasement de soulèvements populaires à Berlin-Est, en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Washington n'a d'ailleurs rien inventé à ce propos. À une autre époque, le tsar et le prince de Metternich se montraient tout aussi préoccupés par « les doctrines pernicieuses du républicanisme et du gouvernement du peuple », répandues par les « apôtres de la sédition » des anciennes colonies débarrassées du joug britannique.

À qui profite la mondialisation ? La réponse à cette question dépend de la signification donnée à ce terme : soit littérale, soit technique, comme on l'entend dans le discours dominant. Si on l'entend au sens technique, la réponse viendra des idées d'Adam Smith et de Thucydide : on parle alors d'une mondialisation favorisant les intérêts des « principaux architectes du système ». La population en général peut en profiter ou en pâtir, mais il s'agit d'un détail accessoire.

Mais à quoi bon se soumettre à la doctrine des puissants ? Les tribunaux américains ont raison de craindre qu'une « opinion publique éveillée » puisse exiger la limitation, voire la suppression pure et simple, de la concentration du pouvoir et des privilèges, et veille à bâtir, à l'échelle locale comme à l'échelle mondiale, une société libre et juste. Cela s'est souvent produit dans le passé. Aujourd'hui, l'Amérique latine est le lieu de progrès des plus prometteurs dans la lutte éternelle pour la justice et la liberté. La région est enfin en train de venir à bout de l'héritage de la conquête, de la domination étrangère des derniers siècles et des abominables structures sociales qu'elles ont contribué à mettre en place.

Dans le passé, l'Amérique latine a souvent été à l'avant-garde des progrès en matière de justice sociale et de droits de la personne. L'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948 est un fait marquant de l'histoire de la civilisation. Bien qu'elle soit toujours loin d'être appliquée, voire d'être entérinée, son influence ne peut être ignorée. On ne peut négliger le fait que ses rédacteurs se sont inspirés en bonne partie d'innovations chiliennes. La Déclaration comprend des droits sociaux, économiques et culturels fondamentaux, auxquels elle accorde le même statut qu'aux droits civils et politiques. Ce progrès repose largement sur des initiatives latino-américaines. Le délégué chilien Hernán Santa Cruz insistait sur le fait que « si le libéralisme politique ne garantit pas les droits économiques, sociaux et

culturels des citoyens, il ne peut pas être source d'un progrès durable. [...] La démocratie, tant politique que sociale et économique, forme dans mon esprit un tout indissociable». Le New Deal de Franklin Delano Roosevelt est lui aussi partiellement redevable à la tradition juridique libérale d'Amérique latine ainsi qu'à son bilan en matière de révolte contre l'autorité coloniale. L'historien Greg Grandin a écrit que Roosevelt a carrément «plagié» les travaux de juristes latino-américains pour établir certains éléments de son programme. Les luttes populaires en cours en Amérique latine, très prometteuses, pourraient en inspirer d'autres ailleurs, dans un effort collectif pour instituer une mondialisation qui réponde aux dignes aspirations des peuples de la Terre^[60].

Une hégémonie ébranlée ?

DANS SES GRANDES lignes, en Amérique latine comme ailleurs, la politique extérieure des États-Unis est motivée par un principe bien établi. Prédominant, ce dernier est peu remis en cause par les commentateurs occidentaux et la plupart des universitaires, même les plus critiques. Il repose sur ce qu'il convient d'appeler l'«exceptionnalisme américain», doctrine voulant que les États-Unis diffèrent des autres grandes puissances, d'hier comme d'aujourd'hui, parce qu'ils sont animés d'une «ambition transcendante» : celle d'«instituer l'égalité dans la liberté en Amérique» et, en fait, partout dans le monde puisque «l'aire où ils doivent défendre et promouvoir leur ambition s'est étendue à l'échelle de la planète».

Cette façon d'exprimer la doctrine est assez courante. Si j'en ai choisi cette version particulière, c'est parce que, formulée sous John F. Kennedy, elle émane d'un érudit parmi les plus éminents, penseur indépendant ayant reçu les plus grands honneurs : Hans Morgenthau, fondateur de la dure école réaliste des relations internationales, qui a toujours évité le sentimentalisme, s'en tenant aux vérités les plus cruelles du pouvoir de l'État dans un monde chaotique. Universitaire honnête et compétent, Morgenthau a reconnu que les données historiques ne concordent absolument pas avec l'«ambition transcendante» des États-Unis. Il explique cependant qu'il ne faut pas se laisser induire en erreur par cette contradiction flagrante : il faut éviter de «confondre l'apparence de la réalité avec la réalité elle-même», précise-t-il. Il définit la réalité elle-même comme l'«ambition nationale» inachevée, mise au jour par «les faits historiques tels que notre esprit les traduit». Les faits historiques avérés, quant à eux, sont à ranger du côté de l'«apparence de la réalité», qui ne présente qu'un intérêt secondaire. Il poursuit en accusant ceux qui confondent la «réalité» avec son «apparence» de commettre «la même erreur que l'athéisme, qui nie la validité de la religion sur des bases comparables». L'analogie est certes juste, mais pas pour les raisons qu'il

aurait invoquées^[1].

La noblesse des États-Unis et de leur « ambition » s'élève parfois au niveau de la logique pure. Ainsi, dans la prestigieuse revue *International Security* de l'université Harvard, feu le professeur Samuel P. Huntington, titulaire de la chaire Eaton en science du gouvernement, expliquait que l'« identité nationale » des États-Unis « se définit comme un ensemble de valeurs politiques et économiques universelles », à savoir « la liberté, la démocratie, l'égalité, la propriété privée et le marché ». C'est pourquoi le pays a le devoir solennel de conserver « sa prééminence internationale, et ce, pour le plus grand bien du monde ». De plus, comme on a affaire à une définition reposant sur la « science du gouvernement », on peut s'épargner le travail fastidieux d'en trouver la confirmation empirique – ce qui, dans les faits, serait aussi absurde que de chercher une confirmation empirique à la thèse voulant que deux plus deux égale quatre. De toute façon, une telle recherche ne pourrait porter que sur l'« apparence de la réalité »^[2].

Il va sans dire que ces idées sont les bienvenues, du moins chez ceux qui tiennent les rênes de l'empire. Elles ont été largement adoptées, sous une forme ou une autre, de manière explicite ou non, et ce, pour des raisons que le Chili, comme une bonne partie du monde, connaît sans doute très bien.

Une variante de ces idées veut que ce soit la noblesse même de leurs idéaux qui incite les Américains à les bafouer régulièrement. De ces valeurs élevées est né ce que le politologue Michael Desch appelle l'« illibéralisme libéral américain »^[3]. « C'est précisément leur libéralisme qui rend aujourd'hui les États-Unis si illibéraux », explique-t-il. Cela s'explique par le zèle qu'ils déploient pour transmettre aux autres les valeurs définissant leur identité nationale, qui porte parfois à l'excès. Desch y va de thèses remarquables sur les principes inspirant l'action des États-Unis dans le monde, citant quelques cas où ceux-ci auraient été appliqués concrètement, mais en reconnaissant lui aussi que d'en fournir les preuves serait superflu; du moins n'en fournit-il aucune. Heureusement d'ailleurs, car la moindre analyse révèle qu'il faudrait ranger ses propres exemples au rayon « apparence de la réalité ». Comme bien d'autres, il soutient qu'il ne faut surtout pas renoncer à ces idéaux, car ils prennent forme grâce à un débat politique intérieur – comme c'était le cas en Union soviétique, dans le Japon expansionniste et en des ailleurs tout aussi remarquables, apprend-on de documents internes ayant été rendus publics.

Cette approche est aussi devenue une habitude chez d'autres intellectuels. Il est injustifié de donner des exemples, car le travail à faire est réflexif, ne représentant guère plus que le produit d'une bonne éducation qui, comme l'observait George Orwell à propos de l'Angleterre, inculque un « accord tacite » selon lequel « il “ne faut pas” publier [...] certaines informations », voire ne pas les laisser atteindre les consciences. David Schmitz, historien

minutieux, l'illustre avec pertinence dans sa deuxième monographie portant sur les politiques américaines d'affaiblissement de la démocratie et de soutien à des monstres barbares, dont Mussolini et Hitler – sans oublier leur bilan d'après-guerre. Intellectuel prudent et méticuleux, il conclut son ouvrage en affirmant que, « pendant la plus grande partie du XX^{ème} siècle, les États-Unis ont soutenu des dictatures de droite au plus grand mépris de leurs idéaux politiques » et de leur engagement « pour la démocratie et les droits de la personne ». Il limite sa remarque à « la plus grande partie » du XX^{ème} siècle parce qu'il considère qu'elle ne s'applique qu'à partir de 1921 et que l'administration de Jimmy Carter a constitué une exception à la règle. Il n'a pas complètement tort, mais sa position est difficile à soutenir si l'on tient compte de l'« apparence de la réalité », y compris de Suharto, de Somoza, de Chun, du shah et d'autres satrapes notoires^[4].

La période précédant 1921 relève pourtant de la même ligne de conduite : déprédations dans les Caraïbes sous Woodrow Wilson, conquête meurtrière des Philippines avec ses centaines de milliers de victimes, et bien d'autres exemples. Le bilan du XIX^{ème} siècle reste à faire.

Bref, pendant toute leur histoire, les États-Unis ont constamment bafoué leurs idéaux. Pourtant, l'idée selon laquelle leurs dirigeants y sont dévoués a tout d'un article de foi incontestable, digne des Saintes Écritures. Les faits avérés ne sont qu'« apparence de la réalité ». Dans le cas de George W. Bush, la profession de foi s'est cependant heurtée à un petit problème : il n'a clamé haut et fort son engagement à « répandre la démocratie » qu'en novembre 2003, alors qu'il avait besoin d'un nouveau prétexte à l'invasion de l'Irak parce qu'une mauvaise réponse avait été donnée à sa « seule question », à savoir si Saddam Hussein allait abandonner ses programmes de développement d'armes de destruction massive (et, pour les croyants les plus fidèles à la Dick Cheney, son alliance avec Al-Qaïda). À l'époque où cette « seule question » était encore considérée comme pertinente, les références à la démocratie n'allaient jamais au-delà des banalités d'usage. Néanmoins, sitôt qu'on l'a invoquée, « les intellectuels se sont empressés de monter dans le train de la démocratisation », observe Augustus Richard Norton, spécialiste du Moyen-Orient. Tout le monde n'a pourtant pas fait de même : 99 % des Irakiens s'opposaient à cette nouvelle mission, tandis que 95 % d'entre eux contestaient l'argument voulant qu'il se soit agi d'« aider le peuple irakien », des opinions qui se sont généralement maintenues tout au cours de cette calamité^[5].

Ce qui est certain, c'est que l'intelligentsia américaine n'a rien inventé. Le poncif de l'« exceptionnalisme américain » souffre de deux invraisemblances. Premièrement, il faut, pour y adhérer, prendre soin d'exclure de larges pans de l'expérience historique concrète pour cause d'« apparence de la réalité ». Deuxièmement, cette croyance n'a rien de particulièrement « américain » : elle

s'apparente plutôt à un principe universel propre aux grandes puissances.

La même perspective colore l'étude de la politique extérieure contemporaine. L'article savant le plus exhaustif portant sur « les racines de la doctrine Bush » s'ouvre par ces quelques mots : « La promotion de la démocratie est au cœur de la poursuite par l'administration Bush tant de sa guerre contre le terrorisme que de sa stratégie totale. » Une des principales revues britanniques de politique internationale élargit la portée de cette thèse dans un article annoncé en couverture. Son auteur écrit que « la promotion de la démocratie à l'étranger » est l'un des objectifs fondamentaux de la politique extérieure des États-Unis depuis que Wilson a doté cette dernière d'un « puissant principe idéaliste », principe qui a revêtu une « importance particulière » sous Ronald Reagan, et qui a été repris avec une « vigueur sans précédent » sous George W. Bush. Chez les universitaires, de telles thèses sont monnaie courante. Journalistes et commentateurs les considèrent comme allant de soi^[6].

Des commentateurs bien en vue soutiennent que cet idéalisme devrait se garder d'aller trop loin. Thomas Friedman, chroniqueur du *New York Times* aux affaires internationales, fait cette mise en garde : « Assujettir de manière quasi exclusive notre politique extérieure à l'idéalisme » et au service des autres pourrait nuire à nos propres intérêts légitimes. En 2003, David Ignatius, chroniqueur chevronné au *Washington Post* et ex-rédacteur en chef de l'*International Herald Tribune*, allait dans le même sens en écrivant que l'homme qu'il qualifiait d'« idéaliste en chef » de l'administration Bush était peut-être « trop idéaliste, car sa passion pour la noblesse des objectifs de la guerre contre l'Irak pourrait nuire à la prudence et au pragmatisme orientant normalement la planification d'une guerre^[7] ». Il faisait bien sûr allusion à Paul Wolfowitz, qui sera vite chassé de Washington, car trop embarrassant, puis propulsé à la tête de la Banque mondiale avec pour mission d'endiguer la corruption ; son mandat sera de courte durée : il devra démissionner à cause de son implication dans un scandale. Les nombreux commentaires élogieux dont Wolfowitz a fait l'objet au moment de sa nomination éludaient soigneusement son bilan, qui témoigne pourtant d'un mépris sans bornes de la démocratie et des droits de la personne, comme en fait foi son appui indéfectible au général Suharto d'Indonésie, l'un des pires massacreurs et tortionnaires de l'ère moderne et, de loin, le dirigeant le plus corrompu de la planète. Suharto offrait cependant aux investisseurs étrangers des sources de profits mirobolants en les laissant piller les abondantes ressources de son pays, ce qui avait fait de lui un homme très populaire en Occident, à l'instar d'autres monstres d'hier et d'aujourd'hui, tant qu'ils respectent les règles.

Les hommages à l'« idéaliste en chef » n'ont pas seulement fait le silence sur son bilan global, mais aussi sur son attitude lors d'une équipée on ne peut plus révélatrice de ce mépris de la démocratie : la distinction, établie en 2003

par Donald Rumsfeld, entre la « Vieille Europe » et la « Nouvelle Europe », reprise par plusieurs autres. Un critère très précis permettait de les différencier. La « Vieille Europe » était constituée des pays dont les gouvernements, s'appuyant sur la volonté d'une écrasante majorité de leur population, refusaient de se joindre à Bush et à Blair pour envahir l'Irak. La « Nouvelle Europe », quant à elle, était celle des gouvernements faisant fi de l'opinion d'une majorité encore plus imposante et se conformant aux ordres émanant du ranch de Bush, à Crawford, au Texas. C'est ainsi que la « Vieille Europe » a dû subir d'acrimonieuses remontrances, dont le ton parfois puéril en disait long sur l'importance relative de la démocratie par rapport à l'obéissance servile au maître (pensons par exemple au changement de nom des *french fries* en *freedom fries*, à la cafétéria du Sénat), tandis qu'on acclamait la « Nouvelle Europe » en la présentant comme l'espoir de la démocratie. Les démocrates favoris de cette « Nouvelle Europe » étaient l'Italien Sylvio Berlusconi, qui a eu droit à l'honneur d'une visite à la Maison Blanche, et l'Espagnol José María Aznar, qui, même si les sondages montraient qu'il n'avait l'appui que de 2 % de ses concitoyens, a été invité à participer au sommet où Bush et Blair allaient déclencher la guerre.

C'est donc l'« idéaliste en chef » qui a gagné haut la main le prix de la haine de la démocratie. À la surprise générale, le gouvernement de Turquie, se pliant à la volonté de 95 % de sa population, a refusé de participer à l'invasion. Cette décision lui a valu de sévères admonestations, notamment de la part de Colin Powell, mais surtout de Wolfowitz, le plus scandalisé d'entre tous. Ce dernier a condamné l'armée turque pour son refus de ne pas obliger le gouvernement à se plier à la volonté de Washington et a exigé des excuses de la Turquie en lui rappelant qu'elle a la responsabilité d'aider les États-Unis, quelle que soit l'opinion de son inepte population^[8].

Le plus intéressant dans toute cette affaire est qu'elle est passée pratiquement inaperçue dans les pays ayant participé à la coalition Bush-Blair, où la distinction rumsfeldienne entre Vieille et Nouvelle Europe s'est banalisée. L'épisode n'a nullement atténué la ferveur envers la « mission messianique » de Bush visant à « promouvoir la démocratie », ce « noble objectif » dont même la presse progressiste chantait les louanges.

Cet enthousiasme ne s'est pas estompé, si spectaculaires fussent les événements ayant pu le tempérer. Parmi de nombreux exemples, prenons le cas du peuple de Palestine, qui, en janvier 2006, est allé aux urnes lors d'élections législatives reconnues comme libres et équitables (sauf par l'administration Bush, qui a fait le nécessaire pour que son favori, le parti de Mahmoud Abbas, remporte la victoire). La victoire est allée au mauvais camp. Les États-Unis et Israël, avec le consentement poli de l'Europe, ont immédiatement décidé de punir sans ménagement la population pour ce faux pas démocratique. Israël a été jusqu'à couper l'approvisionnement en eau de

Gaza, qui souffrait déjà de graves pénuries, et, quelques mois plus tard, intensifiant la terreur, à bombarder des centrales électriques alimentant le pompage des eaux usées. Ces actes ont tous bénéficié de l'appui indéfectible de la Maison Blanche, ce qui s'inscrit une fois de plus dans la « mission messianique » de « promotion de la démocratie » de Bush. Comme toujours, on a invoqué des prétextes; comme d'habitude, ces derniers ne résistent pas à la moindre analyse^[9].

Les États-Unis et Israël n'ont pas dissimulé tous leurs objectifs: il s'agissait pour eux d'infliger des souffrances à la population afin de l'amener à se ranger derrière le favori de Washington. En même temps qu'ils rapportaient fidèlement cette remarquable démonstration de haine et de mépris de la démocratie, les médias ont félicité l'administration Bush de son engagement pour la démocratie ou l'ont critiquée pour son excès d'idéalisme, potentiellement néfaste pour les États-Unis. Malheur à qui tolère mal les contradictions: il faut acquérir l'aptitude à la « double pensée » d'Orwell, la capacité de retenir et d'accepter simultanément deux opinions contraires.

On pourrait arguer que les Gazaouis sont protégés par les Conventions de Genève, et que tout tort causé à une personne constitue un crime grave, à moins que ce soit en réponse à un acte criminel qu'elle a commis. Par ailleurs, les hautes parties contractantes à ces conventions ont l'obligation d'appréhender et de punir les responsables de ces violations de leurs dispositions, y compris leurs propres dirigeants. Si nous vivions dans un monde où les États se conforment aux lois, de telles remarques seraient pertinentes, mais, dans celui-ci, elles sont à peine intelligibles.

Les études les plus sérieuses portant expressément sur la promotion de la démocratie en arrivent à des conclusions similaires. Le plus éminent chaire intellectuel de la cause est Thomas Carothers, ancien directeur du projet Démocratie et État de droit à la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Il se décrit comme un néoreaganien, adhérant aux conclusions de la plupart des travaux savants selon lesquelles l'idéalisme wilsonien a pris une « importance particulière » sous Reagan. À la suite de la spectaculaire déclaration de Bush, dans laquelle ce dernier s'était subitement investi de la mission de promouvoir la démocratie, Carothers a publié un ouvrage faisant le bilan du soutien à la démocratie par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide. Il y constate une « continuité marquée » d'une administration à l'autre, y compris celle de Bush fils: le gouvernement américain promeut la démocratie si et seulement si elle sert ses intérêts stratégiques et économiques. Il en conclut que, sous cet angle, toutes les administrations sont atteintes de « schizophrénie », maladie étrange et inexplicable^[10].

Carothers est aussi l'auteur du classique des ouvrages savants sur la promotion de la démocratie en Amérique latine, paru dans les années 1980, qui offre, du moins en partie, une vue de l'intérieur. Sous Reagan, il était

affecté aux programmes de « consolidation de la démocratie » du département d'État. Considérant ces programmes comme sincères, il en a cependant constaté l'échec. En universitaire intègre, il a même signalé que ce ratage était systématique. Moins l'influence américaine était grande dans un pays d'Amérique du Sud, plus la démocratie y progressait, en dépit des tentatives de Reagan d'y faire obstacle en soutenant des dictateurs de droite. À l'inverse, là où l'influence était la plus forte, les progrès étaient moindres. Selon lui, cela s'explique par le fait que Washington ne tolérait que « des formes limitées de changement démocratique, partant du sommet vers la base et ne risquant pas de bouleverser les structures politiques traditionnelles, dont les États-Unis étaient les alliés de longue date [dans] des sociétés fort peu démocratiques^[11] ».

Bref, la continuité remonte aux années Reagan, bien avant Bush fils, période où le « puissant principe idéaliste » propre à la politique extérieure américaine a pris une « importance particulière », si l'on se fie aux ouvrages savants. Néanmoins, peu importe l'époque, l'adhésion des dirigeants à ce principe ne peut être mise en doute, en particulier sous Reagan et Bush fils.

En fait, la continuité remonte à bien plus loin. Les États-Unis ont toujours promu la démocratie en tant qu'idéal, mais personne ne contestera qu'ils ont pris l'habitude de renverser des parlements élus, leur substituant la plupart du temps d'impitoyables tyrannies. Pensons à l'Iran, au Guatemala, au Brésil, au Chili et à nombre d'autres cas. On a souvent invoqué des prétextes relatifs à la guerre froide, mais leur validité s'effondre au moindre examen. Ce n'est pas faire insulte à l'intelligence que de rappeler la manière dont Reagan a apporté la démocratie en Amérique centrale : des guerres terroristes qui ont fait des centaines de milliers de morts, laissé trois pays en ruines et déstabilisé un quatrième.

La dimension contradictoire de cette politique est aussi reconnue par les progressistes, chez qui elle suscite un certain désenchantement tout en étant considérée comme inévitable. Robert Pastor, universitaire latino-américain ayant servi sous Carter à titre de conseiller à la sécurité nationale pour l'Amérique latine, exprime bien le dilemme fondamental auquel sont confrontés les responsables politiques. Il explique pourquoi Washington devait soutenir le régime sanguinaire et corrompu de Somoza, au Nicaragua, et, dès que la tâche se révéla impossible, essayer à tout le moins de maintenir la garde nationale entraînée par les États-Unis, même si elle massacrait la population « avec une brutalité qu'une nation réserve normalement à ses ennemis », ayant éliminé environ 40 000 personnes. La raison en est simple. « Les États-Unis ne souhaitaient pas dominer le Nicaragua ou les autres pays de la région, explique-t-il, mais ne voulaient pas non plus que la situation devienne impossible à maîtriser. Ils voulaient que les Nicaraguayens prennent eux-mêmes leurs décisions à *condition* qu'elles ne risquent pas de nuire aux

intérêts de Washington^[12]. »

La guerre froide a aussi servi de prétexte à la mise en œuvre de ce principe dominant dont l'histoire offre une pléthore d'illustrations : les politiques ne sont conformes aux idéaux que si ces derniers sont conformes aux intérêts en jeu. Il importe de rappeler que la notion d'« intérêts » ne désigne pas les intérêts de la population du pays, mais bien ceux des centres de décision qui dominent la société. Ce lieu commun, correspondant pour l'essentiel à l'observation d'Adam Smith, est souvent tourné en dérision par les bien-pensants, qui le qualifient de « théorie du complot », d'idée « marxiste » ou de quelque autre raillerie, alors qu'une analyse des faits le confirme pourtant sans peine. Dans une rare et inhabituellement prudente analyse de ce qui détermine la politique extérieure aux États-Unis mêmes, Lawrence Jacobs et Benjamin Page constatent sans surprise que la plus grande influence provient des « sociétés de capitaux actives sur les marchés internationaux », bien qu'ils mentionnent aussi le poids, secondaire, des « experts », qui, rappellent-ils, « peuvent eux-mêmes subir l'influence des entreprises ». Par contraste, l'opinion publique a « peu d'effet sur le gouvernement, voire n'en a aucun ». Ces constatations, font-ils remarquer, ne peuvent que plaire aux « réalistes » comme Walter Lippmann, plus influent intellectuel américain du XX^{ème} siècle, qui « considérait l'opinion publique comme mal informée et capricieuse, [et qui] estimait que de s'y plier susciterait une “désorganisation malsaine de la véritable fonction du pouvoir” et déboucherait sur des politiques “fatales pour l'État en tant que société libre” ». Le « réalisme » témoigne d'une préférence idéologique à peine voilée. La recherche de preuves d'un meilleur discernement et d'aptitudes supérieures chez ceux qui influencent le plus les choix politiques ne peut être que vaine^[13].

Tournons-nous maintenant vers l'initiateur de ces nobles idéaux qui nourrissent des politiques les bafouant systématiquement. C'est sur l'île d'Hispaniola que l'idéalisme wilsonien s'est fait les dents de la manière la plus directe, là où Washington « portait le fardeau de l'homme blanc, le devoir du grand frère », comme l'expliquait le commandant militaire de Wilson. En même temps qu'ils envahissaient Haïti et la République dominicaine, ces idéalistes s'en sont approprié les bonnes terres et les ressources naturelles. Cette tâche accomplie, ils laisseront plus tard les deux pays entre bonnes mains : la cruelle garde nationale en Haïti et, en République dominicaine, le « bienfaiteur de la patrie » autoproclamé, Rafael Trujillo, grand assassin et tortionnaire, que l'ambassadeur américain à l'OEA sous Kennedy décrira comme « l'homme ayant rendus possibles les grands progrès accomplis par son pays, l'homme ayant mené à son apogée le commerce entre son pays et les autres nations d'Amérique ». L'ennemi duquel les marines de Wilson protégeaient les habitants n'était pas les Russes, cette intervention étant

antérieure à l'ère bolchevique, mais plutôt les Boches, à qui l'on avait aussi attribué la responsabilité d'une insurrection ayant tenté d'ébranler cette entreprise idéaliste. En 1919, lors de la conférence de paix de Paris, le président dominicain Henríquez a demandé à ce que son pays soit inclus dans la liste des nations dont le président Wilson se prétendait le défenseur dans ses fameux 14 points. Ce fut un échec : Wilson excluait toute considération pour les Amériques. Parmi les autres faits d'armes de Wilson à la conférence de paix de Paris, mentionnons son refus de s'adresser à un gentleman qui lui demandait poliment s'il considérait que le Vietnam n'aurait pas droit à une forme limitée d'autodétermination. Cet homme s'illustrera plus tard sous le nom d'Ho Chi Minh.

Sur l'île d'Hispaniola, l'odieux traitement infligé par Wilson à la République dominicaine était relativement modéré, car, selon le secrétariat d'État, ses habitants étaient « surtout de culture et de sang blancs », tandis que les Haïtiens « sont majoritairement nègres » et « vivent presque dans un état de sauvagerie et de complète ignorance ». Inutile de rappeler la suite des événements^[14].

De manière plus générale, Wilson a précisé que son engagement pour l'autodétermination des nations ne s'appliquait pas aux peuples « n'ayant pas atteint un certain degré de civilisation », qui nécessitent la « protection bienveillante, des conseils et de l'assistance » des puissances coloniales qui subvenaient à leurs besoins quelques années auparavant. Dans ses fameux 14 points, on peut lire que, dans le règlement des questions de souveraineté, « les intérêts des populations en jeu pèseront d'un même poids que les revendications équitables du gouvernement dont le titre sera à définir », c'est-à-dire de la métropole. Aux États-Unis mêmes, c'est au nom de son idéalisme qu'il brandira l'épouvantail du « péril rouge », suscitant l'une des pires violations des droits civils fondamentaux de l'histoire^[15].

Parmi les nombreuses raisons de considérer l'« exceptionnalisme américain » avec un certain scepticisme, nous avons mentionné le fait que cette doctrine s'apparente à un principe historique universel appliqué même par les monstres de la pire espèce : Hitler, Staline, les conquistadors... difficile de trouver une exception ! Aggression et terreur sont presque invariablement présentées comme des actes d'autodéfense et de dévouement à des idéaux mobilisateurs. Dans son discours de reddition d'août 1945, l'empereur japonais Hirohito ne reprenait au fond que des propos éculés en déclarant à son peuple que « [n]ous avons déclaré la guerre aux États-Unis et à la Grande-Bretagne au nom de Notre désir sincère d'assurer la sauvegarde du Japon et la stabilisation de l'Asie de l'Est ; loin de Nous l'idée de porter atteinte à la souveraineté d'autres nations ou d'entreprendre une expansion territoriale ». Si les Asiatiques voient les choses d'un autre œil, c'est qu'ils sont rétrogrades et barbares. Eux aussi sont de « vilains garnements qui

disposent de tous les droits et privilèges des adultes » et qui ont besoin d'« une main ferme, autoritaire », comme le disait des Latino-Américains le secrétaire d'État John Foster Dulles, qui avait tout de même pris soin d'aviser le président Dwight D. Eisenhower que, pour discipliner ces galopins, il serait pertinent de « leur donner une petite tape dans le dos, histoire de leur faire croire qu'on les aime bien ». L'administration Kennedy, elle, s'en est plutôt remise aux universitaires, plus respectueux. L'historien Arthur Schlesinger, conseiller de Kennedy pour l'Amérique latine, recommandait au président de s'adresser aux Latino-Américains avec « une certaine dose de grandiloquence » en traitant « des nobles visées de la culture et de l'esprit, [ce qui] électrisera le public du Sud, démesurément friand de dissertations métahistoriques ». Pendant ce temps, nous nous chargerons des affaires sérieuses^[16].

Au sein de l'appareil d'État, c'est souvent sans se faire d'illusions qu'on applique les principes directeurs de la politique extérieure. Ces derniers sont mis en lumière par le plus vieil enjeu de la politique américaine à l'égard de l'Amérique latine : Cuba. En 1823, par la doctrine Monroe, Washington s'arrogeait le droit d'exercer son pouvoir sur l'ensemble des Amériques. Les États-Unis n'étaient cependant pas assez puissants pour ce faire, et la Grande-Bretagne les en dissuadait. Cette dernière n'a pas fait obstacle à leur conquête meurtrière de la Floride espagnole en 1818 et n'a pu prévenir celle de la moitié du Mexique ou du reste du territoire actuel, mais les a empêchés de s'approprier le Canada et Cuba. John Quincy Adams, père spirituel de la Destinée manifeste, a prédit que Cuba finirait par tomber aux mains des États-Unis en vertu des lois de la « gravitation politique », au même titre qu'« une pomme détachée de son arbre par une tempête n'a d'autre possibilité que de tomber au sol ». Vers la fin du siècle, comme prévu, les lois de la gravitation politique ont fini par s'appliquer. Ayant surmonté la dissuasion britannique, les États-Unis pouvaient désormais intervenir pour empêcher l'île de se libérer elle-même de l'Espagne et pour en faire une « colonie virtuelle », ce qu'elle demeurera jusqu'en 1959, relatent les historiens et politologues Ernest May et Philip Zelikow^[17].

En 1898, la propagande véhiculait que l'intervention américaine avait pour but de libérer Cuba de la terreur espagnole, noble « intervention humanitaire » obéissant au principe aujourd'hui connu sous la dénomination sentencieuse de « responsabilité de protéger ». L'intoxication a été si efficace que cette interprétation a prévalu jusqu'à tout récemment un peu partout dans le monde. Des recherches sérieuses, effectuées principalement par Louis Pérez, l'ont récemment réduite en lambeaux. Cet historien révèle que, au moment où les États-Unis sont entrés en scène, les Cubains étaient sur le point de vaincre l'armée espagnole. De plus n'eût été les efforts courageux des forces cubaines, la campagne américaine se serait soldée par une « catastrophe

militaire », voire un « retrait humiliant ». « Officiellement, il s'agissait d'une guerre contre l'Espagne, mais, dans les faits, elle visait les Cubains. [...] L'intervention a tout changé, et c'en était d'ailleurs le but. On a transformé une guerre cubaine de libération en guerre américaine de conquête. » À l'époque, certains l'avaient reconnu. Elihu Root, homme d'État distingué et secrétaire d'État du moment, a carrément déclaré que « nous avons l'intention de dominer l'île, et c'est tout ». Les commandants cubains n'ont même pas été invités à assister à la capitulation de l'Espagne. D'entrée de jeu, à l'instar de leurs concitoyens, ils ont été traités de manière raciste et méprisante^[18].

Les événements ayant suivi la libération effective de Cuba en 1959 en disent long^[19]. Au bout de quelques mois, l'administration Eisenhower a décidé de renverser le gouvernement Castro, en commençant par soutenir des opérations militaires. Sous Kennedy, celles-ci se sont muées en guerre terroriste d'envergure. On attribue la responsabilité de cette intensification à Robert Kennedy, dont la priorité absolue était de porter à Cuba la « terreur de la terre », selon son biographe Arthur Schlesinger. Loin d'être une vétille, cette guerre terroriste a d'ailleurs largement contribué à mener le monde au seuil de la guerre nucléaire en 1962, et a été relancée aussitôt la crise des missiles terminée. Pendant le reste du siècle, les États-Unis l'ont poursuivie depuis leur territoire, bien que, ces dernières années, ils aient cessé de mettre sur pied et de soutenir des attaques terroristes contre Cuba, se contentant de les tolérer et d'accorder l'asile à des terroristes internationaux parmi les plus notoires, dont Orlando Bosch et Luis Posada Carriles, qui ont participé à ces crimes et à tant d'autres. Les commentateurs ont été assez polis pour ne pas rappeler la doctrine Bush, selon laquelle quiconque abrite des terroristes est aussi coupable que les terroristes eux-mêmes et doit être traité en conséquence : des bombardements et une invasion.

Les États-Unis ne manquent pas de moyens pour punir les coupables de crimes attestés. Cette capacité a été mise en lumière quand des agents cubains ont infiltré les réseaux terroristes abrités par Washington et basés à Miami, dans le but de mettre au jour et de prévenir leurs opérations. Ces espions ont pu obtenir des renseignements substantiels. En 1998, La Havane a donc invité des officiers de haut rang du FBI afin de leur remettre des milliers de pages de documents et des centaines d'heures d'enregistrements vidéo prouvant les actes terroristes commis par les cellules de Floride. Le FBI n'a pas tardé à réagir : il a procédé à l'arrestation des informateurs, dont faisait partie un groupe connu aujourd'hui sous le nom des « Cinq ».

Ces arrestations ont été suivies d'un procès à grand spectacle, à Miami, qui s'est soldé par la condamnation des Cinq. Trois d'entre eux ont écopé de peines d'incarcération à perpétuité (pour espionnage; Gerardo Hernández, leur chef, a aussi été condamné pour conspiration en vue de commettre un meurtre). Puisqu'aucune punition n'est assez sévère pour sanctionner des gens

ayant signalé au FBI que des terroristes agissaient à partir des États-Unis, Hernández s'est vu refuser le droit de recevoir la visite de sa femme, Adriana Pérez. En juillet 2009, elle a essuyé un dixième refus pour une demande de visa, cette fois de la part de l'administration de Barack Obama, sous prétexte qu'elle « constitue une menace pour la stabilité et la sécurité nationale des États-Unis ». Pendant ce temps, des personnes considérées comme de dangereux terroristes par le FBI et le département de la Justice coulent des jours heureux aux États-Unis, jouissant de leur liberté et de leurs droits^[20].

Déclenchée par l'administration Eisenhower, la guerre économique contre Cuba a pris une ampleur accrue sous Kennedy. Des documents internes montrent que de hauts responsables considéraient « le peuple cubain comme responsable du régime ». Les États-Unis ont donc le droit de le punir, car « s'il a faim, il se débarrassera de Castro ». Kennedy partageait l'avis selon lequel l'embargo allait précipiter le départ de Fidel Castro à cause « du malaise croissant de Cubains affamés ». Le châtiment du peuple cubain s'est aggravé quand le pays s'est retrouvé dans une mauvaise passe à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique. Le sénateur démocrate Robert Torricelli, instigateur des mesures prises en 1992 pour resserrer le blocus, a déclaré que son « objectif [était] de mettre Cuba sens dessus dessous », afin que le peuple souffre et force le gouvernement à adopter de nouvelles orientations politiques. En 1960, un haut responsable du secrétariat d'État avait explicité le fondement de cette stratégie dans ces termes : Castro sera démis de ses fonctions « à cause du désenchantement et de la désaffection découlant de l'insatisfaction économique et des conditions de vie difficiles, [alors] tous les moyens sont bons pour affaiblir au plus tôt l'économie de Cuba [afin de] généraliser la faim et le désespoir, et [susciter le] renversement du gouvernement ». On sait que cette politique a été appliquée avec succès, au Chili, avec des conséquences sur lesquelles il est inutile de revenir.

Le châtiment infligé aux Palestiniens pour avoir élu le mauvais parti, dont nous avons déjà discuté, n'était pas inédit. Il s'agit en fait d'une pratique courante, considérée comme acceptable d'un bout à l'autre du spectre politique, à de rares exceptions près.

Rappelons qu'il ne faut pas s'imaginer que cette forme de brutalité est, d'une façon ou d'une autre, propre aux États-Unis et à leurs vassaux. Au même titre que les autres constituants de l'« exceptionnalisme américain », elle relève sans doute d'un principe historique universel invariablement appliqué par les pouvoirs, bien qu'il soit naturellement plus visible et plus destructeur dans le cas des plus grandes puissances.

À ce que je sache, il faudrait aussi accorder le statut de principe historique universel au refus des classes instruites d'être conscientes de ce qu'elles font; il s'agit encore d'une application de la formule de Jennings. Quelques jours après les élections palestiniennes de janvier 2006, le *New York Times* l'a

illustrée de manière révélatrice en publiant un recueil de déclarations d'Oussama Ben Laden. L'auteur de l'article, l'avocat en droit constitutionnel Noah Feldman, y décrivait la funeste descente de Ben Laden dans l'enfer du mal, dont il touchera les profondeurs les plus abyssales « en soutenant cette idée perverse : puisque les États-Unis sont une démocratie, tous leurs citoyens sont responsables des agissements de leur gouvernement, ce qui fait des civils une juste cible ». Voilà qui incarnait le mal absolu – et une pratique parfaitement acceptable, comme le même quotidien le rapportait deux jours plus tard lorsque les États-Unis et Israël ont déclaré que les Palestiniens étaient responsables du gouvernement qu'ils venaient tout juste d'élire, et qu'ils constituaient donc les justes cibles d'une campagne de terreur et d'étranglement économique. Au même titre que les Cubains^[21].

D'un côté, le mal absolu, de l'autre, de nobles idéaux. Tout dépend du messager. Sans surprise, la similarité des pratiques, qui pourraient faire l'objet d'une longue liste, n'a pas suscité plus d'intérêt que le rapprochement des doctrines de Ben Laden de celles de la Maison Blanche.

Les raisons pour lesquelles il fallait punir Cuba étaient expliquées avec franchise dans des documents internes, particulièrement au moment de l'escalade, sous Kennedy. À la base se trouvait la « contestation fructueuse » par Cuba de politiques américaines remontant à 150 ans; voilà qui n'avait rien à voir avec les Russes : il était plutôt question de la doctrine Monroe. Venaient ensuite les motifs justifiant habituellement une intervention : l'inquiétude de voir le régime devenir un modèle, contaminant les autres peuples par l'idée dangereuse selon laquelle ils pouvaient « placer leur avenir entre leurs propres mains ». Cette thèse exerçait une forte attraction sur tout le continent : « Les classes possédantes étant largement favorisées par la distribution des terres et de la richesse nationale, les pauvres et les défavorisés, stimulés par l'exemple de la révolution cubaine, veulent maintenant avoir la possibilité de vivre décemment. » C'est dans ces mots qu'Arthur Schlesinger servait un avertissement au nouveau président Kennedy, tout en lui faisant les suggestions que j'ai citées précédemment quant aux manières de maîtriser l'Amérique latine. Quelques mois plus tard, la CIA a confirmé cette analyse en observant que « la forte influence du “castrisme” n'est pas fonction du régime cubain. [...] L'ombre de Castro plane parce que les conditions sociales et économiques prévalant dans toute l'Amérique latine suscitent une opposition aux pouvoirs en place et de l'agitation pour un changement radical » auquel Cuba pourrait servir de modèle^[22].

Ces idées s'inscrivent dans une thématique récurrente. La panique et la furie qui se sont emparées de Washington à la suite de l'élection démocratique ayant porté Allende au pouvoir ne découlaient pas seulement de la menace que celle-ci faisait peser sur les intérêts des grandes sociétés : plus précisément, ces résultats ont été perçus comme une mise en cause de

l'ensemble des fondements idéologiques de la politique extérieure américaine. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la crainte des décideurs était la suivante : si les États-Unis perdaient leur mainmise sur l'Amérique latine, ils ne pourraient s'attendre à « être en mesure d'imposer leurs vues ailleurs dans le monde ». Il semble que des préoccupations similaires aient motivé le bombardement de la Serbie par Bill Clinton : elle aussi s'était rendue coupable de « contestation fructueuse », apprend-on de sources haut placées dans l'administration Clinton, qui indiquent que « c'est la résistance de la Yougoslavie aux grandes tendances des réformes politiques et économiques – et non le triste sort des Albanais du Kosovo – qui explique le mieux la guerre menée par l'OTAN ». Ces « réformes » nécessaires sont les politiques néolibérales que le président voulait imposer à l'ensemble du monde, en prenant cependant soin de le faire selon la méthode traditionnelle, qui permet d'en exempter les élites des États-Unis, où il poursuivait le projet reagano-thatchérien de construction d'un puissant État au service des riches et des privilégiés, un « État-providence conservateur », comme le décrivait dans une étude fort instructive l'économiste Dean Baker^[23].

Avant la Seconde Guerre mondiale, bien qu'ils aient constitué de loin la première économie du monde, les États-Unis n'étaient pas un acteur important de la politique internationale. Leur domination se limitait à leur propre région, à l'exception de quelques incursions dans le Pacifique : la prise de possession d'Hawaï, des Philippines et des îles du Pacifique s'était inscrite dans la course entre pays industrialisés pour l'exploitation des richesses de la Chine, à une époque où cette dernière n'avait plus la force de se défendre des conquêtes et du vol qualifié. La campagne menée par Washington pour la maîtrise des ressources énergétiques a cependant fait exception : au lendemain de la Première Guerre mondiale, le monde basculait progressivement vers une économie basée sur le pétrole, et les États-Unis, alors plus important producteur, souhaitaient en prendre le contrôle ailleurs – accusation aujourd'hui portée à l'encontre de la Chine. Wilson a donc expulsé les Britanniques du Venezuela, qui, en 1928, devenait le premier exportateur mondial de pétrole, avec les sociétés américaines aux commandes. Pour parvenir à ses fins, Washington « a activement soutenu le régime cruel et vénal de Juan Vicente Gómez », en violation de sa propre politique de la porte ouverte, afin d'étendre son « hégémonie économique sur le Venezuela » en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il bannisse les concessions britanniques. Voilà un autre exemple d'« apparence de la réalité » au service de l'idéalisme wilsonien^[24]. En parallèle, les États-Unis continuaient à revendiquer – et à acquérir – des droits sur le pétrole au Moyen-Orient, alors sous l'emprise de la France et du Royaume-Uni.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, tout avait changé. La production industrielle des États-Unis avait plus que triplé pendant le conflit, tandis que

celle de leurs rivaux se trouvait compromise, voire anéantie. À eux seuls, ils disposaient de la moitié de la richesse mondiale, sans parler de leur incomparable puissance militaire, assurée notamment par des armes nucléaires. Pour la première fois, les stratèges américains étaient assurés de pouvoir mettre en œuvre la doctrine Monroe et allaient étendre leur domination à la majeure partie du monde. Hauts responsables et conseillers en politique étrangère ont établi que, dans ce nouvel ordre mondial, les États-Unis devraient « détenir un pouvoir incontesté » en assurant la « limitation de tout exercice de souveraineté » de la part d'États qui pourraient nuire à leurs ambitions, et en élaborant « une politique intégrée visant leur suprématie militaire et économique », si possible sur presque toute la planète. Depuis ce temps, seules les tactiques ont changé : en substance, cette politique est restée la même^[25].

Il était particulièrement important pour les États-Unis d'avoir la haute main sur l'or noir du Moyen-Orient. Des documents internes datant des années 1940 le qualifient de « source prodigieuse de puissance stratégique » et de « l'un des trésors les plus fabuleux de l'histoire de l'humanité ». A.A. Berle, diplomate influent, soutenait que la maîtrise de ce pétrole allait les mener à « la réelle maîtrise du monde^[26] ». Par une astuce juridique, ils ont évincé les Français de la région, tandis qu'ils faisaient graduellement des Britanniques des associés en second. En Amérique latine, toute velléité d'autonomie était réprimée par la violence et la guerre économique, qui ont pris des formes que je n'ai pas besoin de rappeler. Jusqu'à tout récemment, un seul pays avait réussi à suivre sa propre voie. D'où l'incessante offensive contre Cuba, irrationnelle en apparence et contraire à l'opinion mondiale, comme l'illustrent régulièrement des votes à l'Assemblée générale des Nations unies. L'agression se poursuit aussi au mépris de l'opinion publique américaine, favorable depuis des lustres à la normalisation des relations avec Cuba. Même des secteurs importants du monde des affaires s'y opposent. Chose inhabituelle, car, selon la doctrine de la mafia, le parrain tolère mal la désobéissance, qui pourrait faire tache d'huile; ce principe sous-estimé de l'ordre mondial est à ranger avec ceux que Smith, Thucydide et Jennings ont énoncés^[27].

L'interprétation la plus courante de la doctrine de la mafia porte le nom de « théorie des dominos » : si nous les laissons faire ce qu'ils veulent, ils feront tomber les dominos qui les entourent et deviendront rapidement une menace directe pour nous; en vertu des principes usuels de la guerre préventive, il faut tous les arrêter d'un coup, alors qu'ils se trouvent encore loin de nos côtes. Cette interprétation est régulièrement rejetée, souvent ridiculisée en tant qu'exagération, chaque fois que la situation ayant conduit à l'invoquer prend fin. Une interprétation rationnelle persiste, cependant : assez plausible, elle est rarement mise en doute. J'en ai déjà donné plusieurs exemples, auxquels bien

d'autres pourraient s'ajouter, dont l'invasion américaine du Sud-Vietnam et, plus tard, de toute l'Indochine. Les soucis du parrain sont légitimes.

Il ne faut cependant pas sous-estimer le facteur peur, une peur bien réelle, ancrée profondément dans la culture américaine. Le président Lyndon B. Johnson s'en est fait l'écho lors d'une allocution aux accents plaintifs à ses troupes stationnées en Asie : « Le monde compte trois milliards d'habitants, et nous, seulement 200 millions, c'est-à-dire 15 fois moins. Selon la loi du nombre, ils pourraient déferler sur les États-Unis et s'approprier nos richesses. » Voilà pourquoi il nous faut les bloquer au Vietnam. En 1985, Reagan était animé de craintes semblables lorsque, chaussant ses bottes de cow-boy, il a décrété l'urgence nationale en agitant le spectre d'une armée nicaraguayenne se trouvant à seulement « deux jours de route » de Harlingen, au Texas, et constituant donc une menace terroriste imminente si rien n'était fait pour la neutraliser à Managua. Il a invoqué les mêmes arguments pour bombarder l'île aux épices, Grenade : les Russes auraient pu en faire une base en vue d'attaquer les États-Unis, s'ils étaient arrivés à la localiser sur une carte.

Ce serait faire erreur que de ridiculiser ces craintes en raison de leur absurdité manifeste. La hantise de Johnson, à tout le moins, était probablement sincère et s'inscrivait dans une longue tradition. Le critique littéraire Bruce Franklin a mis en évidence un thème récurrent de la littérature populaire américaine, qui remonte à l'époque coloniale : des monstres sont sur le point de nous détruire, mais nous sommes sauvés au dernier moment par un superhéros ou une superarme. Il a aussi montré que ces monstres sont généralement ceux que nous sommes en train d'écraser. Cette peur de l'autre se manifeste par une politique d'agression et de violence à l'étranger, tandis qu'au pays s'exprime la haine des nouvelles vagues d'immigrants, attitude généralisée dans une société pourtant fondée sur l'immigration, qui prend encore une fois des formes hideuses. Il s'agit là d'un élément des accès périodiques de ce qu'il est convenu d'appeler le populisme : l'idée voulant qu'*ils* s'approprient notre pays, empoisonnent notre culture et notre société, volent l'argent que nous avons gagné à la sueur de notre front... Ce discours prend aujourd'hui beaucoup de place, tout comme l'opinion de plus en plus répandue selon laquelle les Blancs seraient en train de devenir une minorité, considérée par plusieurs comme persécutée. Nul besoin de subir les propos enragés de certains animateurs de talk-shows pour s'en rendre compte : on en trouve une variante chez les commentateurs plus modérés et même dans la littérature savante; cela ne va pas sans influencer la politique, extérieure comme intérieure^[28].

La fin de la guerre froide a induit certains changements, mais ces derniers ont davantage touché les prétextes et les tactiques que les fondements. La « guerre contre la drogue » a été relancée par Bush père à grand renfort de

propagande gouvernementale et médiatique, juste à temps pour fournir un prétexte à l'invasion du Panamá, dont le but était de kidnapper un voyou condamné en Floride pour des crimes commis pour la plupart alors qu'il figurait sur la liste de paye de la CIA – intervention ayant incidemment causé la mort d'un nombre inconnu de démunis des bidonvilles bombardés, des milliers selon les défenseurs des droits de la personne, mais n'ayant été suivie d'aucune enquête de la part des États-Unis. « Nous ne comptons pas les corps », a expliqué le général Tommy Franks, conquérant de l'Irak. La « guerre contre la drogue » comportait aussi une importante dimension intérieure : au même titre que la « lutte contre la criminalité », elle avait pour rôle de contraindre la population, en lui faisant peur, à accepter des politiques avantageant les grandes fortunes au détriment de la majorité. Cet aspect s'inscrit dans un processus plus vaste sur lequel je reviendrai plus loin.

Plus tard, tablant sur les occasions offertes par le 11-septembre, on a redéfini la prétendue menace, la faisant glisser de la drogue au narcoterrorisme. À la fin du millénaire, le total des sommes affectées par les États-Unis à l'assistance militaire ou policière dépassait déjà celui de l'aide économique et sociale. Voilà qui constituait un phénomène inédit. Même à l'apogée de la guerre froide, l'aide économique était de loin supérieure à l'aide militaire. Selon une étude du Bureau pour l'Amérique latine de Washington, ces politiques ont, de manière prévisible, « renforcé le pouvoir des militaires au détriment des autorités civiles, aggravé les problèmes relatifs aux droits de la personne et entraîné d'importants conflits sociaux, voire de l'instabilité politique ». De 2002 à 2003, le nombre de soldats entraînés par des programmes américains a augmenté de 50 %, et cet accroissement s'est probablement poursuivi depuis. Quant aux policiers, on les entraîne à des tactiques d'infanterie légère. Le Commandement militaire du Sud (SOUTHCOM) disposait à ce moment d'un effectif plus élevé que toutes les grandes agences civiles fédérales réunies. On met désormais l'accent sur les gangs de rue et le « populisme radical » (inutile de s'attarder sur la signification de ce terme en contexte latino-américain). La responsabilité de l'entraînement passe progressivement des mains du secrétariat d'État à celles du Pentagone, ce qui dispense la formation des soldats des conditions relatives aux droits de la personne et à la démocratie, encadrées par le Congrès. Celles-ci n'ont jamais été très strictes, mais ont à tout le moins découragé certains des pires abus^[29].

Démantelée en 1950, la IV^{ème} Flotte des États-Unis a été rétablie en 2008. Elle couvre une zone s'étendant aux Antilles, à l'Amérique centrale, à l'Amérique du Sud et aux eaux environnantes. L'annonce officielle de sa résurrection évoquait des « opérations variées » comprenant « la lutte contre les trafics illicites, la coopération en matière de sécurité sur le théâtre des opérations et l'entraînement bilatéral et multilatéral ». Une telle décision ne

pouvait que susciter inquiétude et protestation de la part des gouvernements du Brésil et du Venezuela, pour ne nommer qu'eux^[30].

Les pays d'Amérique latine multiplient cependant les obstacles à la présence militaire des États-Unis, comme en fait foi la décision du président de l'Équateur, Rafael Correa, de mettre un terme à l'utilisation par Washington de la base de Manta, dernière installation ouverte à leur armée en Amérique du Sud. Mais l'histoire ne s'arrête pas là.

En juillet 2009, alors qu'ils mettaient fin à leurs opérations en Équateur, les États-Unis ont conclu avec la Colombie un accord secret les autorisant à utiliser sept bases militaires de ce pays, «l'un des derniers endroits des Amériques où les Yankees sont toujours les bienvenus», comme on a pu le lire dans le magazine *Time*^[31]. Au Honduras, la base de Palmerola est encore à leur disposition. Qualifiée de «porte-avions insubmersible» à l'époque où Reagan en avait fait l'une des bases les plus importantes de sa guerre terroriste contre le Nicaragua, elle n'est sans doute pas étrangère à la reconnaissance, par un Obama isolé du reste de la communauté internationale, des élections honduriennes de 2009, tenues sous régime militaire à la suite du coup d'État ayant mené à la destitution du président élu (voir les pages à). Sitôt cette reconnaissance obtenue, le Honduras s'est empressé de signer un pacte de sécurité avec la Colombie, ajoutant ainsi une autre brique au projet de remilitarisation de la région mené par Washington^[32]. Mentionnons que les États-Unis ont aussi accès aux bases néerlandaises de Curaçao et d'Aruba, ce que le Venezuela voisin considère comme une menace.

Officiellement, les bases américaines en Colombie sont au service de la lutte contre le narcotrafic et le terrorisme, «mais de hauts responsables civils et militaires colombiens, rompus aux négociations, ont déclaré à l'Associated Press qu'il s'agit de faire de ce pays la plaque tournante des opérations du Pentagone». On rapporte que l'accord offre à la Colombie un accès privilégié aux fournitures militaires des États-Unis. Longtemps principal bénéficiaire de l'aide militaire américaine (si l'on fait exception d'Israël et de l'Égypte, des cas à part), la Colombie affiche, depuis que les guerres d'Amérique centrale des années 1980 ont pris fin, le pire bilan de l'ensemble des Amériques en matière de droits de la personne. Des travaux de recherche montrent depuis des années le lien entre aide américaine et violations des droits de la personne (voir la page^[33]).

L'Associated Press a également cité un document daté d'avril 2009, émanant de l'Air Mobility Command (AMC), qui propose que la base colombienne de Palanquero devienne une «place de sécurité commune» d'où «pourraient être lancées des opérations militaires». Les auteurs font remarquer que, depuis cet endroit, «un C-17 [avion de transport militaire] peut couvrir presque la moitié du continent sans qu'il soit nécessaire de le ravitailler en carburant». Ce projet pourrait s'inscrire dans une «stratégie

mondiale de déplacements » contribuant à la fois à « la mise en œuvre de la stratégie régionale et à l'ouverture d'une voie d'acheminement vers l'Afrique ». Pour l'heure, « l'établissement d'une place de sécurité commune à Palanquero devrait suffire à ce que la portée des opérations aériennes s'étende à l'ensemble du continent sud-américain », conclut le document. On y explore cependant des options qui permettraient d'élargir cette portée à l'Afrique grâce à des bases supplémentaires, qui feraient partie d'un dispositif mondial de surveillance, de contrôle et d'intervention prévu par les États-Unis, projet ambitieux et sans précédent^[34].

En mai 2009, l'armée de l'air a déposé une demande de crédits budgétaires au Congrès en argumentant que la base de Palanquero rendrait possibles des « opérations dans l'ensemble du spectre » un peu partout dans les Amériques, permettant ainsi d'« améliorer notre aptitude à mener des opérations de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, à manœuvrer partout dans le monde et à assurer la sécurité sur le théâtre des opérations, ainsi que d'augmenter notre capacité expéditionnaire de combat ». L'un des objectifs poursuivis est de neutraliser la « menace d'insurrections terroristes financées par les narcotrafiquants [et] les gouvernements s'opposant aux États-Unis^[35] ».

Le 28 août 2009, une assemblée de la toute nouvelle Union des nations sud-américaines (UNASUR) a eu lieu à Bariloche, en Argentine, pour discuter de la question des bases militaires. Dans leur déclaration finale, les membres ont affirmé que l'Amérique du Sud doit demeurer une « terre de paix » et que les forces militaires étrangères ne doivent menacer la souveraineté ou l'intégrité d'aucun pays de la région. Ils ont mandaté le Conseil sud-américain de défense pour analyser le document de l'AMC. Les questions relatives à la mise en œuvre des décisions ont été reportées à des réunions ultérieures^[36].

Un mois plus tard, la presse panaméenne rapportait que Barack Obama et Hillary Clinton avaient fait le nécessaire pour que deux bases aéronavales situées au Panamá puissent servir à des opérations de l'armée américaine. Encore une fois, le Venezuela est tout proche^[37].

Le président bolivien Evo Morales a émis un commentaire particulièrement cinglant à l'égard de ces projets de bases militaires. S'appuyant sur son expérience au sein d'un syndicat de cultivateurs de coca, il a raconté avoir vu des soldats américains se joindre à des troupes boliviennes ayant ouvert le feu sur des militants. « Ainsi, nous sommes des narcoterroristes, a-t-il poursuivi. Sitôt qu'il est devenu impossible de nous traiter de communistes, on nous a qualifiés de subversifs, puis de narcotrafiquants et, depuis les attaques du 11-septembre, de terroristes. » Il a dit craindre que « l'histoire de l'Amérique latine se répète^[38] ».

Morales a aussi fait remarquer que la violence qui afflige l'Amérique latine incombe ultimement aux consommateurs américains de drogues

illicites : « Si l'UNASUR envoyait des troupes aux États-Unis pour limiter la consommation, l'accepteraient-ils ? C'est impossible ! »

On peut élargir la portée de cette question de rhétorique. Imaginons que l'UNASUR, la Chine ou quelque autre puissance s'arroge le droit d'implanter des bases militaires au Mexique dans le but d'appliquer un programme d'élimination de la culture du tabac aux États-Unis : fumigation des terres en Caroline du Nord et au Kentucky, blocus aéronaval, déploiement dans tout le pays d'un corps d'inspecteurs contrôlant l'éradication de ce poison ... Poison d'ailleurs transformé en produits autrement plus létaux que la cocaïne ou l'héroïne, incomparablement plus que le cannabis. Le tabagisme fait des ravages considérables, y compris chez les « fumeurs passifs », gravement affectés même s'ils ne fument pas. Ses effets mortels relèguent au second plan ceux d'autres psychotropes, dont l'alcool, deuxième tueur en importance, qui, comme le tabac, porte aussi atteinte à ceux qui n'en consomment pas.

Il est tout bonnement impensable que des forces étrangères viennent entraver la production et la distribution de ces substances mortelles aux États-Unis. Le fait que les arguments invoqués par Washington pour justifier ses programmes de lutte contre la drogue à l'étranger soient considérés comme recevables, voire sujets à discussion, illustre encore une fois la profondeur des racines de la mentalité impérialiste en Occident.

Même en admettant le postulat impérialiste, il est difficile de prendre au sérieux les objectifs déclarés de la « guerre contre la drogue », qui se poursuit malgré l'absence de résultats notables, en dépit du fait, évident, que les mesures de prévention et de traitement de la toxicomanie sont nettement plus efficaces par rapport à leur coût, et sans tenir compte de l'échec patent, au pays, de la criminalisation et de la violence et, à l'étranger, de la lutte chimique (la « fumigation »). Du moins si l'on s'en tient aux objectifs déclarés^[39].

En février 2009, la Commission latino-américaine sur la drogue et la démocratie a publié son rapport sur la « guerre contre la drogue » menée par les États-Unis depuis tant d'années. Dirigée par les anciens présidents Fernando Cardoso (Brésil), Ernesto Zedillo (Mexique) et César Gaviria (Colombie), la Commission concluait à l'échec total de cette politique et recommandait un changement d'approche radical : rompre, tant au Sud qu'au Nord, avec les méthodes brutales, puis adopter des mesures nettement moins coûteuses et beaucoup plus efficaces. À l'instar d'études antérieures et des données historiques, ce rapport est resté sans suite. Voilà qui renforce la conclusion voulant que la « guerre contre la drogue », comme la « lutte contre la criminalité » et la « guerre contre le terrorisme », réponde à des objectifs différents de ceux qui sont annoncés^[40].

Pour connaître ces objectifs, on peut recourir à une procédure propre à l'appareil judiciaire, qui considère les conséquences prévisibles comme des

preuves d'intention, en particulier si celles-ci se confirment sur une longue période et que les buts déclarés se montrent, de manière tout aussi prévisible, impossibles à atteindre.

Les conséquences prévisibles se sont toujours avérées. À l'étranger, les programmes président à la contre-insurrection et ont des effets particulièrement dévastateurs sur la cible principale, la Colombie; aux États-Unis, ils servent à la «régulation de la population», d'une part en lui faisant peur, manière classique d'imposer la discipline, d'autre part en excluant de plus en plus de personnes considérées comme superflues, essentiellement des Noirs et des Hispano-Américains, par l'incarcération – l'équivalent civilisé du «nettoyage social» à la latino-américaine (*limpieza social*). Typiquement néolibéral, ce phénomène se traduit depuis 30 ans par le plus haut taux d'incarcération du monde et ajoute une autre page sombre à l'histoire des Afro-Américains, sur laquelle je reviendrai plus loin.

La «guerre contre la drogue» était déjà au cœur de la politique intérieure du président Richard Nixon, bien que, contrairement à ses successeurs, il ait accordé une place importante à la prévention et au traitement de la toxicomanie. Il n'a jamais occulté les vraies raisons de cette relance à grande échelle^[41]. Au début des années 1970, Nixon et la droite, comme une bonne part des membres de l'élite, se heurtaient à deux problèmes de taille. L'un d'eux était l'opposition grandissante à la guerre du Vietnam, opposition dont l'ampleur était telle qu'il fallait tout faire pour l'empêcher de franchir un point de non-retour: on commençait à accuser Washington d'avoir commis des crimes, et non de simples erreurs dues à un excès de bienveillance et de naïveté, comme l'affirmaient certains commentateurs libéraux. L'autre problème, qui découlait du premier, était le militantisme, en particulier chez les jeunes. Celui-ci risquait de se traduire par un «excès de démocratie», prévenaient des intellectuels libéraux en préconisant le rétablissement de l'obéissance et de la passivité ainsi que des mesures pour surmonter l'échec des institutions censées «endoctriner la jeunesse» (écoles, universités, églises) et peut-être même la prise en main des médias par le gouvernement si l'autocensure s'avérait insuffisante. Pour Nixon, des mesures encore plus drastiques s'imposaient^[42].

La guerre contre la drogue était le remède tout désigné. Avec la participation enthousiaste des médias s'est répandue la légende d'une «armée devenue toxicomane» qui, à mesure que les soldats épuisés revenaient au pays, causerait la perte de la société, le tout faisant partie d'un insidieux complot communiste. Au Vietnam, «les communistes ne combattent pas les troupes américaines seulement à la pointe du fusil, mais aussi par la drogue», affirmait Walter Cronkite, journaliste libéral réputé, pendant que ses collègues, dont Stewart Alsop, se lamentaient du fait que «la pire horreur provoquée par cette guerre» était la toxicomanie des soldats américains.

D'autres ont renchéri. Ces grossières déclarations n'ont suscité que peu de scepticisme ou de réactions. Bien que la consommation de drogue semblât assez conforme aux habitudes de la jeunesse, d'autres dépendances, à l'alcool et au tabac, faisaient des ravages.

Ce bricolage idéologique a remarquablement rempli son rôle. D'auteurs de crimes contre les Vietnamiens, les États-Unis sont devenus leur victime. L'image sacrée de la « ville sur la montagne » était sauve. De plus, on avait jeté les bases d'une campagne nationale pour « la loi et l'ordre » visant à discipliner ceux qui refusaient de se soumettre au pouvoir et à sa doctrine. Le succès fut impressionnant. En 1977, le président Carter pouvait déclarer que les États-Unis n'avaient aucune dette envers le Vietnam, car « la destruction avait été mutuelle ». Pour Reagan, cette guerre avait été une « noble cause ». Quant à Bush père, il a pris soin d'informer les Vietnamiens que les États-Unis ne les pardonneraient jamais pour les crimes qu'ils avaient commis contre elle, en précisant que « Hanoï sait que nous ne sommes aujourd'hui qu'à la recherche de réponses et que nous ne brandissons aucune menace de représailles »; peuple compatissant, nous ne laisserons le Vietnam se joindre au concert des nations que s'il fait preuve de bonne foi en nous aidant à résoudre la seule question morale qui subsiste de cette noble cause : trouver les restes des pilotes américains abattus au-dessus du Vietnam du Nord lors de leurs missions de miséricorde^[43].

Ces harangues n'ont donné lieu à aucune critique ou commentaire, ce qui, encore une fois, témoigne de la prégnance de la culture impérialiste. Bien que digne de mention, le succès n'a toutefois pas été total, loin de là. Non seulement le militantisme n'a-t-il pas cessé, mais il a pris de l'ampleur, avec d'importants effets civilisateurs sur la société en général.

La militarisation de l'Amérique du Sud s'inscrit dans des programmes mondiaux d'une portée beaucoup plus vaste, comme en fait foi la « stratégie mondiale de déplacements ». On ne dispose pratiquement d'aucune information sur le sort des immenses bases militaires américaines en Irak. Selon les sous-traitants qui en sont responsables (dans les faits, des mercenaires), elles sont toujours en construction, et ce, malgré les engagements formels de retrait des troupes. Non seulement cette ville dans la ville qu'est l'immense ambassade de Bagdad ne sera-t-elle pas démantelée, mais son budget a augmenté sous Obama, passant de 1,5 milliard de dollars par an dans la dernière année du régime Bush à 1,8 milliard. L'administration Obama s'active aussi à construire de telles méga-ambassades au Pakistan et en Afghanistan, un phénomène sans précédent. Dans toute la région du golfe Persique, Washington dépense 8 000 milliards de dollars pour mettre en place « d'indispensables infrastructures militaires et portuaires », tout en procédant à l'entraînement de soldats et en y expédiant des armes. Tout cela contribue à l'expansion du système militaire mondial des États-Unis. Ces derniers, avec le

Royaume-Uni, réclament que la base de Diego García, située dans l’océan Indien et abondamment utilisée par Washington lors de ses plus récentes guerres après que Londres en eut expulsé les habitants, soit exemptée du projet africain de zone libre d’armes nucléaires (ZLAN), au même titre que d’autres bases américaines ont été dispensées de contribuer à la réduction de la menace nucléaire dans le Pacifique. Bien entendu, la constitution d’une ZLAN au Moyen-Orient ne figure pas à l’ordre du jour. Cela pourrait pourtant atténuer la prétendue menace iranienne, voire y mettre un terme. Malgré un large soutien à l’échelle mondiale, y compris de la part d’une grande majorité d’Américains, cette idée n’est pas considérée comme digne d’attention^[44].

Pendant ce temps, les dépenses militaires mondiales continuent d’augmenter, ayant cependant affiché un léger recul pendant la crise financière de 2008 (sauf aux États-Unis). Selon l’édition 2008 de l’annuaire géopolitique de l’Institut international pour la paix de Stockholm (SIPRI), les États-Unis ont été responsables cette année-là de plus de 40 % des dépenses militaires mondiales, soit huit fois plus que leur plus proche rival, la Chine. Il va sans dire qu’ils sont les seuls à disposer d’un vaste réseau de bases à l’échelle planétaire et d’un système mondial de surveillance, et à envahir régulièrement d’autres pays (en toute impunité, vu leur puissance). De 1999 à 2008, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 45 %, les États-Unis comptant pour 58 % du total. Entre 2002 et la récession, la valeur réelle des 100 plus importantes sociétés d’armement, pour la plupart américaines, s’est accrue de 37 %. Les États-Unis sont aussi le premier fournisseur d’armes du monde, avec des recettes de 23 milliards de dollars en 2007 et de 32 milliards en 2008, chiffres comprenant les armes légères, utilisées dans la plupart des conflits, plus précisément dans 20 des 27 plus importantes guerres en cours à l’heure actuelle, selon un rapport de la New America Foundation. Une recherche effectuée à la demande du Congrès révèle que les entreprises américaines ont conclu en 2008 des contrats d’une valeur de 37,8 milliards de dollars, ce qui représente 68 % du total mondial et une nette augmentation par rapport aux 25,4 milliards de 2007. L’Italie figurait au deuxième rang avec des ventes d’armes totalisant 3,7 milliards à l’échelle mondiale en 2008; juste en dessous se trouvait la Russie, dont les recettes avaient diminué des deux tiers par rapport aux 10,8 milliards qu’elles avaient atteints en 2007. «La croissance enregistrée par le secteur de l’armement aux États-Unis l’an dernier se démarque nettement de la tendance mondiale», a rapporté la presse, en soulignant que les ventes mondiales ont diminué de 7,6 % de 2007 à 2008 pour atteindre leur plus bas niveau depuis 2005. Les États-Unis s’opposent à toute réglementation internationale du commerce de l’armement. Lors de la session d’hiver 2008 des Nations unies, ils ont voté contre une proposition de traité allant dans ce sens. Ils n’étaient pas seuls: le Zimbabwe les accompagnait.

Des observateurs indépendants affirment qu'Obama, s'il continue sur sa lancée, «affectera plus d'argent à la Défense, en dollars réels, que tout président ne l'a fait en un seul mandat depuis la Seconde Guerre mondiale», et ce, «sans compter les 130 milliards de dollars supplémentaires demandés par son administration pour financer les guerres en Irak et en Afghanistan l'an prochain et les budgets encore plus élevés prévus pour les prochaines années». En janvier 2010, le Congrès a adopté le budget du Pentagone après l'avoir augmenté de fonds additionnels pour la guerre en cours en Afghanistan. S'élevant à 708,3 milliards (auxquels s'ajouteront 33 milliards supplémentaires pour l'Afghanistan), ce budget établit certes un record, mais compte aussi pour presque la moitié du déficit, qui atteint des sommets dignes des lendemains de la Seconde Guerre mondiale, résultant pour une bonne part des réductions d'impôt pour les riches et des dépenses somptueuses de l'administration Bush. La théologie du «marché efficient», tant vantée par les économistes, a aussi contribué au déficit de manière importante en empêchant la Réserve fédérale de s'attaquer à une bulle immobilière de 8 billions de dollars. Cette énorme bulle, de pair avec une consommation des ménages dopée par ce mirage, a stimulé l'économie jusqu'à son inévitable effondrement, un peu comme l'avait fait la bulle technologique sous Clinton, bien qu'à cette époque tant l'extravagance que l'éclatement aient été de moindre ampleur.

La droite et les médias sont vivement préoccupés par le déficit, peut-être avec raison, même si le fait d'assumer un déficit constitue une politique appropriée pour stimuler l'économie en situation de profonde récession. À la une du *New York Times*, par exemple, un article intitulé «Dix ans dans le rouge» fait état de deux chiffres «ahurissants» de la proposition budgétaire du président : le déficit anticipé pour l'année à venir et les prévisions de déficit à long terme. On y félicite le président pour sa reconnaissance de la nécessité de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts, ce qui implique de mettre un terme à la détente fiscale accordée par Bush aux grandes sociétés et aux citoyens fortunés. Aucune mention, cependant, d'un autre chiffre «ahurissant» : le budget de la Défense, auquel il ne faut pas toucher et dont il ne convient sans doute pas de parler^[45]. Comme d'autres observateurs, le quotidien new-yorkais souhaite que les réductions budgétaires s'appliquent aux programmes venant en aide à la population, et non à ceux qui profitent aux centres de pouvoir, encore moins aux militaires. C'est pourtant ce qui risque d'arriver si l'on se fie à la «réforme du système de santé», qui s'est soldée en un autre cadeau aux compagnies d'assurance et aux grandes sociétés pharmaceutiques, au mépris de la volonté populaire et sans avoir envisagé d'évidentes mesures de réduction des coûts comme ont pu le faire certains pays industrialisés. Je reviendrai plus loin sur ces importantes questions^[46].

Bref, la progression vers «un monde de paix» ne semble pas faire partie

du « changement auquel vous pouvez croire » promis par Obama lors de sa campagne électorale.

Une question cruciale est de savoir quelle sera la position d'Obama sur la « défense antimissile », que tous considèrent comme une arme de première frappe, et sur la militarisation de l'espace. Sur ce dernier point, il s'est prononcé en faveur de l'« interdiction à l'échelle mondiale des armes pouvant nuire aux satellites militaires et commerciaux », ce qui pourrait signifier que le projet américain de militarisation de l'espace – à ce jour élaboré isolément et sans tenir compte des objections du reste du monde, dont la Chine s'est fait le fer de lance à l'ONU – sera maintenu, tandis que serait prohibée toute interférence avec les signaux émis par des satellites, y compris ceux qui sont essentiels au programme de Washington. Obama a aussi plaidé en faveur de l'interdiction des armes spatiales, ce qui constitue un pas dans la bonne direction, mais l'a présentée de manière à se garder une « bonne marge de manœuvre », selon Victoria Samson, du Center for Defense Information. Plus inquiétants sont les commentaires émis par Michael McFaul, adjoint spécial pour les affaires de sécurité nationale et directeur principal pour la Russie et l'Eurasie au Conseil de sécurité nationale, à la veille du premier voyage d'Obama en Russie. Il a déclaré à la presse que « nous n'allons ni rassurer la Russie ni négocier quoi que ce soit avec elle en ce qui concerne l'expansion de l'OTAN ou la défense antimissile ». Il faisait référence au programme américain de défense antimissile en Europe de l'Est (sujet sur lequel je reviendrai) et à l'éventuelle adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie, voisines de la Russie. Obama a aussi évoqué la possibilité d'éliminer et d'interdire les armes nucléaires, conformément aux dispositions du Traité de non-prolifération, mais encore une fois en termes plutôt vagues. Le militant antinucléaire de longue date Joseph Gerson a fait remarquer que Mikhaïl Gorbatchev, comme d'autres observateurs, avait admis que « la Russie ne pourrait s'engager sérieusement dans un projet d'élimination si l'on ne démilitarise pas l'espace, et cette question ne figure pas à l'ordre du jour de Washington ^[47] ».

L'approche d'Obama représente sans doute une amélioration par rapport à celle de Bush, en ce qu'elle ouvre des perspectives aux mouvements sociaux prônant l'élimination totale de cette menace à la survie des espèces. Il reste cependant beaucoup de travail à faire.

Revenons à l'Amérique latine. Les stratèges de Washington doivent aujourd'hui faire face à un cortège de problèmes nouveaux et inattendus. Bien que la terreur reaganienne ait pacifié l'Amérique centrale, ne serait-ce que temporairement, les États-Unis sont en train de perdre leur maîtrise de la région s'étendant du Venezuela à l'Argentine. De plus, les méthodes habituelles (violence et guerre économique) ont perdu de leur efficacité. En 2002, au Venezuela, Bush et ses sbires ont bien essayé de les utiliser en

soutenant un coup d'État pour renverser le gouvernement élu démocratiquement – autre illustration de la « continuité marquée » de la promotion de la démocratie –, mais ils ont essuyé un échec. Après qu'un soulèvement populaire eut rétabli le gouvernement élu, Washington s'est tourné sans attendre vers le financement de groupes de son choix œuvrant au Venezuela, en prenant soin de ne pas divulguer leur identité. En 2006, ceux-ci avaient reçu 26 millions de dollars, et ce, au nom du soutien à la démocratie. Dès que les agences de presse ont rapporté ces faits, Bill Monning, professeur de droit à l'Institut d'études internationales de Monterrey, en Californie, a fait cette remarque : « Nous crierions au meurtre si la moindre puissance étrangère se mêlait de notre politique intérieure^[48]. »

Monning a raison, bien entendu : de tels actes ne seraient jamais tolérés un seul instant, mais la mentalité impériale les autorise, voire les encourage, à condition qu'ils soient le fait de Washington.

Comme nous l'avons vu dans le **chapitre 1**, un deuxième coup d'État a permis aux États-Unis et à la France de chasser le gouvernement élu d'Haïti.

En 2009, un troisième coup d'État a eu lieu, cette fois au Honduras, où une fraction de la classe dirigeante a décidé d'évincer le président Manuel Zelaya, qui penchait un peu trop à gauche. Washington a réagi de manière inhabituelle en se joignant à l'OEA pour critiquer les événements, mais mollement, ne rappelant pas son ambassadeur, au contraire des capitales européennes et latino-américaines. Pendant ce temps, les États-Unis poursuivaient leur entraînement d'officiers honduriens, et le Fonds monétaire international (FMI), largement inféodé à Washington, octroyait un prêt de 150 millions de dollars au régime militaire alors qu'il avait cessé de financer le gouvernement démocratiquement élu de Zelaya pour cause de désaccord avec ses politiques économiques. En 2002, au Venezuela, le même FMI avait commis un geste sans précédent en offrant son aide au régime issu du coup d'État^[49].

Amnistie internationale a publié un compte rendu volumineux et détaillé des graves violations des droits de la personne commises au Honduras par le nouveau régime. Si ce document avait porté sur un ennemi officiel des États-Unis, il aurait alimenté la une de tous les journaux. Comme il s'agit du Honduras, ils l'ont à peine évoqué, fidèles à leur habitude de minimiser l'importance des entorses aux droits de la personne commises par des gouvernements bénéficiant de la sympathie du pouvoir politique et économique américain^[50].

Obama a vite mis fin aux écarts mineurs à la norme. En acceptant le coup d'État hondurien, que son administration a d'ailleurs refusé de désigner sous ce nom, il a isolé les États-Unis de presque toute l'Amérique latine et de l'Europe. Washington a pratiquement été la seule capitale à reconnaître les élections tenues ultérieurement sous l'autorité des militaires. Hugo Llorens,

ambassadeur d'Obama au Honduras, a décrit ce scrutin comme « une grande célébration de la démocratie », faisant écho aux propos tenus en 1964 par Lincoln Gordon, ambassadeur au Brésil sous Kennedy et Johnson, à la suite du coup d'État, soutenu par les États-Unis, qui avait institué le premier de ces États policiers néonazis ayant prospéré d'un bout à l'autre du continent et comptant parmi les pires appareils de répression de tous les temps. Selon Lars Schoultz, spécialiste de l'Amérique latine, ces États policiers avaient pour but de « neutraliser une menace présumée à la structure fondée sur les privilèges socioéconomiques en réprimant la participation politique de la majorité [constituée des] classes populaires^[51] ». L'ambassadeur Gordon s'était réjoui du fait que le coup d'État brésilien ait représenté « la victoire la plus décisive du milieu du XX^{ème} siècle pour la liberté », ajoutant que les « forces démocratiques » désormais aux commandes allaient « rendre le climat nettement plus favorable à l'investissement privé ». Comme au Honduras, il s'agissait là d'« une grande célébration de la démocratie ».

Les liens unissant le Pentagone et les militaires honduriens sont si étroits et l'aide américaine est si cruciale pour cet État satellite que les États-Unis auraient pu, de concert avec l'Amérique latine et l'Europe, choisir de défendre la démocratie. Obama a plutôt opté pour la tradition : la démocratie est convenable si et seulement si elle sert les intérêts stratégiques et économiques des États-Unis. Elle convient donc à l'Europe de l'Est jusqu'à un certain point, mais pas au domaine de Washington, à moins qu'elle respecte les conditions édictées par Reagan, que j'ai évoquées au début de ce chapitre. Les États-Unis n'ont jamais suspendu la plus grande partie de leur aide au Honduras. Par contraste, ils ont immédiatement fermé les vannes à la Mauritanie et à Madagascar après que ces derniers eurent, récemment, connu des coups d'État. Ils ont aussi bloqué l'adoption d'une résolution par l'OEA visant à ne pas reconnaître les élections honduriennes, organisées sous la dictature, qu'ils se sont d'ailleurs empressés d'applaudir. Arturo Valenzuela, haut responsable du secrétariat d'État chargé des affaires relatives aux Amériques, a déclaré à la presse que « la question n'est pas de savoir qui sera le prochain président. [...] Le peuple hondurien vient d'en décider » – en ayant le choix entre deux défenseurs du coup d'État, alors que le président élu était claquemuré dans l'ambassade brésilienne. Au même moment, Lewis Anselem, représentant d'Obama à l'OEA, enjoignait les prolétaires attardés d'Amérique latine de se joindre aux États-Unis dans le monde réel et d'abandonner le « monde du réalisme magique » en reconnaissant, comme Big Brother, le régime *de facto*.

Obama a même innové dans la manière dont il a appuyé le coup d'État. Deux organismes américains, financés par le gouvernement, ont la prétention de promouvoir la démocratie dans le monde : l'International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute (NDI). L'IRI a invariablement

soutenu des coups d'État visant à renverser des gouvernements élus, les plus récents ayant eu lieu en 2002 au Venezuela et en 2004 en Haïti. Le NDI s'est toujours abstenu de le faire, y compris dans ces deux cas. Au Honduras, ce dernier a, pour la première fois, accepté d'être observateur d'élections encadrées par l'armée, au contraire de l'OEA et de l'ONU, qui persistent à errer dans l'univers du réalisme magique^[52].

Il n'en demeure pas moins que le recours à la violence n'est plus vraiment une option valable pour contrer la désobéissance de l'Amérique latine et l'opposition populaire aux États-Unis. Quant à la guerre économique, elle serait beaucoup moins efficace que dans le passé puisque les gouvernements restructurent ou remboursent les uns après les autres leur dette extérieure, se libérant ainsi de la fêrule d'un FMI qu'on peut considérer comme un organe du département du Trésor des États-Unis.

Il convient de situer les récents développements en Amérique latine dans leur contexte plus large. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la perspective de voir l'Europe et l'Asie affirmer leur indépendance constitue le cauchemar des stratèges américains. Leur inquiétude s'est accentuée dans les années 1970 avec l'émergence d'un « ordre tripolaire » (Amérique du Nord, Europe, Asie de l'Est). Aujourd'hui, cette tendance s'accroît, comme le démontrent les nouvelles relations, non négligeables, qui s'établissent au sein de l'ancien monde colonial (Brésil, Afrique du Sud, Inde, etc.), sans parler du dialogue de plus en plus direct de la Chine avec l'Union européenne et les pays du Sud.

Pour les prochaines décennies, les agences américaines de renseignement prévoient que les États-Unis, tout en gardant la haute main sur le pétrole au Moyen-Orient pour les raisons habituelles, seront surtout tributaires des ressources, plus stables, du bassin de l'Atlantique (Afrique occidentale, Amériques). Leur emprise sur le pétrole au Moyen-Orient est d'ailleurs loin d'être assurée, surtout après l'arrogante et violente bourde de la clique de Bush en Irak (présentée comme un succès, mais les observateurs éclairés savent qu'il n'en est rien^[53]). Leurs attentes sont aussi menacées par les développements en cours dans les Amériques, exacerbés par les politiques de l'administration Bush, qui ont laissé les États-Unis remarquablement isolés sur la scène mondiale. Ce gouvernement a même réussi à s'aliéner le Canada, ce qui n'est pas peu dire. Ce froid entre les deux pays a été dû au rejet par Washington de décisions, prises en vertu de l'ALENA, favorisant le Canada. Cette affaire a poussé ce dernier à nouer des relations plus étroites avec la Chine. De hauts responsables canadiens ont affirmé que leur pays pourrait réorienter une partie de son commerce extérieur, en particulier ses exportations de pétrole, des États-Unis vers l'Empire du Milieu. Un tel changement est peu probable, mais ces propos ont constitué une manifestation inhabituelle d'indépendance. Infligeant une commotion encore plus forte à la politique énergétique de Washington, le Venezuela, premier exportateur de

pétrole des Amériques, est probablement le pays d'Amérique latine ayant tissé les relations les plus étroites avec la Chine. Il prévoit lui vendre de plus en plus de pétrole dans l'espoir de réduire sa dépendance envers un gouvernement américain ouvertement hostile. C'est d'ailleurs l'ensemble de l'Amérique latine qui développe son commerce et ses relations avec la Chine. Elle enregistre bien quelques revers mineurs, mais son expansion est prometteuse, en particulier pour les exportateurs de matières premières que sont le Brésil, le Pérou et le Chili. La Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil, que l'on qualifie souvent, aujourd'hui, de « grenier du monde ». Ces changements, qui s'inscrivent dans une tendance vers un monde plus diversifié et multipolaire, préoccupent vivement les stratèges américains, qui ont longtemps tenu pour acquise l'hégémonie de leur pays^[54].

Entre-temps, Cuba et le Venezuela se sont rapprochés, chacun s'appuyant sur l'avantage de l'autre. Le Venezuela fournit, comme à d'autres pays de l'Espace Caraïbe, du pétrole à bas prix à Cuba, tandis que ce dernier y met en œuvre des programmes d'alphabétisation et de soins de santé, affectant des milliers de professionnels hautement qualifiés, d'instituteurs et de médecins dans les régions les plus démunies du Venezuela, comme ils le font ailleurs dans le tiers-monde. On rapporte que l'opération Miracle, animée conjointement par les deux pays, porte fruit dans les Antilles : des médecins cubains financés par le Venezuela prodiguent des soins à des milliers de personnes qui, autrement, n'auraient eu aucun espoir d'en recevoir. L'ambassadeur de Jamaïque à Cuba la décrit comme « un modèle d'intégration et de coopération sud-sud ». Elle suscite un grand enthousiasme au sein de la majorité pauvre. Les États-Unis et le Mexique ont jonglé un temps avec l'idée de subventionner l'achat de leur or noir afin de contrer la pétrodiplomatie vénézuélienne, mais il semble qu'ils s'en soient abstenus.

Le président argentin Nestor Kirchner a décrit l'adhésion du Venezuela au Mercosur comme « une étape importante » de l'évolution de cette zone d'échanges commerciaux, et son homologue brésilien Lula Da Silva l'a saluée en la qualifiant de « nouveau chapitre de notre intégration ». Le Venezuela a aussi fourni du mazout à l'Argentine, où une crise de l'énergie était imminente, et a acheté presque le tiers des titres de sa dette émis en 2005, geste s'inscrivant dans une volonté des pays de la région de s'affranchir de la houlette du FMI après avoir subi pendant 20 ans les conséquences désastreuses de ses plans. Le FMI « s'est comporté, à l'égard de notre pays, à la fois comme promoteur et comme instrument de politiques ayant appauvri et fait souffrir le peuple argentin », a déclaré le président Kirchner en annonçant le remboursement de presque 10 milliards de dollars, débarrassant une fois pour toutes son pays de cette institution. En rompant radicalement avec les règles du Fonds qui l'avaient menée à la catastrophe, l'Argentine a pu profiter d'une reprise économique soutenue.

En décembre 2005, l'élection d'Evo Morales à la tête de la Bolivie a permis au processus d'intégration régionale autonome de franchir une nouvelle étape. Le nouveau président s'est empressé de conclure une série d'accords sur l'énergie avec le Venezuela. Il s'est lui aussi activé à abandonner les politiques néolibérales qui, en 25 ans d'application rigoureuse, avaient fait régresser le revenu par habitant. Pendant cette période, seuls des soulèvements populaires avaient pu contraindre le gouvernement à renoncer à certains programmes néolibéraux, comme lorsque celui-ci avait tenté, suivant les conseils de la Banque mondiale, de privatiser la distribution d'eau potable afin qu'elle soit vendue « à son juste prix », en privant par le fait même les plus démunis.

Depuis l'élection de Morales, l'économie bolivienne enregistre des résultats impressionnants. Une étude du Center for Economic Policy Research (CEPR) révèle que, pendant les quatre premières années de son mandat, la croissance économique « a atteint son taux le plus élevé des 30 dernières années, affichant une moyenne de 4,9 % par an. [...] Pour 2009, on prévoit que la croissance du PIB sera la plus élevée de l'ensemble des Amériques, égalant un sommet atteint en 2008 », et « plusieurs programmes s'adresseront aux Boliviens les plus pauvres ». Il est certain que ces éléments ont contribué à la réélection de Morales en décembre 2009, avec une majorité de 64 %, contre 26,4 % pour son rival de droite. Il s'agit d'un gain de 10 % par rapport à sa victoire sans précédent de 2005^[55].

Un peu partout en Amérique du Sud, les États-Unis et les élites sont contraints d'accepter des gouvernements qu'ils auraient vivement condamnés il n'y a pas si longtemps, ce qui est révélateur de l'évolution du continent vers l'indépendance. Les populations autochtones sont devenues beaucoup plus dynamiques et influentes qu'elles ne l'étaient, spécialement en Bolivie et en Équateur, où elles demandent à ce que l'exploitation du pétrole et du gaz naturel soit administrée localement, quand elles ne s'y opposent pas carrément. Les Autochtones, semble-t-il, sont nombreux à ne trouver aucune justification à ce que leurs vies, leurs sociétés et leurs cultures soient déstructurées ou carrément détruites pour permettre au banlieusard nord-américain de s'immobiliser chaque jour dans des bouchons de circulation au volant de son VUS. Certains vont même jusqu'à souhaiter la constitution d'une « nation indienne » en Amérique du Sud. Quoi qu'il en soit, cette intégration économique endogène bouleverse des usages, qui remontent à la conquête espagnole, où l'économie et les élites latino-américaines étaient liées aux puissances impériales, mais pas entre elles.

Il se peut même que l'Amérique latine arrive à surmonter certains de ses graves problèmes internes. La région n'est pas seulement victime de forces extérieures : la rapacité de ses classes possédantes est notoire, tout comme la faiblesse de leur sens des responsabilités sociales. Les études comparatives du

développement économique de l'Amérique latine et de l'Asie de l'Est sont fort révélatrices à ce propos. Dans l'une d'elles, l'économiste David Felix écrit que les habitudes de consommation et la manière dont les membres de l'élite cherchent à se distinguer se sont avérées très différentes dans ces deux régions: en Amérique latine, on constate «une ferveur frôlant parfois l'avidité» envers les produits de luxe importés et destinés à une élite occidentalisée, tandis que les sociétés asiatiques optent plutôt pour des produits locaux. Au contraire de l'Amérique latine, l'Asie s'est concentrée sur «la constitution de son capital physique et humain avant de se tourner vers la production de biens durables». La Corée du Sud, par exemple, dont le revenu par habitant représentait en 1960 la moitié de celui du Ghana, s'est hissée au rang de grand pays industrialisé en bafouant allègrement les préceptes du néolibéralisme, notamment par le contrôle des changes (au risque de subir des sanctions) et en ayant recours à diverses mesures afin «de prohiber ou de fortement décourager l'achat de tout ce qui n'était pas essentiel au développement industriel», explique Ha-Joon Chang, économiste à l'université Cambridge. L'Amérique latine a emprunté un tout autre chemin. Sans surprise, le miracle sud-coréen s'est essoufflé dès que le pays s'est mis à appliquer des recettes économiques orthodoxes, dans la foulée de la crise de la fin des années 1990. Celles-ci comprenaient la libéralisation financière exigée par la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le FMI, qualifiés par Chang de «trinité pas très sainte», sous la coupe des maîtres du monde^[56].

L'Amérique latine est l'une des pires régions du monde en ce qui a trait aux inégalités sociales, au contraire de l'Asie de l'Est, qui présente le meilleur bilan à cet égard. Il en va de même pour l'éducation, la santé et le bien-être social en général. En Amérique latine, les importations ont principalement servi à satisfaire la soif de consommation des riches, alors qu'en Asie de l'Est on les a plutôt affectées aux investissements productifs. En Amérique latine, la fuite des capitaux a atteint une ampleur proche de celle de la dette (ce qui laisse entrevoir une manière de venir à bout de ce fardeau). Selon Karen Lissakers, directrice générale du FMI aux États-Unis, «les banquiers soutiennent qu'il n'y aurait pas de crise [de la dette] si les sommes affectées à la fuite des capitaux (argent que des citoyens des pays emprunteurs expédient à l'étranger en vue de l'investir ou de le mettre sous bonne garde) étaient disponibles pour assurer le remboursement de celle-ci», bien que «ces mêmes banquiers soient d'ardents promoteurs de la fuite des capitaux^[57]» et soient à peu près certains de se voir renfloués en cas de défaillance d'un débiteur, le fardeau étant reporté sur les pauvres, qui n'ont pourtant jamais contracté cette dette, ainsi que sur les contribuables du Nord. En Asie de l'Est, par contraste, on a strictement limité la fuite des capitaux. En Amérique latine, les riches n'ont généralement aucune obligation sociale. Il en va tout autrement en Asie

de l'Est. Les économies d'Amérique latine se sont aussi montrées plus ouvertes aux investissements étrangers non réglementés.

Le moindre changement à ces usages est vu d'un très mauvais œil à Washington, pour les raisons habituelles. Les États-Unis comptent sur l'Amérique latine comme base de ressources stable. Comme je l'ai déjà mentionné à quelques reprises, ils craignent, s'ils perdent leur mainmise sur l'Amérique latine, de ne plus pouvoir «imposer leurs vues ailleurs dans le monde».

Pour de nombreuses raisons, l'hégémonie mondiale des États-Unis est fragile, et ce, indépendamment des dommages qui lui ont été infligés par les stratégies de Bush et la crise financière de 2007-2008^[58].

L'Amérique latine connaît aujourd'hui un essor crucial. Ce dernier pose un réel défi aux stratégies de Washington, en particulier si l'on considère le contexte mondial. En ouvrant des perspectives de coopération et d'échange, il suscite l'espoir d'un avenir meilleur. Les mouvements de solidarité qui ont émergé aux États-Unis dans les années 1980 ont constitué un phénomène tout à fait inédit dans l'histoire pluricentenaire de l'impérialisme occidental. Jusque-là, jamais personne dans les sociétés impériales n'avait rêvé d'aller vivre dans un village algérien ou vietnamien pour aider les victimes d'une agression commise par son pays. C'est pourtant ce qu'ont fait des milliers de personnes dans les années 1980. Ce courant a contribué à l'émergence d'un mouvement mondial de solidarité, aujourd'hui bien enraciné dans l'Amérique profonde, souvent dans des églises, même évangéliques. À cette vaste tendance planétaire pour la justice participent également les mouvements sociaux ayant pris part à la récente évolution de l'Amérique latine. Injustement qualifié d'«antimondialisation», ce mouvement soutient en fait l'idée d'une mondialisation au bénéfice des peuples plutôt que des seuls investisseurs et institutions financières. Il est impossible de prévoir quelle portée aura ce phénomène sans précédent, mais il est certain que son parcours sera semé d'embûches. Il existe aujourd'hui des potentialités de progrès réel vers la liberté et la justice, nourries par une coopération qui s'établit à l'échelle des Amériques, voire du monde. Bien que les victoires soient fragiles et se heurtent à une opposition farouche aussi bien aux États-Unis que dans le monde, ces perspectives sont les bienvenues. Il est aujourd'hui essentiel de saisir ces occasions pour en réaliser les espérances.

Le néolibéralisme contre le développement et la démocratie

LES NOTIONS de démocratie et de développement sont intimement liées, et ce, à bien des égards. Elles ont notamment un ennemi commun : la perte de souveraineté. Dans ce monde d'États-nations capitalistes – critère déterminant –, celle-ci a pour corollaire le déclin de la démocratie, de la capacité d'adopter des politiques sociales et économiques et de la possibilité de participer aux marchés internationaux selon ses propres modalités. De telles conséquences nuisent à leur tour au développement, conclusion que confirment des siècles d'histoire de l'économie. Les données historiques révèlent aussi que la perte de souveraineté débouche assez invariablement sur une libéralisation forcée des échanges, imposée dans l'intérêt de ceux qui détiennent le pouvoir d'instituer un tel régime social et économique. De nos jours, le régime imposé est celui qu'on désigne couramment sous le nom de « néolibéralisme ». Ce terme n'est cependant pas tout à fait exact : le néolibéralisme n'a rien de nouveau et, au sens où l'entendaient les théoriciens du libéralisme classique, rien de libéral. Une fois ces critères établis, il devient raisonnable d'affirmer que la démocratie et le développement ont aujourd'hui pour ennemi commun le néolibéralisme, bien que ce dernier ait eu des antécédents du même acabit. En ce qui a trait au développement, la thèse est discutable, mais elle l'est beaucoup moins dans le cas de la démocratie : dans leur essence même, les principes du néolibéralisme constituent une attaque directe contre elle. J'y reviendrai un peu plus loin, car j'aimerais tout d'abord m'attarder sur la notion de développement.

La thèse selon laquelle le néolibéralisme nuit au développement est contestable pour une raison bien simple : l'économie, en particulier l'économie mondiale, est si mal comprise et comporte tant de variables que, même si l'on constate d'étroites corrélations, on n'est jamais certain d'être en

présence de relations causales et, si tel est le cas, de leur sens. Robert Solow, lauréat du prix Nobel et père de la théorie contemporaine de la croissance économique, souligne que, malgré la masse de données accumulées pendant les 50 années ayant suivi ses travaux précurseurs, «le sens de la causalité» reste inconnu. Il est difficile de savoir si ce sont les investissements qui stimulent la productivité ou si c'est la productivité qui encourage les investissements, conclut-il, et on ne sait pas non plus si c'est le commerce qui contribue à la croissance économique ou si c'est cette dernière qui favorise le commerce ; d'autres aspects de l'économie posent des problèmes similaires. Paul Bairoch, éminent historien de l'économie, soutient que, paradoxalement, le protectionnisme a généralement stimulé le commerce. Pour expliquer ce phénomène, il avance l'hypothèse que le protectionnisme a tendance à encourager la croissance, qui, à son tour, favorise le commerce ; au contraire, la libéralisation forcée des échanges a eu, depuis le XVIII^{ème} siècle, des effets néfastes sur l'économie, et ce, de manière assez systématique. Les données historiques montrent amplement que «la libéralisation du commerce a été le produit du développement économique plutôt que son moteur», si l'on fait exception du «développement» de secteurs précis et privilégiés ayant grandement profité de l'extraction des ressources naturelles, explique Ha-Joon Chang^[1].

De son étude approfondie, Bairoch conclut : « Il est difficile de trouver un autre exemple de thèse dominante qui soit à ce point contredite par les faits [que celle] de l'impact négatif du protectionnisme. » Cette conclusion s'applique aussi au XX^{ème} siècle, où d'autres formes d'ingérence dans le marché ont joué un rôle important, thème sur lequel je reviendrai plus loin.

La «thèse dominante» émane des riches et des puissants, qui, après avoir promu la libéralisation de l'économie pour autrui (et parfois aussi pour eux-mêmes), y ont acquis une position dominante et sont donc disposés à affronter la concurrence dans des conditions identiques pour tous, c'est-à-dire dans un contexte qui leur est nettement favorable. Certains historiens de l'économie comparent cette conduite à celle de quelqu'un «qui, parvenu au sommet d'un édifice, renvoie l'échelle à terre d'un coup de pied afin d'empêcher les autres de le rejoindre^[2]», puis déclare avec suffisance : « Jouons franc-jeu, à armes égales. »

Jusqu'aux années 1920, écrit Bairoch, les États-Unis étaient «la mère patrie et le bastion du protectionnisme» et affichaient le taux de croissance le plus élevé de tous les pays, ce qui leur avait permis de devenir la première économie du monde et, après la Seconde Guerre mondiale, allait assurer leur hégémonie planétaire. L'essentiel de leur stratégie de développement économique avait été élaboré dès leur accession à l'indépendance par Alexander Hamilton, pionnier de l'industrialisation fondée sur le remplacement des importations, considérée comme néfaste tant par la doctrine

économique de l'époque que par l'orthodoxie contemporaine, mais dont les faits historiques démontrent dans bien des cas la qualité de pierre angulaire du développement. Hamilton contestait les injonctions des plus grands économistes de son temps, qui pressaient les États-Unis de continuer à importer du Royaume-Uni leurs biens manufacturés en raison de leur qualité supérieure, et de se concentrer sur leur avantage comparatif : l'exportation des ressources naturelles et des produits agricoles. Adam Smith ne se démarquait pas du lot :

Si, par un projet concerté ou toute autre mesure forcée, les Américains venaient à arrêter l'importation des manufactures d'Europe et, en donnant par là un monopole à ceux de leurs compatriotes qui fabriqueraient les mêmes espèces d'ouvrages, [à] détourner pour ce genre d'emploi une grande partie de leur capital actuel, ils retarderaient, par cette conduite, les progrès ultérieurs de la valeur de leur produit annuel, bien loin de les accélérer, et ils entraveraient la marche de leur pays vers l'opulence et la grandeur, bien loin de la favoriser. Ce serait encore bien pis s'ils voulaient se donner de la même manière le monopole de tout leur commerce d'exportation^[3].

Il s'agit sans doute d'une des prédictions les plus remarquablement démenties de l'histoire de l'économie, mais les théories abstraites qu'on persiste à imposer aux faibles s'y accrochent.

Bien avant la Seconde Guerre mondiale, nous l'avons vu, les États-Unis étaient déjà, et de loin, la plus grande économie du monde. La Grande Dépression a fait régresser celle-ci considérablement, mais les mesures du New Deal ont su la stabiliser en donnant lieu à de nombreuses et nécessaires réformes institutionnelles. L'économie de guerre, semi-planifiée, a permis aux États-Unis de surmonter la dépression grâce à des déficits nettement supérieurs à ce qui serait aujourd'hui considéré comme mortel, suscitant la plus impressionnante expansion de la production jamais enregistrée et jetant les bases de la croissance économique sans précédent de l'après-guerre, tandis que leurs concurrents se trouvaient gravement affaiblis, voire anéantis. Pendant le conflit, la production industrielle des États-Unis a plus que triplé, si bien que ces derniers disposaient à son terme de la moitié de la richesse mondiale et jouissaient d'un niveau de confiance sans égal. À ce moment, les milieux d'affaires américains, de concert avec un État servant fidèlement leurs intérêts, se sont montrés disposés à promouvoir une forme limitée de libre-échange, en partie pour des motifs géostratégiques, en affichant néanmoins leur confiance dans la capacité des entreprises américaines de s'imposer dans un contexte de « libre concurrence ». Toutefois, comme l'avaient fait les Britanniques avant eux, ils ont assuré leurs arrières en procédant à des interventions déterminantes sur le marché, afin de garantir la prééminence des puissants. Je reviendrai plus loin sur ces mécanismes, généralement ignorés des zélotes du libre marché.

Les États-Unis étaient cependant loin d'innover. Au contraire, ils marchaient sur les pas de leur prédécesseur en matière d'hégémonie

mondiale : l'Angleterre. Ce n'est qu'à partir de 1846 que le Royaume-Uni a mis en œuvre des politiques économiques libérales, après que plus d'un siècle de protectionnisme acharné et d'interventions de l'État lui eurent donné une telle avance dans le processus d'industrialisation qu'il avait relativement peu à craindre de la concurrence. La dynamique remonte aux XV^{ème} et XVI^{ème} siècles, époque où les monarques de la maison Tudor intervenaient activement dans l'économie, au mépris des principes du marché, afin de créer une industrie du textile. En parallèle, ils écrasaient leurs concurrents, accumulant au bout d'un siècle, grâce aux exportations, suffisamment de devises étrangères pour alimenter la révolution industrielle naissante. En autorisant l'importation de denrées agricoles, la libéralisation du milieu du XIX^{ème} siècle a permis aux manufacturiers anglais de diminuer les salaires et d'augmenter leurs profits, et a contribué à « freiner l'industrialisation du continent grâce à l'ouverture du marché aux produits agricoles et aux matières premières », explique l'historien de l'économie Charles Kindelberger. On est loin de la rengaine habituelle sur le triomphe des « principes d'une saine économie^[4] ».

Au XIX^{ème} siècle, le Royaume-Uni a pris peu de risques malgré ses énormes avantages, conservant ses principaux marchés protégés, essentiellement en Inde. Par la violence, cet État a aussi établi la plus grande industrie du narcotrafic de tous les temps ; la conquête de l'Inde a été motivée en grande partie par sa volonté de monopoliser la production d'opium, qui, à cause d'une initiative de marchands américains, ne sera pas couronnée de succès. Londres avait pour objectif premier de prendre pied sur le marché chinois par la vente d'opium et la diplomatie de la canonnière, car les Chinois étaient peu intéressés par des produits manufacturés britanniques dont ils n'avaient pas besoin, considérant les leurs comme adéquats. Cette violente ingérence a porté ses fruits. Le « commerce du poison » et le « trafic des porcs », comme on les appelait, ont permis l'ouverture du marché. Le commerce du poison a fait de la Chine un pays d'opiomanes, tandis que le trafic des porcs a mené à la déportation d'ouvriers chinois vers les États-Unis, où on les a affectés à la construction de chemins de fer et à d'autres travaux forcés. Les profits du trafic de drogue ont permis de couvrir les coûts de la Royal Navy, dont la tâche impériale consistait à administrer l'Inde, et d'acheter du coton américain pour alimenter la révolution industrielle naissante, un rôle semblable à celui que joue aujourd'hui le pétrole. Bien entendu, la production de coton était loin d'être un miracle du libre marché : elle avait pour fondements l'élimination par l'État de la population autochtone et l'esclavage, deux formes extrêmes d'ingérence dans le marché qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'histoire de l'économie^[5].

Mentionnons en passant que, aux États-Unis, l'esclavage n'a pas pris fin avec la guerre de Sécession, même si des amendements à la Constitution

l'avaient en principe interdit. À la suite du conflit, les Afro-Américains ont connu dix ans de relative liberté, mais, en 1877, une fois la Reconstruction accomplie, l'esclavage a été réintroduit sous une forme nouvelle, encore plus sadique : la criminalisation des Noirs, que l'on condamnait à perpétuité par diverses astuces, et le travail forcé des prisonniers, qui ont en grande partie contribué non seulement à la production agricole, comme l'avaient fait les esclaves ayant appartenu à leur maître, mais aussi à la révolution industrielle américaine de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème}. Une telle brutalité a offert une insolente justification aux propriétaires d'esclaves : ces derniers se prétendaient plus humains que ces capitalistes du Nord qui « louaient » le travail, car, possédant des personnes, ils devaient prendre soin de leur investissement. Ces pratiques épouvantables ont perduré jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, où l'on a eu besoin de travailleurs noirs libres. L'essor de l'après-guerre a ouvert des possibilités aux Noirs, mais le virage néolibéral des 30 dernières années les a considérablement réduites, en provoquant la délocalisation du secteur de la fabrication, au profit de la financiarisation de l'économie et de la mondialisation. La criminalisation a alors pris de nouvelles formes, essentiellement dans le contexte de la « guerre contre la drogue », ce qui a suscité une importante augmentation du taux d'incarcération, surtout chez les minorités, qui a atteint des niveaux nettement supérieurs à ceux de pays comparables (supérieurs, en fait, à ceux de tout pays compilant des statistiques fiables). Grâce à cette nouvelle forme de régulation de la « population superflue », les pénitenciers d'État et les prisons privées peuvent désormais profiter d'une main-d'œuvre non rémunérée, au mépris, dans la plupart des cas, des conventions internationales sur le travail. Depuis l'arrivée des premiers esclaves dans les colonies américaines, la plupart des Afro-Américains se sont à peine libérés de l'asservissement, leur sort s'étant parfois même aggravé^[6].

Alors que le protectionnisme et la violence d'État profitaient largement au Royaume-Uni, aux États-Unis et, plus généralement, aux riches pays industrialisés, la libéralisation imposée à d'autres nations par les puissances impériales a en quelque sorte fait naître le tiers-monde. « Il n'est pas exagéré de dire que l'ouverture – par la force, il va sans dire – des économies coloniales est l'une des principales causes de leur sous-développement », conclut Bairoch, comme d'autres historiens.

Une comparaison entre les États-Unis et l'Égypte du début du XIX^{ème} siècle illustre de manière éclatante l'importance de la souveraineté et de l'intervention massive de l'État pour le développement économique. Libérés du joug britannique, les États-Unis pouvaient désormais ignorer la théorie économique et, à l'instar de leur ancienne métropole, mettre en œuvre des mesures protectionnistes et intervenir à grande échelle dans l'économie, ce qui allait leur permettre de se développer. Au même moment, en Égypte,

Londres réussissait à empêcher toute avancée du genre, se joignant à la France pour imposer la doctrine de Lord Palmerston selon laquelle « aucune bienveillance envers Méhémet [Ali, autocrate ayant modernisé l'Égypte] ne devrait compromettre une nécessité aussi impérieuse » que la neutralisation de toute concurrence contre le Royaume-Uni en Méditerranée orientale. Palmerston n'a pas manqué d'exprimer sa « haine » des « barbares ignorants » qui osaient prendre en main leur développement économique ; leurs efforts ont d'ailleurs été anéantis par la violence impériale^[7].

De nos jours, l'histoire semble se répéter. Le Royaume-Uni et la France, servant de façade aux États-Unis, exigent de l'Iran qu'il mette un terme à tout programme nucléaire, militaire ou civil, y compris la recherche et le développement. Cela priverait d'énergie nucléaire ce pays parmi les plus menacés du monde, ainsi que de tout moyen de dissuasion contre une éventuelle attaque de Washington et de son client israélien. Le programme américain de bouclier antimissile en Europe de l'Est et dans la région du golfe Persique, sur lequel nous reviendrons plus loin, est une contribution à peine voilée à cette fin. Rappelons aussi que Londres et Paris ont joué un rôle crucial dans la mise en place de l'arsenal nucléaire israélien, et que les néoconservateurs américains s'étaient faits les défenseurs du programme nucléaire de l'Iran à l'époque où un tyran imposé par les États-Unis le gouvernait. On peut dire que les empires ont des sensibilités délicates.

Si, au XIX^{ème} siècle, l'Égypte avait été souveraine, elle aurait peut-être connu une révolution industrielle. Elle disposait en gros des mêmes avantages que les États-Unis : une agriculture prospère comprenant la production de coton, une industrie manufacturière naissante et une force de travail locale grâce à laquelle elle n'avait pas besoin de recourir à l'extermination et à l'esclavage. Lui faisait cependant défaut un élément indispensable : l'indépendance. C'est cette dernière qui a permis aux États-Unis de taxer lourdement les marchandises britanniques, en commençant par les textiles, suivis de l'acier et d'autres produits. Les États-Unis sont ainsi devenus les champions du protectionnisme et de la croissance économique. L'Égypte, au contraire, s'est enfoncée dans la stagnation et a connu son déclin.

D'autres comparaisons permettent d'en arriver aux mêmes conclusions sur le rôle essentiel de la souveraineté et de la capacité de participer au concert des nations sur ses propres bases. Basil Davidson, l'un des plus éminents historiens de l'Afrique, fait remarquer que les réformes visant la modernisation de l'Afrique de l'Ouest proposées à la fin du XIX^{ème} siècle étaient similaires à celles que le Japon mettait en œuvre au même moment. Il considère que le potentiel de développement de cette région « n'avait rien de substantiellement différent de celui que le Japon a actualisé à partir de 1867 ». Selon un historien africain, « ils partageaient le même objectif louable, [mais] les efforts des Africains ont été anéantis sans merci et leurs plans

contrecarrés» par la puissance britannique. C'est ainsi que l'Afrique de l'Ouest est allée rejoindre l'Égypte et l'Inde, au contraire du Japon et des États-Unis, qui ont pu suivre leur propre route, affranchis de la domination coloniale et des exigences de la rationalité économique^[8].

Haïti et Taïwan, dont j'ai traité dans le **chapitre 1**, ont connu un sort semblable. Ces cas n'ont rien d'exceptionnel : ils constituent plutôt la norme.

La conscience des dangers de ce qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de « néolibéralisme » ne date pas d'hier. Adam Smith en fournit une démonstration éclatante. Le terme « main invisible » n'apparaît qu'une seule fois dans son ouvrage classique, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Smith se préoccupait avant tout du sort de l'Angleterre : si les marchands et manufacturiers anglais devenaient libres d'importer, d'exporter et d'investir à l'étranger à leur guise, ils seraient les seuls à en profiter, au contraire de la société britannique, qui en pâtirait. Il considérait toutefois qu'une telle éventualité était improbable : selon lui, les capitalistes anglais étaient plus enclins à investir et à acheter dans leur propre pays, comme si une « main invisible » protégeait la Grande-Bretagne des ravages du libéralisme économique. David Ricardo, autre grand fondateur de l'école classique en économie, a tiré des conclusions du même ordre. À partir de son célèbre exemple du drap anglais et du vin portugais, il conclut que sa théorie de l'avantage comparatif s'effondrerait s'il devait être profitable pour les capitalistes anglais d'investir au Portugal à la fois dans le secteur manufacturier et dans le secteur agricole. Il soutenait toutefois que, grâce à la « la répugnance naturelle qu'éprouve tout homme à quitter sa patrie et ses amis » et à la « crainte bien ou mal fondée de voir s'anéantir au dehors un capital », la plupart des propriétaires devraient « se contenter d'un taux de profit moins élevé dans leur propre pays, plutôt que d'aller chercher dans des pays étrangers un emploi plus lucratif pour leurs fonds », sentiments « que je serais fâché de voir affaiblis », ajoutait-il. Inutile de s'attarder à la pertinence de leurs arguments, mais avouons tout de même que ces économistes classiques ont su faire preuve d'une profonde intuition^[9].

Ces conclusions s'appliquent parfaitement à la période s'étendant de la fin de la Seconde Guerre mondiale à nos jours. Celle-ci comporte deux phases. La première s'est déroulée sous le régime économique mis en place à Bretton Woods immédiatement après la guerre par les États-Unis et le Royaume-Uni, résultant d'accords négociés par l'Américain Harry Dexter White et le Britannique John Maynard Keynes. Tous deux étaient convaincus que la souveraineté économique était un facteur déterminant de la croissance. Le système qu'ils ont conçu, basé sur le contrôle des mouvements de capitaux et des taux de change, visait justement à protéger la souveraineté économique et à permettre à l'État d'intervenir par des mesures sociales-démocrates. Ce régime s'est maintenu pendant environ 25 ans et, si on le compare à ce qui a

été observé dans le passé, a fait ses preuves. À partir du milieu des années 1970, dans certaines régions du monde, on lui a peu à peu substitué les principes néolibéraux. Quiconque connaît un tant soit peu l'histoire de l'économie ne sera pas surpris de l'impact qu'a eu l'application de ces préceptes, notamment le ralentissement de la croissance et le creusement des inégalités. Ce sont les régions où le néolibéralisme a été mis en œuvre de la manière la plus stricte qui en ont ressenti le plus durement les effets, en particulier l'Amérique latine et l'Afrique. Les pays qui en ont le moins souffert sont ceux qui ont refusé d'en appliquer les règles, tout particulièrement les « tigres » d'Asie et la Chine. José Antonio Ocampo, secrétaire administratif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) de l'ONU, a bien résumé la situation : « À l'instar de la plupart des longs épisodes de forte croissance (comme ceux qu'ont connus l'Asie de l'Est, le Brésil et le Mexique ou, plus récemment, les “miracles” chinois et indien), la période pendant laquelle la croissance a été la plus rapide dans le monde en développement n'a pas coïncidé avec une phase de libéralisation tous azimuts, même lorsqu'on tirait largement parti des possibilités offertes par les marchés internationaux^[10]. » On pourrait ajouter qu'il en est allé de même au sein des sociétés industrialisées, quoiqu'elles aient eu les moyens de se protéger.

Une étude du Center for Economic and Policy Research (CEPR) portant sur 25 ans de néolibéralisme montre que ce dernier va de pair avec une diminution des taux de croissance et une moindre progression des indicateurs sociaux, qui constituent le meilleur outil de mesure de la santé d'une société. Cette observation se vérifie autant dans les pays riches que dans les pays pauvres. En effectuant une analyse approfondie, l'économiste Robert Pollin a remarqué que, « dans l'ensemble, les modalités de la croissance sont claires [...]. On constate un déclin marqué de la croissance pendant l'ère néolibérale par rapport à la période de l'État promoteur » qui l'a précédée. Le taux a diminué de plus de 50 %, « et cette tendance à la baisse se révèle encore plus marquée » si on la mesure par habitant, le tout s'accompagnant d'une aggravation des inégalités, d'une faible ou inexistante réduction de la pauvreté (si l'on exclut la Chine, qui a rejeté les politiques néolibérales) et d'autres conséquences désastreuses sur les plus vulnérables. Le politologue Robert Wade relève que « l'un des phénomènes les plus importants – et sous-estimés – de notre époque est le spectaculaire ralentissement de la croissance qu'ont connu tant les pays développés que les pays en développement » en 25 ans de politiques économiques néolibérales, qui a sans doute donné lieu, si l'on se fie à des indicateurs fiables, à une augmentation de la pauvreté et des inégalités au sein des pays et entre eux (si l'on ne tient pas compte de la Chine). « Le plus frappant », écrit-il, c'est que pratiquement tous les pays qui se sont développés rapidement « ont maintenu des politiques qui, selon des

critères néolibéraux, leur auraient valu d'implacables constats d'échec [...], tandis que certains des meilleurs élèves ont plutôt fait piètre figure^[11] ».

D'autres études en sont venues à des conclusions similaires. Parmi celles-ci, mentionnons celle de l'économiste David Felix, qui montre que, sous le régime néolibéral, la croissance des échanges a ralenti dans les riches pays du G7 (sauf aux États-Unis, où celle-ci avait déjà un taux bien en deçà de la moyenne de ce club sélect). La croissance de l'investissement brut en capital fixe a connu le même sort. Les mouvements de capitaux ont certes pris une ampleur considérable, mais « se sont davantage rapportés à des transferts de propriété qu'à des ressources réelles ». Par ailleurs, « la croissance du travail, celle du capital et celle de la productivité totale des facteurs ont chuté brutalement depuis les années 1960 dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)^[12] ».

Bref, selon presque tous les indicateurs pertinents, 25 ans de souveraineté économique, de croissance coordonnée par l'État et de contrôle des mouvements de capitaux dans le cadre du système de Bretton Woods ont donné des résultats nettement meilleurs sur le plan social et économique que 25 ans de néolibéralisme. Il importe de souligner que ces données tiennent compte des indicateurs sociaux. Par exemple, la croissance qu'ont connue les États-Unis pendant la période Bretton Woods n'a pas seulement été la plus forte sur une aussi longue période, mais aussi égalitaire. L'augmentation des salaires réels suivait de près celle de la productivité, pendant que les indicateurs sociaux étaient alignés sur le taux de croissance. Cette tendance s'est maintenue jusqu'au milieu des années 1970, moment où les politiques néolibérales ont commencé à être imposées. La croissance n'a pas cessé, mais, désormais, ses fruits allaient surtout profiter aux riches et, de manière spectaculaire, aux personnes extrêmement riches. La productivité a poursuivi son augmentation, bien que plus lentement, mais les salaires de la majorité ont stagné pendant que les profits n'aboutissaient plus que dans quelques poches, tendance qui s'est accentuée sous Bush fils. De 1980 à 1995, le salaire réel du travailleur américain moyen a diminué d'environ 1 % ; la baisse a été encore plus marquée pour les employés se trouvant au bas de l'échelle. Une bulle technologique a inversé la tendance à la fin des années 1990, mais, dès son éclatement, la stagnation et le déclin ont repris leurs droits, aggravés par un lourd fardeau fiscal résultant bien davantage des réductions d'impôts et des dépenses militaires de l'administration Bush que des plans de relance et de sauvetage de Barack Obama, quoi que puissent en dire de nombreux commentateurs enragés. À partir de 1975, les indicateurs sociaux ont commencé à fléchir, retrouvant en 2000 leurs niveaux de 1960 ; il s'agit des plus récents résultats disponibles^[13].

Les faits sont souvent occultés par l'observation voulant que les conditions de vie se soient globalement améliorées sous le régime néolibéral,

mais on n'en apprend pas grand-chose : celles-ci s'améliorent presque invariablement au fil du temps, selon des données brutes. On masque aussi les faits en confondant économie orientée vers l'exportation et néolibéralisme : si un milliard de Chinois enregistrent une forte croissance résultant d'exportations records effectuées dans le cadre de politiques faisant fi des principes néolibéraux, on salue tout de même l'augmentation de la croissance mondiale en l'attribuant à des principes ignorés par la Chine. Les tendances néfastes associées au néolibéralisme s'inscrivent dans une durée nettement plus longue de l'histoire de l'économie.

Comme je l'ai déjà mentionné, d'autres facteurs ont contribué, au XX^{ème} siècle et même auparavant, à la fortune des sociétés industrialisées. Le plus important d'entre eux est le rôle de l'État dans l'économie, souvent légitimé au nom de la « défense ». Les mesures prises par l'État ont grandement favorisé le développement technologique et industriel, et ce, dès l'aube de la révolution industrielle. Celles-ci ont notamment permis des innovations majeures dans les domaines de la métallurgie, de l'électronique, des machines-outils et des procédés de fabrication, sans parler de la structure de production de masse mise en place aux États-Unis, qui, au XIX^{ème} siècle, a confondu leurs concurrents et ouvert la voie à l'industrie de l'automobile et à d'autres réussites manufacturières, fondées en grande partie sur la longue expérience de l'armée en matière d'investissements, de recherche-développement et de production d'armement. La gestion des chemins de fer, système industriel le plus complexe du XIX^{ème} siècle, allait bien au-delà des capacités du secteur privé. C'est pourquoi on l'avait confiée à l'armée. Au début du XX^{ème} siècle, certains des défis les plus considérables posés au génie électrique, au génie mécanique et à la métallurgie concernaient les manières de disposer un énorme canon sur une plate-forme mobile en lui faisant viser un autre objet en mouvement ; il s'agissait en somme d'une question d'artillerie. Ce sont le Royaume-Uni et l'Allemagne qui détenaient l'avance dans ce domaine ; les innovations suscitées par le secteur étatique ont vite été cédées au secteur privé^[14].

À la suite de la Seconde Guerre mondiale, ces procédés ont connu un saut qualitatif, cette fois essentiellement aux États-Unis, où l'armée a fourni le prétexte à la constitution du noyau de l'économie contemporaine, fondé sur la haute technologie : ordinateurs, appareils électroniques, télécommunications, Internet, automatisation, lasers, aviation civile (qui a permis l'émergence de la colossale industrie du tourisme), transport par conteneur (sans lequel le commerce serait aujourd'hui bien différent), etc. À cette liste s'ajoutent aujourd'hui les produits pharmaceutiques et les biotechnologies, sans parler des nanotechnologies, du génie neuronal et d'autres champs d'expansion. Selon des historiens de l'économie, les problèmes techniques qui touchaient l'armement naval il y a 100 ans étaient similaires à ceux que doivent

aujourd'hui résoudre les fabricants de véhicules spatiaux, dont les technologies pourraient générer des retombées tout aussi majeures pour l'économie civile. Participent aussi de cette tendance les projets actuels de militarisation de l'espace, importante menace à notre survie, mais stimulant pour l'économie de pointe. Entre 1950 et 2000, l'État a financé de 50 % à 70 % de la recherche-développement, souvent sous le couvert de dépenses militaires. Ces chiffres sous-estiment cependant la réalité, car ils ne tiennent pas compte de la différence entre les secteurs public et privé : dans le premier, la recherche-développement est généralement plus fondamentale (ce qui la rend plus risquée et plus coûteuse et se traduit par des retombées plus importantes à long terme), tandis que, dans le second, elle a tendance à prendre une orientation plus commerciale (électronique grand public, médicaments génériques, etc.). Il est à peine exagéré d'affirmer que cette « nouvelle économie » dont on a tant vanté les mérites est en bonne partie le produit du secteur étatique. Joseph Stiglitz a écrit qu'« un rapport du Council of Economic Advisers (produit alors que j'en étais le président) a conclu que le rendement du capital investi par l'État dans le domaine de la science et de la technologie est nettement supérieur à celui de l'investissement privé, tant dans ce même secteur que dans celui des usines et des machines^[15] ».

Parmi les effets de l'inclusion de clauses d'exemption relatives à la sécurité nationale dans ces « accords de libre-échange » qui portent si mal leur nom, mentionnons le fait que les pays riches, avant tout les États-Unis, ont la possibilité de maintenir leur secteur étatique, dont l'économie a grandement besoin pour socialiser les coûts et les risques tout en privatisant les profits. Pour la plupart des pays du monde, de telles exceptions n'ont aucune signification.

Les gouvernements et le monde des affaires connaissent très bien les avantages d'une telle situation. Dans un premier temps, le projet américain de bouclier antimissile a suscité les vives critiques de l'Allemagne, consciente de la menace qu'il représente. Cependant, le chancelier Gerhard Schroeder s'est vite ravisé en soulignant l'« intérêt économique vital » que représente le développement de la technologie des missiles balistiques et en appuyant sur la nécessité « de ne pas s'exclure » de la recherche scientifique et technologique dans le domaine, largement financée par le contribuable américain. C'est dans le même esprit que, en 1995, le lobby américain de la défense antimissile a fait savoir aux responsables japonais qu'ils se trouvaient peut-être devant « la dernière occasion d'affaires du siècle dans le domaine militaire », et qu'ils avaient donc intérêt à adhérer au projet^[16]. Depuis le début du XXI^{ème} siècle, des programmes militaires encore plus sophistiqués offrent au capital privé de nombreuses occasions de profiter des dépenses publiques. Tout cela accentue la menace qui pèse sur le vivant, mais il s'agit là d'une considération bien secondaire.

L'État joue un rôle essentiel dans l'innovation et le développement, non seulement dans les laboratoires nationaux et les universités, mais aussi par de nombreux autres moyens : subventions aux grandes sociétés, approvisionnement, introduction de droits de tarification monopolistique dans les « accords de libre-échange », etc. L'incapacité des économistes à prendre en compte ces facteurs est parfois renversante et témoigne de leur adhésion aux mythes sur le développement évoqués par Bairoch et d'autres historiens de l'économie. Jusqu'à la crise financière de 2007-2008, à laquelle il a dû faire face, l'économiste le plus adulé de la planète était, je suppose, Alan Greenspan, alors citons-le comme exemple. Dans l'une de ses allocutions sur les miracles du marché, où il louait l'initiative entrepreneuriale et le choix du consommateur, il s'est démarqué de la rhétorique habituelle en donnant des exemples concrets : Internet, ordinateur, traitement de l'information, laser, satellite, transistor. Cette énumération est digne d'intérêt : il s'agit d'exemples types d'un processus de création et de production émanant pour l'essentiel du secteur public, le plus souvent du Pentagone et parfois pendant des dizaines d'années, où le choix du consommateur frise le néant durant les étapes cruciales du développement et où l'initiative entrepreneuriale, qui se limite généralement à la phase de commercialisation, est largement tributaire de l'État en ce qui concerne la technologie et le savoir-faire. Pendant une trentaine d'années, Internet a surtout été le fait du secteur public, jusqu'à ce qu'on le cède au privé en 1995. Dans les années 1950, les ordinateurs étaient gigantesques, fonctionnaient à l'aide de tubes à vide grillant facilement et de programmes codés sur des bandes de papier s'éparpillant dans toute la salle, et demandaient des heures pour accomplir la moindre opération. Dès que ces appareils, financés par le Pentagone, ont atteint un degré de sophistication leur permettant d'être vendus à profit, plusieurs des principaux ingénieurs du plus important laboratoire d'État ont démissionné pour fonder la Digital Equipment Corporation (DEC), qui s'est hissée au rang de chef de file de l'industrie de l'informatique jusqu'au début des années 1980, où elle a été détrônée par les fabricants d'ordinateurs personnels. Pendant ce temps, IBM se servait des ordinateurs du Pentagone pour s'ingénier à trouver le moyen d'abandonner la carte perforée comme unité d'entrée-sortie et de lui substituer la bande magnétique. En 1961, cette entreprise avait fabriqué l'ordinateur le plus rapide du monde. Comme il coûtait beaucoup trop cher pour qu'elle l'offre sur le marché, elle l'a vendu à l'État pour son laboratoire de Los Alamos. Quant aux approvisionnements, ils ont toujours constitué un bon moyen de financement du secteur privé par l'État^[17].

Parmi les technologies citées par Greenspan, une seule n'émane pas directement du secteur public : les transistors. Ils ont été conçus par une société privée, la Bell Telephone Laboratories, qui a aussi largement contribué à d'autres découvertes scientifiques dans de nombreux domaines. Les marchés

ont cependant joué un rôle mineur dans la mise au point de ces composants électroniques. AT&T, à qui appartenait alors ce laboratoire, disposait du monopole de la téléphonie, octroyé par l'État, grâce auquel elle pouvait soumettre ses abonnés à des tarifs élevés. Ses chercheurs utilisaient par ailleurs du matériel militaire, lui aussi financé et commandé par l'État. Pendant des années, les transistors à haut rendement sont restés inabordables pour le secteur privé, si bien que seule l'armée s'en procurait. Lorsque le monopole d'AT&T a pris fin, son laboratoire phare a connu un déclin dû à un manque de fonds publics. Ses propriétaires actuels mettent désormais l'accent sur des projets à court terme, motivés par le profit^[18].

Le rôle de l'État ne se résume pas à la mise en place et au soutien de l'industrie de pointe. Il aide aussi les gestionnaires à surmonter leurs échecs. Dans les années 1970, le monde des affaires a traversé une période très difficile, un peu comme au temps du développement des chemins de fer. La productivité diminuait, tout comme la croissance des investissements, et les cadres américains peinaient à suivre le rythme d'une concurrence étrangère dont les méthodes étaient plus évoluées. La presse d'affaires s'est donc mise à appeler de ses vœux « la réindustrialisation des États-Unis ». Encore une fois, l'armée a été appelée en renfort. SIGLE, important programme du Pentagone dans les années 1970, a vu son financement doubler quand Reagan a pris le pouvoir. Ses responsables se sont vu confier le mandat d'inventer l'« usine du futur », où ordinateurs et automatisation assisteraient tant la conception que la production, et dont les technologies de fabrication seraient adaptables et la gestion efficace, tout cela dans le but de rattraper l'Europe et le Japon. Il s'agissait donc d'accroître la part de marché et le leadership industriel des États-Unis en ayant recours à la méthode traditionnelle, c'est-à-dire l'initiative de l'État et l'argent des contribuables. Cette stratégie pouvait en outre rapporter un bénéfice marginal : la maîtrise de la force de travail. Il s'agit là d'une vieille rengaine. Par exemple, après avoir longuement élaboré des machines-outils automatiques commandées par ordinateur, le secteur public les a finalement cédées au secteur privé. Cette technologie permet de répondre à deux objectifs bien précis : la déqualification des travailleurs et l'amélioration du contrôle de gestion. Ces visées ne sont pas inhérentes à la technologie retenue, qui ne semble pas avoir été plus profitable. Elles constituent cependant une arme puissante dans la lutte des classes. David Noble a approfondi cette question dans une importante étude, effectuée alors qu'il était professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT)^[19].

Ces programmes ont pris de l'ampleur sous l'administration Reagan, qui a transgressé plus que toute autre les lois du marché en faveur des riches tout en prônant, par une rhétorique incantatoire, la nécessité pour les pauvres de se soumettre à la discipline du marché. Sous Reagan, la recherche soutenue par le Pentagone a porté sur de nouvelles technologies propres à de nombreux

domaines, dont les superordinateurs, les technologies de l'information et Internet (d'abord financé par le Pentagone). De plus, cette administration a pratiquement doublé les barrières commerciales, battant tous les records d'après-guerre en matière de protectionnisme. Son objectif était de fermer le marché aux produits japonais, de qualité supérieure : acier, automobiles, semi-conducteurs, ordinateurs, etc. Non seulement voulait-elle procéder au sauvetage d'entreprises américaines incapables d'affronter la concurrence, mais aussi cherchait-elle à les hisser en position dominante pour les années 1990, décennie aujourd'hui considérée comme celle du « triomphe du marché ». Ce « triomphe » est en grande partie attribuable aux fonds publics, à la recherche-développement au sein d'offices de l'État, à la protection ou au renflouement pur et simple de sociétés par celui-ci et à d'autres stratagèmes.

La mobilisation reaganienne pour le protectionnisme et l'intervention de l'État dans l'économie semble s'inspirer d'un précédent britannique. Quand les manufacturiers anglais n'ont plus été en mesure de résister à la concurrence japonaise, le Royaume-Uni a cessé de vanter les mérites du libre-échange (ce qu'il faisait de manière purement formelle) et a fermé tous les marchés de son empire aux produits japonais, comme l'ont fait les autres puissances occidentales dans leurs plus petites colonies asiatiques. Il s'agit d'un aspect important de la genèse de la guerre du Pacifique.

L'intervention massive de l'État dans l'économie s'est poursuivie, servant aujourd'hui le secteur des biotechnologies. Fer de lance d'un autre avatar de la « nouvelle économie », ce domaine a vu le financement public de ses activités de recherche-développement s'accroître rapidement, bien que celui-ci ait diminué sous Bush fils, notamment parce que cette administration ne faisait pas grand cas de la santé publique, motivée qu'elle était par les impératifs, beaucoup plus pressants, d'enrichir davantage les riches (entre autres par des réductions d'impôts) et de montrer le poing au reste du monde.

Il existe d'autres formes d'intervention de l'État au profit du secteur privé. Élaborées par une poignée de puissances et de multinationales étroitement liées, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) comprennent, parmi leurs éléments centraux, une panoplie de dispositions, nommées « aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce » (adpic), qui accordent aux grandes sociétés un droit de tarification monopolistique par l'entremise d'un régime des brevets sans précédent, qui aurait sérieusement entravé le développement économique des pays riches s'il avait été en vigueur pendant leur période de croissance. Les adpic servent principalement à enrichir les sociétés privées dont les activités de recherche-développement dépendent largement de l'État. Selon Dean Baker, l'un des rares économistes à avoir étudié la question en profondeur, si la recherche-développement dans le secteur pharmaceutique était subventionnée à 100 % par les fonds publics et que les entreprises étaient contraintes de vendre leurs

produits au prix du marché, les consommateurs feraient des économies considérables, sans parler des vies sauvées. Ce n'est cependant pas ainsi que fonctionne le «capitalisme réellement existant». Lorsqu'ils négocient des accords bilatéraux, les Américains cherchent plutôt à renforcer les droits de tarification monopolistique. Le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Thaïlande s'est inquiété du risque qu'allaient courir des centaines de milliers de Thaïlandais si ce pays acquiesçait aux demandes des États-Unis. On l'a rapidement transféré en Inde, en prenant soin de le rétrograder. Il s'agit là d'un cas parmi tant d'autres^[20].

Ces éléments comptent parmi les innombrables raisons pour lesquelles il vaut mieux se garder d'employer le terme «accord de libre-échange». Les États qui conçoivent et imposent ces traités ne sont pas des adeptes du libre marché ou d'autres formes de libéralisation, sauf si cette dernière s'applique de manière sélective et en vue de procurer des avantages temporaires. Une autre raison d'éviter le terme est que la notion d'«échange» ou de «commerce» est une construction idéologique. À l'époque de l'Union soviétique, si des pièces étaient fabriquées à Leningrad, puis envoyées en Pologne pour entrer dans l'assemblage d'un produit finalement vendu à Moscou, celles-ci traversaient des frontières, mais les observateurs occidentaux se gardaient bien de qualifier ce processus de «commerce», préférant le décrire comme une série d'interactions au sein d'une économie planifiée. Il en va pourtant de même quand General Motors produit en Indiana des pièces pour des véhicules qu'elle assemble au Mexique et vend à New York. Les grandes sociétés n'ayant pratiquement aucun compte à rendre à la population, on ne connaît pas l'ampleur de cette facette du «commerce», mais certains l'estiment à environ 40 % des échanges (davantage entre les États-Unis et le Mexique); si l'on incluait le recours à l'externalisation et à d'autres types d'interventions sur les marchés, ce pourcentage serait encore plus élevé. La notion de «commerce» perd toute signification dans le cas du «commerce des services» – lire «privatisation des services» –, terme englobant à peu près tout ce qui tient à cœur à la population : éducation, santé, énergie, eau et autres ressources, etc. Dans ce contexte, le mot «commerce» est un euphémisme désignant la cession de la vie humaine à des tyrannies privées soutenues par l'État et n'ayant de comptes à rendre à personne. Enfin, un tel «accord» n'a rien d'un accord, du moins si l'on considère les citoyens comme parties prenantes d'un pays. Les populations s'opposent généralement à ces traités, ce qui fait en sorte que ces derniers doivent être pour une bonne part négociés en catimini ou en ayant recours à une procédure accélérée, qui accorde aux dirigeants un pouvoir digne de celui du Kremlin, qui n'octroie aux parlementaires que le droit de dire oui (ou, en principe, non, mais sans information suffisante ni débat sérieux) et qui exclut pratiquement le grand public, en grande partie grâce à la complicité des médias^[21].

L'expression « Accord de libre-échange nord-américain » ne comporte qu'un seul mot juste : « nord-américain ».

Je peux maintenant aborder l'autre thème annoncé au début de ce chapitre : le néolibéralisme comme ennemi de la démocratie. Bien que les faits montrent que la libéralisation forcée des échanges a généralement été nuisible au développement, on peut, compte tenu de la méconnaissance et de la complexité des facteurs en cause, mettre en doute certains rapprochements, même si ces derniers sont frappants. Les rapports entre néolibéralisme et démocratie, quant à eux, prêtent nettement moins à discussion. Pratiquement tous les aspects du néolibéralisme constituent une attaque contre la démocratie. La privatisation, par définition, confirme cet énoncé : celle-ci consiste à transférer une entreprise du domaine public au domaine privé. Les sociétés d'État sont soumises à un certain degré de contrôle de la population, ne serait-ce qu'en principe : plus un pays est démocratique, plus celui-ci peut s'avérer étroit ; là où la démocratie serait la plus effective (une idée qui reste à concrétiser), ces organismes seraient dirigés directement par leurs parties prenantes, c'est-à-dire par les travailleurs et les collectivités. Le secteur privé, en principe, n'a pratiquement aucun compte à rendre à la population, bien qu'il doive se plier à une réglementation plutôt laxiste, fruit de l'influence prépondérante des détenteurs de capitaux sur l'État.

De toutes les mesures néolibérales ayant des répercussions négatives sur la démocratie, la pire est la privatisation des services. Une fois cette dernière accomplie, le fonctionnement des institutions démocratiques ne se résume plus qu'à des formalités, car les questions les plus importantes pour la vie des citoyens ne peuvent plus faire l'objet de débats publics.

Les adeptes de la privatisation invoquent sa prétendue efficacité. Si cet argument tenait la route, il susciterait un conflit de valeurs opposant efficacité et liberté. Il est cependant peu probable qu'un tel débat soit soulevé. À l'époque où la privatisation devenait le mantra de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), bon nombre de recherches ont été entreprises pour comparer les rendements de l'entreprise publique et privée. L'une d'elles a été menée sous les auspices de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) par Ha-Joon Chang et Ajit Singh, économistes à l'université de Cambridge. Ce qu'ils ont constaté n'a rien de surprenant : dans les pays fonctionnant de manière adéquate, tant les sociétés d'État que les entreprises privées tendent à être efficaces, tandis que les pays plus corrompus et moins bien organisés ont des entreprises à leur image, que celles-ci soient publiques ou privées^[22]. Il existe certains domaines où le secteur privé fait piètre figure. Dans un pays industrialisé, une société d'État peinerait à égaler le degré inouï de corruption d'Enron ou de WorldCom. Et que dire de l'inefficacité proverbiale du système de santé américain ? Parmi les pays riches, les États-Unis font cavalier seul avec un

système privé, à peine réglementé, dont le coût par habitant est deux fois plus élevé que la moyenne et les résultats des plus médiocres ; il s'agit du seul pays où la loi interdit au gouvernement de négocier le prix des médicaments avec les sociétés pharmaceutiques. Le président Obama a élargi la portée de cette politique de « libre marché » en se rangeant aux arguments du milieu des affaires, qui a mené une campagne de dénigrement d'une réforme dont la mise en œuvre aurait pu nuire à ses profits. Ces dernières années, le taux de mortalité infantile des États-Unis s'est hissé au niveau de celui de la Malaisie, pour ne citer qu'un exemple. En fait, le mot « inefficacité » ne convient pas, car le système de santé américain est remarquablement efficace dans son rôle institutionnel : l'enrichissement des investisseurs^[23].

Le Chili de Pinochet est souvent salué en tant que modèle de l'économie de marché. Sur le conseil des fameux Chicago Boys, ce pays a effectivement appliqué les principes néolibéraux, le régime issu du coup d'État de 1973 ayant pu les imposer par la violence. Pendant que ces mentors récoltaient leurs prix Nobel, l'économie chilienne s'effondrait et l'État venait à sa rescousse : en 1982, il la dirigera en plus grande partie que ne l'avait fait le régime Allende. On a d'ailleurs qualifié ce processus de « route de Chicago vers le socialisme », se souvient l'économiste David Felix. Javier Santiso, économiste au Centre de développement de l'OCDE, qualifie quant à lui de « paradoxe » le fait que d'« habiles économistes voués au laisser-faire indiquent au monde la marche à suivre pour socialiser *de facto* le système bancaire » ; pour quiconque connaît bien l'histoire de l'économie, il n'y a rien là de paradoxal. Le Chili a effectivement remonté la pente, mais l'a fait en combinant de manière disparate recours au marché et intervention de l'État, cette dernière comprenant une forme de contrôle des mouvements de capitaux et la nationalisation de la Coldeco, plus grand producteur de cuivre du monde et source d'une bonne part des recettes d'exportation et de l'assiette fiscale de l'État ; il va sans dire que ces deux mesures sont contraires à l'essence du néolibéralisme. Le *Financial Times* écrivait récemment que, à la suite de « la grave crise bancaire de 1982, causée entre autres par les politiques économiques prônées par ces idéologues du libre marché qu'étaient les Chicago Boys, l'enthousiasme [du Chili] s'est refroidi » ; dans les années 1990, il a, entre autres mesures, « limité son exposition aux marchés financiers internationaux et maintenu le caractère public de sa très rentable société de production de cuivre », se protégeant ainsi quelque peu des catastrophes du marché^[24].

Penchons-nous maintenant sur le dogme central du néolibéralisme : la libéralisation financière, amorcée dès le début des années 1970. Certaines de ses répercussions sont bien connues. Elle a provoqué une hausse importante des mouvements de capitaux spéculatifs et a contraint des États à constituer des provisions supplémentaires pour protéger leur devise contre d'éventuelles

attaques. Ces deux phénomènes ont eu pour effet de limiter la disponibilité du capital destiné à des usages productifs. Chose remarquable – et bien documentée –, les pays qui ont maintenu leur contrôle des mouvements de capitaux ont pu éviter les pires crises financières (pensons notamment à l'Inde, à la Chine et à la Malaisie pendant la crise asiatique de 1997-1998). Aux États-Unis, la part du secteur financier dans les profits des sociétés est passée de quelques pour cent dans les années 1960 à plus de 30 % en 2004. La concentration s'est aussi nettement accentuée, grâce entre autres à la déréglementation accomplie avec zèle par l'administration Clinton : la proportion des actifs détenus par les 20 plus grandes institutions du secteur bancaire a doublé depuis 1990, atteignant 70 % en 2009, ce qui a contribué, en 2007-2008, à la crise des « *too big to fail* » (les institutions financières colossales, « trop importantes pour qu'on les laisse tomber »). La financiarisation de l'économie a eu pour conséquence directe le démantèlement du secteur manufacturier, auquel ont aussi contribué des politiques comme les « accords de libre-échange », qui ont mis les travailleurs en concurrence avec ceux de pays où les salaires sont bas et les avantages sociaux, inexistantes. Les professionnels hautement qualifiés, eux, ont été épargnés de ce principe libre-échangiste^[25].

La presse d'affaires se montre parfois consciente des dilemmes posés par les politiques économiques défendues par l'État et les grandes sociétés ; aussi nourrit-elle peu d'illusions sur le « libre marché ». Dans un article-vedette intitulé « Les États-Unis peuvent-ils bâtir l'avenir ? », le magazine *Business Week* a présenté une vue d'ensemble de la question. « Les États-Unis sont à la fine pointe des produits émergents dans la plupart des domaines ou sont près de l'être. La nouvelle vague d'appareils de haute technologie inondant les marchés est le fruit de recherches effectuées dans les laboratoires fédéraux et universitaires depuis les années 1960 et financées à coups de milliards de dollars en fonds publics », pouvait-on y lire. Cependant, « le pays est en train de perdre son avance dans le secteur de la fabrication de ces produits » à cause du peu d'importance accordée à la production par les gestionnaires de l'État et des grandes sociétés. Il en résulte le « syndrome "Inventé ici, fabriqué ailleurs" » : les États-Unis sont en passe de devenir « un important canal de recherche-développement pour l'Asie^[26] ».

Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, ces conséquences de la financiarisation de l'économie ne sont pas surprenantes. Aux yeux des « principaux architectes du système », il est tout à fait raisonnable de délocaliser la production tout en finançant la recherche-développement par l'argent des contribuables et en concentrant au pays les manipulations financières. Que la société dans son ensemble en subisse les conséquences « graves » – voire que les maîtres en ressentent les effets à long terme – constitue au mieux une question secondaire, ce qui concorde avec

l'observation d'Adam Smith et avec les contraintes institutionnelles à la prise de décision dans une économie quasi marchande où l'inefficacité du marché est exacerbée par de pernicieuses mesures incitatives mises en œuvre par l'État, sur lesquelles je reviendrai plus loin.

La financiarisation a aussi engendré ce qui constitue sans doute les plus importantes inégalités sociales de l'histoire des États-Unis. À l'échelle mondiale, on constate l'apparition de ce qui est désigné sous le nom de «ploutonomie» dans une analyse optimiste de Citigroup, autre banque se gavant aux mamelles de l'État depuis 30 ans en suivant le cycle «prêts à risque, profits démesurés, faillite, sauvetage». On y dépeint un monde divisé en deux blocs : la ploutonomie et le reste. Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada constituent les principales ploutonomies, des économies dont la croissance est alimentée – et dont les fruits sont consommés – par la minorité des plus riches, auxquelles s'ajoutent les îlots de richesse parsemant le reste de la planète. On trouve dans les ploutonomies des consommateurs fortunés dont le nombre est faible, mais dont la part du revenu et de la consommation a pris des proportions démesurées. Vient ensuite la vaste majorité des «non-riches», qui se partagent une portion étonnamment mince de la richesse nationale. Selon les auteurs, les deux tiers de la croissance économique mondiale découlent de la consommation attribuable essentiellement aux ploutonomies, qui, bien entendu, monopolisent les profits.

Les analystes de Citigroup conseillent aux investisseurs d'adopter une stratégie reposant sur les grandes fortunes, c'est-à-dire sur les milieux qui comptent. Leur «panier d'actions ploutonomique» – ainsi l'ont-ils nommé – surpasse l'indice mondial des marchés développés, et ce, depuis 1985, époque où les programmes d'enrichissement des plus riches de Reagan et Thatcher prenaient vraiment leur envol. Il s'agit d'une extension considérable de la loi de Pareto (loi des 80/20) enseignée dans les grandes écoles de gestion : 20 % des consommateurs d'une entreprise génèrent 80 % de ses profits, si bien qu'elle pourrait tout à fait se passer des 80 % restants. Il y a quelques années, dans la presse d'affaires, on expliquait que les nouvelles technologies de l'information – pour l'essentiel gracieuseté bien involontaire de la population – permettent aux grandes sociétés de repérer les consommateurs rentables et de leur réserver un traitement de choix, tout en offrant chichement des services à la majorité, dont les demandes ou les plaintes peuvent être ignorées sans risque, ce qui revient à créer une forme lucrative d'«apartheid du consommateur». Cette situation, bien connue, entraîne des coûts importants dont on ne saisit pas toute l'ampleur si on les répartit sur l'ensemble d'une vaste population, puisqu'ils n'entrent pas dans le calcul, à forte teneur idéologique, de l'efficacité économique. Ce grand principe de rationalité économique peut désormais s'étendre à l'échelle de la planète, proclamant avec enthousiasme les experts de Citigroup^[27].

On constate parfois des situations qui semblent irréelles. Poussé dans ses derniers retranchements, le milieu des affaires se rend enfin à l'évidence que la crise écologique est grave et prend de l'ampleur. Même le *Wall Street Journal*, qui compte parmi les sceptiques les plus acharnés, a publié un supplément dans lequel il lançait de sinistres avertissements sur la «catastrophe climatique», prévenant ses lecteurs qu'aucune des solutions actuellement envisagées ne pourrait suffire et que des mesures plus radicales de géo-ingénierie pourraient s'avérer nécessaires pour, en quelque sorte, «refroidir la planète^[28]». Dans ces milieux, nombreux sont ceux qui remettent aussi en question les vastes programmes d'ingénierie sociale mis en œuvre par l'État et les grandes entreprises depuis la Seconde Guerre mondiale, programmes conçus pour nourrir une économie fondée sur les combustibles fossiles, qui mène au gaspillage de l'énergie et à la destruction de l'environnement ; ils savent que le développement de réseaux ferroviaires à grande vitesse doit constituer un élément central des changements qui s'imposent. La manière dont ils abordent cette question est cependant très instructive.

Selon le *Wall Street Journal*, «le secrétaire aux Transports des États-Unis [Ray LaHood] s'est rendu en Espagne pour rencontrer d'éventuels fournisseurs de trains à grande vitesse. [...] Ingénieurs et constructeurs ferroviaires européens salivent à l'idée de décrocher les lucratifs contrats de construction du tgv américain : l'administration Obama a alloué un fonds de stimulation de 13 milliards de dollars pour moderniser les chemins de fer existants et en construire de nouveaux qui soient un jour en mesure de rivaliser avec un réseau européen on ne peut plus rapide [...]. On s'attend [à ce que LaHood] visite des entreprises espagnoles spécialisées dans la construction, le génie civil et la construction ferroviaire^[29]».

L'Espagne et d'autres pays d'Europe souhaitent profiter du financement par les contribuables américains du tgv et des infrastructures connexes, qui font si cruellement défaut aux États-Unis. Au même moment, Washington s'active à démanteler d'importants secteurs industriels, ruinant travailleurs et collectivités. Il est difficile d'imaginer condamnation plus claire du système économique mis en place par les gestionnaires de l'État et des grandes sociétés. L'industrie manufacturière américaine pourrait certainement être reconstruite et produire, grâce à une force de travail hautement qualifiée, ce dont le pays – et le monde – a besoin, et ce, très bientôt si l'on entretient le moindre espoir d'éviter une catastrophe majeure. Il existe des précédents, après tout. Pendant la Seconde Guerre mondiale, on a converti l'industrie à l'économie de guerre ; non seulement cette économie semi-planifiée a-t-elle mis fin à la Grande Dépression, mais elle a suscité la période de croissance la plus spectaculaire de l'histoire tout en jetant les bases des «Trente Glorieuses» qui allaient suivre^[30].

Les hauts responsables de l'État et des grandes sociétés ont autre chose à faire, mais les « parties prenantes » que sont les travailleurs et les collectivités n'ont aucune raison de se tourner les pouces. Avec un appui populaire suffisant, elles pourraient prendre les usines en main et procéder elles-mêmes à leur reconversion. Cette idée n'a rien de bien radical. Un ouvrage classique sur les sociétés par actions rappelle qu'« aucune règle gravée dans le marbre ne stipule que les intérêts à court terme des actionnaires ont priorité sur ceux des autres "parties prenantes" ». Des efforts appréciables et concrets ont été tentés en ce sens. À la fin des années 1970, à Youngstown, en Ohio, la société U.S. Steel s'appêtait à fermer l'importante usine sidérurgique constituant le moteur de cette petite ville industrielle de la Rust Belt. Les travailleurs et leurs concitoyens ont protesté avec énergie. Le militant et avocat spécialisé en droit du travail Staughton Lynd a invoqué devant la cour le principe selon lequel les parties prenantes devraient se voir accorder la plus haute priorité. La tentative a échoué, mais, s'ils bénéficiaient d'un soutien populaire suffisant, de tels projets pourraient aboutir^[31].

Il ne faut pas oublier que ces idées sont ancrées profondément dans l'histoire et la culture des États-Unis. À l'aube de la révolution industrielle en Nouvelle-Angleterre, les ouvriers tenaient pour acquis que « ceux qui travaillent dans les usines devraient en être les propriétaires ». Ils considéraient par ailleurs que le salariat ne différait de l'esclavage que par sa nature temporaire, opinion partagée par Abraham Lincoln et, pour l'essentiel, par John Dewey, éminent philosophe social du XX^{ème} siècle. Ce dernier, comme la plupart des travailleurs du XIX^{ème} siècle, prônait l'abolition de « l'activité économique visant le profit personnel, rendue possible par le contrôle privé des banques, des terres et de l'industrie, et renforcée par une emprise sur la presse, les attachés de presse et d'autres formes de publicité et de propagande ». L'industrie doit passer « d'un ordre social féodal à un régime démocratique » fondé sur la gestion par les travailleurs, la liberté d'association et le fédéralisme, et s'inspirant des idées de divers anarchistes, du socialisme de guilde de G.D.H Cole et des propositions de marxistes de gauche comme Anton Pannekoek, Rosa Luxemburg, Paul Mattick et Seymour Melman, décédé récemment, qui a approfondi la question pendant de nombreuses années. Tant que ces objectifs ne seront pas atteints, soutenait Dewey, la politique restera l'« ombre de la grande entreprise sur la société, ombre dont l'atténuation ne changera rien à la substance ». Selon lui, en l'absence de démocratie industrielle, toute démocratie manque de contenu authentique et personne ne travaille « librement et intelligemment », le faisant plutôt pour la paye, condition qu'il considère comme « illibérale et immorale ». Ces idéaux remontent aux Lumières et au libéralisme classique d'avant son échouement sur les hauts-fonds du capitalisme, comme l'a formulé voilà 70 ans le penseur anarchosyndicaliste Rudolf Rocker^[32].

Rien n'a été épargné pour chasser ces idées de la tête des gens, pour gagner ce que le monde des affaires appelle « la bataille sans fin pour l'esprit des hommes ». En apparence, les maîtres semblent avoir triomphé. Toutefois, dans le passé, de telles victoires se sont souvent avérées illusoires, ce qui pourrait encore être le cas. Ainsi, la réponse à la question posée par le *Business Week* (« Les États-Unis peuvent-ils bâtir l'avenir ? ») s'inscrirait dans une Amérique bien différente, qui aurait concrétisé ses promesses trop longtemps étouffées de liberté et de justice.

Les défenseurs de la financiarisation radicale de l'économie prétendent que des avantages économiques en compenseraient les effets néfastes, mais, comme je l'ai mentionné plus haut, ceux-ci sont difficiles à trouver. Les incidences sur la démocratie, elles, sautent aux yeux.

La libéralisation financière a engendré ce que certains économistes ont qualifié de « sénat virtuel » d'investisseurs et de prêteurs, qui « tient des référendums en temps réel » sur les politiques des gouvernements. Si le sénat virtuel considère une politique comme irrationnelle – lire : conçue pour le bien commun plutôt que pour le profit –, il peut exercer son « droit de veto » sous forme de fuite des capitaux ou d'attaque contre la devise du pays, entre autres moyens. Illustrons cela par un exemple récent. Selon Javier Santiso, à la suite de l'investiture de Hugo Chávez, la fuite des capitaux a atteint un point tel que les avoirs des riches Vénézuéliens placés à l'étranger représentaient un cinquième du PIB du pays. Après le coup d'État de 2002, soutenu par les États-Unis, « la réaction des marchés a frisé l'euphorie » et la Bourse de Caracas a enregistré des gains colossaux ; cette dernière s'est effondrée sitôt que le gouvernement élu a repris les rênes grâce à la contestation populaire. En général, la libéralisation des mouvements de capitaux place les gouvernements en présence d'un « double électorat » : les électeurs et le sénat virtuel. Même dans les pays riches, c'est l'électorat privé qui tend à l'emporter^[33].

Ainsi la libéralisation financière a-t-elle eu pour effet d'affaiblir la démocratie. Peut-être s'agit-il d'une coïncidence, mais elle a été mise en œuvre à un moment où les élites se montraient de plus en plus préoccupées par ce qu'elles appelaient la « crise de la démocratie^[34] » : dans les années 1960, des groupes sociaux normalement passifs et obéissants, souvent qualifiés d'« intérêts particuliers », avaient commencé à investir l'espace public pour exprimer leurs revendications. C'en était trop pour l'État : un tel « excès de la démocratie » allait l'empêcher de veiller adéquatement à l'« intérêt national ». Ces « intérêts particuliers » sont ceux des femmes, des travailleurs, des agriculteurs, des jeunes, des personnes âgées, des minorités, de la majorité... en fait, de la population en général. L'« intérêt national », quant à lui, est défini par ceux qui possèdent ou gouvernent la société. J'interprète ici l'opinion de la fraction libérale et internationaliste de l'élite,

alors bien représentée en Amérique du Nord, où elle occupait des postes clés dans l'administration Carter, ainsi qu'en Europe et au Japon. Dans les milieux plus à droite et dans le monde des affaires, le désir de surmonter la « crise de la démocratie » était encore plus pressant. Depuis ce temps, on a appliqué un train de mesures pour extirper de la société le fléau de la démocratie. La libéralisation financière y a grandement contribué, délibérément ou non.

Sous le système de Bretton Woods, une forte pression de l'opinion publique limitait l'imposition de mesures d'affaiblissement de la démocratie. La Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale avaient suscité l'émergence de divers mouvements radicalement démocratiques, allant de la résistance antifasciste aux associations ouvrières. La pression a rendu possible – et, si l'on considère les choses sous un autre angle, nécessaire – l'adoption de politiques sociales-démocrates. Bretton Woods avait apparemment été conçu partiellement en ce sens, ses initiateurs ayant compris que le contrôle des mouvements de capitaux et des taux de change donnerait aux gouvernements la marge de manœuvre nécessaire pour tenir compte de la volonté de leurs populations, ce qui, dans les faits, constitue une forme de démocratie. Selon Keynes, la plus importante réalisation de ce système aura été la reconnaissance du droit pour les gouvernements de limiter les flux de capitaux. La période néolibérale qui a suivi offre un contraste saisissant : le département du Trésor des États-Unis considère aujourd'hui la libre circulation des capitaux comme un « droit fondamental », statut dont ne disposent pas les prétendus « droits » pourtant garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme : santé, éducation, conditions de travail équitables, sécurité, etc., que les administrations Reagan et Bush qualifiaient de « lettres au Père Noël », d'« absurdités », de vulgaires « mythes^[35] ».

À une époque plus reculée, la population ne posait pas grand problèmes. L'économiste Barry Eichengreen en explique les raisons dans son classique sur l'histoire du système monétaire international. Au XIX^{ème} siècle, observe-t-il, les gouvernements n'avaient pas encore été « politisés par le suffrage universel masculin et la montée des syndicats et de l'aile parlementaire des partis travaillistes ». C'est pourquoi les coûts importants des inefficiences du marché, imposés par le sénat virtuel des prêteurs et investisseurs, pouvaient être refilés à la population en général. Toutefois, la radicalisation du grand public, opérée pendant la crise des années 1930 et la guerre contre le fascisme, a privé de ce luxe les puissants et les fortunés. C'est ainsi que, sous le système de Bretton Woods, « la limitation des mouvements de capitaux s'est substituée à la limitation de la démocratie comme source de protection contre les pressions du marché^[36] ». Il ne manquait que le corollaire obligé : c'est ainsi que le démantèlement du système dans les années 1970 a entraîné la limitation de la démocratie. Dès lors, il fallait d'une manière ou d'une autre détourner et contrôler l'attention de la population, ce qui s'avérera

particulièrement manifeste dans les sociétés où le milieu des affaires exerce la plus grande influence, comme les États-Unis. Je dois cependant laisser ce sujet de côté, en dépit de son importance cruciale.

En Amérique latine, spécialistes et maisons de sondage ont constaté pendant quelques années que l'extension de la démocratie formelle s'accompagnait d'une désillusion croissante vis-à-vis de la politique et d'un « manque de confiance » envers les institutions démocratiques. Le politologue argentin Atilio Boron a fourni une explication convaincante de cette tendance inquiétante. Il relève que la récente vague de démocratisation qu'a connue l'Amérique latine a coïncidé avec la mise en œuvre de « réformes » économiques néolibérales, qui portent atteinte à la démocratie réelle. On constate un tel phénomène partout dans le monde, sous diverses formes. Récemment, la tendance semble s'être inversée en Amérique latine, où, entre autres changements, on tourne le dos à l'orthodoxie néolibérale, comme je l'ai mentionné précédemment^[37].

Dans cette perspective, les sondages annuels de l'opinion latino-américaine effectués par la maison chilienne Latinobarómetro s'avèrent très instructifs, tout comme leur lecture au Nord. Rares sont les dogmes de l'orthodoxie occidentale défendus avec plus de ferveur que celui voulant que Hugo Chávez soit un tyran voué à la destruction de la démocratie. Les conclusions des sondages sont par conséquent très contrariantes, ce qui implique de les traiter de la manière habituelle : l'occultation. Celui de novembre 2007 a donné des résultats tout aussi fâcheux que ceux des quelques années précédentes : le Venezuela s'est classé au deuxième rang, derrière l'Uruguay, quant au degré de satisfaction envers la démocratie, et troisième quant au degré de satisfaction envers les dirigeants. Il occupait le premier rang en ce qui a trait à l'appréciation de la situation économique actuelle et future, du degré d'égalité et de justice ainsi que de la qualité de l'éducation. Il est vrai qu'il n'a atteint que le onzième rang en ce qui concerne l'appui à l'économie de marché, mais, même en tenant compte de ce point faible, il arrive bon premier en Amérique latine en matière de démocratie, de justice et d'optimisme, loin devant les favoris des États-Unis que sont la Colombie, le Pérou, le Mexique et le Chili.

Mark Turner, observateur de l'Amérique latine, a constaté « un black-out quasi total, dans le monde anglophone, sur cet important instantané de l'opinion » latino-américaine ; le même silence avait entouré les éditions précédentes. Il a cependant trouvé une exception, conforme à l'usage : des reportages ont relaté que Chávez est presque aussi impopulaire que Bush en Amérique latine, donnée peu surprenante pour qui est au fait du traitement viscéralement hostile dont fait l'objet le président vénézuélien de la part des médias (même dans son propre pays, ce qui est curieux sous une dictature si menaçante^[38]).

Aux États-Unis, la confiance envers les institutions s'érode de manière constante, et ce, pour de bonnes raisons. Un fossé considérable s'est creusé entre l'opinion publique et les politiques gouvernementales. Les médias en traitent rarement, mais il est difficile pour les citoyens de ne pas être conscients du fait qu'on ne tient pas compte de leurs choix politiques. La comparaison de deux campagnes électorales tenues presque simultanément, l'une dans le pays le plus riche de la planète, l'autre dans le plus pauvre d'Amérique du Sud, en dit long. Aux États-Unis, lors de la campagne présidentielle de 2004, les électeurs devaient choisir entre deux hommes issus de familles riches et privilégiées, qui avaient fréquenté la même université d'élite, avaient été membres de la même société secrète où de jeunes hommes fortunés apprennent à prendre leur place dans la classe dominante, et pouvaient se présenter parce qu'ils bénéficiaient du soutien d'à peu près les mêmes conglomerats privés. Leurs programmes électoraux, très semblables, étaient conformes aux besoins de leur clientèle principale : la richesse et les privilèges. Des sondages ont révélé que, sur une foule de questions, les deux partis se situaient nettement plus à droite que la population en général, de manière plus marquée dans le cas de républicains de Bush. C'est entre autres ce qui explique pourquoi les cadres des partis retranchent des enjeux des programmes électoraux. Rares sont les électeurs qui connaissent la position des candidats sur ces thèmes. Les candidats sont mis en marché comme du dentifrice, des voitures ou des médicaments de confort par l'industrie de l'illusion et du faux-semblant.

Qui plus est, la destruction de la démocratie est vue d'un très bon œil. Dans un texte publié par le *Boston Globe*, quotidien le plus progressiste des États-Unis, un influent consultant du Parti démocrate y allait de ses conseils pour les élections législatives de mi-mandat de novembre 2006. Les démocrates, écrivait-il, doivent comprendre, à l'instar des républicains, que « la politique n'a rien à voir avec les enjeux. Elle se rapporte à l'identité. Les candidats et partis gagnants ne sont pas ceux qui s'alignent le mieux sur les positions de la majorité, mais bien ceux qui savent transmettre à la population une image positive d'eux-mêmes (et une image négative de leurs opposants) ». L'important, ce sont « les symboles et le récit qui s'impriment dans l'esprit des citoyens », comme c'est le cas pour la mise en marché des autres biens de consommation^[39].

On a suivi ses conseils lors de la campagne présidentielle subséquente. Je reviendrai sur ce sujet plus loin dans cet ouvrage.

Abordons maintenant le contraste flagrant offert par l'élection de décembre 2005 dans le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, la Bolivie. Les électeurs étaient bien au fait des enjeux, dont certains étaient d'une importance cruciale : maîtrise des ressources naturelles, droits culturels de la majorité autochtone, problèmes liés à la justice dans une société multiethnique

complexe, etc. Les électeurs ont opté pour un candidat issu de leurs rangs, et non pour un représentant de la minorité de privilégiés. Grâce à des années de lutte acharnée et d'organisation, le taux de participation s'est accru. Le jour du scrutin ne s'est pas résumé à un simple intermède où l'on fait une croix sur un bulletin avant de se retrancher dans la passivité et la vie privée, mais a constitué une étape d'un processus continu de participation au fonctionnement de la société.

Cette comparaison – et on pourrait en établir d'autres – amène à se demander qui a le plus besoin d'un programme de promotion de la démocratie.

Pour la première fois de son histoire, l'Amérique latine peut exercer ses propres choix. L'application des modalités traditionnelles de la domination impériale que sont la violence et l'étranglement économique est beaucoup plus limitée qu'auparavant. Une foule d'organisations populaires dynamiques ont posé les fondements d'une démocratie digne de ce nom. Comme d'autres anciennes colonies, l'Amérique latine est aux prises avec de graves problèmes internes et risque de connaître de nombreux revers, mais elle évolue de manière très prometteuse. C'est dans ces parties du monde que déferle la vague démocratique contemporaine. C'est pourquoi le Forum social mondial se tient à Porto Alegre, à Bombay, à Caracas ou à Nairobi plutôt que dans des villes du Nord, bien que celui-ci se décline désormais en de nombreuses variantes régionales et locales, dont le travail très utile répond aux problèmes spécifiques de chaque lieu. Les ex-colonies, en particulier l'Amérique latine, sont plus que jamais à même de surmonter des siècles de soumission, de violence, de répression et d'intervention étrangère, auxquels elles ont survécu jusqu'à ce jour en tant que possessions où des îlots de richesses parsemaient un océan de misère. Les perspectives sont très prometteuses. Si les espoirs se concrétisent, ne serait-ce qu'en partie, le résultat ne manquera pas d'avoir un impact à l'échelle mondiale.

L'Amérique latine et les Caraïbes en quête d'unité

AU COURS des dix dernières années, l'Amérique latine est devenue l'une des régions du monde les plus prometteuses. Son dynamisme émane notamment du Venezuela, où l'on a élu un président de gauche se consacrant à faire profiter la population des abondantes ressources naturelles du pays plutôt qu'à les laisser à une minorité de privilégiés plus ou moins apatrides, ainsi qu'à promouvoir l'intégration régionale indispensable à l'indépendance, à la démocratie et à un développement digne de ce nom. Les initiatives du Venezuela ont eu d'importantes retombées dans tout le sous-continent : c'est ce qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de « marée rose ». Cette dernière déferle au sein même des pays, comme en fait foi l'élection récente de Fernando Lugo au Paraguay, et à l'échelle régionale, où des institutions communes sont en voie de formation. Parmi celles-ci se trouvent la Banco del Sur (Banque du Sud), projet avalisé en 2007 par Joseph Stiglitz, récipiendaire du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, ainsi que l'Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique (ALBA), qui marquera l'aube d'une nouvelle ère si les espoirs qu'elle suscite se concrétisent.

On qualifie souvent l'ALBA de solution de rechange au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) soutenu par les États-Unis, mais le terme est trompeur. Il faut la considérer comme un projet indépendant, non comme une solution de rechange. De surcroît, les traités qu'il est convenu d'appeler « accords de libre-échange » ont peu à voir avec le libre-échange, voire avec toute définition rationnelle du commerce, et ne constituent certainement pas des accords, du moins pas entre des peuples. Il serait plus juste de les définir en tant que « dispositions relatives aux droits des investisseurs », conçues par les multinationales, les banques et les puissants États qui veillent aux intérêts

de ces dernières, et adoptées en bonne partie dans le secret, à l'abri de la surveillance et de la participation des citoyens, et souvent sans opposition.

Une autre organisation régionale prend forme : l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). S'inspirant de l'Union européenne, ce bloc souhaite instituer un parlement sud-américain à Cochabamba, en Bolivie, lieu tout désigné pour un tel projet. Avant la « guerre de l'eau » de 2000, cette ville était peu connue à l'échelle internationale. Les événements survenus cette année-là en ont cependant fait une source d'inspiration pour les citoyens qui, partout dans le monde, se soucient de liberté, de justice et des droits fondamentaux de la personne. Marquée par le courage, couronnée de succès, cette lutte contre la privatisation de l'eau a déclenché un élan de solidarité internationale. Elle a fourni une belle démonstration de ce qui peut être accompli grâce à l'engagement militant.

Cet épisode a connu des lendemains encore plus impressionnants. La Bolivie a montré le chemin pouvant mener à une authentique démocratisation des Amériques : initiatives populaires à grande échelle, participation massive et structurée de la majorité de la population à la constitution d'un gouvernement et à la définition de ses politiques relatives aux importants enjeux qui la préoccupent ... Voilà un idéal dont on s'est rarement approché ailleurs, surtout pas chez le colosse du Nord, quoi qu'en disent les gardiens du dogme avec leur rhétorique enflammée.

Une dynamique semblable prévalait 15 ans plus tôt en Haïti, seul pays des Amériques dont la pauvreté surpasse celle de la Bolivie, et à l'instar de cette dernière, source d'une bonne part de la richesse occidentale. En 1990 ont eu lieu les premières élections libres de l'histoire d'Haïti, ce qui, comme nous l'avons vu dans le [chapitre 1](#), a constitué une stupéfiante victoire pour la démocratie, vite réduite à néant avec l'aide des États-Unis. Washington a finalement permis au président élu de reprendre son poste, mais à la seule condition qu'il accepte d'appliquer l'austère programme néolibéral qui allait assurément ruiner ce qui restait de l'économie, ce qui a effectivement eu lieu. Finalement, en 2004, les puissances impériales responsables de la destruction d'Haïti, la France et les États-Unis, se sont unies pour démettre une fois de plus le président élu, instituant un nouveau règne de terreur. La population ne baisse cependant pas les bras, poursuivant sa lutte malgré l'extrême adversité. Il s'agit là d'un scénario bien connu en Amérique latine, en particulier en Bolivie, où a lieu le plus intense affrontement de l'heure entre la démocratie populaire et les élites traditionnelles, soutenues par Washington.

À la fin des années 1940, les stratèges américains considéraient la Bolivie et le Guatemala comme les pires menaces à l'hégémonie de Washington sur les Amériques. Les États-Unis ont fini par renverser des gouvernements populaires dans ces deux pays, mais ils ne s'y sont pas pris de la même façon.

Au Guatemala, ils ont eu recours à la technique habituelle, la violence,

instituant l'une des dictatures les plus cruelles et impitoyables du monde. Dans les années 1980, époque des guerres terroristes de Reagan, le régime poussera son comportement criminel jusqu'à commettre, dans les hauts plateaux, ce que de nombreux observateurs qualifieront de génocide.

Tandis qu'au Guatemala l'administration Eisenhower écartait la menace de la démocratie et de l'autonomie par la violence, en Bolivie, elle est arrivée à peu près aux mêmes résultats en misant sur la dépendance économique du pays à l'égard des États-Unis, surtout en ce qui concerne le traitement des exportations d'étain. Stephen Zunes, éminent spécialiste de ces questions, rappelle que, au début des années 1950, « à un moment critique de sa marche vers une plus grande autosuffisance, la Bolivie s'est vue forcée par le gouvernement américain d'affecter ses maigres capitaux non pas à son propre développement, mais plutôt à l'indemnisation des anciens propriétaires de mines et au paiement de sa dette extérieure^[1] ».

Les politiques économiques imposées à la Bolivie à cette époque préfiguraient les programmes d'ajustement structurel que tout le continent allait subir 30 ans plus tard, sous les conditions du très néolibéral « consensus de Washington », dont les effets se sont généralement avérés néfastes partout où il a fait peser ses contraintes. Le fondamentalisme néolibéral commence maintenant à inclure parmi ses victimes les pays riches, où la libéralisation financière a provoqué la pire crise depuis celle des années 1930, crise ayant mené à une intervention massive de l'État dans un effort désespéré pour renflouer des institutions financières en plein effondrement.

Notons que de tels sauvetages par l'État sont courants dans le monde capitaliste contemporain, bien qu'ils atteignent aujourd'hui des proportions inouïes. Selon une étude effectuée au milieu des années 1990 par deux économistes, au moins 20 sociétés figurant au classement Fortune 100 n'auraient jamais pu survivre sans l'aide de leurs gouvernements respectifs. Parmi les autres, nombreuses sont celles qui ont retiré des avantages substantiels de la « socialisation de leurs pertes » par l'État. Ces interventions, concluent les chercheurs après une analyse détaillée, « ont constitué la règle plutôt que l'exception pendant les deux derniers siècles ». Et on ne parle même pas ici de la cruciale socialisation des coûts et des risques de la recherche-développement ni de la privatisation subséquente des profits, en particulier pendant la période ayant suivi la Seconde Guerre mondiale^[2].

Il importe aussi de relever la similitude frappante entre les programmes d'ajustement structurel imposés aux démunis par le Fonds monétaire international (FMI) et le gigantesque sauvetage financier qui a fait la une des journaux du Nord en 2008-2009. La directrice générale du FMI aux États-Unis, s'inspirant de la mafia, qualifie son institution d'« exécuter du monde du crédit^[3] ». En vertu des règles de l'économie mondiale, dominée par le Nord, des investisseurs accordent des prêts à des dictatures du tiers-monde,

mais, comme le niveau de risque est très élevé, les profits sont à l'avenant. Imaginons un débiteur en défaut de paiement. Dans une économie authentiquement capitaliste, le créancier essuierait une perte. Le capitalisme réellement existant fonctionne cependant tout autrement. Si l'emprunteur n'est pas en mesure de rembourser sa dette, le FMI entre en scène pour assurer la protection des prêteurs et investisseurs. La dette est alors transférée à la population pauvre du pays débiteur, population qui n'a pourtant jamais contracté cet emprunt et qui n'en a pas tiré grand-chose si elle en a le moins profité. Cette procédure porte le nom d'« ajustement structurel ». Les contribuables des pays riches, qui eux aussi n'ont tiré aucun bénéfice de ces prêts, soutiennent quant à eux le FMI par leurs impôts. Ces principes ne découlent d'aucune théorie économique ; ils reflètent simplement la répartition du pouvoir.

Les concepteurs de l'économie mondiale exigent des pauvres une soumission inconditionnelle à la discipline du marché, mais s'assurent d'être eux-mêmes protégés contre ses ravages. Cette formule très avantageuse remonte aux origines du capitalisme industriel et a très largement contribué à la division du monde entre pays riches et pays pauvres, entre Nord et Sud.

Cet extraordinaire système non marchand, imaginé par de soi-disant passionnés du marché, a été récemment implanté aux États-Unis pour remédier à la crise financière. Les inefficiences du marché sont généralement bien connues. Parmi celles-ci se trouve le fait qu'une transaction ne prend jamais en compte les effets qu'elle peut avoir sur tout ce qui n'y prend pas part. Il s'agit des externalités, qui peuvent être considérables, en particulier dans le cas des institutions financières. Ces dernières ont pour tâche de prendre des risques ; leur saine gestion implique de s'assurer de couvrir leurs pertes potentielles. *Leurs* pertes. Selon les règles du capitalisme, elles ne sont pas tenues de prendre en considération les coûts occasionnés à autrui. Ne pas intégrer le risque systémique aux décisions revient à sous-évaluer l'ensemble des risques. Cela provoque naturellement des crises à répétition. Cette inefficience du marché n'est un secret pour personne. En 2000, au paroxysme de l'euphorie sur l'efficacité du marché, les économistes de renom John Eatwell et Lance Taylor ont publié un ouvrage important dans lequel ils exposaient les conséquences des inefficiences du marché et proposaient des moyens pour les surmonter. Au même moment, l'économiste David Felix signalait que « les crises financières de plus en plus fréquentes [en période de libéralisation financière] pourraient déboucher sur une situation impossible à maîtriser^[4] ». Tous sont restés sourds à ces voix à l'époque où la frénésie de la déréglementation s'était emparée de l'administration Clinton, sous la direction de ceux-là mêmes que le président Obama vient d'appeler à la rescousse pour tenter d'étouffer un feu qu'ils ont pourtant contribué à allumer.

Après que la catastrophe annoncée se fut produite, un « consensus

émergent » s'est dégagé parmi les économistes « sur la nécessité d'une supervision prudentielle » des marchés financiers, en « se préoccupant de la stabilité du système financier considéré dans sa globalité plutôt que de celle de ses parties prises isolément ». Deux éminents représentants de cette profession ont ajouté que « de plus en plus de gens admettent que notre système financier est enfermé dans un cercle vicieux. Dès qu'il s'effondre, ses acteurs comptent sur le laxisme des politiques monétaires et fiscales pour sa remise à flot. On transmet ainsi au secteur financier le message suivant : "Prenez les risques qui vous permettront d'être grassement rémunérés, et ne vous préoccupez pas des coûts, car ces derniers seront assumés par les contribuables" » sous forme de sauvetages et de pertes d'emplois. On assiste « dès lors à la résurrection » du système financier, « qui peut reprendre ses activités de spéculation pour ensuite s'effondrer de nouveau ». Selon les mots d'un haut responsable de la Banque d'Angleterre affecté à la stabilité financière, il s'agit d'un « cercle vicieux^[5] ».

« Mieux vaut tard que jamais », pourrait-on dire, mais les chances que soit adoptée une véritable réglementation du secteur financier sont minces, compte tenu de l'emprise de celui-ci sur le gouvernement. Je reviendrai plus loin sur ce sujet.

Dès qu'une crise frappe le Sud, les maîtres de l'économie mondiale se tournent vers le FMI. Même si la population n'a jamais eu son mot à dire sur les choix risqués qui ont mené à une telle situation, elle doit en assumer les coûts : on enjoint aux pays pauvres de hausser les taux d'intérêt, de ralentir l'économie, de rembourser leurs dettes (aux riches), de procéder à des privatisations (qui permettent aux entreprises du Nord de s'approprier leurs actifs) et d'endurer leurs souffrances. Les pays riches, eux, sont invités à faire pratiquement le contraire : ils doivent abaisser les taux d'intérêt, stimuler l'économie, cesser de se préoccuper de leurs dettes, favoriser la consommation et faire en sorte que l'État effectue des prises de contrôle (et non des « nationalisations », car ces acquisitions sont des mesures temporaires au terme desquelles les entreprises sont remises à leurs propriétaires, cette fois en bon état). La population n'a pas plus voix au chapitre que les pauvres paysans du Sud assujettis aux impitoyables programmes d'ajustement structurel.

D'autres savent néanmoins se faire entendre. La « théorie de l'investissement politique » du politologue Thomas Ferguson, que j'ai évoquée dans le chapitre 1, donne un bon aperçu de leurs méthodes. Cette théorie, qui permet de comprendre les élections comme des occasions pour des groupes d'investisseurs de se coaliser afin de devenir maîtres de l'État, a souvent rendu possibles de justes prévisions à long terme. En ce qui concerne les suites de la campagne présidentielle américaine de 2008, on peut s'attendre à ce que les intérêts des institutions financières, principaux bailleurs

de fonds (qui ont préféré Obama à McCain), soient ceux dont on se sera « le plus particulièrement occupé », comme l'écrivait Adam Smith. C'est ce que confirment les faits.

Le monde connaît actuellement bon nombre de crises graves, comme la crise alimentaire, dont j'ai parlé dans le chapitre 1, et la crise écologique, qui n'épargnera personne. Pourtant, dans l'Occident de 2008-2009, la formule « la crise » désigne sans ambiguïté la crise financière, qui a pour origines les inefficiences du marché, les dogmes néolibéraux sur les prétendus avantages de la libéralisation financière, des « marchés efficients » et des « anticipations rationnelles^[6] », la déréglementation et les produits dérivés exotiques, qui ont permis à une minorité d'investisseurs d'engranger des profits auxquels nul avare n'oserait rêver. Les événements se sont précipités du fait d'une bulle immobilière de 8000 milliards de dollars que les autorités de réglementation et les économistes, assez curieusement, n'avaient pas vue venir, et qui laissait pourtant présager la catastrophe majeure que d'autres, dont l'économiste Dean Baker, n'avaient jamais cessé d'annoncer.

De pernicieuses mesures incitatives mises en œuvre par les stratégies de l'État font grimper les coûts de la sous-évaluation des risques. La plus importante d'entre elles est la police d'assurance gouvernementale désignée sous le vocable de « *too big to fail* », expression qu'on pourrait traduire par « trop important pour qu'on le laisse tomber ». En 2007, à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière, Alan Greenspan, qui avait présidé la Réserve fédérale des États-Unis jusqu'à l'année précédente, a fait l'objet de critiques parce qu'il avait omis de donner suite à la mise en garde contre l'« exubérance irrationnelle » qu'il avait prononcée à la fin des années 1990, alors que la bulle technologique atteignait son apogée. Cette critique visait cependant la mauvaise cible, car l'exubérance en question était plutôt *rationnelle* : en vertu des principes opératoires du capitalisme d'État, c'est le contribuable qui doit financer les sauvetages. Cette doctrine a été appliquée avec minutie par Obama et ses conseillers. Ces derniers sont d'ailleurs issus des rangs des grands responsables de la crise ; aucun des économistes qui avaient tiré la sonnette d'alarme, dont certains sont pourtant lauréats de prix prestigieux, ne fait partie de cette administration. Tout semble avoir très bien fonctionné : les grandes institutions financières, principales responsables de la crise, se sont comportées en bandits, enregistrant des profits inouïs, versant des primes substantielles aux coupables et bénéficiant d'indemnités encore plus généreuses de l'État, qui, de ce fait, les a encouragées à planter le décor de la prochaine crise, qui sera pire. Ces faits sont reconnus, mais il n'est pas très utile de critiquer les gestionnaires qui respectent les règles. Ces dernières relèvent de décisions institutionnelles. Le cadre qui refuse de les appliquer sera vite remplacé par quelque un de moins scrupuleux.

Quant à ceux qui sont trop petits pour entrer en ligne de compte, qu'ils

pâtissent! En fait partie la population en général : depuis 30 ans, les salaires réels stagnent et les prestations sociales diminuent; le chômage est aujourd'hui très élevé, et les saisies hypothécaires sont de plus en plus courantes. Les banques qui offrent leurs services au grand public sont aussi touchées : pendant qu'elles font faillite, celles qui se sont lancées dans des investissements à risque et engrangé des profits colossaux s'en tirent, grâce à un État-providence sur lequel elles ont la haute main.

On pourrait, en théorie, venir à bout des inefficiences du marché et des pernicieuses mesures incitatives à l'aide d'une réglementation efficace. Toutefois, la concentration bien établie de la richesse et du pouvoir entre les mains de tyrannies privées rend son adoption peu probable. Vers la fin de 2009, le Congrès des États-Unis aurait pu accoucher d'une réglementation digne de ce nom, le sénateur Christopher Dodd, président du comité sénatorial sur les banques, ayant formulé une proposition en ce sens. En décembre, cédant aux pressions de Wall Street, il a cependant laissé tomber sa proposition. Cette dernière recommandait notamment la mise sur pied d'une agence de protection financière du consommateur, qui aurait eu pour mandat de « prendre des mesures énergiques contre la pratique abusive du prêt à risque, qui a contribué à la crise financière de l'an dernier », a écrit Michael Kranish dans un des rares reportages sur le sujet. « Les banques et les autres institutions financières ont lutté ferme pour tuer dans l'œuf la proposition », ajoutait-il, et elles ont réussi. L'article citait Elizabeth Warren, professeure de droit à Harvard à l'origine de cette idée d'agence : « Quand la poussière sera retombée, les livres d'histoire devront se demander si le Congrès était vraiment en mesure de créer une agence de protection du consommateur indépendante et outillée pour mettre un terme aux pratiques abusives et prévenir les crises futures. » Dans cette démocratie dirigée par le monde des affaires, on ne peut répondre à cette question que par la négative^[7].

Plus globalement, observe Kranish, « malgré le fait qu'on leur attribue la responsabilité d'une bonne part des maux affligeant le pays, les cadres des banques et des industries du pétrole, du charbon et de la santé ont rebondi avec succès devant le Congrès, paralysant ou diluant les projets de réglementation figurant au programme de politique intérieure d'Obama » grâce à une campagne de lobbying d'un milliard de dollars. Ce recul de la menace d'une réglementation de la sphère financière a coïncidé avec la « grande victoire » remportée par l'industrie de l'assurance, « quand les hauts responsables du Parti démocrate ont rejeté l'option d'une assurance publique » dans le projet de réforme du système de santé, faisant fi du soutien à cette mesure manifesté par une vaste majorité de la population^[8].

Dans un sens plus restreint, la crise financière sera probablement désamorcée d'une manière ou d'une autre, mais les institutions qui l'ont provoquée resteront en place pour l'essentiel. De nombreux indices

permettent de le croire. En juin 2009, le département du Trésor a autorisé le remboursement par les banques des prêts qu'il leur avait consentis dans le cadre du plan Paulson (fonds de sauvetage du système bancaire [tarp]). De ce fait (et de nombreux observateurs l'ont immédiatement signalé), il a limité leur capacité à octroyer des prêts tout en les laissant enrichir la poignée de personnes qui comptent pour elles. Deux employés de la Bank of New York Mellon ont bien résumé l'ambiance qui régnait à Wall Street : « Nous prévoyons que nos vies – et nos salaires – vont s'améliorer même si l'économie en général ne le fait pas^[9]. »

Les institutions financières n'ont pas manqué de pavoiser devant l'échec du projet de réforme. La presse d'affaires prévoit que « le résultat le plus probable » du gigantesque sauvetage du secteur par l'État se résumera à « une série de réformes valables, mais timides, qui maintiendront la vulnérabilité du système financier mondial – et des contribuables – à une autre crise ruineuse, qui surviendra dans quelques années ». Au bout du compte, ce sont les plus puissants qui s'en tireront le mieux. « La crise pourrait prendre une tournure très avantageuse pour les goliaths du secteur financier américain », a rapporté la presse : « Un ensemble de fusions arrangées par le gouvernement fédéral a permis à des banques en difficulté de se poser en toute sécurité sur le pont de sociétés plus stables. Les survivants ont ainsi pu sortir de la tourmente avec une meilleure position sur le marché, une plus grande maîtrise du crédit à la consommation et une rentabilité supérieure », sans parler d'occasions encore plus remarquables de prendre des risques et d'engranger des profits sans se préoccuper des conséquences d'un éventuel échec, grâce à la police d'assurance du gouvernement.

Dans le *Financial Times*, Martin Wolf, commentateur financier on ne peut plus respecté, a écrit que le système financier n'a évité de « sombrer dans l'abîme » que grâce au détournement massif des contribuables, dont l'argent a permis le remboursement des créanciers des institutions financières, décision « plutôt insoutenable », mais « aussi correcte » compte tenu des autres options. Il faut retenir de cet épisode que, « en situation de crise, toute institution d'importance systémique doit être sauvée », bien que soit « indéfendable le dogme selon lequel toutes les institutions d'importance systémique sont trop importantes et trop étroitement liées les unes aux autres pour qu'on les laisse tomber lors d'une crise ». Voilà une condamnation sans appel de la libéralisation financière. Cette apparente contradiction, croit-il, pourrait être surmontée par le « resserrement préventif » que propose William White, ex-économiste en chef de la Banque des règlements internationaux : il s'agit d'un ensemble de mesures visant à contraindre les institutions financières à contrôler d'avance leur recherche du profit. Sous un régime socioéconomique où le moindre règlement est aisément battu en brèche, une telle proposition, dont l'adoption serait nécessaire, a à peu près autant de chances d'être votée

que des mesures environnementales musclées^[10].

Les raisons sont similaires. À l'instar des autres membres bien informés de l'élite, les dirigeants d'entreprise sont bien conscients de l'imminence d'une catastrophe écologique si rien de sérieux n'est fait pour l'empêcher. Cela ne les empêche pas de s'activer à la susciter. Ils font tout pour convaincre la population de refuser d'admettre ce qu'ils savent pourtant réel et lourd de menaces. Les sondages démontrent que leur vaste campagne de propagande porte ses fruits : le degré de préoccupation des Américains envers les changements climatiques a nettement diminué, à un point tel que, à la fin de 2009, à peine un tiers d'entre eux admettaient l'origine anthropique du phénomène^[11]. On explique généralement cette indifférence des gestionnaires envers le sort de leurs petits-enfants, voire envers leurs propres possessions, par la prépondérance de la recherche du profit à court terme sur les objectifs à long terme. Ce n'est pas faux : comme nous l'avons vu précédemment, les institutions, dans leurs fondements mêmes, exigent pratiquement que tous se conforment à ce principe. Il s'agit cependant d'une analyse incomplète. De telles décisions résultent encore une fois des inefficiences fondamentales du marché : à l'occasion d'une transaction, la pression est forte de ne pas tenir compte de ses impacts sur autrui, du moins si l'on veut rester dans le jeu. Dans le cas qui nous occupe, les externalités se trouvent à être le sort de l'espèce, mais la logique est la même.

Plus globalement, on peut conclure que les marchés peuvent se montrer plus ou moins efficaces pendant un certain temps, mais que, si on ne les soumet pas à des contraintes sévères, ils aboutissent presque invariablement à la catastrophe. L'imposition de contraintes est toutefois peu probable, car, la plupart du temps, les grands médias se font la voix d'un monde des affaires qui a le gouvernement dans sa poche, et la population en général se trouve marginalisée d'une manière ou d'une autre, donc susceptible de se faire manipuler.

Les succès enregistrés en 2009 par l'industrie de la santé dans son opposition à une réforme significative du système de santé américain, notoirement inefficace et coûteux (sujet sur lequel je reviendrai plus loin), ne sont pas passés inaperçus. Après avoir effectué un coûteux lobbying contre des projets de loi visant à limiter le recours aux combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet de serre, les sociétés énergivores se sont empressées d'adopter le modèle de l'industrie de l'assurance. Elles ont organisé des rassemblements populaires auxquels leurs employés, qu'elles transportaient en autobus, devaient prendre part. Ces manifestations étaient présentées comme le fait de « mouvements de citoyens » protestant contre l'intention du gouvernement de mettre un frein à l'utilisation incontrôlée du pétrole, principe « qui nous tient à cœur [et duquel dépend] notre avenir », selon les termes du présentateur de rodéo embauché pour exprimer la volonté de la

population – une population pourtant favorable aux mesures auxquelles l'industrie s'oppose, mais il ne s'agit là que d'un menu détail. Les grands lobbys d'affaires (l'Association nationale des manufacturiers, l'Institut américain du pétrole et la Chambre de commerce des États-Unis) ont investi de fortes sommes dans une campagne publicitaire assortie de rassemblements dont l'objectif était de gagner à leur cause des sénateurs clés, en particulier des « démocrates modérés », les républicains leur étant acquis d'avance. Ces efforts n'auront pas simplement pour résultat de casser la tirelire de l'État : ils pourraient mener à une catastrophe écologique. Les profits du prochain trimestre (qui permettent le versement de primes colossales aux chefs de la direction) ont toutefois préséance sur ces inconvenantes réflexions ; c'est dans leur fondement même que les institutions imposent de tels objectifs... à moins qu'une population éveillée n'intervienne.

La société Bonner & Associates, l'une des agences de relations publiques chargées de faire progresser la cause, a reconnu que les lettres qu'elle envoyait, « émanant prétendument de l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP) et d'organisation hispaniques », étaient en fait des faux. On lui a vite pardonné cette « erreur ». Le traitement subi par l'Association des organismes communautaires pour une réforme immédiate (ACORN) offre un contraste saisissant. Ce regroupement, qui militait pour l'amélioration du sort des démunis et autres opprimés, a été pratiquement anéanti lorsque quelques-uns de ses employés, mal payés, ont été impliqués dans une fraude orchestrée par une organisation de droite. Bien entendu, les grands bandits du monde des affaires, tels ceux qui empochent des milliards de dollars dans le cadre de la « reconstruction de l'Irak », sont dispensés de tout contrôle^[12].

Non moins impressionnante a été l'attaque des institutions financières contre la réglementation des pratiques qui ont provoqué le quasi-effondrement de l'économie mondiale en 2007-2008. Ces établissements sont en meilleure position que jamais pour profiter du prochain épisode d'« exubérance rationnelle », les dix plus grandes banques du monde, toutes « considérées comme *“too big to fail”* », ayant vu leur part des actifs totaux des 1 500 principales banques passer de 18 % fin 2008 à 26 % un an plus tard. Les moyens qu'elles ont utilisés pour s'assurer que les « démocrates modérés » – c'est-à-dire « les démocrates favorables au milieu des affaires » entretenant « des liens étroits avec Wall Street » – se joignent aux républicains afin d'empêcher l'adoption de toute réglementation contraignante, sur ordre des grands lobbys d'affaires, ont été clairement formulés à la une du *Business Week*, qui titrait « Dans la poche de Wall Street. La face cachée de la réglementation du secteur financier et de ses vrais décideurs^[13] » ; ces derniers n'ont assurément aucun compte à rendre à la population.

Rappelant la « triste vérité » selon laquelle « l'échec constitue la plus

magnifique réussite», Gretchen Morgenson, qui couvre l'économie pour le *New York Times*, constate que, « même si des politiques de prêt désastreuses ont pratiquement ruiné l'économie du pays, étonnamment peu de changements ont été apportés au mode de fonctionnement et à l'encadrement de la sphère financière. Une poignée de maisons de courtage vénérables ont certes cessé d'exister, mais les mêmes joueurs sont pour une bonne part toujours en place, occupant les mêmes postes de pouvoir ». Il en va de même des organismes de réglementation, dont « les cadres supérieurs, restés les bras croisés pendant toutes ces années où les institutions financières construisaient leurs châteaux de cartes, obtiennent de l'avancement ou manœuvrent en vue d'obtenir de plus importantes responsabilités. Par exemple, le conseil d'administration de la Réserve fédérale souhaite devenir l'autorité supérieure de réglementation du système financier, même si ses hauts responsables n'ont jamais réagi aux funestes décisions des banques, qui prêtaient sans compter tout en s'endettant au maximum^[14] ».

Le président du prestigieux cabinet d'avocats Sullivan & Cromwell avait fort probablement raison lorsqu'il a prédit que « Wall Street, après avoir profité des milliards de dollars des contribuables, sortira de la crise financière à peu près identique à ce qu'elle était avant l'effondrement des marchés^[15] ».

Voilà qui ne surprendra que les naïfs.

De nos jours, un des principes de base du capitalisme d'État veut que les coûts et les risques soient socialisés au maximum et que les profits, eux, soient privatisés. Ce postulat s'applique bien au-delà des seules institutions financières, qui retiennent l'attention depuis l'effondrement de 2007-2008 : il en va de même pour l'ensemble des secteurs de pointe de l'économie, qui, comme nous l'avons vu précédemment, comptent exclusivement sur l'État pour l'innovation, la recherche-développement, les contrats d'approvisionnement en l'absence de marché, les plans de sauvetage et une foule d'autres avantages. De surcroît, la libéralisation financière n'a pas d'incidence que sur l'économie : on sait depuis longtemps qu'elle constitue une arme puissante contre la démocratie, pour les raisons que j'ai exposées dans le chapitre 3.

Au moins, d'autres pays montrent des signes encourageants. L'Allemagne et l'Espagne sont bien en avance en ce qui a trait à l'utilisation et au développement de l'énergie solaire, tandis que la Chine, même si elle demeure un pays pauvre aux prises avec de graves problèmes internes, consacre de substantielles ressources à une « révolution verte » et pourrait bientôt surpasser les deux autres. Elle assure déjà les deux tiers de la production mondiale de cellules solaires, compte parmi les premiers producteurs mondiaux d'automobiles électriques, est à l'avant-garde en matière de centrales thermiques au charbon épuré et est à la veille de dépasser les États-Unis comme plus important marché pour les éoliennes. Selon Martin

Wolf, la Chine constitue un modèle de succès pour les institutions financières : « La Chine sort grande gagnante de la crise financière et économique » grâce à sa gestion efficace et – il ne s’agit pas d’une coïncidence – à son rejet de la libéralisation financière propre au néolibéralisme^[16].

Les premières victimes de la terreur militaire et de l’étranglement économique sont les pauvres et les sans-voix, au sein des pays riches eux-mêmes et de manière nettement plus impitoyable, dans le Sud. On constate cependant des signes notables de changement. En Amérique du Sud et ailleurs ont lieu des initiatives prometteuses visant la mise en œuvre de réformes structurelles et institutionnelles, cruellement nécessaires. Ce travail de promotion de la démocratie, de la justice sociale et des droits culturels fait face à l’opposition acharnée des élites traditionnelles, tant au sein des pays qu’à l’échelle internationale.

Pour la première fois en 500 ans, l’Amérique du Sud commence à prendre en main sa propre destinée. Des tentatives en ce sens avaient bien eu lieu par le passé, mais avaient toutes été réprimées par la force, extérieure en l’occurrence, en des occasions trop nombreuses et trop bien documentées pour qu’il vaille la peine de les énumérer ici. La période actuelle s’inscrit en nette rupture avec un passé entaché de honte, qui a trop duré. Le sommet de l’Union des nations sud-américaines (UNASUR) sur la crise, qui s’est tenu à Santiago en septembre 2008, a illustré toute la portée symbolique de cette tendance. À cette occasion, les présidents sud-américains ont manifesté avec fermeté leur soutien au gouvernement élu d’Evo Morales, pris à partie par les élites traditionnelles, européanisées, qui s’opposent âprement à l’instauration de la démocratie et de la justice sociale en Bolivie et qui, par habitude, savent apprécier le renfort des États-Unis. Ils ont donc déclaré « leur appui ferme et entier au gouvernement constitutionnel du président Evo Morales, dont le mandat a été ratifié par la vaste majorité des électeurs », faisant écho à son écrasante victoire au référendum qui venait d’avoir lieu. En remerciant les membres de l’UNASUR, Morales a souligné que, « pour une première fois dans l’histoire de l’Amérique du Sud, les pays de la région déterminent eux-mêmes la manière de résoudre leurs problèmes, sans les États-Unis^[17] ».

Voilà qui n’est pas peu dire.

La portée du soutien à la démocratie bolivienne par l’UNASUR a été mise en évidence par le fait que les grands médias des États-Unis l’ont à peine évoqué, voire pas du tout, bien qu’il fût indéniable que leurs correspondants et rédacteurs en chef étaient parfaitement au courant. Toute l’information était d’ailleurs disponible sur les fils de presse.

Il n’y a là rien de bien surprenant. Pour ne citer qu’un exemple, il semble que l’importante déclaration de Cochabamba des dirigeants sud-américains appelant à l’intégration du sous-continent sur le modèle européen, en 2006, n’ait pas été couverte par les médias des États-Unis^[18]. On pourrait rapporter

de nombreux autres cas illustrant cette crainte qu'ont la classe politique et les centres économiques américains de voir les Amériques leur filer entre les doigts.

L'évolution que connaît actuellement l'Amérique du Sud revêt une importance historique pour ses peuples. Washington comprend bien que cette dynamique menace non seulement sa domination des Amériques, mais aussi son hégémonie mondiale. Le contrôle de l'Amérique latine compte parmi les objectifs les plus anciens de la politique extérieure des États-Unis, remontant à l'aube de la république, dont j'ai présenté les vastes ambitions dans le **chapitre 1**. Bien que les aspirations les plus radicales, comme celles de Jefferson, ne se soient jamais concrétisées, le contrôle de l'Amérique latine n'en est pas moins demeuré un objectif politique central, en partie pour l'accès à ses ressources et à ses marchés, mais aussi pour des motifs idéologiques et géostratégiques plus larges.

Comme nous l'avons vu, l'administration Nixon considérait la mainmise sur l'Amérique latine comme une condition nécessaire à ce que les États-Unis « imposent leurs vues ailleurs dans le monde », et s'est consacrée à contrer la social-démocratie chilienne, dont le bon fonctionnement aurait pu en faire un modèle pour d'autres nations. Henry Kissinger, éminence grise de Nixon, s'inquiétait de l'impact potentiel du Chili d'Allende sur des régions aussi éloignées que l'Europe du Sud, non parce que des hordes de Chiliens risquaient de marcher sur Madrid ou Rome, mais bien parce que ses succès auraient pu inciter les mouvements populaires à atteindre leurs objectifs au moyen de la démocratie parlementaire, idéal pourtant défendu en tant que valeur abstraite dans le Nord, non sans d'importantes réserves. Nixon lui-même disait :

Dans le cas du Chili, ce qui nous préoccupe le plus est la perspective qu'[Allende], consolidant son pouvoir, projette dans le reste du monde l'image de sa réussite [...]. Si nous laissons les dirigeants potentiels d'Amérique du Sud croire qu'ils peuvent agir comme on le fait au Chili et jouer sur tous les tableaux, nous ne serons pas au bout de nos peines. [...] Il ne faut surtout pas laisser croire aux Latino-Américains qu'ils peuvent s'en tirer sans conséquence, qu'il s'agit d'un choix politique sûr. Partout dans le monde, il est trop bien vu de nous traîner dans la boue.

Même les recherches s'inscrivant dans le courant dominant reconnaissent que Washington ne promeut la démocratie que si cette dernière sert ses intérêts stratégiques et économiques. Ce principe a été appliqué sans relâche par toutes les administrations, et ce, jusqu'à nos jours^[19].

Cette constante préoccupation constitue la forme rationnelle de la « théorie des dominos », qu'on désigne souvent, de manière plus précise, sous le nom de « menace d'un bon exemple ». Ainsi, le moindre écart de conduite est considéré comme une menace vitale appelant une riposte sans merci : paysans de localités reculées du Laos qui s'organisent, coopératives de pêcheurs à Grenade, et ainsi de suite, partout dans le monde. Dans les termes

des stratégies de haut niveau, l'essentiel est de prévenir toute « contagion » par le « virus » du développement autonome, de faire en sorte qu'aucune « pomme pourrie » ne « gâte le panier ».

Pendant toute la période d'après-guerre, ce sont de telles inquiétudes qui ont motivé les interventions militaires, opérations terroristes et guerres économiques menées par les États-Unis en Amérique latine et dans le reste du monde. Elles ont constitué le thème récurrent de la guerre froide. Le conflit entre superpuissances leur a régulièrement fourni les prétextes, pour la plupart fallacieux, dont ils avaient besoin, tout comme leur partenaire minoritaire dans cette entreprise de maîtrise du monde invoquait la menace de l'Ouest pour justifier l'écrasement de soulèvements populaires dans ses domaines, moins vastes, d'Europe de l'Est.

Mais les temps changent. L'Amérique latine franchit actuellement des pas importants vers son intégration, qui prend plusieurs dimensions. L'une d'elles est régionale : comme je l'expliquais au début de ce chapitre, il s'agit pour les pays du sous-continent de resserrer leurs liens entre eux. La marée commence tout juste à toucher les côtes d'Amérique centrale, à tel point dévastée par le terrorisme reaganien qu'elle était restée plutôt en marge depuis ce temps, mais où les choses se sont récemment mises à bouger, suscitant des réactions familières. Le Honduras, « république de bananes » typique et base importante pour les guerres terroristes menées par Washington dans les années 1980, a récemment été le théâtre d'événements fort significatifs. À l'époque où il était ambassadeur des États-Unis au Honduras, John Negroponte comptait parmi les principaux commandants terroristes ; personne ne se surprendra donc de sa nomination, sous Bush fils, comme directeur du renseignement national, qui chapeaute les opérations contre-terroristes, un choix qui se passe de commentaires. Dans un geste inattendu, le président Manuel Zelaya a non seulement haussé le salaire minimum et mis en œuvre d'autres réformes, mais a aussi déclaré que l'aide américaine « ne fait pas de nous des vassaux » ni ne donne à Washington le droit d'humilier la nation, et a entrepris d'améliorer ses relations avec le Venezuela, se joignant à l'alliance Petrocaribe, qui permet à ses membres d'acheter à bas prix du pétrole vénézuélien, ainsi qu'à l'ALBA^[20].

La réaction de l'élite ne s'est pas fait attendre. En juin 2009, le président a été chassé du pouvoir par un coup d'État, puis exilé au Costa Rica. L'économiste Mark Weisbrot, analyste chevronné des affaires latino-américaines, fait remarquer que la structure sociale à l'œuvre dans ce putsch « est un thème récurrent en Amérique latine », mettant aux prises « un président réformiste soutenu par les syndicats et les organismes sociaux et une élite politique corrompue, mafieuse et se vautrant dans la drogue, qui a pris l'habitude non seulement de désigner elle-même les membres de la Cour suprême et du Congrès, mais aussi de choisir le président^[21] ». J'ai relaté la

suite des événements dans le chapitre 2.

L'intégration régionale qui prend progressivement forme depuis quelques années est une condition essentielle à l'indépendance, car elle complique toute tentative de s'en prendre à chaque pays un à un. C'est pour cette raison que ce processus donne des sueurs froides aux stratèges de Washington et que les médias américains l'ignorent ou le présentent de manière caricaturale.

L'intégration a aussi une dimension mondiale : l'instauration de rapports Sud-Sud et la diversification des marchés et des investissements, comme en fait foi la Chine, qui joue un rôle de plus en plus important dans les affaires des Amériques. Une telle évolution porte aussi atteinte à la capacité de Washington de contrôler ce que le secrétaire à la Guerre Henry Stimson nommait « notre petite région près d'ici » à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en appelant au démantèlement des blocs régionaux, sauf celui des États-Unis, qu'il fallait renforcer.

La troisième dimension de l'intégration, sans doute la plus indispensable à plusieurs égards, est interne. L'Amérique latine est tristement célèbre pour son extrême concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d'élites privilégiées et dénuées de tout sens des responsabilités en ce qui a trait au bien-être de leurs nations. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, on en apprend beaucoup en comparant l'Amérique latine et l'Asie de l'Est. Toutefois, il va sans dire que le développement à l'asiatique ne peut constituer un modèle pour l'Amérique latine ou pour toute autre région. Surmonter les problèmes liés à la constitution de sociétés authentiquement démocratiques, fondées sur le contrôle populaire des institutions sociales, économiques, politiques et culturelles et au renversement des hiérarchies et des autres structures de domination représente un défi considérable, qui exigera un effort colossal mais indispensable.

Les problèmes que connaissent l'Amérique latine et les Caraïbes trouvant leur source à l'échelle mondiale, ils ne pourront être surmontés sans une solidarité à la fois régionale et planétaire, de concert avec les luttes internes. L'essor des forums sociaux, d'abord en Amérique du Sud, puis ailleurs, est l'un des progrès les plus motivants de ces dernières années. Il est possible que ces développements portent en eux le germe de ce qui constituerait la première véritable Internationale, laissant présager l'avènement d'une authentique mondialisation : une intégration internationale dans l'intérêt des peuples, et non des investisseurs et autres détenteurs du pouvoir. Aux premières loges de cette remarquable évolution, les participants au Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes saisissent une occasion stimulante, s'attaquent à un défi de taille, endossent une responsabilité aux proportions historiques.

Deuxième partie

**L'Amérique du Nord...
et ailleurs**

De « bonnes nouvelles » d'Irak et d'ailleurs

PEU DE TEMPS avant la campagne présidentielle américaine de 2008, on tenait pour acquis que la guerre d'Irak en serait l'enjeu principal, comme ç'avait été le cas lors des élections législatives de mi-mandat de 2006. Cependant, il n'en a pratiquement pas été question, ce qui a suscité une certaine incompréhension. Cela n'avait pourtant rien de surprenant.

La population considérait toujours l'Irak comme une question d'importance, mais la démocratie contemporaine n'a que faire de son avis. Les affaires du monde sont du ressort des « hommes responsables », qui doivent « vivre à l'abri du piétinement et des beuglements d'un troupeau en déroute », la population, constitué d'« observateurs ignorants et indiscrets » ayant une « fonction » de « spectateurs », et non de « participants ». Les spectateurs sont tenus d'éviter de se creuser la tête avec les enjeux. Le *Wall Street Journal* l'a presque confirmé dans un article sur le « super mardi » (le 5 février 2008, journée où avaient lieu de nombreuses primaires) publié à la une et ayant pour titre « Élections 2008 : Les électeurs privilégient la personnalité des candidats plutôt que les enjeux ». Plus précisément, disons que les enjeux s'estompent parce que les candidats, les organisateurs politiques et leurs agences de relations publiques mettent l'accent sur la personnalité des candidats (leurs qualités, etc.). Ils ont d'ailleurs de bonnes raisons de le faire. En s'approchant un peu trop de l'arène politique, le peuple peut devenir dangereux. Ceux qui « participent à l'action » sont assurément conscients du fait que, sur une foule d'enjeux cruciaux, les deux grands partis politiques se situent nettement plus à droite que la population en général et ont toujours défendu à peu près les mêmes positions au fil du temps. Benjamin Page et Marshall Bouton ont abordé le sujet récemment dans une recherche fort pertinente sur la politique étrangère. On peut néanmoins dire la même

chose des questions de politique intérieure. Il est donc nécessaire de détourner l'attention du troupeau^[1].

Les mises en garde dont je viens de faire état sont extraites d'un célèbre « essai progressiste sur la démocratie », rédigé par le plus grand intellectuel américain du XX^{ème} siècle, Walter Lippmann. Elles rendent bien les perceptions et opinions des intellectuels, largement partagées d'un bout à l'autre de l'étroit spectre idéologique de l'élite. Ce qui fait consensus s'exprime cependant davantage par la pratique que par les mots, bien que d'autres que Lippmann l'aient aussi énoncé : le président Woodrow Wilson, par exemple, qui soutenait qu'une élite constituée d'hommes du monde aux « nobles idéaux » doit avoir le pouvoir de perpétuer la « stabilité et la vertu^[2] », ce qui revient pour l'essentiel à l'idée des pères fondateurs. Plus récemment, les hommes du monde se sont mués en « technocrates », en « intellectuels de l'action » sous John F. Kennedy, en néoconservateurs « Straussiens », etc. Quelle que soit l'époque, c'est l'une ou l'autre variante de cette doctrine qui s'impose, non sans accents léninistes.

Pour l'avant-garde chargée de défendre ces nobles idéaux et de régenter la société et le monde, la disparition de l'Irak de l'écran radar n'a rien de bien mystérieux. Le distingué historien Arthur Schlesinger en avait expliqué les tenants et aboutissants de manière convaincante en 1966 dans son essai *The Bitter Heritage*^[3], où il exposait la position des colombes alors que l'invasion américaine du Vietnam du Sud était dans sa quatrième année et que Washington s'apprêtait à ajouter 100 000 soldats aux 175 000 déjà en train de réduire le pays en lambeaux. Pourtant, Schlesinger et d'autres observateurs savaient sans doute que « ce qui a changé la nature de la guerre du Vietnam [...] n'a pas été la décision d'envoyer des troupes terrestres au Vietnam du Sud » en 1965 ni de bombarder le Nord, « mais bien la décision de mener une guerre aérienne illimitée à l'intérieur [le Vietnam du Sud], au prix de sa dévastation totale ». Ces faits ont été ostensiblement rapportés par Bernard Fall, historien militaire de renom, spécialiste de l'Indochine et farouche anticommuniste, qui, très tôt, avait prédit que « le Vietnam en tant qu'entité culturelle et historique [...] est menacé d'extinction [...] [alors que] ses régions rurales meurent littéralement sous les coups de la plus colossale machine militaire jamais déployée dans une zone de cette taille ».

Au moment où Schlesinger écrivait ces lignes, l'invasion qu'avait déclenchée Kennedy faisait face à des difficultés et constituait un lourd fardeau budgétaire pour les États-Unis. Avec d'autres libéraux de l'entourage du défunt président, il a commencé, non sans réticence, à mettre en cause leur propre position belliciste. Parmi eux se trouvait même Robert Kennedy, qui, un an plus tôt, quand Fall avait publié son compte rendu amer de la guerre dans le Sud, avait condamné l'idée d'un retrait en qualifiant ce dernier de « désaveu des engagements pris et réaffirmés par trois administrations

successives » risquant d'« affaiblir sérieusement – et peut-être irrémédiablement – la démocratie en Asie ». En 1966, cependant, Robert Kennedy, Schlesinger et d'autres faucons démocrates ont proposé d'essayer de parvenir à un règlement négocié, qu'il ne fallait surtout pas confondre avec un retrait des troupes, un retrait sans victoire n'ayant jamais été envisagé par John F. Kennedy, contrairement à ce que laissent entendre nombre d'idées reçues^[4].

Tout en reconsidérant sa position antérieure, Schlesinger gardait espoir : bien entendu, écrivait-il, « nous prions tous » pour que les faucons aient raison de croire que l'escalade actuelle puisse « venir à bout de la résistance » ; si tel est le cas, « nous pourrons tous rendre hommage à la sagesse et au sens de l'État du gouvernement des États-Unis » pour sa victoire, qui aura laissé « ce tragique pays éviscéré et dévasté par les bombes, brûlé par le napalm, stérilisé par le défoliant chimique, une terre en ruines, une épave » dont le « tissu politique et institutionnel » aura été pulvérisé ; il est cependant probable que l'escalade n'aboutisse pas et s'avère trop coûteuse pour les États-Unis, d'où l'idée de revoir la stratégie.

L'opinion des citoyens les plus progressistes a été bien illustrée par la section du Massachusetts de l'organisme Americans for Democratic Action (ADA). Vers la fin de 1967, alors que l'opposition à la guerre prenait enfin l'envergure d'un mouvement de masse, la direction de l'ADA a déployé des efforts considérables (et plutôt ridicules) pour empêcher l'adhésion de personnes dont elle craignait l'éventuel appui à une résolution antiguerre proposée par cette section locale indocile (Howard Zinn et moi étions ces terrifiants candidats). Quelques mois plus tard aura lieu l'offensive du Têt, qui incitera le monde des affaires à se retourner contre la guerre à cause des coûts qu'elle imposait aux Américains. Les plus lucides prenaient conscience que Washington avait déjà atteint ses principaux objectifs : d'abord, détruire le « virus » du développement autonome, dont la réussite aurait pu « provoquer une contagion » dans toute la région, pour emprunter la rhétorique de Kissinger, puis vacciner ses victimes potentielles en leur imposant de brutales dictatures^[5].

Tout à coup, on découvrait que tout le monde s'était toujours opposé farouchement à la guerre (dans un profond silence). Les biographes de Kennedy ont dû réviser en profondeur leurs comptes rendus pour les faire concorder avec le mythe voulant que ce président ait été une colombe inavouée, expédiant leur riche documentation (y compris leur propre version antérieure des événements) dans les poubelles de l'histoire, où les faits inopportuns se dissipent dans la paix et l'oubli^[6]. Les autres ont préféré se taire, présumant avec raison que la vérité finirait par disparaître. L'interprétation à retenir s'est vite imposée : le mouvement antiguerre, radical et présomptueux, a nui aux tentatives plus sérieuses des « opposants de la

première heure » de mettre fin à la guerre. Au début du XXI^{ème} siècle, on a même inversé le sens de certains termes. Dans les années 1960, on sermonnait les tenants du « révisionnisme » historique parce qu'ils osaient affirmer que les intentions motivant la guerre du Vietnam étaient loin d'être nobles et pures, voire parce qu'ils suggéraient que les États-Unis auraient joué un certain rôle dans le déclenchement et la poursuite de la guerre froide. Quarante ans plus tard, le « révisionnisme » désigne la doctrine selon laquelle la victoire des États-Unis au Vietnam était imminente, mais a été sabotée de l'intérieur. Une telle interprétation contredit la conception généralement admise voulant qu'une victoire de cette noble cause ait été impossible et qualifiant la guerre d'erreur de jugement. Le débat fait rage dans les cercles intellectuels. Ce glissement terminologique témoigne d'une mutation du spectre idéologique et constitue une grande victoire pour les gardiens de la culture impériale, du moins chez les élites cultivées.

À la fin de la guerre, en 1975, la position des colombes convaincues a été bien exprimée par Anthony Lewis, voix la plus critique de la presse écrite et des médias en général. Selon lui, la guerre avait commencé par des « tentatives maladroites de bien faire » – sous l'angle de l'idéologie dominante, l'expression « tentatives de bien faire » frise la tautologie, et l'adjectif « maladroites » renvoie aux coûts et aux échecs –, mais, dès 1969, il était « évident aux yeux du monde entier ou presque et de la plupart des Américains que cette intervention constituait une erreur catastrophique ». Contre la guerre, expliquait-il, on pouvait argumenter « que les États-Unis s'étaient avérés ignorants des forces culturelles et politiques à l'œuvre en Indochine, et qu'ils s'étaient trouvés dans une position où ils ne pouvaient imposer aucune solution à moins d'en payer le prix, trop élevé^[7] ».

En 1975, année où Lewis écrivait ces lignes, « la plupart des Américains » voyaient les choses d'un tout autre œil. Environ 70 % d'entre eux considéraient la guerre comme « fondamentalement injustifiée et immorale », et non comme une « erreur ». Cette opinion n'est toutefois que celle d'« observateurs ignorants et indiscrets » qu'il convient de ne pas prendre au sérieux ; dans les rares cas où elle se fait entendre, on peut l'escamoter sans procès en lui attribuant des motivations égoïstes et un manque de fondements moraux^[8].

Dans les années 2000, ces raisonnements de l'élite, tout comme la mentalité dont ils témoignent, ont été resservis sans grand changement dans les commentaires critiquant l'invasion de l'Irak. Bien que les condamnations de la guerre contre l'Irak aient été beaucoup plus virulentes et radicales que celles qui avaient été exprimées à toutes les étapes équivalentes de la guerre du Vietnam, les principes articulés jadis par Schlesinger n'en persistent pas moins vigoureusement dans les médias et les analyses.

Fait intéressant : Schlesinger lui-même a adopté une position fort

différente et nettement plus honorable à propos de l'invasion de l'Irak, se démarquant ainsi de ses semblables. Quand les bombes se sont mises à tomber sur Bagdad, il a écrit que la politique de Bush « ressemblait d'une manière alarmante à celle que l'empire du Japon avait appliquée à Pearl Harbor en "une date qui restera dans l'Histoire comme un jour d'infamie", comme l'avait qualifiée un ancien président américain. Franklin D. Roosevelt avait raison, mais aujourd'hui nous, Américains, sommes ceux qui vivons dans l'infamie ». Il serait instructif de connaître le traitement accordé à cette objection de principe de Schlesinger dans les hommages qui lui ont été rendus après son décès, ainsi que dans les nombreuses recensions de ses *Journals 1952-2000* (dans lesquels le Vietnam n'est mentionné qu'à partir des années Johnson, ce qui concorde avec le contenu des premières éditions de sa biographie de Kennedy). Il n'est pas vraiment nécessaire de mener une enquête^[9].

Que l'Irak soit devenu « une terre en ruines, une épave », ne fait aucun doute. Il ne devrait plus être nécessaire d'énumérer les faits en détail. La maison de sondages britannique Opinion Research Business a récemment mis à jour son estimation du nombre de morts qu'a faits la guerre à 1,03 million, en excluant les provinces de Kerbala et d'Al-Anbâr, deux des régions où la situation est la pire^[10]. Que cette évaluation soit juste ou que les vrais chiffres soient de loin inférieurs, comme certains le prétendent, il va sans dire que le coût en vies humaines est terrible. La guerre a aussi fait des millions de déplacés. Grâce à la générosité de la Jordanie et de la Syrie, les millions de réfugiés ayant fui la dévastation de leur pays, y compris la plupart des professionnels irakiens (du moins ceux qu'on n'a pas assassinés), n'ont pas été simplement éliminés. Toutefois, cet accueil a commencé à s'amenuiser, pour la simple raison que la Jordanie et la Syrie n'ont bénéficié d'aucun soutien digne de ce nom de la part de Washington et Londres, auteurs des crimes. L'idée que ces derniers puissent recevoir leurs victimes autrement qu'au compte-gouttes est trop saugrenue pour être prise en compte. Autrefois larvés, des conflits entre sectes ont éclaté à la suite de l'invasion, surprenant les Irakiens, qui les croyaient improbables, et embrasant le pays. Bagdad et d'autres régions ont fait l'objet d'odieuses nettoyages ethniques et ont été laissées entre les mains des chefs de guerre et des milices, principal élément de la stratégie contre-insurrectionnelle actuelle du général David Petraeus, réputé pour sa pacification de Mossoul, ville qui allait devenir le théâtre d'épisodes d'une rare violence.

La réalité des faits n'a pas échappé aux observateurs les mieux informés et les plus respectés. David Gartner, correspondant pour le Moyen-Orient au *Financial Times*, a décrit la dévastation que Petraeus a semée à Mossoul. Il a aussi présenté les raisons du déclin de la violence au moment de l'« escalade » ainsi que le contraste saisissant entre la version livrée par le Pentagone et les

médias et le «château de cartes» décrit par le Government Accountability Office (organisme indépendant chargé du contrôle des comptes publics et relevant du Congrès). Il poursuit en se penchant sur la «catastrophe» stratégique ayant suivi l'escalade, qui n'a pas touché que l'Irak, mais aussi toute la région : l'éclatement des conflits entre sectes et l'émergence d'autres forces menaçantes dans un contexte où cette «récente et inopportune intervention», perçue comme «une version moderne des croisades» dans le monde arabo-musulman, a «enterré l'idée de démocratie irakienne sous les gravats» tout en renforçant l'influence de l'Iran chiite^[11].

Il serait fort à-propos de rappeler d'autres épisodes de l'histoire où d'ardents apôtres de la violence se sont laissé envoûter par les supposés bienfaits de la guerre : en août 1914, exemple classique, c'était le cas des belligérants de tous les camps ; à leur enthousiasme a vite succédé la souffrance et le désespoir provoqués par leur patriotisme exacerbé. Il ne s'agit là que d'un exemple parmi tant d'autres.

Nir Rosen, qui compte parmi les journalistes les mieux informés ayant couvert sur place cette épouvantable tragédie, a publié en 2007 une oraison funèbre intitulée «La mort de l'Irak» : «L'Irak est mort, écrivait-il, et ne se relèvera pas. L'occupation américaine a été plus désastreuse que celle des Mongols qui avaient saccagé Bagdad au XIII^{ème} siècle.» Cette perception est aussi celle des Irakiens. «Seuls les idiots osent encore parler de “solutions”. Il n'y a pas de solution. Le seul espoir qui reste, c'est celui de limiter les dégâts^[12].»

Après la parution de ce texte, les conditions se sont encore aggravées. En août 2009, le *New York Times* rapportait que l'agriculture irakienne, jadis prospère, a été si dévastée «au cours des dernières années» (c'est-à-dire sous l'occupation américaine) qu'«on se demande de plus en plus s'il vaut la peine de cultiver des dattes – ou quoi que ce soit d'autre, d'ailleurs». «Aussi récemment que dans les années 1980, poursuit le reportage, l'Irak était autosuffisant en blé, riz, fruits, légumes, ovins et volaille. Son secteur industriel exportait des textiles et des articles de maroquinerie, dont des sacs à main et des chaussures, ainsi que de l'acier et du ciment. Toutefois, les guerres, les sanctions économiques, la mauvaise gestion, la concurrence internationale et le désinvestissement ont fait en sorte que l'industrie d'aujourd'hui n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a été. Peu à peu s'est mise en place une économie basée presque exclusivement sur les importations et sur un seul produit», le pétrole, qui génère désormais 95 % des revenus de l'État et rend le pays dépendant de marchés dont la grande instabilité découle de la spéculation financière. Cette pénible situation ne peut «sans doute être mieux illustrée que par les palmeraies du pays, autrefois abondantes. [...] L'Irak, qui a déjà été à l'origine des trois quarts de la production mondiale de dattes, dont il cultivait 629 variétés, est aujourd'hui en queue du peloton des

pays producteurs, ayant [notamment] été supplanté par l'Égypte, l'Iran et l'Arabie saoudite. L'an dernier, selon le ministère de l'Agriculture, sa production a atteint 281 000 tonnes, soit environ la moitié des niveaux du milieu des années 1980. [...] De plus, il ne reste plus que six usines de traitement des dattes, alors qu'on en comptait 150 avant l'invasion américaine de 2003. Les dattes irakiennes sont désormais conditionnées aux Émirats arabes unis, qui se trouvent à 1 400 km de là^[13] ».

Les sanctions imposées à l'initiative des États-Unis ont aussi fait leur lot de victimes, à l'instar du ferme soutien que ceux-ci avaient accordé à Saddam Hussein dans les années 1980, époque où il commettait ses pires atrocités. Le raïs faisait l'objet d'une telle admiration de la part de Washington que l'administration Reagan niait la réalité de ses crimes les plus abjects, comme le massacre des Kurdes, et que le Congrès voyait ses protestations étouffées. Washington justifiait cette position en invoquant la menace plus grave qu'incarnait l'Iran, mais, à moins de faire preuve de cynisme, on peut difficilement prendre de telles excuses au sérieux. Bien après la fin de la guerre Iran-Irak, les États-Unis ont continué à soutenir Saddam Hussein, l'aidant même à développer ses armes de destruction massive. Gary Milhollin, spécialiste des armes nucléaires, a témoigné devant le Congrès en 1992 :

En étudiant son programme de développement d'armes nucléaires, on est à même de constater que, si Saddam Hussein n'avait pas envahi le Koweït [en août 1990], l'Irak serait aujourd'hui presque en mesure de construire une bombe à l'aide de machines-outils américaines, d'instruments américains de contrôle de la qualité des matériaux entrant dans la fabrication d'armes nucléaires, d'ordinateurs américains expressément conçus pour élaborer des armes nucléaires et de scientifiques irakiens formés aux États-Unis [en 1989, soit bien après la fin de la guerre Iran-Irak] en techniques de détonation nucléaire. Les Nations unies ont aussi trouvé de l'équipement américain sur des sites voués aux missiles chimiques et balistiques. Plus tôt cette année, l'ONU a fait parvenir au département d'État des États-Unis une liste confidentielle du matériel américain ayant été utilisé dans des programmes de développement de missiles chimiques et balistiques.

En avril 1990, le président George Bush père a même envoyé une délégation de hauts responsables du Congrès, dirigée par le leader de la majorité au Sénat Bob Dole (qui sera plus tard candidat républicain à la présidence), pour faire part à son bon ami de ses meilleures salutations et pour l'inviter à faire fi des critiques d'une « presse arrogante et choyée », impossible à maîtriser^[14].

Quelques mois plus tard, Saddam Hussein défiait les ordres ou les comprenait mal et, d'estimable ami, se muait en incarnation du mal. Tous les faits dont je viens de traiter allaient se retrouver là où sont ordinairement relégués ceux qu'il ne convient pas d'évoquer.

Bien que la dévastation de l'Irak soit aujourd'hui trop évidente pour qu'on tente de la dissimuler, l'attaque commise par les nouveaux barbares est soigneusement circonscrite dans l'idéologie dominante, ses modalités étant, aussi, souvent occultées. On en exclut presque systématiquement les effets

dévastateurs des sanctions imposées par Bill Clinton, qui ont pourtant constitué l'un des pires crimes de la dernière décennie du II^{ème} millénaire et ont notamment empêché le peuple irakien de prendre en main son propre pays, ce qui aurait permis à Saddam Hussein de subir le même sort que Ceausescu, Marcos, Suharto, Chun et une foule d'autres satrapes soutenus par les États-Unis et le Royaume-Uni jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus être maintenus au pouvoir. L'information sur l'impact des sanctions ne manque pas, en particulier sur la phase humanitaire de ces dernières, le programme Pétrole contre nourriture. Ce dernier a été instauré dès que leurs conséquences, qui ne s'étaient pas fait attendre, ont commencé à s'avérer si désastreuses que, à la télévision, l'ambassadrice américaine à l'ONU Madeleine Albright a été contrainte de marmonner pour expliquer qu'il s'agissait d'un juste prix à payer, quoi que puissent en penser les parents des centaines de milliers d'enfants irakiens morts à cause d'elles. Le programme humanitaire, qui a généreusement permis à l'Irak d'utiliser une partie de ses revenus pétroliers pour nourrir sa population éprouvée, a été administré par des diplomates onusiens très expérimentés et hautement respectés, qui, disposant d'équipes d'enquêteurs dans tout le pays, en connaissaient assurément mieux la situation que quiconque en Occident.

Le premier de ces administrateurs, Denis Halliday, a démissionné en guise de protestation, ayant constaté que ces politiques étaient « génocidaires ». Il jugeait que les sanctions qu'il avait été chargé d'appliquer « avaient été conçues et maintenues dans le but de tuer des civils, en particulier des enfants », et qu'on avait « laissé mourir plus d'un million de personnes des suites des sanctions imposées par l'ONU^[15] ». Le successeur de Halliday, Hans von Sponeck, a démissionné au bout de deux ans, ayant conclu que les sanctions violaient la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. L'administration Clinton l'a empêché de fournir des renseignements sur leurs impacts au Conseil de sécurité, qui en était techniquement responsable. Le porte-parole d'Albright, James Rubin, a expliqué que « cet homme, à Bagdad, est payé pour travailler, pas pour parler ».

Von Sponeck a tout de même parlé, non sans fournir de nombreux détails, en particulier dans son compte rendu, modéré mais horrifiant, du régime de sanctions^[16]. C'est toutefois la loi du département d'État qui prévaut. Quiconque veut trouver la moindre mention de ces révélations ou de leurs implications devra chercher longtemps. Comme ils en savaient trop, Halliday et von Sponeck ont été bannis des médias américains pendant les préparatifs de l'invasion de l'Irak. À ma connaissance, ils le sont toujours.

Rien de tout cela ne sera jamais admis, même du bout des lèvres, par ceux qui se posent en héros à propos des « génocides » attribués à des ennemis officiels tout en évitant scrupuleusement d'évoquer les crimes commis par

Washington ou en les niant. Une telle hypocrisie n'est pas exceptionnelle dans certains cercles bien informés^[17].

Les bilans de Halliday et de von Sponeck donnent un poids considérable au jugement porté par Jonathan Steele, correspondant très bien informé, sur l'invasion et ses suites, qui a témoigné de « l'horreur indicible de ce qui est devenu la pire catastrophe humanitaire mondiale », entreprise essentiellement « pour sécuriser l'accès aux réserves de pétrole du pays et faire étalage de sa force dans la région^[18] ».

Pour en revenir à la campagne présidentielle de 2008, il est vrai que l'Irak n'en a été qu'un enjeu marginal. Cela va de soi, compte tenu de l'étroitesse du fossé séparant colombes et faucons au sein de l'élite. Les colombes libérales restent fidèles à leur mentalité et persistent dans leur logique habituelle, priant pour que les faits donnent raison aux faucons et que les États-Unis remportent une victoire en cette terre en ruines, cette épave, pour y apporter la « stabilité », terme désignant, en langue de bois, la soumission à la volonté de Washington. Le plus souvent, les bonnes nouvelles en provenance d'Irak encouragent les faucons et réduisent les colombes au silence.

Il y a effectivement de bonnes nouvelles. L'armée d'occupation des États-Unis en Irak, qu'un euphémisme désigne sous le nom de force multinationale, mène régulièrement des recherches sur l'état d'esprit des Irakiens. Il s'agit là d'un élément crucial des mesures de contrôle de la population, ou contre-insurrection. En décembre 2007, le Pentagone a publié une étude, effectuée auprès de groupes de discussion, au ton étrangement optimiste. Celle-ci fournissait « de solides preuves » qu'une réconciliation nationale était possible et prévisible, contrairement à la vision la plus répandue, qui carbure au désespoir, a rapporté Karen DeYoung dans le *Washington Post*. L'enquête, a-t-elle poursuivi, permettait de déceler un sentiment « d'optimisme dans tous les groupes de discussion [...] et qu'il y avait beaucoup plus de points communs que de sujets de discorde entre ces groupes d'Irakiens apparemment diversifiés ». Cette découverte d'« idées communes » entre Irakiens de tout le pays est « une bonne nouvelle, selon une analyse des résultats effectuée par l'armée^[19] ».

Le rapport fait état de ces « idées communes ». « Des Irakiens de toutes confessions et de tous groupes ethniques, écrivait DeYoung, considèrent que l'invasion américaine est la source de toutes les violences les opposant les uns aux autres, et que le retrait des “forces d'occupation” constitue la clé de la réconciliation nationale. » Ainsi, à leurs yeux, il n'y a espoir de réconciliation nationale que si les envahisseurs, responsables de la violence interne, s'en vont et laissent l'Irak aux Irakiens.

Ces conclusions sont crédibles et cadrent bien avec les résultats de sondages antérieurs et avec l'apparente diminution de la violence constatée à Bassora à la suite du retrait des forces britanniques de cette ville, effectué

après qu'elles eurent « irrémédiablement perdu le sud, qui [générât] plus de 90 % des revenus de l'État et [comprenait] 70 % des réserves prouvées de pétrole d'Irak » en 2005, selon Anthony Cordesman, plus éminent spécialiste américain des affaires militaires au Moyen-Orient et faucon redouté^[20].

Une autre bonne nouvelle ne figurait pas dans le rapport de décembre 2007 : il semble que les Irakiens adhèrent aux valeurs les plus nobles des Américains, ce que ces derniers devraient trouver fort gratifiant. Plus précisément, ils souscrivent aux principes appliqués lors des procès de Nuremberg, où des criminels de guerre nazis, dont le ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop, avaient été condamnés à la pendaison pour de nombreux délits, comme celui d'avoir encouragé la guerre d'agression et la guerre préemptive (ou guerre par anticipation). Le poste qu'occupait Ribbentrop dans le régime nazi correspond à celui qu'ont occupé, aux États-Unis, Colin Powell et Condoleezza Rice, eux aussi tenants inconditionnels de la guerre d'agression et de la guerre préemptive (en ce qui les concerne, il faudrait plutôt parler de guerre *préventive*, doctrine ne disposant même pas de la légitimité, limitée, de la guerre préemptive). Le tribunal de Nuremberg avait donné une définition assez claire du concept de guerre d'agression, le qualifiant d'« invasion par les forces armées » d'un État « du territoire d'un autre État » ; si les mots ont toujours un sens, l'invasion de l'Irak en est un cas de figure. Il ne sert à rien de s'attarder aux prétextes, réfutés en bloc avant même le déclenchement de l'agression, puis infirmés une fois pour toutes peu de temps après qu'elle eut commencé. Le tribunal de Nuremberg avait qualifié la guerre d'agression de « crime international suprême, ne différant des autres crimes de guerre que du fait qu'il renferme en lui-même le mal de tous les autres » : dans le cas de l'Irak, mentionnons la violence sectaire, meurtrière, le nettoyage ethnique, la destruction de la culture irakienne et de trésors irremplaçables remontant aux origines de la civilisation moderne sous les yeux de Donald « ce-sont-des-choses-qui-arrivent » Rumsfeld et ses complices, ainsi que tous les autres crimes et atrocités commis par ces héritiers des Mongols ayant décidé de marcher sur les traces du Japon impérial.

Comme les Irakiens attribuent le mal découlant de l'ensemble de ces crimes à l'invasion, il va de soi qu'ils souscrivent aux principes de base appliqués à Nuremberg. On ne leur a probablement pas demandé si leur adhésion aux valeurs américaines allait jusqu'au partage des conclusions formulées à l'époque par Robert Jackson, procureur en chef pour les États-Unis et juge à la Cour suprême, qui avait souligné avec insistance que les procès ne constitueraient qu'une grotesque supercherie si nous n'en appliquions pas les principes à nous-mêmes.

Il est inutile de mentionner que l'élite des États-Unis, tout comme celle des autres pays occidentaux, rejette presque unanimement ces nobles idéaux

américains prônés à Nuremberg puis adoptés par les Irakiens, considérant même qu'ils frisent l'obscénité. Voilà qui en dit long sur une partie de ce qui se cache derrière le fameux « choc des civilisations ».

En janvier 2008, un sondage effectué par World Learning et l'Aspen Institute a révélé que « 75 % des Américains jugent que le mécontentement à l'égard des États-Unis dans le reste du monde est dû à la politique extérieure de leur pays, et [que] plus de 60 % d'entre eux considèrent que celui-ci résulte aussi de l'aversion envers les valeurs américaines (39 %) et du peuple américain (26 %) ». Il s'agit d'une perception erronée, nourrie de propagande. Les Américains sont peu détestés, et le mécontentement constaté à l'étranger n'est pas le fruit d'une « aversion envers les valeurs américaines ». Il découle plutôt d'une adhésion à ces valeurs et de la constatation de leur rejet par le gouvernement et l'élite des États-Unis^[21].

D'autres « bonnes nouvelles » ont été rapportées par le général Petraeus et l'ambassadeur Ryan Crocker lors de leur spectaculaire audition du 11 septembre 2007, mise en scène pour susciter l'appui des représentants à l'administration au vu de ses impressionnants résultats. À la lumière de l'admiration manifestée à cette occasion par les médias et les commentateurs, peut-être le commandant mériterait-il de se faire appeler « Lord Petraeus ». En passant, seuls les cyniques oseront affirmer qu'on avait retenu cette date précise afin de valider les prétentions de Bush et de Cheney selon lesquelles il aurait existé un lien entre Saddam Hussein et Oussama Ben Laden, permettant à ceux-ci d'affirmer que, en commettant le « crime international suprême », ils se trouvaient à défendre le monde contre le terrorisme, qui, sans surprise, a pourtant connu un essor fulgurant dans la foulée de l'invasion, une multiplication par sept selon Peter Bergen et Paul Cruickshank, spécialistes de la question, qui ont analysé des données compilées de la RAND Corporation, institution associée de près au gouvernement^[22].

Lors de l'audition, Petraeus et Crocker ont expliqué, chiffres à l'appui, que le gouvernement irakien avait considérablement augmenté ses dépenses de reconstruction, ayant déboursé le quart des fonds alloués à cette fin. Voilà qui constituait effectivement une bonne nouvelle ... du moins jusqu'à ce que le Government Accountability Office mène une enquête révélant que la somme réelle ne représentait que le sixième de celle que les deux hommes avaient annoncée, ayant même diminué de 50 % par rapport à l'année précédente^[23].

Une autre bonne nouvelle, le déclin de la violence sectaire, était due en partie aux nettoyages ethniques, que les Irakiens imputaient à l'invasion : il restait tout simplement moins de monde à tuer dans les régions nettoyées. Ce déclin était aussi attribuable au choix de Washington de soutenir les groupes tribaux ayant chassé Al-Qaïda du pays, à l'augmentation du nombre de soldats américains et à la décision de l'Armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr

d'accepter un cessez-le-feu et de consolider ses gains^[24], ce que la presse a qualifié de « fin de l'agression ». Par définition, seuls des Irakiens peuvent commettre une agression en Irak (et des Iraniens aussi, bien entendu).

Bien que rien ne semble l'indiquer après toutes ces années, il est possible que la stratégie de Petraeus connaisse un jour un succès comparable à celui des Russes en Tchétchénie, où les combats sont désormais « limités et sporadiques et dont la capitale, Grozny, connaît un boom immobilier », elle qui avait été réduite en poussière pendant la dernière guerre russo-tchéchène, rapportait C.J. Chivers en ce même 11 septembre où Petraeus avait de si « bonnes nouvelles » à annoncer. Qui sait ? Peut-être Bagdad et Falloujah profiteront-elles un jour, comme Grozny aujourd'hui en plein essor, « de l'électricité rétablie dans de nombreux quartiers, de nouveaux commerces et de rues principales réasphaltées ». C'est possible, mais tout de même incertain vu les conséquences probables de la formation de milices sous les ordres de chefs de guerre, ferments potentiels d'une violence sectaire encore plus meurtrière s'ajoutant au « mal de tous les crimes » de l'agression^[25].

Si la moralité des Russes était comparable à celle des intellectuels libéraux des pays occidentaux, ils loueraient « la sagesse et le sens de l'État » de Vladimir Poutine, clés du succès de sa campagne meurtrière en Tchétchénie.

Quelques semaines après que le Pentagone eut annoncé ses « bonnes nouvelles » d'Irak, Michael Gordon, spécialiste des affaires militaires et de l'Irak au *New York Times*, a dressé un panorama exhaustif et bien argumenté des options alors envisageables par les candidats à l'élection présidentielle relativement à la guerre d'Irak. Une voix n'y était cependant pas mentionnée : celle des Irakiens. L'auteur n'a pas désavoué leurs préférences : il a plutôt jugé qu'elles n'étaient pas dignes de mention. Personne ne semble avoir remarqué cet oubli. Cela concorde avec le postulat tacite sur lequel repose tout discours sur les affaires internationales : le monde nous appartient, alors pourquoi se préoccuper de l'avis des autres ? Ce sont des « oubliés », pour emprunter le terme de l'historien de la diplomatie britannique Mark Curtis dans son livre sur les crimes commis par l'Empire britannique, ouvrage fort éclairant et, de ce fait, peu couvert par la presse. De même, les Américains se voient rangés dans la catégorie des non-personnes. Leur avis importe aussi peu que celui des Irakiens^[26].

Les réflexions de Gerald Seib, du *Wall Street Journal*, offrent un autre exemple éloquent de cette vision des choses. Dans son article intitulé « Le moment est venu d'envisager notre avenir en Irak », celui-ci salue le fait que le débat public sur ce pays, s'affranchissant enfin de ses « traits caricaturaux », porte désormais sur « les vrais enjeux », les « questions plus fondamentales » :

Les questions plus fondamentales portent sur le long terme. Indépendamment de l'évolution de la situation pendant la première année de la nouvelle présidence, les États-Unis devront décider de leur rôle à long terme en Irak. L'Irak devrait-il être un avant-

poste permanent pour l'armée américaine ? Les troupes américaines devraient-elles contribuer de quelque manière à la défense des frontières irakiennes pour dix ans ou plus, comme l'ont eux-mêmes suggéré certains dirigeants irakiens ? Plus globalement, les États-Unis devraient-ils considérer l'Irak comme une base leur servant à exercer leur influence politique et diplomatique dans l'ensemble du Moyen-Orient ? Quelle est la pertinence d'une telle stratégie ? Ne vaudrait-il pas mieux déployer des troupes à quelques pas de là, comme au Koweït, ou encore se contenter d'une flotte dans le golfe Persique ? Ces considérations militaires sont déterminées par une question d'ordre politique : quel genre de gouvernement les États-Unis sont-ils prêts à accepter en Irak^[27] ?

Loin de Seib l'idée absurde voulant que les Irakiens aient leur mot à dire sur le rôle à long terme des États-Unis dans leur pays ou sur le type de gouvernement qu'ils souhaitent.

Seib ne doit pas être confondu avec les chroniqueurs habituels des pages d'opinion du *Wall Street Journal*. Analyste centriste et rationnel, il pourrait tout aussi bien écrire dans des publications progressistes proches du Parti démocrate, comme *The New Republic*. Il a d'ailleurs fort bien saisi les principes fondamentaux qui animent la classe politique.

Cette dimension de la mentalité impériale a des racines profondes. Prenons un autre exemple, presque au hasard : en décembre 2007, peu de temps après l'audition de Petraeus, Panamá a décrété une journée de deuil national visant à commémorer l'invasion américaine de 1989, qui, selon les groupes de défense des droits de la personne panaméens, avait fait des milliers de morts dans la population pauvre, Bush père ayant fait bombarder les bidonvilles d'El Chorillo et d'autres cibles civiles. Cet hommage à des oubliés n'a pas été jugé digne d'une mention dans la presse américaine. Rappelons que cette invasion, autre cas de figure d'une guerre d'agression, semble avoir été plus meurtrière que celle du Koweït par Saddam Hussein, survenue quelques mois plus tard. Fait tout aussi ignoré des médias, la plus grande crainte de Washington était que le raïs irakien l'imité en installant au Koweït un gouvernement fantoche, puis retire ses troupes. Il s'agit de la principale raison pour laquelle les États-Unis mettront un terme à leurs relations diplomatiques avec l'Irak, sous l'œil bienveillant de presque tous les médias, à la seule exception notable, avant le déclenchement de la guerre, du journaliste Knut Royce, du quotidien *Newsday* de Long Island. La journée de deuil de décembre est donc passée pratiquement inaperçue aux États-Unis, où le Panamá avait pourtant fait les manchettes lors de l'inauguration de son Assemblée nationale par le président Pedro González, accusé par Washington d'avoir fait tuer des soldats américains pendant une manifestation contre Bush père, en visite au pays deux ans après l'invasion. Les tribunaux panaméens ont invalidé ces accusations, mais le maître de la planète n'y a jamais renoncé^[28].

La journaliste Elaine Sciolino a fourni une autre illustration du degré d'enracinement de la mentalité impériale en écrivant : « Par son intransigeance

[à propos de ses activités d'enrichissement d'uranium], l'Iran semble en passe de venir à bout des efforts du reste du monde visant à limiter ses ambitions nucléaires. » Le terme d'usage « reste du monde » se trouve en fait à exclure la vaste majorité du monde : les pays membres du Mouvement des non-alignés, qui reconnaissent formellement le droit de l'Iran, en tant que signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), d'enrichir de l'uranium. Selon le discours convenu, cependant, ceux-ci ne font pas partie du monde, car ils ne se soumettent pas d'emblée aux ordres du gouvernement des États-Unis^[29].

Arrêtons-nous un moment pour nous demander s'il existe une solution au conflit opposant les États-Unis et l'Iran à propos des armes nucléaires. En voici une : 1) Conformément au TNP, l'Iran devrait avoir le droit de produire de l'énergie nucléaire, mais pas des armes nucléaires ; 2) Une zone exempte d'armes nucléaires devrait être établie dans la région et devrait inclure l'Iran, Israël et les forces américaines qui y sont déployées ; 3) Les États-Unis devraient adhérer au TNP ; 4) Les États-Unis devraient cesser de menacer l'Iran et établir avec ce dernier des relations diplomatiques dignes de ce nom.

Ces propositions n'ont rien d'original. Selon des sondages effectués par World Public Opinion, elles reflètent la position d'une vaste majorité d'Américains et d'Iraniens, qui s'entendent sur des questions fondamentales. Lors d'un débat tenu à la John Hopkins School of Advanced International Studies au moment où ces sondages étaient publiés, Joseph Cirincione, premier vice-président chargé des questions de sécurité nationale et de politique extérieure au Center for American Progress, a déclaré que ces enquêtes révélaient « le bon sens tant des Américains que des Iraniens, [qui] semblent capables de s'élever au-dessus du discours de leurs dirigeants respectifs pour trouver des solutions, empreintes, justement, de bon sens, à certains des enjeux les plus cruciaux » auxquels sont confrontés leurs pays, favorisant une vision pragmatique et diplomatique de leurs différends. On peut conclure de ces résultats que, si les États-Unis et l'Iran étaient de véritables sociétés démocratiques, ce grave conflit pourrait sans doute être résolu pacifiquement^[30].

L'opinion de la population américaine sur cette question n'est pas considérée comme digne d'attention ; il est hors de question que candidats et commentateurs en tiennent compte. Il semble qu'elle n'ait même pas été rapportée par les médias, probablement parce qu'on la juge trop dangereuse vu ce qu'elle révèle du « déficit démocratique » aux États-Unis et de l'extrémisme de la classe politique, toutes tendances confondues. Si l'avis de la majorité faisait partie des options, on le ridiculiserait en le qualifiant de « politiquement impossible » ou on l'invoquerait pour justifier le fait que « la population doit être remise à sa place », comme le sermonnait Walter Lippmann.

Un autre aspect de l'opinion de la population américaine sur l'Iran mérite qu'on s'y attarde. À propos du point 1 mentionné ci-dessus, il se trouve que les Américains partagent l'avis de la vaste majorité du monde. Donc, eux non plus ne font pas partie du « monde » tel qu'on l'a défini. Le point 2 représente quant à lui, ne serait-ce que formellement, la position des États-Unis et de leurs alliés. Selon la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en avril 1991, ils se sont engagés sur « la voie de l'établissement au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs, ainsi que vers une interdiction générale des armes chimiques » (article 14). Les États-Unis et le Royaume-Uni sont particulièrement attachés à ce principe, dans la mesure où c'est cette résolution qu'ils ont invoquée pour justifier leur invasion de l'Irak, en prétendant que ce dernier n'en avait pas respecté les clauses portant sur le désarmement. En ce qui a trait au troisième point, 80 % des Américains considèrent que Washington devrait s'acquitter de son obligation, découlant du TNP, de faire « de bonne foi » le nécessaire en vue d'éliminer complètement ses armes nucléaires. La Cour internationale de justice a d'ailleurs jugé que les États-Unis y sont légalement contraints, décision rejetée sans équivoque par l'administration Bush père. En ce qui concerne le point 4, les Américains souhaitent que leur gouvernement respecte la Charte des Nations unies, en vertu de laquelle les menaces de violence proférées par tous les candidats à l'élection présidentielle devraient être considérées comme des crimes. L'appel des oubliés du peuple américain à la négociation s'applique aussi à Cuba, et ce, depuis des dizaines d'années, mais est rejeté par les deux grands partis politiques^[31].

La possibilité qu'une véritable démocratie permette de prévenir de graves dangers est régulièrement démontrée. En voici un exemple récent, d'une importance cruciale : on se préoccupe, avec raison, des réactions de la Russie au militarisme agressif des États-Unis, qui inclut l'élargissement de l'OTAN vers l'est entrepris par Clinton au mépris des promesses faites à Mikhaïl Gorbatchev, mais surtout la forte augmentation de la capacité militaire offensive constatée sous Bush fils et, plus récemment, le projet de déploiement d'un bouclier antimissile en Europe de l'Est. On a ridiculisé Poutine lorsqu'il a affirmé que cette politique menaçait la Russie, mais les analystes stratégiques américains ont reconnu qu'il avait raison sur ce point. Ces programmes, soutiennent-ils, sont conçus dans le but de faire en sorte que les stratégies russes les voient comme une menace à leur capacité de dissuasion, ce qui les amènerait à vouloir accroître leur propre capacité militaire offensive afin de les neutraliser. On craint le déclenchement d'une nouvelle course aux armements^[32].

Des sondages récents, menés sous la direction des analystes stratégiques John Steinbruner et Nancy Gallagher, « révèlent un écart frappant entre ce que les dirigeants américains et russes font et ce que souhaitent leurs

populations », ce qui montre encore une fois que, si ces pays étaient de véritables démocraties et que la voix de la population était entendue, leurs relations stratégiques, pour le moment de plus en plus fragiles, pourraient être normalisées. Dans ce cas, il en va de la survie de l'espèce humaine^[33].

Dans une presse libre, ces questions, tout comme bien d'autres du même genre, auraient droit à des manchettes en gros caractères et à des analyses en profondeur.

Tant qu'à avoir abordé le cas de l'Iran, penchons-nous brièvement sur le troisième membre du fameux Axe du mal, la Corée du Nord. Selon le discours officiel, Pyongyang, après avoir été contrainte de signer un accord sur le démantèlement de ses installations nucléaires, cherche à renier ses engagements en ayant recours, fidèle à son habitude, à des moyens détournés, ce qui constitue de « bonnes nouvelles » pour des superfaucons comme John Bolton, qui soutient depuis le début que ce pays ne comprend que le langage de la force et se sert des négociations pour duper Washington. En janvier 2008, le *New York Times* titrait « Accord sur le nucléaire : les États-Unis dénoncent les manœuvres dilatoires de la Corée du Nord ». L'article, signé Helene Cooper, précise les détails de l'accusation. Le dernier paragraphe indique que Washington n'a pas honoré ses engagements. La Corée du Nord n'a reçu que 15 % du mazout promis par les États-Unis et d'autres pays, et ceux-ci n'ont entrepris aucune des démarches promises en vue d'améliorer les relations diplomatiques. Plusieurs semaines plus tard, le journaliste Kevin Hall, qui écrit dans les quotidiens de la société McClatchy, a rapporté que le négociateur en chef des États-Unis auprès de la Corée du Nord, Christopher Hill, a confirmé lors d'une audition devant le Sénat que « la Corée du Nord a ralenti le démantèlement de son réacteur nucléaire parce qu'elle n'a pas reçu la quantité de mazout qu'on lui avait promise^[34] ».

En consultant les publications spécialisées et en prêtant attention à certains articles paraissant çà et là, on se rend compte que Washington agit systématiquement de la sorte. La Corée du Nord a beau avoir le pire gouvernement de la planète, elle n'en applique pas moins la politique du donnant-donnant dans ses négociations avec les États-Unis. Quand ces derniers adoptent un ton agressif et menaçant, elle réagit en conséquence. Quand ils se font accommodants, elle fait de même. À l'arrivée de Bush fils au pouvoir, les deux pays étaient liés par l'accord-cadre de 1994. Bien qu'aucun des deux n'ait été parfaitement à l'aise avec les exigences de l'entente, ils la respectaient pour l'essentiel. La Corée du Nord avait interrompu ses essais de missiles de longue portée. Elle ne disposait probablement d'assez de plutonium que pour fabriquer une ou deux bombes, et il est prouvé qu'elle n'en faisait pas davantage. Après sept années d'affrontements avec Bush, la Corée du Nord possédait de huit à dix bombes ainsi que des missiles de longue portée et s'était remise à produire du

plutonium. Selon Bruce Cumings, spécialiste de la Corée, l'administration Clinton avait « élaboré un plan pour négocier l'arrêt du programme balistique nord-coréen. Cet accord devait être signé en 2000, mais M. Bush l'a laissé se déliter, ce qui permet aujourd'hui à Pyongyang de posséder une importante capacité balistique^[35] ».

On connaît bien ce qui se cache derrière les exploits de Bush. Par son discours sur l'Axe du mal, qui a porté un dur coup aux démocrates et aux réformateurs iraniens, comme ils l'ont eux-mêmes souligné, celui-ci se trouvait aussi à avertir Pyongyang que Washington renouait avec son attitude menaçante. Les États-Unis ont rendu publics des renseignements sur le programme clandestin de la Corée du Nord. Toutefois, à la reprise des négociations en 2007, ils ont admis que ceux-ci étaient douteux, voire dénués de tout fondement, craignant sans doute que des inspecteurs chargés d'enquêter sur les armes n'entrent en Corée du Nord, entraînant ainsi un risque de répétition du scénario irakien. La Corée du Nord a répondu en accélérant le développement de son programme d'armement^[36].

En septembre 2005, cédant à la pression internationale, Washington avait accepté de reprendre les négociations dans le cadre des pourparlers à six. Celles-ci avaient donné d'assez bons résultats. La Corée du Nord acceptait de renoncer à « toutes ses armes nucléaires et à ses programmes existants de développement d'armement » ainsi que de se soumettre à des inspections internationales, en échange d'aide internationale et d'une promesse de non-agression de la part des États-Unis, inscrite dans un accord stipulant que les deux pays « respectent la souveraineté de chacun, coexistent pacifiquement et prennent des mesures afin de normaliser leurs relations ». À peine l'encre de l'entente était-elle sèche que l'administration Bush revenait à sa menace de recourir à la force, bloquait les avoirs nord-coréens déposés dans des banques étrangères et démantelait le consortium chargé de fournir à Pyongyang un réacteur à eau légère. Selon Cumings, les sanctions étaient en fait destinées « à torpiller les négociations de septembre » et à « contrecarrer la normalisation en cours des relations entre Washington et Pyongyang ».

Après que Washington eut fait échouer l'accord prometteur de septembre 2005, la Corée du Nord a repris ses activités de développement de missiles et d'autres armes, allant jusqu'à procéder à l'essai d'une bombe atomique. Subissant de nouveau la pression de la communauté internationale et voyant que leur politique avait mal tourné, les États-Unis sont revenus à la table de négociation, où un accord a finalement été conclu. Washington tarde cependant à honorer ses engagements.

« Bush a présidé à la politique étrangère la plus inepte de l'histoire des États-Unis, notamment vis-à-vis de la [Corée du Nord] », conclut Cumings. « Ces dernières années, les relations bilatérales entre Washington et Séoul se sont spectaculairement détériorées. Par ses omissions et par ses actes, tout en

créant une situation dangereuse avec Pyongyang, le président américain a bafoué les normes et les attentes de la relation historique avec Séoul. »

Les accusations portées contre la Corée du Nord ont pris des proportions inquiétantes en septembre 2007, à la suite du bombardement par Israël d'un obscur site nucléaire du nord de la Syrie, ce qu'au moins un éminent correspondant américain, Seymour Hersh, a qualifié d'« acte de guerre^[37] ». On a immédiatement laissé entendre que la Corée du Nord était associée à la construction de ces installations, ce qui permet de rapprocher ce raid du bombardement par Israël, en 1981, du réacteur d'Osirak en Irak ; selon les renseignements disponibles, c'est cette attaque qui aurait convaincu Saddam Hussein de lancer son programme de développement d'armes nucléaires^[38]. Hersh a tiré de son enquête la conclusion provisoire selon laquelle le geste posé en 2007 par Israël visait en fait à réitérer des menaces contre l'Iran, en rappelant à ce dernier qu'il se trouve à portée des bombes israélo-américaines. Quoi qu'il en soit, il convient de rappeler le contexte, fort significatif, de cet événement.

En 1993, Israël et la Corée du Nord étaient sur le point de s'entendre : Israël allait reconnaître la Corée du Nord en échange de la cessation par Pyongyang de toute activité relative à l'armement au Moyen-Orient. L'importance d'une telle entente pour la sécurité de l'État hébreu ne faisait aucun doute. Clinton a cependant ordonné la rupture de l'accord, injonction à laquelle Israël n'a eu d'autre choix que d'obéir^[39]. Depuis sa décision fatidique, prise en 1971 et maintenue depuis, de refuser la paix et la sécurité au nom de l'expansion, Israël est contraint à dépendre des États-Unis pour sa protection, et donc d'obéir aux ordres de Washington.

Que les accusations portées contre la Corée du Nord et la Syrie soient fondées ou non, il appert que ce qui met en jeu la sécurité d'Israël et de la région aurait pu être évité si l'on avait eu recours à des moyens pacifiques ; pour ce faire, il aurait fallu que la sécurité constitue une grande priorité.

Revenons au membre de l'Axe du mal dont nous traitions initialement, l'Irak. Les objectifs de la guerre menée par Washington ont été clairement soulignés dans la « Déclaration de principes pour des liens à long terme de coopération et d'amitié entre la République d'Irak et les États-Unis d'Amérique », adoptée en novembre 2007 à l'initiative de Washington. Ce document indique que l'armée américaine est autorisée à rester indéfiniment en Irak afin de dissuader toute agression étrangère et pour assurer la sécurité intérieure. La seule agression en vue provient des États-Unis, mais, par définition, il ne s'agit pas d'une agression. Seuls les naïfs croiront que Washington pourrait défendre par les armes un gouvernement qui emprunterait la voie de l'autonomie, se rapprochant un peu trop de l'Iran, par exemple. Par cette déclaration, Bagdad s'engageait aussi à « faciliter et [à] encourager les investissements étrangers en Irak, notamment les

investissements américains^[40] ».

L'effronterie phénoménale de la volonté impériale a été mise en évidence quand Bush a discrètement émis l'un de ses innombrables *signing statements*^[41], en vertu duquel il désavouait des dispositions essentielles d'une loi émanant du Congrès qu'il venait tout juste de ratifier. Parmi ces dispositions s'en trouvait une qui devait interdire au gouvernement de dépenser l'argent des contribuables « en vue d'établir toute installation ou base militaire ayant pour but de contribuer à la présence permanente des forces armées des États-Unis en Irak » ou « en vue d'assurer la mainmise des États-Unis sur les ressources pétrolières d'Irak ». Quelques jours plus tôt, le *New York Times* avait rapporté l'insistance de Washington « pour que le gouvernement de Bagdad autorise les États-Unis à mener des opérations de combat » et le risque que cette demande « suscite un concert de protestations en Irak, où l'on est [...] très chatouilleux à l'idée d'être perçu comme un État dépendant^[42] ».

Encore l'irrationalité du tiers-monde ...

Bref, l'Irak s'apprêtait à autoriser la présence permanente (« durable », selon la novlangue du moment) d'installations militaires américaines sur son territoire, à accorder aux États-Unis le droit d'y mener librement et indéfiniment des opérations de combat et à leur garantir la maîtrise de ses ressources pétrolières tout en privilégiant les investisseurs américains. Fait significatif, ces déclarations officielles et les gestes qui en ont découlé n'ont jamais influencé le débat sur les raisons de l'invasion américaine de l'Irak. Ces dernières n'ont jamais été occultées, mais toute tentative de les mettre au jour était ridiculisée. Aujourd'hui, on les admet ouvertement, elles ne suscitent aucun démenti, et personne ne les met en doute, voire ne les rapporte, d'ailleurs.

Bush a vite été contraint de renoncer à ces exigences. Il s'agissait de la nouvelle étape d'un mouvement de recul amorcé peu de temps après le début de l'invasion, les États-Unis ayant dû renoncer graduellement à leurs visées belliqueuses devant une résistance irakienne déterminée et non violente, dont les hauts faits mériteraient d'être mieux connus. Obama a fait savoir qu'il allait se conformer aux concessions auxquelles Bush avait dû se plier. Je reviendrai sur cette question plus loin.

Les Irakiens ne sont pas seuls à manquer de respect à leurs envahisseurs, comme le montrent les résultats de sondages menés en Afghanistan (voir le [chapitre 9](#)) et ailleurs.

Des sondages effectués récemment au Pakistan ont aussi représenté une « bonne nouvelle » pour Washington. Un impressionnant total de 5 % des Pakistanais sont d'accord avec l'idée de permettre aux forces des États-Unis ou d'autres pays d'entrer au Pakistan « de pourchasser et de capturer des membres d'Al-Qaïda »; 9 % sont d'accord de permettre aux forces

américaines «de pourchasser et de capturer des insurgés talibans en provenance d'Afghanistan». Près de 50 % d'entre eux autoriseraient l'armée pakistanaise à le faire. De plus, ils sont à peine plus de 80 % à considérer la présence américaine en Asie et en Afghanistan comme une menace pour leur pays. Une écrasante majorité est d'avis que les États-Unis cherchent à causer du tort au monde islamique^[43].

La bonne nouvelle, c'est que ces résultats témoignent d'une importante amélioration de la situation depuis octobre 2001, où un sondage réalisé par *Newsweek* révélait que «83 % des Pakistanais interrogés se [disaient] du côté des talibans et que seuls 3 % d'entre eux [soutenaient] les États-Unis»; on y apprenait aussi que 80 % des sondés considéraient Oussama Ben Laden comme un guérillero, contre 6 % jugeant qu'il était un terroriste^[44].

Ailleurs, les grands sondages n'ont pas de très bonnes nouvelles à offrir aux idéologues occidentaux. De toutes les idées reçues que ceux-ci ressassent, rares sont celles qu'ils défendent avec autant de ferveur que la thèse voulant que Hugo Chávez soit un tyran voué à la destruction de la liberté et de la démocratie au Venezuela et ailleurs. Aux États-Unis, les sondages annuels de l'opinion latino-américaine menés par la très respectée maison Latinobarómetro, dont j'ai traité dans le chapitre 3, sont donc perçus comme porteurs de «mauvaises nouvelles», les sondés ayant fourni les mauvaises réponses, et, en conséquence, sont escamotés de manière très efficace. Comme nous l'avons vu, les équipes éditoriales américaines sont bien au fait de l'existence de ces sondages, comme en font foi les quelques extraits qu'elles décident de publier, mais savent quelles informations faire passer par le filtre idéologique.

Un autre événement peu couvert par la presse a été la décision du président Chávez, fin 2007, d'accorder une amnistie aux meneurs du putsch de 2002. Avec le soutien de Washington, ceux-ci avaient kidnappé le président et dissous le parlement, la Cour suprême et toutes les autres institutions démocratiques; un soulèvement populaire avait vite mis un terme à cette usurpation^[45]. Le moins qu'on puisse dire, c'est que, en des circonstances comparables, il est assez peu probable qu'un pays riche eût accompli un geste semblable à celui de Chávez.

Sans doute tout cela permet-il d'en savoir un peu plus sur le « choc des civilisations », question dont il faut selon moi se préoccuper vivement.

Élections libres : bonne ou mauvaise nouvelle ?

LES ÉVÈNEMENTS survenus en 2008 au Moyen-Orient permettent de mieux comprendre la signification des « bonnes nouvelles » du moment. En janvier de cette année-là, accomplissant un acte courageux et admirable de désobéissance civile, des dizaines de milliers de Gazaouis se sont évadés de la prison dans laquelle l'alliance israélo-américaine, avec l'appui prévisible quoique timide de l'Europe, les avait confinés pour les punir du crime d'avoir voté pour le mauvais parti lors d'élections libres tenues en janvier 2006. Très révélatrices, les unes des journaux de l'époque alignaient côte à côte des articles relatant la réponse cinglante des États-Unis aux résultats d'un scrutin irréfutablement libre et des billets chantant les louanges de l'administration Bush pour sa noble mission de « promotion de la démocratie », compliments parfois ponctués d'un bémol sanctionnant l'idéalisme trop prononcé de la Maison Blanche, qui refusait de reconnaître que les oubliés du Moyen-Orient sont trop arriérées pour apprécier la démocratie à sa juste valeur.

La grandiloquence du discours sur les merveilles des élections libres ne connaît pratiquement pas de limites quand on considère qu'elles ont donné lieu à de « bons résultats ». Par conséquent, c'est avec euphorie que ceux des élections libanaises de 2008 ont été accueillis. Thomas Friedman, chroniqueur au *New York Times*, les a célébrées en rappelant sa « passion pour des élections libres et justes » : « ça me réchauffe le cœur » de constater que ce scrutin « a effectivement été libre et juste, au contraire de la prétendue élection que s'apprête à tenir l'Iran, à laquelle seuls les candidats autorisés par le guide suprême peuvent se présenter. Non, au Liban, c'était du sérieux, et les résultats sont fascinants : le président Barack Obama a battu le président iranien Mahmoud Ahmadinejad ». De manière décisive, « une forte majorité de Libanais de toutes confessions (musulmans, chrétiens et druzes) ont voté

pour l'Alliance du 14-mars dirigée par Saad Hariri », candidat soutenu par les États-Unis et fils de Rafic Hariri, ex-premier ministre assassiné, si bien que, « dans la mesure où tous les élus disposent de l'autorité morale pour former le prochain gouvernement, on peut parler d'une coalition souhaitant que le Liban soit gouverné par et pour les Libanais, non pour l'Iran ou la Syrie ni dans le but de combattre Israël ». À propos de ce triomphe, il faut rendre à César ce qui appartient à César : « Si George Bush n'avait pas tenu tête aux Syriens en 2005, forçant leur retrait du Liban à la suite de l'assassinat de Hariri, ces élections libres ne se seraient jamais déroulées. M. Bush a aidé à créer le contexte nécessaire. La puissance compte. M. Obama a contribué à faire naître l'espoir. Les mots comptent aussi. »

De nombreux autres observateurs américains ont fait écho aux propos de Friedman, bien qu'ils l'aient fait avec moins d'enthousiasme. Elliott Abrams, par exemple, a lui aussi mis en perspective la victoire d'Obama au Liban avec les élections iraniennes. Dans un texte d'opinion intitulé « Triomphe libanais, simulacre iranien », il a comparé ces « deux mises à l'épreuve des tentatives [américaines] de diffuser la démocratie dans le monde musulman ». La leçon est claire : « Les États-Unis ne doivent pas vanter les mérites des élections, mais plutôt ceux des élections libres. En ce sens, le scrutin libanais a passé avec succès l'épreuve de la réalité [...], la majorité des Libanais ayant rejeté la prétention du Hamas de ne pas être une organisation terroriste, mais plutôt un groupe de "résistance nationale". [...] Les Libanais avaient l'occasion de voter contre le Hezbollah et l'ont saisie. »

De semblables réactions ont fusé de toute la presse, escamotant cependant quelques petits problèmes.

Le plus important d'entre eux, dont personne aux États-Unis ne semble avoir traité, concerne le vote en tant que tel. L'Alliance du 8-mars, menée par le Hezbollah, a facilement récolté le plus grand nombre de voix, dans une proportion identique à celle des résultats obtenus par Obama contre McCain en novembre 2008 aux États-Unis, soit environ 53 % selon les données du ministère de l'Intérieur. Voilà pourquoi, si l'on suit la logique de Friedman et d'Abrams, il faudrait plutôt pleurer la victoire d'Ahmadinejad sur Obama et le gain d'« autorité morale » enregistré par le Hezbollah, « la majorité des Libanais » ayant « saisi l'occasion » de rejeter les accusations répétées avec complaisance par Friedman, Abrams et consorts en écho à la propagande de Washington^[1].

À l'instar de celle des autres commentateurs, l'argumentation de Friedman et d'Abrams était fondée sur la répartition des députés à l'Assemblée nationale. Celle-ci est faussée par le système électoral confessionnel, qui laisse peu de sièges aux représentants du groupe le plus populaire, les chiïtes, dont l'écrasante majorité a soutenu le Hezbollah et son allié, le mouvement Amal. De plus, sous d'autres aspects, ce système

confessionnel nuit encore plus considérablement à des « élections libres et justes », font remarquer des analystes que la situation préoccupe. Assaf Kfoury note que celui-ci ne laisse aucune place aux partis non confessionnels, empêchant ainsi le cadre électoral d'être le lieu de débats sur les politiques socioéconomiques et d'autres enjeux importants. Il favorise aussi une « ingérence étrangère massive », un faible taux de participation ainsi que « la fraude électorale et l'achat de voix », phénomènes tous constatés lors des élections de juin 2008, et ce, plus que jamais. À Beyrouth, où vit plus de la moitié de la population libanaise, moins du quart des citoyens ayant la qualité d'électeur pouvaient voter sans devoir se rendre dans leurs lointaines régions d'origine. C'est ainsi que les travailleurs migrants et les classes plus défavorisées ont été, dans les faits, privés de leur droit de vote ; il s'agit là d'« une forme extrême de charcutage électoral, à la libanaise », favorisant les classes privilégiées et pro-occidentales^[2].

Des exemples tout aussi flagrants de la haine que vouent les élites à la démocratie ne manquent pas. Celles-ci ne semblent même pas conscientes de leur signification, ce qui en dit long sur la profondeur de l'enracinement, dans la culture intellectuelle, d'opinions et de dogmes implicites. Cam Simpson, journaliste au *Wall Street Journal*, en a fourni une autre illustration en écrivant que, en dépit du terrible châtement infligé à Gaza par les États-Unis et Israël, et malgré « le soutien diplomatique et économique, dont bénéficie largement un Fatah qui gouverne la Cisjordanie avec l'appui de puissances occidentales souhaitant convaincre les Palestiniens des deux territoires de l'appuyer et isoler le Hamas », c'est le contraire qui se produit : en Cisjordanie, la popularité du Hamas va croissant. Simpson explique simplement que « le Hamas a remporté les élections palestiniennes de janvier 2006, poussant le gouvernement israélien et l'administration Bush à décréter un boycott mondial de l'Autorité palestinienne », entre autres mesures draconiennes, avec pour objectif avoué de punir ces mécréants qui n'ont rien compris au principe de base de la démocratie : « Faites ce qu'on vous dit, sinon^[3] ... »

Il importe de ne pas négliger le fait que les États-Unis et Israël travaillent en tandem. Israël dépend fortement du soutien militaire, économique, diplomatique et idéologique des États-Unis, et n'agit que si ces derniers l'autorisent à le faire. Ses actes criminels sont aussi ceux des États-Unis.

En réponse aux malencontreux résultats des élections libres de janvier 2006, la répression israélo-américaine des Gazaouis a pris une ampleur considérable, faisant de nombreux morts début juin, puis s'accroissant à la suite de la capture du soldat israélien Gilad Shalit le 25 juin. Ce geste a été vigoureusement dénoncé par les Occidentaux. Quant à la réplique brutale d'Israël, on l'a considérée comme compréhensible, quoique peut-être excessive. Cette opinion n'a nullement été ébranlée par l'éclatante

démonstration, survenue à peu près au même moment, de son caractère purement hypocrite. La veille de la capture du caporal Shalit sur la première ligne du front contre Gaza, des soldats israéliens ont fait une incursion dans la ville pour y kidnapper deux civils, les frères Muamar, qu'ils ont emmenés en Israël (au mépris des Conventions de Genève) et emprisonnés sans procès. Rappelons que près de 1 000 personnes sont détenues sans accusation en Israël, souvent depuis longtemps. Cet enlèvement, crime beaucoup plus grave que la capture de Shalit, a bien suscité quelques lignes dans la presse américaine, mais semble n'avoir fait l'objet d'aucune critique^[4]. On peut comprendre ce silence des médias : cet épisode n'est pour ainsi dire pas une nouvelle. Cela fait des décennies que l'armée israélienne, soutenue par les États-Unis, s'adonne à de telles pratiques ainsi qu'à d'autres, nettement plus barbares. De toute façon, en tant qu'État vassal, Israël s'est vu accorder par son maître le droit de commettre des crimes.

Sur ce point, l'hypocrisie occidentale est renversante. Ainsi, Thomas Friedman, tout en ratiocinant sur la nécessité d'« éduquer » les peuples inférieurs par la violence terroriste, a écrit que l'invasion du Liban par Israël en 2006, détruisant une fois de plus la plus grande partie du sud du Liban et de Beyrouth, et tuant encore 1 000 civils, ne constituait qu'un acte d'autodéfense en réponse au crime, commis par le Hezbollah, d'avoir « déclenché sans motif une guerre à la frontière libano-israélienne, pourtant reconnue par l'ONU après qu'Israël se fut unilatéralement retiré du Liban ». Ce crime si scandaleux, la capture de soldats israéliens à la frontière, a été commis dans le but apparent de procéder à un échange de prisonniers. Il s'agit de la première violation attestée d'une frontière par le Hezbollah en six ans, tandis qu'Israël, de son côté, le fait presque tous les jours depuis que la résistance libanaise menée par le Hezbollah l'a forcé à mettre fin à son occupation du Liban-Sud, à laquelle l'État hébreu avait procédé en contrevenant aux ordres du Conseil de sécurité de l'ONU^[5].

Ce spécialiste chevronné des questions du Moyen-Orient au *New York Times* ne peut qu'être au courant des crimes d'Israël au Liban et en haute mer, nettement plus graves que celui du Hezbollah d'avoir capturé deux soldats à la frontière. Du moins le saurait-il s'il lisait son propre journal : par exemple, dans le 18^{ème} paragraphe d'un article relatant un échange de prisonniers, on pouvait lire que 37 des détenus arabes « avaient été appréhendés récemment par la marine israélienne alors qu'ils tentaient de se rendre à Tripoli [ville du nord du Liban] depuis Chypre », et que nombre d'entre eux avaient été retenus en otage pendant des années, parfois dans des prisons secrètes dont la presse a fait état en Israël et en Europe, mais pas aux États-Unis^[6].

Israël persiste à commettre de tels crimes, qui suscitent à peine quelques bâillements aux États-Unis. En septembre 2009, son armée a envahi un secteur du nord de Gaza situé au sud de la ville de Beit Lahia, kidnappant cinq

enfants palestiniens qui rentraient à la maison après avoir fait paître leurs moutons. Les détails de cette affaire ont été rapportés par le Centre pour les droits de la personne Al Mezan, basé à Gaza. La presse de langue anglaise n'en a pas soufflé mot, elle qui a couvert en long et en large la capture du soldat attaquant Shalit en s'acharnant à la qualifier d'obstacle à la paix^[7].

Pour en revenir aux suites des authentiques quoique inacceptables élections libres à Gaza, Israël et les États-Unis ont une fois de plus multiplié leurs atrocités en juin 2007, après qu'une guerre civile eut assuré le contrôle du territoire au Hamas. Ce dénouement est généralement décrit comme un putsch du Hamas, illustrant une fois de plus sa nature malveillante. Cependant, la réalité est tout autre. La guerre civile a été encouragée par les États-Unis et Israël dans une tentative grossière de provoquer un coup d'État visant à invalider les élections ayant porté le Hamas au pouvoir. Ce fait est connu du public au moins depuis avril 2008, quand David Rose a publié le compte rendu solide et détaillé de la manière dont Bush, Condoleeza Rice et le conseiller adjoint à la sécurité nationale Elliott Abrams «ont soutenu une milice menée par Muhammad Dahlan, homme fort du Fatah, déclenchant une sanglante guerre civile à Gaza, de laquelle le Hamas est sorti plus fort que jamais». Ces faits ont été corroborés par Norman Olsen, qui a travaillé 26 ans au Service extérieur des États-Unis, dont quatre dans la bande de Gaza et quatre à l'ambassade américaine à Tel-Aviv, avant de devenir coordonnateur adjoint du contre-terrorisme au département d'État. Olsen et son fils ont relaté en détail les machinations ourdies par le département d'État en vue d'assurer au favori de Washington, Mahmoud Abbas, la victoire aux élections de janvier 2006, qui aurait pu être saluée comme un triomphe de la démocratie et réchauffer le cœur des loyaux serviteurs de l'empire. C'est après l'échec de cette tentative de truquage des élections que les États-Unis et Israël se sont résignés à punir les Palestiniens pour avoir choisi le mauvais parti et ont commencé à armer la milice de Dahlan. Toutefois, selon les Olsen, «les voyous de Dahlan ont agi de manière précipitée» et une riposte par anticipation du Hamas a sapé la tentative de putsch^[8].

En même temps qu'Israël atteignait, avec la complicité des États-Unis, de nouveaux sommets en matière de brutalité à Gaza, ce duo de criminels poursuivait ses basses œuvres dans l'autre territoire occupé, la Cisjordanie, qu'il isole systématiquement de Gaza depuis le «processus de paix» d'Oslo en 1993^[9]. Israël y met en œuvre une politique, approuvée par Washington, d'appropriation des bonnes terres et des ressources naturelles, fragmentant l'espace laissé aux Palestiniens par des colonies et de vastes projets d'infrastructures, sans parler des centaines de postes de contrôle essentiellement voués au harcèlement, et ceinturant le tout par l'occupation de la vallée du Jourdain et l'expansion des colonies et du développement à Jérusalem afin de réduire à l'état de symbole la présence des Palestiniens dans

le centre historique de leur vie culturelle, commerciale et sociale. Toutes les activités relatives à la colonisation sont illégales, mais celles qui ont lieu à Jérusalem le sont doublement puisqu'elles vont à l'encontre d'ordres du Conseil de sécurité remontant à une quarantaine d'années. La résistance non violente des Palestiniens et des groupes qui leur sont solidaires est implacablement réprimée. La presse fait rarement état de cette situation. Il semble que les médias écrits de langue anglaise, à l'exception de ceux d'Irlande, aient même tu l'épisode où Mairead Corrigan Maguire, lauréate du Prix Nobel de la paix, s'est fait tirer dessus puis gazer par des soldats israéliens alors qu'elle participait à une vigile contre le mur de séparation (qu'il conviendrait plutôt de nommer mur d'annexion^[10]).

Il faut garder à l'esprit que, dès le départ, Israël était conscient de l'illégalité de ses projets de colonisation des territoires occupés et de tout ce qui s'y rapporte. En septembre 1967, Theodor Meron, juriste le plus réputé d'Israël en matière de droit international, éminent avocat et figure incontournable des tribunaux internationaux, a fait part à son gouvernement du fait «que les colonies de peuplement dans les territoires administrés [occupés] contreviennent aux dispositions formelles de la Quatrième Convention de Genève», fondement du droit humanitaire international. Le ministre de la Justice, Yaakov Shimshon Shapira, en avait déjà informé le cabinet. Quelques semaines plus tard, le ministre de la Défense Moshe Dayan, chargé des territoires occupés, a avisé ses collègues de la nécessité de «consolider notre emprise afin de réussir, à la longue, à “digérer” la Judée et la Samarie [la Cisjordanie] pour les fusionner avec le “petit” Israël», tout en «démembrant» la Cisjordanie. Il s'agissait alors d'exproprier les terres appartenant à des Arabes en prétextant qu'«il s'agit d'une mesure nécessaire pour des raisons militaires», subterfuge ayant fait ses preuves pour priver les Arabes israéliens des droits accordés aux citoyens juifs, comme en fait foi le tristement célèbre épisode ayant mené à la fondation de la ville de Karmiel. Le gouvernement a maintenu systématiquement – et maintient toujours – ces politiques de colonisation et de démembrement. Pendant tout ce temps, les «colombes», dont Shimon Peres est une figure de proue, y ont joué un rôle prépondérant.

Dayan n'entretenait aucune illusion sur la légalité des plans qu'il proposait. «Les colonies de peuplement dans les territoires occupés contreviennent comme on le sait aux conventions internationales», admettait-il, «mais il n'y a rien d'essentiellement nouveau là-dedans». Il s'attendait évidemment à ce que le bailleur de fonds d'Israël, c'est-à-dire Washington, s'y oppose formellement, mais en fermant les yeux. Voilà qui est pratique courante, même si le caractère criminel de cette politique a été souligné par des résolutions du Conseil de sécurité et, plus récemment, par la Cour internationale de justice, avec laquelle le juge américain Thomas Buerghenthal,

dans une déclaration séparée, s'est montré d'accord sur le fond^[11].

Les actes criminels commis par des Palestiniens, comme le tir de roquettes Qassam depuis Gaza, sont condamnés sans réserve dans les pays occidentaux. Quant aux gestes de loin plus violents et destructeurs posés par Israël, ils suscitent parfois de légers reproches s'ils dépassent en terreur les niveaux acceptés. Invariablement, les actions israéliennes – dont les États-Unis partagent directement la responsabilité – sont présentées comme des représailles, bien qu'on reconnaisse parfois leur caractère excessif. En observant ce cycle de violence sous un autre angle, on peut considérer que les roquettes Qassam sont lancées en représailles aux crimes incessants commis par Israël à Gaza et en Cisjordanie, qui, malgré ce que stipule le décret israélo-américain, forment un tout. Les *a priori* racistes et ultranationalistes interdisent cependant une telle interprétation.

Dans les pays occidentaux, y compris au sein des organismes de défense des droits de la personne, il règne un consensus quasi unanime selon lequel les actes posés par Israël pour empêcher les tirs de roquettes relèvent de la légitime défense, même s'il arrive que l'on considère cette dernière comme disproportionnée, voire pratiquement criminelle. C'est sous cet angle qu'a été évaluée, encore une fois presque à l'unanimité, l'attaque sans merci menée par Israël contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009. Il s'agit pourtant d'une position carrément intenable, qui reflète la puissance inouïe d'un système de propagande bien enraciné dans la mentalité impériale à l'œuvre dans les pays riches.

Les faits et les principes en cause ne présentent aucune ambiguïté. Comme tout État, Israël dispose du droit à l'autodéfense ; il ne s'agit pas de remettre ce principe en question. Ce qui est en jeu est tout autre : est-ce qu'Israël dispose du droit à l'autodéfense *par la force*, dans ce contexte précis ? À ce propos, le droit international, y compris la Charte des Nations unies, est sans équivoque : pour exercer ce droit, un État doit, entre autres conditions, avoir épuisé les moyens pacifiques. Non seulement Israël n'a-t-il pas épuisé les moyens pacifiques, mais il a même refusé de les envisager. Si l'on met de côté la question plus générale de l'arrêt de ses crimes quotidiens contre la Palestine occupée et qu'on s'en tient à Gaza, on constate qu'Israël a même refusé de considérer les propositions de cessez-le-feu réitérées à maintes reprises par le Hamas. Israël et les États-Unis avaient pourtant toutes les raisons de croire qu'une telle trêve aurait signifié la fin des tirs de roquettes du Mouvement de résistance islamique. Ces faits enlèvent toute crédibilité aux raisons invoquées pour justifier l'assaut israélo-américain de décembre 2008 contre Gaza, qui semble avoir été entrepris en vue de mettre en œuvre les programmes visant à infliger de terribles souffrances aux animaux enfermés dans cette prison, à s'appropriier tout ce que la Cisjordanie compte de précieux et à veiller à ce que d'autres pays se sentent intimidés par la force

israélienne^[12].

Compte tenu de la quasi-unanimité régnant autour de la prétention voulant que l'assaut de 2008-2009 contre Gaza ait été mené en légitime défense, bien que de manière disproportionnée, il vaut la peine d'en rappeler le contexte immédiat. En juin 2008, Israël et le Hamas ont conclu un accord de cessez-le-feu en vertu duquel les postes frontaliers devaient être rouverts afin de « permettre la circulation de tous les biens dont on avait interdit ou restreint l'entrée à Gaza ». L'assentiment des autorités israéliennes n'était cependant que formel : elles se sont empressées d'annoncer qu'elles n'allaient respecter l'accord et ouvrir les frontières que si le Hamas libérait Gilad Shalit.

Après ce rejet immédiat du cessez-le-feu qu'il avait formellement accepté, Israël a maintenu le siège de Gaza. Rappelons qu'un siège est un acte de guerre, mais que, dans les faits, l'État hébreu adhère depuis toujours à un principe supérieur : le fait de limiter l'accès au monde extérieur, même sans aller jusqu'à entreprendre un siège, constitue un acte de guerre justifiant une riposte violente et massive. Le blocus du détroit de Tiran a justifié en grande partie l'invasion de l'Égypte par Israël (avec la France et le Royaume-Uni) en 1956, puis le déclenchement de la guerre de 1967. Le siège de Gaza, quant à lui, est total, et non partiel, sauf en de rares moments où l'occupant consent à desserrer un peu l'étau pour permettre aux assiégés de survivre un tant soit peu. Les torts causés aux Gazaouis sont nettement plus considérables que ceux qu'Israël a subis à cause du blocus du détroit de Tiran. Par conséquent, il est difficile de comprendre pourquoi ceux qui soutiennent l'idéologie et les actions d'Israël refusent d'admettre le bien-fondé des tirs de roquettes effectués depuis la bande de Gaza contre le territoire israélien.

Il va sans dire que nous nous heurtons une fois de plus au principe invalidant : d'un côté, c'est *nous*, de l'autre, c'est *eux*.

Après juin 2008, Israël ne s'est pas contenté de maintenir le siège de Gaza : il l'a impitoyablement renforcé. L'État hébreu a même empêché l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) de se réapprovisionner, « si bien que, une fois le cessez-le-feu rompu, nous n'avions plus assez de nourriture pour nourrir les 750 000 personnes qui dépendent de nous », a déclaré à la BBC son directeur, John Ging^[13].

Malgré le siège israélien, les tirs de roquettes ont nettement diminué. Mark Regev, porte-parole du premier ministre, a admis que le Hamas n'était responsable d'aucun des rares tirs effectués entre le début du cessez-le-feu, en juin 2008, et le 4 novembre 2008. Ce jour-là, Israël a enfreint la trêve encore plus grossièrement en menant une incursion dans Gaza, qui lui a permis de liquider six militants du Hamas ; ce dernier a riposté par une pluie de roquettes (qui n'ont fait aucun blessé). Le gouvernement israélien a admis ces faits sur son site internet officiel. Ce raid a eu lieu le jour même de l'élection

présidentielle américaine, qui monopolisait l'attention du public. Pour le justifier, Israël a invoqué la découverte à Gaza d'un tunnel, qualifié de « tunnel à retardement » dans les communiqués officiels, qui aurait pu servir à la capture d'un autre de ses soldats. Comme l'ont souligné bon nombre de commentateurs israéliens, ce prétexte était cousu de fil blanc. Si un tel tunnel avait bel et bien existé et traversé la frontière, Israël n'avait qu'à en bloquer l'accès de son côté. Sans surprise, on a jugé crédible cet alibi ridicule et fermé les yeux sur le moment choisi^[14].

Pour quelle raison Israël a-t-il mené ce raid ? Voilà une question pertinente, car il est évident qu'il ne s'agissait ni de mettre un terme à des tirs de roquette du Hamas ni de prévenir d'éventuelles attaques. On ne dispose d'aucun document interne témoignant de la planification de l'attaque par Israël, mais on sait que cette dernière est survenue peu de temps avant le moment où devaient avoir lieu, au Caire, des pourparlers entre le Hamas et le Fatah visant à « aplanir leurs différends et à mettre sur pied un gouvernement unifié », a rapporté le correspondant britannique Rory McCarthy. Il devait s'agir de la première rencontre officielle entre les deux mouvements depuis la guerre civile de juin 2007, qui avait assuré au Hamas le contrôle de Gaza. Ces discussions auraient constitué un pas important vers la relance d'efforts diplomatiques. Cependant, tout au long de son histoire, Israël a multiplié les provocations visant à dissuader le recours à la diplomatie, qu'il considère comme une menace. J'en ai déjà évoqué quelques-unes, et celle-ci en est vraisemblablement un autre exemple^[15].

En novembre 2008, après avoir rompu le cessez-le-feu de juin (qui valait ce qu'il valait), Israël a renforcé de plus belle son siège de Gaza, avec des conséquences encore plus graves pour la population.

Le 5 novembre, écrivait la professeure Sara Roy, plus éminente spécialiste de Gaza, Israël a scellé tous les points d'accès à Gaza, perturbant fortement – et interrompant par moments – les approvisionnements en nourriture, médicaments, mazout, gaz et pièces de rechange pour les appareils de production d'eau potable et de traitement des eaux usées. [...] En novembre, moins de cinq camions de nourriture par jour en moyenne sont arrivés à Gaza en provenance d'Israël, contre 123 en octobre. L'entrée de pièces nécessaires à la réparation et à l'entretien des infrastructures liées à l'eau a été bloquée pendant plus d'un an. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de rapporter que la moitié des ambulances de Gaza sont en panne.

Ce qui restait est vite devenu la cible d'attaques israéliennes. La seule centrale électrique de Gaza a été contrainte d'interrompre ses activités par manque de combustible, et n'a pu être redémarrée avant huit mois parce que d'essentiels pièces de rechange étaient immobilisées dans le port israélien d'Ashdod. À cause des coupures de courant, l'hôpital al-Shifa a enregistré une hausse de 300 % des cas de brûlures résultant de l'allumage de feux de bois. Israël a aussi bloqué les expéditions de chlore, si bien que, à la mi-décembre, l'accès à l'eau potable a dû être restreint à des périodes de six heures par trois

jours dans les secteurs de la ville de Gaza et de Gaza Nord. Les décès provoqués par ce blocus ne sont pas inclus dans le décompte des victimes palestiniennes de la terreur israélienne (ou de ses «représailles disproportionnées», pour emprunter la formule idéologique courante^[16]).

À la suite de l'attaque israélienne du 4 novembre, les deux camps ont fait monter la violence d'un cran (avec des morts chez les Palestiniens seulement) jusqu'au 19 décembre, date où le cessez-le-feu a officiellement pris fin et où le premier ministre Ehoud Olmert a autorisé une invasion de grande envergure.

Quelques jours plus tôt, le Hamas avait proposé de revenir à l'accord initial de cessez-le-feu de juin qu'Israël n'avait pas respecté. C'est Robert Pastor, historien et ancien haut responsable de l'administration Carter, qui avait transmis le message à un «haut fonctionnaire» de l'armée israélienne n'y a toutefois pas répondu. Selon des sources israéliennes, le directeur du service de sécurité intérieure (le Shin Bet) a signifié le 21 décembre que le Hamas souhaitait maintenir «calmes» ses relations avec Israël, mais que son aile militaire continuait ses préparatifs en vue d'un conflit.

«Il existait manifestement une autre solution que la voie militaire pour mettre fin aux tirs de roquettes», a déclaré Pastor, s'en tenant au cas précis de Gaza. Il existait aussi une option d'une portée beaucoup plus globale, en l'occurrence l'acceptation d'un règlement politique prenant en considération l'ensemble des territoires occupés^[17].

Selon Akiva Eldar, correspondant israélien chevronné en matière d'affaires diplomatiques, peu de temps avant qu'Israël ne déclenche, le samedi 27 décembre, son invasion de grande envergure, «Khaled Meshal, dirigeant politique du Hamas, a annoncé, sur le site internet des Brigades Izz al-Din al-Qassam, qu'il était disposé non seulement à "mettre un terme à l'agression", mais aussi à revenir à l'accord sur le contrôle du point de passage de Rafah, conclu en 2005, époque où le Hamas n'avait pas encore remporté les élections et pris le contrôle de la région. En vertu de cet accord, le point de passage devait être surveillé conjointement par l'Égypte, l'Union européenne, la présidence de l'Autorité palestinienne et le Hamas^[18]».

En résumé, Israël n'avait pas le droit de tirer la moindre balle dans la bande de Gaza. On voit mal comment cette conclusion peut prêter à controverse.

Parmi les assertions courantes des apologistes les moins subtils de la violence israélienne s'en trouve une voulant que, dans le cas de l'assaut de 2008-2009 contre Gaza «comme à tant d'autres occasions au cours des 50 dernières années – guerre contre le Liban de 1982, «main de fer» contre l'intifada de 1988, guerre contre le Liban de 2006 –, si les Israéliens se trouvent à répliquer à des actes terroristes intolérables avec la détermination d'infliger d'atroces souffrances à leurs ennemis, c'est dans le but de donner une leçon à ces derniers. Chez les civils, la souffrance et la mort sont

inévitables ; les leçons le sont moins ». Ces mots sont ceux de David Remnick, rédacteur en chef du *New York Times*^[19]. Comme nous l'avons vu, on ne peut justifier l'invasion du Liban de 2006 qu'en faisant preuve du cynisme le plus éhonté. La mention de l'impitoyable réplique israélienne à l'intifada de 1988 est trop obscène pour qu'il vaille la peine d'en discuter ; au mieux, on peut supposer qu'elle témoigne d'une ignorance qui confond l'entendement. Toutefois, l'interprétation que fait Remnick de l'invasion de 1982, bien que tout aussi stupéfiante, est assez courante et illustre les succès d'une incessante propagande. Ce conflit mérite un petit retour en arrière.

Pendant l'année ayant précédé l'invasion de 1982, le calme régnait à la frontière israélo-libanaise, du moins en direction nord-sud, du Liban vers Israël. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) respectait scrupuleusement un cessez-le-feu proclamé à l'initiative des États-Unis, malgré un Israël multipliant les provocations, dont des bombardements ayant fait de nombreuses victimes civiles. Cette agressivité visait probablement à susciter une réaction qui eût pu servir à justifier l'invasion qu'Israël planifiait. Les autorités israéliennes n'ont cependant obtenu que deux ripostes, légères et symboliques. Ce qui ne les a pas empêchées de procéder à l'invasion, sous un prétexte trop absurde pour être pris au sérieux.

Israël n'a nullement déclenché l'invasion en réaction à des « actes terroristes intolérables », bien qu'un autre type d'acte intolérable, la diplomatie, ait joué un rôle dans sa décision. Ce motif n'a jamais été dissimulé. Peu de temps après le début de cette offensive soutenue par les États-Unis, Yehoshua Porath, plus éminent spécialiste israélien de la Palestine et citoyen n'ayant rien d'une colombe, a écrit que le respect du cessez-le-feu, attribuable à Arafat, constituait « une véritable catastrophe pour le gouvernement israélien », car il ouvrait la voie à un règlement politique du conflit. Les dirigeants israéliens souhaitaient que l'OLP ait recours au terrorisme, ce qui aurait conjuré la menace de voir celle-ci devenir « un partenaire légitime dans la négociation de futurs compromis politiques ».

En Israël, cette interprétation des faits était bien connue, et le gouvernement ne cherchait pas à la camoufler. Le premier ministre Yitzhak Shamir a déclaré qu'Israël avait déclenché la guerre en raison d'« une terrible menace [...], pas tant militaire que politique ». Ces propos ont inspiré le satiriste israélien B. Michael : « Le prétexte fumeux d'une menace militaire ou d'un danger pour la Galilée ne tient plus ; [nous] avons éliminé la menace politique » en tirant les premiers, juste à temps ; désormais, « Dieu merci, il n'y a plus personne avec qui parler ». Admettant que l'OLP a respecté le cessez-le-feu, l'historien Benny Morris a fait remarquer que « l'inévitabilité de cette guerre repose sur les épaules de l'OLP en tant que menace politique contre Israël et sa maîtrise des territoires occupés ». D'autres observateurs ont ouvertement admis ces faits incontestés^[20].

Dans un article de fond sur l'invasion de Gaza de décembre 2008 paru à la une du *New York Times*, le correspondant Steven Lee Meyers a écrit que, « sous certains aspects, les attaques contre Gaza rappellent le pari tenté – et essentiellement perdu – en 1982 par Israël d'envahir le Liban pour éliminer la menace représentée par les forces de Yasser Arafat ». Cette comparaison est juste, mais pas pour la raison que son auteur a en tête. En 1982, et fort probablement en 2008, une menace devait effectivement être éliminée : celle d'un règlement politique du conflit^[21].

Les propagandistes israéliens espéraient que les intellectuels et les médias occidentaux adhèrent à l'histoire à dormir debout selon laquelle, en 1982, Israël ne faisait que riposter à une pluie de roquettes s'abattant sur la Galilée, « acte terroriste intolérable », et agissait, comme à Gaza en 2008, en légitime défense, même si la mort de 15 000 à 20 000 Libanais et Palestiniens et la destruction d'une bonne partie du Liban-Sud et de Beyrouth témoignent du caractère « disproportionné », mais compréhensible, de l'opération. Les responsables des très efficaces services de propagande israéliens n'ont pas été déçus^[22], comme ils seront enchantés de la remarquable unanimité qui régnera à propos de la prétention tout à fait injustifiable d'Israël d'avoir agi en légitime défense en attaquant encore plus féroceement Gaza en décembre 2008.

Les critiques émanant d'organismes de défense des droits de la personne et d'autres évaluations, comme le rapport Goldstone, s'en sont tenues à la question, plus étroite et d'ailleurs secondaire, de la légitimité des moyens employés, ce qui fait l'affaire des partisans du recours à la violence par Israël et les États-Unis, compte tenu de l'incertitude des éléments de preuve en temps de guerre, même si le droit international humanitaire est catégorique à ce propos. En vertu de l'article 33 de la Quatrième Convention de Genève, « aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement. Les peines collectives, de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites. [...] Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites ». Il ne fait aucun doute que les Gazaouis sous occupation militaire israélienne sont des « personnes protégées ». Selon l'article 50 de la Convention de La Haye de 1907, « aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison [*sic*] de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables ». Qui plus est, les hautes parties contractantes à la Convention de Genève se sont engagées à « respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances » ; les parties comprennent, bien sûr, Israël et son complice américain. Les États-Unis sont donc tenus de prévenir ou de punir les graves violations du traité commises par leurs propres dirigeants et leur vassal ou d'empêcher ce dernier de le faire. Quand les médias rapportent, comme ils le font régulièrement, qu'« Israël souhaite que [la réduction de son

approvisionnement de la bande de Gaza en mazout et en électricité] suscite une pression populaire qui puisse forcer les dirigeants du Hamas et les autres groupes militants à cesser leurs tirs de roquettes^[23] », ils se trouvent à informer leurs lecteurs, sans broncher, qu'Israël commet une grave infraction au droit international humanitaire, tout comme le font les États-Unis en ne veillant pas à ce que leur vassal respecte la loi. Il en va de même lorsque la Haute Cour de justice d'Israël reconnaît une légitimité à ces mesures, comme elle l'a fait, ajoutant un autre chapitre à ses sombres antécédents de subordination au pouvoir politique. Moshe Negbi, chroniqueur juridique le plus réputé d'Israël, savait ce qu'il faisait en intitulant son désespérant compte rendu des décisions des tribunaux « Nous nous sommes comportés comme Sodome^[24] ».

Les États puissants ne peuvent être forcés à respecter le droit international que par leurs propres populations. Il s'agit cependant d'une tâche difficile, en particulier si des observateurs aux idées bien articulées affirment que le crime en cause est légitime, qu'ils le fassent de manière explicite ou en adoptant tacitement un cadre de référence criminel, méthode plus insidieuse puisqu'elle rend le crime invisible.

L'évasion de Gaza menée par le Hamas en janvier 2008 a permis aux Gazaouis, pour la première fois depuis des années et ne serait-ce que pendant un court instant, d'aller faire leurs emplettes dans les villes égyptiennes situées à proximité. Ce geste a été considéré comme intolérable, car il compromettait l'étranglement des libertés par les États-Unis, Israël et l'Égypte. Cependant, les détenteurs du pouvoir se sont vite ravisés : l'événement pouvait être mué en « bonne nouvelle ». Le vice-ministre israélien de la Défense, Matan Vilnai, « a déclaré ouvertement ce que de hauts responsables israéliens ne diraient que sous le couvert de l'anonymat », a écrit Stephen Erlanger dans le *New York Times* : l'évasion pourrait offrir à Israël, qui y a semé dévastation et misère pendant 40 années de cruelle occupation, l'occasion de se délester de ses responsabilités envers la bande de Gaza et de ne plus s'en servir que pour des exercices de tir tout en la maintenant bien sûr sous stricte occupation militaire et en veillant à ce que ses frontières terrestres, maritimes et aériennes soient bien scellées par l'armée israélienne, à l'exception d'un point de passage vers l'Égypte (si cette dernière est d'accord, ce qui est peu probable^[25]).

Cette séduisante perspective pourrait constituer le complément parfait aux crimes qu'Israël commet à l'heure actuelle en Cisjordanie, crimes soigneusement élaborés selon des critères, dont j'ai déjà traité, visant à ce que les Palestiniens n'y aient aucun avenir viable. Israël pourrait en profiter pour envisager une solution à son préoccupant et tenace « problème démographique » : la présence de non-Juifs au sein d'un « État démocratique juif » autoproclamé. Avigdor Lieberman, extrémiste de droite ultranationaliste

aujourd'hui ministre israélien des Affaires étrangères, a été vertement traité de raciste dans son pays lorsqu'il a proposé de transférer la population arabe d'Israël dans la région de Wadi Ara, en Galilée, où serait créé un dérisoire « État » palestinien résultant de ce qu'on aurait présenté au reste du monde comme un « échange de terres ». Israël et son bailleur de fonds étant plus à droite que jamais, la proposition de Lieberman a pu s'intégrer au courant de pensée dominant. Le député Otniel Schneller, membre du parti Kadima « considéré comme l'un des collaborateurs les plus proches et les plus loyaux du premier ministre Ehoud Olmert », a présenté un plan « très semblable à celui que promeut le chef du parti Israel Beytenou, Avigdor Lieberman », bien qu'il le qualifie de « plus graduel » et affirme que les Arabes concernés « conserveraient leur citoyenneté israélienne même si leur territoire était sous l'emprise de [l'Autorité palestinienne et] qu'on ne leur permettait pas de s'établir dans d'autres régions d'Israël^[26] ». L'ultranationaliste de droite Ariel Sharon a déjà émis des réserves à l'égard de ces idées, mais, par rapport au spectre idéologique israélo-américain, ses positions semblent aujourd'hui modérées.

En décembre 2007, Tzipi Livni, étoile montante du parti Kadima après qu'Olmert eut été forcé de démissionner à cause d'accusations de corruption portées contre lui, a adopté la même position. Un futur État palestinien, a suggéré celle qui incarnait le dernier espoir de nombreuses colombes israéliennes, constituerait « une solution nationale pour les Palestiniens » des territoires comme pour ceux « qui vivent dans les camps de réfugiés ou en Israël ». En forçant les Arabes israéliens s'installer dans leur région naturelle, Israël réaliserait enfin son rêve de toujours : se libérer de la contamination arabe. Voilà une position bien connue de quiconque est au fait de l'histoire des États-Unis^[27].

La notion de « transfert en douceur » défendue par Lieberman, Schneller et Livni a été introduite par le philosophe politique social-démocrate Michael Walzer, qui, 30 ans avant Lieberman, a écrit qu'il faudrait « aider » ceux qui sont relégués « aux marges de la nation » (les Palestiniens) « à partir », et ce, dans l'intérêt de la paix et de la justice. Ethan Bronner, correspondant en Israël pour le *New York Times*, a fait siennes ces idées ; la gauche apprécie le fait que Lieberman « préconise la création de deux États, l'un juif, l'autre palestinien, ce qui contraindrait Israël à céder des parcelles de son territoire » à l'occasion d'un échange de terres. Il s'agit là d'une manière polie de dire que les citoyens israéliens n'appartenant pas au bon groupe ethnique seront déplacés de force afin de soulager le pays de son « problème démographique^[28] ».

Il va sans dire qu'on ne consulte pas les oubliés, bien qu'on rende compte à l'occasion de leur avis, notamment de leur refus affiché d'être déplacés d'un riche pays industrialisé vers une vague parcelle de terre qu'on n'osera

qualifier d'« État » que par charité^[29].

Pour Israël, cette question est loin d'être anodine. Malgré leurs efforts colossaux, les tenants du concept d'« État démocratique juif » peinent à masquer le fait que celui-ci n'est pas plus acceptable, d'un point de vue libéral ou progressiste, que ceux d'« État démocratique chrétien », d'« État démocratique blanc » ou de « démocratie islamique ». On pourrait tolérer de telles notions si l'identité religieuse ou ethnique qu'elles expriment était essentiellement symbolique, comme dans le cas du choix d'un jour férié. Cependant, en ce qui concerne Israël, les choses vont beaucoup plus loin. La rupture la plus marquée avec les principes de base de la démocratie a pris la forme d'un enchevêtrement complexe de lois et de procédures bureaucratiques visant à assurer le contrôle de plus de 90 % du territoire au Fonds national juif (KKL), « institution publique reconnue par le gouvernement d'Israël et l'Organisation sioniste mondiale comme organe exclusif de développement du territoire israélien ». Comme l'explique sa documentation, le KKL a pour mission de recueillir des fonds servant à financer des projets « profitant directement ou indirectement à des personnes de religion, de race ou d'origine juive » ; son usage est réservé aux Juifs, à perpétuité (sauf en de rares exceptions lorsque cela s'avère nécessaire), et les non-Juifs ne peuvent y travailler (bien que ce dernier principe ait souvent été ignoré pour permettre l'embauche de main-d'œuvre migrante et bon marché). En 2000, cette violation radicale des droits civils élémentaires, financée par des citoyens américains grâce à l'exemption d'impôt dont jouit le KKL aux États-Unis, a finalement été portée devant la Haute Cour de justice d'Israël relativement à l'affaire d'un couple de professionnels arabes contestant leur expulsion de la ville de Katzir. La Cour a tranché en leur faveur en prononçant un jugement restreint dont l'exécution n'aura pas vraiment lieu. En 2006, après une série de retards, on leur a finalement permis d'acheter un terrain à Katzir et de mettre en vente leur ancienne propriété de Baqa al-Gharbiyye. Ils ont émis le souhait qu'une famille juive s'y installe, se justifiant ainsi :

Je vais vous dire pourquoi ma famille n'a pas d'objection à ce que des Juifs vivent ici. Tout le monde sait que l'État d'Israël veille au bien-être de chaque Juif, partout dans le monde. Sitôt qu'un Juif s'installera ici, on construira de nouvelles routes sans nids-de-poule. Le réseau de distribution d'électricité sera remplacé lui aussi, et même les égouts seront améliorés. Peut-être, et je dis bien peut-être, construiront-ils une petite synagogue, dont l'éclairage permettra enfin aux gens de voir où ils vont la nuit^[30].

Ce commentaire en dit long sur d'importants aspects de la démocratie israélienne, plutôt méconnus aux États-Unis.

Un an plus tard, un jeune couple d'Arabes a été banni de la commune de Rakefet, appartenant au domaine public, sur la base de leur « incompatibilité sociale^[31] ». Par la suite, la Knesset a pris des mesures pour annuler le jugement historique ayant invalidé les lois foncières racistes. En décembre

2009, le parlement a adopté une législation, proposée par des députés centristes du parti Kadima, «habilitant les comités d'accueil des collectivités d'Israël à choisir qui est autorisé à habiter dans leurs municipalités; par conséquent, les Arabes israéliens ne pourront pas vivre dans les villes dont les comités d'accueil auront décidé de ne pas le leur permettre». Cette loi a eu pour effet d'annuler la décision de la Haute Cour de justice, bien qu'un député du Likoud ait considéré qu'elle n'allait pas assez loin en ce sens. «Ainsi, a écrit Avirama Golan, Israël exclut toute une partie de la population des affaires de l'État et en fait une communauté opprimée, amère et indomptable.» Le comité ministériel législatif a aussi rejeté un projet de loi «proposant que l'État impose une attribution équitable des terres entre Juifs et Arabes». Les promoteurs du projet de loi ont fait remarquer que l'Administration des terres d'Israël «n'a pas approuvé la construction d'un seul nouveau village arabe depuis 1948» et n'a octroyé de parcelles du domaine public qu'à des Juifs, ce qui ne constitue qu'un aspect parmi tant d'autres de la discrimination systémique frappant les citoyens non juifs^[32].

Début 2010, paralysant les négociations, Israël a exigé des Palestiniens qu'ils reconnaissent non seulement Israël, mais aussi le fait qu'il s'agit d'un «État juif», c'est-à-dire un pays que les citoyens palestiniens peuvent habiter parce qu'on les y tolère, et non de droit. De plus, en réaction à la sympathie envers les Gazaouis assiégés qu'ont manifestée des députés arabes de la Knesset, la majorité a adopté une loi modifiant le serment d'allégeance prononcé par les parlementaires: au lieu de déclarer leur loyauté à «l'État d'Israël et à ses lois», ils doivent désormais prêter allégeance à l'État d'Israël en tant qu'«État démocratique juif»^[33].

Cette contradiction dans les termes n'est pas facile à surmonter. On s'attend à ce que les Américains, qui paient la note, détournent le regard.

Les Palestiniens se trouvent aujourd'hui devant deux éventualités. La première serait que les États-Unis et Israël renoncent à la politique du refus qu'ils mènent de manière unilatérale depuis les années 1970, et se rallient au consensus international de la solution à deux États, conformément au droit international. Une telle issue n'est pas impossible. En janvier 2001, lors des négociations de Taba, en Égypte, un règlement allant dans ce sens aurait pu être conclu, selon des participants aux séances, si le premier ministre israélien Ehoud Barak n'avait pas mis fin prématurément aux pourparlers. Depuis ce temps, des négociations informelles ont donné lieu à des propositions similaires. Bien que la possibilité qu'elles se concrétisent diminue avec l'avancée des programmes israélo-américains de colonisation et d'infrastructures, elles n'ont pas été abandonnées. Le consensus international est maintenant quasi universel et bénéficie du soutien de la Ligue arabe, de l'Iran, du Hamas... en fait, de presque tous les acteurs concernés, à l'exception des États-Unis et d'Israël^[34].

La deuxième éventualité est celle que les États-Unis et Israël sont en train de mettre en œuvre selon les modalités dont j'ai traité plus haut. Les Palestiniens seraient confinés à leur prison de Gaza et à des cantons de Cisjordanie, et seraient rejoints par les Arabes israéliens si les plans de Lieberman, de Schneller et de Livni étaient appliqués. Une telle politique exaucerait les vœux exprimés dans les premières années de l'occupation par le ministre de la Défense Moshe Dayan : il avait alors fait part à ses collègues de la nécessité d'informer les réfugiés palestiniens du fait que « nous n'avons pas de solution, vous continuerez à vivre comme des chiens ; que quiconque souhaite partir le fasse, et nous verrons bien où tout cela va nous mener ». « La situation qui prévaut aujourd'hui, expliquait-il à une poétesse palestinienne, ressemble à la relation complexe entre un Bédouin et la fille qu'il a kidnappée. [...] Aujourd'hui, en tant que nation, vous ne voulez pas de nous, mais nous saurons vous faire changer d'attitude en vous imposant notre présence. »

Voilà qui n'a rien de très original. Lorsque avaient commencé à circuler des reportages faisant état de massacres de civils et de viols commis par les soldats américains pendant la guerre que les historiens mexicains appellent l'« invasion américaine » de 1846-1848, le *New York Times* avait publié cette remarque songée : « Comme les Sabines, elle apprendra vite à aimer son ravisseur. »

Sur le sort à réserver à l'ancienne Palestine, l'essentiel de la position israélienne avait été énoncé par le leader travailliste Haïm Herzog, qui deviendra président en 1983 : « Je ne conteste pas le droit des Palestiniens d'avoir un endroit où vivre ou de prendre position sur tous les sujets. [...] Cependant, je ne suis certainement pas prêt à les considérer comme des partenaires, peu importe à quel égard, sur une terre consacrée à notre nation depuis des milliers d'années. Pour les Juifs de ce pays, il n'est pas question d'avoir des partenaires^[35]. »

Il existe une troisième éventualité : un État binational^[36]. Avant la création de l'État d'Israël, il s'agissait d'une option envisageable, dont les défenseurs étaient considérés comme partie prenante du mouvement sioniste, et qui bénéficiait d'un certain soutien populaire (non seulement chez une poignée d'éminents intellectuels, comme on l'a souvent prétendu). L'État binational est redevenu une option possible dans les premières années de l'occupation, probablement sous la forme d'un régime fédéral pouvant donner lieu à une intégration plus poussée si à l'avenir les circonstances le permettent. Des idées similaires ont obtenu un certain appui dans les rangs du renseignement militaire, mais celle de reconnaître le moindre droit politique aux Palestiniens a été écartée une fois pour toutes par le Parti travailliste lorsqu'il était au pouvoir. D'autres propositions allant en ce sens ont été émises (notamment par moi), mais soit elles ont été ignorées, soit elles ont suscité l'indignation. La possibilité s'est estompée vers le milieu des

années 1970, époque où la question des droits nationaux des Palestiniens devenait un enjeu international prioritaire et où le consensus sur la solution à deux États prenait forme. Le premier veto américain contre une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à une solution à deux États (soumise à cette occasion par les principaux pays arabes) a été imposé en 1976, bien que celle-ci eût reconnu à Israël tous les droits prévus par la résolution 242, que tout le monde, y compris ce dernier, considère comme le document diplomatique de base. Washington a maintenu sa politique du refus depuis ce temps, sauf pendant le dernier mois de la présidence de Bill Clinton. La constitution d'une forme d'État unitaire reste une possibilité lointaine, qui pourrait se concrétiser par le biais d'ententes entre les parties, mais à une étape ultérieure d'un processus s'amorçant par une solution à deux États. Personne d'autre n'a défendu l'idée d'un État binational, si l'on inclut dans la notion de défense l'ébauche d'un processus permettant d'atteindre cet objectif ; par contraste, ce ne sont pas les idées en l'air qui manquent.

Revirement sans doute significatif : ceux qui défendaient la création à court terme d'un État unitaire et binational à l'époque où ce dernier avait certaines chances de se concrétiser étaient frappés d'anathème ; aujourd'hui, alors qu'une telle solution est absolument impossible autrement que comme objectif à long terme précédé de nombreuses étapes intermédiaires, on l'accueille avec égard et les grands quotidiens en font part. Cette nouvelle tolérance s'explique sans doute par le fait qu'on s'en sert pour compromettre la perspective d'un règlement pacifique, diplomatique et équitable du conflit, seule façon, à mes yeux, de vraiment soutenir la solution à un État.

On entend souvent l'argument voulant que les programmes israéliens de colonisation aient pris une telle ampleur que la possibilité d'une solution à deux États est désormais exclue, ce qui impliquerait aussi l'abandon de l'option d'un État unitaire et binational (à moins qu'une nouvelle campagne, fondée sur de véritables plaidoyers, ne soit menée en sa faveur, ce qui ne s'est pas encore produit et semble improbable). Ce refus découle du présupposé selon lequel, si l'armée israélienne tentait de démanteler les colonies par la force, une guerre civile éclaterait. Cependant, il n'est pas nécessaire de démanteler les colonies. Il suffirait que l'armée se retire jusqu'aux frontières israéliennes pour que la vaste majorité des colons quittent leurs douillettes demeures subventionnées et illégales de Cisjordanie et aillent s'établir en Israël, dans d'autres demeures tout aussi subventionnées. Ceux qui choisiraient de rester se verraient accorder la citoyenneté palestinienne au sein d'un nouvel État. C'est ainsi qu'aurait dû être effectuée l'évacuation de Gaza en 2005, mais Israël avait préféré opter pour ce que Baruch Kimmerling, éminent sociologue israélien, a décrit comme la « mise en scène absurde » d'un traumatisme fabriqué de toutes pièces « visant à montrer à tout le monde qu'Israël est incapable de soutenir d'autres évacuations », répétition grotesque

du retrait des colonies du Sinaï égyptien en 1982, que la presse avait tourné en dérision en la qualifiant d'« Opération traumatisme national^[37] ».

Bien entendu, il est possible que l'armée refuse d'obéir aux ordres, ce qui constituerait un coup d'État militaire et changerait la donne.

On peut aussi imaginer des issues qui, selon moi, sont plus prometteuses, comme l'abolition pure et simple des frontières en vue de favoriser une intégration plus poussée. Ces enjeux ne risquent cependant pas d'être abordés avant longtemps.

Les promoteurs d'une solution à un État binational soutiennent que le maintien de la situation actuelle fera d'Israël un régime d'apartheid peuplé d'une vaste population palestinienne privée de droits, ce qui rendra possible une lutte pour les droits civils menant à la constitution d'un État unitaire et démocratique. Un tel point de vue présuppose qu'il n'existe que deux options : le consensus international et l'annexion par Israël de tout ce qui reste de l'ancienne Palestine. Ils se trompent, toutefois, car ils omettent de mentionner la politique actuellement appliquée par les États-Unis et Israël, dans laquelle ces derniers persisteront tant qu'on ne s'approchera pas de la mise en œuvre du consensus international. Il n'y a aucune raison de croire que ces deux États ou toute autre puissance occidentale puissent accepter quoi que ce soit qui se rapproche d'une annexion complète de la Palestine. Au contraire, ceux-ci préféreront continuer d'agir exactement de la même manière qu'ils le font aujourd'hui dans les territoires occupés, se délestant de toute responsabilité à l'égard des Palestiniens qui croupissent dans les prisons et cantons parsemant le paysage, loin du regard des Israéliens (et des touristes) se déplaçant sur les autoroutes qui leur sont réservées vers leurs villes et banlieues largement subventionnées de Cisjordanie, contrôlant les principales sources d'eau de la région et profitant de la bienveillance des puissances occidentales et de grandes sociétés américaines ou transnationales enchantées de la présence aux portes du Moyen-Orient d'une puissance militaire amie, dotée d'une économie à la fine pointe de la technologie et entretenant des liens étroits avec Washington en ce qui a trait à la défense, au renseignement et à l'économie.

Ainsi, le « problème démographique » sera résolu, mais il est peu probable que cela puisse empêcher Israël de se voir un jour relégué au rang d'État voyou. Dans les faits, la situation qui prévaut en Israël, en particulier depuis l'invasion de Gaza, ressemble de plus en plus à celle qui régnait en Afrique du Sud il y a 40 ans. En outre, les Israéliens réagissent aux critiques à peu près comme le faisaient les nationalistes afrikaners : « campagnes d'information » (de *hasbara*) destinées à détromper le reste du monde et à dissiper les malentendus, suffisance arrogante, unanimité, provocation, dépendance militaire et diplomatique envers les États-Unis sans égard à l'opinion du reste du monde et, souvent, paranoïa aiguë^[38].

Malgré ses nombreuses différences avec la situation israélienne, il est utile

de rappeler l'histoire de l'apartheid. En 1958, le ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud avait fait part à l'ambassadeur des États-Unis que les fermes résolutions de l'ONU contre son pays étaient sans effet : « Ce qui compte plus que [...] tout ce que les votes sanctionnent, c'est [la position] des États-Unis, étant donné leur rôle prédominant dans le monde occidental. » En résumé, un seul vote compte à l'ONU ; cette remarque se révélera d'autant plus vraie dans les années suivantes, qui seront marquées par la décolonisation et une contestation de plus en plus vive^[39].

À la fin des années 1970, l'opposition à l'apartheid, active depuis quelques dizaines d'années, a pris de l'ampleur avec des campagnes appelant au boycott, au désinvestissement et à l'imposition de sanctions (campagnes bds). De grandes sociétés ont commencé à appliquer les principes de Sullivan, publiés en 1977, et à se retirer d'Afrique du Sud. Le Congrès des États-Unis prononcera bientôt des sanctions, auxquelles le président Ronald Reagan opposera cependant son veto. La perspicacité du ministre sud-africain quant à la conduite des affaires internationales gardait toute sa force. Au cours des années 1980, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont accrus, malgré les sanctions du Congrès en 1985 (contournées par Reagan), et le président américain a continué de soutenir l'Afrique du Sud dans les déprédations qu'elle perpétrait contre ses voisins, qui, estime-t-on, ont fait 1,5 million de morts. En 1988 encore, l'administration Reagan condamnait le Congrès national africain de Nelson Mandela en le qualifiant de l'un « des plus tristement célèbres groupes terroristes^[40] » du monde. Le régime d'apartheid gardait toute sa force. Certains le croyaient invincible. Soudain, la politique américaine à son égard a basculé, puis, au bout de quelques années, il s'est effondré.

Cet épisode est riche d'enseignements, que ce soit pour les citoyens d'Israël ou pour ceux des autres pays qui souhaitent le rétablissement de la paix et de la justice dans la région. Tant que les États-Unis s'obstineront dans leur politique du refus, Israël se sentira libre de braver le monde, mais sa situation est précaire. Les contestataires devraient déterminer leurs tactiques en tenant compte du fait que, malgré la tendance à la multipolarité caractérisant l'ordre mondial actuel, l'observation du ministre sud-africain a gardé toute sa pertinence.

Les défis du **xxi^{ème}** siècle

LE PRINCIPAL défi que l'humanité est aujourd'hui appelée à relever est littéralement celui de sa propre survie. Le général Lee Butler, ex-commandant du Strategic Command (Stratcom) des États-Unis, a abordé le problème sans détour voilà plus de dix ans. Pendant toute sa longue carrière militaire, écrivait-il, il a compté « parmi les plus ardents défenseurs des armes nucléaires » ; il disait désormais avoir « le devoir de déclarer, avec toute la certitude dont je suis capable, que je considère qu'elles nous ont extrêmement mal servis », puis expliquait les raisons de ce revirement. Il posait ensuite une question lancinante : « De quel droit les générations successives de dirigeants des puissances nucléaires se sont-ils arrogé le pouvoir de décider des chances de maintien de la vie sur notre planète ? Question plus urgente : comment une telle impudence peut-elle persister en cette époque où nous devrions trembler d'effroi devant notre sottise et s'unir en vue de mettre un terme à ses manifestations les plus funestes^[1] ? » À notre grande honte, sa question est non seulement restée sans réponse, mais est aussi devenue plus urgente.

Peut-être le général Butler réagissait-il à l'un des documents de planification les plus stupéfiants qu'on puisse consulter, le rapport du Stratcom intitulé *Essentials of Post-Cold War Deterrence* (« Éléments essentiels à la dissuasion dans l'après-guerre froide »), paru en 1995. On y recommande de maintenir en place les ressources militaires orientées contre l'ex-URSS, mais en élargissant leur mission. Il faut désormais les diriger vers les « États voyous » du tiers-monde, conformément à la thèse du Pentagone selon laquelle « l'environnement international est passé d'un "milieu riche en armes" [l'URSS] à un "milieu riche en cibles" [le tiers-monde] ». En outre, le Stratcom considère que les États-Unis doivent avoir « toute la gamme des moyens de riposte » à leur disposition. De ces moyens, les armes nucléaires sont les plus importants, car, « au contraire des armes chimiques ou biologiques, celles-ci provoquent une destruction massive et immédiate, et il

existe peu de moyens permettant d'en atténuer les effets, s'il en existe». De plus, même si l'on ne s'en sert pas, «dans toute crise ou tout conflit, les armes nucléaires font planer une menace» nous permettant d'atteindre nos objectifs par l'intimidation. Les armes nucléaires «semblent vouées à devenir la clé de voûte de la dissuasion stratégique américaine pour un avenir prévisible». Nous devons rejeter la «politique du non-recours en premier à l'arme nucléaire» et bien faire comprendre à nos adversaires que nous pourrions «réagir [...] soit par une riposte, soit par une attaque préemptive». En outre, «il nous est dommageable de donner de nous-mêmes une image trop rationnelle et modérée». Par la «personnalité nationale que nous projetons», nous devons faire clairement comprendre au monde que «les États-Unis peuvent se montrer irrationnels et vindicatifs si l'on s'en prend à leurs intérêts vitaux», et que «certains de leurs éléments pourraient perdre toute retenue^[2]».

Quarante ans plus tôt, Bertrand Russell et Albert Einstein faisaient une mise en garde en expliquant que l'humanité était confrontée à une alternative «douloureuse, terrible et inévitable : allons-nous mettre un terme à l'existence de la race humaine, ou l'humanité renoncera-t-elle à la guerre»? Ils n'exagéraient pas. Si un extraterrestre avait été témoin des événements survenus depuis cette époque, il pourrait s'émerveiller du fait que l'humanité a survécu si longtemps sous la menace d'armes nucléaires ; dans le contexte actuel, il ne prendrait pas à la légère le titre de l'article de Robert McNamara, «Apocalypse Soon» («L'Apocalypse est pour bientôt»), dont la voix rejoint celle de bon nombre d'éminents spécialistes modérés et respectés.

On sait depuis un bon moment déjà que, tout autant que les armes nucléaires, la crise écologique menace la survie de l'espèce à relativement brève échéance. Pour résoudre le problème, selon de nombreux scientifiques, une stratégie valable impliquerait de se tourner sans attendre vers la conservation et les énergies renouvelables tout en affectant des ressources considérables à des innovations technologiques comme le captage de l'énergie solaire. Qui plus est, des changements socioéconomiques importants s'imposent afin de contrer les effets des vastes programmes d'ingénierie sociale mis en œuvre par l'État et les grandes entreprises après la Seconde Guerre mondiale dans le but de créer une économie fondée sur le gaspillage des combustibles fossiles.

La limitation de l'accès aux moyens de subsistance, c'est-à-dire à l'eau et à la nourriture, n'est pas étrangère à la crise écologique. Il existe des solutions à court terme, comme le dessalement de l'eau. L'Arabie saoudite occupe le premier rang en ce qui a trait à la quantité d'eau traitée, tandis qu'Israël est à l'avant-garde en matière de technologies de dessalement. Voilà qui pourrait constituer une occasion de coopération parmi d'autres si les États-Unis et Israël autorisaient le règlement du conflit israélo-palestinien selon les

conditions du consensus international d'une solution à deux États, qu'ils ont bloqué depuis plus de 30 ans sauf en de rares et brèves exceptions ; il s'agit là d'un autre enjeu crucial, dont les répercussions sont considérables. Aujourd'hui, le dessalement est une opération très énergivore : tant qu'elle ne sera pas alimentée par une source d'énergie renouvelable et non polluante, cette technique ne sera pas applicable à grande échelle.

D'autres dangers sont imminents. L'éventualité peut-être pas si lointaine d'une pandémie incontrôlable en est un. Une telle calamité pourrait s'avérer dévastatrice en l'absence d'une planification rigoureuse et d'une allocation de ressources à la neutralisation de la menace.

Il subsiste de nombreuses incertitudes quant aux manières de remédier à ces problèmes. Une chose est sûre, cependant : plus on attendra, pires seront les conséquences sur les générations futures.

Par contraste, la façon de mettre fin à la menace que représentent les armes nucléaires va de soi : leur élimination. Les puissances nucléaires sont d'ailleurs légalement tenues de le faire, comme l'a statué la Cour internationale de justice en 1996. Par ailleurs, on envisage sérieusement de réserver la production de matières fissiles pouvant entrer dans la fabrication d'armement à une agence internationale à laquelle les États pourraient présenter des demandes pour un usage non militaire. Un vote sur un traité vérifiable comportant de telles clauses a eu lieu à la Conférence du désarmement de l'ONU en novembre 2004. Il a été adopté par 147 voix contre une (les États-Unis), plus deux abstentions (Israël et le Royaume-Uni). Un vote négatif de la superpuissance mondiale équivaut à un veto, ou plutôt à un double veto : les propositions ne peuvent être mises en œuvres et ne font pas l'objet d'un débat public. Un tel dénouement n'est cependant pas immuable. Des mesures concrètes pourraient être prises pour se rapprocher de l'atteinte de ces objectifs cruciaux. Une population mondiale informée et mobilisée pourrait veiller à ce qu'on ne rate pas cette occasion.

La création de zones exemptes d'armes nucléaires est l'une de ces mesures importantes. Il en existe déjà quelques-unes, bien que, comme toujours, leur effet soit subordonné à la volonté des grandes puissances d'en respecter les règles. Selon l'analyste stratégique indien Brahma Chellaney, le Traité pour une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud de 1985 n'a été signé et ratifié par le Royaume-Uni et la France que 11 ans plus tard (les États-Unis l'ont signé, mais pas ratifié), « bien après qu'il eut cessé d'avoir sa raison d'être ». On a retardé son adoption jusqu'à ce que « la France eut terminé d'accomplir une dernière série d'essais nucléaires dans la région, avec l'aide, notamment logistique, des Américains et des Britanniques, et malgré les protestations de nombreux pays d'Asie-Pacifique ». En outre, la Micronésie, les îles Marshall et les Palaos, colonies américaines *de facto*, n'ont pas été incluses dans cette zone et abritent des bases pour les sous-

marins nucléaires américains. Par ailleurs, « les cinq puissances nucléaires font toutes obstacle à l'atteinte des objectifs [de la zone exempte d'armes nucléaires] d'Asie du Sud-Est », ajoute Chellaney^[3].

Le mépris sans doute le plus flagrant des objectifs d'une zone exempte d'armes nucléaires met en jeu l'île de Diego García, où se trouve une importante base militaire partagée par les États-Unis et le Royaume-Uni pour leurs opérations au Moyen-Orient et en Asie centrale. On y entrepose aussi des armes nucléaires en vue de leur utilisation ultérieure. Cette île, dont la population a été sauvagement et illégalement expulsée par son maître britannique afin de permettre la construction de l'immense base militaire américaine, est revendiquée par la république de Maurice, signataire du traité ayant établi la zone exempte d'armes nucléaires d'Afrique. De telles zones couvrent en théorie la majeure partie de l'hémisphère sud, mais, si les grandes puissances ne les respectent pas, peut-être « évitent-elles à plusieurs le contact direct avec la dure réalité du nucléaire, mais elles ne protègent personne du péril de la guerre nucléaire », observe Chellaney.

C'est en juillet 2009 que le Traité de Pelindaba, instituant la zone exempte d'armes nucléaires d'Afrique, est entré en vigueur. On y mentionne sans équivoque l'inclusion de Diego García dans la zone, bien qu'une note de bas de page fasse état des réserves du Royaume-Uni quant à sa souveraineté. L'Union africaine considère ce territoire comme « partie intégrante de la république de Maurice », qui fait partie de ses membres. Bill Clinton a signé ce traité, mais ne l'a jamais soumis au Congrès pour ratification. Si les États-Unis le ratifiaient, ils ne pourraient plus engranger leurs armes nucléaires dans leur base de Diego García. Quant à la Russie, elle ne ratifiera pas le traité tant que Washington ne lui aura pas garanti que l'île ne servira plus à ce funeste stockage. Les États-Unis soutiennent que la note de bas de page évoquant la contestation de la souveraineté de Diego García les autorise à y poursuivre leurs opérations offensives et l'entreposage de leurs armes nucléaires, malgré l'unanimité contraire de l'Union africaine^[4].

Le 1^{er} décembre 2009, la force navale des États-Unis a annoncé « le déploiement avancé » d'un ravitailleur de sous-marins « dans son nouveau port d'attache de Diego García ». Cela « confèrera une capacité expéditionnaire de maintenance aux sous-marins nucléaires d'attaque (SSN) et aux sous-marins nucléaires lanceurs de missiles de croisière (SSGN), en particulier à ceux qui opèrent dans la zone se trouvant sous la responsabilité de la Cinquième flotte américaine », c'est-à-dire les eaux bordant le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Est. Cette mesure « démontre l'engagement constant de la force navale des États-Unis pour la paix et la sécurité dans la région par le maintien d'une forte présence militaire » – et sans doute par l'utilisation d'une base à des fins de missions de bombardement et d'entreposage d'armes nucléaires. Un tel souci de paix et de sécurité ne manquera pas d'épater les

Iraniens et d'autres cibles, réelles ou potentielles^[5].

Malgré l'obstruction des États-Unis et de leur vassal britannique, la création de zones exemptes d'armes nucléaires pourrait être un facteur appréciable de progrès, surtout au Moyen-Orient. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est engagé sur « la voie de l'établissement au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs, ainsi que vers une interdiction générale des armes chimiques » (article 14 de la résolution 687, à laquelle se sont montrés particulièrement attachés les États-Unis et le Royaume-Uni en 2003, pour les raisons que l'on sait). Même l'Iran souscrit au projet de zone, qui bénéficie par ailleurs de l'appui d'une vaste majorité d'Américains et d'Iraniens. Aux États-Unis, cependant, le gouvernement et les deux grands partis politiques le rejettent, et on en trouve difficilement la moindre mention dans les débats publics, en dépit de l'attention soutenue accordée à la prétendue menace d'un programme iranien de développement d'armes nucléaires. Tout aussi remarquable est le fait que la grande majorité des Américains et des Iraniens, à l'instar des pays en développement (le Groupe des 77, qui compte aujourd'hui plus de 130 membres), considèrent que l'Iran dispose du « droit inaliénable de toutes les Parties au Traité [de non-prolifération (TNP)] de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination », droits dont jouiraient également les alliés des États-Unis que sont Israël, le Pakistan et l'Inde s'ils adhéraient au TNP. Quand Washington et les médias prétendent, comme ils le font régulièrement, que l'Iran nargue le « monde » en procédant à l'enrichissement de l'uranium, leur définition du « monde » (ou, selon une autre formule, de la « communauté internationale ») se limite aux États-Unis et à quiconque est leur allié du moment^[6].

Washington, par définition, fait partie du monde. Londres aussi, par intermittence. La relation entre les États-Unis et le Royaume-Uni depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'est pas facile à cerner. En 1945, le Foreign Office britannique a reconnu avec regret que le Royaume-Uni ne serait plus désormais qu'un simple « partenaire » dans la gouverne du monde. Il a invariablement essuyé les rebuffades du maître du monde lorsque, à l'occasion, il a tenté d'en faire un peu plus. Les médias britanniques ont ridiculisé Tony Blair pour son rôle de lèche-bottes de George Bush. La meilleure description de cette relation a sans doute été donnée par l'un des principaux conseillers de John F. Kennedy pendant la crise des missiles de Cuba, alors que les stratèges américains traitaient leur allié britannique avec le plus grand mépris, allant jusqu'à omettre de l'informer de plans qui, en cas de représailles soviétiques, auraient pu mener à la destruction du Royaume-Uni. Le conseiller, donc, a donné cette définition de la « relation spéciale » entre les deux pays : le Royaume-Uni est « notre lieutenant (le terme en vogue est

«partenaire»^[7] ». Il va sans dire que Londres préfère le terme en vogue.

Cette nuance explique l'enthousiasme européen envers l'élection de Barack Obama. Bush et ses collègues, en particulier lors du premier mandat, ont cavalièrement avisé les Européens de leur statut de lieutenants : vous ne nous serez « d'aucune utilité » si vous n'obéissez pas à nos ordres. Au contraire, Obama les qualifie de partenaires respectés – des mots qui leur sont doux à entendre –, ce qui ne l'empêche pas de les traiter en lieutenants, mais sans le dire.

Une étape cruciale vers la mise en œuvre de la résolution 687 serait franchie si Washington et une partie de l'élite décidaient de prêter attention à l'opinion publique, geste qu'on pourrait qualifier de « promotion de la démocratie ». L'assentiment des pays de la région est tout aussi nécessaire, ainsi que des inspections rigoureuses. Ces défis ne seront peut-être pas toujours insurmontables. Même si 80 % des Américains croient que le gouvernement est « mené par une poignée de riches groupes d'intérêt ne se préoccupant que d'eux-mêmes » plutôt que de « l'ensemble de la population », il n'est pas dit qu'ils s'accommoderont éternellement de cette situation. Comme par le passé, ils pourraient décider d'agir pour mettre un terme à cette privation de leurs droits ; un tel changement représente d'ailleurs tout un défi pour l'avenir, et ce, à l'échelle mondiale. En matière d'inspections, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est montrée très compétente et pourrait le devenir davantage avec le soutien des grandes puissances. Zeev Maoz, un des plus éminents analystes stratégiques israéliens, a avancé de solides arguments pour démontrer que le programme nucléaire d'Israël nuit à sa propre sécurité, et a pressé son pays de « réexaminer sérieusement sa politique nucléaire et d'envisager d'user de son influence en la matière pour susciter un accord régional en vue de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient ». Comme nous l'avons vu, l'Iran appuie officiellement ce projet depuis quelques années. Selon Ervand Abrahamian, spécialiste de l'histoire de l'Iran, il semble que ce pays soit le seul endroit au monde où « un vrai débat sur les avantages et inconvénients de la construction d'une bombe » ait eu lieu au su du public. Il cite « des militaires assez conservateurs se prononçant contre l'option nucléaire », dont un ministre de la Défense^[8].

Si ces projets devaient s'avérer illusoires, cela pourrait bien signifier qu'on est en train de faire le choix de « mettre un terme à l'existence de la race humaine ».

La tournure actuelle des événements n'est pas très encourageante. Compte tenu de l'écrasante puissance des États-Unis, leur position sur ces sujets est un facteur décisif. Dans ses dernières années, l'administration Bush a été louangée dans les pays occidentaux pour ce qui a été perçu comme un abandon, en faveur de la diplomatie, du militarisme belliqueux du premier

mandat. L'enthousiasme n'était toutefois pas unanime. Commentant le séjour effectué par Bush en janvier 2008 dans les États du golfe Persique, l'ex-ambassadeur et spécialiste du Moyen-Orient Chas Freeman a écrit :

Les Arabes sont réputés pour leur courtoisie et leur sens de l'hospitalité, même lorsqu'ils n'aiment pas leurs visiteurs. [...] Pourtant, quand le président américain s'est prononcé sur l'Iran lors d'une visite en Arabie saoudite, sa déclaration a suscité, dans les principaux quotidiens de langue anglaise de ce pays, des éditoriaux déplorant le fait que « la politique étrangère des États-Unis n'a rien d'une diplomatie aspirant à la paix, mais tout d'une folie aspirant à la guerre^[9] ».

Les démocrates, quant à eux, n'ont pas grand-chose d'autre à proposer. La position des deux grands partis politiques est en général nettement plus belliciste que celle de la majorité de la population américaine, et ce, non seulement à l'égard du Moyen-Orient^[10].

En Europe, la situation n'est guère plus rassurante. Pour les dirigeants de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), il va de soi que cette dernière est une force de paix, un peu comme la force navale des États-Unis à Diego García. Cette bienveillance occidentale est cependant perçue tout autrement ailleurs dans le monde. C'est le cas en Russie, en partie à cause du reniement par Clinton de la promesse, informelle mais claire, faite à Mikhaïl Gorbatchev de ne pas élargir l'OTAN à l'ex-Allemagne de l'Est, sans parler de l'Europe orientale. Les États-Unis ont aussi rejeté la proposition de la Russie (ainsi que de l'Ukraine et du Belarus) d'instituer formellement une zone exempte d'armes nucléaires s'étendant de l'océan Arctique à la mer Noire et englobant l'Europe centrale. La Russie a réagi en abandonnant la politique du non-recours en premier à l'arme nucléaire qu'elle avait adoptée à la suite de la conclusion de l'accord entre George Bush père et Gorbatchev, revenant ainsi à la politique du recours en premier, à laquelle l'OTAN, de son côté, n'a jamais renoncé^[11].

La tension n'a pas tardé à monter quand Bush fils a pris le pouvoir : intimidation, renforcement substantiel de la capacité offensive de l'armée, désengagement de traités de sécurité névralgiques, agression directe... Comme il fallait s'y attendre, la Russie a réagi en augmentant elle aussi sa capacité militaire, suivie plus tard par la Chine. Les programmes de défense antimissiles balistiques représentent une menace particulière, en partie parce qu'ils constituent une étape vers la militarisation de l'espace. Washington s'entête à les mettre en œuvre, au mépris de l'opposition persistante du reste du monde. En février 2008, l'Union of Concerned Scientists a rapporté que « l'administration Bush a rejeté un projet de traité, présenté à la Conférence du désarmement de l'ONU, qui aurait banni les armes spatiales et interdit l'attaque de satellites depuis le sol ou l'espace ». Il va sans dire que des cibles potentielles répliqueront à la militarisation de l'espace, non pas en tentant d'égaliser la colossale machine militaire américaine, mais en agissant selon leurs moyens propres, ce qui accentuera la menace de destruction, ne serait-ce

qu'accidentellement. Ce sont de telles raisons qui, en 2004, avaient poussé deux des plus éminents et modérés analystes stratégiques américains à déclarer que le programme militaire et le bellicisme de l'administration Bush « risquent sérieusement de provoquer la fin du monde^[12] ».

Tous les camps conviennent du fait qu'un système de défense antimissiles balistiques consiste en une arme de première frappe pouvant aussi servir à neutraliser une riposte, ce qui remet en question son caractère dissuasif. La RAND Corporation, organisation quasi gouvernementale, considère la défense antimissiles balistiques « non seulement comme un *bouclier*, mais aussi comme un *instrument* de l'action des États-Unis ». Dans presque tout le spectre politique, les analystes militaires estiment que « la défense antimissiles n'a pas vraiment pour objectif de protéger les États-Unis ; il s'agit plutôt d'un outil au service de leur hégémonie mondiale ». La défense antimissiles balistiques « a pour raison d'être le maintien de la capacité des États-Unis d'exercer leur puissance à l'étranger. Ce n'est pas une question de défense, mais d'offensive. Voilà exactement pourquoi nous en avons besoin ^[13] ».

Les analystes russes et chinois en arrivent aux mêmes conclusions. Il est difficile pour les stratèges russes de ne pas considérer les installations américaines de défense antimissiles balistiques en Europe de l'Est comme de potentielles menaces à la sécurité de leur pays. Ils « en déduiront avec raison que ce système pourrait être conçu pour empêcher les Russes d'utiliser leurs armes de dissuasion en plus de servir à riposter contre une attaque nucléaire de l'Iran », ont conclu deux importants spécialistes américains. Dans leur étude détaillée, ceux-ci ont en outre énuméré les raisons pour lesquelles la Russie considère la prétendue menace iranienne comme un simple prétexte, en particulier après que Bush eut refusé la proposition de Poutine d'orienter les installations de Géorgie, d'Azerbaïdjan ou de Turquie orientale vers l'Iran plutôt que vers la Russie^[14]. D'autres raisons incitent à ne pas prendre au sérieux la prétendue menace militaire iranienne. L'une d'elles est que toute menace potentielle pourrait être écartée si les puissances occidentales acceptaient l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Aussi, à moins que les dirigeants iraniens ne soient suicidaires, les risques de voir l'Iran armer le moindre missile – sans parler de l'utiliser – sont infimes. Si, comme Washington le prétend, le système de défense antimissiles balistiques américain est orienté vers l'Iran, cela ne peut être que dans le but de neutraliser toute arme pouvant dissuader une première frappe émanant des États-Unis.

La Russie a réagi de manière prévisible en mettant au point de nouvelles armes offensives (dont des systèmes de missiles à tête nucléaire embarqués sur sous-marins), en se retirant du Traité sur les forces conventionnelles en Europe et en menaçant de pointer ses missiles vers les pays européens participant au programme américain de défense antimissiles balistiques.

« Nous serons obligés de rediriger nos missiles contre les installations qui, nous le croyons bien, menacent notre sécurité nationale, averti Poutine. Je suis obligé de le dire ouvertement et honnêtement aujourd'hui^[15]. »

La détermination des États-Unis à élargir l'OTAN vers l'est obéit aussi à d'autres motifs. Dans les années 1820, les stratèges américains ont décidé de conquérir les Amériques ; pendant la Seconde Guerre mondiale, cette ambition s'est étendue à la planète entière : il s'agissait désormais de conquérir l'Extrême-Orient et les territoires de l'ancien Empire britannique, et, tout particulièrement, de faire main basse sur les ressources énergétiques de l'ouest de l'Asie. Alors que l'URSS commençait à refouler les troupes nazies à la suite de la bataille de Stalingrad et qu'on prenait conscience que l'Allemagne d'après-guerre ne serait plus une grande puissance, les États-Unis ont étendu leurs objectifs d'hégémonie à la plus grande partie possible de l'Eurasie, en prenant soin d'y inclure au moins son centre économique, l'Europe occidentale. Sur ce que les stratèges appelaient le « *Grand Area* » (« Grand territoire »), les États-Unis allaient détenir un « pouvoir incontesté » et exercer une « suprématie militaire et économique », en veillant à « limiter tout exercice de la souveraineté » de la part d'États pouvant nuire à leur dessein mondial. Ils ont toujours été conscients du risque de voir l'Europe emprunter sa propre voie en optant peut-être pour la vision gaulliste d'un continent s'étendant de l'Atlantique à l'Oural. C'est en partie dans le but de parer à cette menace que l'OTAN a été créée. Pour des raisons similaires, Washington est nettement favorable à l'inclusion dans l'OTAN de petits États, plus susceptibles d'acquiescer à ses demandes. Cela aurait pour effet d'amoindrir l'influence de la « Vieille Europe » condamnée par Donald Rumsfeld, c'est-à-dire l'Allemagne et la France, poumon économique et industriel du continent. L'élargissement de l'OTAN et la redéfinition de son rôle font progresser cet objectif de maîtriser l'Europe^[16].

Le « Grand territoire », toutefois, est plutôt chancelant, même en son centre. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, le Conseil de sécurité concluait en 1971, sous Nixon, que, si les États-Unis n'ont pas la haute main sur l'Amérique latine, ils ne peuvent s'attendre à « pouvoir imposer leurs vues ailleurs dans le monde ». Dans cette optique, le fait que l'Amérique du Sud soit en train de se libérer de la mainmise américaine est un problème de plus en plus épineux pour Washington. Plus globalement, on constate que l'économie mondiale est devenue tripolaire depuis quelques années, ses grands centres se trouvant en Amérique du Nord, en Europe et dans l'est et le nord de l'Asie, tandis que l'importance de l'Asie du Sud et du Sud-Est va croissant. De plus, de nouvelles puissances, comme le Brésil, sont en pleine émergence, bien qu'elles accusent encore un net retard. Les États-Unis maintiennent cependant leur hégémonie dans un domaine : la puissance militaire, pour laquelle ils dépensent presque autant d'argent que tous les

autres pays réunis et détiennent une avance technologique considérable^[17]. Il n'en demeure pas moins que, sous d'autres aspects, le monde est de plus en plus diversifié, complexe.

Les modalités classiques de la domination n'ont en rien changé. Nous avons déjà traité de la militarisation de l'Amérique latine. À l'échelle mondiale, le recours à l'étranglement économique se perpétue, notamment contre Cuba (au mépris de l'opinion publique américaine), contre les Palestiniens (afin de les punir d'avoir voté « pour le mauvais parti » lors d'élections libres) et, de plus en plus, contre l'Iran. En mars 2008, le département du Trésor des États-Unis a prévenu les grandes institutions financières mondiales qu'elles ne devaient plus effectuer de transactions avec les principales banques iraniennes, propriétés de l'État. Une clause du Patriot Act donne au gouvernement les moyens de faire respecter cette règle en l'autorisant à bloquer l'accès au système financier américain à toute institution faisant fi de ses directives. Rares seront celles qui oseront s'exposer à cette menace, peut-être même pas les banques chinoises. L'économiste John McGlynn exagère à peine en dépeignant cette politique du Trésor comme une déclaration de guerre à l'Iran, qui risque d'isoler considérablement ce pays de l'économie mondiale^[18].

L'analyse de McGlynn est corroborée de manière inattendue par la « nouvelle stratégie totale » proposée en janvier 2008 par cinq anciens haut gradés de l'OTAN, selon lesquels « les armes nucléaires – et avec elles la possibilité d'y recourir en premier – sont indispensables, compte tenu du fait que l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires est tout simplement improbable ». Parmi les « actes de guerre » éventuels dont il faudrait se protéger, ils mentionnent l'« abus des moyens » offerts par les « armes de la finance », en prenant soin de rappeler la doctrine habituelle selon laquelle le recours à de telles armes ne constitue un « acte de guerre » que s'il est le fait d'autrui. Dès que ce sont les États-Unis qui les utilisent – réellement, et non potentiellement –, ces armes deviennent de vertueux moyens d'autodéfense, entrant dans la même catégorie que tous les actes d'agression qu'eux et leurs vassaux ont commis au fil de l'histoire^[19].

Jusqu'à maintenant, l'Europe a choisi de demeurer largement subordonnée aux États-Unis, tout comme le Japon. La Chine a suivi sa propre voie, embarrassant les faucons de Washington, qui doivent cependant composer avec la situation compte tenu de la dépendance de l'économie américaine envers ce pays. L'Inde a renforcé son alliance avec les États-Unis tout en conservant une certaine indépendance. Ces deux grands pays d'Asie ont connu une croissance rapide, mais sont confrontés à de graves problèmes internes ; il est loin d'être certain qu'ils soient en mesure de les surmonter, comme en fait foi leur rang dans l'indice de développement humain de l'ONU (idh) en 2009 : l'Inde se classe 134^{ème}, et la Chine 92^{ème} (bien que ce dernier

chiffre soit plus hypothétique vu les restrictions d'accès aux données chinoises). Les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient s'exposent à des problèmes plus graves, et ce, malgré la richesse colossale qu'ils ont accumulée. En 1978, l'économiste français Maurice Guernier, cofondateur de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a annoncé que la région courrait « à la catastrophe » si elle n'adoptait pas une politique d'investissement rationnelle visant à s'affranchir de sa dépendance envers une ressource non renouvelable, dont l'abondance n'est que passagère et qui exige donc une exploitation adéquate^[20].

Je n'ai abordé ici que quelques-uns des défis majeurs qui attendent l'humanité. Si elle n'arrive pas à s'y attaquer de manière responsable, cela pourrait bien confirmer l'hypothèse, avancée par Ernst Mayr, grande figure de la biologie moderne, voulant que l'apparition d'une intelligence supérieure soit une erreur de l'évolution dont la durée aura somme toute été très courte.

Un tournant, vraiment ?

LA RENCONTRE de mai 2009 entre Barack Obama, Benyamin Netanyahou et Mahmoud Abbas ainsi que le discours du président américain au Caire qui l'a suivie ont été interprétés par de nombreux observateurs comme un tournant dans la politique de Washington au Moyen-Orient, provoquant la consternation dans certains milieux et la joie dans d'autres. La réaction de Dan Fromkin, analyste couvrant le Moyen-Orient au *Washington Post*, est assez représentative : il y a vu des « signes indiquant qu'Obama est à la veille de promouvoir une initiative de paix pour la région, semblable à celle dont le roi Abdallah II de Jordanie s'était fait le champion, [et qu'il] souhaite employer les grands moyens face à Israël^[1] ». Un examen plus approfondi de la situation ne peut cependant que susciter des réserves.

Le roi Abdallah II insiste : « L'Initiative de paix arabe demeure inchangée, et il est hors de question de la modifier. Une discussion sur d'éventuels amendements serait dénuée de tout fondement^[2]. » Abbas, favori des États-Unis qu'on qualifie souvent de président de l'Autorité palestinienne (alors que son mandat a pris fin en janvier 2009), s'est montré tout à fait d'accord. L'Initiative de paix arabe réaffirme le consensus international de longue date, selon lequel Israël doit se retirer jusqu'à la frontière internationale, non sans ouvrir la porte à « des ajustements mineurs de la part des deux camps », pour emprunter la terminologie américaine d'avant la rupture radicale des États-Unis avec l'opinion mondiale, survenue en 1971 alors qu'ils appuyaient Israël dans son refus de faire la paix avec l'Égypte au profit d'une expansion à grande échelle de la colonisation (se déroulant à cette époque dans le nord-est du Sinaï), décision fatidique ayant consacré la priorité de l'expansion territoriale sur la sécurité et accru la dépendance d'Israël envers les États-Unis. De plus, le consensus appelle la création, après le retrait d'Israël, d'un État palestinien unissant Gaza et la Cisjordanie. Selon l'Initiative de paix arabe, les États arabes devraient ensuite normaliser leurs relations avec Israël.

L'Initiative sera finalement appuyée par les membres de l'Organisation de la conférence islamique, y compris par l'Iran^[3], qui s'y était déjà montré favorable.

Vantant les mérites de l'Initiative, Obama a pressé les pays arabes de normaliser leurs relations avec Israël, mais a soigneusement évité d'évoquer l'essentiel de la proposition : la relance du consensus international^[4]. On ne peut interpréter cette omission volontaire que comme une réaffirmation de la politique américaine du refus, qui, de concert avec l'attitude d'Israël, empêche toute solution diplomatique du conflit depuis les années 1970. Sauf en de rares et brèves exceptions, qui en disent d'ailleurs assez long, les États-Unis et leur vassal sont pratiquement isolés du reste de la communauté internationale. Rien n'indique qu'Obama veuille ne serait-ce que tenir compte de l'Initiative de paix arabe, alors pour ce qui est d'en faire la promotion... Le président américain n'a pas manqué de le souligner, le 4 juin 2009 au Caire, dans son discours au monde musulman, qui a fait l'objet d'un imposant battage médiatique. Je reviendrai sur ce discours.

Les rapports entre les États-Unis et Israël – dont Abbas est un témoin impuissant – s'articulent autour de deux notions : « État palestinien » et « expansion naturelle des colonies ». Examinons-les tour à tour.

Obama a effectivement prononcé les mots « État palestinien », faisant écho à Bush. Par contraste, la plate-forme de 1999 (non révisée) du parti au pouvoir en Israël, le Likoud de Netanyahu, « rejette formellement l'établissement d'un État arabe palestinien à l'ouest du fleuve Jourdain ». On pourrait donc en conclure que la position de Bush et d'Obama s'inscrit dans les « grands moyens » dont parlait Fromkin, si ces derniers ont la moindre signification. Il convient toutefois de rappeler que c'est le gouvernement Netanyahu qui, en 1996, a été le premier à prononcer le terme « État palestinien » en expliquant que les Palestiniens avaient beau nommer « État » les quelques fragments de Palestine qu'ils allaient conserver si cela leur faisait plaisir, mais pouvaient tout aussi bien les affubler du nom « poulet frit^[5] ».

Cette évocation méprisante des aspirations du peuple palestinien par le premier gouvernement Netanyahu témoignait malgré tout d'un virage de la politique israélienne vers une attitude de compromis. Peu de temps auparavant, au terme de son mandat, Shimon Peres, considéré comme une colombe de premier plan dans les pays occidentaux, avait déclaré avec force que jamais un État palestinien ne verrait le jour^[6].

Peres réaffirmait ainsi la position officielle exprimée en 1989 par le gouvernement de coalition qu'il dirigeait avec Yitzhak Shamir, position que le secrétaire d'État américain d'alors, James Baker, avait appuyée sans réserve : il n'est pas question que soit créé un « État palestinien supplémentaire » entre Israël et la Jordanie (cette dernière ayant été décrétée État palestinien par les États-Unis et Israël). De plus, le plan Peres-Shamir-Baker stipulait qu'il fallait

régler le sort des territoires occupés selon les principes directeurs établis par le gouvernement israélien, et que les Palestiniens ne seraient autorisés à prendre part aux négociations que s'ils s'y conformaient; il va sans dire que ces principes ne reconnaissent pas leurs droits nationaux^[7].

Contrairement à une croyance répandue, les accords d'Oslo du 13 septembre 1993 – un « jour redoutable », comme l'a décrit la presse israélienne – n'ont pas vraiment changé la donne. La Déclaration de principes, que les deux camps ont signée avec ostentation sous la houlette de Bill Clinton, a établi que le processus avait pour objectif final la mise en œuvre de la résolution 242 de l'ONU, qui ne reconnaît pas les droits des Palestiniens. Par ailleurs, en 1993, les États-Unis avaient depuis déjà longtemps abandonné leur première interprétation de cette résolution (au contraire du reste du monde, mis à part Israël), qui spécifiait que la frontière internationale était la « ligne verte » d'avant juin 1967 tout en ouvrant la porte à « des ajustements mineurs de la part des deux camps ».

Le discours tenu par Peres, Shamir et Baker en 1989 se voulait une réponse à l'acceptation officielle du consensus international de la solution à deux États par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1988. C'est en 1976 que cette idée avait été énoncée formellement pour une première fois, dans une résolution proposée au Conseil de sécurité de l'ONU par les principaux pays arabes, avec l'assentiment tacite de l'OLP. Les États-Unis y avaient opposé leur veto, ce qu'ils referont en 1980. Les États-Unis et Israël ont maintenu leur politique du refus depuis ce temps, sauf, exception notable, pendant le dernier mois de la présidence de Bill Clinton.

Clinton, reconnaissant que les conditions qu'il avait proposées lors du sommet raté de Camp David II en juillet 2000 étaient inacceptables aux yeux des Palestiniens, a soumis en décembre des « paramètres » qui, bien qu'imprécis, semblaient plus faciles à appliquer. Il a ensuite annoncé que les deux camps y avaient consenti, non sans réserves, cependant. En vue d'aplanir leurs divergences, les négociateurs israéliens et palestiniens se sont rencontrés à Taba, en Égypte, où ils ont accompli des progrès considérables. Un règlement global aurait pu être conclu s'ils avaient disposé de quelques jours de plus, ont-ils déclaré lors de la dernière conférence de presse qu'ils ont tenue conjointement. Toutefois, le premier ministre israélien Ehoud Barak a mis fin prématurément aux pourparlers, qui n'ont jamais formellement repris depuis ce temps.

Cette unique exception isolée laisse présager que, si un président des États-Unis acceptait l'idée d'un règlement diplomatique digne de ce nom, ce dernier aurait de fortes chances de devenir réalité.

Ces faits sont bien étayés par des documents émanant de diverses sources, en hébreu comme en anglais^[8]. Cependant, comme dans le cas de la plupart des situations dignes d'attention, on les déforme pour les adapter aux

exigences de l'idéologie dominante. Jeffrey Goldberg, par exemple, a écrit dans le *New York Times* que, «en décembre 2000, Israël a accepté les "paramètres" proposés par le président Bill Clinton, qui accordaient aux Palestiniens l'ensemble de la bande de Gaza, de 94 % à 96 % de la Cisjordanie et la souveraineté sur les quartiers arabes de Jérusalem-Est. Encore une fois, Arafat a rejeté l'entente^[9] ». Cette histoire à dormir debout, à la fois commode et banale, de toute évidence fausse ou à tout le moins arrangée dans ses moindres détails, apporte une autre contribution à la politique israélo-américaine du refus.

Pour en revenir au terme « État palestinien », la question essentielle, en ce qui concerne la position américaine, est de savoir à quoi pense Obama quand il le prononce : au consensus international ou au « poulet frit » ? À ce jour, cette question est demeurée sans réponse, si l'on fait exception des omissions volontaires du président et – élément crucial – du financement continu, par Washington, des programmes israéliens de colonisation et de développement en Cisjordanie, dont tous les camps reconnaissent l'illégalité, comme nous l'avons vu dans le chapitre 6. Sans doute Netanyahu est-il toujours d'accord avec la position qu'il défendait en 1996.

Les contours du « poulet frit » sont définis progressivement par des programmes israéliens bénéficiant de l'appui des États-Unis. Les objectifs généraux de ces programmes ont été définis par le premier ministre Ehoud Olmert en mai 2006 dans son « plan de convergence », dont la portée sera élargie ultérieurement. Ce plan préconisait l'annexion par Israël de territoires situés de l'autre côté de la barrière de séparation ainsi que la vallée du Jourdain, ce qui allait avoir pour effet de ceinturer les zones restantes, qu'on allait fragmenter en cantons à l'aide d'une série de corridors se prolongeant loin vers l'est. Le plus important de ces corridors s'étend à l'est de la région très étalée de Jérusalem en englobant la colonie de Ma'aleh Adumim, dont le territoire atteint pratiquement Jéricho, ce qui revient à scinder la Cisjordanie en deux parties. Des documents israéliens récemment rendus publics ont révélé que cela été planifié à cette fin dès 1974 par le gouvernement travailliste d'Yitzhak Rabin, qui souhaitait chasser les Palestiniens de cette zone. En février 2009, Ehoud Barak, aujourd'hui ministre de la Défense (lui aussi travailliste), a informé les médias que « Ma'aleh Adumim sera désormais indissociable de Jérusalem et de l'État d'Israël^[10] ». Cette zone inclut le corridor E-1, situé entre Jérusalem et Ma'aleh Adumim, où l'empiétement israélien s'étend lentement. En 2008, on y a achevé la construction d'un immense commissariat de police « aux allures de palais colonial du tiers-monde », qui doit desservir une nouvelle ville dont l'édification pourrait être entreprise si les États-Unis ne s'y opposaient pas depuis cinq ans, interrompant les plans de développement dans le corridor. Une enquête journalistique a permis de découvrir que le gros du financement

du palais colonial provient de dons de particuliers associés à l'extrême droite, agissant sous le couvert de la Fondation Elad, qui a pour mission de « renforcer les liens des Juifs avec le Jérusalem historique », ce qui n'a rien à voir avec le corridor E-1, conçu quant à lui dans le but de scinder la Cisjordanie. Le recours à des particuliers pour financer la construction d'un important commissariat de police en Cisjordanie (« en Judée et en Samarie ») est représentatif des méthodes sounoises communément employées par Israël pour camoufler ses empiétements sur les zones arabes situées sur son territoire et son annexion méthodique de la Cisjordanie. Son jupon dépasse, mais la méthode fonctionne, du moins tant que son bailleur de fonds ferme les yeux.

Plusieurs autres corridors grugent le territoire palestinien vers le nord. Israël a, dans les faits, annexé le Grand Jérusalem, lieu de la plupart de ses projets de construction en cours, en en chassant une fois de plus de nombreux Arabes. Ces projets contreviennent non seulement au droit international – comme tous les autres, d'ailleurs –, mais aussi à des résolutions du Conseil de sécurité (appuyées par les États-Unis au moment de leur adoption).

Israël applique actuellement des plans qu'il a conçus en vue de s'octroyer les meilleures terres de Cisjordanie et de confiner les Palestiniens aux parcelles les plus arides de celle-ci tout en les coupant de Jérusalem, cœur historique de la Palestine. Le mur de séparation a permis à Israël d'asseoir son emprise sur la nappe phréatique de Cisjordanie, d'une importance cruciale. L'État hébreu peut ainsi s'assurer que les Palestiniens n'aient accès qu'au quart de l'eau dont disposent les Israéliens, comme l'a rapporté la Banque mondiale en avril 2009, et parfois à moins que les quantités minimales recommandées. Dans l'autre partie de la Palestine, à Gaza, les attaques incessantes et le siège impitoyable auxquels se livre Israël ont fait en sorte que la consommation d'eau a atteint des niveaux encore plus bas^[11].

Obama persiste à soutenir ces programmes, ayant même plaidé pour une augmentation substantielle de l'aide militaire à Israël sur une période sans précédent de dix ans^[12]. Sous Obama, il semble donc que les Palestiniens recevront du poulet frit, mais rien de plus.

Depuis la mise en œuvre du « processus de paix » d'Oslo en 1991, Israël a systématiquement appliqué une politique visant à séparer Gaza et la Cisjordanie, en faisant preuve d'une brutalité soigneusement mesurée et en bafouant ses propres engagements, pourtant renouvelés. Cette politique s'est intensifiée grâce au soutien des États-Unis après les élections libres aux résultats inacceptables de janvier 2006. Obama n'en a pas fait mention dans sa « nouvelle initiative », ce qui met en lumière son manque d'enthousiasme à l'idée d'un État palestinien viable, quel qu'il soit^[13].

La séparation de Gaza du reste de la Palestine est pratiquement tombée dans l'oubli. Il s'agit pourtant d'une abomination qu'il faudrait éviter d'encourager par consentement tacite. La journaliste israélienne Amira Hass,

l'une des meilleures spécialistes de Gaza, a écrit :

Les restrictions à la circulation des Palestiniens imposées par Israël en janvier 1991 ont inversé un processus remontant à juin 1967. À cette époque, pour la première fois depuis 1948, une grande partie de la population palestinienne a pu à nouveau vivre sur le territoire non fragmenté d'un pays unifié, bien sûr occupé, mais entier. [...] La séparation totale de la bande de Gaza et de la Cisjordanie est l'une des plus grandes réalisations de la politique israélienne, dont l'objectif prioritaire est d'empêcher toute solution découlant d'interprétations et de décisions de la communauté internationale, afin d'en imposer une qui soit fondée sur la supériorité militaire d'Israël. [...] Depuis janvier 1991, Israël s'est contenté d'user de moyens bureaucratiques et logistiques pour parachever la séparation non seulement entre les Palestiniens des territoires occupés et leurs frères vivant en Israël, mais aussi entre les citoyens palestiniens de Jérusalem et ceux du reste des territoires, et entre les Gazaouis et les autres Palestiniens, qui vivent en Cisjordanie et à Jérusalem. Les Juifs qui vivent sur ce même territoire bénéficient de privilèges, de lois, de services et d'infrastructures supérieurs et séparés, ainsi que de la liberté de mouvement^[14].

La professeure Sara Roy, la plus éminente spécialiste de Gaza, ajoute :

Gaza est le parfait exemple d'une société qu'on a délibérément réduite à l'indigence la plus abjecte ; on a fait de sa population jadis productive une masse de pauvres entièrement dépendants de l'aide humanitaire. [...] L'assujettissement de Gaza a commencé bien avant la guerre que vient de lui livrer Israël [décembre 2008]. L'occupation israélienne, aujourd'hui largement oubliée, voire niée, par la communauté internationale, a dévasté l'économie et le peuple de Gaza, en particulier depuis 2006. [...] À la suite de l'assaut israélien de décembre [2008], les conditions de vie déjà difficiles à Gaza sont devenues pratiquement insoutenables. Moyens de subsistance, domiciles et infrastructures ont été endommagés ou détruits à un point tel que même l'armée israélienne considère comme injustifiable. Aujourd'hui, à Gaza, il n'y a pour ainsi dire ni secteur privé ni industrie. Les terres agricoles de Gaza ont été détruites à 80 %, et les soldats israéliens s'entêtent à tirer sur les paysans qui tentent de cultiver des champs à proximité de la frontière, pourtant clôturée et faisant l'objet de patrouilles constantes. Presque toute l'activité productive est maintenant chose du passé. [...] Aujourd'hui, 96 % des 1,4 million de Gazaouis dépendent de l'aide humanitaire pour leurs besoins essentiels. Selon le Programme alimentaire mondial, la bande de Gaza nécessiterait un minimum de 400 camions de nourriture par jour simplement pour répondre aux besoins nutritionnels de base de sa population. Pourtant, malgré la décision prise le 22 mars [2009] par le gouvernement israélien de lever toutes les restrictions à l'entrée de denrées alimentaires à Gaza, seulement 653 camions de nourriture et d'autres fournitures ont été autorisés à y pénétrer pendant la semaine du 10 mai, ce qui, au mieux, n'a permis de couvrir que 23 % des besoins de la population. Israël n'autorise aujourd'hui l'entrée que de 30 à 40 articles de commerce différents, comparativement à 4 000 avant juin 2006^[15].

On n'insistera jamais assez sur le fait qu'Israël n'avait aucune raison valable d'attaquer Gaza en 2008-2009 (avec, rappelons-le, le ferme soutien des États-Unis et en utilisant illégalement des armes américaines). Presque tout le monde affirme pourtant le contraire en prétendant qu'Israël a agi en légitime défense. Cette position est tout à fait indéfendable compte tenu du rejet pur et simple par Israël des moyens pacifiques qui étaient à sa disposition et dont il était, à l'instar de son complice américain, parfaitement au

courant^[16]. Par ailleurs, le siège de Gaza a lui-même consisté en un acte de guerre, ce qu'Israël, plus que tout autre pays, reconnaissait assurément, ayant déclenché à répétition des guerres majeures en invoquant des restrictions partielles à son accès au monde extérieur, ce qui n'était rien en comparaison à ce que Gaza endure depuis si longtemps.

Le siège meurtrier de Gaza comporte un élément crucial dont on a peu parlé : le blocus naval. En poste à Gaza, Peter Beaumont a rapporté que « le littoral de Gaza est délimité par une barrière d'un autre genre, faite de canonnières israéliennes aux profonds sillages qui s'empressent de devancer tout bateau de pêche palestinien pour l'empêcher de sortir d'une zone circonscrite par les navires de combat^[17] ». Selon des reportages en provenance de la côte gazaouie, ce blocus naval a été renforcé depuis 2000. Des bateaux de pêche sont constamment forcés de quitter les eaux territoriales de Gaza ou de gagner la côte par des canonnières israéliennes qui, souvent avec violence et sans préavis, font de nombreuses victimes. Ces opérations navales ont durement touché l'industrie gazaouie de la pêche ; de plus, il est désormais impossible de pêcher à proximité de la côte à cause de la contamination provoquée par les attaques incessantes d'Israël, qui comprennent la destruction de centrales électriques et d'installations de traitement des eaux usées.

Ces opérations navales ont commencé peu de temps après la découverte par la société gazière britannique BG Group de ce qu'on présume être de vastes champs de gaz naturel dans les eaux territoriales de Gaza. Selon des publications spécialisées, Israël, qui s'est engagé à réorienter son économie vers le gaz naturel, est déjà en train de faire main basse sur cette ressource en vue de satisfaire ses propres besoins. La publication de référence de l'industrie de l'énergie a rapporté ceci :

Le ministre des Finances d'Israël a approuvé l'achat par Israel Electric Corporation (iec) d'un plus grand volume de gaz naturel que ce qui avait été convenu, selon des sources gouvernementales israéliennes [qui] affirment aussi que la société d'État pourrait négocier l'achat de pas moins de 1,5 milliard de mètres cubes de gaz naturel provenant du champ marin situé au large de la côte méditerranéenne de la bande de Gaza, contrôlée par l'Autorité palestinienne. L'an dernier, le gouvernement israélien a autorisé l'achat par iec de 800 millions de mètres cubes de gaz de ce champ [...]. Récemment, le gouvernement a adopté une autre politique en décidant que la société d'État peut acheter la totalité du gaz du champ marin de Gaza. Précédemment, il avait déclaré qu'iec n'était autorisé à acheter que la moitié du volume total et que le reste pourrait l'être par des producteurs d'électricité privés^[18].

Il est fort probable que Washington soit au courant du pillage de ce qui pourrait devenir une importante source de revenus pour Gaza. Il est tout à fait raisonnable de supposer que c'est cette volonté d'Israël de s'appropriier (seul ou avec la collaboration de l'Autorité palestinienne) cette ressource non renouvelable qui explique pourquoi les bateaux de pêche gazaouis ne sont pas autorisés à naviguer sur les eaux territoriales de Gaza.

Des précédents en disent long à ce sujet. En 1989, le ministre australien des Affaires étrangères Gareth Evans a signé avec son homologue indonésien Ali Alatas un traité accordant à l'Australie des droits sur les importantes réserves de pétrole de « la province indonésienne du Timor-Oriental ». Le traité entre l'Australie et l'Indonésie relatif au Timor Gap, qui n'accordait pas une miette au peuple dont on volait le pétrole, « est le seul accord juridique dans le monde, qui ait reconnu dans les faits le droit de l'Indonésie de régenter le Timor-Oriental », avait rapporté la presse australienne. Quand on lui a demandé de justifier sa volonté de reconnaître la conquête indonésienne et de piller la seule ressource du territoire conquis, dont la population avait subi des massacres frisant le génocide de la part d'un envahisseur bénéficiant du ferme soutien de l'Australie (ainsi que des États-Unis, du Royaume-Uni et de quelques autres pays), Evans a déclaré qu'« il n'existe aucune obligation juridique à ne pas reconnaître l'acquisition d'un territoire par la force », ajoutant que « le monde est un endroit bien injuste où fourmillent les exemples de conquêtes^[19] ».

Dès lors, rien n'empêche Israël d'en faire autant à Gaza.

Quelques années plus tard, Evans est devenu un protagoniste de la campagne visant à arrimer le concept de « responsabilité de protéger » au droit international en imposant à tous les pays l'obligation de protéger les populations contre les crimes graves. Auteur d'un important ouvrage sur le sujet, Evans a coprésidé la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE), qui a publié ce que l'on considère comme le document fondateur de la responsabilité de protéger. Dans un article consacré à cette « entreprise idéaliste d'établir un nouveau principe humanitaire », l'hebdomadaire londonien *The Economist* a présenté Evans et sa « revendication, audacieuse mais portée avec passion, pour un terme de trois mots qui, en grande partie grâce à ses efforts, fait maintenant partie du vocabulaire de la diplomatie : la “responsabilité de protéger” ». L'article était illustré par une photo d'Evans sous laquelle on pouvait lire cette légende : « Evans. Protéger, la passion de toute une vie. » On l'y voyait, main au front, abasourdi par l'ampleur de la tâche que représentait son noble projet. La rédaction du magazine a choisi de ne pas reproduire une tout autre photo, circulant en Australie, qui montre Evans et Alatas se serrant la main avec exubérance lors d'un toast en l'honneur du traité relatif au Timor Gap qu'ils venaient tout juste de signer.

Au passage, mentionnons que deux variantes fort différentes de la responsabilité de protéger sont souvent confondues : celle qu'a adoptée l'Assemblée générale de l'ONU en 2005 et celle qu'a proposée la commission présidée par Evans. Cette dernière accorde à l'OTAN – et seulement à l'OTAN – le droit de recourir à la force militaire dans les limites de ce que celle-ci a unilatéralement décrété comme étant son « ressort territorial », qui

n'a pourtant pas de limites, comme elle l'a indiqué clairement, en mots et en gestes (je reviendrai plus loin sur ce sujet). La variante de l'ONU, en revanche, réaffirme des positions qu'elle a déjà prises, en en modifiant tout au plus l'angle d'approche. Par conséquent, peu de membres se sont opposés à son adoption, alors qu'au même moment les pays du Sud condamnaient avec véhémence « le prétendu droit d'ingérence humanitaire », qui diffère à peine de la variante de la responsabilité de protéger défendue par la commission Evans. La confusion qui règne autour de cette question – ou de cette supercherie, à vous de choisir – est à la fois remarquable et inquiétante^[20].

Bien que le droit international considère les Gazaouis comme une « population protégée », ces derniers, à l'instar d'autres damnés de la terre, ne tombent pas sous la juridiction de la « responsabilité de protéger », ce qui concorde avec l'aphorisme de Thucydide selon lequel « le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir », qui a conservé toute sa justesse.

Des restrictions aux déplacements semblables à celles qu'on impose à Gaza pour l'anéantir sont en vigueur depuis longtemps en Cisjordanie. Moins cruelles, elles ont tout de même de graves conséquences sur la vie sociale et l'économie. Selon la Banque mondiale, Israël a mis en place « un enchevêtrement complexe de barrières restreignant l'accès des Palestiniens à de vastes secteurs de la Cisjordanie. [...] L'économie palestinienne a continué de stagner, en bonne partie en raison de la nette détérioration de la situation à Gaza et du maintien par Israël des restrictions au commerce et à la circulation des Palestiniens en Cisjordanie ». Le porte-parole de la Banque mondiale a « fait mention des barrages routiers et des postes de contrôle israéliens, qui entravent le commerce et les déplacements, ainsi que des restrictions en matière de construction imposées aux Palestiniens en Cisjordanie, où le président Mahmoud Abbas est aux commandes avec le soutien des pays occidentaux^[21] ». Israël permet à l'élite palestinienne d'user de ses privilèges – en fait, l'encourage à le faire – à Ramallah et parfois ailleurs, et celle-ci dépend largement de fonds européens ; voilà un trait typiquement colonial et néocolonial.

Tout cela constitue ce que le militant israélien Jeff Halper qualifie de « grille de contrôle » destinée à assujettir la population colonisée. Appliqués depuis plus de 40 ans, ces programmes ont pour but de mettre en œuvre la recommandation, citée dans le chapitre 6, dont le ministre de la Défense Moshe Dayan avait fait part à ses collègues peu de temps après les conquêtes de 1967 : il faut informer les réfugiés palestiniens du fait que « nous n'avons pas de solution, vous continuerez à vivre comme des chiens ; que quiconque souhaite partir le fasse, et nous verrons bien où tout cela va nous mener ».

Abordons maintenant l'autre pomme de discorde : les colonies de peuplement. Les États-Unis et Israël ont effectivement un différend à ce sujet,

mais celui-ci est un peu moins profond qu'on le prétend. C'est Hillary Clinton qui a défendu le plus fermement la position de Washington en faisant cette déclaration, abondamment citée : « Pas de colonies, pas de postes avancés, pas d'exceptions liées à l'expansion naturelle. » De leur côté, le premier ministre Netanyahu, le président Peres et, en fait, pratiquement tous les courants politiques israéliens, insistent sur la nécessité de permettre l'« expansion naturelle » des colonies dans les zones qu'Israël souhaite annexer, et déplorent le fait que les États-Unis soient revenus sur l'autorisation de procéder à l'expansion territoriale que Bush leur avait accordée conformément à sa « vision » d'un État palestinien.

Les principaux ministres du cabinet Netanyahu vont plus loin. « L'actuel gouvernement israélien n'acceptera aucune forme de gel de la colonisation légale de la Judée et de la Samarie », a déclaré le ministre des Transports Yisrael Katz^[22]. Dans le jargon israélo-américain, l'épithète « légale » signifie « illégale, mais autorisée par le gouvernement d'Israël avec la bénédiction de Washington ». Ainsi, les avant-postes non autorisés sont jugés « illégaux », bien que, abstraction faite des diktats des puissants, ils n'aient rien de plus illégal que les colonies concédées à Israël conformément à la « vision » de Bush et à l'omission volontaire d'Obama.

La menace d'utiliser les « grands moyens » proférée par Hillary Clinton et Barack Obama n'a rien de nouveau. Elle reprend les mots utilisés en 2003 par l'administration Bush dans son ébauche de la Feuille de route pour la paix, dont la phase I prévoyait que « le gouvernement israélien bloque toutes les activités d'implantation de colonies (y compris l'expansion naturelle des colonies) ». Toutes les parties ont formellement accepté la Feuille de route (dont la version définitive sera expurgée du terme « expansion naturelle ») en négligeant systématiquement le fait qu'Israël, avec l'appui des États-Unis, l'a assortie de 14 réserves qui l'ont rendue inopérante^[23].

Si Obama était le moins sérieux dans son opposition à l'expansion des colonies de peuplement, il pourrait facilement prendre des mesures concrètes, comme amputer l'aide financière américaine des sommes affectées à ce poste. Un tel geste n'aurait rien de bien radical ou courageux. L'administration Bush père l'avait fait (en réduisant les garanties de prêt), mais, à la suite de la conclusion des accords d'Oslo en 1993, le président Bill Clinton a laissé au gouvernement israélien le soin de faire les calculs. Sans surprise, on n'a constaté « aucun changement dans les dépenses allouées aux colonies », selon la presse israélienne. Le premier ministre Rabin « ne se mettra pas à couper les vivres aux colonies », rapportait-elle. « Et les Américains ? Ils comprendront^[24]. »

Des responsables de l'administration Obama ont informé les médias qu'aucune des mesures qu'avait pris Bush père n'est envisagée, et que les pressions que celle-ci exercera seront « essentiellement symboliques^[25] ».

Bref, Obama est compréhensif, comme l'ont fait Clinton et Bush fils.

Au mieux, l'expansion des colonies est considérée comme un enjeu secondaire, un peu comme celui des « avant-postes illégaux » (c'est-à-dire les colonies non autorisées par le gouvernement israélien). L'importance accordée à ces questions détourne l'attention du fait qu'il n'existe aucun « avant-poste légal » et que le problème fondamental est celui des colonies existantes.

Un gel partiel est en vigueur depuis plusieurs années, a rapporté le *New York Times*, mais des colons ont trouvé des moyens de contourner les règles [...]. [La] construction au sein des colonies a ralenti, mais n'a jamais cessé, se maintenant au rythme annuel de 1 500 à 2 000 unités au cours des trois dernières années. Si le rythme observé en 2008 se maintient, les 46 500 unités déjà approuvées seront terminées dans environ 20 ans. [...] Si Israël construisait tous les logements déjà approuvés dans son plan directeur de colonisation, le nombre d'habitations pour colons en Cisjordanie doublerait presque^[26].

L'organisme voué à la surveillance des activités de colonisation Peace Now, source probable de cet article, estime en outre que la taille des deux plus importantes colonies doublera. Ariel et Ma'aleh Adumim ont été bâties pour l'essentiel à l'époque d'Oslo dans les corridors divisant la Cisjordanie en cantons.

Dans une large mesure, l'« accroissement naturel de la population » est un mythe, observe Akiva Eldar, correspondant israélien chevronné en matière d'affaires diplomatiques, citant des études démographiques publiées par le colonel Shaul Arieli, conseiller militaire adjoint de l'ex-premier ministre et actuel ministre de la Défense Ehoud Barak. L'expansion des colonies de peuplement est essentiellement le fait d'immigrants israéliens bénéficiant de généreuses subventions, en violation des Conventions de Genève. Bien que l'expansion aille la plupart du temps à l'encontre de décisions formelles du gouvernement, elle est tout de même mise en œuvre avec son autorisation, en particulier par l'entremise de Barak, considéré comme une colombe au regard du spectre idéologique israélien^[27].

Le correspondant américain Jackson Diehl a tourné en dérision le « fantasme palestinien, en veilleuse pendant longtemps » et réactivé par Abbas, « de voir les États-Unis ni plus ni moins forcer Israël à faire d'importantes concessions, que son gouvernement démocratiquement élu soit d'accord ou non^[28] ». Il n'a pas expliqué en quoi leur refus de participer à l'expansion illégale d'Israël – s'ils étaient le moins sérieux, ils forceraient effectivement Israël « à faire d'importantes concessions » – constituerait une ingérence induite dans la démocratie israélienne. Si l'on suit sa logique, Washington, pour ne pas avoir l'air de se mêler des affaires internes de l'Iran, devrait contribuer aux programmes de développement d'armes nucléaires de ce dernier.

Diehl a aussi évoqué un plan de paix d'une générosité sans précédent qu'Olmert aurait proposé à Abbas, mais que ce dernier aurait rejeté malgré le

fait qu'il aurait offert aux Palestiniens à peu près tout ce à quoi ils pouvaient raisonnablement aspirer. D'autres observateurs ont aussi fait référence à cette mystérieuse proposition et à son refus par Abbas. Tous mes efforts visant à la retracer se sont avérés vains. Les seules sources dont je dispose au moment où j'écris ces lignes (juin 2009) sont des commentaires, publiés dans les médias arabes, de Palestiniens qui semblent s'inscrire dans une lutte de pouvoir interne. Selon Elliott Abrams, qui cite des reportages sans en préciser la source, le plan en question remonterait à janvier 2009^[29].

Si cette affabulation avait eu le moindre fond de vérité, la propagande israélienne et ses relais américains l'auraient claironnée par le truchement de sources crédibles : on y aurait vu la preuve que même les Palestiniens les plus modérés ne souhaitent en rien faire la paix. D'autres éléments permettent aussi de considérer cette information comme douteuse. D'abord, en janvier 2009, Olmert n'était absolument pas en position de faire une proposition acceptable : il venait d'annoncer sa démission, faisant face à de graves accusations de corruption. Ensuite, il est difficile de voir comment ce prétendu plan aurait pu coïncider avec l'expansion soutenue des colonies de peuplement poursuivie sous Olmert, expansion qui a pourtant empêché Israël de faire des propositions nettement moins généreuses.

Revenons sur terre. Tous ces débats sur l'expansion des colonies de peuplement escamotent l'enjeu le plus fondamental de la question : le cas de celles qu'Israël et les États-Unis ont déjà implantées en Cisjordanie. Ce silence témoigne d'un consentement tacite selon lequel les colonies illégales existantes seraient, pour une raison ou pour une autre, acceptables (à part celles du plateau du Golan, annexé en contravention aux ordres du Conseil de sécurité), bien que la « vision » de Bush, qui semble partagée par Obama, ait dénoté un glissement vers un soutien explicite de Washington à ces manquements à la loi. À elles seules, les colonies existantes garantissent l'impossibilité de l'autodétermination de la Palestine. Ainsi, tout indique que, même dans l'hypothèse peu probable où l'on mettrait fin à l'« expansion naturelle », la politique israélo-américaine du refus sera maintenue, empêchant comme toujours la mise en œuvre du consensus international.

Par la suite, le premier ministre Netanyahu a décrété un moratoire de dix mois sur les mises en chantier. Ce gel comporte de nombreuses exceptions et épargne l'ensemble du Grand Jérusalem, dont les quartiers arabes sont toujours le lieu d'expropriations et où des logements destinés à des colons juifs sont érigés à un rythme soutenu. Hillary Clinton s'est déclarée très satisfaite de ces concessions « sans précédent », suscitant mépris et colère un peu partout dans le monde^[30].

Peut-être en serait-il tout autrement si un « échange de terres » équitable était envisagé. Une telle solution a été considérée lors des pourparlers de Taba puis précisée dans l'initiative de Genève, fruit de négociations informelles de

haut niveau ayant eu lieu en 2003 : rendu public en octobre, l'accord a été bien accueilli dans une bonne partie du monde, mais rejeté par Israël et ignoré par les États-Unis^[31].

Dans son discours au monde musulman prononcé au Caire le 4 juin 2009, Obama s'en est plutôt tenu à son style « page blanche » habituel, qu'il a si bien su peaufiner : des propos comportant peu de substance, mais lancés avec une aménité permettant aux auditeurs d'en tirer les conclusions qui leur conviennent. CNN en a bien rendu l'esprit en titrant l'un de ses reportages « Obama souhaite toucher l'âme du monde musulman ». À l'occasion d'une entrevue accordée à Thomas Friedman, chroniqueur au *New York Times*, Obama avait fait part des objectifs de son discours. « Une blague circule à la Maison Blanche, a-t-il dit. Nous allons continuer à dire la vérité jusqu'à ce que ça ne donne plus de résultats, et nulle part au monde la vérité n'est-elle plus importante qu'au Moyen-Orient. » Cet engagement de la Maison Blanche est on ne peut plus bienvenu, mais il reste à voir comment il se traduira dans les faits^[32].

Obama a réprimandé son auditoire en lui disant qu'il est facile « de lancer des accusations [...], mais que, si l'on prend la peine d'analyser ce conflit des deux côtés, la vérité saute aux yeux : la seule solution possible devra tenir compte des aspirations des deux camps, qui ne peuvent être satisfaites que par deux États où Israéliens et Palestiniens vivraient en paix et en sécurité ».

Laissons de côté la vérité selon Obama et Friedman, et portons notre regard sur la réalité. Il existe un troisième terme à l'équation, dont le rôle est décisif : les États-Unis. Obama n'a pas fait état de ce protagoniste du conflit. Cette omission étant jugée normale et souhaitable, la presse ne l'a pas signalée : Friedman a intitulé sa chronique « Le discours d'Obama vise tant les Arabes que les Israéliens », tandis que le *Wall Street Journal* titrait à la une « Obama réprimande Israël et les Arabes en tendant la main aux Musulmans ». Les autres articles ont adopté le même angle. Cette unanimité peut se comprendre dans la mesure où elle s'inscrit dans le précepte idéologique selon lequel les intentions du gouvernement des États-Unis sont, par définition, bonnes, voire nobles, même si ce dernier fait parfois des erreurs : dans un monde où l'image compte par-dessus tout, Washington a toujours cherché par tous les moyens à être un médiateur désintéressé, en quête de paix et de justice. Il va sans dire que cette doctrine se moque de la vérité, dont on cherche en vain des traces dans le discours public ou dans la couverture des grands médias.

Obama a une fois de plus fait écho à la « vision » des deux États défendue par Bush fils en ne précisant pas le sens qu'il donne au terme « État palestinien ». Ses intentions ont été révélées non seulement par ses graves omissions, dont j'ai traité ci-dessus, mais aussi par la seule critique d'Israël qu'il ait expressément formulée : « Les États-Unis refusent de reconnaître la

légitimité de la poursuite par Israël de ses projets de colonisation. Les mises en chantier contreviennent aux accords antérieurs et minent le processus de paix. Il est temps pour Israël de mettre un terme à ces projets de colonisation.» En d'autres termes, le gouvernement israélien devrait s'acquitter des obligations lui incombant selon la phase I de la Feuille de route de 2003, qu'il avait pourtant balayées du revers de la main, non sans l'appui tacite de Washington, comme nous l'avons vu. En vérité, Obama a exclu toute mesure du genre de celles que Bush père avait proposées pour faire en sorte que les États-Unis cessent de participer à ces crimes.

Il faut retenir de cette critique les mots « légitimité » et « poursuite ». Par omission, Obama a indiqué qu'il partage la vision de Bush fils : les vastes colonies et infrastructures existantes sont « légitimes », ce qui revient à dire que le terme « État palestinien » est simplement synonyme de « poulet frit ».

Impartial comme toujours, Obama avait aussi des reproches à adresser aux pays arabes : « Bien que l'Initiative de paix arabe représente un pas important dans la bonne direction, [ceux-ci] doivent reconnaître que leurs responsabilités ne s'arrêtent pas là. » En clair, comment peut-il qualifier l'Initiative de « pas important » s'il persiste à en rejeter le principe de base qu'est la mise en œuvre du consensus international ? Aux yeux du président, une telle décision ne fait évidemment pas partie des « responsabilités » de Washington. Il n'a donné aucune explication, ce à quoi personne n'a prêté attention.

À propos de la démocratie, Obama a déclaré que « nous ne voudrions pas prétendre décider des résultats d'une élection pacifique », ce qui a pourtant été le cas en janvier 2006 quand les États-Unis ont décidé de sévir contre les Palestiniens parce qu'ils n'étaient pas satisfaits du résultat des élections pacifiques qui venaient d'avoir lieu. À en juger par ses déclarations antérieures et par les gestes qu'il a posés depuis qu'il est au pouvoir, il semble qu'Obama ait approuvé cette punition. Le président américain s'est poliment abstenu de faire des commentaires sur son hôte, le président égyptien Hosni Moubarak, l'un des dictateurs les plus cruels de la région, mais a tout de même tenu quelques propos révélateurs à son sujet. Au moment de s'envoler vers l'Arabie saoudite et l'Égypte, les deux États arabes « modérés », « Obama a signalé que, même s'il souhaitait lui faire part des préoccupations de Washington à l'égard des droits de la personne en Égypte, il n'allait pas confronter Moubarak trop durement, car ce dernier incarne une “force pour la stabilité et le bien” au Moyen-Orient [...]. Obama a dit ne pas considérer Moubarak comme un dirigeant autoritaire. “Non, je n'ai pas tendance à étiqueter les gens”, a-t-il déclaré. Le président s'est dit conscient des critiques portant sur “les mœurs politiques en Égypte”, mais a aussi affirmé que Moubarak a toujours été un “allié exemplaire pour les États-Unis, et ce, à bien des égards”^[33] ».

Dès qu'un politicien se met à parler des « gens », il faut s'attendre à une mystification ou à pire encore. Dans d'autres circonstances, les politiciens utilisent les termes « personnes » ou même « bandits », qui peuvent alors très bien servir d'étiquettes. Obama avait cependant raison de ne pas employer le mot « autoritaire », car cet adjectif est beaucoup trop doux pour qualifier son ami.

Comme dans le passé, le soutien à la démocratie et aux droits de la personne s'en tient à cette logique, dévoilée par maintes recherches, de subordination aux objectifs stratégiques et économiques des États-Unis. Que ceux qui ne portent pas d'ocillères idéologiques ne voient qu'une blague de mauvais goût dans les élans d'Obama pour les droits de la personne et la démocratie n'a rien de bien surprenant.

L'administration Bush a bien exercé quelques pressions sur Moubarak pour qu'il assouplisse son régime despotique et brutal, mais cela n'a donné que de piètres résultats, selon un dossier du *Financial Times* : « Les États-Unis ont mis un terme à leurs pressions quand les Frères musulmans ont fait des gains électoraux et que le Hamas a remporté la victoire aux élections législatives dans les territoires palestiniens », ce qui a mis un terme au flirt des néoconservateurs avec la promotion de la démocratie. Sous Obama, les pressions des États-Unis « se sont nettement atténuées », laissant à la dictature le champ libre « pour resserrer son emprise sur la vie politique, harceler l'opposition et s'assurer qu'aucune contestation ne se manifeste ». Voilà qui montre « que même une réforme de façade peut être réduite à néant^[34] ».

Le régime en a profité pour lancer ses impitoyables forces de sécurité aux trousses des militants non violents débarqués en Égypte d'un peu partout dans le monde pour protester contre le siège brutal de Gaza. Le gouvernement égyptien a d'ailleurs contribué au blocus en érigeant à sa frontière un mur d'acier dont la base est enfouie très profondément afin d'empêcher des prisonniers prêts à tout de creuser des tunnels, ceux-ci cherchant à s'enfuir en vue s'en mettre un peu plus sous la dent que la maigre pitance autorisée par leurs geôliers. Voilà qui constitue un admirable exercice de sadisme érigé en système, toléré, cela va de soi, par l'élite occidentale. Ces gestes du régime égyptien ont été à peine rapportés par la presse américaine^[35].

Obama, en cautionnant la cruelle tyrannie de Moubarak, a clairement indiqué qu'il n'a pas l'intention de rompre avec la politique américaine traditionnelle de soutien à d'impitoyables dictatures à des fins géostratégiques, qui ne se limite pas au Moyen-Orient, même si elle semble y être appliquée de manière plus évidente. Les conséquences de cette politique sont connues depuis longtemps, et sont maintenant considérées comme acceptables par les stratèges. Quand George W. Bush a demandé « Pourquoi nous haïssent-ils ? », son incompréhension était probablement sincère. Sa réponse, « Ils haïssent notre liberté », découlait sans doute de ce qu'on lui avait appris à l'école. Les

archives diplomatiques et les données historiques, tout comme les publications spécialisées, offrent cependant des réponses plus convaincantes. Plus de 50 ans avant que Bush ne pose cette lancinante question, le président Dwight D. Eisenhower avait manifesté son inquiétude devant « la campagne de haine à notre égard » dans le monde arabe, qui n'émanait « pas des gouvernements, mais de la population ». Le Conseil de sécurité nationale en avait exposé les motifs : « La majorité des Arabes considèrent que les États-Unis ne souhaitent pas que les objectifs du nationalisme arabe se réalisent. Selon eux, Washington cherche à protéger ses intérêts pétroliers au Proche-Orient en favorisant le *statu quo* et en s'opposant à tout progrès politique ou économique. » En outre, le Conseil admettait que cette perception était juste : « Dans la région, nos intérêts économiques et culturels nous ont poussés à nous rapprocher d'éléments du monde arabe dont l'intérêt premier est d'entretenir de bonnes relations avec l'Occident et de maintenir le *statu quo* dans leurs pays », entravant ainsi la démocratie et le développement^[36].

Il est frappant de constater l'état d'esprit de la population arabe à cette époque, c'est-à-dire en 1958, peu de temps après qu'Eisenhower eut expulsé Israël, le Royaume-Uni et la France du Sinaï. À la suite des événements du 11 septembre 2001, des sondages ont révélé que la haine de l'Amérique avait gardé toute sa force, même au sein de l'élite profondément intégrée à l'économie « mondialisée », pourtant dominée par les États-Unis. À ce moment, bien sûr, le ressentiment était motivé par d'autres facteurs, dont les sanctions meurtrières imposées à l'Irak, passées inaperçues dans les pays occidentaux mais prises au sérieux dans la région, et le soutien aux crimes commis par Israël. Les invasions de l'Afghanistan et, tout particulièrement, de l'Irak n'ont fait qu'exacerber ce sentiment. Des études produites au sein de l'appareil d'État en arrivent aux mêmes conclusions. Un comité consultatif du Pentagone, le Defense Science Board, a répondu à la question posée par Bush en concluant que « les Musulmans ne haïssent pas “notre liberté”, mais plutôt nos politiques », ajoutant : « Quand la diplomatie publique américaine parle d'apporter la démocratie aux sociétés musulmanes, ce discours est tout simplement perçu comme faisant preuve d'hypocrisie intéressée^[37]. »

Cette perception est partagée par de nombreux spécialistes, qui savent aussi que ces politiques sont un cadeau des États-Unis aux djihadistes les plus extrémistes, qui cherchent à susciter de violentes représailles contre les populations qu'ils veulent mobiliser. David Gardner a bien résumé le large consensus des spécialistes à ce propos :

Il en sera ainsi tant que les djihadistes pourront compter sur le soutien apporté par les États-Unis à leurs alliés du monde arabe, comme la dynastie saoudienne et le président Moubarak. [...] L'odieux pari de provoquer un choc des civilisations tenté par les troupes d'Oussama Ben Laden est certes malveillant, mais pas totalement insensé. [...] En persistant dans notre connivence avec la tyrannie [...], nous encourageons la progression des djihadistes, dont l'allié le plus fiable a toujours été la politique

Si la lutte contre le terrorisme avait vraiment été la priorité des États-Unis après le 11-septembre, Washington aurait saisi les nombreuses occasions d'isoler et d'éliminer Ben Laden tout en encourageant la majorité, et même les djihadistes, à condamner sans appel son opportunisme et sa violence. L'administration Bush a plutôt choisi d'inciter le mouvement djihadiste à soutenir Ben Laden, et de gagner de nombreux autres acteurs à la cause défendue par celui-ci en lui donnant raison, ayant préféré recourir à la violence pour la violence. Chargé pendant de nombreuses années de débusquer le chef d'Al-Qaïda pour le compte de la Central Intelligence Agency (CIA), le faucon Michael Scheuer avait raison de conclure que « les États-Unis d'Amérique demeurent le seul allié indispensable de Ben Laden^[38] ».

Au-delà de ses effets de style, Obama semble voué à emprunter la même voie, comme en font foi son éloge de Moubarak et certaines de ses politiques.

Dans son discours du Caire, Obama y est aussi allé de quelques observations sur les armes nucléaires, sujet non moins important vu la priorité qu'il accorde à l'Iran. Il a répété qu'il souhaite leur abolition globale, appelant tous les signataires du Traité de non-prolifération (TNP) à assumer les responsabilités qu'il impose. Le président a soigneusement évité de mentionner Israël, qui, à l'instar de l'Inde et du Pakistan, n'est pas signataire du TNP. Ces trois pays ont bénéficié du soutien des États-Unis pour le développement de leurs armes nucléaires. Le Pakistan en a surtout profité sous Reagan, et l'Inde, sous Bush fils et Obama. Tant Israël que l'Inde et le Pakistan accélèrent actuellement le développement de leurs arsenaux nucléaires, et ce, à un degré extrêmement préoccupant. Toutefois, le rôle important joué dès le départ et de manière constante par les États-Unis dans un éventuel conflit nucléaire ne leur confère aucune « responsabilité^[39] ».

Chose guère étonnante, dans les pays non occidentaux, rares sont ceux qui prennent au sérieux les plaintes de Washington contre l'Iran, non seulement les présomptions relatives aux droits de la personne, précisées par Obama en ce qui concerne l'Égypte, mais surtout les accusations, beaucoup plus graves, selon lesquelles l'Iran cacherait quelque chose à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ce qui est sans doute le cas. Bien entendu, d'autres pays ne dissimulent rien, comme les trois États qui n'ont jamais adhéré au TNP et dépendent toujours du soutien des États-Unis pour leurs programmes de développement d'armes nucléaires. Quelques mois après le discours d'Obama au Caire, en plein paroxysme de l'indignation contre l'Iran, l'Inde a annoncé qu'elle était maintenant « en mesure de fabriquer des armes nucléaires ayant la même puissance destructrice que celles des grandes puissances nucléaires de la planète ». Par cette déclaration, l'Inde réagissait à la résolution 1887 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 24 septembre 2009, qui appelait tous

les États à adhérer au TNP et à résoudre tout conflit selon ses dispositions, sans menacer de faire appel à la force ni d'y recourir, ce qui contreviendrait à la Charte des Nations unies (cette clause visait uniquement les États-Unis et Israël). Au même moment, l'AIEA présentait une résolution pressant Israël d'adhérer au TNP et d'autoriser l'inspection de ses installations nucléaires. Après avoir tenté en vain d'en bloquer le cheminement, les États-Unis et l'Europe ont voté contre. Elle a tout de même été adoptée. Le président Obama s'est empressé de rassurer Israël : les États-Unis allaient soutenir l'État hébreu dans son refus d'appliquer la résolution. L'AIEA a aussi adopté, à une très large majorité (103 contre 4 : les États-Unis, Israël, le Canada et la Géorgie s'y sont opposés), une résolution exigeant l'application de ses garanties au Moyen-Orient. Par ailleurs, la Maison Blanche a assuré à son allié indien qu'il pouvait faire fi des résolutions du Conseil de sécurité sur les armes nucléaires, dont la plus récente est la résolution 1887^[40].

Voilà encore des gestes qui en disent long sur les préoccupations d'Obama quant à la prolifération des armes nucléaires.

Obama a aussi réagi à la résolution 1887 par une autre décision. À peine deux jours après qu'on eut décerné le prix Nobel au président en raison de son engagement stimulant pour la paix, le Pentagone annonçait l'accélération de la livraison d'armes on ne peut plus meurtrières (mis à part les armes nucléaires) : des bombes de 13 tonnes qui, pouvant être lâchées par des bombardiers furtifs B-2, ont été conçues pour détruire des bunkers souterrains protégés par plus de 4,5 tonnes de béton armé. Leur raison d'être n'a rien de secret. On a planifié la production de ces « obus à fort pouvoir pénétrant » dans les années Bush, mais le projet a traîné jusqu'à ce qu'Obama, dès son arrivée au pouvoir, exige leur mise au point rapide^[41].

Les garanties offertes à Israël par Obama respectent une règle non écrite remontant à l'ère Nixon :

La plupart des observateurs croient que [la première ministre d'Israël Golda] Meir a un jour informé Nixon du fait qu'Israël disposait déjà de la bombe et s'engageait à ce qu'elle demeure invisible, c'est-à-dire à ne pas en faire l'essai, à ne pas en faire étalage et à ne pas la brandir à des fins politiques. Nixon a accepté de mettre un terme aux inspections annuelles du réacteur de Dimona, normalement effectuées par les États-Unis, et de cesser de faire pression sur Israël pour qu'il adhère au TNP^[42].

Parmi ceux qui ont placé leurs espoirs dans Obama, certains citent ce commentaire de la secrétaire d'État adjointe Rose Gottemoeller : « L'adhésion de tous les pays au TNP, y compris de l'Inde, d'Israël, du Pakistan et de la Corée du Nord, demeure un objectif fondamental des États-Unis. » Les craintes que cette remarque puisse avoir quelque signification ont vite été dissipées par un diplomate israélien de haut rang, qui a écrit qu'Obama avait garanti à Israël qu'il n'allait « pas [le] contraindre [...] à déclarer publiquement s'il possède ou non des armes nucléaires », mais qu'il allait « s'en tenir à la politique américaine du “*don't ask, don't tell*” [“ne rien

demander, ne rien dire”], appliquée depuis plusieurs décennies ». Comme le rappelle l’Institute for Public Accuracy, l’administration Bush tenait le même discours que Gottenmoeller en prônant l’« adhésion universelle au TNP^[43] ».

On peut dès lors constater que cette « universalité » s’applique à l’Iran et à ses présumés programmes, mais pas à ceux, bien réels, des alliés et vassaux des États-Unis, sans parler des obligations de Washington découlant de son adhésion au TNP.

En ce qui concerne le programme nucléaire iranien, Obama a soigneusement choisi ses mots : « Toute nation, y compris l’Iran, a-t-il déclaré, devrait pouvoir avoir accès à l’énergie nucléaire produite à des fins pacifiques si elle s’acquitte de ses responsabilités découlant du Traité de non-prolifération. » Il réaffirmait ainsi la position de l’administration Bush, qui, elle aussi, considérait que l’Iran avait le droit d’« avoir accès à l’énergie nucléaire produite à des fins pacifiques ». Cependant, comme Obama et ses collaborateurs l’ont bien compris, la question est de savoir si l’Iran dispose ou non des droits garantis aux signataires du TNP, dont l’article 4 va bien au-delà d’un simple « accès » soumis à la bonne volonté de puissances étrangères. Sa formulation est assez claire : « Aucune disposition du présent Traité ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inaliénable de toutes les Parties au Traité de développer la recherche, la production et l’utilisation de l’énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux dispositions des articles I et II du présent Traité », qui portent sur les armes nucléaires. Il existe d’importantes différences entre, d’une part, la recherche et la production, que l’article 4 autorise, et, d’autre part, l’« accès », que Bush et Obama ont dit vouloir permettre, en ayant en tête l’autorisation d’acheter de l’énergie produite dans un autre pays. Cette divergence constitue le nœud du différend, et ce, depuis le début. Le mouvement des non-alignés, qui comprend plus de la moitié des États du monde, a affirmé avec force les droits dont dispose l’Iran en vertu de l’article 4 du TNP (opinion partagée par une majorité d’Américains). La « communauté internationale », terme technique désignant les États-Unis et quiconque partage leur avis, est opposée à ce que l’Iran jouisse de ces droits, et Obama, passé maître dans l’art de trouver le mot juste pour tromper son auditoire, a fait part de son intention de maintenir cette position.

Il vaut la peine de répéter que, malgré cette enflure verbale, des esprits rationnels ont bien compris que la menace iranienne n’est pas une menace offensive, qui serait suicidaire. Wayne White, ex-directeur adjoint du bureau de renseignement et d’analyse sur le Moyen-Orient et l’Asie du Sud du département d’État, a effectué une évaluation réaliste de la probabilité que les dirigeants iraniens déclenchent une attaque nucléaire contre Israël, qui aurait pour conséquence immédiate leur propre destruction et celle de leur pays, à « aussi peu que 1 % ». White exclut la possibilité que le guide suprême Ali

Khamenei et les autres membres de l'élite cléricale au pouvoir en Iran acceptent de perdre les « fortunes » et les « vastes empires économiques » dont ils disposent « en procédant à une attaque idéaliste contre Israël à l'arme nucléaire », en admettant qu'ils en possèdent une. De manière opportune, il a aussi confirmé que l'attaque contre un réacteur irakien à laquelle s'est livré Israël en 1981 n'a pas mis un terme au programme de développement d'armes nucléaires de Saddam Hussein : elle a plutôt suscité sa mise en œuvre. Un éventuel bombardement israélo-américain des installations iraniennes pourrait avoir le même effet, observent White et d'autres experts. La violence suscite invariablement plus de violence en représailles^[44].

Chez les spécialistes, y compris chez les faucons éclairés, on a bien compris que, si l'Iran développe des armes nucléaires, il le fait dans un but dissuasif. Selon Martin van Creveld, historien militaire israélien, « le monde a été témoin de la manière dont les États-Unis s'en sont pris à l'Irak, une invasion qui a fini par s'avérer non fondée. Les Iraniens seraient fous de ne pas tenter de se doter d'un arsenal nucléaire ». Dans un article publié dans la revue conservatrice *The National Interest*, l'ex-inspecteur en armement de la CIA David Kay a émis l'hypothèse voulant que l'Iran souhaite avoir la « capacité de se doter d'armes nucléaires » dans l'« objectif stratégique » de se prémunir contre une menace américaine considérée comme « réelle aux yeux de Téhéran », et ce, pour de bonnes raisons, qu'il a énumérées. « Dans toute cette histoire, ajoutait-il, les États-Unis sont probablement les plus provocateurs, avec leur mémoire historique sélective et leur trouble déficitaire de l'attention en matière de diplomatie. » Kay s'est lui aussi montré d'accord avec l'idée selon laquelle l'Iran cherche probablement à développer sa capacité d'armement nucléaire (et non à développer des armes comme telles) dans un but dissuasif^[45].

Les mieux renseignés des tenants de la ligne dure saisissent bien ces enjeux. En 2000, Reuel Marc Gerecht, expert néoconservateur de renom des questions iraniennes et ex-membre de la section du Moyen-Orient de la CIA, écrivait ce qui suit :

Téhéran souhaite assurément posséder des armes nucléaires, et son raisonnement n'est pas dénué de logique : l'Iran a été obligé d'accepter le cessez-le-feu dans la première guerre du Golfe ; le Pakistan, son voisin sunnite encore plus radical du sud-est, dispose d'armes nucléaires ; Saddam Hussein, avec ses missiles Scud et son ambition de devenir une puissance nucléaire, se trouve à sa porte ; l'Arabie saoudite, un de ses rivaux religieux les plus redoutables et détestés, possède des missiles de longue portée ; la Russie, historiquement l'un des pays limitrophes les plus craints, cherche de nouveau à renforcer son emprise sur le Caucase adjacent ; Israël serait capable de réduire la République islamique en poussière. Dépassé par un Irak doté d'une technologie supérieure au prix d'au moins 500 000 morts, l'Iran est parfaitement conscient des conséquences de l'insuffisance de sa capacité de dissuasion. De plus, les Iraniens détiennent un élément essentiel à l'efficacité de toute dissuasion : le bon sens. Réduire Téhéran ou Ispahan en cendres reviendrait à détruire l'âme persane, à laquelle même le

plus intransigeant des imams est profondément attaché. Tant que les Iraniens considéreront que les États-Unis, Israël ou quelque autre État de la région peuvent envisager une riposte nucléaire, ils n'agiront pas de manière stupide^[46].

Gerecht est tout aussi conscient du vrai « problème de sécurité » que poserait l'Iran s'il se dotait d'un arsenal nucléaire :

Une République islamique équipée d'armes nucléaires porterait un dur coup, voire ferait échec à l'espace de manœuvre des États-Unis dans la région du golfe Persique. Nous y réfléchirions à deux fois avant de répliquer à des actes terroristes ou à des opérations militaires de l'Iran si ce dernier disposait d'une bombe et d'un missile pour la lancer. Pendant les événements ayant mené à la guerre du Golfe [de 1990-1991], le débat sur les armes nucléaires faisait rage à Téhéran et à Qom, dans les cercles religieux du pouvoir iranien. Les mollahs [...] s'entendaient pour dire que, si Saddam Hussein avait disposé d'armes nucléaires, les Américains ne l'auraient pas attaqué. À « gauche » comme à « droite », on considère l'armement nucléaire comme le moyen de défense par excellence de l'Iran, de sa révolution et de son indépendance en tant que puissance régionale.

Traduisant fidèlement le jargon doctrinaire, les préoccupations de Gerecht dépeignent de manière réaliste la menace que représente un Iran doté d'une capacité de dissuasion.

En général, les observateurs minimisent aussi la probabilité que l'Iran puisse fournir des armes ou des technologies nucléaires à des groupes terroristes ou à des « États voyous », bien que de tels transferts aient déjà eu lieu, effectués notamment par le tristement célèbre réseau d'Abdul Qadeer Khan, qui bénéficiait de la protection du Pakistan, allié des États-Unis. Agir ainsi serait hautement risqué pour l'Iran et ne lui apporterait vraisemblablement aucun avantage, outre, peut-être, une capacité de dissuasion, qui constituerait tout de même une très lointaine éventualité.

Il est difficile de ne pas être d'accord avec Leonard Weiss, analyste stratégique au Center for International Security and Cooperation de l'université Stanford et au Lawrence Livermore National Laboratory. Supposer qu'un Iran équipé d'armes nucléaires attaquerait Israël, a-t-il écrit, « revient à affirmer que les dirigeants iraniens sont atteints de démence [et que] la haine éprouvée par les imams est si intense que, pour venir à bout d'Israël, ils seraient capables de lancer une attaque nucléaire qui entraînerait la mort non seulement des Juifs, mais aussi du million et demi de Musulmans y vivant, en plus de provoquer une riposte nucléaire [qui] ramènerait l'Iran plusieurs décennies en arrière et réduirait ses dirigeants en poussière radioactive ». Quant à l'hypothèse voulant que l'Iran puisse fournir des armes nucléaires à des tierces parties, non seulement celui-ci ne pourrait pas « s'assurer que ce trafic ne soit pas mis au jour ou que les armes soient utilisées comme prévu », mais le recours à ces dernières « serait indubitablement considéré comme le fait de Téhéran, ce qui aurait encore pour conséquence la destruction totale de l'Iran^[47] ».

À la fin de 2009, alors que toute l'attention se concentrait sur les possibles violations du TNP par l'Iran, Obama a entrepris une reconfiguration des

systèmes de défense antimissiles planifiés en Europe de l'Est, suscitant une vive controverse : voulait-il passer dans le camp des Russes ou trouver un meilleur moyen de protéger le monde d'une attaque de l'Iran ? La question a été tranchée en janvier 2010, quand Obama a décidé d'installer ses systèmes dans le nord de la Pologne, à environ 50 km de Kaliningrad, faisant ainsi peser une menace sur la Russie, mais sans lien évident avec l'Iran. Peu de temps après, il en a fait placer d'autres en Roumanie, contrariant aussitôt Moscou. Le chef d'état-major général de la Russie a annoncé que cette décision, perçue comme une menace à la sécurité de son pays, entraînait la suspension des négociations visant l'adoption de l'important Traité de réduction des armes stratégiques (START III). Tout au long de ces discussions, on a soigneusement évité d'aborder le nœud du problème : ces systèmes sont-ils, comme on le prétend, conçus en vue de parer une attaque de l'Iran ? C'est fort peu probable, et ce, pour les raisons que nous venons d'évoquer. Zbigniew Brzezinski a décrit ces systèmes de manière judicieuse en expliquant qu'ils « se fondent sur une technologie de défense qui n'existe pas, visent une menace qui n'en est pas une et sont destinés à protéger des Européens de l'Ouest qui n'ont rien demandé^[48] ».

Rappelons-nous toutefois que, dans la mesure où on les rend fonctionnels, ces systèmes antimissiles poursuivent un but stratégique : il s'agit d'armes de première frappe pouvant neutraliser la capacité dissuasive d'un pays, ce qui, dans le cas qui nous occupe, rend possible une attaque israélo-américaine contre l'Iran. On peut appliquer le même raisonnement à la livraison par Washington de systèmes antimissiles Patriot à Israël, et à la décision, prise par Obama en janvier 2010, d'amarrer « des vaisseaux au large des côtes iraniennes et d'installer des systèmes antimissiles dans au moins quatre pays arabes ». Contrairement aux prétentions du gouvernement, reprises en écho par les médias, cette décision n'a rien à voir avec la « défense ». L'installation de ces systèmes antimissiles s'ajoute aux menaces plus directes de première frappe, laissant « toutes les options ouvertes », y compris celle de recourir à la force, en contravention avec la Charte des Nations unies et d'une série de résolutions de l'ONU, dont la plus récente est la résolution 1887 du Conseil de sécurité. De plus, l'armée se sert manifestement de l'Iran comme cible lors de ses manœuvres d'entraînement, et développe des superarmes pointées uniquement vers l'Iran. On pourrait citer bien d'autres exemples, dont l'envoi par Israël de navires de guerre et de sous-marins Dolphin de fabrication allemande, pratiquement indétectables, pouvant transporter des missiles nucléaires via le canal de Suez et la mer Rouge (avec l'autorisation de l'Égypte, qui nie toutefois l'avoir accordée) vers des positions d'où ils pourraient attaquer l'Iran^[49].

En février 2010, le général David Petraeus, alors à la tête du commandement central de l'armée des États-Unis au Moyen-Orient

(CENTCOM), s'est montré d'accord avec l'opinion quasi unanime des spécialistes en affirmant qu'«une attaque militaire contre l'Iran aurait pour conséquence involontaire d'éveiller le sentiment nationaliste de la population au profit du gouvernement extrémiste de Téhéran», et porterait un dur coup au mouvement démocratique iranien, sans parler de la catastrophe humaine qu'elle représenterait et des représailles qu'elle pourrait susciter^[50].

Personne ne souhaite que l'Iran – ou tout autre pays – se dote d'armes nucléaires, mais il faut reconnaître que ce que craint Washington n'est pas leur éventuelle utilisation dans une mission suicide, mais plutôt le risque qu'elles dissuadent les États-Unis et Israël d'étendre leur domination dans la région. Je le répète : si l'on se préoccupait vraiment de la présence d'armes nucléaires en Iran, on pourrait régler la question par des moyens rationnels, d'ailleurs officiellement endossés par Washington, comme la création d'une zone exempte d'armes nucléaires qui comprendrait l'Iran, Israël et les forces américaines déployées au Moyen-Orient (rappelons que cette idée jouit d'un soutien massif à l'échelle internationale et de l'appui d'une majorité d'Américains). Aussi, des inspections systématiques n'auraient rien d'impossible. De telles mesures pourraient atténuer la menace nucléaire dans la région, voire l'enrayer ; même des pas timides dans cette direction auraient un impact positif. Cependant, rien de tel ne figure à l'ordre du jour.

La « nouvelle initiative » d'Obama pour le Moyen-Orient a été presque entièrement élaborée par le sénateur John Kerry, président du comité des affaires étrangères du Sénat et émissaire régulier dans la région, lors d'une importante allocution prononcée le 4 mars 2009 à la Brookings Institution^[51]. Par ce discours, admettons-le, Kerry a témoigné du peu d'importance qu'il accorde à la véracité des faits historiques. L'essentiel n'était toutefois pas sa vision alambiquée du passé et du présent, mais plutôt les plans dont il a donné un aperçu.

Kerry y invitait ses concitoyens à regarder la réalité en face : les efforts louables de Washington pour parvenir à un règlement politique du conflit israélo-palestinien ont échoué avant tout parce que les États arabes ne veulent pas la paix. De plus, a-t-il expliqué, toutes nos tentatives d'« offrir aux Israéliens un partenaire légitime pour la paix » à laquelle ils ont toujours aspiré, se sont heurtées à l'intransigeance des Palestiniens. Néanmoins, un changement arrive aujourd'hui à point nommé : par l'Initiative de paix arabe de 2006, les États arabes ont enfin manifesté leur volonté d'admettre la présence d'Israël dans la région. Encore plus prometteuse est la « volonté sans précédent des pays arabes modérés de collaborer avec Israël » contre notre ennemi commun, l'Iran. (L'adjectif « modérés » est ici utilisé au sens technique de « bien disposés à l'égard des demandes des États-Unis », peu importe le régime politique.) « Ce réalinement pourrait contribuer à jeter les bases d'une évolution vers la paix », a ajouté Kerry, tandis que nous

« reconceptualisons » le problème en mettant l'accent sur la menace iranienne. Voilà qui met les États-Unis au diapason des vœux du premier ministre Benyamin Netanyahu, porte-parole de la droite israélienne (hélas synonyme d'une majorité d'Israéliens depuis le glissement radical vers la droite chauviniste qu'a connu leur pays ces dernières années).

Kerry a poursuivi en expliquant qu'il avait bon espoir d'avoir enfin trouvé un « partenaire légitime » à notre allié israélien épris de paix : Mahmoud Abbas, qui contrôle l'Autorité palestinienne. Comment s'y prendre pour l'épauler ?

Le plus important est d'abord de soutenir le général [Keith] Dayton dans son travail de formation des forces de sécurité palestiniennes, afin que ces dernières soient en mesure de maintenir l'ordre et de lutter contre le terrorisme. [...] L'évolution récente de la situation est très encourageante : pendant l'invasion de Gaza, les forces de sécurité palestiniennes ont largement réussi à maintenir le calme en Cisjordanie, alors que tous s'attendaient à des troubles. Il va sans dire que beaucoup reste à faire, mais nous pouvons y contribuer. »

Kerry s'est employé systématiquement à qualifier l'attaque contre Gaza de juste et bonne, et ce, sur toute la ligne : cela allait de soi, puisque les États-Unis y ont joué un rôle crucial. Peu importe si le prétexte invoqué n'avait pas la moindre crédibilité si l'on ne tient compte que des principes acceptés de tous les Américains, les normes ne sont pas les mêmes lorsqu'il s'agit d'autrui ; j'ai déjà abordé cette question. Ainsi, il était évidemment juste et bon, voire admirable, de recourir à la force pour empêcher les Palestiniens d'exprimer publiquement leur inquiétude devant le massacre et la destruction qui avait cours dans l'autre moitié de la Palestine.

Formées et armées en Jordanie ou en Cisjordanie occupée par des instructeurs jordaniens, avec la participation d'Israël et sous sa supervision, les forces de sécurité palestiniennes du général Dayton ont été qualifiées de « sous-traitants des forces de sécurité israéliennes » par le journaliste israélien Gideon Levy. Voilà un commentaire qui ne manque pas de justesse et qui, venant de cette plume, n'a rien d'élogieux. Cela explique cependant pourquoi les forces de sécurité palestiniennes font l'objet d'une telle admiration de la part de l'armée israélienne, de l'administration Obama et des journalistes américains^[52].

Certains observateurs reconnaissent que la situation n'est pas aussi rose que ce que Kerry dépeint. Parmi eux se trouve le correspondant Charles Levinson, qui a rapporté que les forces de sécurité palestiniennes « ont eu droit aux vives félicitations d'officiers israéliens pour leur efficacité à contrôler les manifestations qui ont eu lieu en Cisjordanie pendant la guerre de décembre et janvier contre Gaza ». On se préoccupe cependant de la possibilité que les forces palestiniennes n'aient « pas gagné la bataille de l'opinion publique, cette dernière estimant qu'elles protègent l'armée israélienne » (ces mots sont ceux d'un haut gradé de l'équipe européenne de

formation des policiers). Elles sont effectivement considérées comme des sous-traitantes d'Israël. Levinson a relaté un incident lors duquel « les forces palestiniennes, déferlant dans une ville de Cisjordanie peu après l'armée israélienne, s'en sont fait expulser par ses résidents, furieux ». Une note de service de l'équipe de formation du général Dayton abondait dans le même sens : « Tout semble indiquer que la population locale a de moins en moins de respect pour les forces de sécurité palestiniennes. » Levinson a aussi cité un de leurs commandants, qui considère que ses troupes sont « désabusées ». « Les opérations qu'il a menées contre le Hamas et d'autres groupes anti-israéliens contrarient la population palestinienne, qui juge de plus en plus que lui et ses hommes exécutent les ordres d'Israël et obtiennent peu en retour^[53]. »

Les forces de Dayton, en principe supervisées par le département d'État des États-Unis, représentent le bon côté du contrôle de la population palestinienne. Selon des observateurs bien informés, les forces autrement plus redoutables et cruelles que sont le service des renseignements généraux et le service de sécurité préventive sont entraînées par la CIA^[54].

Kerry a raison de dire que Washington pourrait en faire plus pour s'assurer que les Palestiniens de Cisjordanie soient contrôlés de manière suffisamment efficace pour qu'ils ne puissent ni protester contre les atrocités infligées aux Gazaouis, ni cheminer vers une réelle autodétermination, ni protéger les miettes de Palestine qu'Israël et les États-Unis leur concèdent dans le cadre de leurs incessants stratagèmes d'empiètement. Pour savoir comment mieux soutenir les forces de Dayton et leurs impitoyables partenaires, les États-Unis n'ont qu'à puiser dans leur long passé de puissance colonisatrice, dont les pratiques les plus raffinées ont été élaborées voilà plus d'un siècle dans la foulée de la conquête meurtrière des Philippines, puis largement appliquées en d'autres endroits. Les États-Unis ont su perfectionner les méthodes impériales traditionnelles, ce qui leur a été très utile dans leurs dépendances tout en leur donnant des moyens de contrôler leur propre population. L'historien Alfred McCoy a très bien expliqué ces stratégies dans un ouvrage fondateur^[55]. Celles-ci reposent sur un ensemble de moyens destinés à briser toute résistance à la domination coloniale : rumeurs, calomnies, technologies de surveillance et de contrôle les plus sophistiquées, recrutement des élites locales les plus enclines à collaborer, recours à la force (police philippine et armée américaine) si nécessaire. Kerry s'est sans doute familiarisé avec ces techniques lors de son service militaire au Vietnam du Sud. Appliquées à la Palestine, elles se traduisent par l'emploi des forces paramilitaires collaborationnistes pour soumettre la population locale sous l'œil indifférent des élites, laissant aux États-Unis et à Israël le champ libre pour mettre en œuvre la « vision » de Bush, le « plan de convergence » d'Olmert et leurs variantes ultérieures. Pendant ce temps, la bande de Gaza peut être maintenue en état de siège et ainsi conserver son statut de prison et

de stand de tir.

La nouvelle initiative de paix de Washington pour le Moyen-Orient, espère-t-on, incorporera Israël au groupe des États arabes « modérés » en tant que rempart assurant la domination des États-Unis sur d'indispensables régions productrices d'énergie. Elle complète à merveille les plans, de portée plus générale, élaborés par Obama pour l'Afghanistan et le Pakistan, où les opérations militaires s'intensifient et où de vastes « ambassades » sont en construction, sur le modèle de cette ville dans la ville qu'on a qualifiée d'« ambassade américaine à Bagdad ». Voilà qui indique clairement quelles sont les intentions à long terme du président^[56].

La « reconceptualisation » annoncée par Kerry fait bien sûr l'affaire de l'industrie américaine de haute technologie, qui entretient toujours d'étroites relations avec Israël. En fait foi de manière frappante l'immense installation qu'Intel est en train de construire à son complexe israélien de Kiryat Gat, où sera mis en œuvre un projet novateur de réduction de la taille des puces d'ordinateur qui, s'attend-on, établira une nouvelle norme pour l'industrie et permettra à l'usine de fournir des pièces un peu partout dans le monde^[57]. L'industrie militaire israélienne a noué des relations si étroites avec les États-Unis qu'Israël y a délocalisé les lieux de développement et de fabrication de son industrie militaire de pointe, facilitant ainsi l'accès de cette dernière à l'aide militaire américaine. L'État hébreu envisage aussi d'y transférer la production de ses véhicules blindés, malgré les protestations des milliers de travailleurs israéliens qui perdront leur emploi^[58]. Ces relations sont aussi fort lucratives pour l'industrie militaire américaine ; elles le sont en fait doublement, car les ventes d'armes subventionnées à Israël, elles-mêmes très rentables, jouent le rôle de vitrine incitant les riches dictatures arabes de la région (les États « modérés ») à acheter de l'équipement moins sophistiqué en grande quantité. Dans le domaine du renseignement, la coopération remonte à plus de 50 ans.

Israël met toujours à la disposition des États-Unis une base militaire outremer, située en un endroit stratégique et destinée à la mise en place d'armes et à d'autres fonctions. Son utilisation la plus récente remonte à janvier 2010, quand l'armée américaine « a doublé la valeur de l'équipement militaire d'urgence qu'elle stocke en sol israélien », portant celle-ci à 800 millions de dollars. « Missiles, véhicules blindés, munitions aériennes et pièces d'artillerie sont déjà entreposés au pays. » L'entente « permet à Israël d'avoir accès à un plus grand choix de matériel militaire, [l'aidant ainsi] à garnir ses réserves d'armes à utiliser en cas d'urgence. En 2006, pendant la seconde guerre du Liban, Israël a épuisé ses réserves de munitions d'artillerie et de munitions aériennes à un point tel que l'armée les considère comme dangereusement basses^[59] ».

La première mise en place d'armes remonte à 1990. L'annonce discrète de

l'envoi d'armes américaines en Israël pendant l'assaut de décembre 1999 et janvier 2000 contre Gaza en a bien fait sourciller quelques-uns, mais le Pentagone a expliqué, en disant probablement la vérité, que ces armes ne devaient pas servir à Gaza : on les mettait plutôt en place en vue de leur utilisation future par l'armée américaine dans la région^[60].

Voilà qui représente des exemples des services inestimables que rend Israël au militarisme, à l'hégémonie mondiale et à l'industrie de pointe des États-Unis. Cela lui donne une certaine latitude pour désobéir aux ordres de Washington, mais, s'il joue trop avec le feu, il pourrait se retrouver dans une situation périlleuse, comme l'histoire l'a amplement illustré. Jusqu'à présent, le chauvinisme crasse de l'actuel gouvernement a été contrebalancé par des éléments plus modérés. Toutefois, s'il devait aller trop loin, il pourrait susciter un affrontement avec les États-Unis, du genre de celui que perçoivent aujourd'hui de nombreux observateurs, perception pour le moment peu fondée.

Présidentielles de 2008. Quand l'espoir se heurte à la réalité

AU LENDEMAIN de l'élection présidentielle américaine de 2008, l'épithète « historique » courait sur toutes les lèvres. À juste titre. L'arrivée d'une famille noire à la Maison Blanche est sans conteste un événement fort marquant.

L'issue de la campagne n'a cependant pas été sans surprises. D'abord, immédiatement après la convention démocrate, le sort n'en était pas jeté. En contexte de crise économique grave, après huit années de politiques désastreuses sur tous les plans, dont le pire bilan en matière d'emploi depuis la Seconde Guerre mondiale et un déclin exceptionnel du revenu médian, avec un président sortant si impopulaire que son propre parti l'avait désavoué et une image des États-Unis en chute libre dans l'opinion mondiale, on aurait pu s'attendre à ce que le parti d'opposition l'emporte haut la main. Le candidat démocrate a certes été élu, mais de justesse. Si la crise financière avait éclaté un rien plus tard, peut-être aurait-il perdu.

Vu les circonstances, on peut se demander pourquoi le parti d'opposition a gagné par une marge si mince. Il est possible qu'aucun des deux grands partis ne soit au diapason de l'opinion publique, en cette époque où 80 % de la population considère que le pays s'en va dans la mauvaise direction et que le gouvernement est mené par « une poignée de riches groupes d'intérêt ne se préoccupant que d'eux-mêmes » et non du peuple, et où une étonnante majorité de 94 % déplore que le gouvernement se moque de l'opinion publique. De nombreuses études ont d'ailleurs démontré que les deux partis se situent nettement plus à droite que la population sur une foule de questions importantes, qu'il s'agisse de politique intérieure ou extérieure^[1].

On pourrait avancer qu'aucun parti s'exprimant au nom de la population ne serait viable dans une société à ce point dominée par les milieux d'affaires.

Les faits confirment pleinement cette affirmation. Dans l'ensemble, on ne peut que constater la justesse des prévisions de la « théorie de l'investissement politique » du politologue Thomas Ferguson, qui considère que les choix politiques répondent aux souhaits de puissants segments du secteur privé se coalisant tous les quatre ans investissent les partis en vue de contrôler l'État. Les événements récents renforcent cette analyse, comme en fait foi le jugement rendu par la Cour suprême le 21 janvier 2010, dont j'ai discuté dans le chapitre 1. On peut en donner maints autres exemples, dont celui-ci, qui en dit long : depuis 60 ans, les États-Unis s'entêtent dans leur refus de se plier à la convention n° 87 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui reconnaît la liberté syndicale. Des juristes l'ont qualifiée de « tabou de la politique américaine », constatant qu'aucun débat n'a jamais eu lieu à son sujet^[2]. Nombreux sont ceux qui ont relevé le contraste entre le mépris des traités de l'OIT affiché par Washington et son profond engagement pour le renforcement des droits de tarification monopolistique des grandes sociétés (les fameux « droits de propriété intellectuelle »).

On attribue souvent la médiocrité des programmes sociaux des États-Unis, en comparaison avec ceux de l'Europe, au « caractère américain » : individualiste, amoureux de la liberté, opposé à tout gouvernement (bien qu'ultrapatriote), fermement convaincu que le travail acharné mérite récompense et que ceux qui ratent le coche sont en quelque sorte déficients, etc. Ces lieux communs ont peut-être un fond de vérité, mais il est difficile de les faire concorder avec les faits historiques ou les recherches sur les mentalités populaires. Revenons aux opinions sur les soins de santé, souvent présentées de manière inexacte. L'appui de la population aux programmes sociaux est généralement assez solide. Dans les sondages, même ceux qui se disent opposés à l'État sont favorables, dans leur écrasante majorité, au « maintien ou à l'augmentation des dépenses de sécurité sociale, de soins aux enfants et d'aide aux démunis », ainsi qu'à d'autres programmes sociaux, bien que cet appui « chute considérablement s'il s'agit d'aider les Noirs ou les assistés sociaux ». La moitié des « conservateurs les plus loyaux considèrent qu'on ne dépense pas assez [pour] aider les pauvres ». Selon l'Enquête sociale générale de 2008 du National Opinion Research Center, qui sonde l'opinion du grand public, « 71 % des répondants considèrent que le gouvernement dépense trop peu pour améliorer et protéger la santé publique, 58 % d'entre eux estiment que les dépenses de sécurité sociale sont insuffisantes, 58 % sont d'avis qu'il faudrait augmenter les sommes allouées à l'aide aux toxicomanes, et 55 % jugent insuffisants les montants attribués au soutien des familles devant faire garder leurs jeunes enfants ». Cette fois encore, cependant, les résultats diffèrent en ce qui concerne l'aide aux Noirs et aux assistés sociaux^[3].

La persistance d'opinions globalement sociales-démocrates est

remarquable compte tenu de l'ampleur des campagnes de propagande cherchant à les étouffer. Ce matraquage est un trait marquant de cette société, dominée de manière extraordinaire par un milieu des affaires animé d'une forte conscience de classe, qui fait tout pour gagner « la bataille sans fin pour l'esprit des hommes » et pour endiguer la menace du « pouvoir des masses », ce grave « danger pour les industriels », qui, à l'époque actuelle, pèse aussi sur les institutions financières, dont la puissance ne cesse de croître. Au fil du temps, la propagande a ciblé deux ennemis : les syndicats (cela va de soi) et le gouvernement. Les campagnes antigouvernementales doivent être nuancées et subtiles, car « les principaux architectes du système » sont parfaitement conscients de la nécessité d'un État puissant, qui intervient massivement dans l'économie et sur la scène internationale pour garantir que leurs propres intérêts soient toujours ceux dont « on s'est le plus particulièrement occupé ». Recourant à des techniques de pointe, la propagande des milieux d'affaires a pour but de semer la crainte et la haine du gouvernement dans la population afin que cette dernière ne soit pas séduite par ces notions subversives que sont la démocratie et le bien-être collectif, tout en maintenant son adhésion à un puissant État-providence pour les mieux nantis. Voilà une tâche digne d'un numéro d'équilibriste, mais on l'exécute avec une habileté remarquable^[4].

Je pourrais m'étendre sur le sujet, mais là n'est pas le but de cet exposé.

Les deux principaux candidats aux primaires démocrates de 2008 étaient une femme et un Afro-Américain. Il s'agit là aussi d'un précédent historique, inimaginable il y a 40 ans. Le fait que les États-Unis soient devenus assez civilisés pour l'accepter constitue une formidable démonstration de l'impact du militantisme des années 1960, dont on peut tirer des enseignements pour l'avenir.

Dans une certaine mesure, la campagne électorale s'est déroulée comme à l'accoutumée. John McCain et son équipe ont eu l'honnêteté d'admettre sans ambages qu'ils éluderaient certains enjeux. Le coiffeur de Sarah Palin a reçu un salaire deux fois plus élevé que le conseiller en politique extérieure de McCain, ce qui reflète sans doute bien l'esprit de cette campagne^[5]. Le message d'« espoir » et de « changement » de Barack Obama avait tout d'une page blanche sur laquelle ses partisans pouvaient écrire leurs souhaits. On trouvait bien sur Internet quelques déclarations de principes, mais la concordance de tels documents avec les politiques concrètes n'est jamais très frappante. Quoi qu'il en soit, les critères des électeurs correspondent à ce que les stratégies de la campagne mettent à l'avant-plan, comme le savent bien les cadres des partis.

La campagne d'Obama a grandement impressionné l'industrie des relations publiques : quelques semaines avant l'élection, le magazine *Advertizing Age* a même couronné le candidat « marketeur de l'année 2008 », loin devant Apple^[6]. Cela s'est avéré être un bon pronostic. L'industrie a

l'habitude de créer des consommateurs mal informés pouvant faire des choix irrationnels, ce qui vient ébranler le concept de marché envisagé par la théorie économique, mais se révèle profitable pour les maîtres de l'économie. C'est à peu près sous le même angle qu'elle considère les avantages de l'affaiblissement de la démocratie, en créant des électeurs mal informés pouvant faire des choix irrationnels entre les factions d'un parti voué au monde des affaires qui a su recueillir assez d'appuis des grandes fortunes pour être en mesure d'entrer dans l'arène électorale et d'imposer sa propagande.

Le *Financial Times* a rapporté l'enthousiasme suscité dans le milieu des relations publiques par la commercialisation de la « marque Obama ». Parmi les plus émerveillés figuraient ceux qui avaient « contribué, il y a 30 ans, à ouvrir la voie au conditionnement des candidats comme marques grand public » en concevant la campagne électorale de Ronald Reagan. Certains d'entre eux ont dit considérer qu'Obama allait probablement « avoir plus d'influence sur les conseils d'administration que tout président depuis Reagan, [qui] a redéfini le rôle du PDG » en professant « la nécessité de lui donner une vision ». L'œuvre visionnaire de Reagan a conduit au « règne du PDG impérial des années 1980 et 1990 », dont les succès impressionnants ont provoqué la destruction du système financier et la délocalisation d'une bonne part de l'économie réelle, tout en rendant possible l'accumulation de fortunes personnelles colossales découlant largement de l'aptitude à bien choisir les membres du conseil, qui déterminent les salaires et les primes, le tout aidé par une réglementation instaurée par un État-providence au service des riches^[7].

Obama lui-même a exprimé son admiration pour Reagan, « agent de changement ». Il ne faisait pas allusion aux fleuves de sang que l'acteur devenu président a fait couler de l'Amérique centrale à l'Afrique septentrionale et bien au-delà. Ni n'évoquait-il la grande efficacité dont Reagan a fait preuve dans sa contribution à faire du Pakistan un État doté d'armes nucléaires et abritant de puissants groupes islamistes radicaux, à tel point qu'il considère aujourd'hui ce pays comme le plus important défi des États-Unis en matière de politique extérieure. Oui, Reagan a bel et bien été un agent de changement à l'étranger, mais pas dans le sens qu'Obama donne à ce terme.

En politique intérieure, Obama ne songeait pas non plus au rôle crucial joué par Reagan dans le glissement des États-Unis de la fonction de plus grand créancier de la planète à celle de plus grand débiteur, ou à leur mutation de société industrialisée comparable à l'Europe à pays où les salaires réels de la majorité stagnent et où les indicateurs sociaux sont en déclin, pendant qu'une poignée de privilégiés, favorisés par les politiques du gouvernement, s'enrichissent à outrance, pour ne nommer qu'un des nombreux aspects du malaise social.

Non, Obama avait plutôt en tête le colosse « dont l'esprit [planait] sur le

pays, veillant sur nous tel un doux fantôme», demi-dieu forgé par une remarquable campagne de relations publiques l'ayant sacré grand prêtre du libre marché et du gouvernement minceur et ayant culminé en une commémoration empreinte d'une révérence digne de celle dont faisait l'objet Kim Il-Sung et qui a constitué l'un des épisodes les plus embarrassants de l'histoire récente de la culture politique occidentale.

L'image de Reagan n'a souffert ni des records qu'il a établis en matière d'intervention de l'État dans l'économie ni de l'augmentation relative de la taille du gouvernement induite sous son règne. Parmi quelques points saillants, mentionnons qu'il a été, et de loin, le président le plus protectionniste de l'après-guerre, ayant pratiquement fait doubler le nombre de barrières tarifaires et autres pour préserver l'économie américaine d'une prise de contrôle par des fabricants japonais plus efficaces. Il est aussi derrière le premier plan de sauvetage d'une entreprise «*too big to fail*», la Continental Illinois, et a mis en place les conditions de l'importante crise financière des caisses d'épargne. Il a su convaincre le monde des affaires du bien-fondé de ses chimères de «*guerre des étoiles*» en les présentant comme une formidable aubaine pour le secteur de la haute technologie, financée à même l'argent des contribuables. Sa «*folle orgie de dépenses ensevelit nos enfants et petits-enfants sous une intenable montagne de dettes*», déclarait John Boehner, leader des républicains à la Chambre des représentants, évoquant cependant un Obama maléfique et omettant de mentionner, à l'instar de la presse, que la charge d'intérêts prévue, en pourcentage du PIB, est pratiquement la même sous Obama que sous Reagan. Et la liste ne s'arrête pas là^[8].

Comme toutes les «visions» annoncées à grand renfort de publicité, celle de Reagan est complètement indépendante de ses actes. Construite par les institutions doctrinales, celle-ci fait l'éloge d'un marché libre de toute entrave et favorise la «promotion de la démocratie». Les faits démontrent bel et bien que la conception de cette «vision» représente une grande réussite du marketing, dont ceux qui ont «contribué, il y a 30 ans, à ouvrir la voie au conditionnement des candidats comme marques grand public» doivent être fiers, eux qui célébraient en 2008 leur plus éclatant triomphe à ce jour.

Le Center for Responsive Politics (CRP), qui surveille les contributions aux campagnes électorales, rapporte que les élections ont encore été achetées : «Neuf scrutins sur dix ont été remportés par les candidats les mieux financés, et presque tous les membres du Congrès ont été réélus.» Obama a dépensé presque deux fois plus d'argent que McCain. Selon le directeur général du CRP, «les élections américaines de 2008 passeront à l'histoire pour leurs nombreuses premières, mais c'est loin d'être la première fois que l'argent est le grand vainqueur d'un scrutin^[9]».

Avant les conventions des partis, les candidats susceptibles de l'emporter ayant récolté le plus de fonds des institutions financières étaient Obama et

McCain. Des données préliminaires suggèrent que, peu de temps avant le scrutin, les contributions du monde des affaires à la campagne d'Obama émanaient surtout d'institutions financières et de cabinets d'avocats (dont certains spécialisés en lobbying), donnant une bonne longueur d'avance à celui qui allait devenir président. La théorie de l'investissement politique permet de tirer certaines conclusions sur ce qui allait orienter les choix politiques de la nouvelle administration, conclusions vite confirmées sur le terrain. D'ailleurs, sitôt qu'Obama s'est légèrement écarté du sentier tracé par ses bailleurs de fonds, il en a subi des conséquences, dignes d'intérêt, sur lesquelles je reviendrai plus loin.

Comme nous l'avons vu dans le **chapitre 3**, le pouvoir des institutions financières témoigne du passage d'une économie de production à une économie basée sur la finance, amorcé dès les années 1970 avec la libéralisation financière, qui compte parmi les causes fondamentales de la plus grave crise économique depuis la Grande Dépression : effondrement financier de 2007-2008, récession profonde et persistante de l'économie réelle, rendement misérable de l'économie pour la vaste majorité d'une population dont les salaires réels stagnent depuis 30 ans, baisse des prestations sociales et déclin des indicateurs sociaux... L'un des grands responsables de cette impressionnante réussite, Alan Greenspan – « saint Alan », comme on l'appelait souvent à son heure de gloire – attribue son succès à « une plus grande insécurité des travailleurs », qui a donné lieu à une « limitation atypique des augmentations de salaire » et à la hausse correspondante de la rémunération de ceux qui importent^[10]. Son incapacité à percevoir la bulle immobilière de 8 000 milliards de dollars, qui suivait une bulle technologique qu'il avait pourtant su encadrer, est la cause immédiate de l'actuelle crise financière, ce qu'il reconnaît, non sans regret. Il n'est cependant pas le seul, parmi les autorités de réglementation et les économistes, à n'avoir rien vu venir.

De tout le spectre politique, les réactions à l'élection ont emprunté la « rhétorique enflammée » de la campagne d'Obama. Le correspondant chevronné John Hughes a écrit que « les États-Unis viennent d'offrir au monde un merveilleux exemple de démocratie en marche », et, aux yeux de l'historien et journaliste britannique Tristram Hunt, l'élection montre que les États-Unis sont une terre « où des miracles ont lieu », comme en fait foi « la glorieuse épopée de Barack Obama », selon les mots de Jean Daniel, éditorialiste français de gauche. « Un tel résultat n'aurait été possible dans aucun autre pays du monde », a déclaré Catherine Durandin, de l'Institut de relations internationales et stratégiques, basé à Paris. Nombreux sont ceux qui ont fait preuve du même enthousiasme^[11].

Une telle rhétorique ne peut avoir de fondement qu'en Occident. Prenons la plus grande démocratie du monde, l'Inde. Le chef de l'exécutif de l'Uttar

Pradesh, État plus peuplé que bien des pays du monde et réputé pour le sort horrible qu'y subissent les femmes, est non seulement une femme, mais aussi une *dalit* (intouchable), c'est-à-dire une exclue de l'odieux système de castes indien.

Pour en revenir aux Amériques, prenons leurs deux pays les plus pauvres, Haïti et la Bolivie. En 1990, lors des premières élections démocratiques haïtiennes, les communautés des bidonvilles et des montagnes se sont organisées, sans ressources, pour faire élire leur propre candidat, le prêtre populiste Jean-Bertrand Aristide. Les résultats ont surpris les observateurs, qui s'attendaient à ce que Marc Bazin, ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale soutenu par les États-Unis et fort de l'appui de l'élite, l'emporte haut la main.

Il est vrai que cette victoire de la démocratie a vite été écrasée par un coup d'État suivi d'une longue période, qui n'a toujours pas pris fin, de souffrance et de terreur dans laquelle les deux tortionnaires traditionnels d'Haïti que sont la France et les États-Unis ont joué un rôle clé. On peut cependant affirmer sans se tromper que cette victoire a constitué en soi un plus « merveilleux exemple de démocratie en marche » que ne l'a été le « miracle » de 2008.

Il en va de même de l'élection de 2005 en Bolivie, pays dont la majorité autochtone, population la plus opprimée des Amériques, a opté pour un candidat issu de ses rangs, le paysan d'origine modeste Evo Morales. La campagne électorale s'est déroulée sans rhétorique enflammée sur l'espoir et le changement, sans langage corporel ni battements de cils. On y a mis l'accent sur des enjeux cruciaux, dont les électeurs étaient bien au fait : maîtrise des ressources naturelles, droits culturels, problèmes liés à la justice dans une société multiethnique complexe, etc. De plus, l'acte de voter allait bien au-delà du simple griffonnage d'une croix sur un bulletin, et le travail des militants ne se résumait pas à faire sortir le vote. Le scrutin ne représentait qu'une étape d'une lutte populaire acharnée qui n'en était pas à sa première victoire, comme en fait foi la mise en échec de la tentative de limiter l'accès des pauvres à l'eau par la privatisation.

Ces mouvements populaires ne suivaient pas les instructions des chefs de partis. Ils ont eux-mêmes défini les politiques que leurs candidats, aussi choisis par eux, allaient mettre en œuvre. Voilà qui se distingue nettement de la démocratie à l'occidentale, comme le démontrent éloquemment les réactions à la victoire d'Obama.

Dans le *Boston Globe*, quotidien libéral, on pouvait lire à la une que « la stratégie de proximité [d'Obama] a fait en sorte qu'il n'est pas redevable de son élection à des groupes d'intérêt » comme les syndicats, les femmes, les minorités ou d'autres « groupes d'électeurs traditionnellement démocrates ». Il ne s'agit là que d'une demi-vérité, car l'article ne dit rien du financement massif obtenu des grandes institutions financières, que l'on ne considère peut-

être pas comme un « groupe d'intérêt ». En mettant ce détail de côté, il est juste d'affirmer qu'Obama n'a pas les mains liées, car il n'est redevable qu'à « une base de millions d'électeurs » qui a suivi ses instructions et n'a pratiquement pas contribué à son programme.

À l'autre extrémité du spectre idéologique, le *Wall Street Journal* titrait à la une : « L'armée de la base toujours fin prête. » Prête à recevoir les instructions d'Obama pour « faire avancer son programme », quel qu'il soit^[12].

Les organisateurs d'Obama considèrent le réseau qu'ils ont mis sur pied comme « un mouvement de masse doté d'un potentiel d'influence inouï sur les électeurs », a rapporté le *Los Angeles Times*. Basé sur la « marque Obama », il est en mesure de faire pression sur le Congrès pour que ce dernier « adhère à l'ordre du jour d'Obama ». Ses participants ne sont cependant pas appelés à avancer des idées et à élaborer des programmes pour l'adoption desquels ils chercheraient à influencer leurs représentants. Une telle démarche correspondrait à « l'ancienne façon de faire de la politique » dont les nouveaux « idéalistes » se sont « émancipés^[13] », lui préférant l'obéissance au chef suprême.

Une comparaison entre cette situation et celle d'une démocratie en marche, comme la Bolivie, est très instructive. Les mouvements populaires du tiers-monde n'acceptent pas la doctrine occidentale voulant que ces « observateurs ignorants et indiscrets » – la population – n'aient pour « fonction » que celle de « spectateurs de l'action » plutôt que de « participants » (ces mots sont ceux de Walter Lippmann, qui exprimait une opinion progressiste courante).

Dans l'histoire des États-Unis, la population n'a pas toujours accepté d'être cantonnée à une telle « fonction ». Le militantisme populaire a permis des avancées importantes en matière de liberté et de justice. Si l'on veut vraiment espérer quelque chose de la victoire d'Obama, il faut souhaiter que l'« armée de la base » qui reçoit ses instructions du chef « s'émancipe » et revienne à « l'ancienne façon de faire de la politique » en participant directement à l'action.

En Bolivie, comme d'ailleurs en Haïti, les efforts en faveur de la démocratie, de la justice sociale et des droits culturels, sans parler des nécessaires tentatives de réforme des structures et des institutions, suscitent spontanément l'opposition farouche des élites traditionnelles, européanisées, blanches pour la plupart, qui vivent dans les provinces de l'est où se concentre le gros des ressources naturelles convoitées par les pays riches. Tout aussi naturellement, leur mouvement quasi sécessionniste bénéficie du soutien de Washington, qui, une fois de plus, dissimule à peine son dégoût de la démocratie si elle poursuit des fins non conformes à ses intérêts stratégiques et économiques.

Pour punir les Boliviens d'avoir offert «au monde un [authentique et] merveilleux exemple de démocratie en marche», l'administration Bush a annulé les préférences commerciales dont bénéficiait leur pays, menaçant ainsi des dizaines de milliers d'emplois, sous prétexte que leur gouvernement ne collaborait pas à la lutte de Washington contre le narcotrafic. En réalité, l'ONU estime que la culture de la coca en Bolivie a connu une hausse de 5 % en 2007, comparativement à 26 % en Colombie, État terroriste auquel les États-Unis fournissent une aide militaire colossale de par son statut de plus proche allié de la région. L'Associated Press a même rapporté que «les saisies de cocaïne par des agents boliviens collaborant avec la Drug Enforcement Agency (DEA) ont considérablement augmenté sous le gouvernement Morales^[14]».

Comme nous l'avons vu dans la première partie de cet ouvrage, la «guerre contre la drogue» est un bien curieux phénomène. En témoignent les condamnations (et «décertifications») pour non-respect allégué des exigences de Washington en matière de lutte contre le narcotrafic. Très révélateur à cet égard est le cas du Mexique, sans doute le plus important narco-État de la planète après la Colombie. Il semble que ce statut soit une conséquence de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a porté un dur coup à son économie et a chassé des paysans de leurs terres, lesquelles, selon des journalistes mexicains, servent désormais à la culture du pavot, sous l'œil vigilant de la narcoguérilla ou de l'armée. Ces reporters témoignent aussi du fait que le travail d'enquête sur l'industrie du narcotrafic est si dangereux qu'ils n'osent publier qu'une fraction de ce qu'ils constatent. De cette information fragmentaire, il ressort notamment que plus de 200 000 paysannes travaillent pour les narcotrafiquants, faute d'autres moyens de survivre en contexte d'économie néolibérale. Dans un rapport rédigé par Edgardo Buscaglia, éminent analyste et professeur de droit et d'économie agissant à titre d'expert pour l'ONU, on peut lire que «la guerre contre le trafic de drogue» menée par l'allié des États-Unis Felipe Calderón est «une caricature» en ce qu'elle épargne les principaux intérêts économiques privés prenant part à ce commerce illicite^[15].

Invoquant un prétendu manque de coopération de la Bolivie avec les responsables américains de la lutte antidrogue, l'administration Bush a procédé à sa «décertification», décision confirmée par Obama. Par contraste, le président du Mexique, Felipe Calderón, a eu droit à de flatteuses louanges. Son pays conserve d'ailleurs sa certification, malgré de vives objections de la part de la Coalition nationale des associations de policiers affectés au narcotrafic, qui a témoigné devant le Congrès de l'incapacité du Mexique à prendre la moindre mesure pour maîtriser un fléau qui, aujourd'hui, frappe également le sud-ouest des États-Unis. Voilà qui en dit long sur ses priorités et ses critères^[16].

Pour en revenir au propos de ce chapitre, que pouvait-on sérieusement attendre de l'administration Obama au début de son mandat ? Deux sources permettent de le savoir : les actions et la rhétorique.

Avant qu'un président élu n'entre en fonction, sa tâche la plus importante est de choisir son personnel et ses conseillers. Avant la campagne, il doit choisir son vice-président. De tous les sénateurs démocrates, Joe Biden a été l'un des plus ardents promoteurs de l'invasion de l'Irak. Ce politicien d'expérience a toujours voté dans le même sens que ses collègues démocrates, sauf exception, comme lorsqu'il a épaulé les institutions financières en appuyant une mesure rendant plus difficile pour un individu d'effacer une dette en déclarant faillite^[17].

À la suite de l'élection, il fallait d'abord pourvoir au poste de chef de cabinet. À l'instar de Biden, Rahm Emanuel a été l'un des représentants les plus favorables à l'invasion de l'Irak et possède une longue expérience politique à Washington. Il compte aussi parmi les plus importants bénéficiaires de contributions de Wall Street à des campagnes électorales. Selon le CRP, il « a été, dans le cadre du cycle électoral de 2008, le membre de la Chambre des représentants ayant disposé des plus généreuses contributions émanant de fonds spéculatifs, de sociétés de financement par capitaux propres et de fonds de placement en valeurs mobilières ». Depuis son élection au Congrès en 2002, il « a reçu plus d'argent d'individus et de comités d'action politique liés aux industries des valeurs mobilières et de l'investissement que de tout autre secteur » ; ces dernières comptent aussi parmi les principaux donateurs d'Obama. Emanuel s'est vu confier la supervision de la stratégie du président face à la pire crise financière depuis celle des années 1930, dont les contributeurs aux campagnes des deux hommes portent une large part des responsabilités^[18].

Lors d'une interview, le *Wall Street Journal* a demandé à Emanuel ce que la nouvelle administration comptait faire de « la direction démocrate au Congrès, qui grouille de barons de la gauche poursuivant leurs propres objectifs politiques », comme la réduction des dépenses militaires et « l'imposition de lourdes taxes sur l'énergie afin de lutter contre le réchauffement climatique », sans parler de ces débiles qui jonglent avec l'idée de dédommager les descendants d'esclaves et qui sympathisent avec les Européens souhaitant inculper des membres de l'administration Bush de crimes de guerre. « Barack Obama saura leur tenir tête », a rassuré Emanuel. La nouvelle administration sera « pragmatique » et repoussera les extrémistes de gauche^[19].

Steve Early, journaliste et avocat spécialisé en droit du travail, rapporte que, « pendant la campagne électorale, Obama s'est dit résolument favorable au projet de Loi sur le libre choix des employés, une réforme du droit du travail dont l'adoption n'a que trop tardé et qui devrait faire partie de son plan

de stimulation de l'économie». Pourtant, quand, lors de son entrée en fonction, Obama a présenté ses principaux conseillers économiques «et a parlé de mesures pour “réveiller” l'économie [...], la Loi ne faisait pas partie du lot», et le chef de cabinet Emmanuel «a refusé de dire si la Maison Blanche allait soutenir [son adoption]. [...] [Les travailleurs] suivront ce dossier de près pour savoir si leurs difficultés leur valent un coup de pouce aussi prompt que celui dont a bénéficié Wall Street^[20] ».

La réponse, sans équivoque, ne s'est pas fait attendre. Le projet de loi a vite été rejeté. Pour exprimer encore plus clairement ses priorités, le président Obama a décidé, quelques semaines après son entrée en fonctions, de manifester sa solidarité avec les travailleurs en prononçant un discours dans une usine de l'Illinois. Il a opté pour une des installations de la société Caterpillar, malgré les protestations d'organisations religieuses, d'associations pacifistes et de groupes de défense des droits de la personne qui dénoncent cette entreprise parce qu'elle fournit à Israël les moyens de dévaster les territoires occupés, au mépris de la vie de leurs citoyens, voire de celle d'une bénévole américaine, Rachel Corrie, tuée alors qu'elle tentait d'empêcher la destruction d'une maison^[21].

Il semble qu'Obama ait aussi oublié un autre épisode. En 1991, dans le sillage du démantèlement par Reagan du syndicat des contrôleurs aériens, Donald Fites, nouveau PDG de Caterpillar et adepte de la ligne dure, a résilié la convention liant son entreprise aux Travailleurs unis de l'automobile (UAW) et a décrété un lock-out en menaçant de faire appel à des «briseurs de grève permanents», ce qu'il a fini par faire, établissant une première dans le secteur manufacturier depuis des générations. Dans tous les pays industrialisés sauf l'Afrique du Sud, cette pratique était alors illégale; de nos jours, les États-Unis font cavalier seul. Il est difficile de croire qu'Obama et ses conseillers aient pu choisir délibérément une entreprise s'évertuant à saper les droits des travailleurs. Il est plus probable qu'ils n'aient tout simplement pas été au courant des faits, ce qui illustre encore plus clairement le préjugé affairiste de leur idéologie.

À l'époque où Caterpillar innovait en matière de relations de travail, Obama était organisateur communautaire à Chicago et professeur invité à la faculté de droit de l'université de Chicago. Fort probablement lisait-il le *Chicago Tribune*, qui avait publié une analyse approfondie des événements^[22]. On y rapportait que le syndicat avait été «stupéfait» en apprenant que des chômeurs franchissaient sans remords les piquets de grève, tandis que les grévistes de Caterpillar ne disposaient pas d'un grand «soutien moral» de leurs concitoyens, le syndicat ayant pourtant «élevé le niveau de vie de collectivités entières», y compris de la leur. L'effacement de cette facette de la mémoire collective représente une autre victoire dans la campagne de liquidation des droits des travailleurs et de la démocratie menée

sans relâche par un milieu des affaires doté d'une conscience de classe très élevée, vérité élémentaire sur la société américaine que le leadership syndical avait longtemps refusé d'admettre. Ce n'est qu'en 1978, à la suite d'une dure grève des houilleurs, que Douglas Fraser, président des UAW, a reconnu ce qui se passait, critiquant les « leaders du monde des affaires » qui ont « déclenché une guerre de classes à sens unique dans ce pays, une guerre contre les travailleurs, les sans-emploi, les pauvres, les minorités, les jeunes enfants, les vieillards et même des membres de notre classe moyenne », et qui ont « rompu le fragile et tacite contrat social en vigueur pendant la période de croissance et de progrès^[23] ».

Se satisfaire d'un accord avec des propriétaires et dirigeants est suicidaire. L'UAW le redécouvre aujourd'hui, alors que la classe dirigeante s'active à annuler les gains des travailleurs, obtenus de chaude lutte, et à démanteler le noyau productif de l'économie américaine, le tout avec l'aide du gouvernement.

Revenons aux nominations d'Obama. Son équipe de transition était dirigée par John Podesta, chef de cabinet sous Bill Clinton. Les têtes d'affiche de son équipe économique initiale étaient Robert Rubin et Lawrence Summers, deux adeptes de la déréglementation, l'une des principales causes de la crise financière actuelle. Alors qu'il était secrétaire au Trésor sous Clinton, Rubin a tout fait pour abolir la loi Glass-Steagall, qui avait scindé les banques commerciales et les banques d'investissement, qui s'exposent à des risques élevés. Selon l'économiste Tim Canova, Rubin avait « un intérêt personnel dans l'abrogation de la loi Glass-Steagall ». Peu de temps après la fin de son mandat de secrétaire au Trésor, il est devenu « conseiller principal de Citigroup, conglomérat offrant des services financiers alors potentiellement contraint de se départir de sa filiale du secteur de l'assurance [...]. Malgré ses évidents manquements à la Loi sur l'éthique au sein du gouvernement, il n'a jamais fait l'objet de poursuites pénales de la part de l'administration Clinton^[24] ».

Sans surprise, Citigroup a été le principal bénéficiaire du plan de sauvetage de Bush et Paulson. Le conglomérat ne sortait pas des sentiers battus : Walter Wriston, PDG de Citicorp (aujourd'hui englobé dans Citigroup), suivant les conseils de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), avait fait des prêts d'une telle ampleur à l'Amérique latine que, lors du déclenchement de la crise de la dette en 1982, seul un sauvetage (par l'entremise du FMI) « pouvait le protéger contre des retraits massifs de ses comptes interbancaires, potentiellement fatals », a écrit l'économiste David Felix. En bon secrétaire au Trésor, Wriston comptait parmi les farouches partisans du laisser-faire (« pour les autres, pas pour eux-mêmes »). Il s'agit là du mode de fonctionnement normal du capitalisme d'État, qui s'applique aussi à d'autres industries^[25].

En 2008, étonnement, commentateurs et éditorialistes ont perçu le sauvetage de l'industrie financière comme une entorse à la norme, brandissant la menace du « socialisme ». Voilà qui est loin de la vérité en ce qui a trait à l'économie en général, bien que l'industrie financière ait adhéré plus étroitement à la doctrine du marché, source de crises à répétition de plus en plus graves, qui exigent l'intervention de l'État pour en sauver les victimes qui font partie des classes possédantes et dirigeantes.

Le sauvetage de la Citigroup de Rubin était nécessaire, selon Paul Krugman, mais ses modalités constituent « un scandale : un marché de dupes pour les contribuables ». Il en va de même des sauvetages en général. Son confrère Joseph Stiglitz observe que, « dès qu'on y met de l'argent, ils peuvent se servir sans attendre » si l'on ne dispose pas « d'un veto ». Si le gouvernement – et donc, dans une démocratie en marche, la population – n'exerce pas un minimum de contrôle, les banques peuvent se remplir les poches de fonds publics pour restructurer leur capital, procéder à des acquisitions ou accorder des prêts garantis par l'État, compromettant ainsi les prétendus objectifs du sauvetage. C'est du moins ce qui semble s'être passé, bien qu'on ne puisse connaître tous les détails parce que les bénéficiaires refusent de révéler ce qu'ils font de l'argent des contribuables. Ils considèrent d'ailleurs que la question est indécente, comme l'a découvert un journaliste de l'Associated Press qui voulait en savoir un peu plus : « Aucune banque n'a eu le moindre compte à rendre à propos des sommes reçues du fédéral », la plupart ayant ignoré toute demande en ce sens ou déclaré « avoir choisi de ne pas divulguer de telles informations^[26] ».

Voilà encore un exemple des méthodes habituelles du capitalisme d'État. Le grand public doit se contenter d'« illusions nécessaires » et de « simplifications abusives ayant un impact émotif », comme le recommandait en son temps le théologien Reinhold Niebuhr.

Après qu'il eut quitté le gouvernement pour rejoindre les rangs de Citigroup, Rubin a été remplacé au Trésor par Summers, qui a présidé à la législation empêchant le gouvernement fédéral de réglementer les produits dérivés, ces « armes de destruction massive », comme les appelle Warren Buffet, qui ont mené les marchés financiers à la catastrophe. Selon Dean Baker, l'un des rares économistes qui aient pressenti l'effondrement, Summers compte « parmi les principaux scélérats responsables de la crise économique actuelle ». Placer la politique financière entre les mains de Rubin et de Summers est « un peu comme demander à Oussama Ben Laden de participer à la guerre contre le terrorisme », ajoute-t-il^[27].

En 1998, un autre exploit de Rubin et Summers, accompli de concert avec Greenspan, a été d'empêcher Brooksley Born, présidente de la Commodity Futures Trading Commission (commission encadrant le marché des contrats à terme sur marchandises), de réglementer les swaps sur défaillance, autre arme

de destruction massive. « Il s'agit du meilleur exemple d'ingérence politique pour contrecarrer une tentative de réglementation », ajoute Baker.

Au poste de secrétaire au Trésor, Obama a nommé un proche associé de Summers : Timothy Geithner. Wall Street a réagi très favorablement, sans doute parce qu'elle « s'attend à ce que presque rien ne change avec Geithner au Trésor », observe Tim Canova : « Les sympathisants du président élu Obama seront tentés d'invoquer l'argument de l'expérience, et il est vrai que Geithner et Summers sont de vieux loups de la gestion de crise et du saupoudrage de fonds de sauvetage à leur clientèle de Wall Street. »

Au début de la crise, Geithner a laissé entendre qu'il utiliserait son énorme influence à titre de président de la Réserve fédérale de New York pour imposer des mesures de contrôle des instruments dérivés exotiques, mais « rien ne prouve », écrit Canova, que « cette intention se soit traduite en actes, même si Geithner a pris le temps de négocier des plans de sauvetage et des transactions se chiffrant à plusieurs milliards de dollars dans la foulée de l'effondrement de Bear Stearns, de Lehman Brothers, d'AIG et maintenant de Citigroup ». Canova ajoute que « la nomination de Geithner et de Summers à des postes de haut rang de l'administration les récompense pour leurs échecs passés, protège des intérêts particuliers et envoie un message contradictoire à ceux qui croyaient avoir voté pour le changement^[28] ».

Que le Congrès à majorité démocrate contribue à « changer » le monde de la finance est tout aussi improbable. Charles Schumer, qui a dirigé le comité de campagne démocrate pour les élections sénatoriales, a battu tous les records en matière de contributions reçues de Wall Street, contribuant à la victoire de son parti au Congrès et renforçant « l'influence de l'industrie dans la capitale », a rapporté le *New York Times*. Il a aussi « aidé les institutions financières à économiser des milliards de dollars en taxes et redevances, freiné les tentatives de réglementation des agences de notation, parrainé un projet de loi visant la réduction des redevances versées par les firmes de Wall Street pour financer leur surveillance par l'État, plaidé pour qu'on autorise les banques à disposer de réserves moins importantes et appelé à une révision de la réglementation pour faire en sorte que les sociétés fassent preuve de plus de transparence dans leurs bilans », cette dernière proposition en étant une à laquelle des gens d'affaires rationnels ne s'opposeraient pas. Pour couronner le tout, Schumer a aussi miné les efforts de réglementation des dettes des banques, autre facteur de catastrophe. En récompense, il a pu récolter plus de contributions du secteur financier que tout autre membre du Congrès à l'exception de John Kerry. « Il doit une bonne partie de sa carrière à ses liens avec Wall Street, à qui il a livré la marchandise », a déclaré le directeur d'une entreprise renommée qui conseille les investisseurs en matière de réglementation^[29].

La presse d'affaires s'est penchée sur le compte rendu de la réunion du

conseil consultatif sur l'économie d'Obama en période de transition, tenue le 7 novembre 2008 pour établir la stratégie du nouveau gouvernement face à la crise financière. Le chroniqueur de *Bloomberg* Johathan Weil en a conclu que, «en leur qualité de témoins privilégiés», plusieurs de ses membres «mériteraient de recevoir immédiatement des citations à comparaître [...] plutôt que des invitations à faire partie du sérail d'Obama». Environ la moitié d'entre eux «ont occupé des postes de confiance au sein de sociétés qui, à l'un ou l'autre degré, ont soit falsifié leurs états financiers, ou participé à la dégringolade économique mondiale, soit les deux». Peut-on vraiment croire qu'ils «ne confondront pas les besoins du pays avec leurs propres intérêts d'affaires»? Weil a aussi souligné le fait que le chef de cabinet Emanuel «était le directeur de Freddie Mac en 2000 et 2001, au moment où cette institution commettait une fraude comptable^[30]».

Dean Baker observe qu'«Obama a rencontré le même genre de problème que ceux qui souhaitaient “débaasifier” l'Irak à la suite du renversement de Saddam Hussein. Il aurait été presque impossible de former un gouvernement sans y inclure des membres du parti Baas puisqu'en être membre constituait pratiquement une exigence pour occuper un poste de responsabilité. De même aurait-il été presque impossible, sous Clinton et Bush, de gravir les échelons du pouvoir jusqu'aux plus hautes sphères, voire jusqu'aux postes de rang intermédiaire, sans s'être prononcé en faveur de la déréglementation tous azimuts et de la croissance fondée sur des bulles, si en vogue à l'époque». Les principaux conseillers économiques d'Obama ont fait bien plus qu'une profession de foi : ils ont joué un rôle actif dans la conception même des politiques ayant mené à la crise actuelle^[31].

Au début du processus, nous l'avons vu dans le chapitre 4, le président du prestigieux cabinet d'avocats Sullivan & Cromwell avait prédit que «Wall Street, après avoir profité des milliards de dollars des contribuables, [sortirait] de la crise financière à peu près inchangée par rapport à ce qu'elle était avant l'effondrement des marchés». Elle en est plutôt sortie renforcée. Simon Johnson, ex-économiste en chef du FMI, en explique les raisons : «Tout au long de la crise, le gouvernement a pris grand soin de ne pas léser les intérêts des institutions financières, de ne pas remettre en cause les fondements du système qui nous a conduits jusque-là.» De plus, «l'élite financière, qui a joué, avec l'appui tacite du gouvernement, un rôle crucial dans la genèse de la crise en prenant des risques de plus en plus élevés jusqu'à l'inévitable effondrement [...], use maintenant de son influence pour empêcher précisément l'adoption des réformes urgentement nécessaires à la relance de l'économie», pendant que «le gouvernement semble inapte, s'il n'est pas réticent, à l'en empêcher». Encore une fois, il n'y a là rien de bien surprenant, du moins pour ceux qui se souviennent de leur lecture d'Adam Smith^[32].

Le *New York Times* a joliment illustré la situation en publiant à la une,

côte à côte, ces deux articles : « Grâce à des profits de 3,4 milliards, Goldman rétablit les parachutes dorés », et « Récession : un chemin plus ardu pour les travailleurs^[33] ».

Le *Financial Times* a publié un article ainsi intitulé : « Obama félicite pour son équipe de vedettes ». On n'y nommait personne qui ne soit pas de droite. David Frum, rédacteur des discours de Bush, a déclaré : « Je me demande si j'ai déjà vu les républicains se montrer aussi constructifs à l'égard d'une présidence démocrate. » Son confrère Michael Gerson a écrit que « les nominations d'Obama ne témoignent pas que de sa modération, mais aussi de sa maturité. [...] Quelles que soient les mises en garde qu'on veuille lui adresser, il faut reconnaître qu'Obama est fort adroit ». Peut-être aurait-il plutôt fallu lire « à droite^[34] ».

Des choix décisifs en matière de politique étrangère ont suscité le même genre de réactions, y compris un commentaire élogieux d'Henry Kissinger. Même le superfaucon Richard Perle s'est senti « soulagé ». « Contrairement à ce que nous craignons, a-t-il dit, je ne crois pas que nous verrons un grand changement » par rapport aux politiques des néoconservateurs de Bush. John Warner, sénateur républicain à la retraite et ex-président du comité sur les forces armées, a dit que « le triumvirat formé de Gates, Clinton et Jones, qui dirige l'équipe de sécurité nationale d'Obama, inspire une grande confiance, tant au pays qu'à l'étranger, et contribue au respect de plus en plus grand dont fait l'objet le président élu pour son jugement solide, son courage et sa capacité de choisir les meilleurs éléments qui puissent mettre en œuvre la politique de sécurité nationale de la nation^[35] ».

Hillary Clinton et Robert Gates n'ont pas besoin de présentation. Le général James Jones, cependant, est moins connu. L'analyste Robert Dreyfuss décrit cet ex-commandant des fusiliers marins devenu conseiller à la sécurité nationale comme « le faucon d'Obama ». De toute l'équipe de faucons qui entourent le président, il « semble être le moins compatible » avec ce dernier, bien qu'il soit difficile de trouver autre argument que l'« espoir » pour justifier une telle affirmation. Dreyfuss dépeint Jones comme « un farouche partisan de l'élargissement de l'OTAN », cette politique de Bill Clinton qui, en revenant sur des accords informels conclus sous Gorbatchev, ne pouvait qu'attiser des conflits avec une Russie encerclée. Jones presse l'OTAN de s'étendre vers le sud comme vers l'est, pour renforcer le contrôle par les États-Unis des ressources énergétiques du Moyen-Orient (ou, en langue de bois, « assurer leur sécurité énergétique »). Il s'est aussi déclaré favorable à la mise sur pied d'une « force d'intervention de l'OTAN » qui permettrait à cette alliance dirigée par Washington de disposer d'« une beaucoup plus grande flexibilité, améliorant sa capacité d'intervenir promptement, à de très grandes distances ». L'Europe s'est montrée réticente à ce projet, mais risque de céder à la pression d'une éventuelle administration américaine militariste et

expansionniste^[36].

Le nouveau directeur du renseignement national est l'amiral à la retraite Dennis Blair. Alors qu'il était à la tête du commandement du Pacifique, il était résolument favorable à la coopération militaire avec le régime sanguinaire de Suharto, d'Indonésie, contournant parfois les objections du département d'État et du Congrès. Début 1999, la violence de l'armée indonésienne au Timor-Oriental redoublait, allant plus loin que tout ce qui avait été officiellement attribué à la Serbie au Kosovo avant les bombardements de l'OTAN. Ce petit pays d'Asie du Sud-Est avait commis au fil du temps un lot d'atrocités bien plus imposant que celui qu'avaient connu les Balkans, et celles-ci étaient nettement plus graves du point de vue de la morale occidentale, non seulement parce que les crimes commis par l'Indonésie avec le soutien des États-Unis et du Royaume-Uni s'inscrivaient dans le cadre d'une agression pure et simple, mais aussi parce qu'il s'agissait de nos propres crimes, et non de ceux d'autrui. Conformément à la norme historique, l'intelligentsia a réagi en faisant fi de la morale élémentaire. Le conseil de sécurité nationale a dépêché Blair en Indonésie afin qu'il presse le général Wiranto de modérer ses ardeurs belliqueuses. Au lieu de cela, «Blair s'est montré cordial», a rapporté l'excellent correspondant Alan Nairn. Il a déclaré à Wiranto qu'il était «impatient de voir l'Indonésie reprendre son véritable rôle de leader régional», ont rapporté de hauts responsables américains ayant intercepté un câble traitant de ce voyage. La mission de l'amiral a coïncidé avec une tuerie particulièrement horrible dans une église de Liquiça, qui a fait des dizaines de morts. Blair a suggéré à Washington d'instituer de nouveaux programmes d'entraînement en Indonésie. Ils ont été mis en œuvre en septembre 1999, au paroxysme de l'agression qui a pratiquement détruit ce qui restait d'un Timor-Oriental exsangue^[37].

Pour le poste d'envoyé spécial au Moyen-Orient, Obama a choisi Daniel Kurtzer, qui a été ambassadeur en Égypte sous Clinton et en Israël sous Bush. Selon le réputé correspondant à l'étranger israélien Akiva Eldar, Kurtzer est l'un des auteurs du discours prononcé en juin 2008 par Obama devant le lobby pro-israélien de l'American Israeli Public Affairs Committee (AIPAC). Par l'ampleur de son caractère obséquieux, cette allocution est allée bien au-delà de tout ce que Bush aurait pu dire, affirmant même que «Jérusalem restera la capitale d'Israël et doit rester indivisible». Cette prise de position s'est révélée si extrême que les porte-parole de la campagne d'Obama ont été contraints de la tempérer en expliquant que les mots du candidat avaient dépassé sa pensée. Kurtzer est un proche de Dennis Ross, l'un des conseillers d'Obama. Membre de l'équipe de négociateurs lors du sommet avorté de «Camp David II», Ross soutenait qu'Israël a des «besoins» – parmi lesquels des parties des territoires occupés –, tandis que les Palestiniens ont des «envies», ce qui leur confère une moindre importance. Il est l'auteur d'un

ouvrage honteux sur les négociations, qui fait l'impasse sur le principal enjeu – la forte expansion des colonies illégales sous Clinton – et dans lequel le récit des événements prend fin juste avant les pourparlers de Taba, qui, ayant eu lieu pendant le dernier mois de la présidence de Clinton, ont réfuté catégoriquement la thèse centrale du livre : la culpabilité d'Arafat^[38].

À l'instar d'autres conseillers d'Obama sur le Moyen-Orient, Ross a été associé de près au Washington Institute for Middle East Policy (winep), filiale de l'AIPAC et composante à peine dissimulée du lobby pro-israélien. Le bilan de Hillary Clinton en matière de soutien à l'extrémisme israélien est pour sa part bien connu.

Quand on lui a demandé, lors d'une conférence de presse, de justifier son recours à des visages familiers, Obama a répondu que « les Américains auraient eu toutes les raisons de “s'inquiéter” s'il avait ignoré le facteur expérience simplement pour donner une impression de changement », lit-on dans le *New York Times*. S'expliquant plus en détail, il a déclaré ceci : « Ce que nous allons faire, c'est combiner expérience et idées nouvelles. Sachez cependant d'où émane ultimement l'idéal de changement : il émane de moi^[39]. »

Voilà qui devrait confondre les sceptiques envoûtés par la « rhétorique enflammée » sur le « changement » et l'« espoir ».

On était en droit d'espérer, de manière un tant soit peu réaliste, qu'Obama corrige certains des dérapages judiciaires les plus flagrants de l'administration Bush. Difficile de garder confiance. Eric Holder, à qui Obama a confié le poste de procureur général, est un avocat d'excellente réputation. Il a cependant déclaré à CNN que les États-Unis ne sont pas en mesure d'appliquer les Conventions de Genève en ce qui a trait aux interrogatoires de personnes soupçonnées de terrorisme. Il semble ainsi légitimer la torture des suspects, qui constitue pourtant une grossière violation des fondements du droit humanitaire international, auquel les États-Unis sont en principe soumis^[40]. Les faits, hélas, confirment cette hypothèse et bien d'autres encore, sur lesquelles je reviendrai dans le **chapitre 11**.

La nouvelle administration s'était donné pour priorité de mettre un terme à la crise financière et à la récession simultanée de l'économie réelle. Il y avait cependant un os : le système de santé privé, notoirement inefficace, qui, si rien n'était fait, menaçait de grever le budget fédéral. La majorité de la population est depuis longtemps favorable à la mise sur pied d'un système de soins national, qui coûterait nettement moins cher et serait beaucoup plus efficace, comme l'indiquent des données comparatives et de nombreuses études^[41]. Les États-Unis font cavalier seul avec un système qui, outre ses impacts sur ceux qui n'y ont pas accès, provoque un gaspillage inouï (facturation complexe, surveillance étroite des médecins par les bureaucrates des compagnies d'assurance, publicité, profits, dépenses liées à la sélection de la

clientèle, refus de traitement justifiés par des clauses imprimées en petits caractères, recours à de coûteux soins d'urgences pour les dizaines de millions de citoyens non assurés ou sous-assurés, etc.). C'est principalement pour ces raisons, et aussi parce que les États-Unis sont le seul pays où la loi interdit au gouvernement de négocier le prix des médicaments, que le coût par habitant des soins y atteint pratiquement le double de la moyenne des autres pays industrialisés, avec des résultats nettement inférieurs.

Aussi récemment qu'en 2004, toute intervention de l'État dans le système de santé était considérée par la presse comme « politiquement impossible » et « dépourvue d'appuis politiques », ce qui revient à dire que l'industrie de l'assurance, les sociétés pharmaceutiques et d'autres sphères d'influence s'y opposaient, quoi qu'ait pu en penser la population, qui ne compte pas. En 2008, toutefois, John Edwards, puis Barack Obama et Hillary Clinton ont formulé des propositions s'approchant de ce que la population favorise depuis longtemps. Ces idées bénéficient donc aujourd'hui d'« appuis politiques ». Qu'est-ce qui a changé ? Sûrement pas l'opinion publique, qui n'a pas bougé d'un iota. Cette année-là, de puissants secteurs de l'économie, essentiellement l'industrie manufacturière, en sont venus à reconnaître que le système de santé privé leur nuit considérablement. Ainsi la population pouvait-elle désormais jouir d'« appuis politiques ». Ce revirement en dit long sur le caractère dysfonctionnel de la démocratie américaine et sur les luttes à venir.

La suite des événements est encore plus révélatrice.

Obama s'est empressé d'abandonner l'option, pourtant populaire et rationnelle, d'un régime public et universel d'assurance-maladie, qu'il avait préalablement dit préconiser. Sous la pression des lobbyistes et au mépris de l'avis de 85 % de la population, il a aussi conclu avec les entreprises pharmaceutiques un accord secret en vertu duquel le gouvernement s'engage à ne pas « négocier le prix des médicaments et à ne pas exiger de rabais supplémentaires de la part des fabricants ». L'« option publique » – pour l'essentiel un régime universel d'assurance-maladie – a été laissée en suspens, mais a fait l'objet d'attaques virulentes des compagnies d'assurances, qui, curieusement, craignaient de ne pas être en mesure d'affronter la concurrence d'un régime public plus efficace (entre autres prétextes, dont les plus spécieux étaient à peine moins saugrenus). En juin 2009, elle avait la faveur de 70 % de la population, en dépit de réquisitoires incessants et souvent hystériques émanant pour la plupart du milieu de l'assurance.

Deux mois plus tard, le *Business Week* titrait en couverture : « Victoire des assureurs de soins médicaux. Comment UnitedHealth et ses concurrents ont manœuvré en coulisse afin d'orienter la réforme à leur avantage ». L'industrie de l'assurance a su « redéfinir les termes du débat sur la réforme à un tel point que, peu importe ce qui ressortira du volumineux projet de loi que le Congrès soumettra au président Obama l'automne prochain, [elle] en émergera plus

rentable [...]; les PDG des compagnies d'assurance doivent rire dans leur barbe^[42] ».

Vers la mi-septembre, alors que les comités chargés d'étudier le projet de loi faisaient rapport au Congrès, des représentants du milieu des affaires ont manifesté leur appui à la version présentée par le comité sur les finances du Sénat, dirigé par Max Baucus, qui, plus que les autres comités, avait fait son travail « en étroite collaboration avec des représentants du patronat ». Les propositions de la Chambre des représentants ont été rejetées parce que trop peu favorables au monde des affaires. Le président de la Business Roundtable a dit considérer l'option préconisée par le comité sur les finances du Sénat comme « très proche » des principes de son organisme, en particulier parce que celle-ci « n'inclut pas la mise sur pied d'un régime public^[43] ».

Bien entendu, on ne saurait se contenter d'une victoire ; il s'agit là d'un trait caractéristique de tout régime marchand. Ainsi, alors que, fin 2009, les débats sur la réforme du système de santé paralysaient pratiquement le Congrès, les lobbys de l'industrie ont entrepris une campagne monstre pour en obtenir encore davantage, avec succès. L'option publique a finalement été abandonnée, de même qu'un projet connexe d'« adhésion à Medicare » qui aurait permis aux personnes âgées de 55 à 64 ans de se joindre à ce régime public d'assurance-maladie réservé aux 65 ans et plus. À ce moment, 56 % des citoyens appuyaient l'option publique et 38 % s'y opposaient, tandis qu'une majorité encore plus forte de 60 % se disait favorable au projet d'adhésion à Medicare, contre 30 % s'y opposant. Le *New York Times* a certes révélé les résultats de ce sondage, mais en omettant certains faits, comme en fait foi ce titre : « Sondage : une majorité s'oppose à la législation sur la santé ». Le reportage laissait croire que le grand public s'était rallié à la droite et à son attaque, menée par les milieux d'affaires, contre toute intervention de l'État dans la santé. Le sondage en question disait précisément le contraire, à l'instar de tous ceux qui ont été menés sur le sujet depuis des dizaines d'années.

À l'instar aussi de ce que les sondages persistent à indiquer depuis le début de 2010. L'un d'eux, publié par CBS News le 11 janvier, révèle que 60 % des Américains n'approuvent pas la manière dont le président et le Congrès traitent le dossier de la santé. Dans le détail, les données montrent qu'une majorité des répondants qui se disent en désaccord avec la manière dont le projet régleme les compagnies d'assurance considèrent que celui-ci ne va pas assez loin (ne va pas assez loin : 43 % ; va trop loin : 27 %). Un autre sondage, réalisé pour le compte du *Wall Street Journal* et de la NBC, indique que 64 % des électeurs réprouvent le traitement républicain des enjeux de santé, tandis que 55 % d'entre eux rejettent celui d'Obama. La santé a constitué un enjeu central de l'élection sénatoriale de janvier 2010 au Massachusetts, remportée par le républicain Scott Brown. Parmi les

démocrates qui se sont abstenus ou qui se sont tournés vers Brown, 60 % ont dit considérer que la réforme n'allait pas assez loin, la majorité atteignant 85 % chez les seuls électeurs qui se sont abstenus. Tant ces derniers que les démocrates ayant voté pour Brown appuient l'option publique à 85 %^[44].

Bref, tout indique que le mécontentement populaire croissant à l'égard de la réforme Obama découle pour l'essentiel de son caractère limité, bien que d'autres raisons puissent être avancées.

Devant la tournure des événements, les cadres des compagnies d'assurance ne pouvaient que sourire, se joignant aux gestionnaires des grandes institutions financières qui non seulement sont sortis indemnes de la crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée, mais ont aussi vu s'accroître leur richesse et leur puissance, finissant en meilleure posture pour susciter la prochaine crise financière, comme nous l'avons vu. De pair avec l'impératif institutionnel du profit à court terme, qui a préséance sur des externalités comme les graves menaces pesant sur le vivant, la capacité du monde des affaires à saper la démocratie a encore une fois été mise en évidence quand l'industrie pétrolière a emprunté les tactiques éprouvées du secteur de l'assurance, comme nous l'avons vu dans le **chapitre 4**.

Alors que le secteur financier avait toutes les raisons de savourer le fruit des efforts qu'il avait déployés pour faire élire son homme, l'histoire d'amour a tourné au vinaigre quand, en janvier 2010, Obama s'est montré sensible à la colère grandissante de la population contre les « parachutes dorés » offerts aux banquiers empêtrés dans le « chemin plus ardu pour les travailleurs ». Adoptant une « rhétorique populiste », il a critiqué les primes faramineuses octroyées aux cadres des sociétés rescapées grâce aux fonds publics et a même proposé d'imposer des mesures contraignantes aux grandes banques (dont la « loi Volcker », qui rétablirait en partie la loi Glass-Steagall en empêchant les banques commerciales bénéficiant de l'assurance-dépôts fédérale d'utiliser les fonds de leurs déposants pour effectuer des investissements risqués). Cet écart de conduite lui a vite valu une punition.

Les grandes banques ont annoncé pompeusement qu'elles allaient réorienter leurs contributions vers les républicains si Obama s'entêtait à préconiser la réglementation et à critiquer la cupidité des banquiers. La charge a été menée par Jamie Dimon, président de JPMorgan Chase, banque comptant parmi les principales bénéficiaires des plans de sauvetage avec la championne toutes catégories Goldman Sachs. Les cadres de JPMorgan Chase appartiennent à la « dynastie démocrate de Chicago », qu'on dit proche de la Maison Blanche, et ont été de généreux donateurs pour le Parti démocrate. En réaction au virage d'Obama, « le comité d'action politique de la Chase [a envoyé] aux démocrates un message lourd de sous-entendus », a rapporté la presse, et s'est mis à repousser les sollicitations de leurs comités de campagne en contribuant plutôt à leurs vis-à-vis républicains, qui « se sont empressés de

tirer parti de ce qu'ils nomment le «remords de l'acheteur» envers les démocrates». En parallèle, «les cadres et les lobbyistes préviennent les démocrates que, si M. Obama persiste à s'en prendre aux «gros bonnets» de Wall Street, ils pourraient répliquer en les privant de leur argent». Argent qui, on le sait, a coulé à flots pendant la campagne présidentielle, l'industrie des valeurs mobilières et de l'investissement ayant versé des sommes records pour faire élire Obama. «Ce changement de ton traduit l'agressivité de la campagne menée par l'industrie pour contrecarrer la volonté d'Obama de réglementer plus strictement la sphère financière», a-t-on pu lire dans la presse, et pour qu'il mette un terme à ses virulentes critiques des primes excessives.

Obama a bien compris le message. À peine quelques jours plus tard, il a déclaré à la presse d'affaires que les banquiers sont de «chics types», a fait l'éloge de Dimon et de Lloyd Blankfein, président de Goldman Sachs, et a abreuvé le monde des affaires de ces paroles rassurantes : «Comme la plupart des Américains, je n'ai rien contre le succès ou la richesse», à l'exemple des primes démesurées et des profits colossaux qui choquent tant la population. «Cela fait partie du libre marché», a-t-il poursuivi. Il n'avait pas tort, si l'on interprète le terme «libre marché» selon la doctrine du capitalisme d'État^[45].

Voilà un instantané montrant en pleine action le principe énoncé par Adam Smith.

Dans un même élan, des cadres d'institutions financières ont décidé, dans les derniers jours de la campagne sénatoriale du Massachusetts, de financer massivement la campagne du républicain Scott Brown, contribuant à faire pencher la balance en sa faveur et offrant ainsi aux républicains leur providentiel «41^{ème} siège» au Sénat^[46]. Ce 41^{ème} siège tire tout son sens d'une nouveauté de la politique américaine, apparue depuis que les républicains ont perdu leur majorité. Le Parti républicain n'a désormais plus grand-chose d'un parti politique américain traditionnel. Sauf en de très rares exceptions, ses élus votent en bloc, quel que soit l'enjeu, respectant une stricte discipline de parti, à la manière des anciens partis communistes. Leur orientation se résume à dire «non» à tout ce que la majorité propose. Avec l'appui des démocrates de droite (désignés sous le nom de «modérés»), ils ont su transformer l'obstruction parlementaire, jusqu'alors utilisée occasionnellement, en procédure automatique rendant nécessaire l'obtention d'une majorité qualifiée (60 contre 40) pour que puisse être adoptée toute loi proposée par Obama, y compris les nominations à des postes fédéraux. Voilà pourquoi la victoire de Brown (ou le revirement d'un seul sénateur démocrate) a offert aux républicains un mécanisme qui leur permet d'empêcher un vote à majorité simple sur pratiquement n'importe quelle question en brandissant la menace de l'obstruction systématique. Du moins tant que les démocrates consentiront à ces méthodes et que la population

tolérera cette atteinte à la démocratie.

Au Massachusetts, le parti du « non » s'est emparé du siège du regretté Edward Kennedy, le « lion libéral », sénateur de longue date ayant fait de la réforme de la santé l'un des principaux chevaux de bataille de sa carrière. On a dépeint le résultat de cette élection comme la révolte de droite d'une population en colère contre les excès de l'élite libérale qui mène le gouvernement, « nous enlève notre pays », et ainsi de suite. Les faits révèlent cependant une tout autre histoire, qu'on ne peut réduire au déluge de contributions versées par les institutions financières voulant punir Obama pour sa rhétorique et ses propositions « populistes ». Les données officielles montrent que Brown doit sa victoire au taux de participation élevé et à l'enthousiasme des « banlieues prospères » ainsi qu'à la faible mobilisation et à l'apathie des zones urbaines, majoritairement démocrates. En outre, « 55 % des électeurs républicains se sont dits “très intéressés” par l'élection, comparativement à 38 % des démocrates ». Le résultat peut être interprété comme une contestation des politiques d'Obama : les riches considèrent qu'il n'en fait pas assez pour les enrichir davantage, tandis que les pauvres trouvent qu'il en fait trop en ce sens^[47].

Sans doute l'image populiste forgée par les spécialistes des relations publiques a-t-elle eu un certain effet (« Je m'appelle Scott Brown, et voici mon camion » ; « un type ordinaire » qui a déjà posé nu et dont la fille a participé à *American Idol*, etc.), mais seulement de manière accessoire. La colère populaire est assez compréhensible, les banques faisant de bonnes affaires grâce aux plans de sauvetage pendant que la population est engluée dans la récession. Le taux de chômage officiel atteint 10 % dans l'ensemble, et frôle dans l'industrie manufacturière les niveaux de la Grande Dépression, avec un chômeur sur six provenant de ce secteur, a-t-on rapporté le jour du scrutin, et peu de chances que soient créés des emplois du même genre que ceux perdus dans la foulée de la financiarisation de l'économie et de l'atrophie concomitante du secteur de la fabrication. Les résultats des sondages sur les soins de santé, nous l'avons vu, vont dans le même sens que cette conclusion^[48].

Il y a autre chose à dire sur les compromis des démocrates en matière de soins de santé. Il est frappant de constater que, lors de l'élection, la majorité des travailleurs syndiqués, base naturelle d'Obama, ont voté pour Brown. La presse syndicale a bien expliqué ce phénomène : dirigeants et militants syndicaux y témoignent de l'indignation des travailleurs à l'égard du bilan global d'Obama, en particulier de sa position sur la réforme de la santé. « Il n'a défendu ni l'option publique ni la possibilité de contraindre les employeurs d'offrir une assurance. Difficile de ne pas remarquer que la seule question sur laquelle il s'est montré ferme est l'imposition des prestations » pour les soins, trahissant ainsi une promesse électorale. Un tel impôt serait un

poids pour les travailleurs syndiqués^[49].

Les effets de l'obtention de ce 41^{ème} siège se sont immédiatement fait sentir. La réforme de la santé, du moins ce qu'il en restait, est passée au second rang. Si minimes soient-ils, les efforts du Congrès pour juguler l'imminente crise écologique ont vite été torpillés, si bien que les autres pays seront peu enclins à adopter les mesures qui s'imposent. De toute évidence enhardie par l'atteinte du nombre magique, la minorité républicaine siégeant à la Securities and Exchange Commission a accusé cette dernière de «cautionner l'ordre du jour du lobby social et environnemental» en émettant des directives encourageant les entreprises à divulguer les effets du changement climatique sur leurs activités». La volonté des républicains d'empêcher la nomination à la moribonde National Labor Relations Board d'un avocat favorable aux syndicats a été ragaillardie par l'élection de leur 41^{ème} confrère, et représente un pas de plus dans l'assaut systématique des gouvernements contre les syndicats amorcé au début de l'ère Reagan. Le sénateur républicain Richard Shelby a mené l'obstructionnisme à son paroxysme en annonçant qu'il allait bloquer au moins 70 nominations proposées par Obama si des crédits n'étaient pas affectés à deux mesures précises ; il a ainsi paralysé une bonne partie du gouvernement. Shelby a aussi annoncé qu'il cessait de collaborer avec le sénateur Christopher Dodd à sa législation pour une réforme du secteur financier, même si cette dernière avait été considérablement assouplie pour satisfaire les républicains. Il a justifié l'essentiel de sa décision en prétextant les dernières miettes de protection du consommateur subsistant dans le projet. L'intention de l'administration Obama d'«aller chercher des milliards de dollars dans les poches des prêteurs privés pour les distribuer directement aux étudiants» n'a pas débouché, et ce, grâce à une vigoureuse campagne de lobbying qui a pris une ampleur accrue à la suite de la décision de la Cour suprême et de l'élection de Brown. Le monde des affaires qui dispose d'un 41^{ème} siège sur lequel il peut compter, la Cour suprême qui permet l'achat d'élections ... jusqu'où iront-ils^[50] ?

Le travail de sape de toute législation environnementale digne de ce nom aura sans doute de sinistres conséquences. Le refus de la classe politique d'entreprendre la réforme de la santé aura des incidences désastreuses à l'échelle du pays, non seulement pour ceux qui subissent le rationnement des soins à cause de leur pauvreté, mais aussi pour l'économie en général. Les économistes David Rosnick et Dean Baker ont montré que «la menace d'endettement colossal qu'on brandit pour effrayer la population – et la jeunesse en particulier – repose essentiellement sur des projections de l'ampleur de la dette que les jeunes d'aujourd'hui feront assumer aux générations futures», d'abord parce qu'«on prévoit que le taux de croissance du coût des soins de santé par habitant dépassera largement celui du PIB par habitant» si l'on ne procède pas à une importante réforme de ce système de

santé dysfonctionnel. Les conséquences plus globales de cette transformation du Congrès en une variante comique de la Pologne du XVII^{ème} siècle, où la noblesse avait un droit de veto, ne sont pas très agréables à constater, si insuffisante qu'ait pu être l'action de l'administration en ce qui concerne le bien commun^[51].

Le monde des affaires peut faire appel à d'augustes précédents pour alimenter son incessante conquête du pouvoir, déjà considérable, sur le système politique. James Madison a défini l'ordre constitutionnel dans l'optique de conférer le pouvoir au Sénat, qui représente « la richesse de la nation », le « groupe des hommes les plus aptes » qui respectent les propriétaires et leurs droits et savent que le gouvernement doit « protéger la minorité opulente contre la majorité » ; cela ne l'a pas empêché, quelques années plus tard, de déplorer « la provocante corruption de l'époque », où « les marchands de titres deviennent la garde prétorienne du gouvernement, à la fois serviteurs et tyrans, soudoyés par ses largesses tout en l'intimidant de leurs cris et combines », comme il l'écrivait en 1792^[52].

Revenons aux politiques d'Obama. La page presque blanche qui, pendant la campagne électorale, lui a tenu lieu de programme en matière de politique extérieure n'était pas très substantielle. On pouvait tout de même en déduire que celle-ci n'allait pas subir de grands changements par rapport à la politique du second mandat de Bush, qui s'était éloignée de la position ultranationaliste et offensive du premier mandat avec le renvoi de ses défenseurs extrémistes qu'avaient été Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz ; Dick Cheney, lui, n'avait pas pu être démis de ses fonctions, car il incarnait pratiquement cette administration à lui seul.

Les premiers enjeux abordés ont essentiellement concerné le Moyen-Orient. Sur les relations Israël-Palestine, des rumeurs circulaient, selon lesquelles Obama pourrait rompre avec la politique américaine du refus, qui, sauf en de rares exceptions dont j'ai déjà traité, a bloqué toute possibilité d'accord politique pendant plus de 30 ans. Rien n'est cependant venu confirmer ces rumeurs.

Avant les primaires, je me suis penché sur les positions alors défendues par Obama^[53]. Rien n'en est ressorti qui puisse susciter quelque attente, si ce n'est son appui inconditionnel, voire enthousiaste, aux crimes commis par Israël. Nous avons examiné ci-dessus l'évolution de ses vues depuis le début de son mandat. Il les avait cependant déjà précisées. En témoigne sa réaction particulièrement révélatrice à l'offensive en règle israélienne dans la bande de Gaza, qui a commencé par une violation du cessez-le-feu le 4 novembre 2008, en même temps que les Américains se rendaient aux urnes pour élire Obama, et qui a pris toute son ampleur le 27 décembre à la suite du rejet des initiatives du Hamas pour relancer la trêve. À ces crimes, Obama a répondu par le silence. Il en a été tout autrement lors de l'attentat terroriste de Bombay de la

fin novembre, que le président s'est empressé de dénoncer en condamnant l'« idéologie haineuse » l'ayant motivé. Dans le cas de Gaza, son personnel s'est dissimulé derrière la formule selon laquelle « il n'y a qu'un président à la fois », reprenant le commentaire qu'il avait émis en juillet lors de sa visite de la ville israélienne de Sdérot : « S'il pleuvait des missiles à l'endroit où mes deux filles dorment, je ferais tout pour arrêter ça. » (Il s'est avéré qu'aucun missile ne tombait à ce moment, car le Hamas respectait scrupuleusement le cessez-le-feu, ce qu'a d'ailleurs reconnu le gouvernement israélien, même si Israël n'avait pas mis fin à son siège punitif, un acte de guerre.) Obama n'a cependant rien fait, pas même une déclaration, quand des jets et des hélicoptères américains pilotés par des soldats israéliens ont infligé de bien pires souffrances aux enfants palestiniens. L'attaque israélienne avait été soigneusement planifiée pour prendre fin au tout début du mandat d'Obama, permettant ainsi à ce dernier d'user du discours habituel voulant qu'il faille tourner la page et aller de l'avant – quand il s'agit de nos crimes, en fait, car il ne faut ni oublier ni pardonner les crimes d'autrui^[54].

Le président Shimon Peres a informé la presse que, lors de sa tournée de juillet 2008 en Israël, Barack Obama s'est dit « très impressionné » par la proposition de paix de la Ligue arabe, visant une normalisation complète de ses relations avec Israël, qui, en contrepartie, doit se retirer des territoires occupés. Cela correspond essentiellement au consensus international de longue date que les États-Unis et Israël s'entêtent à bloquer unilatéralement (et que Peres a d'ailleurs toujours rejeté, comme nous l'avons vu dans le **chapitre 8**). La déclaration d'Obama aurait pu laisser présager un changement d'attitude, mais le leader de la droite israélienne Benyamin Netanyahu a mentionné que, pendant le même voyage, le président américain lui a dit être « très impressionné » par son plan, qui préconise le maintien du contrôle israélien des territoires occupés.

Le paradoxe a été résolu par l'analyste politique israélien Aluf Benn, qui a fait observer que « l'objectif premier [d'Obama] était d'éviter de froisser ou de provoquer qui que ce soit. On peut supposer qu'il s'est montré poli et que, en qualifiant les propositions de ses hôtes de "très intéressantes", il les a satisfaits tout en ne prenant aucun engagement ». Voilà qui est compréhensible pour un politicien, mais il ne reste de tout cela que ses ferventes professions de foi envers Israël et son indifférence face aux souffrances des Palestiniens^[55].

Concernant l'Irak, on a souvent encensé Obama pour son « opposition de principe » à la guerre. En réalité, comme il l'a lui-même précisé, son opposition a toujours été dépourvue de sens moral. Cette guerre, a-t-il déclaré, était une « erreur stratégique ». Quand le Kremlin avait commencé à mettre en doute l'invasion soviétique de l'Afghanistan en la qualifiant d'erreur stratégique, personne n'avait osé affirmer qu'il adoptait une position de

principe.

Après d'intenses débats, le gouvernement irakien s'est finalement rallié à un accord sur le statut des forces (SOFA) relatif à la présence militaire américaine en Irak. En novembre 2007, la Maison Blanche avait ainsi résumé sa position : elle souhaitait « faciliter et encourager un flux d'investissements étrangers en Irak, en particulier des investissements américains », et préconisait une présence militaire sans limite précise dans le temps, prétendument afin de lutter contre le terrorisme et de « dissuader toute offensive étrangère contre l'Irak », l'adjectif « étrangère » n'incluant évidemment pas les États-Unis. Les pourparlers ont traîné en longueur, a-t-on pu lire dans le *Washington Post*, parce que l'Irak insistait pour obtenir (et a finalement obtenu) « d'importantes concessions, y compris la fixation de la date de retrait à 2011 plutôt que selon l'échéancier plus vague préconisé par l'administration Bush, [et] a rejeté la présence de bases militaires américaines permanentes sur son territoire ». Les dirigeants irakiens « considèrent l'adoption d'un calendrier de retrait ferme comme une victoire de la négociation », a rapporté Reuters : les États-Unis « se sont longtemps opposés à l'établissement de tout calendrier de retrait de leurs troupes, mais se sont ravisés dans les derniers mois » devant leur incapacité à vaincre la résistance irakienne^[56].

Tout au long des négociations, la presse a régulièrement dénoncé l'obstination du gouvernement de Nouri al-Maliki en l'accusant de vouloir flatter l'opinion publique, ce qu'elle jugeait compréhensible d'un point de vue politique, mais regrettable du fait que l'objet des pourparlers ne concernait pas davantage les Irakiens que les Américains. Les sondages menés depuis les États-Unis continuaient d'indiquer qu'une vaste majorité d'Irakiens s'opposaient à la présence militaire américaine et considéraient que cette dernière empirait la situation, y compris dans le cas de l'« escalade ». Un jugement partagé entre autres par Steven Simon, spécialiste du Moyen-Orient et analyste des questions de sécurité, qui a écrit dans la revue *Foreign Affairs* que la stratégie contre-insurrectionnelle du général David Petraeus « alimente les trois forces ayant traditionnellement menacé la stabilité des États du Moyen-Orient : le tribalisme, le pouvoir des chefs de guerre et le sectarisme. Les États qui n'ont pas su les maîtriser ont fini par devenir ingouvernables, et c'est le sort que l'escalade réserve à l'Irak. Une stratégie visant à réduire le nombre de victimes à court terme affaiblira inévitablement les chances de cohésion à long terme du pays ». Cela pourrait aboutir à la constitution d'« un État fort et centralisé, dirigé par une junte militaire comparable au régime baasiste que Washington a renversé en 2003 », ou à « quelque chose de très semblable aux protectorats impériaux qu'a connus le Moyen-Orient dans la première moitié du XX^{ème} siècle », où le « club des parrains » installé dans la capitale « distribuait ses faveurs aux tribus qui se conduisaient comme il se

doit». Dans le système Petraeus, « les militaires américains jouent le rôle des parrains en induisant une dépendance malsaine et en creusant dangereusement le fossé entre les tribus et l'État », minant les chances de voir émerger « un Irak stable et unifié ». Comme l'a observé David Gardner en faisant le bilan des lourdes conséquences de l'« escalade », l'invasion de l'Irak, « considérée dans la région comme l'illustration parfaite d'un unilatéralisme américain animé d'une funeste combinaison d'arrogance et d'ignorance [...], a simultanément fait proliférer le djihadisme et amorcé la bombe à retardement du sectarisme dans le monde arabe », laissant ses habitants « consternés, mais pas tant terrorisés que dégoûtés et enragés par ce sanglant fiasco ^[57] ».

Des reportages effectués à la suite de l'approbation de la version locale du SOFA par le parlement irakien ont mis en lumière l'opposition des Irakiens à la présence militaire américaine. Puisant dans des interviews réalisées aux quatre coins du pays par des journalistes irakiens, l'*International Herald Tribune* a rapporté que les opposants à l'accord considéraient que le gouvernement s'était fait « forcer la main par l'occupant », que ce dernier n'allait pas respecter les termes de l'entente et que le gouvernement central obtenait de trop grands pouvoirs. À l'exception d'une voix noyée dans le brouhaha parlementaire, personne ne s'est opposé au SOFA sur la base de la nécessité d'une présence militaire américaine pour défendre les intérêts de l'Irak^[58].

Les derniers succès des Irakiens sont l'aboutissement d'un long processus de résistance à leurs doléances par l'envahisseur américain. Les États-Unis ont lutté bec et ongles pour empêcher la tenue d'élections, mais ont été contraints de reculer devant les revendications populaires pour la démocratie, incarnées par l'ayatollah Ali al-Sistani. L'administration Bush a trouvé le moyen de faire nommer son propre candidat au poste de premier ministre et a tenté de contrôler le gouvernement de diverses façons, tout en construisant d'immenses bases militaires un peu partout au pays et une « ambassade » constituant une véritable ville dans la ville de Bagdad. Le tout a été financé par un Congrès à majorité démocrate et est appelé à prendre de l'expansion sous Obama, qui, comme nous l'avons vu dans le **chapitre 2**, se presse de bâtir de semblables « ambassades » à Islamabad et à Kaboul. Si l'envahisseur s'avère capable de respecter le SOFA qu'il a été contraint d'accepter, cela témoignera d'une importante victoire de la résistance non violente. Les insurgés peuvent être tués, mais l'action non violente des masses est beaucoup plus difficile à réprimer. Bien qu'impopulaire aux États-Unis, cette conclusion est aussi celle des plus fins observateurs de la scène irakienne^[59].

On a fait de nombreuses comparaisons entre le Vietnam et l'Irak, mais la plupart d'entre elles ne résistent pas à l'analyse. Parmi celles qui ne sont jamais remises en question, il en est une qui mérite qu'on s'y arrête. Dans les deux cas, les pays occupés ont exercé d'énormes pressions sur les États-Unis pour qu'ils se retirent. Quelques mois avant son assassinat, le président John

F. Kennedy a appris que le régime satellite sud-vietnamien souhaitait un règlement pacifique et diplomatique qui mènerait au retrait des troupes américaines. Pour contrer cette menace et disposer d'un régime plus docile, son administration a soutenu un coup d'État militaire. Selon des données tant internes que publiques, bien que Kennedy ait envisagé le retrait (ce qui a été fidèlement rapporté à l'époque), ce dernier n'aurait pu avoir lieu que si une condition essentielle était remplie : une victoire des États-Unis. La documentation montre qu'il a maintenu cet objectif jusqu'à la fin. Dans le cas de l'Irak, par contraste, Washington a été incapable de recourir à de tels moyens pour se débarrasser d'un gouvernement lui intimant de se retirer. De nombreuses raisons expliquent cette dissemblance. L'une d'elles est que la population américaine est aujourd'hui beaucoup moins encline à tolérer que leur pays commette une agression qu'elle ne l'était au début des années 1960. À l'époque, une forte opposition s'était certes développée, mais seulement après quelques années d'une intervention américaine dont l'ampleur excédait de loin celle de l'agression et des crimes commis plus tard en Irak^[60].

La classe politique et les médias tiennent pour acquis que Washington a le droit de poser ses conditions pour le SOFA irakien. On n'avait pourtant reconnu aucun droit du genre aux envahisseurs soviétiques de l'Afghanistan, ni d'ailleurs à qui que ce soit d'autre que les États-Unis ou leurs vassaux. Quand il s'agit d'autrui, les Américains partent du principe selon lequel un envahisseur n'a aucun droit et n'a que des responsabilités, y compris celles de se plier à la volonté des victimes et de payer de colossales réparations pour ses crimes. Les crimes commis par les États-Unis incluent leur ferme soutien à Saddam Hussein à l'époque où, sous Reagan, il s'adonnait aux pires atrocités, sans parler de son massacre des chiites, perpétrés sous les yeux des militaires américains à la suite de la première guerre du Golfe. Mentionnons aussi les sanctions imposées à l'Irak par Clinton, qualifiées de « génocidaires » par les éminents diplomates internationaux qui avaient dû les appliquer puis avaient démissionné en signe de protestation, ainsi que l'invasion de 2003 et ses suites atroces. En bonne société, les règles du savoir-vivre n'autorisent pas de telles réflexions.

Le porte-parole du gouvernement irakien a déclaré que le projet de SOFA « correspond aux vues du président élu des États-Unis, Barack Obama^[61] ». La position de ce dernier, en fait, était restée floue, mais il était probable qu'il souscrivît d'une manière ou d'une autre aux exigences de l'Irak. Si tel avait été le cas, cela aurait impliqué une modification des plans des États-Unis pour garantir leur accès aux abondantes ressources pétrolières irakiennes, instituer une présence militaire massive dans un État vassal et ainsi renforcer leur domination sur la plus importante région du monde en ce qui a trait à la production d'énergie.

Obama a finalement précisé ses intentions : redéployer les forces armées

de l'Irak vers l'Afghanistan. Cette prise de position a incité l'équipe éditoriale du *Washington Post* à émettre cette mise en garde : « Bien que les États-Unis aient intérêt à prévenir la résurgence des talibans d'Afghanistan, l'importance stratégique de ce pays est dérisoire par comparaison avec celle de l'Irak, qui se trouve au cœur géopolitique du Moyen-Orient et dont les réserves de pétrole comptent parmi les plus importantes du monde^[62]. » De plus en plus, alors que Washington se voyait contraint d'accéder aux demandes irakiennes, discours pompeux sur la « promotion de la démocratie » et autres fables transpirant la satisfaction de soi ont été mis de côté en faveur d'une reconnaissance de ce qui, depuis le début, sautait aux yeux de quiconque n'était pas un idéologue dogmatique : les États-Unis n'auraient jamais envahi l'Irak si ses principaux produits d'exportation avaient été les asperges et les tomates et que les plus importantes ressources énergétiques de la planète s'étaient trouvées dans le Pacifique Sud.

Le commandement de l'OTAN en est aussi venu à reconnaître la réalité publiquement. En juin 2007, son secrétaire général Jaap de Hoop Scheffer a informé les membres de l'organisation que « les troupes de l'OTAN doivent protéger les oléoducs et gazoducs desservant les pays occidentaux » et, dans une perspective plus large, les routes maritimes utilisées par les navires-citernes ainsi que les autres « infrastructures essentielles » de cette filière énergétique. Voilà qui pourrait bien être le seul aspect concret de cette chimérique « responsabilité de protéger ». Cette décision prolonge les politiques de l'après-guerre froide qui ont fait de l'OTAN une force d'intervention mondiale dirigée par les États-Unis et qui ont eu pour conséquence indirecte de dissuader les Européens dans leurs velléités d'indépendance à la De Gaulle. Ses responsabilités comprendront vraisemblablement la défense du gazoduc SIGLE, projet de 7,6 milliards de dollars visant à faire transiter du gaz naturel du Turkménistan vers le Pakistan et l'Inde en passant par la province afghane de Kandahar, où sont déployées les troupes canadiennes. L'objectif est de « bloquer un projet concurrent de gazoduc servant au transport de gaz iranien vers le Pakistan et l'Inde » et d'« amoindrir la domination russe sur les exportations d'énergie en Asie centrale », a rapporté le *Globe and Mail* de Toronto, esquissant les contours plausibles d'un nouveau « grand jeu^[63] ».

Obama a soutenu fermement la politique de l'administration Bush prônant d'attaquer les leaders présumés d'Al-Qaïda se trouvant dans des pays que les États-Unis n'ont pas (encore) envahis, politique révélée par le *New York Times* peu de temps après l'élection. Cette doctrine a été bien illustrée par les événements du 26 octobre 2008, lors desquels les forces américaines basées en Irak ont mené une incursion en Syrie, faisant huit victimes civiles, prétendument pour capturer un dirigeant de l'organisation terroriste. Washington n'avait prévenu ni le premier ministre irakien al-Maliki ni le

président Jalal Talabani, qui entretenaient tous deux des relations relativement amicales avec la Syrie, pays ayant accueilli 1,5 million de réfugiés irakiens et s'opposant farouchement à Al-Qaïda. Le gouvernement syrien a protesté en affirmant de manière crédible que, si on l'avait prévenu, il se serait empressé d'appréhender cet ennemi commun. Selon l'*Asia Times*, les dirigeants irakiens étaient furieux et ont durci leurs positions dans les négociations du SOFA, insistant sur l'introduction de clauses interdisant l'utilisation du territoire irakien pour lancer des attaques contre ses voisins.

Le raid américain en Syrie a été vertement condamné dans le monde arabe. Les journaux progouvernementaux ont dénoncé l'administration Bush, lui reprochant de prolonger un « héritage désastreux » (Liban), pressé la Syrie d'« avancer sur la voie de la réconciliation » et intimé les États-Unis de « mettre fin à votre discours haineux, à votre arrogance et aux meurtres d'innocents » (Koweït). Globalement, la région a perçu l'événement comme un autre exemple de ce que la presse saoudite, contrôlée par l'État, a condamné : il ne s'agit « pas d'une diplomatie visant la paix, mais d'une folie visant la guerre ». Obama est demeuré silencieux. Les autres démocrates aussi. Le politologue Stephen Zunes a contacté les cabinets de tous les démocrates siégeant aux comités des relations extérieures de la Chambre des représentants et du Sénat : personne n'a émis la moindre critique de l'incursion américaine en Syrie à partir de l'Irak occupé^[64].

De même, il est probable qu'Obama ait fait sienne cette doctrine encore plus intransigente de Bush selon laquelle les États-Unis ont non seulement le droit d'envahir le pays de leur choix (sauf s'il s'agit d'une « erreur » trop coûteuse), mais aussi d'attaquer ceux qui, à leurs yeux, soutiennent la résistance à leurs offensives. En particulier, Obama compte encore plus que Bush sur les raids effectués par des drones, qui ont fait tant de victimes civiles au Pakistan. David Kilcullen, ex-conseiller de Pertaeus en matière de contre-insurrection, a relaté que ces appareils ont entraîné la mort d'environ 14 présumés terroristes et de 700 civils, ce qui représente « un taux de réussite de 2 %^[65] ».

Bien entendu, ces raids ne sont pas sans conséquence : les gens ont la fâcheuse habitude de s'opposer au massacre des membres de leur famille et de leurs amis. Une miniguerre odieuse a eu lieu au Pakistan dans la zone tribale de Bajaur, adjacente à l'Afghanistan. La BBC a décrit les destructions massives qui y ont eu lieu, conséquences de combats intenses, et a en outre rapporté que « de nombreux habitants de Bajaur considèrent que le soulèvement a pour origine le bombardement par les Américains d'une école coranique (*madrassa*) en novembre 2006, qui a fait 80 morts ». L'attaque a été rapportée par les grands médias pakistanais grâce au physicien et dissident Pervez Hoodbhoy, mais ignorée par la presse américaine, qui jugeait l'épisode insignifiant. Vu de l'autre bout de la lorgnette, un événement prend souvent

une tout autre signification^[66].

Hoodbhoy faisait observer que de telles attaques ont généralement pour conséquences «des maisons détruites, des enfants morts ou mutilés et une population locale de plus en plus encline à vouloir se venger du Pakistan et des États-Unis». Les événements de Bajaur constituent sans doute une illustration de la rengaine habituelle.

Le 3 novembre 2008, le général Petraeus, qui venait d'être nommé à la tête du commandement central de l'armée des États-Unis au Moyen-Orient (CENTCOM), a tenu sa première réunion avec le président Asif Ali Zardari, le chef de l'armée et général Ashfaq Parvez Kayani et d'autres hauts responsables pakistanais. Ces derniers avaient pour principale préoccupation les attaques américaines au missile en territoire pakistanais, qui s'étaient multipliées au cours des semaines précédentes. «Le bombardement ininterrompu de notre territoire par des drones américains, qui entraîne la perte de vies précieuses et de propriétés de grande valeur, est contre-productif et difficile à expliquer par un gouvernement élu démocratiquement», a déclaré Zardari à Petraeus. Son gouvernement, a-t-il expliqué, «subit une pression le sommant de réagir plus fermement» aux frappes. La situation pourrait dégénérer en «réaction très hostile contre les États-Unis», déjà fort impopulaires au Pakistan.

Petraeus a déclaré avoir compris le message : «Nous devons prendre en considération» l'opinion pakistanaise si nous attaquons le pays. Il s'agit hors de tout doute d'une nécessité pratique quand plus de 80 % des approvisionnements servant à la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN en Afghanistan transitent par le Pakistan^[67].

Depuis l'indépendance du Pakistan, les États-Unis ont pris l'habitude de soutenir ses dictateurs. C'est Reagan qui a incarné l'exemple extrême de cette complicité. Son administration a prétendu ne pas avoir été au courant du fait que le Pakistan, qui n'est pas signataire du Traité de non-prolifération (TNP), mettait au point des armes nucléaires. Elle souhaitait ainsi s'assurer que le Congrès n'adopte pas de résolutions pouvant nuire à «l'appui inconditionnel» de Reagan à l'«impitoyable et cruel» dictateur Mohammed Zia ul-Haq, dont le régime a entraîné «une conséquence des plus durable et des plus dommageable sur la société pakistanaise, conséquence prévalant encore aujourd'hui», observe Ahmed Rashid : grâce à l'appui solide de Reagan et à des fonds saoudiens, Zia ul-Haq a pu imposer «un État islamiste à sa population». Il s'agit là des causes immédiates d'une bonne partie des «problèmes d'aujourd'hui : militantisme des partis religieux, foisonnement des écoles coraniques et des groupes extrémistes, prolifération de la culture de la drogue et de la Kalashnikov et augmentation de la violence sectaire». Hoodbhoy ajoute que «l'extrémisme radical est le fils illégitime des États-Unis de Reagan et du Pakistan du général Zia ul-Haq». Bruce Riedel, ex-

analyste à la CIA et spécialiste de la région, conclut que « tous les cauchemars du XXI^{ème} siècle sont réunis au Pakistan », y compris Lashkar-e-Taiba, le groupe militant blâmé pour l'attaque terroriste survenue à Bombay en novembre 2008, entre autres atrocités^[68].

Reagan et son équipe ont aussi transformé le Directorate for Inter-Services Intelligence (ISI) « en une redoutable agence de renseignements qui a su orienter le processus politique pakistanais et fomenter des insurrections islamistes au Cachemire et en Asie centrale », poursuit Rashid. « Le djihad international lancé par Zia ul-Haq et Reagan a semé les germes d'Al-Qaïda et a fait du Pakistan le centre mondial de la guerre sainte pour les 20 années qui allaient suivre. » En parallèle, les successeurs de Reagan ont laissé l'Afghanistan entre les mains des plus féroces moudjahidines, l'offrant plus tard aux chefs de guerre sous la direction de Rumsfeld. La sinistre ISI poursuit son double jeu, soutenant d'une main les talibans tout en honorant de l'autre certaines demandes des États-Unis.

Les États-Unis et le Pakistan auraient conclu « un accord tacite, en septembre 2008, sur une politique de *don't-ask-don't-tell* [“ne rien demander et ne rien dire”] autorisant des avions sans pilote Predator à attaquer de présumées cibles terroristes » situées au Pakistan, ont affirmé de hauts responsables des deux pays, dont l'identité n'a pas été révélée. Selon ces derniers, en vertu de cette entente, « le gouvernement des États-Unis refuse de reconnaître publiquement les attaques tandis que celui du Pakistan continue à se plaindre bruyamment de ces frappes, politiquement délicates^[69] ».

Encore une fois, les ennuis sont causés par cette encombrante population qui déteste se faire bombarder par un ennemi, de plus en plus haï, qui vient de l'autre bout du monde.

Peu de temps après qu'on eut rapporté l'existence de cet « accord tacite », un attentat suicide a eu lieu dans les zones tribales en conflit et a causé la mort de huit soldats pakistanais, en représailles d'une attaque commise par un drone américain Predator qui avait fait 20 victimes, dont deux chefs talibans. Le parlement du Pakistan a appelé au dialogue avec les talibans. En écho à cette résolution, son ministre des Affaires étrangères Shah Mehmood Qureshi a déclaré : « On prend de plus en plus conscience que le seul recours à la force ne peut donner les résultats escomptés^[70]. »

Dans sa première déclaration au président élu Barack Obama, le président afghan Hamid Karzaï a repris sensiblement le même discours que celui que les dirigeants pakistanais avaient tenu au général Petraeus : « Nous souhaitons que les États-Unis mettent fin aux frappes aériennes menaçant la vie des civils. » Son message a été transmis peu de temps après que les troupes de la coalition eurent bombardé une noce dans la province de Kandahar, tuant 40 personnes, selon les informations disponibles. Rien n'indique que son opinion ait été « prise en considération ». Karzaï a informé la population

afghane qu'il était « incapable de mettre fin aux frappes aériennes des États-Unis sur son pays, et qu'il arrêterait leurs avions de combat s'il le pouvait », a rapporté Voice of America. À une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU en visite à Kaboul, il a signifié qu'il avait réclamé l'adoption d'un calendrier de retrait des troupes étrangères de son pays. Cet appel n'a pas été « pris en considération » lui non plus^[71].

Le commandement britannique a déclaré qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit afghan et qu'il faudra entamer des négociations avec les talibans, ce qui risque de susciter un différend avec les États-Unis, a mentionné le *Financial Times*. Son correspondant Jason Burke, qui possède une longue expérience de la région, a rapporté que « les talibans ont participé à des pourparlers secrets sur les moyens de mettre fin à la guerre en Afghanistan dans le cadre d'un "processus de paix" tous azimuts parrainé par l'Arabie saoudite avec le soutien du Royaume-Uni », et que de tels efforts se poursuivent depuis^[72].

Des pacifistes afghans ont émis des réserves envers cette démarche, lui préférant une solution sans ingérence étrangère. Un réseau de militants appelle à la négociation et à la réconciliation avec les talibans par l'entremise de la *jirga* nationale de paix, cette grande assemblée d'Afghans constituée en mai 2008. Lors d'une assemblée en soutien à la *jirga*, 3 000 personnalités politiques et intellectuelles afghanes, pour la plupart pachtounes (groupe ethnique majoritaire du pays), ont critiqué « la campagne militaire internationale contre les militants islamistes en Afghanistan et appelé au dialogue en vue de mettre fin au conflit », a rapporté l'Agence France-Presse.

Bakhtar Aminzaï, président par intérim de la *jirga* nationale de paix, « a déclaré aux participants à la cérémonie d'ouverture que le conflit actuel ne pourra être dénoué par les armes, et que seules des négociations pourraient mener à une solution. Il a pressé le gouvernement d'intensifier ses pourparlers avec les talibans et les factions du Hezb-i-Islami ». Ce dernier est le parti dirigé par le chef de guerre islamiste radical Gulbuddin Hekmatyar, favori de Reagan et responsable de bon nombre d'atrocités. Il fournit aujourd'hui au gouvernement Karzaï un soutien parlementaire essentiel et le pousse vers une forme de « retalibanisation »^[73].

Qui plus est, Aminzaï a déclaré que « nous devons faire pression sur le gouvernement afghan et la communauté internationale pour en arriver à une solution excluant le recours aux armes ». Une porte-parole a ajouté que « nous sommes opposés à la politique des Occidentaux en Afghanistan. Ils devraient enterrer leurs fusils et mettre l'accent sur la diplomatie et le développement économique ». Un dirigeant de l'influent mouvement pacifiste Wikh-i-Zalmayan (« jeunesse éveillée ») a réclamé la fin de « l'Afghanicide, cet assassinat de l'Afghanistan ». Dans une déclaration commune avec des mouvements pacifistes allemands, la *jirga* nationale de paix a dit représenter

«une vaste majorité d’Afghans fatigués de la guerre», appelant à la fin de l’escalade et à la mise en œuvre d’un processus de paix.

Selon le directeur adjoint du regroupement des ONG travaillant en Afghanistan, environ 1 100 des 1 400 organisations inscrites sont authentiquement afghanes : groupes de femmes, groupes de jeunes, etc., dont bon nombre participent à la *jirga* nationale de paix^[74].

Bien que la tenue de sondages dans un Afghanistan déchiré par la guerre soit une entreprise hasardeuse, les résultats de certains d’entre eux sont révélateurs. Un sondage mené par une firme canadienne a révélé que les Afghans sont favorables à la présence des troupes canadiennes et des autres forces étrangères. C’est ce résultat qui a fait la une des journaux au Canada. La suite du communiqué témoigne cependant de certaines réserves. Seuls 20 % des Afghans «pensent que les talibans vont s’imposer une fois les troupes étrangères retirées». Les trois quarts d’entre eux souscrivent aux négociations entre le gouvernement Karzaï et les talibans, et plus de la moitié sont ouverts à la mise en place d’un gouvernement de coalition. Par conséquent, une large majorité s’oppose fermement à la volonté des États-Unis et de l’OTAN de militariser davantage le conflit, semblant croire qu’un virage vers la diplomatie et la négociation rendrait la paix possible^[75].

Bien que la question n’ait pas été posée, il est raisonnable de présumer que les Afghans sont favorables à la présence étrangère pour l’aide qu’elle apporte au pays et à sa reconstruction. Cette conjecture est appuyée par les rapports sur le progrès de la reconstruction du pays, publiés six ans après l’invasion américaine. Selon l’Associated Press, 6 % de la population dispose de l’électricité, essentiellement à Kaboul, artificiellement riche en raison de la présence étrangère massive. Là, «être riche et puissant et avoir de bonnes relations» permet d’avoir l’électricité, ce qui est loin d’être le cas de la majorité. Par contraste, dans les années 1980, sous l’occupation soviétique, la ville «avait de l’électricité en abondance», et les femmes de Kaboul étaient relativement libres, tant à l’époque des Russes qu’à celle du gouvernement de Mohammed Nadjibullah qui leur a succédé et qu’ils ont soutenu ; elles l’étaient sans doute davantage qu’elles ne le sont aujourd’hui, bien qu’elles eussent dû se prémunir contre les agressions des islamistes radicaux soutenus par les États-Unis, comme Hekmatyar, qui se faisait un devoir de jeter de l’acide à la figure de celles qu’il jugeait incorrectement vêtues^[76].

Ces réflexions laissent entendre que les Afghans accueilleraient tout à fait positivement une présence étrangère vouée à l’aide et à la reconstruction ; c’est du moins ce qu’on peut lire entre les lignes des sondages. Bien entendu, de nombreuses questions se posent sur la validité des enquêtes d’opinion effectuées dans des pays occupés militairement, en particulier dans des régions comme le sud de l’Afghanistan, où la présence du gouvernement et de l’OTAN est limitée. Néanmoins, les résultats obtenus correspondent assez bien

à d'autres données et ne devraient pas être ignorés.

Une recherche sur les fantassins talibans menée en 2008 par le *Globe and Mail*, qui a pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un sondage scientifique, a jeté un précieux éclairage sur la situation. Tous étaient des Pachtounes de la région de Kandahar, se considérant comme des moudjahidines repoussant les envahisseurs, comme le veut une tradition ancestrale. Presque un soldat sur trois a rapporté qu'au moins un membre de sa famille a perdu la vie lors d'un bombardement aérien ces dernières années. Nombreux sont ceux qui ont dit se battre pour défendre les villageois afghans contre les frappes aériennes étrangères. Rares sont ceux qui ont affirmé se battre au nom du djihad mondial ou qui ont manifesté leur allégeance au chef taliban Mollah Omar, qu'on dit réfugié à Quetta, au Pakistan. La plupart disent lutter au nom de principes – un gouvernement islamiste –, et non de quelque leader. Ces résultats laissent eux aussi entrevoir la possibilité d'un règlement négocié, pacifique et exempt d'ingérence extérieure^[77].

Ces perspectives sont enrichies par le regard lucide de sir Rodric Braithwaite. Ce spécialiste de l'Afghanistan a été ambassadeur du Royaume-Uni à Moscou de 1988 à 1992, période cruciale où les Soviétiques se sont retirés du pays (et où l'URSS s'est effondrée), puis a présidé le Comité mixte du renseignement britannique. Lors d'une visite effectuée à l'automne 2008, il s'est entretenu avec des journalistes afghans, d'ex-moudjahidines, des professionnels et des employés de la coalition dirigée par les États-Unis, donc, en général, à des personnes « naturellement favorables aux prétentions [occidentales] d'œuvrer à la paix et à la reconstruction ». Il a rapporté qu'ils « méprisaient le président Hamid Karzaï », le considérant comme une marionnette d'une puissance étrangère de plus. L'homme politique favori des personnes interrogées était plutôt « Mohammed Najibullah, dernier président communiste, qui a tenté de réconcilier la nation et l'État islamique et a été assassiné par les talibans en 1996 [après avoir été renversé en 1992 par les chefs de guerre ayant pratiquement détruit Kaboul] : on vend des DVD de ses discours dans la rue. Les choses allaient mieux sous les Soviétiques, disent-ils. Kaboul était sûre, les femmes travaillaient, les Soviétiques construisaient des usines, des routes, des écoles, des hôpitaux, les enfants russes jouaient dans les rues en toute sécurité. Les soldats russes combattaient avec bravoure, sur le champ de bataille, en vrais guerriers, plutôt que de tuer femmes et enfants depuis les airs. Même les talibans n'étaient pas si méchants : ils se comportaient en bons musulmans, ne troublaient pas l'ordre public et respectaient les femmes à leur manière. Ces mythes ne reflètent sans doute pas la réalité historique, mais permettent de saisir l'ampleur du désabusement envers la "coalition" et ses politiques^[78] ».

Ces questions avaient été abordées à l'époque par Rasil Basu, conseillère principale du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

après du gouvernement afghan en matière d'intégration des femmes au développement de 1986 à 1988. Elle soulignait que les femmes avaient fait « des pas de géant » sous l'occupation soviétique :

L'analphabétisme a reculé, passant de 98 % à 75 %, et elles se sont vu accorder les mêmes droits que les hommes dans le Code civil et la Constitution. [...] Les rapports patriarcaux, injustes, continuaient de prévaloir au travail et dans la famille, et les femmes étaient confinées à des emplois subalternes. Cependant, [elles] faisaient des progrès considérables en matière d'éducation et de travail [...]. À Kaboul, j'ai constaté de grandes avancées [à cet égard]. Les femmes étaient bien visibles dans les industries, les fabriques, les bureaux du gouvernement, les professions libérales et les médias. La guerre ayant tué ou handicapé bon nombre d'hommes, les femmes portaient la responsabilité tant de la famille que du pays. J'ai rencontré une femme spécialisée en médecine de guerre, qui avait traité des traumatismes et effectué des chirurgies reconstructives sur des blessés de guerre. Cela avait constitué pour elle un moyen de renforcer son autonomie. Une autre femme était ingénieure des routes. Ces dernières incarnaient à ses yeux la liberté : un moyen de fuir d'oppressives structures patriarcales.

Dès 1988, toutefois, Basu « pouvait déceler les signes avant-coureurs » d'un changement, alors que les troupes soviétiques se retiraient et que les fondamentalistes islamiques soutenus par l'administration Reagan prenaient la relève, écartant les moudjahidines modérés. Les armes et munitions que leur ont fournies l'Arabie saoudite et les États-Unis « ont été essentielles aux groupes fondamentalistes, leur permettant de prendre le dessus sur les modérés » et leur servant, « selon Amnesty internationale, à attaquer des civils non armés dont la plupart étaient des femmes et des enfants ». L'horreur a monté d'un cran une fois le gouvernement Nadjibullah renversé par les protégés de Washington et de Riyad. Les souffrances de la population étaient si atroces que les talibans ont pu faire bonne impression en chassant les combattants de la liberté de Reagan. Voilà un autre chapitre du triomphe de l'ultranationalisme réactionnaire de Reagan, qui fait aujourd'hui l'objet d'un culte de la part de ceux qui se consacrent à salir le terme, respectable, de « conservateur ».

Basu est réputée pour son militantisme en faveur des droits des femmes, marqué notamment par une longue carrière à l'ONU, où elle a jeté les bases du Plan d'action mondial de l'ONU pour les femmes et du programme de la Décennie des Nations unies pour les femmes (1975-1985), adoptés lors des conférences de Mexico en 1975 et de Copenhague en 1980. Ses propos sur la vie à Kaboul sous l'occupation soviétique n'étaient cependant pas bienvenus aux États-Unis. Son rapport de 1988 a été soumis au *Washington Post*, au *New York Times* et au magazine *Ms*, et tous ont refusé de le publier^[79]. Ses recommandations quant aux mesures concrètes que pourraient prendre les pays occidentaux pour protéger les droits des femmes ont aussi été rejetées.

Très pertinent à ce propos est le témoignage de Malalai Joya, jeune Afghane d'exception qui a courageusement dénoncé les tortionnaires de son peuple : les envahisseurs soviétiques, les fondamentalistes islamiques

mobilisés par Reagan et l'ISI, les fanatiques talibans à l'esprit médiéval entraînés dans les écoles coraniques instituées par le dictateur pakistanais Zia ul-Haq et soutenues par les États-Unis et l'Arabie saoudite, et, enfin, les forces américaines et leurs subalternes de l'OTAN, qui ont rétabli la loi des chefs de guerre et se livrent aujourd'hui à des tueries et à des destructions en invoquant la « libération » et les droits des femmes. Les États-Unis se sont empressés de prouver que les propos généreux de Colin Powell et consorts n'étaient en fait qu'une mystification empreinte de cynisme, a observé Joya. « Dès les tout premiers jours, cela sautait aux yeux que les États-Unis compromettaient les droits des femmes afghanes en appuyant certains des pires ennemis des femmes que le pays ait connus », a-t-elle relaté en 2009 dans ses mémoires, non sans y mettre d'horribles détails^[80].

Depuis qu'elle a été expulsée de la « chambre des chefs de guerre » appelée Parlement parce qu'elle avait dénoncé la corruption et les crimes commis, justement, par les chefs de guerre, Joya vit dans la clandestinité, se déplaçant secrètement d'un endroit à l'autre sous la protection de gardes du corps et d'un vaste réseau de sympathisants. Cela ne l'empêche pas de poursuivre sans répit son travail de mise en lumière des atrocités commises par les belligérants de tous côtés et de revendication pour la démocratie et la justice. Dans ses mémoires ponctués de redoutables observations, elle écrit que « la situation en Afghanistan empire de jour en jour », non seulement pour les femmes, mais pour l'ensemble de la population, « coincée entre deux ennemis : les talibans d'un côté et les forces des États-Unis et de l'OTAN, avec leurs amis chefs de guerre, de l'autre ». Les Afghans n'ont pas besoin de mines, de balles et de bombes, mais bien d'« une invasion d'hôpitaux, de cliniques et d'écoles pour les garçons et les filles ». Quel qu'ait été l'espoir initialement suscité par Obama, « son choix de déployer des troupes supplémentaires n'aura pour conséquence que l'augmentation des souffrances et du nombre de morts chez les civils innocents », et l'intensification de la violence et de la corruption chez ses associés les chefs de guerre. La libération ne peut être accordée par des étrangers, même si c'est ce que souhaitent ces derniers : « C'est le peuple lui-même qui doit se battre pour ces valeurs et les faire triompher. Elles ne peuvent s'épanouir et fleurir que si elles ont été plantées par le peuple dans son propre sol et arrosées de son propre sang et de ses propres larmes. » De telles idées ont un riche passé en Occident, mais ont été noyées dans la cupidité et l'arrogance impériales.

Outre le récit de sa vie et de son œuvre, le passage sans doute le plus captivant et le plus stimulant de ses mémoires est le compte rendu du ralliement à ses côtés de ses sympathisants, qui ont bravé la terreur et la violence et parmi lesquels se trouvent de nombreuses femmes qui « protestaient les mains vides », démontrant que « nous ne sommes pas que des victimes et que les femmes peuvent apporter des changements à leurs vies

et à leur pays ».

Joya a aussi des conseils à donner aux pays occidentaux. « La première tâche que la communauté internationale doit accomplir est de rejeter cette guerre menée par les États-Unis. » Puis, elle doit « fournir une aide humanitaire concrète » qui soutienne avant tout les « nombreux et extraordinaires projets à petite échelle menés par des Afghans motivés par la démocratie », projets qui, pour l'instant, bénéficient très rarement des fonds occidentaux. Ensuite, elle doit « mettre un terme à la loi des chefs de guerre » et obtenir « le retrait de toutes les troupes étrangères ». Se basant sur sa riche expérience et sur l'histoire de son pays antérieure aux terribles décennies qui s'achèvent, Joya a confiance que, « si les autres pays cessent de se mêler des affaires afghanes et que nous sommes libérés de leur occupation, une puissante force progressiste et démocratique émergera », permettant à l'Afghanistan de retrouver le chemin du progrès qui lui avait été brutalement bloqué par les invasions et de se joindre aux Latino-Américains et aux autres peuples qui rompent avec la domination impériale et s'engagent sur la route du changement.

Le travail impressionnant de Joya lui a valu de nombreux prix prestigieux, mais aucun d'eux ne vaut l'écoute attentive de sa parole éloquente.

Tout aussi pertinentes, d'un autre point de vue, sont les investigations de Nikolai Lanine, ex-soldat de l'Armée rouge ayant servi en Afghanistan. Celui-ci a effectué de frappantes comparaisons entre les observations des Soviétiques pendant l'occupation et celles de leurs successeurs de l'OTAN de nos jours^[81]. Ce sujet mériterait qu'on s'y attarde.

Quelques semaines avant que l'administration Obama n'entame son mandat, des experts bien au fait de la région l'ont pressé d'abandonner la stratégie fondée sur l'envoi de troupes supplémentaires et les attaques en territoire pakistanais, au profit d'un « grand compromis diplomatique : en arriver à une entente avec les insurgés en tenant compte de l'enchevêtrement des rivalités régionales et des problèmes de sécurité^[82] ». Ils disaient craindre que la voie militaire choisie « et le terrorisme qui en découle » ne mènent à l'effondrement du Pakistan, ce qui aurait de graves conséquences, ce pays possédant l'arme nucléaire. Ils ont exhorté l'administration Obama de « mettre fin à la dynamique de plus en plus destructrice du grand jeu en cours dans la région » par la voie de négociations reconnaissant les intérêts des parties prenantes de l'Afghanistan comme du Pakistan et de l'Iran, mais aussi de l'Inde, de la Chine et de la Russie, qui « ont émis des réserves quant à la présence d'une base de l'OTAN dans leurs sphères d'influence » et se sont montrées tout aussi préoccupées par les menaces « que représentent les États-Unis et l'OTAN » que par celles qu'incarnent Al-Qaïda et les talibans. L'objectif immédiat devrait être de « diminuer le degré de violence dans la région et de mobiliser la communauté internationale autour d'un véritable

accord comportant des objectifs à long terme », permettant ainsi aux Afghans de régler leurs problèmes internes dans un contexte de paix relative. Ils ont ainsi recommandé au futur président d'en finir avec « l'acharnement de Washington à considérer la "victoire" comme une solution à tous les problèmes et avec la réticence des États-Unis à privilégier la diplomatie pour traiter avec leurs concurrents, opposants ou ennemis ».

Il existe donc des solutions de rechange réalistes à l'escalade de la violence, mais rien n'indique qu'elles aient été évoquées lors de la campagne électorale américaine de 2008 et par les commentateurs politiques. L'Afghanistan et le Pakistan n'étaient même pas mentionnés parmi les enjeux de politique étrangère figurant sur le site Web de la campagne d'Obama.

L'Iran, par contraste, occupait une place de choix sur ce même site, même si celle-ci était bien mince en comparaison à l'espace dévolu à l'appui enthousiaste à Israël ; il n'y était nullement question des Palestiniens, si ce n'est qu'une vague référence à une solution impliquant deux États dont on ne précisait pas la nature. En ce qui concerne l'Iran, Obama préconisait une diplomatie ferme et directe, « sans conditions préalables », visant à « faire directement pression sur l'Iran pour qu'il renonce à son comportement dérangeant », c'est-à-dire à la poursuite de son programme nucléaire et à son soutien au terrorisme (on peut présumer qu'il était ici question du Hamas et du Hezbollah, que la doctrine américaine considère comme des groupes terroristes non pour leurs crimes – d'autres ont fait bien pire et on ne les désigne pas sous ce nom –, mais pour leur résistance aux agressions et à la violence soutenues par les États-Unis). Si l'Iran change d'attitude, Washington pourrait décider d'établir avec lui des relations diplomatiques et économiques normales, proposait Obama, mais « s'il persiste, nous intensifierons les sanctions économiques à son encontre et son isolement politique ». Rappelons ce que le futur président avait déclaré au lobby pro-israélien de l'AIPAC : « Je ferai tout en mon pouvoir pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire. Tout. » Si l'on prenait cette insistance sur le mot « tout » au pied de la lettre, on pourrait croire qu'il n'excluait pas le recours à la guerre nucléaire^[83].

De surcroît, le candidat Obama avait dit vouloir renforcer le TNP « afin que les pays qui y contreviennent, comme la Corée du Nord et l'Iran, se voient automatiquement imposer de lourdes sanctions ». Jamais n'avait-il fait mention des conclusions des agences de renseignement américaines, selon lesquelles l'Iran ne disposait plus de programme d'armement depuis cinq ans, contrairement aux alliés des États-Unis que sont Israël, le Pakistan et l'Inde, trois pays qui poursuivent d'ambitieux programmes de développement d'armes nucléaires (avec l'appui direct de Washington), qu'il n'avait pas évoqués non plus. J'ai traité dans le **chapitre 8** du mépris dont ces pays font actuellement preuve à l'égard du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Agence

internationale de l'énergie atomique (AIEA), avec le ferme soutien d'Obama.

Sur une autre page du site internet de la campagne, il était encore question de l'Iran, cette fois dans le contexte de l'appui indéfectible d'Obama au « droit à l'autodéfense » d'Israël et à son « droit de protéger ses citoyens ». Le candidat illustre cette profession de foi par un rappel de son coparrainage d'« une résolution du Sénat condamnant l'Iran et la Syrie pour leur rôle dans la guerre, dans laquelle nous insistions sur la nécessité de ne pas contraindre Israël à un cessez-le-feu n'abordant pas la menace de tirs de missiles par le Hezbollah ». Ce passage faisait référence à l'invasion du Liban par Israël avec le soutien des États-Unis, en 2006, que l'État hébreu avait justifié à l'aide de prétextes fort peu crédibles aux yeux de quiconque est au fait de ses pratiques habituelles que sont le kidnapping, le détournement de véhicules et la détention dans des prisons secrètes, comme nous l'avons vu^[84].

L'invasion qu'Obama soutenait avec tant d'enthousiasme, la cinquième à être commise par Israël, a fait plus de 1 000 victimes au Liban. Elle a une fois de plus détruit une bonne partie du Liban-Sud ainsi que des secteurs de Beyrouth.

Il s'agissait là de la seule mention du Liban dans les pages du site de campagne d'Obama consacrées à la politique extérieure. Il va sans dire que le Liban ne dispose pas du droit à l'autodéfense. En fait, qui pourrait se targuer de jouir d'un tel droit contre les États-Unis ou leurs vassaux ?

Généralement ignorée de ceux qui définissent les politiques, l'opinion publique américaine était à ce moment assez proche de celle d'analystes rigoureux et de l'opinion mondiale. J'ai déjà mentionné qu'une vaste majorité d'Américains s'étaient dits opposés aux menaces proférées à l'encontre de l'Iran, rejetant ainsi la position défendue par Bush et Obama, selon laquelle les États-Unis doivent se comporter en hors-la-loi en enfreignant la Charte des Nations unies, qui interdit de recourir à la menace de la force. L'opinion publique américaine était aussi au diapason de la majorité des États du monde, qui reconnaissent à l'Iran le droit, comme signataire du TNP, d'enrichir l'uranium en vue de produire de l'énergie nucléaire (cette position était aussi celle de Cheney, de Rumsfeld, de Wolfowitz, de Kissinger et de plusieurs autres à l'époque où l'Iran était sous la botte d'un tyran imposé par Washington et Londres). Chose plus importante, la population était favorable à la constitution d'une zone libre d'armes nucléaires (ZLAN) au Moyen-Orient, qui pourrait atténuer et peut-être éliminer cette terrible menace ; comme nous l'avons vu dans les chapitres 2 et 7, les États-Unis et le Royaume-Uni accordent une grande importance à ce projet^[85].

De telles observations peuvent inspirer une expérience de pensée : imaginons ce que serait le contenu de la « marque Obama » si les citoyens abandonnaient leur « fonction » de « spectateurs de l'action » pour devenir des « participants » ? L'expérience vaut la peine d'être entreprise, et pas seulement

dans ce cas. Tout porte à croire que ses résultats pourraient indiquer le chemin vers un monde meilleur, plus humain.

Le discours d'Obama sur Israël et la Palestine

BARACK OBAMA est reconnu pour sa vive intelligence. Professeur de droit, il choisit soigneusement ses mots. Il mérite donc d'être pris au sérieux, tant pour ce qu'il dit que pour ce qu'il omet de mentionner. Très révélateur à cet égard a été son premier discours sur la politique extérieure en tant que président, prononcé le 22 janvier 2009 au département d'État alors qu'il nommait George Mitchell envoyé spécial pour la paix au Moyen-Orient^[1].

Mitchell devra porter son attention sur le conflit israélo-palestinien, dans la foulée de la récente invasion de Gaza par Israël et son allié américain. Pendant qu'avait lieu cet assaut meurtrier, Obama et ses collaborateurs avaient gardé le silence, si l'on fait exception de l'expression de leurs condoléances à l'égard des enfants israéliens frappés par des tirs de roquettes (résultant du refus d'Israël d'accepter un cessez-le-feu, ont-ils omis de signaler). Quant aux centaines d'enfants palestiniens massacrés par des armes américaines, il n'avait malheureusement pas pu en parler : il n'y a qu'un président à la fois.

Le 22 janvier, c'était désormais Barack Obama qui était président. Toutefois, il ne pouvait toujours pas commenter la situation, car l'attaque contre Gaza avait pris fin, sans doute par pure coïncidence, juste avant son investiture. Il faut se tourner vers l'avenir ...

Dans son discours au département d'État, Obama a mis l'accent sur son adhésion à l'idée d'un règlement pacifique. Sur les modalités d'une telle solution, il est resté vague, sauf à propos d'une proposition particulière :

L'Initiative de paix arabe, a-t-il déclaré, contient des éléments constructifs qui pourraient faire progresser ces efforts. Il est temps pour les États arabes de donner suite aux promesses de l'Initiative en soutenant le gouvernement palestinien dirigé par le président Mahmoud Abbas et le premier ministre Salam Fayyad, en prenant des mesures en vue de normaliser leurs relations avec Israël et en tenant tête aux extrémistes, qui nous

Obama n'a pas dénaturé la proposition de la Ligue arabe, mais sa présentation formulée avec minutie mérite qu'on s'y attarde.

L'Initiative de paix arabe appelle en fait à la normalisation des relations avec Israël *dans le cadre* – je le répète : *dans le cadre* – d'une solution à deux États, conformément au consensus international de longue date dont les États-Unis et Israël empêchent la mise en œuvre depuis plus de 35 ans. Obama et ses conseillers sur le Moyen-Orient savent très bien que la proposition de la Ligue arabe s'articule en ces termes, largement reconnus comme seule base possible au règlement pacifique qu'Obama dit favoriser. Il est fort peu probable que l'omission de cet élément essentiel ait été accidentelle. Elle indique clairement qu'Obama n'entend pas rompre avec la politique américaine du refus. Demander aux pays arabes de mettre à exécution un corollaire de leur proposition tout en ignorant son point central, condition préalable à ce corollaire, témoigne d'un cynisme débridé.

Les éléments les plus symptomatiques de ce blocage de tout règlement pacifique sont les actes soutenus par les États-Unis, tous reconnus comme criminels, que commet Israël dans les territoires occupés : prise de possession des bonnes terres et des ressources et mise en place de ce qu'Ariel Sharon, principal architecte de ce plan, désigne comme des bantoustans pour Palestiniens^[2]. On a vivement contesté cette comparaison, la qualifiant d'abusives ; ce rejet n'est effectivement pas dénué de fondement, mais pour des raisons différentes de celles qu'on a avancées. Au contraire des miettes de territoire laissées aux Palestiniens en vertu de la vision de Sharon, les bantoustans devaient rester relativement viables, et ce, pour de bonnes raisons : l'Afrique du Sud était tributaire du travail des Noirs. L'objectif d'Israël, au contraire, est d'expulser les Palestiniens, ou à tout le moins les rendre invisibles. Les États-Unis et Israël s'entêtent même à bloquer tout règlement politique dans le choix des mots : le dernier épisode en date a eu lieu en décembre 2008, quand les deux champions de la politique du refus, avec quelques dépendances du Pacifique, ont voté contre une résolution de l'ONU reconnaissant « le droit à l'autodétermination du peuple palestinien » (adoptée par 173 voix contre 5, dont les États-Unis et Israël, qui ont invoqué de vagues prétextes).

Obama n'avait rien à dire au sujet des colonies de peuplement et du développement d'infrastructures en Cisjordanie, ni des mesures, soigneusement élaborées, régissant l'existence des Palestiniens, destinées à miner toute possibilité de solution pacifique à deux États, comme on l'a ouvertement reconnu voilà déjà quelques décennies^[3]. Ce silence du président a constitué une éloquente réfutation de ses envolées oratoires : « J'appuierai tout engagement ferme visant l'avènement de deux États vivant côte à côte, en paix et en sécurité. »

Obama a gardé le silence sur l'utilisation par Israël d'armes américaines contre Gaza, en violation non seulement du droit international, mais aussi d'une loi des États-Unis. Il a aussi tu la livraison par Washington de nouvelles armes à Israël (en invoquant qu'il s'agissait d'une mise en place en vue d'un usage éventuel par l'armée américaine) au paroxysme de l'assaut contre Gaza, ce que les conseillers d'Obama sur le Moyen-Orient ne pouvaient assurément pas ignorer. Il semble qu'ils n'aient pas daigné réagir à une étude publiée quelques semaines plus tard par Amnesty internationale, dans laquelle l'organisme passait en revue les armes utilisées illégalement lors de l'invasion de Gaza et appelait de ses vœux un embargo sur les livraisons d'armes à Israël, dont l'imposition reviendrait à demander aux États-Unis de respecter leurs obligations découlant du droit international et de leurs propres lois et représenterait un « tournant », comme l'a noté avec justesse Norman Finkelstein^[4].

En revanche, Obama s'est montré ferme à l'égard de la contrebande d'armes en direction de Gaza, exigeant qu'on y mette fin. Cela signifie qu'il cautionnait l'accord conclu quelques jours plus tôt par Condoleeza Rice, alors secrétaire d'État des États-Unis, et Tzipi Livni, alors ministre des Affaires étrangères d'Israël, exigeant la fermeture de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza. Comme l'a noté le *Financial Times*, voilà une impressionnante démonstration d'arrogance impériale : « À Washington, alors qu'elles se félicitaient l'une l'autre, ces deux dignitaires semblaient inconscientes du fait qu'elles venaient de sceller une entente sur une pratique commerciale illégale ayant cours à la frontière d'un pays tiers, dans ce cas l'Égypte. Le lendemain, un haut responsable égyptien a qualifié le mémorandum de "chimérique"^[5]. » Les objections soulevées par l'Égypte ont été ignorées et ont fini par être surmontées, comme nous le verrons plus loin.

En évoquant la proposition « constructive » de la Ligue arabe, Obama a manifesté son appui au parti politique défait lors des élections palestiniennes de janvier 2006, devant les résultats desquelles, rappelons-le, les États-Unis et Israël avaient réagi en punissant sévèrement les Palestiniens pour leur incapacité à comprendre le sens du mot « démocratie ». Détail technique : le mandat d'Abbas avait pris fin le 9 janvier, et la nomination de Fayyad au poste de premier ministre avait été faite sans la sanction du parlement palestinien (dont de nombreux députés avaient été kidnappés et emprisonnés en Israël sans faire l'objet d'accusations fondées, voire sans être accusés de quoi que ce soit). Selon le quotidien *Haaretz*, Fayyad « fait figure d'ovni dans le paysage politique palestinien. D'un côté, il est le politicien palestinien le plus estimé d'Israël et des pays occidentaux, mais de l'autre, il ne dispose pas de la moindre base électorale à Gaza ou en Cisjordanie ». Le même reportage a souligné sa « relation étroite avec la classe dirigeante israélienne », en particulier son amitié avec Dov Weisglass, conseiller extrémiste de Sharon.

Bien qu'il ne bénéficie que de peu d'appuis populaires, Fayyad est considéré comme compétent et honnête^[6].

L'insistance d'Obama à ne tenir compte que d'Abbas et de Fayyad est caractéristique du mépris de la démocratie affiché par les élites occidentales lorsqu'elles n'en maîtrisent pas les effets, mépris que des recherches ont si bien démontré et documenté qu'il faudrait une bonne dose de génie pour l'ignorer^[7].

Obama a répété qu'il ne fallait pas reconnaître le gouvernement élu, dirigé par le Hamas, en invoquant les raisons habituelles. « S'il veut être un véritable porteur de paix, a-t-il déclaré, le Hamas doit accepter les conditions strictes qu'a déterminées le Quartette [États-Unis, Union européenne, Russie, ONU] : reconnaître le droit d'Israël à l'existence, renoncer à la violence et se conformer aux accords antérieurs. » Sans surprise, le président n'a rien dit du fait embarrassant que les États-Unis et Israël eux-mêmes refusent obstinément de remplir ces trois conditions. Faisant cavalier seul, ils bloquent toute solution à deux États, niant ainsi les droits nationaux des Palestiniens. Il va sans dire qu'ils n'ont nullement renoncé à la violence. De plus, ils rejettent la principale proposition du Quartette : la Feuille de route. Israël l'a bien acceptée formellement, mais en l'assortissant de 14 réserves qui l'ont dans les faits vidée de toute substance (avec l'appui tacite de Washington). Comme je l'ai mentionné (voir la [note 23 du chapitre 8](#)), c'est Jimmy Carter qui, dans son ouvrage intitulé *Palestine : la paix, pas l'apartheid*, a eu le mérite de révéler ces faits au grand public. Il semble qu'il soit le seul à en avoir parlé ailleurs que dans des publications à diffusion restreinte. La notoriété de son message n'a cependant pas empêché cette nouvelle d'être vite oubliée.

Suivant le raisonnement d'Obama, ni les États-Unis ni Israël ne peuvent être considérés comme de « véritables porteurs de paix ». Un tel énoncé est cependant impossible à formuler, car il n'entre pas dans le champ de la langue.

Il serait sans doute injuste de reprocher à Obama cette démonstration additionnelle de cynisme, car elle reflète une opinion très largement répandue. On ne peut pas en dire autant de son omission de la composante essentielle de la proposition de la Ligue arabe : il s'agit de sa contribution originale au débat.

La manière dont Obama définit le Hamas est tout aussi répandue : une organisation terroriste vouée à la destruction d'Israël (et peut-être de tous les Juifs). Il passe sous silence le fait que les États-Unis et Israël se vouent à la destruction de tout État palestinien viable et qu'ils font le nécessaire pour y arriver. Pas un mot non plus sur le fait que, contrairement aux deux protagonistes de la politique du refus, le Hamas a appelé à maintes reprises à une solution à deux États, conformément aux dispositions du consensus international^[8]. Israël et les États-Unis reprochent aux propositions du Hamas

de ne pas aller assez loin. Peut-être est-ce le cas, mais elles s'approchent assurément plus du consensus international que l'inébranlable politique israélo-américaine du refus, indirectement réitérée par Obama dans son discours au département d'État.

Le président a fait précéder ses remarques sur le Hamas de cette mise en garde : « Permettez-moi d'être clair : les États-Unis ont à cœur la sécurité d'Israël. Nous appuierons toujours Israël dans son droit de se défendre contre des menaces sérieuses. »

Il n'avait rien à dire sur le droit des Palestiniens de se défendre contre des menaces autrement plus sérieuses, comme les politiques appliquées quotidiennement par Israël dans les territoires occupés, avec le soutien de Washington. Elles sont cependant acceptables selon la norme.

La norme veut aussi qu'on répète inlassablement le principe selon lequel Israël a le droit de se défendre, comme si ce droit était remis en question. Il ne l'est pas. Tout le monde a le droit de se défendre. Toutefois, dans le cas qui nous occupe, l'affirmer revient à véhiculer un cliché tout à fait vide de sens et à commettre une fraude intellectuelle empreinte de cynisme, comme nous l'avons vu dans le **chapitre 6**. En tant que juriste éclairé, Obama ne peut qu'être conscient du fait que la vraie question est de savoir si Israël a le droit de se défendre *par la force*, dont un État ne peut disposer qu'après avoir épuisé les moyens pacifiques jugés suffisants. Défendre héroïquement des droits que personne ne conteste tout en faisant le silence sur le seul enjeu qui compte est une technique de propagande très efficace.

La supercherie était d'autant plus frappante dans le cadre de ce discours, ce dernier ayant été prononcé à l'occasion de la nomination de George Mitchell comme envoyé spécial. Il faut savoir que Mitchell s'est d'abord illustré par son rôle essentiel dans le règlement du conflit en Irlande du Nord. Il a contribué à ce que les négociations débouchent sur un accord qui a contraint tant l'IRA que les autorités britanniques à mettre un terme à la violence. Le droit du Royaume-Uni de se défendre contre le terrorisme n'a jamais été mis en question. L'enjeu était plutôt de savoir s'il avait le droit de le faire par la force alors que des moyens pacifiques étaient à sa disposition, notamment la reconnaissance de la légitimité des doléances de la communauté catholique irlandaise, desquelles procédait le terrorisme de l'IRA. Sitôt que Londres a adopté cette ligne de conduite, le terrorisme a cessé ; inutile d'en préciser les implications sur la mission de Mitchell au Moyen-Orient. Le silence d'Obama sur cette question témoigne une fois de plus l'adhésion de son administration à la traditionnelle politique américaine du refus et son opposition à la paix (à moins que cette dernière ne soit imposée selon ses conditions très strictes).

Obama a aussi louangé la Jordanie pour son « rôle constructif dans la formation des forces de sécurité palestiniennes et ses efforts en vue

d'entretenir de bonnes relations avec Israël », ce qui contraste fortement avec le refus israélo-américain de traiter avec le gouvernement palestinien démocratiquement élu et les brutales représailles infligées aux Palestiniens pour l'avoir élu, le tout au nom de prétextes qui ne résistent à aucune analyse. Il est vrai que la Jordanie a assisté les États-Unis et Israël dans l'armement et la formation des forces de sécurité palestiniennes. Cet encadrement a été si efficace que celles-ci ont su empêcher toute manifestation d'appui aux misérables victimes de l'assaut israélo-américain contre Gaza, et ont arrêté des partisans du Hamas ainsi que le réputé journaliste Khaled Amayreh. Au même moment, la faction palestinienne soutenue par les États-Unis organisait sa propre manifestation en appui à Abbas et au Fatah. Selon le *Jerusalem Post*, la majorité des participants « étaient des fonctionnaires et des écoliers que l'Autorité palestinienne avait sommés de participer au rassemblement ». Voilà le genre de démocratie que défend Washington^[9].

Obama a émis un autre commentaire significatif : « Dans le cadre d'un cessez-le-feu durable, les postes frontaliers de Gaza devraient être ouverts afin de permettre le flux de l'aide et les échanges commerciaux, le tout assorti d'un régime de contrôle adéquat. » Il n'a pas mentionné que les États-Unis et Israël avaient rejeté à peu près la même proposition à la suite de l'élection de janvier 2006, ni que l'État hébreu n'a jamais respecté le moindre accord du genre conclu depuis.

Obama s'est aussi abstenu de commenter le rejet, annoncé par Israël, de l'accord de cessez-le-feu. Le contexte étant fort peu propice à un cessez-le-feu, comment celui-ci pourrait-il être « durable » ? La presse n'a pas manqué de rapporter et de répéter la raison de ce refus : Israël n'autorisera pas la réouverture des postes frontaliers de Gaza et fera tout pour rendre la vie misérable aux Gazaouis tant que Gilad Shalit ne sera pas libéré. De plus, « le gouvernement a prévu d'utiliser cet enjeu pour négocier » sa libération, ce qui constitue une autre violation grossière des dispositions fondamentales du droit humanitaire international^[10].

La question de la détention de Shalit occupe une place importante dans les pays occidentaux, où l'on s'en sert pour illustrer le caractère criminel du Hamas. Quoi qu'on pense de cet événement, personne ne contestera le fait que la capture d'un soldat appartenant à une armée assaillante est un crime moins grave que le kidnapping de civils. C'est exactement ce à quoi s'est livrée l'armée israélienne la veille de l'arrestation de Shalit, quand des soldats ont fait une incursion à Gaza pour y enlever les frères Muamar et les confier à l'opaque système carcéral israélien. Contrairement à l'affaire Shalit, pourtant de moindre importance, ce crime n'a pratiquement pas été rapporté, puis a vite été oublié, venant grossir la liste des kidnappings et assassinats de civils commis par Israël au Liban et en haute mer, dont de nombreux survivants sont détenus en Israël sans accusation^[11]. C'est tout de même la détention de Shalit

qui bloque toute possibilité de cessez-le-feu, et ce, au nom des principes de l'idéologie impériale.

Israël se livre systématiquement à des rapt de civils et à d'autres crimes, qui passent inaperçus. Rappelons l'exemple, cité dans le **chapitre 6** et rapporté par le très crédible Centre pour les droits de la personne Al Mezan, basé à Gaza : le 6 septembre 2009, l'armée israélienne a fait une énième incursion à Gaza, où elle a « kidnappé cinq enfants palestiniens qui rentraient à la maison après avoir fait paître leurs moutons ». Âgés de 15 à 17 ans, ceux-ci ont été transportés par des soldats bénéficiant de la couverture d'un hélicoptère qui a ouvert le feu aux alentours du village bédouin près duquel l'enlèvement a eu lieu. Le communiqué de presse d'Al Mezan a fourni les noms des jeunes, mais le crime, nettement plus grave que la capture de Shalit, a laissé les médias indifférents^[12].

Obama a poursuivi son discours sur le Moyen-Orient en abordant « la détérioration de la situation en Afghanistan et au Pakistan [...], principal front de notre lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ». Quelques heures plus tard, des avions américains bombardaient un village reculé d'Afghanistan dans le but de tuer un chef taliban. « Des villageois âgés avaient pourtant informé les autorités de la province de l'absence de talibans dans le secteur, qu'ils ont décrit comme un hameau essentiellement peuplé de bergers. Selon Hamididan Abdul Rahmzaï, chef du conseil de la province, ces villageois ont affirmé que des femmes et des enfants faisaient partie des 22 victimes^[13]. »

En novembre 2008, lors de sa première conversation avec Barack Obama après que ce dernier eut été élu, le président afghan Amid Karzaï a plaidé pour que cessent les bombardements contre des civils. Il a réitéré sa demande quelques heures après l'investiture du nouveau président. On lui a accordé autant d'importance qu'à son appel pour l'établissement d'un échéancier de retrait des forces américaines et étrangères^[14]. Les grands de ce monde ont leurs « responsabilités ». Selon le *New York Times*, l'une d'elles est d'« assurer la sécurité » dans le sud de l'Afghanistan, « berceau et grenier de l'insurrection ». Voilà qui n'a rien de bien nouveau. Dans les années 1980, les lecteurs de la *Pravda* étaient habitués à ce genre de propos.

Les notes de service sur la torture

AU MOMENT de leur divulgation par la Maison Blanche en 2009, les notes de service sur la torture ont provoqué indignation et surprise. L'indignation est compréhensible, en particulier devant les passages du rapport du comité des forces armées du Sénat des États-Unis relatant les efforts désespérés de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld pour trouver des liens entre l'Irak et Al-Qaïda, liens qu'ils forgeront finalement de toutes pièces pour justifier leur invasion. Lors de son témoignage, l'ex-psychiatre militaire et major Charles Burney a déclaré : « Nous devions consacrer une bonne partie de notre temps à essayer d'établir des liens entre Al-Qaïda et l'Irak. Plus nous étions frustrés de ne pas y arriver [...], plus la pression était forte pour que nous appliquions des mesures permettant d'obtenir des résultats plus rapides », c'est-à-dire la torture. Les quotidiens de la société McClatchy ont rapporté les propos d'un ancien haut responsable du renseignement bien au fait des techniques d'interrogatoire :

L'administration Bush a constamment fait pression sur les interrogateurs pour qu'ils aient recours à des méthodes musclées, en partie dans le but de découvrir des preuves de collaboration entre Al-Qaïda et le régime du défunt dictateur irakien Saddam Hussein. [...] [Cheney et Rumsfeld] exigeaient des interrogateurs qu'ils trouvent de telles preuves [...]. « La pression sur les agences de renseignement et les interrogateurs était constante : tous les moyens étaient bons pour obtenir de l'information, en particulier des quelques détenus de haut niveau dont nous disposions. Quand l'un de nous revenait les mains vides, les sbires de Cheney et Rumsfeld lui intimaient de redoubler d'ardeur^[1]. »

Ces révélations, des plus significatives, ont à peine été rapportées par les médias.

Bien qu'une telle démonstration du caractère criminel de l'administration Bush soit effectivement choquante, le fait qu'elle ait causé la surprise est pour le moins étonnant. En effet, même sans qu'on ait enquêté sur la question, il était raisonnable de croire que le camp de Guantánamo était une chambre de torture. Pour quoi d'autre aurait-on emmené des prisonniers dans un lieu situé

hors de portée de la loi, lieu, soit dit en passant, que Washington occupe au mépris d'un traité que Cuba a été forcé de signer à la pointe du fusil ? Des raisons de sécurité ont été invoquées, mais il est difficile de les prendre au sérieux. Les mêmes soupçons pesaient dans le cas des transferts de détenus dans les prisons secrètes, et ils ont été confirmés par la suite.

Mon étonnement devant la surprise des observateurs s'explique plus globalement par le fait que la torture est une pratique courante depuis les premières années de la conquête du territoire américain, puis du reste du monde, alors que les visées expansionnistes de l'« empire naissant » – c'est ainsi que George Washington désignait la nouvelle république – embrassaient les Philippines, Haïti et d'autres régions. De plus, la torture est le moindre des nombreux crimes d'agression, de terrorisme, de subversion et d'étranglement économique ayant assombri l'histoire des États-Unis, à l'instar de celle des autres grandes puissances. Par conséquent, les réactions des observateurs, y compris de ceux qui ont critiqué l'administration Bush avec le plus de conviction et d'éloquence, sont renversantes : par exemple, les États-Unis seraient depuis toujours « une nation aux idéaux moraux élevés », et jamais avant Bush ses « dirigeants n'ont-ils à ce point trahi ce qui la définit^[2] ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette opinion, très répandue, traduit une vision plutôt tendancieuse de l'histoire.

C'est depuis la fin des années 1940 que des victimes de partout dans le monde doivent endurer le « protocole de torture » de la Central Intelligence Agency (CIA). Ces méthodes ont engendré des coûts annuels atteignant le milliard de dollars, selon l'historien Alfred McCoy, qui a montré qu'elles ont refait surface sans grands changements à Abou Ghraïb. Jennifer Harbury n'a pas exagéré en intitulant son étude poussée de la torture pratiquée par les États-Unis *Truth, Torture and the American Way*. Ceux qui enquêtent sur l'infamie de la clique Bush en se lamentant du fait que, « en menant leur guerre contre le terrorisme, les États-Unis se sont fourvoyés » induisent la population en erreur^[3].

Il est vrai que Bush, Cheney, Rumsfeld et leurs comparses ont introduit d'importantes innovations. Normalement, la torture est confiée à des sous-traitants agissant sous la supervision de Washington, et non pratiquée directement par des Américains dans des salles aménagées à cette fin par l'État. Selon Alain Nairn, qui a entrepris une enquête des plus courageuse et révélatrice sur la question, l'interdiction de la torture par Obama « ne concerne qu'une faible proportion de celle-ci, pratiquée par des Américains, en ne visant pas la plus grande partie des actes de tortures, pratiqués par des étrangers au nom des États-Unis et sous leur supervision. Obama aurait pu cesser de soutenir les puissances étrangères se livrant à la torture, mais il a choisi de ne pas le faire ». Le président n'a donc pas mis fin à la torture : il « n'y a apporté que des ajustements » en la remettant aux normes, ce qui

témoigne de son indifférence envers les victimes. Depuis la guerre du Vietnam, « les États-Unis pratiquent la torture par allié interposé : ils paient, arment, entraînent et guident des étrangers pour ce faire, en veillant généralement à ce qu'aucun Américain ne s'approche trop ». L'interdiction « ne touche même pas la torture pratiquée par des Américains en d'autres contextes que les "conflits armés". C'est pourtant là qu'elle se pratique le plus, de nombreux régimes répressifs n'étant pas impliqués dans des conflits armés [...] ». Il s'agit donc d'un « retour à la situation antérieure, au régime de torture en vigueur de l'ère Ford à l'ère Clinton, qui, année après année, a infligé plus de souffrances lors des interrogatoires que celui en vigueur dans les années Bush-Cheney^[4] ».

L'implication des États-Unis est parfois moins directe. Dans une recherche publiée en 1980, le spécialiste de l'Amérique latine Lars Schoultz avait observé que l'aide américaine « tend à favoriser de façon disproportionnée les gouvernements latino-américains qui torturent leurs citoyens [...], ceux qui, de manière plus ou moins radicale, violent les droits fondamentaux de la personne ». Il avait tenu compte de l'aide militaire, octroyée indépendamment des besoins, et couvert l'ensemble des années Carter. Edward Herman, qui a effectué une recherche portant sur une plus vaste période, a constaté la même corrélation et en a proposé une explication : sans surprise, l'aide américaine tend à favoriser davantage les pays où prévaut un contexte propice aux affaires, que ceux-ci améliorent en procédant à l'assassinat de syndicalistes, de militants paysans ou de défenseurs des droits de la personne, ce qui met en lumière une autre corrélation entre l'aide et les plus grossières violations des droits de la personne^[5]. Il s'agit encore une fois de questions dont il vaut mieux ne pas être conscient.

Ces deux recherches ont été effectuées avant les années Reagan, époque où la question ne valait même pas la peine d'être étudiée tellement les liens sautaient aux yeux. La tendance s'est maintenue jusqu'à nos jours.

Il n'est guère étonnant que le président ait demandé à ses concitoyens de se tourner vers l'avenir plutôt que de ressasser le passé. Ce principe est commode pour ceux qui brandissent la matraque ; ceux qui en encaissent les coups ont tendance à voir les choses autrement, ce qui ne fait pas l'affaire de tout le monde.

Certains défendent la thèse selon laquelle le « protocole de torture » de la CIA ne contrevient pas à la Convention des Nations unies contre la torture, du moins à l'interprétation que Washington en fait. Alfred McCoy a souligné que le protocole hautement sophistiqué de la CIA, fondé sur « les pires techniques de torture du KGB », s'en tient essentiellement à la torture psychologique, évacuant la grossière torture physique, considérée comme moins efficace pour transformer les gens en abrutis dociles. Selon l'historien, l'administration Reagan a soigneusement révisé la Convention en y intégrant « quatre

“réserves” diplomatiques précises portant essentiellement sur un seul mot du traité de 26 pages : “mentales”. [...] Formulées de manière complexe, [ces] réserves diplomatiques ont redéfini la torture telle que les États-Unis la concevaient en en excluant la privation sensorielle et la souffrance auto-infligée, qui constituaient précisément les techniques que la CIA avait perfectionnées à grands frais ». En 1994, quand Bill Clinton a soumis la Convention sur la torture au Congrès pour ratification, il y a inclus les réserves ajoutées par Reagan. Le président et le Congrès ont donc exclu de l’interprétation américaine de la Convention l’essentiel du protocole de torture de la CIA. Les réserves, a observé McCoy, ont été « reprises mot pour mot dans les lois américaines adoptées pour donner une valeur juridique à la Convention de l’ONU ». Voilà la « bombe politique » qui a « explosé avec tant de force » à l’occasion du scandale d’Abou Ghraib et des débats ayant entouré la honteuse Loi sur les commissions militaires (Military Commissions Act), adoptée en 2006 avec le soutien des deux grands partis et ultérieurement remise en vigueur par Obama. Cela explique pourquoi, à la suite de la première révélation du recours à la torture par Washington, le professeur de droit constitutionnel Sanford Levinson a affirmé qu’on pourrait justifier cette pratique en invoquant la définition favorable aux interrogateurs adoptée par Reagan et Clinton lors de leurs révisions des règles internationales relatives aux droits de la personne^[6].

Bien entendu, Bush est allé plus loin que ses prédécesseurs en autorisant ce qui, à première vue, constitue des violations *prima facie* du droit international ; plusieurs de ses innovations radicales ont d’ailleurs été annulées par les tribunaux. Tandis qu’Obama, à l’instar de Bush, affirme avec éloquence l’adhésion inconditionnelle des États-Unis aux principes du droit international (qu’il connaît bien, ce qui le distingue de son prédécesseur), il semble déterminé à rétablir l’essentiel des mesures draconiennes de l’administration précédente.

Dans l’importante cause *Boumediene c. Bush*, entendue en juin 2008, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelle la prétention de l’administration Bush selon laquelle les prisonniers de Guantánamo n’ont pas droit à l’*habeas corpus*. Le chroniqueur Glenn Greenwald a analysé les répercussions de ce jugement. Souhaitant « conserver le pouvoir d’enlever des gens de partout dans le monde » et de les emprisonner sans recours à la procédure habituelle, l’administration Bush a décidé de les envoyer à Bagram, en Afghanistan, assimilant ainsi « l’arrêt Boumediene, fondé sur nos garanties constitutionnelles les plus élémentaires, à quelque jeu stupide : si les prisonniers kidnappés sont expédiés à Guantánamo, ils ont des droits constitutionnels, mais si on les envoie à Bagram, on peut les faire disparaître à jamais, sans procédure judiciaire ». Obama a fait sienne la position de Bush, comme en a fait foi son « dépôt d’un mémoire à la Cour fédérale, dans lequel,

en deux phrases, il déclarait adhérer aux thèses les plus extrémistes de Bush sur cette question ». Les arguments d'Obama peuvent être résumés ainsi : les prisonniers expédiés à Bagram, d'où qu'ils proviennent dans le monde – dans le cas qui nous occupe, il s'agit de Yéménites et de Tunisiens capturés en Thaïlande et aux Émirats arabes unis –, « peuvent être emprisonnés indéfiniment sans jouir du moindre droit, tant qu'on les garde à Bagram plutôt qu'à Guantánamo ».

En mars 2009, un juge fédéral nommé par Bush « a rejeté la position de Bush et d'Obama en soutenant que la logique de l'arrêt *Boumediene* s'applique tout autant à Bagram qu'à Guantánamo ». L'administration Obama a annoncé qu'elle allait porter cette décision en appel, ce qui positionne l'actuel département de la Justice « nettement à droite d'un juge nommé par Bush fils, radicalement conservateur et favorable à l'exécutif, sur les questions relatives aux prérogatives de l'exécutif et aux détentions sans procès ». Voilà qui rompt radicalement avec les promesses de campagne et les déclarations antérieures d'Obama^[7].

La cause *Rasul c. Rumsfeld* semble avoir connu le même sort. Les quatre requérants accusaient Rumsfeld et d'autres personnes haut placées d'être responsables de la torture qu'ils avaient subie à Guantánamo, où ils avaient été incarcérés à la suite de leur capture par le chef de guerre ouzbek Abdul Rashid Dostom. Ce dernier, voyou notoire, était alors un des chefs de l'Alliance du Nord, faction afghane soutenue par la Russie, l'Iran, l'Inde, la Turquie et les États d'Asie centrale, auxquels se sont joints les États-Unis au moment de leur invasion de l'Afghanistan en octobre 2001. Dostom aurait livré ses prisonniers aux autorités américaines en échange d'une prime. Les requérants affirmaient s'être rendus en Afghanistan dans un but humanitaire. L'administration Bush avait tenté de convaincre la Cour de rendre une fin de non-recevoir. Le département de la Justice d'Obama déposera finalement un mémoire en soutien à la position de Bush selon laquelle les hauts fonctionnaires du gouvernement ne peuvent être tenus responsables de la torture et des autres violations de la procédure judiciaire alléguées dans cette cause, car les tribunaux n'ont pas encore clairement défini les droits dont jouissent les prisonniers^[8].

Après leur avoir apporté des changements essentiellement cosmétiques, Obama a réinstitué les commissions militaires, qui constituent l'une des pires violations de la règle de droit des années Bush. Il ne l'a pas fait sans raison : « Selon des officiels affectés au dossier Guantánamo, les avocats du gouvernement craignent de rencontrer des obstacles de taille si les procès des personnes accusées de terrorisme ont lieu dans les cours fédérales. Les juges pourraient rendre difficiles les poursuites de détenus ayant été traités avec cruauté et l'utilisation de preuves par ouï-dire recueillies par les agences de renseignement^[9]. »

Voilà qui semble être une faille importante du système de justice pénale, du moins selon les standards d'Obama. La droite américaine défend la même position en demandant à ce que les présumés terroristes soient jugés par des tribunaux militaires parce que la loi reconnaît trop de droits aux accusés, thème répété à satiété par certains animateurs de radio. Il est remarquable qu'on ose qualifier de « patriotisme » un tel mépris des valeurs que ce pays prétend défendre depuis ses premiers jours.

Maintes discussions ont lieu pour savoir si la torture s'est avérée efficace pour obtenir des renseignements, une hypothèse voulant apparemment que, si cette technique donne des résultats, elle puisse alors être justifiée. En suivant cette même logique, on pourrait affirmer que, quand les autorités nicaraguayennes ont capturé le pilote américain Eugene Hasenfuss en 1986, après avoir abattu l'avion dans lequel il transportait du matériel destiné aux contras, elles n'auraient pas dû lui faire subir un procès, le juger coupable et l'extrader aux États-Unis, comme elles l'ont fait. Elles auraient plutôt dû appliquer le protocole de torture de la CIA, en tentant de soutirer au pilote des renseignements sur les autres crimes terroristes planifiés et mis en œuvre par Washington, ce qui n'aurait pas été une mince affaire pour un petit pays pauvre subissant les attaques incessantes de la superpuissance mondiale. Le Nicaragua aurait assurément dû faire la même chose s'il avait pu capturer le coordonnateur des opérations terroristes John Negroponte, alors ambassadeur au Honduras, plus tard nommé pape du contre-terrorisme sans susciter le moindre murmure. Cuba aussi aurait dû faire de même s'il avait pu mettre la main sur les frères Kennedy et leurs successeurs dans leurs agissements de terroristes. Inutile de s'attarder sur ce qu'auraient dû faire les victimes de Kissinger, de Reagan et d'autres leaders terroristes, dont les exploits laissent Al-Qaïda loin derrière et qui disposaient assurément de renseignements dont l'obtention aurait pu désamorcer d'autres « bombes à retardement ».

De tels questionnements ne manquent pas, mais ne semblent jamais faire l'objet d'un débat public. Par conséquent, on croit interpréter comme il faut les interrogatoires visant l'obtention de renseignements utiles et d'informations sur de possibles « bombes à retardement », et on approuve l'acharnement contre le terrorisme quand il est le fait d'ennemis.

Bien entendu, cela s'explique : notre terrorisme – car c'est effectivement de cela qu'il s'agit – est bienveillant puisqu'il émane de la « ville sur la montagne ». Michael Kinsley, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The New Republic*, considéré à cette époque comme l'organe de « la gauche », a sans doute fourni la plus éloquente illustration de cette thèse. Americas Watch (alors division de Human Rights Watch) avait contesté la confirmation par le département d'État d'ordres exigeant des forces terroristes de Washington qu'elles attaquent des « cibles vulnérables » – c'est-à-dire des objectifs civils non protégés – en évitant de s'en prendre à l'armée nicaraguayenne, ce

qu'elles auraient pu faire grâce à la maîtrise par la CIA de l'espace aérien du pays et au système de communication sophistiqué dont cette guérilla particulière disposait. Dans un article critiquant modérément cette décision, Kinsley a expliqué que les attaques terroristes commises par les États-Unis contre des cibles civiles sont justifiées si elles remplissent des critères pragmatiques : une « politique raisonnable [doit] être fondée sur une analyse coûts-bénéfices » par laquelle on évalue « la quantité de sang versée et l'ampleur de la misère infligée à l'aune de la probabilité de voir en fin de compte émerger la démocratie^[10] » – la démocratie telle que définie par les élites américaines. À ma connaissance, aucun média n'a commenté ces idées, qui semblent avoir été considérées comme acceptables. Il en découle que les dirigeants américains et leurs hommes de main ne peuvent être tenus coupables d'avoir appliqué de bonne foi des politiques à ce point raisonnables, même si leur jugement peut à l'occasion faire défaut.

Peut-être y verrait-on davantage matière à culpabilité, selon les critères moraux en vigueur, si l'on découvrait que la torture pratiquée par l'administration Bush a coûté la vie à des Américains. C'est du moins la conclusion qu'a formulée le major américain Matthew Alexander (il s'agit d'un pseudonyme), l'un des interrogateurs les plus expérimentés ayant servi en Irak, qui, selon le correspondant Patrick Cockburn, a fourni « l'information ayant permis à l'armée américaine de trouver Abou Moussab Al-Zarqaoui, chef d'Al-Qaïda en Irak ». Alexander ne ressent que mépris à l'égard des techniques d'interrogatoire cruelles : selon lui, non seulement « le recours à la torture par les États-Unis », n'a-t-il pas permis d'obtenir des renseignements utiles, mais il « s'est avéré si contre-productif qu'il pourrait avoir entraîné la mort d'autant de soldats américains qu'il y a eu civils tués lors des événements du 11-septembre ». Les centaines d'interrogatoires qu'il a menés lui ont permis de comprendre que des combattants étrangers venaient en Irak en réaction aux sévices infligés aux détenus de Guantánamo et d'Abou Ghraib, et que leurs alliés locaux commettaient des attentats-suicides et d'autres actes terroristes pour les mêmes raisons^[11].

Il existe aussi des preuves de plus en plus abondantes démontrant que la torture pratiquée sous les ordres de Cheney et de Rumsfeld a suscité des vocations terroristes de manière encore plus directe. Parmi les cas étudiés de manière approfondie se trouve celui du Koweïtien Abdallah al-Ajmi, emprisonné à Guantánamo parce qu'on l'accusait d'avoir « pris part à deux ou trois combats contre l'Alliance du Nord ». Il avait gagné l'Afghanistan après avoir tenté en vain d'aller en Tchétchénie pour y lutter contre l'invasion russe. Au bout de quatre ans de mauvais traitements à Guantánamo, on l'a renvoyé au Koweït. Il s'est ensuite rendu en Irak où, en mars 2008, il a foncé sur une installation militaire irakienne au volant d'un camion chargé d'explosifs, trouvant la mort et tuant 13 soldats. Selon le *Washington Post*, il s'agit de

« l'acte de violence le plus haineux ayant été commis par un ex-prisonnier de Guantánamo », et, selon son avocat américain, d'une conséquence directe de sa détention abusive^[12].

Pour toute personne raisonnable il semble que cela va de soi ; il faut garder cela en tête quand on lit des articles traitant d'ex-détenus devenus terroristes.

Un autre prétexte souvent invoqué pour justifier la torture est le contexte : la « guerre contre le terrorisme » déclarée par Bush dans la foulée des événements du 11 septembre 2001, atrocités assimilables à un « crime contre l'humanité » commis avec « méchanceté et effroyable cruauté », avait alors écrit Robert Fisk^[13]. Le 11-septembre a fait du droit international une réalité « dépassée ». C'est du moins ce qu'a expliqué à Bush son conseiller juridique Alberto Gonzales, qui deviendra plus tard procureur général. Cette idée a été largement reprise, sous l'une ou l'autre forme, dans les éditoriaux et les analyses.

L'attaque perpétrée le 11 septembre 2001 n'a incontestablement pas d'équivalent dans l'histoire, et ce, à bien des égards. D'abord par le lieu vers lequel les armes ont été dirigées : d'habitude, elles sont orientées dans l'autre sens. Aussi par son envergure en tant qu'acte terroriste commis par un acteur non étatique. Néanmoins, si horribles qu'aient été ces événements, les choses auraient pu être pires, comme lors de cet autre 11-septembre dont j'ai traité dans le [chapitre 1](#). Dans ce cas, cependant, il ne fait aucun doute que les responsables se trouvaient à Washington ; l'analogie, quoique pertinente, n'entre pas dans les consciences, tandis que les faits sont réduits au statut d'« apparence de la réalité » que les naïfs appellent histoire.

Rappelons également que Bush n'a pas déclaré la « guerre au terrorisme » : il l'a redéclarée. Vingt ans auparavant, l'administration Reagan avait entamé son premier mandat en annonçant que la pièce maîtresse de sa politique extérieure serait une guerre contre le terrorisme, qualifié de « fléau des temps modernes » et de « retour de la barbarie à notre époque », pour ne citer que quelques exemples du discours enfiévré de l'époque. Cette guerre contre le terrorisme a aussi été effacée de la conscience historique, car ses conséquences sont difficiles à intégrer au dogme : des centaines de milliers de personnes massacrées dans une Amérique centrale dévastée, et bien d'autres ailleurs dans le monde, dont 1,5 million de victimes estimées lors des guerres terroristes commanditées dans les pays limitrophes par l'allié favori de Reagan, l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid, contrainte de se défendre contre le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, l'un « des plus tristement célèbres groupes terroristes » du monde, avait décrété Washington en 1988. En toute justice, mentionnons que, 20 ans plus tard, le Congrès a voté une résolution retirant l'ANC de la liste des organisations terroristes, si bien que Mandela peut enfin se rendre aux États-Unis sans

devoir obtenir au préalable l'autorisation du gouvernement^[14].

On justifie souvent les agissements des États-Unis au nom de la doctrine de l'«exceptionnalisme américain». Il n'y a pourtant là rien d'exceptionnel. De telles politiques ont assurément été le fait de toutes les puissances impériales. La France a proclamé sa «mission civilisatrice» alors que son ministre de la Guerre appelait à «l'extermination de la population indigène» d'Algérie. La grandeur du Royaume-Uni constituait une «première pour le monde», avait déclaré John Stuart Mill, en pressant cette puissance angélique d'achever sa libération de l'Inde sans plus attendre. Il avait rédigé son article sur l'ingérence humanitaire, qui deviendra un classique, peu de temps après qu'eurent été rendues publiques les horribles atrocités commises par les Britanniques lors de la répression de la rébellion indienne de 1857. Le Royaume-Uni procédera à la conquête du reste de l'Inde en bonne partie dans le but de s'arroger le monopole de l'opium, dans le cadre de sa vaste entreprise de narcotrafic, de loin la plus colossale de l'histoire, imaginée avant tout afin de contraindre la Chine à accepter les produits britanniques.

De même, il n'y a aucune raison de douter de la sincérité des militaristes japonais, qui apportaient à la Chine le «paradis sur Terre» en exerçant leur tutelle bienveillante, et qui protégeaient les innocents des «bandits chinois» tout en se livrant au massacre de Nankin et à d'autres crimes atroces. L'histoire regorge d'épisodes glorieux du même genre.

Tant que de telles thèses «exceptionnalistes» persisteront, les révélations émanant de l'«apparence de la réalité» produiront à l'occasion des effets contraires à ceux attendus, oblitérant ainsi de terribles crimes. Le massacre de My Lai en est un bon exemple : il ne constitue qu'un simple détail en regard des atrocités nettement plus graves qui ont été commises dans le cadre des programmes de pacification ayant suivi l'offensive du Têt. On ne peut réfuter le fait que le scandale du Watergate a été une affaire criminelle, mais l'indignation qu'il a suscitée a laissé dans l'ombre des crimes d'État nettement plus graves, commis aux États-Unis et ailleurs, comme l'assassinat commandé du militant noir Fred Hampton, arrangé par le Federal Bureau of Investigation (FBI) dans le cadre de la tristement célèbre campagne de répression COINTELPRO, ou encore le bombardement du Cambodge, pour ne mentionner que deux exemples extrêmes^[15].

La torture est une pratique abominable, mais l'invasion de l'Irak est un crime bien pire. En mettant l'accent sur certaines atrocités, il arrive souvent qu'on en masque d'autres, ce qui est regrettable.

L'amnésie historique est un phénomène inquiétant, non seulement parce qu'elle porte atteinte à l'intégrité morale et intellectuelle, mais aussi parce qu'elle prépare le terrain pour les crimes à venir.

1989 et après ...

LE MOIS DE NOVEMBRE 2009 a été marqué par la commémoration, célébrée dans l'allégresse, de ce que l'historien britannique Timothy Garton Ash a qualifié d'« année la plus marquante de l'histoire mondiale depuis 1945 ». En cette mémorable année 1989, « tout a changé », grâce, surtout, aux réformes entreprises en URSS par Mikhaïl Gorbatchev et à son « impressionnant renoncement à l'usage de la force [...], illustrant de manière éclatante l'impact que peut avoir une personne sur l'histoire ». Ces changements ont mené aux élections en partie démocratiques de mars 1989 en Russie, et culminé avec la chute du mur de Berlin le 9 novembre, ouvrant la voie à la libération de l'Europe de l'Est de la tyrannie soviétique. L'avocat anglais Matthew Ryder a bien rendu le climat de ce 20^{ème} anniversaire en s'exprimant au nom de la génération X, aujourd'hui aux commandes des affaires mondiales avec Barack Obama à sa tête, génération dont la vision de l'histoire a été « façonnée par un monde qu'on a su changer sans prendre les armes », lors d'événements qui lui ont permis de croire au pouvoir de la non-violence et de la justice^[1].

Cette date mérite les louanges qu'on lui chante : les événements qui s'y sont produits sont bel et bien mémorables. Le compte rendu des faits ne peut que forcer l'admiration, du moins si l'on s'en tient rigoureusement à ce fondement de la culture impériale selon lequel on doit porter toute son attention sur les crimes de ses ennemis et se féliciter de la noble et courageuse condamnation qu'on en fait. Dans cette perspective, il est toutefois essentiel de ne pas se regarder dans le miroir. Ces principes s'appliquent de la manière habituelle aux événements de novembre 1989 et aux souvenirs qu'il en reste 20 ans plus tard. Explorer d'autres interprétations pourrait toutefois s'avérer enrichissant.

La chancelière allemande Angela Merkel a bien involontairement donné l'une d'elles en appelant l'humanité à « user de ce bien inestimable qu'est la

liberté» pour «abattre les murs de notre époque^[2]». Voilà un conseil judicieux qu'il serait facile de suivre. Il faudrait commencer par démanteler l'immense barrière, en comparaison de laquelle le mur de Berlin a l'air d'une clôture de jardin, qui serpente à travers le territoire palestinien au mépris du droit international. Comme dans le cas de pratiquement tous les gestes posés par l'État, on justifie ce qu'il conviendrait plutôt de nommer «mur d'annexion» en invoquant la sécurité. Une fois de plus, ce prétexte ne tient pas debout. S'il s'agissait vraiment d'une question de sécurité, le mur se trouverait le long de la frontière et pourrait devenir impénétrable. Cette illégale monstruosité, bâtie avec l'appui décisif des États-Unis et la complicité de l'Europe, vise en fait à ce qu'Israël puisse s'approprier les bonnes terres et les principales ressources aquifères de Cisjordanie, et s'inscrit dans le cadre d'un projet d'annexion beaucoup plus vaste, considéré dès le départ comme une violation flagrante du droit international, interprétation plus tard confirmée par la Cour internationale de justice.

À peine les célébrations du 20^{ème} anniversaire de la chute du mur de Berlin étaient-elles terminées qu'on annonçait que la dictature égyptienne, deuxième bénéficiaire en importance de l'aide américaine, entreprenait l'érection d'un gigantesque mur d'acier de 10 à 12 kilomètres le long de sa frontière avec la bande de Gaza, dont la base sera enfouie à 18 mètres de profondeur. Conçu par des ingénieurs de l'armée des États-Unis en vue d'être «impénétrable^[3]», il complétera le bouclage terrestre et maritime de Gaza en coupant la dernière voie de communication permettant à ses habitants d'échapper à l'étranglement israélien.

Ceux qui veulent suivre les bons conseils d'Angela Merkel ne devraient pas limiter leurs efforts aux deux principaux bénéficiaires de l'aide américaine : ils peuvent se rendre aux États-Unis mêmes, où une interminable barrière érigée le long de la frontière avec le Mexique bloque le passage aux dépossédés du Sud, parmi lesquels se trouvent de nombreuses victimes du terrorisme américain en Amérique centrale et de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Une autre interprétation de la commémoration de 2009 ressort des travaux de l'éminent intellectuel et chantre de la «promotion de la démocratie», le néoreaganien Thomas Carothers, que j'ai présenté dans le **chapitre 2**. Il y conclut avec regret que toutes les administrations américaines se sont montrées «schizophrènes» en n'encourageant la démocratie que si cette dernière servait les intérêts stratégiques et économiques de Washington. Ainsi l'ont-elles promue dans les satellites de l'Union soviétique, mais pas dans les États vassaux des États-Unis^[4].

Cette interprétation a été confirmée une fois de plus par les événements ayant culminé en novembre 1989, puis lors du 20^{ème} anniversaire. En novembre 2009, on a commémoré à juste titre la chute du mur de Berlin, mais

pratiquement personne n'a rappelé ce qui s'était produit au Salvador une semaine après, soit le 16 novembre 1989 : le sauvage assassinat de six éminents intellectuels jésuites latino-américains, de leur gouvernante Julia Elba et de sa fille Celina Mariset Ramos par le bataillon d'élite Atlacatl, armé et formé par Washington. Ces soldats rentraient tout juste d'un stage de recyclage à la John F. Kennedy Special Warfare Center and School de Fort Bragg, en Caroline du Nord. Quelques jours avant de commettre ces meurtres, ils avaient reçu un entraînement supplémentaire prodigué par les forces spéciales de l'armée américaine dépêchées au Salvador. Proclamé « élite du Salvador », crème de l'armée terroriste de Washington au pays, le bataillon avait déjà du sang sur les mains : celui des victimes habituelles des macabres années 1980, amorcées par l'exécution de M Oscar Romero, archevêque de San Salvador et « voix des sans-voix ». Toute l'Amérique centrale a connu à peu près le même sort : cadavres se comptant par centaines de milliers, misère généralisée, torture, assassinats, dévastation... le tout piloté par l'administration Reagan sous prétexte de guerre contre le terrorisme^[5].

À l'époque, on avait cru probable que le meurtre des jésuites ait été planifié par le haut commandement de l'armée salvadorienne. L'hypothèse a été confirmée en novembre 2009 quand la presse espagnole a publié une copie du document par lequel avaient été ordonnés les assassinats des prêtres et de tout témoin, signé par le chef d'état-major et ses collègues officiers de haut rang, dont les liens avec le Pentagone et l'ambassade américaine étaient si étroits qu'il est difficile de croire que Washington n'ait pas été au courant^[6]. La presse américaine, semble-t-il, n'a pas rapporté ces révélations accablantes.

Dès lors, on comprend aisément pourquoi la conscience politique de la génération X traduit un tel attachement à la non-violence et au pouvoir de l'idéalisme. Il ne faut pas lui en tenir rigueur, car la culture impérialiste a fait en sorte que son attention soit méthodiquement concentrée sur les crimes commis par *autrui*, les nôtres étant dissimulés ou obliérés.

Dans les années 1980, le contraste entre la libération des États satellites de l'URSS et la répression sanglante de tout espoir dans les pays dominés par les États-Unis est saisissant et révélateur. Il l'est encore plus si l'on élargit la perspective. L'assassinat des intellectuels jésuites a porté un dur coup à la théologie de la libération, ce remarquable renouveau du christianisme dont les racines plongent dans les initiatives du pape Jean XXIII et le concile Vatican II que ce dernier avait convoqué en 1962, événement qui a « marqué le début d'une nouvelle ère de l'histoire de l'Église catholique » et constitué « un tournant décisif », selon les mots de l'éminent théologien Hans Küng. Inspirés par Vatican II, les évêques latino-américains ont adopté l'« option préférentielle pour les pauvres ». Ils renouaient ainsi avec le pacifisme radical des Évangiles, en veilleuse depuis que l'empereur Constantin avait fait du

christianisme la religion officielle de l'Empire romain, ce qui l'avait fait passer d'«Église persécutée» à «Église persécutrice», explique Küng. Cherchant ainsi à redonner vie au christianisme d'avant la période romaine, des prêtres, des religieuses et des laïcs ont porté le message des Évangiles aux pauvres et aux persécutés, qu'ils ont rassemblés en «communautés de base» en les encourageant à prendre leur sort en main et à surmonter collectivement la misère dans laquelle Washington les contraignait implacablement à survivre^[7].

Inspirée des Évangiles, l'«option préférentielle pour les pauvres» était considérée comme une hérésie grave et intolérable par les maîtres, dont la réaction ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. En 1964, le gouvernement social-démocrate modéré du Brésil a été renversé par un coup d'État dont les bases avaient été jetées par l'administration Kennedy et qui s'est soldé par l'instauration d'un État policier de type néonazi, voué à la torture et à la répression. Par la suite, les dominos se sont mis à tomber : une effroyable vague de répression, déclenchée par des tyrannies assassines du même acabit, a déferlé sur tout le continent. En a fait partie le premier 11-septembre, celui du Chili – qui, en toute impartialité, a été nettement plus grave que celui de 2001 –, et la mise en place d'un régime assassin et tortionnaire en Argentine, sans doute le pire du genre et grand favori de Reagan. La vague a fini par frapper l'Amérique centrale de toutes ses forces dans les années 1980. Terreur et massacres y ont pris pour cibles favorites les adeptes de la théologie de la libération, parmi lesquels se trouvaient les martyrs de l'Église dont l'assassinat a été commémoré dans l'indifférence générale ; Julia Elba et Celina Mariset Ramos, quant à elles, sont aujourd'hui presque oubliées. Selon le père Jon Sobrino, seul survivant de ce massacre, elles symbolisent la souffrance des masses populaires au Salvador et dans le monde^[8]. Du moins cherche-t-il à le rappeler, rares étant ceux qui daignent l'écouter.

De vifs débats ont eu lieu pour déterminer à qui attribuer le crédit de la chute du mur de Berlin. La question a d'ailleurs été abordée lors d'une réunion des trois dirigeants ayant été les plus proches des événements. Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a conclu la rencontre en déclarant : « Je sais maintenant à quel point le ciel nous a aidés. » George Bush père a rendu un vibrant hommage au peuple est-allemand, « trop longtemps privé des droits que Dieu lui reconnaît ». Quant à Mikhaïl Gorbatchev, il a laissé entendre que les États-Unis auraient besoin de leur propre perestroïka^[9].

En revanche, la responsabilité de la mise en échec des tentatives de faire renaître l'Église des Évangiles ne laisse planer aucun doute. L'École des Amériques (qui a changé de nom depuis), réputée pour la formation qu'elle donnait aux assassins latino-américains, annonce avec fierté que l'un de ses « sujets de discussion » porte sur « la contribution de l'armée des États-Unis à la défaite » de la théologie de la libération^[10] – non sans l'aide du Vatican, qui

a recouru aux moyens moins brutaux que sont l'interdiction d'enseignement et l'excommunication, en particulier sous la houlette de son homme de main, le cardinal Joseph Ratzinger, qui deviendra plus tard le pape Benoît XVI.

La campagne acharnée visant à éradiquer l'hérésie déclenchée par Vatican II est illustrée de manière inimitable par Dostoïevski dans sa parabole du grand inquisiteur. « L'action se passe en Espagne, à Séville, à l'époque la plus terrible de l'Inquisition. » Jésus Christ y apparaît, « doucement, sans se faire remarquer, et – chose étrange – tous le reconnaissent. [...] Attiré par une force irrésistible, le peuple se presse sur son passage et s'attache à ses pas ». Le grand inquisiteur, flairant un grave danger, « le désigne du doigt et ordonne aux gardes de le saisir » et de l'emmener en prison, où le vieil homme l'accusera d'être venu « nous déranger » dans notre grande œuvre de destruction des idées subversives de liberté et de communauté. « Nous avons pris le glaive de César et, ce faisant, nous t'avons abandonné pour *le* suivre », sermonne-t-il Jésus. Nous voulons devenir les maîtres du monde afin de « persuader » les « malheureux » et les « faibles [...] qu'ils ne seront vraiment libres qu'en abdiquant leur liberté en notre faveur ». La « timidité les envahira », ils deviendront craintifs et heureux. « Demain, je te brûlerai » et mettrai un terme à ton comportement maléfique. À la fin, toutefois, le vieil homme se ravise et « le laisse aller dans les ténèbres de la ville. Le Prisonnier s'en va^[11] ».

Les élèves de Fort Bragg n'ont pas appris à se montrer aussi cléments.

En 1977, le respecté jésuite salvadorien Rutilio Grande exprimait ses craintes : « Très bientôt, il ne sera plus permis de lire la Bible et les Évangiles dans notre pays. On ne nous en laissera que les couvertures, rien de plus, car toutes leurs pages sont subversives. [...] Je crains, mes frères, que si Jésus de Nazareth revenait [...], ils l'arrêteraient. Ils le traduiraient devant les tribunaux en l'accusant d'être anticonstitutionnel et subversif. » Il ne pouvait voir plus juste. Quelques semaines plus tard, il sera assassiné, dans le même genre de circonstances que les autres^[12].

Les deux événements que sont l'effondrement de la tyrannie soviétique et l'annihilation de la théologie de la libération ont connu un rapprochement symbolique lors de la visite à Washington du héros de 1989, Vaclav Havel, peu de temps après l'assassinat de ses homologues salvadoriens. À l'occasion d'un discours prononcé devant sénateurs et représentants réunis, il a déclenché un tonnerre d'applaudissements lorsqu'il a fait l'éloge des États-Unis, « défenseurs de la liberté ». Les intellectuels étaient ravis. Le *Washington Post* a qualifié Havel de « voix de la conscience » qui traite « avec conviction des responsabilités réciproques des grandes puissances et des petits États ». D'autres observateurs se sont demandé pourquoi les intellectuels américains n'atteignent pas des sommets aussi élevés. Ils se sont montrés très émus de son explication des raisons de la passivité des forces de sécurité

tchécoslovaques devant celles de « l'amour, de la tolérance, de la non-violence, du courage et du pardon^[13] ». Si seulement les jésuites salvadoriens avaient pu atteindre de tels sommets lorsque les fusils du bataillon Atlacatl de Washington étaient pointés sur eux ...

On peut imaginer quelles réactions auraient suscitées les circonstances inverses ; une telle expérience de pensée permettrait aux Américains d'en apprendre beaucoup sur eux-mêmes.

Du côté des plus dissidents, Anthony Lewis a salué Havel pour avoir montré que « nous vivons une époque romantique ». Lewis avait cependant à l'esprit un autre succès merveilleux de ce « monde qu'on a su changer sans prendre les armes » en cette nouvelle ère de non-violence et d'idéalisme ayant façonné la conscience de la génération X : la victoire de la candidate favorite de Washington aux élections nicaraguayennes, « moment de paix et de démocratie », a-t-il écrit, qui constitue « une démonstration renouvelée de la force de l'idéal de Jefferson : “des gouvernements dont le juste pouvoir émane du consentement des gouvernés”, comme l'a rappelé Vaclav Havel dernièrement. [...] S'exprimer ainsi peut sembler romantique, mais ne vit-on pas, justement, une époque romantique^[14] ? »

Lewis n'est pas le seul à s'être réjoui de la victoire de la « paix » et de la « démocratie » au Nicaragua. En manchette, le *New York Times* a claironné que les Américains étaient « unis dans la joie » – à la nord-coréenne – devant cette « victoire de la bonne foi des États-Unis ». Les modalités d'application de cette « bonne foi » n'ont pas été dissimulées. Le magazine *Time* a vanté les méthodes utilisées pour provoquer la plus récente manifestation de cette « suite heureuse de surprises démocratiques » qu'a été ce « jaillissement de la démocratie » au Nicaragua. On a procédé en « torpillant l'économie et en menant une longue et sanglante guerre par procuration jusqu'à ce que la population, exténuée, chasse elle-même le gouvernement honni ». Une telle stratégie n'a exigé des États-Unis qu'un coût « minime » et a légué à la victime « des ponts détruits, des centrales électriques sabotées et des terres agricoles ruinées », offrant ainsi à leur favorite « un thème gagnant » : la fin de « l'appauvrissement du peuple du Nicaragua », et, élément non mentionné, la fin de la guerre terroriste qui avait détruit le pays et allait se poursuivre, avait averti Bush père, si les Nicaraguayens ne donnaient pas aux Américains des raisons de s'« unir dans la joie ». La seule question divisant conservateurs et libéraux, concluait le *Time* avec raison, était de savoir « qui devrait s'attribuer » ce triomphe de la démocratie qu'ont constitué ces élections libres, justes et dénuées de contraintes^[15].

À l'extérieur des cercles intellectuels du Nord, on n'a pas tardé à comparer les cas des satellites de l'URSS et des vassaux des États-Unis. Dans un article on ne peut plus poignant, la revue *Proceso*, de l'université jésuite José Simeón Cañas de San Salvador, a fait ces remarques judicieuses :

Si Lech Walesa avait fait son travail syndical au Salvador, il aurait depuis longtemps grossi les rangs des disparus (aux mains d'«hommes lourdement armés et habillés en civil»), ou aurait été déchiqueté dans une attaque à la dynamite contre le siège de son syndicat. Si Alexandre Dubcek avait été un politicien salvadorien, il aurait été assassiné comme l'a été Héctor Oquelf [leader social-démocrate abattu au Guatemala, apparemment par un escadron de la mort salvadorien]. Si Andreï Sakharov avait milité ici pour les droits de la personne, il aurait connu le même sort qu'Herbert Anaya [un des nombreux dirigeants de la Commission indépendante des droits de la personne du Salvador (CDHES) qui ont été assassinés]. Si Ota Šik ou Vaclav Havel avaient mené leur travail de réflexion au Salvador, ils auraient fini leurs jours, par un matin sinistre, dans la cour intérieure de l'université, la tête fracassée par les balles d'un bataillon d'élite^[16].

En dépit du triomphe américain de novembre 1989, le désir de liberté et de justice s'est avéré difficile à réprimer. Un an après la victoire de Washington sur l'Église des Évangiles au Salvador, le démon de la théologie de la libération a ressurgi en Haïti avec l'élection d'un prêtre s'en réclamant, Jean-Bertrand Aristide. Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce livre, Washington s'est empressé d'éliminer la menace en redonnant le pouvoir aux militaires et à l'élite dirigeante traditionnelle. Quelques années plus tard, le démon a une fois de plus relevé la tête, cette fois au Honduras. Une des raisons du soutien indirect – mais significatif – d'Obama au putsch ayant renversé un gouvernement élu démocratiquement pour redonner le pouvoir à l'élite traditionnelle a été le rapprochement du président Manuel Zelaya «avec des prêtres se réclamant de la théologie de la libération et des militants environnementalistes contestant la déforestation provoquée par les mines et l'industrie du biocarburant». Au même moment, un ex-évêque ayant frayed avec la théologie de la libération était élu au Paraguay, mettant fin à des décennies de dictature et de domination par l'élite dans ce que Washington considérerait comme un fief sûr. Une vigilance constante est de mise pour s'assurer que la pourriture ne ressurgisse pas^[17].

On pourrait pousser plus avant nos réflexions sur ce triste sujet, mais laissons-les plutôt de côté et poursuivons.

Une question cruciale se pose à propos de l'«année la plus marquante de l'histoire mondiale depuis 1945», où «tout a changé»: quel a été l'impact sur la politique internationale de l'avènement de ce qu'on a qualifié de «moment unipolaire», cette glorieuse «fin de l'histoire» chantée par d'éminents intellectuels? La réponse en dit long sur la nature de la guerre froide et de ses suites.

L'administration Bush père a réagi sans attendre en envahissant Panamá, comme nous l'avons vu dans les chapitres 2 et 5. Bien qu'il n'ait pas été en soi exceptionnel, cet événement a tout de même amené deux nouveautés. D'abord le prétexte: personne n'a brandi l'habituel péril russe, car la menace à l'existence des Américains résidait désormais du côté des narcotrafiquants latino-américains. La deuxième nouveauté a été résumée par Elliott Abrams, ancien haut responsable du département d'État, qui a souligné le fait que, pour

la première fois, les États-Unis pouvaient intervenir quelque part dans le monde sans se préoccuper de la réaction des Russes. D'autres éminents observateurs ont approfondi cette analyse en expliquant que la fin de la dissuasion soviétique «rend la puissance militaire plus utile en tant qu'instrument de la politique extérieure des États-Unis [...] destiné à combattre ceux qui envisagent de s'en prendre à d'importants intérêts américains», et facilite la résistance à la «manipulation de Washington par les nations du tiers-monde». Ainsi les États-Unis pouvaient-ils désormais recourir plus librement à la force, à la violence et à la subversion pour atteindre leurs objectifs planétaires^[18].

L'administration Bush père a vite profité de l'occasion, début 1990, pour adapter les budgets du Pentagone et sa stratégie de sécurité nationale. En bref, rien n'allait changer sauf les prétextes invoqués et les tactiques utilisées. Washington avait toujours besoin d'un système de défense colossal, mais pour une nouvelle raison : la «sophistication technologique» des puissances du tiers-monde. Les États-Unis devaient donc maintenir leur «base industrielle de défense», euphémisme désignant les industries de pointe soutenues par l'État. Ils devaient aussi continuer à déployer des forces d'intervention dans les régions productrices d'énergie du Moyen-Orient, où les menaces sérieuses à leur sécurité «ne pouvaient plus être attribuées au Kremlin», contrairement à ce qu'ils avaient prétendu pendant des dizaines d'années. Toutes ces informations et d'autres faits similaires sont passés inaperçus, ayant à peine été signalés. Elles n'en sont pas moins instructives pour quiconque cherche à comprendre le monde^[19].

Pour justifier les interventions, le prétexte de la «guerre contre le narcotrafic» manquait cependant de poids. Une mission d'une plus grande portée s'imposait. La communauté intellectuelle a rapidement relevé le défi en décrétant une «révolution normative» qui accordait aux États-Unis un droit d'«ingérence humanitaire» applicable à leur guise, par définition pour les plus nobles raisons. Le moins qu'on puisse dire est que cela n'a pas impressionné les victimes habituelles. Les dirigeants des pays du Sud ont vivement condamné ce qu'ils ont qualifié de «prétendu droit d'ingérence humanitaire», et ont vivement réagi, en 1999, aux bombardements de la Serbie par les forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui, comme on pouvait s'y attendre, ont entraîné une nette aggravation des atrocités. En 2004, leur position a été appuyée par un comité d'experts de haut niveau mandaté par l'ONU, auquel ont participé des personnalités occidentales de premier plan comme l'ex-conseiller à la sécurité nationale des États-Unis Brent Scowcroft et le distingué diplomate australien Gareth Evans.

Il fallait donc raffiner le concept. Encore une fois, les intellectuels ont mis la main à la pâte, accouchant d'une nouvelle doctrine, la «responsabilité de protéger», qui fera l'objet de maints éloges, d'importants ouvrages et

d'innombrables conférences tout en suscitant la mise sur pied de nouveaux groupes et la publication de revues. Les éloges sont justifiés, du moins sous un aspect. Rappelons-nous la réponse que Gandhi aurait donnée lorsqu'on lui avait demandé ce qu'il pensait de la civilisation occidentale : « Ce serait une bonne idée. » Il en va de même de la responsabilité de protéger : ce serait une bonne idée, si le concept était pris au sérieux.

Comme nous l'avons vu dans le **chapitre 8**, il existe deux variantes fort différentes de la responsabilité de protéger : celle qu'a adoptée l'Assemblée générale de l'ONU et celle qu'a proposée la commission Evans, la seconde pouvant se résumer à une autorisation accordée à l'OTAN de recourir à la force comme bon lui semble. Quiconque est au fait de l'histoire ne sera pas surpris d'apprendre que les puissances occidentales appliquent la variante défendue par la commission Evans, et ce, de manière hautement sélective, en observant scrupuleusement les aphorismes de Thucydide et de Smith et la formule de Jennings. Par exemple, nulle part n'envisage-t-on d'affecter le moindre dollar à la protection de populations risquant de mourir de faim ou d'un manque de soins de santé, et ce, à un taux atteignant le double de celui qu'ont connu les enfants du Rwanda, pas seulement pendant cent jours, mais tous les jours^[20]. Aussi n'accorde-t-on pas de protection à des populations qui y auraient droit, comme les victimes des attaques israélo-américaines contre Gaza, pourtant considérées par les Conventions de Genève comme des personnes protégées. Des victimes placées directement sous la responsabilité du Conseil de sécurité de l'ONU n'ont pas pu, elles non plus, invoquer la responsabilité de protéger ; ce fut le cas des Irakiens lorsqu'ils subissaient les sanctions meurtrières de Bill Clinton. Sans parler des victimes, abandonnées à leur sort, des pires massacres de ces dernières années, qui ont eu lieu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) : seuls les cyniques suspecteront que cette négligence puisse être liée au fait que l'un des grands responsables de ces exactions est le Rwanda, allié des États-Unis, et que des multinationales empochent le pactole en s'appropriant les abondantes ressources minérales de la région, assistées de milices mettant les lieux à sac. Ainsi s'accumulent les exemples, en réalité peu surprenants, largement couverts par la presse hors des États-Unis.

Revenons-en aux premières heures du moment unipolaire, où une autre question n'avait pas tardé à se poser : celle de l'avenir de l'OTAN. Depuis le début, son rôle avait été de défendre l'Ouest contre les hordes russes. L'URSS ayant cessé d'exister, ce prétexte s'était évaporé. Les naïfs qui prêtent foi à l'idéologie officielle se seraient attendus à ce que l'OTAN fasse de même. C'est plutôt le contraire qui s'est produit.

Au moment même où l'URSS s'effondrait, Gorbatchev a fait une étonnante concession : il a accepté qu'une Allemagne unifiée se joigne à une alliance militaire hostile dirigée par la superpuissance mondiale, et ce, même si

l'Allemagne a pratiquement détruit la Russie par deux fois au XX^{ème} siècle. Cette décision résultait d'un compromis sur lequel on a récemment fait la lumière. On croyait jusque-là que Bush père et son secrétaire d'État James Baker avaient promis de ne pas élargir l'OTAN vers l'est, mais, dans une première étude en profondeur des documents originaux, apparemment effectuée dans le but de réfuter les allégations de duplicité pesant sur Washington, Mark Kramer a en fait révélé que l'engagement des Américains allait nettement plus loin^[21]. Il est apparu que Bush et Baker avaient promis que l'OTAN ne s'étendrait même pas à l'Allemagne de l'Est (RDA). Ils avaient affirmé à Gorbatchev qu'«aucune garnison de l'OTAN ne serait jamais déployée sur le territoire de l'ex-RDA [...], et que ni le domaine ni les forces de l'OTAN ne s'étendraient vers l'est». Ils avaient aussi garanti au dirigeant soviétique «que l'OTAN serait transformée en organisation plus politique». Nul besoin de commenter cette promesse.

La plus grande spécialiste de cet épisode, la professeure Mary Elise Sarotte, a écrit que le chancelier Kohl avait «garanti à Gorbatchev, comme Baker l'avait fait avant lui, que, “naturellement, l'OTAN ne pourrait pas étendre son territoire” à l'Allemagne de l'Est. [...] Visitant lui aussi le Kremlin, le ministre des Affaires étrangères de Kohl, Hans-Dietrich Genscher, avait assuré à son homologue soviétique Édouard Chevardnadze que “notre position est bien arrêtée : l'OTAN ne sera pas élargie à l'est”. [...] Après avoir écouté Kohl, Gorbatchev avait reconnu que l'Allemagne pourrait s'unifier de l'intérieur». Le processus de réunification s'était alors enclenché. «En résumé, a expliqué Sarotte, Gorbatchev avait passé deux jours à écouter Baker et Kohl lui affirmer que le domaine de l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'est pour finir par accepter que l'Allemagne s'unifie.» Celui-ci croyait à la promesse de Baker «de ne pas étendre le domaine de l'OTAN d'un pouce à l'est de sa frontière actuelle», mesure qu'il qualifiait avec insistance d'«inacceptable».

Ce que Gorbatchev ne savait pas – et que Kohl et Genscher démentiront – est que le président Bush s'en tenait à la position selon laquelle «nous avons triomphé, eux pas», si bien que l'URSS ne pouvait imposer aucune condition. Selon Sarotte, après que Baker eut fait sa promesse à Gorbatchev, Bush a écrit à ce dernier une lettre «dont le libellé se distinguait de manière subtile, mais significative, du langage utilisé par le secrétaire d'État. Au lieu de s'engager à quoi que ce soit à propos des frontières de l'OTAN, il a proposé qu'on accorde au territoire est-allemand un “statut militaire particulier” au sein de l'OTAN. La nature de ce statut devait faire l'objet de négociations ultérieures, mais le principe était établi : l'OTAN allait s'élargir et les anciens territoires de l'Allemagne de l'Est allaient y avoir un statut particulier, ce qui sera effectivement le cas».

Gorbatchev «s'était résigné à un gentlemen's agreement», a écrit Sarotte.

Avouons qu'il ne s'agit pas de la stratégie la mieux avisée pour faire affaire avec Washington^[22] !

Le spécialiste de l'Europe centrale Neil Ascherson a fait remarquer qu'« au cœur du livre de Sarotte [sur 1989 et ses suites] se trouve le récit d'une escroquerie aux dimensions historiques », où l'on voit Gorbatchev, qui avait confiance en l'honnêteté de ses vis-à-vis occidentaux, accepter la promesse de Baker et de Kohl selon laquelle l'OTAN n'allait pas s'étendre « d'un pouce à l'est », promesse qui s'avérera « peu sincère », comme le montreront les documents mis au jour par Kramer. Gorbatchev, à l'instar des Russes en général, a évidemment fini par reconnaître la tromperie, qui a suscité un sentiment d'amertume et d'hostilité qui persiste encore de nos jours. Plus tard, l'ex-chef d'État soviétique évoquera « l'expansion sans fin de l'OTAN [...], planifiée en catimini derrière la façade des beaux discours sur le partenariat », tout en justifiant l'intervention russe dans le conflit géorgien de 2008. Sarotte en a conclu que cette escroquerie historique « a prolongé la fracture militaire divisant l'OTAN et sa principale menace stratégique, la Russie, dans le monde de l'après-guerre froide », contribuant ainsi à saper la proposition potentiellement réaliste de Gorbatchev d'« une maison commune européenne », fondée sur la coopération et l'échange, s'étendant de l'Atlantique à l'Oural et dans le cadre de laquelle tant l'OTAN que le Pacte de Varsovie auraient laissé la place à un système de sécurité paneuropéen. Ce projet différerait peu de l'idée gaulliste tant réprouvée par les stratèges américains^[23].

Les événements qui ont suivi cette escroquerie historique en disent long sur la guerre froide elle-même et sur le monde qui lui a succédé. Dès son arrivée au pouvoir, Bill Clinton a entrepris l'élargissement de l'OTAN vers l'est. Comme nous l'avons vu, son domaine avoué s'étend aujourd'hui bien au-delà, comprenant la maîtrise des « infrastructures essentielles » du réseau mondial d'approvisionnement en énergie. L'alliance joue aussi le rôle de force d'intervention américaine tout en maintenant l'Europe à sa place, mandat qu'elle n'est toutefois pas assurée de pouvoir conserver dans un système mondial de plus en plus éclaté.

Rendu à ce point on entrevoit de nouvelles questions qui mériteraient d'être étudiées plus à fond, mais qui sortent du cadre de cet exposé sur la signification et la portée des événements de 1989.

Notes et références

Notes de la première partie

Notes du chapitre 1

- [1] Voir Raymond Baker, Shereen Ismael et Tareq Ismael (dir.), *Cultural Cleansing in Iraq, Why Museums were Looted, Libraries Burned and Academics Murdered*, Londres, Pluto Press, 2010, rapport de recherche bouleversant sur la destruction gratuite de trésors d'anciennes civilisations et l'annihilation de la classe intellectuelle irakienne. Un observateur remarque toutefois que les États-Unis ont offert à des universitaires irakiens une formation dans le domaine de la conservation, « des cours pour apprendre à être de bons gardiens de son héritage culturel offerts par le pays qui est responsable de sa destruction » (Zainab Bahrani, professeur d'histoire de l'art et d'archéologie à l'université Columbia).
- [2] On invoque souvent le nombre de victimes de ces maladies pour disculper les conquérants. Voilà une prouesse intellectuelle peu impressionnante. L'Europe avait connu un important déclin de sa population au XIV^{ème} siècle à cause de la peste noire, mais s'en était remise. Asservis, chassés de chez eux, massacrés, les Autochtones d'Amérique n'ont jamais retrouvé leur nombre.
- [3] Pour les sources non mentionnées et d'autres détails sur cette époque, ici comme plus loin dans ce chapitre, voir Noam Chomsky, *L'an 501. La conquête continue*, Montréal, Écosociété, 1994.
- [4] John Steinbrunner et Nancy Gallagher d'une part, et Robert McNamara, d'autre part. Voir Noam Chomsky, *Les États manqués. Abus de puissance et déficit démocratique*, Paris, Fayard, 2007, pour les sources et une analyse.
- [5] Charles Mann, *1491 : New Revelations of the Americas Before Columbus*, New York, Knopf, 2005. Citation de l'auteur.
- [6] Francis Jennings, *The Invasion of America, Indians, Colonialism, and the Cant of Conquest*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 1975, p. 306. Il s'agit d'une des premières études modernes qui ait rompu avec le consensus chauviniste.
- [7] Voir entre autres Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence, China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2000. Les crimes commis en Inde par les Britanniques ont pris de l'ampleur jusqu'à ce que la libération consécutive à la Seconde Guerre mondiale rende possible un développement endogène. La Chine a connu un sort semblable.
- [8] John Maynard Keynes, *A Treatise on Money*, cité par Sylvia Ann Hewlett, *The Cruel Dilemmas of Development : Twentieth Century Brazil*, New York, Basic Books, 1980.

- [9] Voir la clairvoyante et choquante étude du chef de bureau du *Wall Street Journal*, Douglas Blackmon, *Slavery by Another Name*, New York, Anchor Books, 2009. Sur le rôle de la France dans la dévastation des milieux naturels, voir Jared Diamond, *Collapse, How Societies Choose to Fall or Succeed*, New York, Penguin, 2005. Sur la réaction éhontée de la commission présidée par Régis Debray à la demande haïtienne de réparations et, dans la foulée du terrible tremblement de terre de janvier 2010, sur l'urgente nécessité d'annuler la colossale dette publique d'Haïti et, pour les « pays les plus industrialisés qui ont systématiquement exploité Haïti, à commencer par la France et les États-Unis, [de] verser des réparations dans un fonds de financement de la reconstruction contrôlé par les organisations populaires haïtiennes », voir Sophie Perchellet et Éric Toussaint, *Haïti : au-delà des effets d'annonce*, Liège, Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde, 19 janvier 2010, www.cadtm.org/Haiti-au-dela-des-effets-d-annonce.
- [10] Thomas Griffin, *Haiti Human Rights Investigation : november 11-21, 2004*, Miami, Center for the Study of Human Rights, University of Miami School of Law, janvier 2005, www.law.miami.edu/cshr/CSHR_Report_02082005_v2.pdf. Sur l'étude du *Lancet* et la controverse qu'elle a suscitée, et sur les résolutions adoptées lors de la Rencontre de solidarité avec le peuple haïtien, voir « Half-Hour for Haiti: Stop Forced Evictions of Haiti's Earthquake Victims », archives du blogue de l'Institute for Justice and Democracy in Haiti, 31 août 2006, <http://ijdh.org/archives/2074>. NdT : Sur le rôle du Canada dans toute cette affaire, voir Dru Oja Jay, « On *The Globe and Mail's* High Standards : *The Lancet*, Haiti and the Manufacture of Controversy », *The Dominion*, 8 septembre 2006.
- [11] Sur le rôle de la CIA dans le coup d'État, voir Jim Mann, *Los Angeles Times*, 2 novembre 1993, Congress to Probe CIA-Haiti Ties; Tim Weiner, *The New York Times*, 3 décembre 1995. Pour en savoir plus sur cette période, voir Noam Chomsky : *L'an 501*, op. cit., chap. 8; « La tragédie d'Haïti », *Z Magazine*, novembre 1994, www.chomsky.info/articles/199411---.htm; *Le nouvel humanisme militaire, Leçons du Kosovo*, Montréal, Écosociété, 2000, chap. 3. Comme je l'écrivais dans « La tragédie d'Haïti », les livraisons illégales de pétrole autorisées par Bush père et Clinton ont été rapportées par l'Associated Press avec tant d'évidence qu'on ne pouvait les manquer, bien qu'elles fussent presque entièrement absentes des médias qui, à de rares exceptions près, s'opposaient fermement à Aristide.
- [12] Voir Peter Hallward, *Damming the Flood : Haiti, Aristide, and the Politics of Containment*, Londres, Verso, 2007. Pour un résumé des événements survenus dans les années 1990, voir Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire*, op. cit.
- [13] *Financial Times*, 12 juillet 2009; *New Nation*, 26 octobre 2008, repris de *Al-Ahram Weekly* (Égypte), <http://weekly.ahram.org.eg/2008/9/19/op12.htm>. *The New York Times*, Reuters, 13 juin 2009.
- [14] Onyebuchi Ezigbo, *All Africa*, 23 juin 2009.
- [15] Michael Glennon, « Terrorism and "Intentional Ignorance" », *The Christian Science Monitor*, 20 mars 1986; Donald Fox et Michael Glennon, « Report to the International Human Rights Law Group and the Washington Office on Latin America », Washington, avril 1985, p. 21. Cet article porte sur les atrocités commises en Amérique centrale dans les années 1980 avec le soutien de Washington, et sur les réactions qu'elles ont suscitées aux États-Unis.
- [16] Irene Khan, *Pauvres en droits*, Paris, Max Milo, 2010.
- [17] David Johnston, « Montreal Summit Tiptoes Around Haiti's Hidden Crises », *The Gazette*, 25 janvier 2010; « Chavez Writes Off Haiti's Oil Debt to Venezuela », *Latin American Herald Tribune*, 26 janvier 2010, www.laht.com/article.asp?ArticleId=351054&CategoryId=10717; « Haiti's Prime Minister Thanks Venezuela for Support », *El Universal* (journal d'opposition), 25 janvier 2010, http://english.eluniversal.com/2010/01/25/en_pol_art_haitis-prime-minist_25A3338491. Une

des rares mentions des impressionnantes réalisations de Cuba a été faite sur CNN par Steve Kastenbaum, le 17 janvier 2010. Plusieurs semaines plus tard, sous une considérable pression populaire, les pays du G7 se sont engagés à soulager Haïti de sa dette, engagement soutenu par les institutions financières internationales. BBC, 7 février 2010.

- [18] Francis Jennings, *Empire of Fortune, Crowns, Colonies & Tribes in the Seven Years War in America*, New York, W.W. Norton, 1988.
- [19] Cité par Jim Mann, *Los Angeles Times*, *op. cit* (voir **note 11**).
- [21] R.W. van Alstyne, *The Rising American Empire*, New York, Oxford University Press, 1960; Reginald Horsman, *Expansion and American Indian Policy, 1783-1812*, East Lansing (MI), Michigan State University Press, 1967; Richard Drinnon, *Facing West, The Metaphysics of Indian-Hating & Empire-Building*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1980; et *White Savage, The Case of John Dunn Hunter*, New York, Schocken Books, 1972. Voir aussi, du même auteur, « The Metaphysics of Empire-Building : American Imperialism in the Age of Jefferson and Monroe », *The Massachusetts Review*, vol. 16, n° 4, automne 1975.
- [21] Russell Baker, « A Heroic Historian on Heroes », *New York Review of Books*, 11 juin 2009. Aucune lettre n'est parue en réponse à cet article, mais la rédaction a publié une mise au point dans l'édition du 8 octobre. On pouvait y lire ceci : « Baker a écrit que l'Amérique du Nord du temps de Colomb "comptait à peine plus d'un million d'habitants". Cependant, les données archéologiques et les recherches démographiques des dernières décennies montrent que la population était beaucoup plus nombreuse, se chiffrant à près de 18 millions d'habitants. » Baker ne traitait pas uniquement de l'Amérique du Nord puisqu'il évoquait « la jungle tropicale ... ». Ces recherches ne sont pas si récentes : elles remontent à quelques décennies. On sait aussi depuis longtemps que « cet espace vierge » « où ne vivaient que de rares peuplades » a inclus des civilisations avancées, y compris en Amérique du Nord.
- [22] Knox cité par Reginald Horsman, *op. cit*. Adams cité par William Earl Weeks, *John Quincy Adams and American Global Empire*, Lexington (KY), University Press of Kentucky, 1992.
- [23] Story cité par Nicholas Guyatt, *Providence and the Invention of the United States, 1607-1876*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, qui recense les justifications providentialistes des crimes les plus révoltants et leur rôle plus général dans le développement de l'« idée américaine ». Monroe cité par Reginald Horsman, *op. cit*. Roosevelt cité par Douglas Blackmon, *op. cit*.
- [24] Rice citée par Peter Baker, *The New York Times*, 1^{er} décembre 2008.
- [25] À ce propos, voir Noam Chomsky, « "Come Over and Help Us." A History of Responsibility to Protect (R2P) », conférence donnée lors du dialogue thématique de l'assemblée générale de l'ONU sur la responsabilité de protéger, 23 juillet 2009, www.chomsky.info/talks/20090723.htm. Aussi : « Human Rights in the New Millennium », conférence donnée à la London School of Economics and Political Science, 29 octobre 2009; *Z Magazine*, janvier 2010. Voir p. et suiv.
- [26] *Requerimiento*, traduit de l'espagnol et cité par Annie Lemistre, « Les origines du "Requerimiento" », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, vol. 6, n° 6, 1970, p.161-163. [NdT]
- [27] Roger Cohen, *The New York Times Book Review*, 26 avril 2009. À propos des idées de Morgenthau, voir le début du **chapitre 2** du présent ouvrage.
- [28] À propos du Grand Sceau, voir Francis Jennings, *op. cit.*, p. 229.
- [29] Martin et Annelise Anderson, *Reagan's Secret War, The Untold Story of His Fight to Save the World from Nuclear Disaster*, New York, Crown, 2009, cités par Paul Boyer, « Burnishing Reagan's Disarmament Credentials », *Arms Control Today*, septembre 2009.

- Sur Reagan, le djihadisme international et les armes nucléaires du Pakistan, voir Ahmed Rashid, *Descent into Chaos, The United States and The Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, New York, Viking Press, 2008. Voir aussi p. . Contrairement à ce qu'on a prétendu, l'objectif poursuivi n'était pas de défendre l'Afghanistan, les opérations américano-pakistanaïses ayant même pu, selon certains experts, retarder le retrait des Soviétiques. Il s'agissait plutôt de « tuer des soldats soviétiques », avait déclaré le dirigeant local de la CIA à Islamabad. Il se vantait d'« adorer » cette « noble cause », précisant que « la mission ne visait pas à libérer l'Afghanistan ». Tim Weiner, *Legacy of Ashes : the History of the CIA*, New York, Doubleday, 2007.
- [30] Cité par Lars Schoultz, *That Infernal Little Cuban Republic, The United States and The Cuban Revolution*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 2009, p. 16.
- [31] Pour plus de détails, voir *ibid.* ; pour un traitement plus approfondi, voir ci-dessous.
- [32] *Ibid.* Alfred McCoy, *Policing America's Empire, The United States, The Philippines and the Rise of the Surveillance State*, Madison (WI), University of Wisconsin Press, 2009.
- [33] John Lewis Gaddis, *Surprise, Security, and the American Experience*, Cambridge, Harvard University Press, 2004; Matt Bai, *The New York Times Magazine*, 10 octobre 2004. Pour un examen en profondeur, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, *op. cit.*
- [34] William Earl Weeks, *op. cit.*
- [35] Bill Clinton, discours à l'ONU, 27 septembre 1993; William S. Cohen, secrétaire à la Défense, « Annual Report to the President and Congress », 1999; Kennan cité par Walter LaFeber, *Inevitable Revolutions, The United States in Central America*, New York. W.W. Norton, 1983.
- [36] Document du National Security Council n° 5432/1, 1954.
- [37] David Green, *The Containment of Latin America, A History of the Myths and Realities of the Good Neighbor Policy*, Chicago, Quadrangle Books, 1971. Pour aller plus loin et connaître le contexte, voir Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète ? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*, Paris, Fayard, 2004, chap. 3.
- [38] Fawaz Gerges : *The Far Enemy, Why Jihad Went Global*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005; *Journey of the Jihadist, Inside Muslim Militancy*, New York, Harcourt Books, 2006.
- [39] Cité par Michael Sherry, *The Rise of American Airpower, The Creation of Armageddon* New Haven (CT), Yale University Press, 1987.
- [40] Peter Bergen et Paul Cruickshank, « Iraq 101: The Iraq Effect, The War in Iraq and Its Impact on The War on Terrorism », *Mother Jones*, 1^{er} mars 2007; Zbigniew Brzezinski, « Hegemonic Quicksand », *The National Interest*, hiver 2003-2004.
- [41] Christopher Swannin, *Financial Times*, 12 avril 2006.
- [42] Cité par Joseph Nevins, *Operation Gatekeeper, The Rise of the "Illegal Alien" and the Making of the U.S.-Mexico Boundary*, New York, Routledge, 2002.
- [43] Estimation de la puissance économique : juge Stephen Field, cité par Morton Horwitz, *The Transformation of American Law 1870-1960, The Crisis of Legal Orthodoxy*, New York, Oxford University Press, 1992; Woodrow Wilson, *The New Freedom*, 1914, cité par Martin Sklar, *The Corporate Reconstruction of American Capitalism, 1890-1916*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- [44] Scott Bowman, *The Modern Corporation and American Political Thought, Law, Power and Ideology*, University Park (PA), Pennsylvania State University Press, 1996. Sur les crimes commis par des sociétés et l'impunité, voir Gary Slapper, *Blood in the Bank: Social and Legal Aspects of Death at Work*, Aldershot (R.-U.), Ashgate Publishing, 2000, qui examine le lourd bilan des sociétés britanniques. Pour des exemples de sociétés américaines, voir mon introduction à ce même ouvrage.

- [45] Christopher G. Tiedeman, *A Treatise on State and Federal Control of Persons and Property in the United States*, vol. 1, Union (NJ), The Lawbook Exchange, 2002.
- [46] Morton Horwitz, *op. cit.* Pour une discussion éclairée, voir Joel Bakan, *The Corporation*, New York, Free Press, 2004. Parmi les causes les plus importantes, mentionnons l'arrêt *Minneapolis & S.L.O. Co. c. Beckwith* (1889), où ces sociétés ont été considérées comme des personnes en vertu du Quatorzième Amendement, qui avait été adopté en vue de protéger les droits des esclaves affranchis, mais qui était devenu un dispositif servant notoirement à protéger la concentration privée du pouvoir. Voir Scott Bowman, *op. cit.*
- [47] Arrêt *Rasul c. Mayers*, janvier 2008, Cour d'appel du district fédéral de Columbia.
- [48] Adam Liptak, « Supreme Court to Revisit "Hillary" Documentary », *The New York Times*, 29 août 2009. Dans un premier temps, cette cause « semblait plutôt étrange [mais] elle a fini par avoir tout un impact en ce qu'elle pouvait réduire en poussière un siècle de jurisprudence reconnaissant au gouvernement la capacité d'empêcher les sociétés de financer des campagnes électorales ».
- [49] Arrêt *Citizens United c. FEC* (Federal Election Commission), 21 janvier 2009; Adam Liptak, « Justices Overturn Key Campaign Limits », *The New York Times*, 21 janvier 2010; Michael Waldman, blogue, *New York Times*, 21 janvier 2010. Waldman est le directeur général du Brennan Center for Justice de la faculté de droit de l'université de New York. Techniquement, la décision de la Cour suprême s'applique aussi aux syndicats, ce que les commentateurs n'ont pas manqué de souligner. Mais le pouvoir des syndicats paraît bien insignifiant en comparaison avec celui des grandes sociétés, outre le fait que les syndicats, qui représentent les travailleurs, diffèrent énormément des tyrannies privées, vouées à la maximisation du profit, alimentant essentiellement l'enrichissement à outrance d'un groupe très restreint où la propriété est concentrée.
- [50] Pour des données sur les liens unissant financement par les entreprises et politiques gouvernementales ainsi que sur l'opinion publique à propos de la prédominance du monde des affaires, voir Anthony Dimaggio, « Corporate Power and the Deregulation of Campaign Finance : Supremely Swindled », *Counterpunch*, 25 janvier 2010.
- [51] Thomas Ferguson, *Golden Rule : The Investment Theory of Party Competition and the Logic of Money-Driven Political Systems*, Chicago, University of Chicago Press, 1995, et ses remises à jour parues depuis.
- [52] Éditorial du *New York Times*, 22 janvier 2010.
- [53] Morton Horwitz, *op. cit.*
- [54] *Ibid.*, p. 98, citant Howard H. Spellman, *A Treatise on the Principles of Law Governing Corporate Directors*, New York, Prentice-Hall, 1931.
- [55] Jess Bravin, « Democrats Divide on Voice of Possible Top-Court Pick », *The Wall Street Journal*, 8 février 2010.
- [56] Pour plus de détails et pour les sources, voir Noam Chomsky, *World Orders, Old and New*, New York, [2008?] Columbia University Press, 1994. À propos des conséquences, voir *NAFTA at Seven, Its Impact On Workers In All Three Nations*, Washington, Economic Policy Institute, 2001, www.epi.org/publications/briefingpapers_nafta01_index/.
- [57] De nombreux économistes ont souligné un avantage secondaire de l'ALENA : ses caractéristiques hautement protectionnistes allaient faire du Mexique « le marché privilégié des États-Unis, à l'encontre du Japon et de l'Union européenne » (Jagdish Bhagwati, farouche défenseur du libre-échange). Voir Noam Chomsky, *World Orders*, *op. cit.*, chap. 2, pour un traitement plus approfondi et pour les sources.
- [58] National Intelligence Council (NIC), *Global Trends 2015*, 2000.
- [59] David Schmitz, *Thank God They're on Our Side, The United States & Right-Wing Dictatorships, 1921-1965*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 1999. Sur l'opération Condor, « entreprise criminelle transnationale » organisée dans la foulée

du coup d'État et ayant recours à la terreur, à la torture et à l'assassinat pour protéger les élites traditionnelles contre les réformes sociales et économiques et maintenir l'hégémonie politique et économique des États-Unis, voir J. Patrice McSherry, *Predatory States, Operation Condor and Covert War in Latin America*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield, 2005. Le renversement de la dictature paraguayenne, qui était soutenue par les États-Unis, permettrait d'en savoir davantage, car elle en conservait les archives; sur ces événements et les perspectives, voir Hugh O'Shaughnessy, *The Priest of Paraguay : Fernando Lugo and the Making of a Nation*, Londres et New York, Zed Books, 2009.

- [60] Greg Grandin, *Empire's Workshop : Latin America, the United States, and the Rise of the New Imperialism*, New York, Metropolitan Books, 2007.

Notes du chapitre 2

- [1] Hans Morgenthau, *The Purpose of American Politics*, New York, Vintage Books, 1964.
- [2] Samuel Huntington, « Why International Primacy Matters », *International Security*, vol. 17, n° 4, printemps 1993, p. 68-83.
- [3] Michael Desch, « America's Liberal Illiberalism: The ideological Origins of Overreaction in U.S. Foreign Policy », *International Security*, vol. 32, n° 3, hiver 2007-2008.
- [4] David Schmitz, *op. cit.*
- [5] Augustus Richard Norton, « Evaluating the Bush Menu for Change in the Middle East », *Middle East Policy*, printemps 2005. Pour une revue des sondages d'opinion et de nombreuses autres révélations, voir Jonathan Steele, « Why America and Britain Lost Iraq », *Defeat*, Londres, I. B. Tauris Publishers, 2008.
- [6] Jonathan Monten, « The Roots of the Bush Doctrine », *International Security*, printemps 2005; Katerina Dalacoura, « US Democracy Promotion in the Arab Middle East », *International Affairs*, vol. 81, n° 5, octobre 2005, p. 963-979.
- [7] Thomas Friedman, *The New York Times*, 12 janvier 1992; David Ignatius, *The Washington Post Weekly*, 10 novembre 2003.
- [8] Pour en savoir plus sur cet épisode révélateur, voir Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète ?*, *op. cit.*, chap. 5, et *Les États manqués*, *op. cit.*, chap. 3.
- [9] Voir Gilbert Achcar et Noam Chomsky, *La poudrière du Moyen-Orient*, Montréal, Écosociété, 2006, épilogue. À propos de l'eau, voir John Bohannon, « Running Out of Water – and Time », *Science*, vol. 313, n° 5790, 25 août 2006, p. 1085-1087. Voir ci-dessous pour un examen plus approfondi et d'autres sources.
- [10] Thomas Carothers, *Critical Mission : Essays on Democracy Promotion*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2004.
- [11] Thomas Carothers, *In the Name of Democracy, U.S. Policy Toward Latin America In the Reagan Years*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1991. Voir aussi son article dans Abraham Lowenthal (dir.), *Exporting Democracy, The United States and Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991.
- [12] Robert Pastor, *Condemned to Repetition, The United States and Nicaragua*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1987; c'est lui qui souligne.
- [13] Lawrence Jacobs et Benjamin Page, « Who Influences U.S. Foreign Policy ? », *American Political Science Review*, vol. 99, n° 1, février 2005, p. 107-123.
- [14] À propos de Wilson et de la République dominicaine, voir : Frank Moya Pons, *The Dominican Republic : A National History*, Princeton (NJ), Markus Wiener Publishers, 1998; Piero Gleijeses, *The Dominican Crisis, The 1965 Constitutional Revolt and American Intervention*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1978; Bruce Calder, *The Impact of Intervention, The Dominican Republic During the U.S. Occupation of 1916-1924*, Austin, [2008?] University of Texas Press, 1984.

- [15] William Stivers, *Supremacy and Oil, Iraq, Turkey and the Anglo American World Order 1918-1930*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1982; Woodrow Wilson, message au Congrès, 8 janvier 1918, cité par Raoul Giradet, *Nationalismes et nation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995.
- [16] Hirohito cité par Tsuyoshi Hasegawa, *Racing the Enemy, Stalin, Truman and the Surrender of Japan*, Cambridge, Harvard University Press, 2005; Dulles cité par Stephen Rabe, *Eisenhower and Latin America, The Foreign Policy of Anti-Communism*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 1988. Arthur Schlesinger, note de l'adjoint spécial du président (Schlesinger) au conseiller juridique spécial de l'adjoint du président (Goodwin), 8 mars 1961; « Report to the President on Latin American Mission », *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. XII : *American Republics*, Washington, Government Printing Office.
- [17] Ernest May et Philip Zelikow, *The Kennedy Tapes, Inside the White House during the Cuban Missile Crisis*, Cambridge, [2008?] Harvard University Press, 1998.
- [18] Louis Pérez, *The War of 1898, The United States & Cuba in History & Historiography*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 1998; Louis Pérez, *Cuba : Between Reform and Revolution*, New York, Oxford University Press, 1996.
- [19] Pour plus de détails et pour les sources, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, op. cit., chap. 4; pour une étude exhaustive, voir Lars Schoultz, *Human Rights and United States Policy Toward Latin America*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1981. Pour connaître la version des victimes de la terreur américaine, trop rarement entendue, voir Keith Bolender, « The Unknown War » dans *Voices from the Other Side, An Oral History of Terrorism Against Cuba*, Londres, Pluto Press, 2010.
- [20] Leonard Weinglass, avocat des Cinq, lors du colloque de la National Lawyers Guild, 19 octobre 2002, Pasadena, www.iacenter.org/Cuba/cuba5_weinglass.html ; Edith Lederer, Associated Press, 2 septembre 2009.
- [21] Noah Feldman, *The New York Times Book Review*, 12 février 2006; Steven Erlanger, *The New York Times*, 14 février 2006.
- [22] Juillet 1961, cité par Lars Schoultz, *Human Rights and United States Policy Toward Latin America*, op. cit.
- [23] John Norris, *Collision Course, NATO, Russia and Kosovo*, Westport (CT), Praeger Publishers, 2005, étude pleinement endossée par Strobe Talbott, plus haut responsable de l'administration Clinton en matière d'affaires est-européennes, dans l'introduction de laquelle il écrit que quiconque veut en apprendre sur « les événements et l'ambiance qui régnait à l'époque chez ceux d'entre nous qui ont été impliqués » dans cette guerre devrait lire le compte rendu de Norris, rédigé dans « l'immédiateté accessible uniquement à un témoin oculaire du gros de l'action, qui a interviewé en long et en large plusieurs participants au moment où les événements étaient encore frais à leur mémoire, et qui a eu accès à la plupart des documents diplomatiques ». L'hypothèse voulant que la situation du peuple kosovar n'ait pas constitué un enjeu important est démontrée par une abondante documentation émanant des pays occidentaux, selon laquelle celui-ci craignait avant tout les conséquences éventuelles des bombardements de l'OTAN. Pour un survol de cette documentation, voir Noam Chomsky, *A New Generation Draws the Line, Kosovo, East Timor and the Standards of the West*, Londres, Verso, 2000. Quant aux raisons officiellement invoquées à l'époque, une seule tient la route, inlassablement répétée par les gouvernements américain et britannique, à savoir que c'était « la crédibilité de l'OTAN » qui était en jeu. Voir *ibid.* pour une analyse et, pour un regard plus exhaustif, David Gibbs, *First Do No Harm, Humanitarian Intervention and the Destruction of Yugoslavia*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2009, qui soutient que la « crédibilité de l'OTAN » dans les Balkans est un euphémisme désignant en fait la domination américaine de l'Europe et constitue la force motrice de la politique des États-Unis à l'égard des Balkans dès l'éclosion de la Yougoslavie. L'historien et analyste militaire

conservateur Andrew Bacevich va plus loin dans le même sens, mais sans fournir de données. Il rejette toute prétention humanitaire et considère que le bombardement de la Serbie avait pour but d'« offrir une leçon de choses à tout État européen se croyant dispensé des règles de l'après-guerre froide » mises en place par Washington : « Les maîtres d'œuvre de la guerre avaient compris » dès le départ qu'« elle avait pour objectif de maintenir la primauté des États-Unis » en Europe; « la destruction méthodique de la Serbie » a démontré « ce dont une grande puissance est capable pour parer à ce qu'elle perçoit comme des menaces à sa suprématie » et « pour prévenir l'intolérable perspective d'une Europe qui reprend la mauvaise habitude » de l'autonomie. Voir Andrew Bacevich, *American Empire. The Realities and Consequences of US Diplomacy*, Cambridge, Harvard University Press, 2003, p. 104 et suiv., et p. 196; Dean Baker, *The Conservative Nanny State, How the Wealthy Use the Government to Stay Rich and Get Richer*, Washington, Center for Economic and Policy Research, 2006, livre numérique, www.conservativenannystate.org. [retour à la [note 10 du chap. 7](#) (qui renvoie aux références mentionnées ici)]

- [24] Stephen Rabe, *The Road to OPEC, U.S. Relations With Venezuela, 1919-1976*, Austin, University of Texas Press, 1982.
- [25] Programmes d'études sur la guerre et la paix du Conseil des relations internationales et du secrétariat d'État des États-Unis, 1939-1945. La seule étude rigoureuse est la suivante : Laurence Shoup et William Minter, *Imperial Brain Trust, The Council on Foreign Relations & United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977.
- [26] Voir Joyce Kolko et Gabriel Kolko, *The Limits of Power, The World and United States Foreign Policy, 1945-1954*, New York, Harper & Row, 1972; Archives de Berle, 11 mai 1951, citées par Lloyd Gardner, *Three Kings, The Rise of an American Empire in the Middle East after World War II*, New York, New Press, 2009. Voir aussi : Aaron David Miller, *Search for Security: Saudi Arabian Oil and American Foreign Policy, 1939-1949*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 1980; Irvine Anderson, *Aramco, the United States and Saudi Arabia*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1981; Michael Stoff, *Oil, War and American Security: The Search for a National Policy on Foreign Oil, 1941-1947*, New Haven (CT), Yale University Press, 1980; David Painter, *Oil and the American Century*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.
- [27] L'intensité maniaque de l'agression est présentée en détail dans Schoultz, *That Infernal Little Cuban Republic*, *op. cit.* À propos des résultats des sondages des 30 dernières années, montrant un soutien à deux contre un en faveur d'une normalisation des relations, voir Gallup, *Two in Three Americans Favor Re-Establishing Ties with Cuba*, sondage, 15 décembre 2006, www.gallup.com/poll/25912/Two-Three-Americans-Favor-Re-Establishing-Ties-Cuba.aspx. On peut imaginer ce que seraient les résultats s'il y avait un débat à ce sujet !
- [28] Lyndon B. Johnson, « Remarks to American and Korean Servicemen at Camp Stanley, Korea », 1^{er} novembre 1966, www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=27974 ; Bruce Franklin, *War Stars, The Super weapon and the American Imagination*, New York, Oxford University Press, 1988, réédition augmentée en 2008; Samuel Huntington, *Who Are We : The Challenges to America's National Identity*, New York, Simon & Schuster, 1985. Sur l'héritage chauviniste illustré par ces propos et par des travaux similaires, et sur ses manifestations contemporaines aux États-Unis et en Europe, voir Anouar Majid, *We Are All Moors, Ending Centuries of Crusades Against Muslims and Other Minorities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2009.
- [29] Colette Youngers et Eileen Rosin (dir.), *Drugs and Democracy in Latin America, The Impact of U.S. Policy*, Washington, wola, Lynne Rienner Publishers, 2005; Adam Isacson, Jay Olson et Lisa Haugard, *Blurring the Lines, Trends in U.S. Military Programs with Latin America*, Washington, Latin America Working Group, Center for International Policy et wola, septembre 2004. Sur les impacts de l'entraînement fourni par les États-

- Unis pendant de nombreuses années, voir Martha Huggins, « US-supported State Terror : A History of Police Training in Latin America », dans Huggins (dir.), *Vigilantism and the State in Modern Latin America*, Westport (CT), Praeger Publishers, 1991.
- [30] Sur la IV^{ème} Flotte, voir EFE, « El Senado Brasileño Rechaza la Reactivación de la IV Flota Naval de EE UU », *El País*, 7 septembre 2008, [www.elpais.com/articulo/internacional/ Senado/brasilen/rechaza/reactivacion/IV/ Flota/Naval/EE/UU/ elpepuint/20080709el pepuint_24/Tes](http://www.elpais.com/articulo/internacional/Senado/brasilen/rechaza/reactivacion/IV/Flota/Naval/EE/UU/elpepuint/20080709el_pepuint_24/Tes).
- [31] Stephan Kuffner, *Time*, 14 mai 2009.
- [32] « Colombia's Uribe Signs Pact with Honduras' Lobo », *Latin American Herald Tribune*, 31 janvier 2010, www.laht.com/article.asp?ArticleId=351380&CategoryId=12393.
- [33] Sur le projet de remilitarisation dans son ensemble, en particulier sur le rôle clé de l'État terroriste colombien, aujourd'hui contrôlé par une alliance entre paramilitaires et narcotrafiquants, voir Greg Grandin, « Muscling Latin America », *The Nation*, 8 février 2010. Sur les « horribles atrocités » commises par les groupes ayant succédé aux paramilitaires et sur la multiplication des déplacements de population en Colombie (qui tient à cet égard le deuxième rang mondial, derrière le Soudan) découlant de l'intensification de la terreur et des saisies de terres, voir Human Rights Watch, « Colombia : Stop Abuses by Paramilitaries' Successor Groups », 3 février 2010. Voir l'ensemble du rapport : www.hrw.org/en/reports/2010/02/03/paramilitaries-heirs. Simon Romero, *The New York Times*, 3 février 2010. Pour le contexte, voir entre autres : Doug Stokes, *America's Other War : Terrorizing Colombia*, Londres, Zed Books, 2005; Forrest Hylton, *Evil Hour in Colombia*, Londres, Verso, 2006.
- [34] Air Mobility Command, *Global en Route Strategy*, livre blanc présenté lors d'un symposium à la base aérienne Maxwell, avril 2009; Ethan Vesely-Flad, « U.S. & Colombia discuss major military bases agreement », Associated Press, 15 juillet 2009. Cité sur www.forusa.org/blogs/ethan-vesely-flad/us-colombia-discuss-major-military-bases-agreement/2694. Juliana Sojo, *Washington Report on the Hemisphere*, Council on Hemispheric Affairs, 18 août 2009.
- [35] Department of Air Force, *Military Construction Program Fiscal Year (FY) 2010*, Prévisions budgétaires, données soumises au Congrès pour justification, mai 2009. Une nouvelle version de l'argumentaire a été publiée en novembre 2009. On en avait adouci le ton, sans doute en réponse à la réaction fortement négative de l'Amérique latine. Eva Golinger, « Washington Alters US Air Force Document to Hide Intentions Behind Accord with Colombia », *Postcards from the Revolution*, 27 novembre 2009, www.chavezcode.com/2009/11/breaking-news-washington-alters-us-air.html. L'hypothèse voulant que les idées de la version originale l'aient emporté est raisonnable.
- [36] « Transparencia Para Pactos Militares Transnacionales Acuerdan Presidentes », *Semana.com*, 28 août 2009, [www.semana.com/nacion/relaciones-exteriores/ articulo/ transparencia-para-pactos-militares-transnacionales -acuerdan-presidentes/106730-3](http://www.semana.com/nacion/relaciones-exteriores/articulo/transparencia-para-pactos-militares-transnacionales-acuerdan-presidentes/106730-3).
- [37] Eduardo Mendoza, « Encuentro Martinelli-Clinton : Proponen acceso expedito a EU », *La Prensa*, 27 septembre 2009.
- [38] Cité par Michael Warren, « Uribe Stands Ground on U.S. Military Deal », Associated Press, 28 août 2009.
- [39] Voir Doug Stokes, *op. cit.*
- [40] Marina Litvinsky, « Latin American Leaders Say "No" to U.S. Drug War », Inter Press Service, 12 février 2009, [www.ipsnews.net/2009/03/politics-us-new -drug-czar-praised-by-reform-groups/](http://www.ipsnews.net/2009/03/politics-us-new-drug-czar-praised-by-reform-groups/). Sur l'intensification, conforme aux méthodes habituelles, de la « guerre contre la drogue » sous Obama, voir Suzanna Reiss, « Beyond Supply and Demand : Obama's Drug Wars in Latin America », *NACLA Report on the Americas*, janvier-février 2010.
- [41] Voir Jeremy Kuzmarov, *The Myth of the Addicted Army, Vietnam and the Modern War*

- on *Drugs*, Amherst (MA), University of Massachusetts Press, 2009, d'où j'ai tiré l'essentiel de ce qui suit.
- [42] Michel J. Crozier, Samuel P. Huntington et Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy*, New York, NYU Press, 1975, mémoire présenté à la Commission trilatérale. L'orientation générale de cette commission est illustrée par le fait que les membres de l'administration Carter en proviendront pour la plupart.
- [43] Carter, conférence de presse, 24 mars 1977; Bush père cité par Barbara Crossette, *The New York Times*, 24 octobre 1992.
- [44] Sur la méga-ambassade en Irak, voir Ernesto Londoño, *The Washington Post*, 29 août 2009. Sur le Pakistan et l'Afghanistan, voir Saeed Shah et Warren P. Strobel, journaux de McClatchy, 27 mai 2009. Sur la militarisation de la région du golfe Persique, voir Nick Turse, « Out of Iraq, Into the Gulf », *TomDispatch.com*, 22 novembre 2009. Sur la base de Diego García, voir au **début du chap. 7**.
- [45] Katherine McIntire Peters, « Defense Budget Portends Difficult Tradeoffs », *Government Executive*, 12 août 2009, www.govexec.com/dailyfed/0809/081209kp1.htm; Tom Engelhardt, « Tomgram : Our Wars Are Killing Us », *TomDispatch.com*, 26 janvier 2010, www.tomdispatch.com/archive/175196/; Éditorial, *The New York Times*, 4 février 2010; David E. Sanger, *The New York Times*, 2 février 2010. Dans « Deficit Balloons into National Security Threat », *The Wall Street Journal*, 2 février 2010, Gerald Seib prévient que la sécurité nationale pâtera du déficit (en prenant soin de noter que celui-ci est deux fois plus important que les « ahurissantes » dépenses militaires). « Ambitions impériales », pourrait-on dire.
- [46] Agence France-Presse, 8 juin 2009; Jorn Madslien, « In Graphs : Arming the World », 14 juin 2009, BBC News, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/8097942.stm>; Ali Gharib, Inter Press Service, 12 décembre 2009; Associated Press, 1^{er} novembre 2008.
- [47] Andrea Shalal-Esa, *The Christian Science Monitor*, 27 janvier 2009; Mark Knoller, « White House to Hold Firm on European Missile Shield », CBS News, 1^{er} juillet 2009, www.cbsnews.com/blogs/2009/07/01/politics/politicalhotshot/entry5128736.shtml; Joseph Gerson, « Dawn of Hope and Nuclear Paradoxes », discours spécial devant l'Association des scientifiques du Japon, Kobe, Japon, 2 août 2009.
- [48] Cité par Ian James, Associated Press, 26 août 2006.
- [49] James Hodge et Linda Cooper, « U.S. Continues to Train Honduran Soldiers », *National Catholic Reporter*, 14 juillet 2009, <http://ncronline.org/news/global/us-continues-train-honduran-soldiers>; Mark Weisbrot, *The Guardian*, *Counterpunch*, 7 septembre 2009. Sur « l'immense fossé politique et socioéconomique » séparant les riches partisans du coup d'État et ses opposants, dont fait partie le bastion de sympathisants ouvriers du président démis, voir Ginger Thompson, *The New York Times*, 9 août 2009 : les membres de « la petite bourgeoisie de ce pays [...] se sont sentis menacés par les politiques de [Zelaya] visant à améliorer le sort des pauvres », comme la hausse de 60 % du salaire minimum dans un pays où 60 % de la population vit dans la pauvreté. Sur la possibilité de complicité de la part des États-Unis et sur le fait qu'ils auraient été informés d'avance de ce qui allait se passer, voir entre autres Michaela d'Ambrosio, « The Honduran Coup : Was It a Matter of Behind-the-Scenes Finagling by State Department Stonewallers ? », *Washington Report on the Hemisphere*, Council on Hemispheric Affairs, 16 septembre 2009. Sur la mollesse de la réaction et l'appui tacite d'Obama, voir Alexander Main, « “A New Chapter of Engagement” : Obama and the Honduran Coup », *NACLA Report on the Americas*, janvier-février 2010.
- [50] Amnistie internationale, *Honduras : Human Rights Crisis Threatens as Repression Increases*, Londres, Amnesty International Publications, août 2009.
- [51] Lars Schoultz, *Human Rights and United States Policy Toward Latin America*, op. cit., p. 7.

- [52] Sur Llorens and Valenzuela, voir Alexandra Olson, Associated Press, 1^{er} décembre 2009. Sur Anselm, voir Ginger Thompson, *The New York Times*, 11 novembre 2009. Sur l'aide et la résolution de l'OEA, voir Mark Weisbrot, Center for Economic and Policy Research (CEPR), « Top Ten Ways You Can Tell Which Side the United States Government Is on With Regard to the Military Coup in Honduras », *Common Dreams*, 16 décembre 2009. IRI-NDI, CEPR, communiqué de presse, 23 novembre 2009.
- [53] Voir entre autres David Gardner (aujourd'hui rédacteur sur le Moyen-Orient au *Financial Times*), *Last Chance: The Middle East in the Balance*, Londres, I.B. Tauris Publishers, 2009.
- [54] Voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, op. cit., postface, ainsi que l'information mentionnée ci-dessous. Sur les relations Brésil-Chine, et plus généralement sur le développement et le commerce brésiliens, voir Kenneth Maxwell, « Lula's Last Year » et Riordan Roett, « How Reform Has Powered Brazil's Rise », *Current History*, février 2010.
- [55] Mark Weisbrot, Rebecca Ray et Jake Johnston, *Bolivia : The Economy During the Morales Administration*, Washington, CEPR, décembre 2009, www.cepr.net/index.php/publications/reports/bolivian-economy-during-morales-administration ; Frank Chávez, « Bolivia : Evo Morales, the Best Ally of the Middle Class », Inter Press Service, 8 janvier 2010, www.ipsnews.net/2010/01/bolivia-evo-morales-the-best-ally-of-the-middle-class/.
- [56] David Felix, *Latin American Research Review*, 1^{er} janvier 1998; Ha-Joon Chang, *Kicking Away the Ladder*, Londres, Anthem Press, 2002, et *Bad Samaritans, The Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*, Londres, Random House, 2007.
- [57] Karen Lissakers, *Banks, Borrowers, and the Establishment, A Revisionist Account of the International Debt Crisis*, New York, Basic Books, 1991.
- [58] Pour un brillant exposé sur les origines de la crise, voir Dean Baker, *Plunder and Blunder, The Rise and Fall of the Bubble Economy*, Sausalito (CA), PoliPoint Press, 2009; John Bellamy Foster et Fred Magdoff, *The Great Financial Crisis, Causes and Consequences*, New York, Monthly Review Press, 2009.

Notes du chapitre 3

- [1] Robert Solow, « Interview », *Challenge*, janvier-février 2000; Paul Bairoch, *Economics and World History, Myths and Paradoxes*, Chicago, University of Chicago Press, 1993; Ha-Joon Chang, *Kicking Away the Ladder*, op. cit. Voir aussi Shahid Alam, *Poverty from the Wealth of Nations, Integration and Polarization in the Global Economy since 1760*, New York, St. Martin's Press, 2000. Un classique indémodable : Frederick Clairmonte, *Economic Liberalism and Underdevelopment, Studies in the disintegration of an Idea*, New York, Asia Publishing House, 1960.
- [2] Ha-Joon Chang, « Du protectionnisme au libre-échangeisme, une conversion opportuniste », *Le Monde diplomatique*, juin 2003. [NdT]
- [3] Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre II : *De la nature des fonds ou capitaux de leur accumulation et de leur emploi*, 1776 (trad. de Germain Garnier, 1881), Saguénay, Les classiques des sciences sociales, 2002. C'est justement ce que souhaitaient faire les démocrates d'Andrew Jackson, en particulier dans le secteur du coton, afin de garantir aux États-Unis des avantages économiques et géopolitiques. Il s'agissait d'ailleurs de l'une des principales raisons de l'annexion du Texas, qui représentait alors la moitié du Mexique. Le président John Tyler s'attendait à ce que « ce monopole, une fois protégé, mette toutes les autres nations à genoux devant nous. [...] Une seule année d'embargo infligerait à l'Europe davantage de souffrances que 50 ans de guerre. Je me demande si la Grande-Bretagne sera capable d'éviter les convulsions ». C'est ainsi que les États-Unis allaient pouvoir venir à bout de la dissuasion britannique tout en se hissant à la tête de l'économie mondiale. Voir Thomas Hietala,

Manifest Design : Anxious Aggrandizement in Late Jacksonian America, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1985 ; pour des citations et un exposé, voir Noam Chomsky, *L'an 501*, *op. cit.*

- [4] Kindelberger cité par Ha-Joong Chang, *Bad Samaritans*, *op. cit.*
- [5] Voir Jack Beeching, *The Chinese Opium Wars*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1975 ; Jack Gray, *Rebellions and Revolutions, China from the 1800s to the 1980s*, New York, Oxford University Press, 1990 ; J.Y. Wong, *Deadly Dreams : Opium and the Arrow War (1856–1860) in China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. Dans un contexte plus large, Carl Trocki, *Opium, Empire and the Global Political Economy, A study of the Asian opium trade 1750-1950*, Londres, Routledge, 1999. Pour des réserves quant aux conséquences sur la Chine, voir Frank Dikötter, Lars Laamann et Zhou Xun, *Narcotic Culture : A History of Drugs in China*, Chicago, University of Chicago Press, 2004. Aussi : Frédéric Wakeman Jr., « Les sociétés secrètes du Guandong (1800-1856) », dans J. Chesneaux, D. Feiling et N.N. Ho (dir.), *Mouvements populaires et sociétés secrètes en Chine aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles*, Paris, Maspero, 1970.
- [6] Pour une étude clairvoyante, au contenu révoltant sur l'esclavage après la guerre de Sécession, voir Douglas Blackmon, *op. cit.* Sur l'ampleur et la forme qu'il prend de nos jours, voir Randall Shelden, *Our Punitive Society, Race, Class, Gender and Punishment in America*, Long Grove (IL), Waveland Press, 2010. Sur les violations des normes internationales du travail en milieu carcéral, voir Susan Kang, « Forcing Prison Labor », *New Political Science*, vol. 31, n° 2, juin 2009, p. 137-161.
- [7] Afaf Lutfi Al-Sayyid Marsot, *Egypt in the Reign of Muhammad Ali*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984. Pour une analyse approfondie de l'Égypte de l'époque ayant suivi la Seconde Guerre mondiale, voir Noam Chomsky, *World Orders, Old and New*, *op. cit.*, chap. 2.
- [8] Basil Davidson, *The Black Man's Burden : Africa and the Curse of the Nation-State*, New York, Londres, Times Books, 1992.
- [9] Adam Smith, *op. cit.*, livre IV : *Des systèmes d'économie politique* ; David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 (trad. de F.S. Constancio et A. Fonteyraud, 1847), Saguenay, Les classiques des sciences sociales, 2002.
- [10] José Antonio Ocampo, « Rethinking the Development Agenda », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 26, n° 3, 2002, p. 393-407, article basé sur une présentation faite à l'assemblée annuelle de l'American Economic Association, janvier 2001.
- [11] Mark Weisbrot, Dean Baker et David Rosnik, « The Scorecard on Globalization 1980-2005 », p. 12-38 ; « 25 Years of Diminished Progress », CEPR, septembre 2005. Robert Pollin, *Contours of Descent*, Londres, Verso, 2003 ; Robert Hunter Wade « Does Inequality Matter ? », *Challenge*, vol. 48, n° 5, septembre-octobre 2005 ; *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 5, septembre-octobre 2006.
- [12] David Felix, dans Dean Baker *et al.* (dir.), *Globalization and Progressive Economic Policy*, *op. cit.*
- [13] Dean Baker, *Plunder and Blunder*, *op. cit.* ; Marc Miringoff et Marque-Luisa Miringoff, *The Social Health of the Nation, How America is Really Doing*, New York, Oxford University Press, 1999. La charge d'intérêts prévue pour 2019 est restée pratiquement identique à celle qui avait été prévue par Reagan et Bush, malgré les dépenses considérables destinées à surmonter les effets de la crise financière de 2007-2008 ; Dean Baker, *Beat the Press*, CEPR, 31 août 2009. Aussi John Irons, Kathryn Edwards et Anna Turner, « The 2009 Budget Deficit », *Economic Policy Institute Issue Brief*, 262, 20 août 2009, www.epi.org/page/-/issuebrief262.pdf.
- [14] Pour des références, voir Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète ?*, *op. cit.*, chap. 9.
- [15] *Ibid.* Joseph Stiglitz, « The Ethical Economist », *Foreign Affairs*, vol. 84, n° 6,

novembre-décembre 2005.

- [16] Tomas Valasek, « Europe's Missile, Defense Options », *Defense Monitor*, vol. 30, n° 3, mars 2001; Gordon Mitchell, *Fletcher Forum*, vol. 25, n° 1, hiver 2001, citant Charles Perrow.
- [17] Voir **note 1** du présent chapitre. Sur le rôle important de l'approvisionnement militaire pour le développement technologique, voir Vernon Ruttan, *Is War Necessary for Economic Growth ? Military Procurement and Technology Development*, New York, Oxford University Press, 2006. Sur la dépendance de grandes entreprises envers l'État ou leur sauvetage par celui-ci, ainsi que sur d'autres de ses interventions, voir Winfried Ruigrok et Rob van Tulder, *The Logic of International Restructuring*, Londres et New York, Routledge, 1995.
- [18] Pour un exposé sur les exemples cités par Greenspan, ainsi que pour les sources, voir Noam Chomsky, *Rogue States : The Rule of Force in World Affairs*, Cambridge (MA), South End Press, 2000, chap. 13.
- [19] James Cypher, « Military Spending, Technical Change, and Economic Growth, A Disguised Form of Industrial Policy? », *Journal of Economic Issues*, mars 1987; David Noble, *Forces of Production*, New York, Knopf, 1984; *Progress without People, In Defense of Luddism*, Chicago, Charles Kerr, 1993.
- [20] Dean Baker, « The High Cost of Protectionism : The Case of Intellectual Property Claims », *Economic Policy Institute Technical Paper*, n° 230, 1996; *In These Times*, 22 août 1999; Amy Kazmin, Andrew Jack et Alan Beattie, « Thailand: Patent or Patient? How Washington Uses Trade Deals to Protect Drugs », *Financial Times*, 22 août 2006, www.ft.com/cms/s/a36e1050-313e-11db-b953-0000779e2340.html.
- [21] Voir **note 15** du présent chapitre.
- [22] Ha-Joon Chang et Ajit Singh, « Public Enterprises in Developing Countries and Economic Efficiency – A Critical Examination of Analytical, Empirical, and Policy Issues », *UNCTAD Review*, n° 4, 1993, p. 45-81.
- [23] David Kirkpatrick, *The New York Times*, 6 août 2009. Sur la réforme des soins de santé, voir vers le milieu du chapitre 9, à partir de « **La nouvelle administration (...)** ».
- [24] Javier Santiso, *Latin America's Political Economy of the Possible, Beyond Good Revolutionaries and Free-Marketeers*, Cambridge (MA), MIT Press, 2006; Richard Lapper, *Financial Times*, 30 juillet 2006.
- [25] Voir Dean Baker, *Plunder and Blunder*, *op. cit.*, pour un exposé succinct. Sur la concentration, voir Thomas Hoenig, président de la banque de la Réserve fédérale du district de Kansas City, 6 août 2009, cité par Zach Carter, « A Master of Disaster », *The Nation*, 4 janvier 2010, www.thenation.com/article/master-disaster/.
- [26] Pete Engardio, « Can the Future Be Built in America ? », *Business Week*, 21 septembre 2009.
- [27] Ajay Kapur, Niall Macleod et Narendra Singh, « Equity Strategy. Plutonomy : Buying Luxury, Explaining Global Imbalances », *Citigroup Industry Note*, 16 octobre 2005; « Equity Strategy, Revisiting Plutonomy : The Rich Getting Richer », 5 mars 2006; « Why Service Stinks », *Business Week*, 23 octobre 2000.
- [28] *Wall Street Journal*, 15 juin 2009.
- [29] Thomas Catan et David Gauthier-Villars, *The Wall Street Journal*, 29 mai 2009.
- [30] Pour un exposé, accompagné d'exemples, sur les politiques publiques et privées ayant provoqué le déclin de la base industrielle et de l'avance technologique des États-Unis tout en favorisant les investisseurs internationaux au détriment des manufacturiers américains, voir le dossier spécial « Why Nothing Is Made in the USA Anymore », *American Prospect*, janvier 2010.
- [31] Paul Doremus, William Keller, Louis Pauly et Simon Reich, *The Myth of the Global*

- Corporation*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1998; Staughton Lynd, *Living Inside Our Hope, A Steadfast Radical's Thought on Rebuilding the Movement*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1997.
- [32] Pour un exposé et des sources, voir Noam Chomsky, *World Orders, Old and New*, *op. cit.*, chap. 2.
- [33] James Mahon, *Mobile Capital and Latin American Development*, University Park (PA), Pennsylvania State University Press, 1996; Timothy Canova, « Banking and Financial Reform at the Crossroads of the Neoliberal Contagion », *American University International Law Review*, vol. 14, n° 6, 1999; Javier Santiso, *op. cit.*
- [34] Michel J. Crozier *et al.*, *op. cit.* Voir aussi : Pierre Vallières, *La démocratie ingouvernable*, Montréal, Québec/Amérique, 1979. [NdT]
- [35] Sur le département du Trésor, voir Robert Wade, « The American Economic Empire », *Challenge*, vol. 47, n° 1, janvier-février 2004. Sur le dénigrement des articles à teneur socioéconomique de la Déclaration universelle des droits de l'homme par de hauts responsables, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, *op. cit.*, chap. 6. Keynes cité par Timothy Canova, *Brooklyn Law Review*, vol. 60, n° 4, 1995.
- [36] Barry Eichengreen, *Globalizing Capital : A History of the International Monetary System*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1996.
- [37] Atilio Boron, dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *Socialist Register 2006 : Telling the Truth*, Londres, Merlin Press, 2006.
- [38] Mark Turner, « Vox Populi », *Latin America EconoMonitor*, Roubini Global Economics, 6 décembre 2007, www.economonitor.com/blog/2007/12/vox-populi/.
- [39] Paul Waldman, « Elections aren't about issues », *The Boston Globe*, 6 septembre 2006. Sur le fossé séparant politiques et opinion publique, et sur l'élection présidentielle de 2004, voir les références mentionnées dans la **note 1 du chapitre 5**.

Notes du chapitre 4

- [1] Stephen Zunes, « The United States, Bolivia, and Dependency », *Americas Program Discussion Paper*, 5 novembre 2007, <http://www.cipamericas.org/archives/937>.
- [2] Winfried Ruigrok et Rob van Tulder, *op. cit.*
- [3] Karin Lissakers, *op. cit.*
- [4] John Eatwell et Lance Taylor, *Global Finance at Risk, The Case for International Regulation*, New York, New Press, 2000; David Felix, « Is the Drive Toward Free-Market Globalization Stalling ? », *Latin American Research Review*, vol. 33, n° 3, 1^{er} janvier 1998. Voir aussi David Felix, dans Dean Baker *et al.* (dir.), *Globalization and Progressive Economic Policy*, *op. cit.*
- [5] Barry Eichengreen, « Fortifying the Financial Architecture », *Current History, Global Trends 2010*, janvier 2010; Peter Boone et Simon Johnson, *Financial Times*, 19 janvier 2010.
- [6] Beaucoup moins souvent invoquées depuis que la crise de 2007-2008 les a réfutées de manière spectaculaire, même si leurs faiblesses étaient connues depuis longtemps. Par exemple, voir David Felix, « The Past as Future ? The Contribution of Financial Globalization to the Current Crisis of Neo-Liberalism as a Development Strategy », *Working Papers Series*, n° 69, 2003, Political Economy Research Institute, www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/working_papers/working_papers_51-100/WP69.pdf, présentant les importants travaux de Hyman Minsky sur les inefficiences du marché, qui font enfin l'objet d'une attention bien méritée.
- [7] Le Sénat des États-Unis a finalement donné son aval à une timide réforme du système financier le 15 juillet 2010. Voir « Barack Obama arrache au Congrès la réforme de Wall Street », *Le Monde*, 17 juillet 2010; et Marie-Christine Bonzom, « Secteur financier

- américain. Une réforme de nom seulement », *Le Devoir*, 17 juillet 2010. [NdT]
- [8] Michael Kranish, *The Boston Globe*, 21 décembre 2009. Il s'agit pratiquement du seul reportage à ce sujet. Voir ci-dessous, p. et suiv.
- [9] Eric Dash, *The New York Times*, 10 juin 2009.
- [10] Theo Francis et Peter Coy, « No Big Fix for Global Finance », *Business Week*, 9 septembre 2009; David Cho, « Banks “Too Big to Fail” Have Grown Even Bigger ; Behemoths Born of the Bailout Reduce Consumer Choice, Tempt Corporate Moral Hazard », *The Washington Post*, 28 août 2009; Martin Wolf, *Financial Times*, 15 septembre 2009.
- [11] The Pew Research Center for the People & the Press, « Fewer Americans See Solid Evidence of Global Warming », *Survey Reports*, 22 octobre 2009, www.people-press.org/2009/10/22/fewer-americans-see-solid-evidence-of-global-warming/.
- [12] Clifford Krauss et Jad Mouawad, « Oil Industry Backs Protests of Emissions Bill », *The New York Times*, 19 août 2009 ; John Carey, *Business Week*, 8 septembre 2009.
- [13] Alison Vekshin et Dawn Kopecki, « Frank to Recommend Replacing Fannie Mae, Freddie Mac », *Bloomberg Business Week*, 11 janvier 2010.
- [14] Gretchen Morgenson, « The Capitalist's Bible », *The New York Times*, 14 septembre 2009.
- [15] Michael J. Moore et Jamie McGee, « Wall Street Firms Will Revert to Pre-Crisis Model, Cohen Says », *Bloomberg.com*, 5 mai 2009, www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601109&sid=aye5Fzy0L_ss.
- [16] Peter Ford, « China's Green Leap Forward », *The Christian Science Monitor*, 10 août 2009, www.csmonitor.com/Innovation/Energy/2009/0810/china-s-green-leap-forward ; Martin Wolf, « Wheel of Fortune Turns as China Outdoes the West », *Financial Times*, 14 septembre 2009.
- [17] Eva Vergara (Associated Press), « Summit of Leaders Aims to End Crisis in Bolivia », *The Washington Times*, 16 septembre 2008, www.washingtontimes.com/news/2008/sep/16/summit-of-leaders-aims-to-end-crisis-in-bolivia.
- [18] Dan Keane, « S.American Leaders Aim for EU-Like Body », Associated Press, 9 décembre 2006.
- [19] Richard M. Nixon, dans The White House, *Memorandum of conversation*, Washington, National Security Archive, 6 novembre 1970, <http://cryptome.org/chile-plot.htm>. Sur la promotion de la démocratie, voir au début du [chapitre 2](#).
- [20] Kristin Bushby, *Washington Report on the Hemisphere*, Council on Hemispheric Affairs, 19 août 2009. Voir [note 49 du chapitre 2](#).
- [21] Mark Weisbrot, « Does the US Back the Honduran Coup ? », *The Guardian*, 1^{er} juillet 2009, www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2009/jul/01/honduras-zelaya-coup-obama ; « US leaves Honduras to its fate », *The Guardian*, 8 juillet 2009, www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2009/jul/08/honduras-coup-washington-zelaya.

Notes de la deuxième partie

Notes du chapitre 5

- [1] Benjamin Page et Marshall Bouton, *The Foreign Policy Disconnect, What Americans WANT from Our Leaders but don't GET*, Chicago, University of Chicago Press, 2006. Pour de nombreux exemples éloquentes, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, *op. cit.*

- Voir aussi Lawrence Jacobs et Benjamin Page, « Who Influences U.S. Foreign Policy ? », *op. cit.*.
- [2] Cité par David Foglesong, *America's Secret War Against Bolshevism*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 1995.
- [3] *Un héritage amer : le Vietnam*, Paris, Denoël, 1967. [NdT]
- [4] Sur ces questions, voir Noam Chomsky, *Rethinking Camelot, JFK, the Vietnam War and US Political Culture*, Cambridge (MA), South End Press, 1993. De nombreux documents apportant d'intéressantes nuances ont été rendus publics depuis la parution de cet ouvrage, mais le portrait reste essentiellement le même.
- [5] Plus tard, McGeorge Bundy, conseiller à la sécurité nationale sous Kennedy et Johnson, a suggéré que les États-Unis auraient pu mettre fin à la guerre dès la fin de 1965, à la suite du coup d'État de Suharto en Indonésie, qui a préservé cette dernière de la contagion en tuant probablement un million de personnes, essentiellement des paysans sans terre, et en démantelant le principal parti politique de masse, et qui lui a permis d'éviter de sombrer dans la démocratie tout en ouvrant son marché aux abondantes ressources financières des investisseurs occidentaux. À ce moment, le Vietnam du Sud était déjà largement dévasté, comme Fall l'avait décrit. Cité par David Fromkin et James Chace, « Vietnam, The Retrospect : What Are the Lessons of Vietnam ? », *Foreign Affairs*, vol. 63, n° 4, printemps 1985.
- [6] Pour plus de détails, voir Noam Chomsky, *Rethinking Camelot*, *op. cit.*
- [7] *Ibid.*
- [8] *Ibid.*
- [9] Arthur Schlesinger, « Good Foreign Policy a Casualty of War », *Los Angeles Times*, 23 mars 2003.
- [10] Opinion Research Business, *Newsroom*, septembre 2007, www.opinion.co.uk/newsroom.aspx
- [11] David Gardner, *Last Chance*, *op. cit.*, p. 61 et suiv. Pour un lumineux exposé sur les racines de la violence sectaire, entre autres, voir Jonathan Steele, *op. cit.*
- [12] Nir Rosen, « The Death of Iraq », *Current History*, vol. 106, n° 704, décembre 2007.
- [14] Timothy Williams, « Idle Iraqi Date Farms Show Decline of Economy », *The New York Times*, 15 août 2009. Sur les origines des lois irakiennes sur le pétrole et les menaces que leur évolution sous l'occupation fait peser sur l'économie, voir Kamil Mahdi, « Iraq's Oil Law : Parsing the Fine Print », *World Policy Journal*, été 2007. L'évolution de la situation a fait en sorte que les sociétés œuvrant dans le domaine de l'énergie n'ont rien obtenu des privilèges anticipés par Washington aussi tard qu'au début de 2008. Voir ci-dessous, p. .
- [14] Témoignage de Gary Milhollin, *United States Export Policy Toward Iraq Prior to Iraq's Invasion of Kuwait, Hearing Before the Committee on Banking, Housing, and Urban Affairs*, Sénat des États-Unis, 102^{ème} Congrès des États-Unis, 27 octobre 1992. À propos de la délégation de flatteurs envoyée par Bush père, voir Miron Rezun, *Saddam Hussein's Gulf Wars, Ambivalent Stakes in the Middle East*, Westport (CT), Praeger Publishers, 1992.
- [15] Denis Halliday, « Responsibility to Protect », *Development Dialogue*, n° 53, novembre 2009.
- [16] Hans Von Sponeck, *A Different Kind of War : The UN Sanctions Regime in Iraq*, New York et Oxford, Berghahn Books, 2006.
- [17] Pour un exemple particulièrement frappant, voir **note 15 du chapitre 11**.
- [18] Jonathan Steele, *op. cit.* Sur la destruction gratuite de la culture irakienne, y compris de sa classe intellectuelle et de monuments d'une valeur inestimable remontant aux origines de la civilisation moderne, chapitre « honteux, immoral et illégal de l'histoire contemporaine » découlant d'une volonté politique de « mettre fin à des États », voir

- Raymond Baker, Shereen Ismael et Tareq Ismail (dir.), *op. cit.*
- [19] Karen DeYoung, « All Iraqi Groups Blame U.S. Invasion for Discord, Study Shows », *The Washington Post*, 19 décembre 2007.
- [20] Cité par Stephen Fidler, *Financial Times*, 20 août 2007.
- [21] PR Newswire, Washington, 28 janvier 2008.
- [22] James Glanz, *The New York Times*, 16 janvier 2008.
- [23] *Ibid.*
- [24] David Gardner, *Last Chance*, *op. cit.*, pour un compte rendu de ce qui s'est passé par la suite.
- [25] C.J. Chivers, *The New York Times*, 11 septembre 2007.
- [26] Michael Gordon, *The New York Times*, 20 janvier 2008; Mark Curtis, *Unpeople : Britain's Secret Human Rights Abuses*, Londres, Vintage Books, 2004.
- [27] Gerald F. Seib, *The Wall Street Journal*, 12 février 2008.
- [28] Associated Press, *The Boston Globe*, 21 décembre 2007, quatre phrases. Les deux dernières sont les suivantes : « Les hauts responsables américains ont minimisé les enjeux » ; « “Nous préférons nous tourner vers l'avenir”, a déclaré un porte-parole de l'ambassade des États-Unis. » Mark Lacey, *The New York Times*, 28 novembre 2007. « Dans quelques jours, l'Irak va se retirer [en y installant] sa marionnette ; tout le monde arabe va être content », prédisait le président du comité des chefs d'état-major, Colin Powell, lors d'une réunion de haut niveau tenue immédiatement après le début de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein (correspondants de guerre Michael Gordon et Bernard Trainor, *The New York Times*, 23 octobre 1994, extrait de leur ouvrage alors à paraître : *The General's War*, Boston, Little, Brown & Co., 1995). Il s'agit essentiellement de ce qui s'est passé au Panamá, à la différence près que les Latino-Américains étaient furieux, et mécontents. Pour plus de détails sur les invasions et les réactions qu'elles ont suscitées aux États-Unis, voir Noam Chomsky, *Detering Democracy*, New York, Hill & Wang, 1992.
- [29] Elaine Sciolino, *The New York Times*, 30 novembre 2007.
- [30] « Public Opinion in Iran and America on Key International Issues », sondage, *World Public Opinion.org*, 24 janvier 2007, www.worldpublicopinion.org/pipa/pdf/jan07/Iran_Jan07_rpt.pdf.
- [31] *Ibid.* Aussi : « A Majority of Americans Reject Military Threats in Favor of Diplomacy with Iran », sondage, *World Public Opinion.org*, 7 décembre 2006, www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/brunitedstatescanadara/286.php.
- [32] Sur l'élargissement de l'OTAN, la nature des promesses et le contexte, voir **chap. 12** du présent ouvrage. Sur la redéfinition du projet de bouclier antimissile par Obama, voir les deux paragraphes vers la fin du chapitre 8, dont le premier commence par « **À la fin de 2009 (...)** ». Voir aussi les 4 paragraphes suivant **celui-ci**, vers la fin du chapitre 7. Sur l'opinion populaire très favorable, et ce, depuis longtemps, à la normalisation des relations avec Cuba, voir **note 27 du chapitre 2**.
- [33] *Arms Control Today*, janvier-février 2008.
- [34] Helene Cooper, *The New York Times*, 19 janvier 2008; Kevin Hall, quotidiens de la société McClatchy, 16 février 2008.
- [35] Bruce Cumings, « Et la Corée du Nord redevint fréquentable », *Le Monde diplomatique*, octobre 2007. Voir aussi Leon Sigal, « The Lessons of North Korea's Test », *Current History*, novembre 2006. Voir Noam Chomsky, *Interventions*, San Francisco, City Lights, 2007, pour un exposé sur le sujet.
- [36] David Sanger et William Broad, « U.S. Had Doubts on North Korean Uranium Drive », *The New York Times*, 28 février 2007.
- [37] Seymour Hersh, « What Did Israel Bomb in Syria? », *The New Yorker*, 11 février 2008.

- [38] Cette conclusion, fondée sur une inspection effectuée sur place, à la suite du bombardement, par Richard Wilson, physicien nucléaire à Harvard, et par des transfuges irakiens, a été confirmée par Wayne White, ex-analyste de l'Irak au bureau de renseignement et d'analyse du département d'État, qui avait accès à de nombreux éléments de preuve. Voir *Middle East Policy*, automne 2008.
- [39] Leon Sigal, *op. cit.*
- [40] « Déclaration de principes pour des liens à long terme de coopération et d'amitié entre la République d'Irak et les États-Unis d'Amérique », communiqué de presse de la Maison Blanche, 26 novembre 2007, traduit et diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État, www.america.gov/st/washfile-french/2007/November/20071128171533eaifas0.5053675.html.
- [41] Un *signing statement* (littéralement « déclaration par signature ») est un acte par lequel le président des États-Unis modifie la signification et la portée d'un texte de loi. [NdT]
- [42] Charlie Savage, *The Boston Globe*, 30 janvier 2008; Thom Shanker et Steven Lee Myers, *The New York Times*, 25 janvier 2008.
- [43] C. Christine Fair, Clay Ramsay et Steve Kull, « Pakistani Public Opinion on Democracy, Islamist Militancy, and Relations with the U.S. », *United States Institute of Peace Working Paper*, février 2008.
- [44] *Newsweek*, 18 octobre 2001.
- [45] Ian James, Associated Press, 31 décembre 2007. Autres agences de presse.

Notes du chapitre 6

- [1] Thomas Friedman, page d'opinions, *New York Times*, 10 juin 2009; Elliott Abrams, page d'opinions, *New York Times*, 12 juin 2009. Sur le vote et les efforts déployés pour accorder la victoire à l'Alliance du 14-mars, voir Assaf Kfoury, « The Fourth Estate in the Service of Power: Media Coverage of the Middle East », *Znet*, 6 décembre 2009, <https://zcomm.org/znetarticle/the-fourth-estate-in-the-service-of-power-media-coverage-of-the-middle-east-by-assaf-kfoury/>.
- [2] *Ibid.*
- [3] Cam Simpson, *Wall Street Journal*, 8 février 2007.
- [4] Voir Gilbert Achcar et Noam Chomsky, *La poudrière du Moyen-Orient*, *Washington joue avec le feu*, *op. cit.*, épilogue, note 29, pour une revue des commentaires.
- [5] Thomas Friedman, *New York Times*, 14 janvier 2009. Sur les violations des frontières par Israël, voir Zeev Maoz, analyste stratégique, « The War of Double Standards », traduction par l'auteur d'un texte paru dans *Haaretz*, 24 juillet 2006.
- [6] David Shieler, *New York Times*, 25 novembre 1983 ; aussi 26 janvier 1984; Human Rights Watch, *Israel: Without Status or Protection: Lebanese Detainees in Israel*, vol. 9, n° 11, octobre 1997. Voir Noam Chomsky, « Exterminate All the Brutes: Gaza 2009 », *Chomsky.info*, janvier 2009 (version révisée du 6 juin 2009), www.chomsky.info/articles/20090119.htm, pour un exposé et des sources. Pour un exposé plus approfondi sur l'attaque contre Gaza, voir Norman Finkelstein, « *This Time We Went Too Far* » : *Truth and Consequences of the Gaza Invasion*, New York, O/R Books, 2010.
- [7] Communiqué de presse d'Al Mezan, « IOF Kidnaps Five Palestinian Children in North Gaza », 7 septembre 2009, Référence n° 74/2009, www.mezan.org/en/post/9028/IOF+Kidnap+Five+Palestinian+Children+in+North+Gaza. Ma recherche dans les médias a couvert une semaine.
- [8] David Rose, « The Gaza Bombshell », *Vanity Fair*, avril 2008; Norman Olsen et Matthew Olsen, page d'opinions, *The Christian Science Monitor*, 12 janvier 2009.
- [9] Pour un compte rendu de ce macabre bilan et de l'état actuel des programmes destinés à

- anéantir tout espoir d'une vie décente pour les Palestiniens, voir Sara Roy, *The Gaza Strip : The Political Economy of De-development*, 3^{ème} éd., Beyrouth et Washington, Institute for Palestine Studies, 2010, introduction.
- [10] « Irish Nobel Peace Laureate Mairead Maguire Shot with Rubber Bullet by Israeli Military at Nonviolent Protest », *Democracy Now.org*, 23 avril 2007, www.democracynow.org/2007/4/23/headlines/israeli_troops_shoot_nobel_peace_laureate_with_rubber_bullets.
- [11] Gershom Gorenberg, *The Accidental Empire. Israel and the Birth of the Settlements, 1967-1977*, New York, Times Books, 2006. Sur l'exécution systématique de ce projet planifié avec soin et sur le rôle prépondérant de Peres et d'autres personnages salués en Occident pour leur « modération » et leur « pacifisme », voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land, The War Over Israeli's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, New York, Nation Books, 2007, sur le comportement honteux des tribunaux ; et Moshe Negbi, *Kisdom Hayinu*, Jerusalem, Keter Publishing House, 2004, en hébreu, chroniqueur juridique le plus réputé de la presse israélienne. Pour des citations tirées de son compte rendu poignant de ce qu'Israël considère comme la loi, et d'autres citations similaires émanant d'analystes israéliens de premier plan, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, op. cit. Ibid. sur la Cour internationale de justice et sur Thomas Buergenthal.
- [12] Voir les références mentionnées dans la **note 16** du présent chapitre.
- [13] Jeremy Bowen, « Bowen Diary : The Days Before War », *BBC News*, 10 janvier 2009, http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/7822048.stm.
- [14] Regev interviewé par David Fuller, Channel 4, Royaume-Uni, www.youtube.com/watch?v=N6e-elrgYL0 ; Éditorial, *The Other Israel*, Holon (Israël), décembre 2008-janvier 2009.
- [15] Rory McCarthy, *Guardian*, 5 novembre 2008.
- [16] Sara Roy, *London Review of Books*, 1^{er} janvier 2009 ; *Christian Science Monitor*, 2 janvier 2009 ; Physicians for Human Rights-Israel, mise à jour, 12 décembre 2008, www.phr.org.il/phr/files/articlefile_1230045569593.doc.
- [17] Gareth Porter, « Israel Rejected Hamas Ceasefire Offer in December », Inter Press Service, 9 janvier 2009, www.ipsnews.net/2009/01/mideast-israel-rejected-hamas-ceasefire-offer-in-december/. Voir aussi Peter Beaumont, *Observer*, 1^{er} mars 2009.
- [18] Akiva Eldar, « White Flag, Black Flag », *Haaretz*, 28 janvier 2009, www.haaretz.com/white-flag-black-flag-1.267462.
- [19] David Remnick, *The New Yorker*, 12 janvier 2009.
- [20] Voir Noam Chomsky, *Israël, Palestine, États-Unis. Le triangle fatidique*, Montréal, Écosociété, 2006, p. 201 et suiv., et *Pirates et empereurs. Le terrorisme international dans le monde contemporain*, Paris, Fayard, 2003, p. 56 et suiv.
- [21] Stephen Lee Myers, *New York Times*, 4 janvier 2009.
- [22] En hébreu, la notion de propagande est évoquée par deux mots : *ta'amulah*, qui désigne la propagande des autres, et *hasbara* (signifiant aussi « explication »), qui désigne la propagande israélienne. Présupposé tacite : comme nous avons toujours raison, il suffit d'expliquer les choses aux tiers ignorants. Il s'agit d'une pratique courante de l'État. Par exemple, il y a un siècle, le « ministère de l'Information » du Royaume-Uni avait pour mandat d'« informer » les intellectuels américains des raisons pour lesquelles ils devaient soutenir les Britanniques pendant la Première Guerre mondiale (une brillante réussite), tandis que le « Comité d'information publique » de Woodrow Wilson, lui, ciblait l'ensemble de la population, aussi avec un remarquable succès. Pour une analyse, voir Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, op. cit.
- [23] Stephen Erlanger, *New York Times*, 31 janvier 2008.
- [24] Moshe Negbi, *Kisdom Hayinu*, Jérusalem, Keter, 2004.

- [25] Stephen Erlanger, *New York Times*, 25 janvier 2008.
- [26] *Israel National News*, 27 avril 2007.
- [27] Livni citée par Scott Wilson, *The Washington Post*, 20 décembre 2007.
- [28] Michael Walzer, dans Irving Howe et Carl Gershman (dir.), *Israel, The Arabs, and the Middle East*, New York, Quadrangle Press, 1972. Dans le contexte du débat sur la population palestinienne d'Israël, Waltzer a écrit que le processus de construction d'une nation peut être vécu difficilement par ceux qui se trouvent « dans les marges de la nation », si bien que, parfois, « les difficultés [...] ne peuvent être aplanies que si l'on aide les gens qui doivent partir à le faire ». Ethan Bronner, *New York Times*, 12 février 2009.
- [29] Aluf Benn, *The Washington Post*, 14 août 2005.
- [30] Cité par Yoav Stern, *Haaretz*, 1^{er} mai 2006.
- [31] Scott Wilson, « For Israel's Arab Citizens, Isolation and Exclusion », *The Washington Post*, 20 décembre 2007, un des rares reportages ayant abordé ce phénomène. À propos des lois, voir Noam Chomsky, *Towards a New Cold War, U.S. Foreign Policy from Vietnam to Reagan*, New York, Pantheon, 1982; et, pour une étude beaucoup plus exhaustive, Walter Lehn et Uri Davis, *The Jewish National Fund*, New York, Kegan Paul International, 1988.
- [32] Jonathan Liss, *Haaretz*, 3 janvier 2010. Sur le Golan, voir « No entry for Arabs », *Haaretz*, 13 janvier 2010.
- [33] Jonathan Liss, *Haaretz*, 2 janvier 2010.
- [34] Voir chap. 8, 5^{ème} par. et suiv.
- [35] Yossi Beilin, *Mehiro shel Ihud*, Tel-Aviv, Revivim, 1985, p. 42 et 147, source de première main pour les procès-verbaux du cabinet israélien sous la coalition travailliste au pouvoir de 1967 à 1977. Sur l'analogie de Dayan, Gershom Gorenberg, *op. cit.*, p. 81-82. Pour en savoir plus à ce propos, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, *op. cit.*, chap. 5; et *Middle East Illusions*, Lanham (MD), Rowman and Littlefield, 2003, chap. 6. Le *New York Herald* est cité par James Bradley, *The Imperial Cruise*, New York, Little, Brown & Co., 2009, p. 63.
- [36] Parfois qualifiée de « solution à un État », cette proposition fait tout de même une nette distinction entre deux groupes, chacun ayant droit au respect de sa culture, de sa langue et de son identité.
- [37] Voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, *op. cit.*, p. 193 et suiv.
- [38] Pour un exemple, voir l'économiste Sever Plocker, « A Thorn in the World's Side », *Yediot Aharonot*, 3 novembre 1999 (www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3798761,00.html), qui raconte avec désarroi l'épisode où il a dû annuler une conférence qu'il devait donner à Oxford parce que l'atmosphère anti-israélienne qui y régnait était telle qu'il aurait été traité comme un lépreux. Cette description est exagérée, mais représentative d'un sentiment d'innocence brisée de plus en plus répandu.
- [39] Ryan Irwin, « A Wind of Change ? White Redoubt and the Postcolonial Moment, 1960-1963 », *Diplomatic History*, novembre 2009.
- [40] Équipe spéciale interinstitutions des Nations unies sur le redressement économique et le développement de l'Afrique, Commission économique pour l'Afrique et Programme de redressement de l'Afrique, *South African Destabilization : The Economic Cost of Frontline Resistance to Apartheid*, New York, United Nations, 1989, p. 13, cité par Merle Bowen, *Fletcher Forum*, hiver 1991; ANC, Joseba Zulaika et William Douglass, *Terror and Taboo, the Follies, Fables, and Faces of Terrorism*, Londres et New York, Routledge, 1996, p. 12. Sur l'augmentation des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique du Sud à la suite de l'imposition de sanctions par le Congrès en 1985, voir Gay McDougall et Richard Knight, dans Robert Edgar (dir.), *Sanctioning Apartheid*, Trenton (NJ), Africa World Press, 1990; Richard Garfield, Julia Devin et Joy Fausey, « The Health Impact of Economic Sanctions », *Bulletin of the New York Academy of*

Médecine, vol. 72, n° 2, hiver 1995. Pour un tour d'horizon des campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions visant l'occupation israélienne, voir John Pilger, *Znet*, 16 janvier 2010.

Notes du chapitre 7

- [1] Lee Butler, « At the End of the Journey : The Risks of Cold War Thinking in a New Era », *International Affairs*, vol. 82, n° 4, 22 juin 2006, p.763-769.
- [2] Hans Kristensen, *Nuclear Futures : Proliferation of Weapons of Mass Destruction and U.S. Nuclear Strategy*, British American Security Information Council, *Basic Research Report*, vol. 98, n° 2, mars 1998, appendice 2. Pour de plus longues citations, voir Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire*, op. cit., chap. 6.
- [3] Brahma Chellaney, *International Herald Tribune*, 7 mai 1996.
- [4] Peter Sand, « African Nuclear-Weapon-Free Zone in Force : What Next for Diego Garcia ? », asil *Insight*, vol. 13, n° 12, 28 août 2009. Sur cet épisode peu reluisant voir David Vine, *Island of Shame, The Secret History of the U.S. Military Base on Diego Garcia*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2009; Cole Harvey, *Arms Control Today*, septembre 2009, revue de l'Arms Control Association.
- [5] Communiqué de presse, Commander Submarine Force U.S. Pacific Fleet (COMSUBPAC), Pearl Harbor, NNS 091203-01. Je suis redevable à Peter Sand de m'avoir fourni ce document.
- [6] Voir **note 29 du chapitre 5**. Il s'agit des résultats de sondages effectués en janvier 2007. Les perceptions ont peut-être changé depuis ce temps vu l'imposante campagne de propagande sur l'Iran à laquelle se sont livrés le gouvernement et les médias.
- [7] Cité par Frank Costigliola dans Thomas Paterson (dir.), *Kennedy's Quest for Victory, American Foreign Policy 1961-1963*, New York, Oxford University Press, 1989.
- [8] *World Public Opinion.org*, sondages effectués du 18 au 27 janvier 2008, www.worldpublicopinion.org/pipa/pdf/mar08/USGov_Mar08_quaire.pdf ; Zeev Maoz, *Defending the Holy Land, A Critical Analysis of Israel's Security & Foreign Policy*, Ann Arbor (MI), University of Michigan Press, 2006; Abrahamian cité par David Barsamian (dir.), *Targeting Iran*, San Francisco, City Lights Books, 2005.
- [9] Chas Freeman, dans « Iran's Strategic Concerns and U.S. Interests », *Middle East Policy Council Forums*, 18 janvier 2008.
- [10] Voir les références citées dans la **note 23 du chapitre 2**.
- [11] Sur l'OTAN, voir chapitre 12. Sur la ZLAN, voir Michael McGwire, « The Rise and Fall of the NTP : An Opportunity for Britain », *International Affairs*, vol. 81, n° 1, janvier 2005.
- [12] Union of Concerned Scientists, « U.S. Attempt to Shoot Down Satellite Undermines Efforts to Ban Space Weapons, Reduces U.S. Security, Science Group Says », communiqué de presse, 20 février 2008, www.ucsusa.org/news/press_release/us-attempt-to-shoot-down-0098.html ; John Steinbruner et Nancy Gallagher, « Constructive Transformation : An Alternative Vision of Global Security », *Daedalus*, vol. 133, n° 3, été 2004.
- [13] Andrew Bacevich, *National Interest*, été 2001 ; Lawrence Kaplan, *New Republic*, 12 mars 2001. La RAND Corporation est citée par Kaplan, c'est elle qui souligne. Pour mieux comprendre en quoi les systèmes de défense antimissiles balistiques consistent en une arme de première frappe, voir Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète ?*, op. cit., chap. 9.
- [14] George Lewis et Theodore Postol, « European Missile Defense: The Technological Basis of Russian Concerns », *Arms Control Today*, octobre 2007.
- [15] Cité par Olivier Zajec, « Subtile partie d'échecs entre Moscou et Washington », *Le*

Monde diplomatique, avril 2008.

- [16] Larry Shoup et William Minter, *op. cit.* Voir David Gibbs, *op. cit.*, sur ces questions et, plus précisément, sur leur rôle dans le bombardement de la Serbie en 1999. Voir la **note 23 du chapitre 2** et le **paragraphe qu'elle conclut**.
- [17] Selon Melvin Goodman, analyste stratégique et militaire au Center for International Policy, les États-Unis dépensent davantage que le reste du monde dans son ensemble pour l'armée, le renseignement et la sécurité intérieure, et sont responsables de 70 % des ventes d'armes dans le monde. *Truthout*, 20 octobre 2009.
- [18] John McGlynn, « The US Declaration of War on Iran », *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus*, 20 mars 2008, <http://japanfocus.org/-John-McGlynn/2707>.
- [19] Klaus Naumann, John Shalikashvili *et al.*, *Towards a Grand Strategy for an Uncertain World : Renewing the Transatlantic Partnership*, Washington, Center for Strategic and International Studies, Noaber Foundation, 2007, [www.worldsecuritynetwork.com/documents/3eproefGrandStrat\(b\).pdf](http://www.worldsecuritynetwork.com/documents/3eproefGrandStrat(b).pdf).
- [19] Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain. Annexe statistique*, New York, PNUD, 2010, p. 162-163; Maurice Guernier, *An-Nahar Arab Report and Memo*, Beirut, 17 avril 1978. Pour d'autres citations, voir Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, *op. cit.* »

Notes du chapitre 8

- [1] Dan Fromkin, *The Washington Post*, 29 mai 2009.
- [2] Agence France-Presse, 16 mai 2009.
- [3] Akiva Eldar, *Haaretz*, 1^{er} juin 2009.
- [4] Voir **chap. 10** du présent ouvrage.
- [5] État d'Israël, plate-forme électorale du Likoud, 1999, www.knesset.gov.il/elections/knesset15/elikud_m.htm. Entrevue avec David Bar-Illan, directeur des communications et de la planification des politiques au bureau du premier ministre, *Palestine-Israel Journal*, été-automne 1996.
- [6] Amnon Barzilai, *Haaretz*, 24 octobre 1995. Pour plus de détails, voir Noam Chomsky, *World Orders, Old and New*, *op. cit.*, épilogue.
- [7] Pour plus de détails, voir Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, *op. cit.*, postface. Pour une vue d'ensemble de l'histoire diplomatique et militaire de la région, voir Norman Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, Londres, Verso, 2003 ; Zeev Maoz, *Defending the Holy Land*, *op. cit.* Aussi : Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète ?*, *op. cit.* ; et *Les États manqués*, *op. cit.*
- [8] *Ibid.*, pour un tour d'horizon et des sources.
- [9] Jeffrey Goldberg, *The New York Times*, 24 mai 2009.
- [10] « Chronicle of Annexation Known from the Outset », Bimkom, B'Tselem, décembre 2009, en hébreu. Barak cité par Amos Harel, *Haaretz*, 1^{er} février 2009. La position de Barak est appuyée par Tzipi Livnu et Benyamin Netanyahu, qui réaffirment ainsi un consensus national de longue date.
- [11] Sur la Banque mondiale, BBC *News*, 20 mai 2009; Uri Misgav, *Yediot Aharonot*, *Friday Political Supplement*, 22 janvier 2008.
- [12] Stephen Zunes, « Obama and Israel's Military : Still Arm-in-Arm », *Foreign Policy in Focus*, 4 mars 2009.
- [13] Le site Internet de la campagne d'Obama à la présidence ne laissait planer aucun doute quant à cette position. Voir Gilbert Achcar et Noam Chomsky, *La poudrière du Moyen-Orient*, *op. cit.*, épilogue.
- [14] Amira Hass, « An Israeli Achievement », *BitterLemons.org*, 20 avril 2009,

- [15] Sara Roy, « The Peril of Forgetting Gaza », *Harvard Crimson*, 2 juin 2009. Pour un compte rendu détaillé des détails sordides, voir Sara Roy, « Before Gaza, After Gaza : Examining the New Reality in Israel/Palestine », à paraître dans les actes du colloque *Palestine and the Palestinians Today*, Center for Contemporary Arab Studies, Georgetown University ; il s'agit d'un résumé de l'introduction à la troisième édition de son *The Gaza Strip* [voir [note 9 du chapitre 6](#)].
- [16] Voir la quinzaine de paragraphes qui suivent [celui-ci](#), au début du chapitre 6 (commençant par « Dans les pays occidentaux (...) »), et les références mentionnées dans la [note 16 du chapitre 6](#).
- [17] Peter Beaumont, « Gazans Look for a Place to Breathe by the Sea », *The Guardian*, 27 mai 2009.
- [18] *Platts Commodity News*, du 3 au 16 février 2009.
- [19] Pour d'autres sources et en savoir plus sur le rôle d'Evans dans cette affaire, voir Noam Chomsky, *L'an 501, op. cit.*, chap. 4; et *Le pouvoir mis à nu*, Montréal, Écosociété, 2002, chap. 7 et 8. Voir aussi le compte rendu des antécédents d'Evans publié par le spécialiste de l'Australie et de l'Asie du Sud-Est et ex-agent du renseignement Clinton Fernandes : *Reluctant Saviour : Australia, Indonesia and the Independence of East Timor*, Carlton (Australie), Scribe Publications, 2004.
- [20] Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE), Gareth Evans et Mohamed Sahnoun, coprésidents, *La responsabilité de protéger. Rapport de la CIISE*, Ottawa, Centre de recherche sur le développement international, décembre 2001; *The Economist*, 23 juillet 2009. Voir Noam Chomsky, « Human Rights in the New Millennium », conférence donnée à la London School of Economics, 29 octobre 2009, www.chomsky.info/talks/20091029.htm ; *Z Magazine*, janvier 2010 ; photo d'Evans et Atalas trinquant dans Edward S. Herman et David Peterson, « The Responsibility to Protect, the International Criminal Court, and *Foreign Policy in Focus* : Subverting the UN Charter in the Name of Human Rights », *MRZine*, 24 août 2009, <http://mrzine.monthlyreview.org/hp240809.html>. À propos des diverses variantes de la responsabilité de protéger et des principes qui sous-tendent leur mise en œuvre, ainsi que du droit, inédit, d'ingérence par la force accordé à l'OTAN par la commission Evans, mais ne figurant pas dans la déclaration sur la responsabilité de protéger émise lors du sommet de l'ONU tenu en 2005, voir notre déclaration à l'assemblée générale des Nations unies, « The Responsibility to Protect », New York, 23 juillet 2009; et « Human Rights in the New Millennium », *op. cit.* Pour un exemple parmi tant d'autres de ces graves erreurs d'interprétation, voir Sarah Sewall, directrice du programme sur les droits de la personne et la sécurité nationale du Carr Center de la Kennedy School of Government à l'université Harvard, *Boston Review*, septembre-octobre 2009. En plus de mal interpréter la notion de responsabilité de protéger, Sewall a écrit que « les opérations de bombardement menées en 1999 par l'OTAN pour mettre fin à la persécution des Kosovars par les Serbes », bien que considérées comme illégales par le droit international, « ont néanmoins été pardonnées, ou à tout le moins tolérées, essentiellement pour des raisons d'ordre moral ». Cette allégation relaye docilement une propagande gouvernementale pourtant réfutée en bloc par de nombreux documents officiels. Les bombardements n'ont été ni pardonnés ni tolérés, mais plutôt vivement condamnés par les pays du Sud, et ce, à maintes reprises. De plus, à l'instar d'autres membres du Carr Center, Sewall ne se soucie que de l'échec de Washington à prévenir les crimes : elle ignore complètement l'ignoble – et simultané – bilan des États-Unis en matière de crimes odieux, tandis que des intellectuels occidentaux se complaisent dans l'autoglorification pour leurs « principes », leurs « valeurs », leur « altruisme », leur « grandeur d'âme », etc. Voir Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire, op. cit.* ; et *A New Generation Draws the Line, op. cit.* ; David Gibbs, *op. cit.*
- [21] Avi Issacharoff, *Haaretz*, 6 mai 2009; Associated Press, 6 mai 2009; Reuters, 7 mai

2009. Pour une analyse de ces conditions de vie de plus en plus dures, voir Nadim Kawach, « Real Per Capita Income of Palestine Plunges », *International Solidarity Movement*, 17 janvier 2010, <http://palsolidarity.org/2010/01/10761>.
- [22] Yisrael Katz, *Haaretz*, 31 mai 2009.
- [23] C'est Jimmy Carter, dans son ouvrage intitulé *Palestine : la paix, pas l'apartheid* (Paris, L'Arcipel, 2007), qui a été le premier à révéler au grand public le rejet, approuvé par Washington, de la Feuille de route par Israël (bien que ce fait ait été connu dans les cercles militants). Les « réserves » d'Israël sont énumérées dans un appendice. Bien que le livre de Carter ait suscité un concert de protestations, cette importante section n'a, autant que je sache, fait l'objet d'aucune recension. On a fait beaucoup d'efforts pour dénicher des erreurs sans importance, mais en ignorant l'une d'elles, très grave : la répétition par Carter du mythe selon lequel en 1982 Israël aurait envahi le Liban pour se défendre contre les tirs de roquettes de l'OLP, sujet dont j'ai traité dans le **chapitre 6** du présent ouvrage. Voir la dizaine de paragraphes suivant **celui-ci** (vers le milieu du chap. 6), qui commence par « À la suite de l'attaque israélienne du 4 novembre... », et la **note 21 du chapitre 6**.
- [24] *Hadashot*, 8 octobre 1993 ; Yair Fidel, *Hadashot Supplement*, 29 octobre 1993.
- [25] Helene Cooper, *The New York Times*, 1^{er} juin 2009.
- [26] Isabel Kirshner, *The New York Times*, 2 juin 2009.
- [27] Akiva Eldar, *Haaretz*, 2 juin 2009.
- [28] Jackson Diehl, « Abba's Waiting Game », *The Washington Post*, 29 mai 2009.
- [29] Elliott Abrams, « The Settlement Freeze Fallacy », *The Washington Post*, 8 avril 2009.
- [30] Karen DeYoung et Howard Schneider, « Israel Putting Forth "Unprecedented" Concessions, Clinton Says », *The Washington Post*, 1^{er} novembre 2009.
- [31] Une traduction française de l'accord de Genève se trouve à l'adresse suivante : www.france-palestine.org/IMG/pdf/texte_geneve.pdf.
- [32] Ed Hornick, « Obama Looks to Reach the Soul of the Muslim World », CNN, 3 juin 2009, <http://edition.cnn.com/2009/POLITICS/06/03/obama.muslim.outreach/> ; Thomas Friedman, « Obama on Obama », *The New York Times*, 3 juin 2009.
- [33] Cité par Jeff Zeleyna et Michael Slackman, *The New York Times*, 4 juin 2009.
- [34] Yolande Knell, Heba Saleh et Roula Khalaf, *Financial Times Special Report on Egypt*, 17 décembre 2009. Sur les actions timides de Bush fils pour la démocratie en Égypte, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, *op. cit.*
- [35] Associated Press, 5 janvier 2010.
- [36] Douglas Little, « Cold War and Covert Action, The United States and Syria, 1945-1958 », *Middle East Journal*, hiver 1990; Document du National Security Council n° 5801/1, 24 janvier 1958. Voir aussi Salim Yaqub, « Imperious Doctrines : U.S.-Arab Relations from Dwight D. Eisenhower to George W. Bush », *Diplomatic History*, vol. 26, n° 4, automne 2002; et *Containing Arab Nationalism : The Eisenhower Doctrine and the Middle East*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 2004.
- [37] Pour des sources et une analyse plus approfondie du soutien apporté par les États-Unis aux tyrannies du monde arabe et de ses conséquences connues, voir Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète ?*, *op. cit.*, chap. 3 et 8; et *Les États manqués*, *op. cit.*, chap. 5. Aussi David Gardner, *Last Chance*, *op. cit.* et de nombreuses autres sources.
- [38] *Ibid.*, p. 29 et xix; Fawaz Gerges, *Journey of the Jihadist, Inside Muslim Militancy*, Orlando, Harcourt Press, 2006, p. 210 et suiv. Sur la réaction des islamistes modérés en Égypte et ailleurs, voir Raymond Baker, *Islam without Fear, Egypt and the New Islamists*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2003, p. 266 et suiv.; Michael Scheuer, *Imperial Hubris : Why the West Is Losing the War on Terror*, Dulles (VA), Brassey's Inc., 2004, d'abord publié sous le couvert de l'anonymat.

- [39] Jeffrey Smith et Joby Warrick, *The Washington Post*, 28 mai 2009.
- [40] Sur l'arsenal nucléaire indien, voir James Lamont et James Blitz, *Financial Times*, 27 septembre 2009. Sur les rapports entre l'AIEA et Israël, voir les articles émanant d'agences de transmission, *La Jornada*, Mexico, 19 septembre 2009 ; Mark Weiss, *Irish Times*, 19 septembre 2009 ; et Associated Press, *Washington Times*, 19 septembre 2009 (seuls reportages parus dans la presse de langue anglaise). Sur les rapports entre Obama et Israël, voir Eli Lake, *Washington Times*, 2 octobre 2009. Sur les garanties de l'AIEA, voir States News Service, 19 septembre 2009, Associated Press, *Washington Times*, 19 septembre 2009. Sur les rapports entre la Maison Blanche et l'Inde, voir Indo-Asian News Service, 26 septembre 2009.
- [41] *Daily Mail*, Londres, 13 octobre 2009 ; Mitch Potter, *Toronto Star*, 13 octobre 2009 ; Jim Wolf, Reuters, 27 août 2009 ; Tony Capaccio, Bloomberg, 31 juillet 2009.
- [42] Avner Cohen et George Perkovich, « Proliferation Analysis », Carnegie Endowment, 14 mai 2009, www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=23124.
- [43] Julian Borger, *The Guardian*, 6 mai 2009 ; Reuters, 21 mai 2009 ; « US Keeps Nuclear "Don't Ask, Don't Tell" – Israel Aide », 21 mai 2009, www.reuters.com/article/latestCrisis/idUSLL942309 ; Institute for Public Accuracy, « Israeli Whistleblower Vanunu on Mideast Nukes », communiqué de presse, 17 septembre 2004, www.accuracy.org/newsrelease.php?articleId=222.
- [44] Wayne E. White, *Middle East Policy*, automne 2008. Voir la **note 37 du chapitre 5**.
- [45] Martin van Creveld, *International Herald Tribune*, 21 août 2004 ; David Kay, « The Iranian Fallout », *National Interest*, septembre-octobre 2008.
- [46] Reuel Marc Gerecht, dans Robert Kagan et William Kristol (dir.), *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, San Francisco, Encounter Books, 2000.
- [47] Leonard Weiss, *Middle East Policy*, automne 2009. Il évoque une menace réelle, non pour Israël, mais pour le projet sioniste : que les craintes irrationnelles de la population suscitent une forte émigration. Voir Ofri Ilani, *Haaretz*, 21 juillet 2009, qui rapporte des résultats de sondages indiquant qu'« un Israélien sur quatre envisagerait de quitter le pays si l'Iran se dotait d'armes nucléaires ».
- [48] Judy Dempsey, « No Progress in Talks for Financing of European Military Plane », *The New York Times*, 22 janvier 2010 ; Nicholas Kulish et Ellen Barry, *The New York Times*, 5 février 2010 ; Reuters, « Russia Says Concerned at Romania Hosting U.S. Missiles », 5 février 2010 ; Ellen Barry, *The New York Times*, 6 et 10 février 2010. Deux éléments préoccupent la Russie : on ne l'a pas consultée, puis une deuxième génération d'intercepteurs, prévue pour 2018, pourrait affecter sa capacité de dissuasion ; de plus, les États-Unis refusent d'avoir l'obligation de fournir de l'information sur leurs systèmes. Brzezinski cité par Gerald Posner, « How Obama Flubbed His Missile Message », *The Daily Beast*, 18 septembre 2009, www.thedailybeast.com/blogs-and-stories/2009-09-18/how-obama-flubbed-his-missile-message.
- [49] Aluf Benn et Amos Harel, *Haaretz*, 14 septembre 2008 ; en plus des missiles, les États-Unis ont livré à Israël des « bombes guidées » (bombes antiblockhaus), dans le but évident de menacer l'Iran. Reuters, 7 mars 2009 ; service de presse *Haaretz*, 14 juillet 2009 ; David Sanger et Eric Schmitt, « U.S. Speeding Up Missile Defenses in Persian Gulf », *The New York Times*, 30 janvier 2010.
- [50] Phil Stewart, « Petraeus Says Strike on Iran Could Spark Nationalism », Reuters, 3 février 2010, www.reuters.com/article/idUSTRE6123TN20100203.
- [51] John Kerry, « Restoring Leadership in the Middle East, A Regional Approach to Peace », discours à la Brookings Institution, 4 mars 2009, www.brookings.edu/events/2009/03/04-leadership.
- [52] Gideon Levy, *Haaretz*, 26 juin 2009. Voir les reportages empreints de déférence d'Ethan

- Bronner, *The New York Times*, 27 février 2009; et Karin Laub, Associated Press, 27 juin 2009. À propos des instructeurs jordaniens, voir aussi Avi Issacharoff, *Haaretz*, 8 avril 2009.
- [53] Charles Levinson, « Palestinian Support Wanes for American-Trained Forces », *The Wall Street Journal*, 15 octobre 2009, <http://online.wsj.com/article/SB1255470352-00183335.html>.
- [54] Selon un éminent spécialiste, qui s'est exprimé sous le couvert de l'anonymat. Sur la collaboration de la CIA avec les forces palestiniennes, dont celles qui pratiquent la torture, voir Ian Cobain, « CIA Working With Palestinian Security Agents », *The Guardian*, 17 décembre 2009.
- [55] Voir le **chap. 1**.
- [56] Voir la **note 44 du chapitre 2**.
- [57] Shai Gal, www.mako.co.il/finances-hitech/tech/Article2f62cb46644121006.htm (en hébreu), 15 mai 2009. Mako est un portail de nouvelles et de divertissement qui collabore étroitement avec la chaîne israélienne de télévision Aroutz 2.
- [58] Felix Frisch, « No IDF Orders : Rafael Moving to US ; the Move Will Enable the IDF to Use U.S. Aid to Buy Rafael Products », *Globes* (magazine d'affaires israélien), 17 mars 2004; Anshel Feffer, *Haaretz*, 2 février 2009 (en hébreu), www.haaretz.co.il/hasite/spages/1062977.html.
- [59] Amos Harel, *Haaretz*, 10 janvier 2010.
- [60] Voir Noam Chomsky, « Exterminate All the Brutes », *op. cit.*

Notes du chapitre 9

- [1] *World Public Opinion.org*, sondages, du 18 au 27 janvier 2008, www.worldpublicopinion.org/pipa/pdf/mar08/USGov_Mar08_quaire.pdf. Voir la **note 8 du chapitre 7**.
- [2] Steve Charnovitz, « The ILO Convention on Freedom of Association and Its Future in the United States », éditorial, *American Journal of International Law*, vol. 102, n° 1, janvier 2008, p. 90-107.
- [3] Greg Shaw, « Changes in Public Opinion and the American Welfare State », *Political Science Quarterly*, vol. 124, n° 4, hiver 2009-2010, p. 627-653.
- [4] Sur l'ampleur des campagnes de propagande dans l'immédiat après-guerre, voir Elizabeth Fones-Wolf, *Selling Free Enterprise*, Urbana (IL), University of Illinois Press, 1994. Pour une vue d'ensemble, voir le travail précurseur d'Alex Carey, *Taking the Risks Out of Democracy, Corporate Propaganda versus Freedom and Liberty*, Urbana (IL), University of Illinois Press, 1995, entre autres recherches importantes.
- [5] Edward Luce et Andrew Ward, *Financial Times*, 3 septembre 2008, « Campaign Diary », *Financial Times*, 28 octobre 2008.
- [6] Matthew Creamer, « Obama Wins ! ... Ad Age's Marketer of the Year », *Advertizing Age*, 17 octobre 2008.
- [7] Andrew Edgecliffe-Johnson, *Financial Times*, 25 novembre 2008.
- [8] Dean Baker, « Republicans Complain Obama Will "Bury" Our Children with Reagan Era Debt Burdens », *Beat the Press, The American Prospect*, 26 août 2009. Sur l'enthousiasme reaganien envers l'État, voir le milieu du **chapitre 3**.
- [9] « Money Wins Presidency and 9 of 10 Congressional Races in Priciest U.S. Election Ever », *OpenSecrets.org*, 5 novembre 2008, www.opensecrets.org/news/2008/11/money-wins-white-house-and.html.
- [10] Alan Greenspan, témoignage devant le comité des banques du Sénat, février 1997.~
- [11] John Hughes, « Obama's Global To-Do List », *The Christian Science Monitor*,

- 6 novembre 2008; Daniel Hunt, cité par Ethan Bronner dans, *The New York Times*, 5 novembre 2008; Durandin, cité part Robert Marquand dans, *The Christian Science Monitor*, 17 novembre 2008.
- [12] Scott Helman, « Wish Lists Piling-Up for Obama », *The Boston Globe*, 9 novembre 2008; Christopher Cooper, *The Wall Street Journal*, 8 novembre 2008.
- [13] Peter Wallsten et Tom Hamburger, « Obama's Grass-Roots Army May Get Drafted », *Los Angeles Times*, 14 novembre 2008.
- [14] Joshua Partlow, « U.S. Trade Move Shakes Bolivia », *The Washington Post*, 20 octobre 2008 ; Carlos Valdez, Associated Press, 2 novembre 2008.
- [15] *El Universal*, 21 octobre 2009 ; Alfredo Valadez Rodríguez, *La Jornada*, 22 septembre 2009 ; Doris Gómora et Francisco Gómez, « Intaca Estructura Financiera del Narco », *El Universal*, 15 novembre 2009, www.eluniversal.com.mx/notas/640031.html, rapportent que 78 % des secteurs de l'économie sont infiltrés par le narcotrafic, tandis que le gouvernement n'a fait état d'aucun cas de démantèlement de ces structures.
- [16] Andean Information Network, 16 septembre 2009 ; Ron Brooks, président de la NNOAC, témoignage devant le Congrès, www.natlnarc.org/papers/RonBrooks-MexicoDecertification.doc.
- [17] Pour connaître les votes de Biden, voir la base de données des votes au Congrès des États-Unis, « U.S. Congress Votes Database », *The Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/congress/members/b000444/key-votes>.
- [18] Lindsay Renick Maier, « Obama's Pick for Chief of Staff Tops Recipients of Wall Street Money », *OpenSecrets.org*, 5 novembre 2008, www.opensecrets.org/news/2008/11/obamas-pick-for-chief-of-staff.html.
- [19] Jason Riley, « Do What You Got Elected to Do », *The Wall Street Journal*, 8 novembre 2008.
- [20] Steve Early, « Unions to Obama : Don't Abandon Us », *The Boston Globe*, 6 décembre 2008.
- [21] Stephen Zunes, « Obama's Caterpillar Visit a Thumb in the Eye for Human Rights Activists », *Alternet*, 14 février 2009, www.alternet.org/story/126994.
- [22] Peter Kendall et Colin McMahon, *Chicago Tribune*, 6, 7 et 9 septembre 1992.
- [23] Voir Isaac Cohen, « The Caterpillar Labor Dispute and the UAW, 1991–1998 », *Labor Studies Journal*, vol. 27, n° 4, 2003, p. 77-99, <http://lsj.sagepub.com/cgi/content/abstract/27/4/77>. Cohen remet en question l'interprétation habituelle, qui veut que ce conflit ait constitué une véritable débâcle pour les UAW ; il a examiné de près les méthodes utilisées par le syndicat, dans les années qui ont suivi, pour obtenir des gains limités. Pour les sources et le contexte, voir Noam Chomsky, *L'an 501*, op. cit., chap. 11.
- [24] Tim Canova, « The Legacy of the Clinton Bubble », *Dissent*, été 2008, www.dissentmagazine.org/article/the-legacy-of-the-clinton-bubble.
- [25] David Felix, « Asia and the Crisis of Financial Globalization », dans Dean Baker, Gerald Epstein et Robert Pollin (dir.), op. cit. Voir aussi au **début du chapitre 4**.
- [26] Paul Krugman, « Citigroup Bailout Necessary, But Structured Outrageously », *Huffington Post*, 24 novembre 2008 ; Stiglitz cité par Joe Nocera dans, *The New York Times*, 25 octobre 2008 ; Matt Appuzzo, Associated Press, 22 décembre 2008.
- [27] Dean Baker, « Missing the Stock Bubble and Housing Bubble Makes You Qualified to Fix the Crisis », *Beat the Press*, *The American Prospect*, 8 novembre 2008, <http://prospect.org/article/missing-stock-bubble-and-housing-bubble-makes-you-qualified-fix-crisis>.
- [28] Timothy Canova, « Change on Economy ? », *Institute for Public Accuracy*, 1^{er} décembre 2008, www.accuracy.org/newsrelease.php?articleId=1873.
- [29] Eric Lipton et Raymond Hernandez, « A Champion of Wall Street Reaps Benefits », *The*

- New York Times, 14 décembre 2008.
- [30] Jonathan Weil, « Obama's Bailout Bunch Brings Us More of the Same », *Bloomberg*, 11 novembre 2008, www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601039&sid=aNCF-KvAMUQ6w.
- [31] Dean Baker, « Geithner at Treasury : Can He Learn ? », *The Guardian*, 24 novembre 2008, www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2008/nov/24/barack-obama-timothy-geithner-treasury.
- [32] Voir la note 14 du chapitre 4 et le texte correspondant. Simon Johnson, « The Quiet Coup », *The Atlantic*, mai 2009, www.theatlantic.com/magazine/archive/2009/05/the-quiet-coup/7364.
- [33] *New York Times*, 15 juillet 2009.
- [34] Edward Luce, *Financial Times*, 5 décembre 2008.
- [35] Henry Kissinger, *The Washington Post*, 5 décembre 2008. Sur Perle, voir Robert Dreyfuss, « Is Iran Policy Still Up for Grabs ? », *TomDispatch.com*, 2 décembre 2008, www.tomdispatch.com/post/175009/robert_dreyfuss_is_iran_policy_still_up_for_grabs. Sur Warner, voir Peter Baker, « Obama's National Security Team, and the Clintons », *The New York Times*, 30 novembre 2008, <http://nytimes.com/2008/11/30/world/americas/30iht-transition.4.18270224.html>.
- [36] Robert Dreyfuss, *The Nation*, 5 janvier 2009. Sur l'expansion de l'OTAN, voir chap. 12.
- [37] Alan Nairn, « U.S. Complicity in Timor », *The Nation*, 27 septembre 1999.
- [38] Akiva Eldar, *Haaretz*, 2 décembre 2008 (en hébreu) ; Dennis Ross, *The Missing Peace, The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2004 ; Norman Finkelstein, *Dennis Ross and the Peace Process*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 2007 ; Noam Chomsky, *Les États manqués*, op. cit., p. 183-184.
- [39] Cité par Jeff Zeleny, *The New York Times*, 27 novembre 2008.
- [40] « Notable and Quotable », *The Wall Street Journal*, 22 novembre 2008.
- [41] Pour un échantillon des résultats de sondages, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, op. cit., p. 308. Pour une analyse en profondeur, voir Vicente Navarro, *Why the United States Does Not Have a National Health Program*, Amityville (NY), Baywood, 1992 ; *Dangerous to Your Health*, New York, Monthly Review Press, 1993 ; *The Politics of Health Policy : The U.S. Reforms, 1980-1994*, Cambridge (MA), Blackwell Publishers, 1994, p. 210 et suiv.
- [42] David Kirkpatrick, *The New York Times*, 6 août 2009 ; sondage de dépistage sur la santé de Kaiser, avril 2009 ; Sondage New York Times/CBS, du 18 au 24 juillet 2009 ; Kevin Sack et Marjorie Connelly, *The New York Times*, 21 juin 2009 ; Chad Terhune et Keith Epstein, *Business Week*, 6 août 2009. Sur les arguments invoqués à l'encontre de l'opinion publique, voir Dean Baker, « The Public Plan Option and the Big Government Conservatives », *Truthout*, 14 septembre 2009, www.truthout.org/091409I. Pour un compte rendu lumineux des méthodes utilisées par le système de santé privé pour punir les patients au nom de ses maîtres de Wall Street, voir le témoignage devant le Congrès de Wendell Potter, ex-cadre supérieur d'une compagnie d'assurance, 10 juillet 2009, www.pbs.org/moyers/journal/07102009/profile.htm.
- [43] Janet Adamy, *The Wall Street Journal*, 16 septembre 2009.
- [44] Eric Kleefeld, « Poll : Public Still Doesn't Like Health Care Bill—And Still Like Public Option, Medicare Buy-In », *Talking Points Memo*, 22 décembre 2009, <http://tpmdc.talkingpointsmemo.com/2009/12/poll-public-still-doesnt-like-health-care-bill-and-still-like-public-option-medicare-buy-in.php>. Katherine Seelye, *The New York Times*, 22 décembre 2009 ; Sondage CBS News, « The President, Health Care, and Terrorism », du 6 au 10 janvier 2010, www.cbsnews.com/htdocs/pdf/poll_obama_011110.pdf ; Sondage de recherche commandité par des organismes prodémocrates, 19 janvier 2010.

- [45] David Kirkpatrick, « In a Message to Democrats, Wall St. Sends Cash to G.O.P. », *The New York Times*, 8 février 2010 ; « Obama, in Interview, Goes Easy on CEOs », *The Wall Street Journal*, 11 février 2010 ; Edward Luce, « Bonuses Are Part of U.S. Free Market, Obama Says », *Financial Times*, 11 février 2010.
- [46] Casey Ross, « Financial Executives Spent Big on Brown », *The Boston Globe*, 1^{er} février 2010.
- [47] Brian Mooney, « Suburbs carried Brown to Victory », *The Boston Globe*, 21 janvier 2010 ; Peter Wallsten, *The Wall Street Journal*, 20 janvier 2010.
- [48] Robert Gavin, « Blue-Collar Workers Bear Brunt of Decline, Ratio of Job Losses at Depression Level », *The Boston Globe*, 19 janvier 2010, qui relate une étude qui vient d'être publiée par le Centre d'études sur le marché du travail de l'université Northeastern.
- [49] Jane Slaughter, « Anger Boils over Health Care Bill », *Labor Notes*, février 2010.
- [50] Kara Scannell, *The Wall Street Journal*, 6 février 2010. Cet article rappelle que l'approbation des nominations proposées par la présidence est habituellement une formalité, ce qui n'est plus le cas depuis qu'Obama est au pouvoir. Evan Morris-Santoro, « Shelby Blocks All Earmarks in the Senate Over AL Earmarks », *Talking Points Memo*, 4 février 2010, <http://tpmdc.talkingpointsmemo.com/2010/02/report-shelby-blocks-all-obama-nominations-in-the-senate-over-al-earmarks.php> ; Damien Paletta, « Democrats Go It Alone on Revamp of Finance Regulation », *The Wall Street Journal*, 6 février 2010 ; Eric Lichtblau, *The New York Times*, 5 février 2010.
- [51] John Broder et Clifford Krauss, « Advocates of Climate Bill Scale Down Their Goals », *The New York Times*, 27 janvier 2010 ; Lisa Wangsness et Susan Milligan, « GOP Seeks to Block Obama's Labor Pick », *The Boston Globe*, 4 février 2010 ; David Rosnick et Dean Baker, *Taming the Deficit : Saving Our Children from Themselves*, CEPR, décembre 2009, www.cepr.net/documents/publications/taming-the-deficit-2009-12.pdf ; CEPR, « Future Budget Deficits Almost Entirely Due to Rising Private Sector Health Care Costs », 12 août 2009 ; Paul Krugman, « The Senate Becomes a Polish Joke », *The New York Times*, 5 février 2010.
- [52] Sur les opinions de Madison, voir Noam Chomsky, « Consent without Consent : Reflections on the Theory and Practice of Democracy », *Cleveland State Law Review*, vol. 44, n° 4, 1996, p. 415-437. Sur les points de vue divergents de Madison et d'Aristote en ce qui a trait à la démocratie et à l'inégalité, voir Noam Chomsky, *Les États manqués*, op. cit., chap. 6.
- [53] Gilbert Achcar et Noam Chomsky, *La poudrière du Moyen-Orient*, op. cit., épilogue.
- [54] Sur les événements de Gaza, voir les références mentionnées dans la **note 16 du chapitre 6**.
- [55] Aluf Benn, *Israel News*, 20 novembre 2008. Sur Peres, voir Amnon Barzilai, *Haaretz*, 24 octobre 1995. Pour le contexte, voir Noam Chomsky, *World Orders, Old and New*, op.cit., épilogue.
- [56] « Declaration of Principles for a Long-Term Relationship of Cooperation and Friendship Between the Republic of Iraq and the United States of America », communiqué de presse de la Maison Blanche, 26 novembre 2007, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/11/20071126-11.html> ; Mary Beth Sheridan, *The Washington Post*, 17 novembre 2007 ; Ahmed Rasheed et Aws Qusay, Reuters, 18 novembre 2008.
- [57] Steven Simon, « The Price of the Surge », *Foreign Affairs*, mai-juin 2008 ; David Gardner, *Last Chance*, op. cit., p. 13.
- [58] *International Herald Tribune*, voir Lauren Drablier, *Nieman Watchdog*, 28 novembre 2008, www.niemanwatchdog.org/index.cfm?fuseaction=background.view&backgroundid=308.
- [59] Voir Patrick Cockburn, « America Concedes », *London Review of Books*, 18 décembre 2008 ; Jonathan Steele, « The Total Defeat of the US Plan to Install a Supine Ally in the

- Middle East », *The Guardian*, 27 novembre 2008. Voir Jonathan Steele, *Defeat*, *op. cit.*, dont le compte rendu détaillé permet de comprendre comment et pourquoi Bush et Blair « ont perdu leur guerre et devaient la perdre ».
- [60] Pour un compte rendu, voir Noam Chomsky, *Rethinking Camelot*, *op. cit.* Beaucoup de nouveaux renseignements ont été rendus publics depuis, mais cela ne change rien au portrait de base qui, comme je l'explique dans *Rethinking Camelot*, était déjà assez clair.
- [61] Cité par Beth Sheridan, *The Washington Post*, 17 novembre 2007.
- [62] Éditorial, *The Washington Post*, 23 juillet 2008.
- [63] De Hoop Scheffer, Associated Press/Novum, 29 juin 2007 ; Trouw, 2008 ; Shawn McCarthy, *The Globe and Mail*, 19 et 20 juin 2008 ; Mriganka Jaipurkar et Shiva Lingam, « India Joins tapi Natural Gas Pipeline Project ; Turkmen Gas Flows Via Afghanistan, Pakistan to Start in 2015 », *Platts Oilgram News*, 28 avril 2008. Sur l'OTAN et la maîtrise de l'Europe à la suite de l'effondrement de l'URSS, voir David Gibbs, *op. cit.*, qui met l'accent sur les guerres des Balkans.
- [64] Eric Schmitt et Mark Mazzetti, « Secret Order Lets U.S. Raid Al Qaeda », *The New York Times*, 10 novembre 2008 ; Sami Moubayed, « US's Syrian Raid Sets Iraq on Fire », *Asia Times*, 1^{er} novembre 2008 ; Stephen Zunes, « Bush's Unauthorized Attack on Syria Killed Civilians ; Dems Silent », *Alternet*, 11 novembre 2008, www.alternet.org/story/106329. Sur le monde arabe, voir Assaf Kfoury, « "They Couldn't Handle the Donkey So They Beat the Saddle !" », 11 novembre 2008. Sur la presse saoudienne, voir Chas Freeman, dans « Iran's Strategic Concerns and U.S. Interests », *op. cit.*
- [65] David Kilkullen et Andrew M. Exum, *The New York Times*, page d'opinions, 17 mai 2009. Le commandement américain conteste ces chiffres. Sur les plans futuristes de l'administration en matière de développement des drones et sur les possibilités que ces derniers servent non seulement à l'assassinat de suspects, mais, de manière plus générale, au contrôle de la population jusqu'à domicile et à la mise en place d'une hégémonie mondiale à peu de frais, voir Nick Turse, « The Forty-Year Drone War », *Tomgram*, 24 janvier 2010, www.tomdispatch.com/archive/175195/.
- [66] Barbara Plett, « Crucial battle on Pakistan's frontline », *BBC News*, Bajaur, 31 octobre 2008 ; Pervez Hoodbhoy, *Dawn*, 9 mars 2008.
- [67] Stephen Graham, Associated Press, 3 novembre 2008. Sur les approvisionnements, voir Bruce Riedel, *Current History*, novembre 2008.
- [68] Ahmed Rashid, *Descent into Chaos, The United States and the Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, Viking Press, 2008 ; Cristina Otten, interview de Hoodbhoy, *Focus*, www.focus.de/politik/ausland/tid-12856/pakistan-die-menschen-sind-blind-vor-hass_aid_355157.html. Riedel, cité par Tim Weiner, *The New York Times*, 7 décembre 2008.
- [69] Karen DeYoung et Joby Warrick, « Pakistan and U.S. Have Tacit Deal On Airstrikes », *The Washington Post*, 16 novembre 2008.
- [70] Ismail Khan et Pir Zubair Shah, *The New York Times*, 28 octobre 2008.
- [71] Candace Rondeaux, *The Washington Post*, « End Civilian Deaths, Karzai Tells Obama », 6 novembre 2008 ; Barry Newhouse, *Voice of America*, 26 novembre 2008 ; Candace Rondeaux, *The Washington Post*, 27 novembre 2008.
- [72] Jimmy Burns et Daniel Dombey, *Financial Times*, 6 octobre 2008 ; Jason Burke, *The Observer*, 28 septembre 2008.
- [73] Declan Walsh, « Drive to Clean Up TV Leaves Soap Fans Fearing for Their One Respite from Reality », *The Guardian*, 22 mai 2008.
- [74] Agence France-Presse, 8 mai 2008 ; Déclaration conjointe de la *jirga* nationale de paix d'Afghanistan et de Cooperation for Peace and Unity, Allemagne, s.d. Anand Gopal, *The Christian Science Monitor*, 20 octobre 2008.

- [75] Environics, *2007 Survey of Afghans*, sondage, 18 octobre 2007.
- [76] Jason Straziuso, Associated Press, « Key Taliban Leaders in Pakistan », 27 janvier 2008.
- [77] « Face to Face with the Foot Soldiers », *The Globe and Mail*, Toronto, 22 mars 2008.
- [78] Rodric Braithwaite, *Financial Times*, 15 octobre 2008.
- [79] Rasil Basu, *Asian Age*, 3 décembre 2001 ; Rasil Basu, *Ms*, Fall 1988.
- [80] Malalai Joya, *A Woman Among Warlords : The Extraordinary Story of an Afghan Who Dared to Raise Her Voice*, New York, Scribner, 2009
- [81] Nikolai Lanine, *The Globe and Mail*, Toronto, 30 novembre 2006 ; « A Soviet Case for Bombing Iran : Logic of Interference », 5 janvier 2009, brouillon ; Nikolai Lanine et MediaLens, « Invasion : A Comparison of Soviet and Western Media Performance », *Znet*, 24 novembre 2007.
- [82] Barnett Rubin et Ahmed Rashid, *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2008.
- [83] Discours du sénateur Barack Obama au congrès d'orientation de l'AIPAC, 4 juin 2008, http://www.aipac.org/~media/Publications-old/Policy%20and%20Politics/ Speeches %20and%20Interviews/Speeches%20by%20Policymakers/ 2008/PC_08_Obama.pdf.
- [84] Ces pratiques ont été maintenues. Voir, parmi de nombreuses sources, Al Jazeera, « Israel Stops Aid Ship to Gaza », 30 juin 2009 ; Mel Frykberg, *The Christian Science Monitor*, 30 juin 2009. Au fil des ans, elles ont été mentionnées à l'occasion dans la presse américaine, mais seulement superficiellement. Pour des références sur ces pratiques criminelles de longue haleine, voir la **note 6 du chapitre 6**.
- [85] « Public Opinion in Iran and America on Key International Issues », sondage, *World Public Opinion.org*, 24 janvier 2007, www.worldpublicopinion.org/pipa/pdf/jan07/Iran_Jan07_rpt.pdf ; Chicago Council on Global Affairs, *Global Views 2008*. Si l'opinion publique a changé depuis ce temps, c'est probablement sous l'influence de l'intense propagande qui lui a été infligée au fil des ans.

Notes du chapitre 10

- [1] « President Obama Delivers Remarks to State Department Employees », retranscription, *The Washington Post*, 22 janvier 2009, www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/01/22/AR2009012202550.html.
- [2] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *op. cit.*
- [3] Sur les propos tenus par Obama depuis ce temps et leur mollesse délibérée, voir ci-dessus, p. et suiv.
- [4] Norman Finkelstein, *op. cit.* Amnistie internationale a en fait réclamé un embargo sur la livraison d'armes à Israël et au Hamas, celui-ci n'ayant aucun rapport avec les États-Unis, bien sûr. Sur les nouvelles armes livrées pendant la guerre et sur le refus de la Grèce de les expédier, voir Noam Chomsky, « Exterminate All the Brutes », *op. cit.*
- [5] Roula Khalaf, « Obama Should Tell Israel to Face Facts », *Financial Times*, 19 janvier 2009. Voir **chap. 12**.
- [6] Barak Ravid, *Haaretz*, 19 janvier 2009.
- [7] Voir Thomas Carothers, *Critical Mission*, *op. cit.* Il serait ici superflu de revenir encore une fois sur ce copieux bilan.
- [8] Notamment par la voix du premier ministre de l'Autorité palestinienne Ismail Haniyeh (Hamas), « Aggression Under False Pretenses », *The Washington Post*, 11 juillet 2006 ; et du chef politique du Hamas Khalid Meshal, Zafarul-Islam Khan, *Milli Gazette*, 16 septembre 2007 ; *Guardian* (Khalid Meshal), 13 février 2007 ; Avi Issacharoff, *Haaretz*, 2 avril 2008 ; Taghreed el-Khodary et Ethan Bronner, « Addressing U.S., Hamas Says It grounded Rockets », *The New York Times*, 4 mai 2009 ; Jay Solomon et Julien Barnes-Dacey, « Hamas Chief Outlines Terms for Talks on Arab-Israeli Peace », *The Wall Street*

Journal, 31 juillet 2009. Pour une vue d'ensemble, voir Fawaz Gerges, *The Nation*, 3 février 2010.

- [9] Khaled Abu Toameh, *Jerusalem Post*, 23 janvier 2009.
- [10] *Wall Street Journal*, 2 janvier 2009 ; Associated Press, 22 janvier 2009 ; *Financial Times*, 23 janvier 2009 ; *The Christian Science Monitor*, 23 janvier 2009 ; *Financial Times*, 23 janvier 2009.
- [11] Ken Ellingwood, *Los Angeles Times*, 25 juin 2006. Quelques autres reportages ont été publiés. Le seul média de langue anglaise qui semble avoir couvert cette affaire sérieusement est le *Turkish Daily News*, 25 juin 2006. Sur les pratiques courantes d'Israël, voir la **note 6 du chapitre 6** et les quatre paragraphes qui y conduisent (**début ici**).
- [12] Al Mezan, « IOF Kidnaps Five Palestinian Children in North Gaza », communiqué de presse, n° 74/2009, 7 septembre 2009, www.mezan.org/en/post/9028/IOF+Kidnap+Five+Palestinian+Children+in+North+Gaza.
- [13] M. Karim Faiez et Laura King, *Los Angeles Times*, 24 janvier 2009.
- [14] Dexter Filkins, *The New York Times*, 22 janvier 2009. Sur Karzaï, voir au dernier quart du **chapitre 9**.

Notes du chapitre 11

- [1] Rapport du comité sur les forces armées du Sénat, *Inquiry into the Treatment of Detainees in U.S. Custody*, 110^{ème} Congrès des États-Unis, 2^{ème} sess., 28 novembre 2008, Washington, U.S. Government Printing Office, 2008, p. 72, <http://documents.nytimes.com/report-by-the-senate-armed-services-committee-on-detainee-treatment#p=72> ; Jonathan Landay, « Abusive Tactics Used to Seek Iraq-al Qaida Link », *McClatchy Newspapers*, 21 avril 2009 ; Gordon Trowbridge, « Levin : Iraq Link Goal of Torture », *Detroit News*, 22 avril 2009.
- [2] Paul Krugman, « Reclaiming America's Soul », *The New York Times*, 24 avril 2009.
- [3] Alfred McCoy, *A Question of Torture : CIA Interrogation, from the Cold War to the War on Terror*, New York, Metropolitan Books, 2006 ; Alfred McCoy, « The U.S. Has a History of Using Torture », *History News Network*, 12 avril 2006, <http://hnn.us/articles/32497.html> ; Jennifer Harbury, *Truth, Torture, and the American Way, The history and Consequences of U.S. Involvement in Torture*, Boston, Beacon Press, 2005 ; Jane Maier, « The Battle for a Country's Soul », *New York Review of Books*, 14 août 2008.
- [4] Allan Nairn, « The Torture Ban that Doesn't Ban Torture : Obama's Rules Keep It Intact, and Could Even Accord With an Increase in US-Sponsored Torture Worldwide », *News and Comment*, 24 janvier 2009, www.allannairn.com/2009/01/torture-ban-that-doesnt-ban-torture.html.
- [5] Lars Schoultz, « U.S. Foreign Policy and Human Rights Violations in Latin America », *Comparative Politics*, vol. 13, n° 2, janvier 1981, p. 149-170 ; Edward Herman, dans Noam Chomsky et Edward Herman, *Political Economy of Human Rights*, vol. I, chap. 2.1.1, Cambridge, South End Press, 1979 ; Edward Herman, *Real Terror Network*, Cambridge, South End Press, 1982, p. 26 et suiv.
- [6] Alfred McCoy, « The U.S. Has a History of Using Torture », *op. cit* ; Charles Levinson, « Torture in Iraq & the Rule of Law in America », *Daedalus*, vol. 133, été 2004.
- [7] Glenn Greenwald, « Obama and Habeas Corpus – Then and Now », *Salon*, 11 avril 2009, www.salon.com/2009/04/11/bagram_3/. Pour d'autres exemples de changements de cap, voir Nedra Pickler et Matt Apuzzo, « Still No Rights for Bagram Prisoners », Associated Press, *Army Times*, 20 février 2009, www.armytimes.com/news/2009/02/ap_terrordetainees022009.
- [8] Daphne Eviatar, « Obama Justice Department Urges Dismissal of Another Torture Case », *Washington Independent*, 12 mars 2009, <http://washingtonindependent.com/33679>.

- Dostom est rentré d'exil en Afghanistan en août 2009, juste avant les élections, lors desquelles il a appuyé le président Hamid Karzaï. Sur ses exploits passés, voir Malalai Joya, *op. cit.*
- [9] William Glaberson, *The New York Times*, 16 mai 2009.
- [10] Michael Kinsley, *The Wall Street Journal*, 26 mars 1987.
- [11] Patrick Cockburn, « Torture ? It Probably Killed More Americans Than 9/11 », *Independent*, 6 avril 2009.
- [12] Anonyme (Rajiv Chandrasekaran), « From Captive to Suicide Bomber », *The Washington Post*, 22 février 2009.
- [13] Robert Fisk, *The Independent*, 12 septembre 2001.
- [14] Jesse Holland, Associated Press, *New York Times*, 9 mai 2009. Voir la [note 40 du chapitre 6](#) et le [paragraphe qui y conduit](#).
- [15] Sur l'horrible contexte du massacre de My Lai, voir Noam Chomsky et Edward Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, vol. I, p. 315-316, basé sur des notes inédites que m'a remises Kevin Buckley, chef du bureau de Saïgon (auj. Hô-Chi-Minh-Ville) de *Newsweek*. Voir aussi Christopher Hitchens, *The Trial of Henry Kissinger*, Londres, Verso, 2001, p. 30 et suiv., pour les mêmes renseignements provenant de la même source. Pour de nouvelles informations, d'une grande importance, sur l'assassinat de Hampton, voir Jeffrey Haas, *The Assassination of Fred Hampton : How the FBI and the Chicago Police Murdered a Black Panther*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2010. Pour de nouvelles et étonnantes révélations sur le bombardement du Cambodge par les États-Unis et leur rôle crucial dans la création des Khmers rouges, voir Taylor Owen et Ben Kiernan, spécialistes du Cambodge, « Bombs Over Cambodia », *The Walrus*, Canada, octobre 2006, reproduit sur *Znet*. Le silence observé autour de ces révélations par ceux qui déplorent les atrocités commises par les Khmers rouges, même quand on les porte précisément à leur attention, en dit long. Il ne s'agit pas d'un phénomène inédit ou unique au cas du Cambodge, mais il n'en est pas moins révélateur vu l'accent mis, souvent avec une extraordinaire mauvaise foi, sur les terribles crimes commis par la suite par les Khmers Rouges. Pour une analyse de ce sombre bilan, voir Noam Chomsky, *La fabrique de l'opinion publique*, Paris, Le Serpent à plumes, 2003. Cette tendance s'est maintenue depuis ce temps, atteignant souvent des sommets d'hystérie et de mauvaise foi. Tout cela traduit, dans ce cas de manière assez spectaculaire, une distinction entre la réaction à *leurs* crimes, à propos desquels nous ne pouvons faire grand-chose, et la réaction à *nos* crimes, sur lesquels nous pouvons généralement avoir un grand impact : dans ce cas, y mettre un terme immédiatement ou à tout le moins avoir la décence de ne pas les oublier. Au mieux, cependant, on les cache, comme tout ce qui dérange.

Notes du chapitre 12

- [1] Timothy Garton Ash, « 1989 Changed the World. But Where Now for Europe? », *The Guardian*, 4 novembre 2009 ; Matthew Ryder, « The 1989 Generation Has the Power-But Can It Handle It? », *The Observer*, 15 novembre 2009. Lors des célébrations du 20^{ème} anniversaire, on a passé sous silence la chute sanglante du pire dictateur d'Europe de l'Est, le Roumain Nicolae Ceausescu, qui aura gardé la faveur de Reagan et de Bush père jusqu'aux derniers jours de son impitoyable régime, renversé de l'intérieur comme d'autres assassins et tortionnaires de leur entourage.
- [2] Bertrand Benoit, *Financial Times*, 9 novembre 2009.
- [3] BBC, 9 décembre 2009.
- [4] Thomas Carothers, *Critical Mission*, *op. cit.* Dans les années Reagan, a-t-il écrit, ont a effectivement constaté un progrès de la démocratie en Amérique latine, mais dans le Cône sud, où l'influence américaine était la moins grande, et en dépit des tentatives de Reagan

d'y faire obstacle en soutenant des dictateurs de droite. À l'inverse, là où l'influence était la plus forte, les progrès étaient moindres. Cela s'explique par le fait que Washington souhaitait qu'y soit maintenu « l'essentiel de la structure de sociétés qui, historiquement, étaient passablement antidémocratiques ». Dans ses efforts de « promotion de la démocratie », l'administration Reagan ne tolérait que « des formes limitées de changement démocratique, partant du sommet vers la base et ne risquant pas de bouleverser les structures politiques traditionnelles, dont les États-Unis étaient les alliés de longue date ».

- [5] Teresa Whitfield, *Paying the Price*, Philadelphie, Temple University Press, 1995.
- [6] Antonio Rubio, *El Mundo*, 21 novembre 2009.
- [7] Hans Küng, *The Catholic Church, A Short History*, New York, Modern Library, 2001.
- [8] Causerie donnée lors d'une des rares commémorations du massacre, 30 novembre 2009, au Boston College (jésuite). Voir l'allocation du père Sobrino à l'université Santa Clara (jésuite), Californie, 5 novembre 2009, www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=ES&cod=42881.
- [9] Derek Scally, *Irish Times*, 2 novembre 2009.
- [10] Adam Isaacson et Joy Olson, *Just the Facts, 1999 Edition*, Washington, Latin America Working Group and Center for International Policy, 1999.
- [11] Fiodor Dostoïevski, *Les frères Karamazov*, chap. V, trad. du russe par Henri Mongault, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 2006. [NdT]
- [12] Teresa Whitfield, *op. cit.*
- [13] Cité avec autorisation par Timothy Garton Ash, *New York Review of Books*, 18 janvier 1990; et William Luers, *Foreign Affairs*, printemps 1990. Pour un aperçu des réactions, voir Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, *op. cit.*, chap. 10. Voir aussi Matthew Alexander, « How to Turn a Terrorist », *National Interest*, 106, mars-avril 2010.
- [14] Anthony Lewis, *The New York Times*, 2 mars 1990.
- [15] Elaine Sciolino, *The New York Times*, 27 février 1990 ; David Shipler, page d'opinions, *The New York Times*, 1^{er} mars 1990; *Time*, 12 mars 1990. Pour une analyse plus poussée des réactions à cet impressionnant triomphe de la démocratie, voir Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, *op. cit.*, chap. 10.
- [16] Cité par Jon Reed, *The Guardian* (New York), 23 mai 23, 1990. Sur les réactions au meurtre d'un seul prêtre polonais (dont les assassins ont été jugés et condamnés) et à celui de 100 martyrs religieux d'Amérique centrale (en toute impunité), voir Noam Chomsky, *La fabrique de l'opinion publique*, *op. cit.*, chap. 2. Pour un exemple frappant, remontant à 1986, voir Noam Chomsky, *Necessary Illusions*, Cambridge, South End Press, 1989, appendice 1, où je compare l'indignation hystérique suscitée par la parution des mémoires d'un prisonnier politique cubain et le silence ayant accompagné celle d'un rapport de 160 pages, fondé sur des témoignages sous serment et des bandes vidéo, relatant le sort de 430 prisonniers politiques dans les principales chambres de torture salvadoriennes. Avoir fait sortir clandestinement ces informations des geôles représente un acte de courage extraordinaire. La torture pratiquée par les forces de sécurité salvadoriennes avec le soutien des États-Unis y est relatée en détail. Sur l'une des bandes vidéo, on voit un major américain en uniforme torturer un prisonnier à l'aide de décharges électriques. Comme à l'accoutumée, cette information a été accueillie avec indifférence, à quelques rares exceptions près.
- [17] Sur Zelaya, voir Greg Grandin, « Muscling Latin America », *The Nation*, 8 février 2010.
- [18] Dimitri Simes, associé principal au Carnegie Endowment for International Peace, dans son analyse approfondie des possibilités que prenne fin la guerre froide, publiée dans le *New York Times*, 27 décembre 1988. Abrams cité par Stephen Kurkjian et Adam Pertman, *The Boston Globe*, 5 janvier 1990.
- [19] Pour les détails, voir Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, *op. cit.*, chap. 1.

- [20] Oxfam, cité par John Vidal, *The Observer*, 11 octobre 2009, reportage relatant la diminution de l'aide alimentaire offerte par les pays riches dans le contexte d'une catastrophe qui prend de l'ampleur.
- [21] Mark Kramer, « The Myth of a No-NATO-Enlargement Pledge to Russia », *The Washington Quarterly*, avril 2009.
- [22] Mary Elise Sarotte, page d'opinions, *The New York Times*, 30 novembre 2009 ; « Not One Inch Eastward ? », *Diplomatic History*, vol. 34, n° 1, janvier 2010.
- [23] Neil Ascherson, « They're Just Not Ready », *London Review of Books*, 7 janvier 2010.

[Lien brisé] Pour les références dont le lien s'est brisé depuis la publication originale, l'adresse url a été conservée telle quelle pour mémoire. Mais l'hyperlien renvoie alors à ce mot d'explication.

Table

Avant-propos

Première partie **L'Amérique latine**

Chapitre 1

À qui profite la mondialisation ?

Chapitre 2

Une hégémonie ébranlée ?

Chapitre 3

Le néolibéralisme contre le développement et la démocratie

Chapitre 4

L'Amérique latine et les Caraïbes en quête d'unité

Deuxième partie **L'Amérique du Nord... et ailleurs**

Chapitre 5

De « bonnes nouvelles » d'Irak et d'ailleurs

Chapitre 6

Élections libres : bonne ou mauvaise nouvelle ?

Chapitre 7

Les défis du xxième siècle

Chapitre 8

Un tournant, vraiment ?

Chapitre 9

Présidentielles de 2008. Quand l'espoir se heurte à la réalité

Chapitre 10

Le discours d'Obama sur Israël et la Palestine

Chapitre 11

Les notes de service sur la torture

Chapitre 12

1989 et après...

Notes et références

Déjà parus dans la collection

«Futur proche»

- Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), *Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*
- Gaétan Breton, *La dette. Règlement de comptes*
- Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste*
- Gaétan Breton, *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*
- Jean Bricmont, *L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, droit du plus fort?*
- Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir*
- Noam Chomsky, *Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e siècle*
- Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*
- Chris Hedges, *La mort de l'élite progressiste*
- Chris Hedges, *L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*
- Edward S. Herman et David Peterson, *Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres*
- L'Institut de recherche et d'information socio-économiques, *Dépossession. Une histoire économique du Québec contemporain. 1- Les ressources*
- Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*
- Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*
- Andrea Langlois et Frédéric Dubois (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*
- Linda McQuaig, *Les milliardaires. Comment les ultra-riches nuisent à l'économie*
- Luc Rabouin, *Démocratiser la ville. Le budget participatif: de Porto Alegre à Montréal*
- Sherene H. Razack, *La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l'espace politique*
- Jeremy Scahill, *Le nouvel art de la guerre. Dirty Wars*
- Astra Taylor, *Démocratie.com. Pouvoir, culture et résistance à l'ère des géants de la Silicon Valley*
- Lesley J. Wood, *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*

CE LIVRE NUMÉRIQUE A ÉTÉ CRÉÉ PAR
FABRICE MARCOUX EN JANVIER 2016
POUR LE COMPTE DE LUX, ÉDITEUR À
L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR DE
LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT
LAPALME

La révision du texte et la correction des épreuves ont été réalisées
par Thomas DÉRI

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal, Qc
H2J 4E1

www.luxediteur.com

Diffusion et distribution
Au Canada : De Marque
En Europe : Harmonia Mundi / Eden Livres

